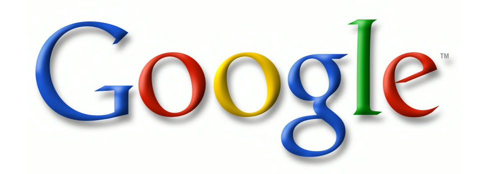
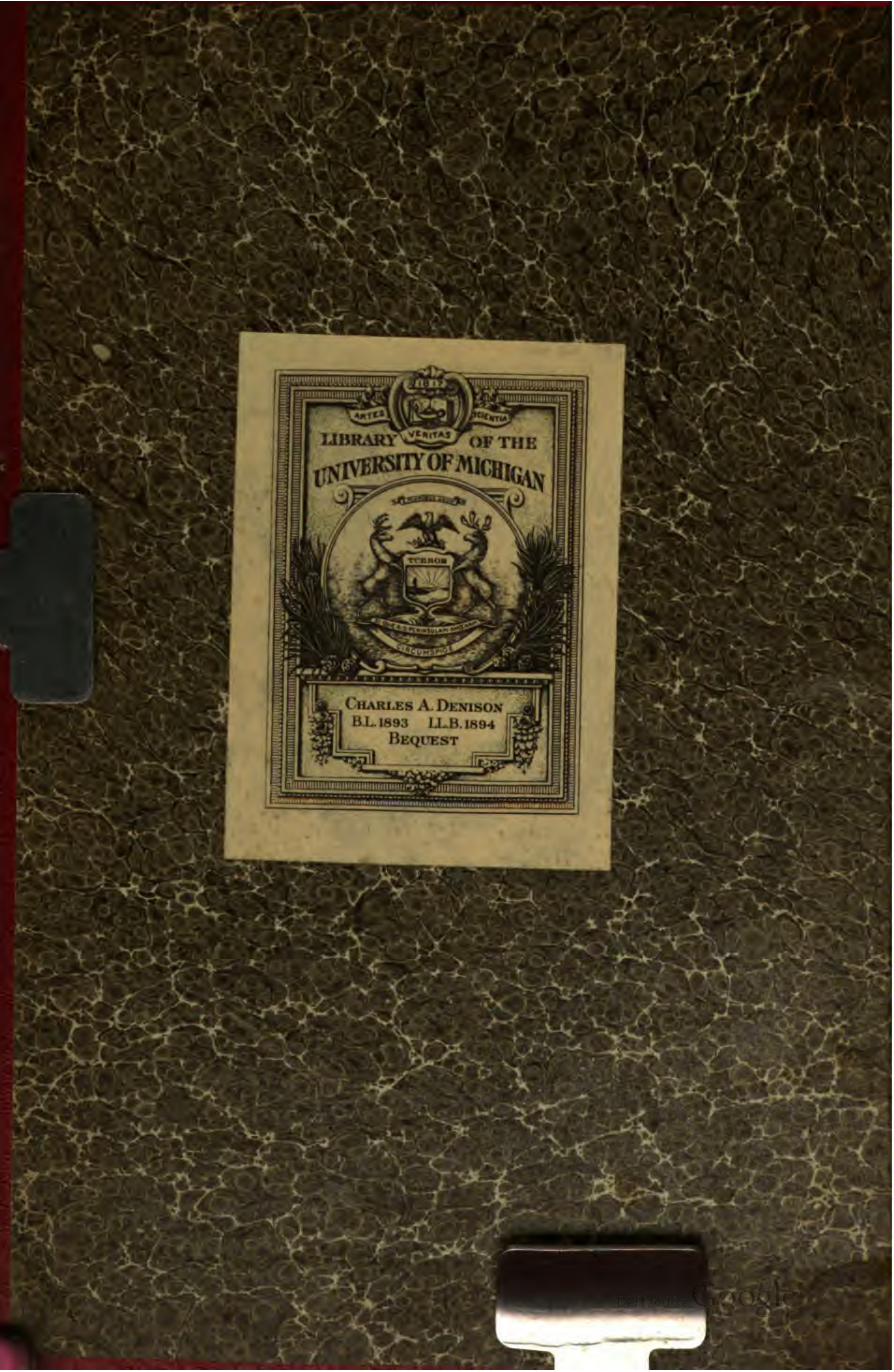



B 49453 1



1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE
CHARLES A. DENISON
B.L. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST



GALERIE HISTORIQUE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

SAINT DENIS. — TYPOGRAPHIE DE PREVOT ET DROUARD.



LAETITIA BONAPARTE.

GALER…

…TION…

FRAN…AISE

(179… A 1815).

HIS…IRE DE NAPOL…ON

CONSUL ET … EMPE…

PAR M. ALBE…T MA…

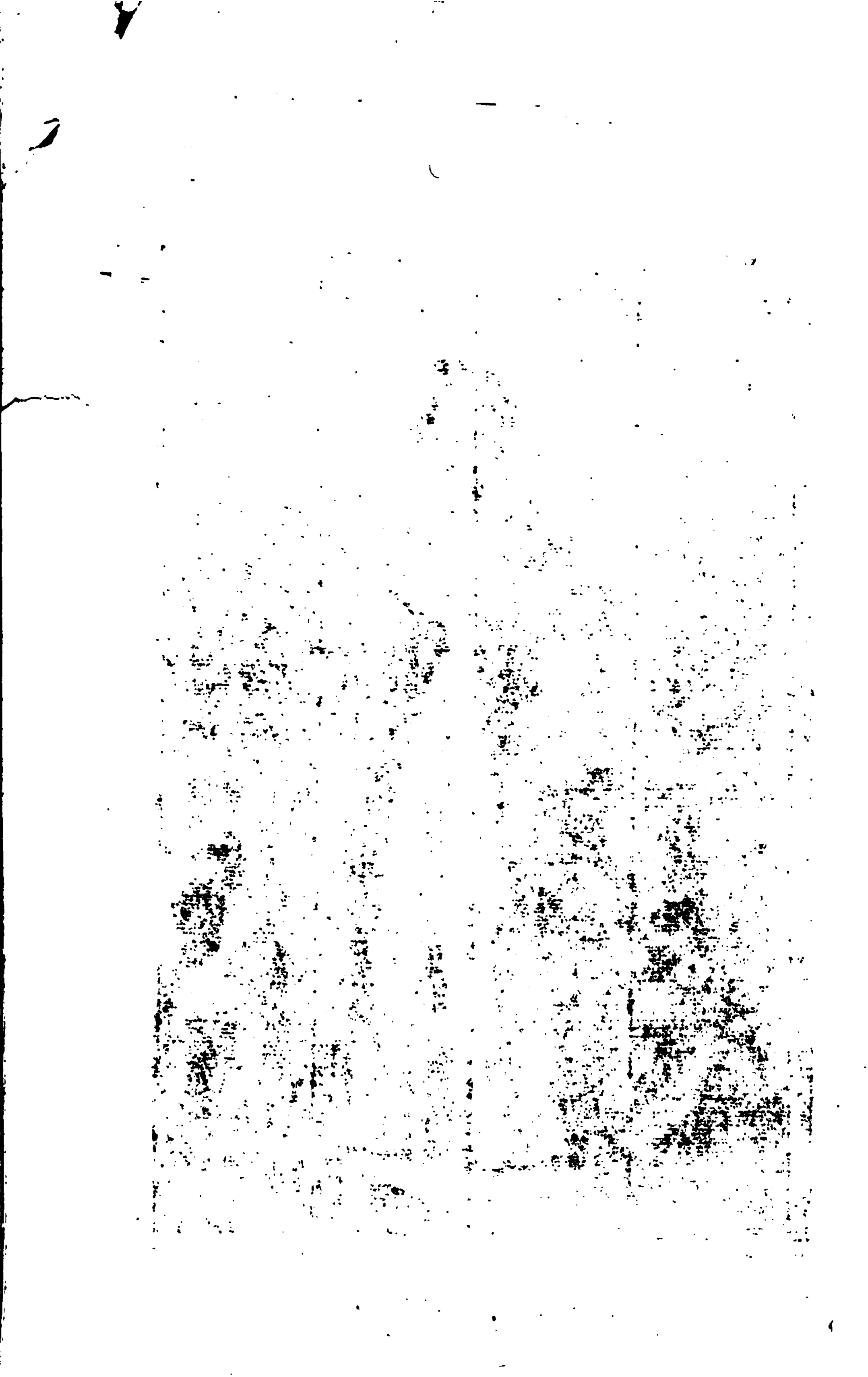
TOME V.

PARIS.

…LESSIER LUCCHESI …

12, RUE GRANGE-BATELIÈRE

18…



GALERIE HISTORIQUE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

(1799 A 1815).

HISTOIRE DE NAPOLÉON

1er CONSUL ET EMPEREUR

PAR M. ALBERT MAURIN.

TOME V.

PARIS.

CHEZ PÉLISSIER LUCCHESI ET Cie, ÉDITEURS,

12, RUE GRANGE-BATELIÈRE.

1850.

GALERIE HISTORIQUE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

HISTOIRE DE NAPOLÉON

1er CONSUL ET EMPEREUR.

EMPIRE.

CHAPITRE XII.

Passage du Niémen. — Wilna. — Tactique des généraux russes. — Le royaume de Pologne. — Napoléon refuse de le reconnaître. — Witepsk. — Murmures et découragement dans les états-majors. — Prise de Smolensk. — Bataille de Polotsk. — Bataille de Valoutina et de la Moskowa. — Napoléon à Moscow. — Incendie de Moscow par Rostopchin. — On essaie des ouvertures de paix. — Ira-t-on à Saint-Pétersbourg? — Hésitation. — Retraite de la grande armée. — Destruction du Kremlin.

JUIN — OCTOBRE 1812.

L'empereur Alexandre s'était rendu à Wilna, ancienne capitale de la Lithuanie, dès le 26 avril. Les forces qu'il avait disposées autour de lui, pour s'opposer à l'invasion française, présentaient deux grandes armées. La première, dite armée de l'Ouest, était commandée par le général Barclai de Tolly. Elle se composait d'une première division de vingt-six mille hommes, commandés par les généraux Wittgenstein et Ouvarow, et dont les campements s'étendaient à Rossiana, Keidani et

Wilkovo; d'une seconde division de seize mille hommes, avec le général Baggowouth, placée en arrière de Kowno, vers l'embouchure de la Wilia; d'une troisième division, de dix-huit mille hommes, sous les ordres de Toutchkow, et tenant Novoi-troki, près de Wilna; d'une quatrième, enfin, obéissant à Schouvalow, en avant d'Olenki. Ces quatre corps formaient ainsi le centre et la droite des lignes russes. La seconde armée, dite de l'Est, commandée en chef par le prince Bagration, se divisait en deux corps seulement, dont l'un de quarante mille hommes, avec le grand-duc Constantin, se reliait au centre de la ligne de défense par Swentziani et Smorgani; l'autre, fort de vingt mille fantassins, avec le général Doctorow, et de sept mille Cosaques conduits par l'hetman Platow, formait la gauche extrême de la ligne. Le général Marakow faisait en outre des levées dans la Wolhynie; le général Thormasow organisait un corps d'armée pour opérer du côté du grand-duché de Varsovie. La garde impériale tenait Wilna. A ces ressources, Alexandre Ier comptait joindre bientôt une puissante réserve. Nous voulons parler des troupes qui opéraient sur le Danube, avec le général Kutusow, contre la Turquie. L'Angleterre employait toutes les ruses de sa diplomatie à amener un traité de paix entre Constantinople et Saint-Pétersbourg; elle devait réussir dans ses efforts.

Jetons cependant un regard sur le terrain qui va servir de théâtre aux premières opérations de la campagne. Le génie militaire de Napoléon s'y déploiera dans toute sa force et dans toute sa virilité, et nous y verrons briller dans son éclat le coup d'œil du grand homme qui embrasse les espaces les plus étendus et des légions innombrables. Combinant les mouvements de ses quatre cent mille combattants, il semble avoir animé d'un même esprit et d'une même volonté les cent généraux qui font manœuvrer ses soldats sur les rives du Niémen. Et ce spectacle du génie de la guerre, élevé à sa plus haute

puissance, nous intéressera d'autant plus, que nous trouverons pour ainsi dire, entre Kowno et Wilna, le terme fatal du phénomène de notre siècle. A peine auront-ils touché le sol de la Russie, que tous ces maréchaux, ces ducs, ces comtes de l'empire, ces grands dignitaires, moins chargés d'honneur encore, de titres et de dotations, que de gloire, seront saisis comme d'un vertige. Napoléon lui-même, cet esprit si lucide, si lumineux et si précis, aura ses illusions, ses mirages, et l'heure des revers sonnera pour l'armée française. Vaincre et abaisser l'Europe monarchique coalisée contre l'idée française, couler en bronze notre nationalité révolutionnaire au feu de vingt batailles, telle avait été en partie l'œuvre du grand capitaine. Mais coaliser à son tour l'Europe vaincue, l'Autriche, la Prusse, toute l'Allemagne, rois, princes et capitaines humiliés, pour marcher, avec leur concours, à la conquête d'une paix qui eût consolidé leur ruine; mais traîner après soi, à six cents lieues, avec leurs rivalités, leur amour-propre, leur lassitude, toute cette pléiade de généraux auxquels douze années de campagne avaient donné tout ce qu'ils pouvaient attendre de la guerre: c'était semer dans le sillon du premier revers les folles espérances des uns, le découragement des autres, pour recueillir la trahison et les défections des contingents étrangers, l'indiscipline et la discorde des maréchaux de l'empire

Napoléon allait trouver tout cela en traversant le Niémen.

Sur le point où s'était porté le centre de la grande armée, le Niémen forme un angle rentrant sur le territoire lithuanien, dont le sommet est marqué par la ville de Kowno. Les deux branches de cet angle ont leur extrémité, sur la gauche à Tilsit, sur la droite à Grodno. Les divisions russes sont rangées à peu près parallèlement à ces deux branches, portant leurs ailes vers Grodno et Tilsit. Quant à Kowno, ce point reculé de l'angle, il est en ce moment peu défendu; mais Wilna se trouve à vingt lieues en arrière, et c'est dans les murs de cette place importante

qu'Alexandre Ier a établi son quartier général. Entre Kowno et Wilna manœuvrent les seize mille hommes de Baggowouth. Pour compléter cette situation, mentionnons le camp dit de Drissa, à trente lieues environ en arrière de Wilna, très-fortement retranché, approvisionné d'une manière considérable, et défendant la route de Saint-Pétersbourg.

La carte du Niémen a appris à Napoléon tout le parti qu'il peut tirer de la position de l'armée ennemie. Il effectuera le passage sur trois points à la fois : à Grodno, à Tilsit, à Kowno. Le 22 juin, il porte son quartier général à Nougoraidski. Deux cent mille hommes le suivent. Pendant qu'il opérera sur Kowno, le maréchal Macdonald, duc de Tarente, marchera sur Tilsit avec vingt-cinq mille hommes; le prince Jérôme, roi de Westphalie, se dirigera sur Grodno avec soixante-cinq mille combattants. Attaqués sur tous ces points à la fois, les Russes, trop inférieurs en nombre pour diviser leurs forces et faire face simultanément à cette triple agression, seront réduits à ces deux alternatives : 1° se concentrer sur Wilna, et abandonner ainsi Grodno et Tilsit; dans ce cas, Napoléon peut être arrêté en arrière de Kowno, mais le duc de Tarente et le roi de Westphalie, passant impunément le fleuve, déborderont l'armée de Barclai de Tolly, et la bataille sera décisive; 2° renforcer les deux ailes pour défendre Tilsit et Grodno. Cette manœuvre peut suspendre le passage des deux lieutenants de Napoléon, mais elle livrera Wilna à deux cent mille Français, qui se précipiteront comme un torrent impétueux dans l'intervalle laissé entre les deux ailes de l'armée d'Alexandre.

Ainsi, dès le début de la campagne, Napoléon doit écraser à la fois les deux corps de Bagration et de Barclai de Tolly, s'ils se concentrent sur Wilna, ou couper les Russes par le centre, séparer les deux généraux en chef, et les battre séparément en se portant tour à tour sur chacun d'eux. L'un et l'autre événement lui donneront la Russie. N'est-ce pas de cette

manière qu'il a vaincu et réduit à crier merci l'Autriche ; la Prusse, tous les empires qui ont subi successivement le joug de la France?

Dans la nuit du 23, à deux heures du matin, Napoléon, déguisé en Polonais, monte à cheval et se rend aux avant-postes, accompagné du général Haxo. Il va reconnaître lui-même le point le plus favorable pour le passage de l'armée. Les équipages de pont sont tous prêts. La journée se passe en dispositions préliminaires, en démonstrations, donnant le change aux patrouilles russes qui éclairent la rive droite du Niémen. A huit heures du soir, lorsque la nuit commence à se faire, les pontoniers s'établissent un peu au-dessous de Kowno, près du village de Poniemen. Quelques compagnies de voltigeurs traversent le fleuve dans des barques, et protégent la construction de trois ponts, achevés en moins de deux heures par les soins du général Eblé.

Le passage s'effectue aussitôt, et deux cent mille hommes, après s'être emparés de Kowno, se jettent sur la route de Wilna, dans la journée du 24. L'armée qui franchit ainsi le Niémen, sous les yeux de l'empereur, se compose du premier corps, commandé par le général Davoust, ayant sous ses ordres les généraux Morand, Friand, Gudin, Desaix, Compans et Pajol; du deuxième corps, dirigé par le maréchal Oudinot, avec les généraux Legrand, Verdier, Merle et Castex; du troisième, conduit par le maréchal Ney et les divisionnaires Ledru, Razout et Marchand; de la cavalerie du roi de Naples et de la garde impériale.

Le même jour, Macdonald traversait le fleuve à Tilsit avec les divisions Grandjean, d'Yorck et Massembach.

Confiant dans les forces qui se déployaient sur ses lignes, de Tilsit à Grodno, Alexandre Ier attendait à Wilna, dans une grande sécurité, l'ouverture de la campagne. Il pensait qu'une armée aussi considérable que celle de son adversaire, manœuvrant

avec une certaine lenteur, ne renouvellerait pas ces prodiges de hardiesse, ces mouvements aussi prompts que la foudre, qui avaient valu tant de triomphes à Napoléon dans la campagne de Prusse et dans les deux invasions de l'empire d'Autriche. Il se trouvait au château de Zacresk, où le général Beningsen donnait un grand bal en son honneur, lorsqu'il apprit le commencement des hostilités et le double passage de l'ennemi à Tilsit et à Kowno. Il se hâta de publier un manifeste, dans lequel il dénonçait à ses peuples et à l'Europe l'invasion des Français, affectant dans cette pièce une modération qui n'était point dans sa politique, et prenant à témoin le continent de la justice de sa cause et des prétentions exorbitantes de son adversaire.

« Wilna, le 25 juin 1812.

» Depuis longtemps nous avions remarqué de la part de l'empereur des Français des procédés hostiles envers la Russie; mais nous avions toujours espéré les éloigner par des moyens conciliants et pacifiques. Enfin, voyant le renouvellement continuel d'offenses évidentes, malgré notre désir de conserver la tranquillité, nous avons été contraint de rassembler et de compléter nos armées. Cependant, nous nous flattions encore de parvenir à une réconciliation, en restant aux frontières de notre empire, sans violer l'état de paix, et seulement prêt à nous défendre. Tous ces moyens conciliants et pacifiques n'ont pu conserver le repos que nous désirions. L'empereur des Français, en attaquant subitement notre armée à Kowno, a le premier déclaré la guerre. Ainsi, voyant que rien ne peut le rendre accessible au désir de conserver la paix, il ne nous reste plus, en invoquant à notre secours le Tout-Puissant, témoin et défenseur de la vérité, qu'à opposer nos forces aux forces de l'ennemi. Il ne m'est pas nécessaire de rappeler aux commandants, aux chefs de corps et aux soldats leur devoir et leur bravoure. Le sang des valeureux Slavons coule dans leurs veines. Guerriers, vous dé-

fendez la religion, la patrie et la liberté! Je suis avec vous; Dieu est contre l'agresseur! »

Un conseil extraordinaire se réunit à Wilna, afin d'aviser au plan de défense le plus efficace à opposer à l'attaque des Français. Ce fut alors, dit-on, que plusieurs généraux dissuadèrent Alexandre I[er] de disputer ses lignes à Napoléon et de livrer immédiatement quelque combat décisif. S'exposer au premier choc de la grande armée, lui fit-on observer, c'était courir presque inévitablement à une défaite. Avec un empire comme la Russie, aussi étendu à lui seul que le reste de l'Europe, mais dont les ressources et les forces militaires ne sont pas proportionnées au territoire, il était sans doute moins fâcheux de sacrifier quelques places, quelques provinces, que de perdre un seul régiment. Une bataille pouvait détruire en un jour la meilleure armée d'Alexandre et livrer à Napoléon l'empire des czars. Il était plus prudent de se retirer sur le Dniéper et la Dvina, de détruire et de brûler les magasins que l'on ne pourrait emporter, de ne rien laisser derrière soi qui pût servir à l'ennemi, de l'attirer par des manœuvres habiles, et tout en concentrant les divisions russes, au sein même de l'empire; de l'affaiblir par des escarmouches, des attaques d'avant-garde; de se réserver pour le moment où les soldats français, épuisés par les privations, par les intempéries du climat, les marches forcées, disséminés par la nécessité de maintenir leurs communications avec la Pologne, auraient perdu cette aveugle confiance dans leur chef qui, jusqu'alors, les avait rendus invincibles.

Nous aurons occasion de revenir sur ce plan, dont un écrivain russe(*) a essayé de nier l'existence. Mais il paraît évident que ce fut à la suite de son adoption dans le conseil de Wilna, qu'eurent lieu les premiers mouvements de retraite de l'armée

(*) Le colonel Butturlin.

d'Alexandre Ier; et nous en retrouverons plus tard les traces dans les moindres épisodes de la campagne, depuis l'entrée de notre grande armée dans l'ancienne capitale de la Lithuanie, jusqu'à l'évacuation de Moscow. Sans doute, les accidents ordinaires de la guerre viendront modifier le plan, et plus d'un champ de bataille sera offert à Napoléon; mais les défaites mêmes serviront la tactique des Russes, et les fautes de leurs généraux tourneront au but final qu'ils se sont proposé.

Les divisions russes se replient vers la Dvina; Wilna est évacué, et les Français y font leur entrée le 28.

Les mouvements du roi Jérôme s'exécutent avec une lenteur qui fait mal augurer de l'avenir de ses opérations. Ce n'est que le 30 qu'il passe sur la rive droite du fleuve avec cinquante mille baïonnettes et dix mille chevaux polonais, sous les ordres de Poniatowski, Reynier et Latour-Maubourg. Le même jour, à Piloni, soixante-dix mille hommes traversent le Niémen, savoir: le quatrième corps d'infanterie, commandé par le prince Eugène; le sixième, par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et le troisième de cavalerie, par le général Grouchy. Plus de trois cent soixante mille hommes se trouvaient donc sur le territoire ennemi, le 30 juin. Les troupes d'Alexandre étaient en pleine retraite. L'armée de Bagration et les Cosaques de Platow manœuvraient pour rétablir leurs communications avec Barclai de Tolly. Les hostilités étaient à peine commencées, le premier coup de canon s'était tiré six jours auparavant, et l'ennemi avait déjà perdu la capitale et presque toutes les provinces lithuaniennes, avec ses magasins de première, de seconde et de troisième ligne, évalués à plus de vingt millions de roubles. Mais, répétons-le, à part la séparation des deux armées de l'Est et de l'Ouest, coupées et rejetées à cent lieues de distance l'une de l'autre, ce début rentrait dans le plan de campagne de l'empereur de Russie, et Napoléon savait à quoi s'en tenir sur ces premiers résultats, qui n'auront leur valeur réelle que lorsque

Bagration et Barclai de Tolly accepteront une bataille décisive.

Napoléon séjourna deux semaines à Wilna. Il avait donné ordre à ses lieutenants de poursuivre les corps isolés des divisions russes. Sur la rive droite de la Wilia, petite rivière qui baigne les murs de la ville, on établit un camp retranché; les ponts de radeaux qui la traversaient furent remplacés par des ponts sur pilotis. Une citadelle fut construite sur la montagne qui domine les faubourgs et qui porte l'ancien palais des Jagellons. Un gouvernement provisoire fut donné à la Lithuanie. Le comte de Soltan, Charles Prosor, Joseph Sierakowski, le prince Alexandre Sapieha, le comte François Telski, Alexandre Potocki et Sniaduki furent désignés pour en faire partie. Le baron de Bignon suivit et surveilla ses actes, avec le titre de commissaire impérial. Le nouveau gouvernement publia plusieurs proclamations, dans le but de soulever en faveur des Français la population des campagnes et de pousser à la désertion les troupes polonaises qui servaient encore dans l'armée russe. « Polonais, dirent-ils, vous êtes sous les drapeaux russes. Ce » service vous était permis lorsque vous n'aviez plus de patrie; » mais tout est changé aujourd'hui; la Pologne est ressuscitée; » c'est pour son entier rétablissement qu'il s'agit de combattre » maintenant, c'est pour obliger les Russes à reconnaître des » droits dont nous avons été dépouillés par l'injustice et l'u- » surpation. La Confédération générale de la Pologne et de la » Lithuanie rappelle tous les Polonais au service de la Russie. » Généraux, officiers, soldats polonais, entendez la voix de la » patrie; abandonnez les drapeaux de vos oppresseurs; accou- » rez tous auprès de nous, afin de vous ranger sous l'aigle des » Jagellons, des Casimir, des Sobieski! La patrie vous le de- » mande; l'honneur et la religion vous l'ordonnent égale- » ment. »

Ces proclamations insérées dans les gazettes lithuaniennes ne produisirent pas l'effet que l'on en avait espéré. Les Lithua-

niens ne crurent point un seul instant à une régénération politique, pas même après l'institution de leur gouvernement provisoire, qui, après tout, n'était guère autre chose qu'une commission administrative. Napoléon avait voulu que les provinces conquises sur les bords du Niémen fussent organisées à la française. On créa un département de Wilna, et le reste de la Lithuanie fut divisé en onze sous-préfectures. Des intendants choisis parmi les auditeurs au conseil d'État, qui arrivaient chaque semaine de Paris au quartier général, porteurs du travail des ministres, ayant été établis dans chaque chef-lieu d'arrondissement, des contributions extraordinaires furent perçues, des levées nombreuses furent ordonnées. La liberté apparut donc aux Lithuaniens avec le double cortége de la conscription et du fisc. Si nous considérons en outre que les Russes, en se retirant, avaient tout brûlé sur leur passage, que la plupart des villages étaient détruits, les champs ravagés ; que des millions de paysans, effrayés à la fois et par l'approche des Français et par les courses des soldats d'Alexandre, s'étaient réfugiés dans les bois, où ils ne vivaient plus que de maraude et de brigandage, nous aurons le tableau de la situation de cette province, sur l'appui de laquelle Napoléon comptait pour soutenir ses opérations ultérieures et maintenir ses communications.

Afin d'établir aussi solidement que possible le premier anneau de cette chaîne dont il allait transporter l'autre extrémité à Saint-Pétersbourg ou à Moscow, l'empereur prolongeait son séjour à Wilna, lorsqu'il apprend que la diète s'est réunie à Varsovie et vient de proclamer le rétablissement du royaume de Pologne. Le 28 juin, cette assemblée choisit pour président le prince Adam Czartoryski, le doyen de ses hommes politiques, et qui, un demi-siècle auparavant, a siégé sur ses bancs comme *maréchal*. Un comité est nommé, afin d'indiquer les moyens les plus propres à la régénération de la nationalité polonaise.

Le moment semblait opportun pour une pareille tentative. On disait à Varsovie que Napoléon, par des articles secrets, s'était réservé, dans son traité avec l'Autriche, le rétablissement du royaume des Jagellons, garantissant par avance au cabinet de Vienne certaines compensations pour les pertes de territoire qu'il éprouverait par ce fait (1). Le comité ayant désigné pour son organe M. le comte Matusewicz, celui-ci présenta à l'Assemblée un rapport chaleureux, où la question de justice, les droits imprescriptibles d'un peuple opprimé et la raison d'État se réunissaient pour réclamer hautement le rétablissement de la Pologne. Pourquoi avait-elle été effacée de la carte d'Europe? Quel avait été son crime? Qui l'avait jugée et condamnée? De quel droit l'avait-on attaquée, envahie et démembrée?

La Pologne, dit le rapporteur, dont nous ne faisons ici qu'analyser le discours, la Pologne, avant l'inique partage qui l'a rayée du monde politique, était, entre l'Europe civilisée et l'Europe barbare, entre la Russie et l'Allemagne, comme une sentinelle avancée, toujours prête à signaler l'approche de l'ennemi; comme une barrière vivante contre laquelle la lance du Cosaque venait se briser. Le comte Matusewicz rappelle ensuite tous les malheurs qui se sont appesantis tour à tour sur cette terre; les trois partages, le sac de Varsovie et l'incendie de Praga. L'Europe a dépecé la Pologne; elle a été poussée à une action inique par d'égoïstes et aveugles convenances; elle a foulé aux pieds le droit des gens et des nationalités. Cet attentat ne saurait être effacé par le temps; car il demeurerait toujours, dans la politique internationale de l'Europe, comme un précédent qui pourrait au besoin légitimer ou du moins couvrir la violation successive de toutes les autres nationalités. Mais l'intérêt présent du monde, tout autant que son intérêt à venir, son repos aussi bien que l'humanité, demandent le rétablissement du royaume de Pologne, la prompte réorganisa-

tion d'un État qui soit comme une digue aux envahissements de la politique russe. L'Europe a besoin de se reposer de vingt-cinq années de grandes agitations; son système demeurera incomplet, le prix de ses sueurs et de son sang ne sera pas assuré, tant que le Nord pourra en deux étapes jeter sur elle ses hordes à demi barbares.

Le rapporteur termine enfin par ces paroles, qui sont pour la Pologne ressuscitée comme les paroles du Christ sur le tombeau de Lazare:

« Enfants des Piast et des Jagellons, désormais vous pourrez vous parer du nom dont s'enorgueillirent vos ancêtres. Ah! n'en doutons pas, cette terre jadis si féconde en héros va reprendre toute sa gloire. Elle enfantera de nouveaux Sigismonds, de nouveaux Sobieskis; son lustre brillera d'un éclat plus pur; et les nations, ramenées au principe de justice, reconnaîtront que pour germer sur le sol de la Pologne, toutes les vertus n'avaient besoin que d'y être cultivées par des mains libres, par les mains désenchaînées de ses propres enfants! »

Le rapport du comte Matusewicz fut suivi de la lecture et de l'adoption d'un acte de confédération dont les dispositions principales déliaient de leurs serments les Polonais au service de la Russie, faisaient disparaître de la carte le grand-duché de Varsovie, rétablissaient le royaume de Pologne, et émettaient le vœu de voir le roi de Saxe en accepter le sceptre populaire.

C'était pour la Pologne le jour des grandes illusions. Elles durèrent peu. Napoléon n'avait pas l'habitude de faire entrer la nationalité des peuples, l'intégrité de leur territoire, en première ligne dans les calculs de sa politique. Nous avons dit, dans un précédent chapitre, que, par des articles secrets, il avait prévu, en effet, la possibilité du rétablissement du royaume de Pologne; mais ce rétablissement, qui, d'ailleurs, ne devait dans aucun cas être complet, n'était pas un but pour lui; il était seulement un moyen, une éventualité subordonnée à mille

incidents ou nécessités. Plusieurs obstacles, pour le moment, devaient empêcher l'empereur de prononcer ce *fiat lux* que lui demandait la diète. Du côté de l'Autriche, n'y avait-il pas à craindre que celles des provinces polonaises qui étaient échues en partage à cet Etat ne vinssent à se soulever, à la nouvelle de la restauration de leur nationalité? Du côté des provinces encore au pouvoir de la Russie, il était d'une mauvaise politique de s'engager à l'avance sur une question qui pouvait servir plus tard d'appoint dans certaines négociations. Un général républicain du temps de la Convention aurait jeté pour défi à l'autocrate russe une république polonaise; mais l'empereur et roi ne pouvait songer à lutter avec de pareilles armes. C'est ce qu'il fit bien sentir aux députés de Varsovie qui vinrent lui soumettre, le 14 juillet, l'acte de confédération.

C'est le sénateur Wibiecky que la diète a chargé d'exprimer les vœux de la Pologne.

Tout son discours est dans ces paroles, qui ne nous offriraient qu'une simple formule d'adulation, si elles n'étaient justifiées par l'ardeur du sentiment national et de l'amour du pays :

« Nos désirs étaient évidents; ils indiquaient nos devoirs, et nous avons proclamé la Pologne. *Sire, dites que la Pologne existe, et votre décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité.* »

Napoléon ne dira point : « La Pologne existe. » Il mettra beaucoup de soin à dérober aux peuples la connaissance des articles secrets du traité d'alliance qu'il a conclu avec la cour de Vienne, et il affirmera qu'il a garanti à l'Autriche ses provinces polonaises. Quant à la Pologne russe, il ne veut point prononcer son adjonction, parce que ses provinces n'ont pas encore toutes répondu à l'appel de la diète. Il n'est point venu, répétons-le, pour soulever les peuples, pour faire jaillir de leurs cendres des idées de liberté et de nationalité; mais bien pour abaisser l'orgueil du czar, pour le contraindre par

les armes à un traité qui l'isole dans son empire et lui ferme l'accès de tous les cabinets européens. La Pologne viendra plus tard, et Napoléon pourra bien, alors, tailler sur les bords de la Vistule quelque dotation royale à la mesure d'un de ses lieutenants.

Voici, d'ailleurs, la réponse de Napoléon à la députation de la diète de Varsovie :

« Dans ma situation, j'ai beaucoup d'intérêts à concilier et beaucoup de devoirs à remplir. Si j'avais régné pendant le premier, le second et le troisième partage de la Pologne, j'aurais armé mes peuples pour la défendre. Aussitôt que la victoire m'eut mis en état de rétablir vos anciennes lois dans votre capitale et dans une partie de vos provinces, je le fis sans chercher à prolonger la guerre qui aurait continué à répandre le sang de mes sujets.

» Je vous ai tenu le même langage dès ma première entrée en Pologne. *Je dois y ajouter que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses domaines, et que je ne puis sanctionner aucune manœuvre ou aucun mouvement qui tende à troubler la paisible possession de ce qui lui reste des provinces de la Pologne.* »

Nous avons supprimé de cette réponse quelques témoignages de sympathies pour les efforts de la nationalité polonaise et quelques vagues promesses d'un appui lointain subordonné aux circonstances ; promesses et témoignages dont il faudrait prendre garde de suspecter la sincérité, mais qui étaient bien peu de choses devant cette formelle déclaration du gendre de l'empereur d'Autriche : « J'ai garanti à la cour de Vienne l'intégrité de ses domaines. »

La Pologne ne cessera pas d'être la grande crucifiée des nations.

Nous n'insisterons point sur les conséquences de la réponse de Napoléon aux envoyés de la diète. Il serait peut-être puéril

d'exagérer ces conséquences, et peu raisonnable de trouver dans le déni de justice commis à Wilna par l'empereur, une des causes directes de tous les désastres qui vont attrister notre histoire. Cependant, lorsque nous verrons le monde napoléonien craquer de toutes parts, se disloquer aux éclats de la foudre et les peuples suivre les rois dans la croisade de l'Europe contre la France, ne serons-nous pas autorisés à penser que ces peuples auraient moins complaisamment arboré le drapeau de la Sainte-Alliance, s'ils avaient pu se dire : « Le grand capitaine tombé, qu'on veut mettre au ban des nations, songeait aux nationalités souffrantes et savait sacrifier aux peuples les intérêts des cours, dans les jours de sa prospérité » ?

Les rois n'ont point d'amour, ils n'ont que des intérêts. Les peuples seuls ont la mémoire du cœur.

Le jour n'est pas loin où le peuple, en France, se souviendra que, si Napoléon Bonaparte a beaucoup fait pour la gloire, il a beaucoup fait aussi contre la liberté. Quant aux nations du continent, elles se rappelleront que notre empereur, quand il détrônait leurs rois, leur donnait en échange une souche dynastique de sa maison, et se bornait à les impérialiser au lieu de les affranchir.

Si près encore du foyer révolutionnaire de 1792, avec son puissant génie, Napoléon aurait produit, s'il l'eût voulu, en 1812, dans toute l'Europe, un mouvement semblable à celui que nous voyons de nos jours : le réveil universel de la démocratie. Alors une coalition eût été impossible contre lui. Mais la démocratie sur le Danube, sur la Vistule, en Espagne et en Italie, c'était en France des institutions républicaines, et le rude soldat d'Egypte n'avait pas fait le 18 et le 19 brumaire pour retourner à ce qu'il appelait les jacobins et les idéologues.

Le séjour de Wilna s'est prolongé pendant deux semaines. Au début d'une campagne, un tel repos a semblé inexplicable à quelques uns, chez ce même capitaine qui, levant en 1805 le

camp de Boulogne pour repousser la coalition sur le Rhin, entrait à Vienne après une marche offensive de quarante jours, dont chaque étape avait été un combat. On a dit depuis, pour justifier ce repos, que Napoléon attendait à Wilna un parlementaire d'Alexandre, dont la mission lui avait été indirectement annoncée et qui devait apporter des propositions de paix. En effet, le comte Balachow et le lieutenant de police du cabinet de Saint-Pétersbourg s'étaient rendus au camp de Wilna; quelques conférences eurent lieu; mais tout se borna à des généralités, et les deux envoyés se retirèrent sans avoir rien conclu. Ils eurent même le talent, à leur retour auprès d'Alexandre, de l'irriter davantage encore contre son ancien ami de Tilsit. Mais il nous paraît que le séjour de Wilna s'explique fort naturellement par tous les soins qu'exigeait, dès l'entrée sur le territoire ennemi, la concentration d'une armée d'opération de quatre cent mille hommes, sans compter plus de deux cent cinquante mille hommes de réserve, laissés en garnisons, occupant le grand-duché de Varsovie, couvrant la Prusse et les frontières autrichiennes, et destinés à se porter en avant au fur et à mesure que la grande armée s'enfoncerait dans la vieille Russie. En exagérant, en portant au delà de toutes les limites du connu les moyens d'attaque, Napoléon est arrivé à cet déplorable résultat de se priver de la condition habituelle de ses succès : la promptitude dans les mouvements, l'imprévu dans l'offensive.

Le camp de Wilna est levé. Napoléon quitte cette ville le 16, après y avoir installé le duc de Bassano, ministre des relations extérieures. Des pouvoirs extraordinaires sont laissés à ce dernier. Tandis que la grande armée, la France conquérante va pénétrer dans les déserts de la Russie, le duc de Bassano doit établir à Wilna un vaste bureau politique et administratif qui sera entre le quartier général de Napoléon et Paris le point de jonction, le centre où tout ce qui concerne la diplomatie, les

intérêts moraux et matériels de l'empire et de l'armée viendra converger.

Des mouvements offensifs sont imprimés au même instant à tous les corps ; mais la diversité de ces mouvements laisse encore les esprits dans le doute sur les intentions réelles de l'empereur. Est-ce sur Saint-Pétersbourg ou sur Moscow que l'on opère ? La marche de la garde, qui se porte sur la gauche, vers Swentziany, semble indiquer la première direction ; mais les corps placés sous les ordres du prince d'Eckmülh et du vice-roi s'avancent vers les sources de la Bérésina, c'est-à-dire du côté de Moscow, et l'incertitude continue. Il est probable que Napoléon lui-même, en ce moment, n'est point fixé sur la marche définitive qu'il donnera à son armée ; tout doit dépendre de la grande bataille qu'il poursuit.

La pointe poussée simultanément sur la route de Saint-Pétersbourg et sur la route de Moscow prolonge la situation périlleuse des généraux russes. Bagration sur notre droite, et Barclai de Tolly sur notre gauche, seront forcés de faire de longs détours pour opérer leur jonction, et les mouvements qu'ils essayent dans ce but dessinent d'une manière plus nette encore, exagèrent même le plan de retraite adopté à Wilna. Barclai de Tolly s'est jeté avec toutes ses divisions derrière le camp fortifié de Drissa. L'empereur Alexandre est avec lui. Mais, sur la nouvelle que le duc de Tarente, Murat, les ducs de Reggio et d'Elchingen se disposent à l'attaquer, et que Napoléon, dont le quartier général a été porté de Swentziany à Gloubokoë, va marcher sur Drissa, Barclai de Tolly, sans communication avec Bagration, lève à la hâte le camp et se dirige du côté de Witepsk, dans l'espoir d'y rejoindre l'armée de l'Est. Celle-ci était perdue, si les belles dispositions de l'empereur avaient été suivies par le roi Jérôme, et si les ailes de la grande armée avaient agi avec l'ensemble, la résolution et l'intelligence que Napoléon lui-même imprimait au centre. Il n'en a

pas été ainsi. La division s'est introduite et éclate dans les hautes régions de l'armée. Les ordres sont mal compris, ou ils sont volontairement transgressés et modifiés, de manière que l'unité vient à manquer tout à coup à l'immense ligne de baïonnettes qui enveloppe toute la basse Russie.

Quand on a appris que la garde impériale, quittant la route de Saint-Pétersbourg, semble indiquer par sa marche que la ville de Moscow sera le but de la campagne, des murmures se sont élevés. Napoléon se plaint vivement de cet esprit d'indiscipline et de désorganisation dans ses lettres au prince de Neufchâtel, major général. L'événement qui l'affecte le plus, c'est la retraite du roi de Westphalie. Bagration était enfermé dans les bois marécageux de Neswig, Slusk, Glusk et Bobruisk, tout près des sources de la Bérésina. Il était perdu, sans la mollesse de la marche de Jérôme. Napoléon, pour reparer les fautes de son frère, investit Davoust, prince d'Eckmülh, d'une autorité supérieure qui place le roi de Westphalie sous ses ordres; celui-ci croit sa dignité royale atteinte, et il abandonne son corps dans un moment décisif, pour rentrer dans ses États. Bagration, qui se croyait perdu, s'était jeté en avant, décidé à combattre l'ennemi, quelle que fût sa force, et à s'ouvrir un passage l'épée à la main. Grâce aux antagonismes qui règnent dans l'aile droite de la grande armée, à l'indécision qui s'est emparée des Polonais et des Westphaliens abandonnés par Jérôme, il se tire de ce pas difficile sans avoir rencontré un seul obstacle, et il manœuvre pour opérer sa jonction avec Barclai de Tolly du côté de Witepsk.

Napoléon continue à poursuivre une bataille qu'on lui refuse toujours, soit que les deux armées ennemies ne veuillent combattre que lorsque leur jonction aura doublé leur force, comme le prétendent les historiens russes, soit que les deux généraux en chef, pour se conformer au plan de campagne de Wilna, cherchent à attirer les divisions françaises au cœur de la Russie



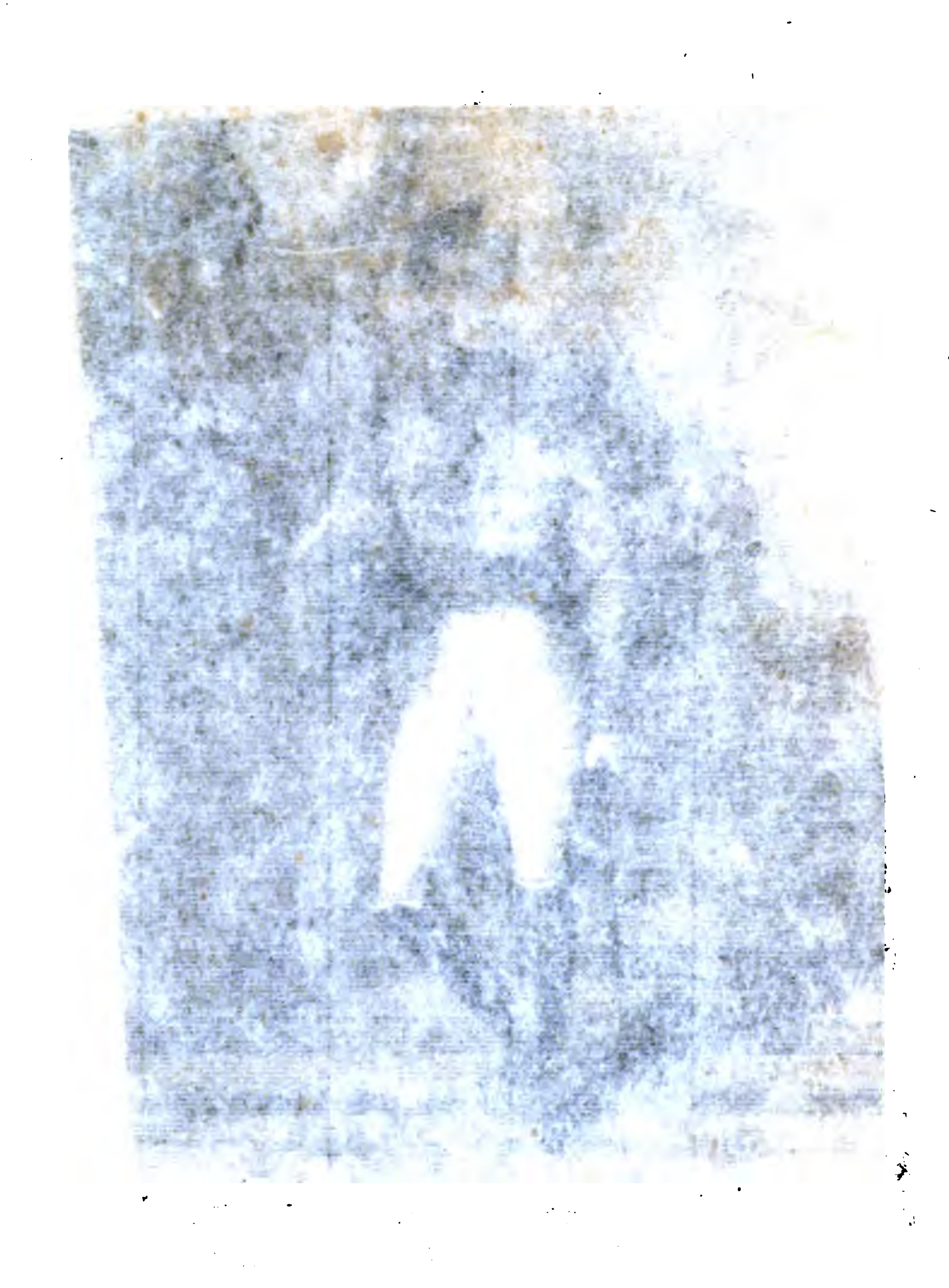
Gaildrau del. Lepiau sc.

JÉRÔME BONAPARTE.

et à g[illegible] [illegible] [illegible] ons de la [illegible]
rie[illegible] Barclai [illegible] sur [illegible] par la [illegible]
[illegible] de la Dwina ; [illegible] [illegible]on. Mais il a
[illegible] par l'[illegible] que [illegible] aux défilé[illegible]
[illegible] était venu se [illegible] Moh[illegible] contre une [illegible]-
rière [illegible]. Le [illegible] d'Eckmühl, [illegible] ant deux di-
visions [illegible] de [illegible] le Russe
[illegible] la [illegible] cette ville [illegible]
Barclai [illegible] Bagration de [illegible] op[illegible] pour trouver ce
[illegible] qu'ils cherchent depuis le passage du Niemen
par l'[illegible] française.

Le 25 juillet, l'avant[illegible], commandée par le roi de Na-
ples, a rencontré l'arrière[illegible] de Barclai sur la route de Wi-
tepsk. Un engagement a lieu [illegible] les Russes sont repoussés. Le
combat recommence le lendemain, avec [illegible] point [illegible]
Eug[illegible]. C'est presque une bataille. Pend[illegible]
[illegible] nouvelle ses lignes par [illegible] troupes [illegible]
[illegible] prend [illegible] Napoléon [illegible]
arrivant, les Russes [illegible] leur marche, laissant [illegible]
taille cinq cents m[illegible] nous heurtons une troisième fois
l'arrière-garde de Barclai [illegible]; de nouvelles escarmouches
semblent [illegible] annoncer [illegible] pour le lendemain. Napo-
léon dispose [illegible] pour [illegible] grande journée; les deux ar-
mées sont en présence sous les murs de Witepsk... Le [illegible]
le camp et la ville sont [illegible] silencieux. Le lieutenant
d'Alexandre a reçu un courrier de Bagration, qui lui donne
rendez-vous aux environs de Smolensk, et il a profité de la
nuit pour nous dérober une marche.

L'armée française occupe Witepsk, où il ne reste plus que
quelques juifs [illegible] quelques [illegible]
emportant les objets précieux [illegible] pas
ont manqué dans l'[illegible]
[illegible], qu'ils n'ont laissé [illegible] espèce de [illegible]



et à gagner du temps, pour attendre les diversions de la saison rigoureuse. Barclai de Tolly marche sur Witepsk par la rive gauche de la Dvina; il compte y trouver Bagration. Mais celui-ci, échappé, par l'événement que nous savons, aux défilés de la Bérésina, était venu se heurter à Mohilow contre une barrière infranchissable. Le prince d'Eckmülh, groupant deux divisions autour du hameau de Soultanowka, rejette les Russes sur la route de Smolensk, et c'est désormais sur cette ville que Barclai de Tolly et Bagration devront opérer pour trouver ce point de jonction qu'ils cherchent depuis le passage du Niémen par l'armée française.

Le 25 juillet, l'avant-garde, commandée par le roi de Naples, a rencontré l'arrière-garde de Barclai sur la route de Witepsk. Un engagement a lieu, et les Russes sont repoussés. Le combat recommence le lendemain, avec l'appoint du prince Eugène. C'est presque une bataille. Pendant la nuit, l'ennemi a renouvelé ses lignes par des troupes fraîches, et nous éprouvons une vive résistance. Mais Napoléon et le gros de l'armée arrivent; les Russes continuent leur marche, laissant deux mille cinq cents morts. Le 27, nous heurtons une troisième fois l'arrière-garde de Barclai de Tolly; de nouvelles escarmouches semblent nous annoncer une bataille pour le lendemain. Napoléon dispose donc tout pour une grande journée; les deux armées sont en présence sous les murs de Witepsk.... Le 28, le camp et la ville sont vides et silencieux. Le lieutenant d'Alexandre a reçu un courrier de Bagration qui lui donne rendez-vous aux environs de Smolensk, et il a profité de la nuit pour nous dérober une marche.

L'armée française occupe Witepsk, où il ne reste plus que quelques juifs et quelques familles pauvres. Tout le reste a fui, emportant les objets précieux et les subsistances. Les Russes ont manœuvré dans l'obscurité avec un tel art et de telles précautions, qu'ils n'ont laissé derrière eux aucune espèce de trace,

pas un chariot abandonné, pas un traînard, pas un mort. On ignore, dans les premiers moments, la direction qu'ils ont prise. L'avant-garde de l'armée française se porte à Aponovchtchina, avec l'empereur, le roi de Naples et le prince Eugène, qui bivouaquent tous les trois, pendant la nuit, sous la même tente. Là, on apprend que l'ennemi se retire par une route qui conduit à Smolensk. Le 29, Napoléon rentre à Witepsk, où il séjournera pendant deux semaines. Ce temps d'arrêt, comme celui de Wilna, est indispensable à la grande armée pour rappeler et souder entre elles toutes ses divisions, qui n'ont que trop de tendance à s'écarter et à s'éparpiller; pour substituer une pensée commune, un vaste plan homogène dans toutes ses parties, aux impulsions personnelles, aux petites initiatives que chaque chef est prêt à écouter lorsque les troupes qu'il commande sont trop éloignées du quartier général. Mais, de ce qu'elles sont nécessaires, il ne faudrait pas conclure que ces deux longues haltes, prenant trente jours sur les quarante-quatre premiers de la campagne (du 24 juin, passage du Niémen, au 13 août, sortie de Witepsk), devront amener d'heureux résultats. Elles ne sont qu'une nécessité fatale d'une campagne mal conçue dans son ensemble, et qui doit aboutir à nous laisser surprendre, au centre même de la vieille Russie, à Moscow, par les rigueurs d'un hiver dont nos soldats n'ont aucune idée. Commencée un mois plus tôt, cette campagne aurait pu se terminer par une tentative de Moscow sur Saint-Pétersbourg, après un repos suffisant donné à nos troupes harassées. Mais nous n'entrerons à Moscow que dans le milieu de septembre; une troisième halte d'un mois sera encore indispensable, et lorsque nous pourrons reprendre notre marche, ce sera pour opérer une retraite et non pour continuer nos mouvements offensifs. En admettant que cette retraite ait lieu dans les meilleures conditions, que nous ramènions la grande armée intacte entre Witepsk et Smolensk, pour

y prendre des cantonnements d'hiver, nous nous retrouverons au printemps prochain dans la même position qu'au moment actuel, et le colosse moscovite, à peine ébréché par nos assauts de géant, se dressera encore devant nous dans toute l'immobilité de sa puissante inertie.

Sur le point où se concentrent, d'après les ordres de Napoléon, les différents corps qui ont traversé le Niémen il y a un mois, s'étend un vaste plateau de vingt-cinq lieues de large ; à droite et à gauche coulent parallèlement la Dvina et le Dnieper (l'ancien Borysthène). Sur ce dernier, en face de Witepsk, à vingt-cinq lieues, s'élève la ville de Smolensk. Par Witepsk, en traversant la Dvina, nous nous trouvons encore sur la route de Saint-Pétersbourg; par Smolensk, en traversant le Dnieper, nous pouvons marcher sur Moscow. Ainsi, l'une et l'autre capitale de l'empire des czars s'offrent à nous presque à la même distance.

La garde impériale occupe les environs de Witepsk. Le centre de l'armée tient le milieu du plateau baigné par les deux fleuves. Le prince Eugène, qui forme notre gauche, s'établit à Suraje, sur les bords de la Dvina ; au-delà du fleuve, ses patrouilles poussent jusqu'à Velikie-Louki, sur la rivière de Loval qui va se jeter dans le lac Ilmen. Le corps du duc d'Elchingen, qui est le troisième, et la cavalerie de Murat, se placent en avant du centre, à Nicolino, Inkovo, Roudnia et Liosna. De Mohilow, où il a repoussé Bagration, le prince d'Eckmülh a rabattu sur la gauche, et, remontant le Dnieper, il s'établit à Orcha où se développe notre aile droite. Avec le premier corps, commandé par Davoust, se trouvent les contingents polonais, westphaliens, la cavalerie de Grouchy, les escadrons légers de Colbert et ceux de Latour-Maubourg.

Pendant que Napoléon prépare avec soin les opérations de la campagne et met à profit un repos de quinze jours pour s'occuper à la fois des affaires lointaines de son vaste empire

et des besoins sans cesse croissants de ses armées, des événements d'une importance relative se passent à notre extrême gauche et dans le grand-duché de Varsovie. Du côté du grand-duché, nous avons dit que le général Thormasow était occupé à faire des levées. A la tête de quelques régiments, il a déjà commencé ses mouvements offensifs, lorsqu'il reçoit des renforts de l'armée du Danube. Grâce à ce secours, Thormasow opère une diversion imprévue; il surprend la brigade des contingents slavons, commandée par le général Kleingel, l'enveloppe et la fait tout entière prisonnière. Le général Reynier, qui tient le grand-duché avec le septième corps, marche contre Thormasow; mais il est forcé lui-même de se replier. Napoléon, instruit de cet échec, écrit au prince de Schwartzenberg, général en chef du contingent autrichien de trente mille hommes, de se jeter résolument sur les Russes, et de ne prendre aucun repos qu'il ne les ait écrasés, avec l'aide de Reynier. Quant au duc de Bellune, il quittera le grand-duché avec le neuvième corps, pour se rapprocher du Niémen, afin de former un des anneaux de la chaîne qui reliera la grande armée à ses réserves et aux places fortes des puissances alliées. Le duc de Castiglione, qui arrive de Berlin avec le onzième corps, se mettra à cheval sur l'Oder, et poussera une de ses divisions sur la Vistule.

Une diversion semblable à celle que les Russes ont tentée sur nos derrières, dans le grand-duché, s'opère à notre extrême gauche. Le corps d'armée de Wittgenstein, qui occupait Rosiana, entre Kowno et Tilsit, avant le passage du Niémen, a été rejeté par nos divisions sur la route de Saint-Pétersbourg, et séparé de Barclai de Tolly, comme celui-ci a été séparé de Bagration. Il manœuvre assez habilement entre le duc de Tarente, qui s'est emparé de Dunabourg, et le duc de Reggio avec le deuxième corps, qui a reçu l'ordre de le devancer à Sebèje et de le rejeter, en débordant sa gauche, sur le golfe de

Riga. Wittgenstein n'a que vingt-cinq mille hommes; le duc de Reggio à lui seul dispose de trente-trois mille hommes. Malheureusement, Oudinot demeure au-dessous de sa tâche et ne peut parvenir à déblayer la route de Saint-Pétersbourg. Il dissémine ses troupes, ne sort que le 28 juillet de Polotsk, où est son quartier général, et rencontre l'ennemi à Jacoubovo. Un Français, le général Dauvray, qui servait sous les ordres du général russe, fit comprendre à Wittgenstein que la route de Saint-Pétersbourg était perdue, si on ne tentait pas une bataille. L'action s'engage; elle dure deux jours, et Oudinot est forcé de se replier sur la Drissa. Le combat d'Oboïazina répare cette faute et disperse une colonne ennemie de douze mille hommes. Mais Oudinot, toujours indolent, n'appuie pas la division Verdier, qui s'est jetée tête baissée sur les nouvelles positions du général russe, à Kliastitza. Malgré les pertes cruelles éprouvées par Wittgenstein, quatre mille hommes et quatre colonels tués, dix généraux blessés et neuf pièces de canon tombées en notre pouvoir, ce dernier combat ne décide rien, et les deux armées se retirent chacune de son côté, les Français à Polotsk et les Russes à Oveïa. Napoléon est mécontent des opérations du deuxième corps; mais la prise de Dunabourg vient heureusement compenser cet échec. L'empereur ordonne au duc de Tarente, tout en poussant avec activité le siége de Riga, de tenter quelque diversion en faveur du duc de Reggio.

Le séjour de Napoléon à Witepsk nous montre dans sa plus haute expression ce génie placide qui savait s'absorber au milieu des événements les plus compliqués, et donner à chaque chose, dans une stricte limite, la part qui lui revient, sans rien distraire d'une occupation pour le reporter sur une autre. Un des compagnons de gloire de l'empereur (*), qu'une cer-

(*) Le général Gourgaud.

taine intimité mettait à même de conserver à l'histoire des documents précieux sur l'intérieur de Napoléon, nous a laissé quelques détails sur l'économie que mettait l'empereur dans la distribution de son temps. Lorsqu'on transportait le quartier général à une distance un peu éloignée, Napoléon calculait son départ de manière à n'arriver à la tête de l'armée qu'au moment précis où sa présence était nécessaire, et il s'y rendait alors rapidement en voiture. Pendant le trajet, il ne discontinuait pas ses travaux de correspondance et ses études sur la carte du pays ennemi. Dans la nuit, une lumière était disposée au fond de sa voiture, et il travaillait comme dans son cabinet. Ses aides de camp, ses officiers d'ordonnance et une brigade de chevaux de selle, marchaient pour ainsi dire à la portière, prêts à porter ses ordres à la minute dans toutes les directions.

Dans son cabinet, où il a fait déposer, comme de coutume, sa boîte aux livres, son nécessaire et son petit lit de fer, il s'enferme pendant des heures entières avec les secrétaires Fain, Méneval, Mounier et le géographe Bacler d'Albe. Les ordres les plus détaillés partent de là, pour être envoyés aux onze grands corps d'armée qui se déploient des bords de l'Oder aux bords de la Dvina. Le ministre Daru, chargé de l'administration militaire, lui transmet également et présente à sa signature les actes qu'il a reçus du cabinet de Paris. Le major général lui communique des centaines de rapports. De Wilna, le duc de Bassano lui fait parvenir une active correspondance. La construction des fours, les ambulances, le soin des équipages, rien n'échappe à l'examen, au contrôle, à la sollicitude et aux calculs de l'empereur. Les affaires russes l'occupent surtout. Un travail immense a été entrepris d'après ses ordres: c'est le Livret de l'armée ennemie, qui renferme un état complet et analytique des forces militaires d'Alexandre Ier et de positions diverses qu'elles occupent. Grâce à ce livret, toujours au

courant, Napoléon peut suivre les mouvements de l'ennemi avec autant de certitude qu'il suit les opérations de ses propres divisions. Chaque matin, à six heures précises, une brigade de la garde défile devant Napoléon, et ces petites revues lui donnent naturellement l'occasion de distribuer des récompenses à ceux de ses compagnons de gloire qu'ont illustrés de récentes actions d'éclat.

Deux mauvaises nouvelles viennent troubler l'empereur dans cette capitale militaire qu'il a improvisée à Witepsk (*). Le 14 juillet, Mamouth a ratifié le traité de paix de Bucharest entre Constantinople et Saint-Pétersbourg. L'Angleterre a grandement contribué à ce résultat. Le traité de Bucharest va permettre à la Russie de disposer contre les Français des cent cinquante mille hommes qui tenaient le Danube, et de donner le commandement en chef de ses armées au vieux général Kutusow, dans lequel Alexandre Ier a une entière confiance. Napoléon avait deviné ce résultat de la politique anglaise, en apprenant que Thormasow tirait des renforts du Danube. Il reçoit en même temps une copie du traité signé à Abbo le 24 mars, entre Bernadotte et l'empereur de Russie, et tenu secret jusqu'alors. L'alliance avec la Suède et la paix avec la Turquie, c'est le salut de la Russie. Napoléon avait fait entrer en compte dans ses calculs les diversions du Danube et de la Finlande, et toutes ses combinaisons se trouvent déjouées.

En même temps les gazettes apprennent au quartier général que l'empereur Alexandre est à Moscow, où il rassure ses sujets sur la tournure des événements. Les paroles qu'il adresse à cette occasion aux nobles et au corps des marchands réunis au Kremlin, confirment ce que nous avons dit du plan de campagne adopté à Wilna. « Les désastres dont vous êtes

(*) « Witepsk a perdu ses habitants, mais jamais population ne pourra y offrir une affluence aussi nombreuse, aussi brillante. » (*Manuscrit de 1812*, 1er vol. page 308.)

» menacés, dit-il, ne doivent être considérés que comme des » moyens nécessaires pour parvenir à consommer la ruine de » l'ennemi! »

Un manifeste est publié, dont les expressions sont calculées de manière à exalter à la fois le sentiment national et le fanatisme des Moscovites, dont Alexandre est à la fois le chef politique et le chef religieux :

« Habitants de Moscow, l'ennemi, avec une perfidie sans pareille, a franchi nos frontières!.... L'armée russe brûlait de se jeter sur ses nombreux bataillons et de les punir par une destruction entière; mais notre tendresse paternelle pour nos fidèles soldats n'a pas dû leur permettre une action aussi désespérée. Nous ne pouvions souffrir que nos braves fussent sacrifiés sur l'autel de Moloch. Nous ne devons nous mesurer avec lui qu'en combat égal, homme contre homme; mais pour retirer à l'agresseur l'avantage du nombre, de nouvelles levées sont nécessaires. C'est à notre ancienne capitale, c'est à Moscow, résidence de nos ancêtres, que nous nous adressons avant tout.... L'indépendance de la Russie et la sûreté de notre sainte Eglise sont menacées. Dans de telles circonstances l'appel aux armes doit être entendu comme une loi sacrée. Puissent les cœurs de notre illustre noblesse et de toutes les classes se remplir de ce véritable esprit de combats que Dieu et notre Eglise orthodoxe bénissent également! »

Le fanatisme de la population de Moscow répond à l'empereur Alexandre par la bouche du métropolitain Platon :

« La ville de Moscow, la première capitale de l'empire, la nouvelle Jérusalem, reçoit son Christ! Comme une mère dans les bras de ses fils zélés et à travers le brouillard qui s'élève, prévoyant la gloire qui se prépare, elle chante dans ses transports : Hozanna! béni soit celui qui arrive! Que l'arrogant, que l'effronté Goliath apporte, des limites de la France, l'effroi mortel aux confins de la Russie! La pacifique religion, cette

fronde du David russe, abattra soudain la tête de son sanguinaire orgueil. Cette image de saint Serge, antique défenseur du bonheur de notre patrie, est offerte à Votre Majesté impériale ! »

Le courage des Moscovites est ainsi ranimé par les excitations morales, tandis que de plus solides éléments de succès arrivent à Alexandre du Danube et de la Finlande. Napoléon a résolu de répondre par un grand coup à ce réveil de ses ennemis. Pendant qu'il bivouaque à Witepsk, Bagration et Barclai de Tolly ont enfin opéré leur réunion sous les murs de Smolensk. Ce dernier, enivré par ce résultat si longtemps poursuivi, mais ne voulant point partager avec Bagration l'honneur d'une victoire, sachant d'ailleurs que Kutusow, de retour des provinces-danubiennes, aura le commandement général des armées russes, se décide à courir au-devant d'une bataille. Il quitte à l'improviste Smolensk et marche sur Witepsk. Napoléon prépare un des plus beaux mouvements qu'il ait accomplis. Il lèvera le camp de Witepsk, fera filer toute son armée par la droite, traversera le Dniéper au-dessus d'Orcha, marchera sur Smolensk par la rive gauche du fleuve, où le premier corps est déjà échelonné, revenu à la suite de Bagration qu'il talonnait. En dérobant une marche à l'ennemi, on surprendra la ville, on repassera le Dniéper sur ses ponts, et intervertissant l'ordre actuel de bataille, on prendra en queue l'armée de Barclai de Tolly, que l'on culbutera sur la Dvina. Barclai de Tolly ne peut manquer d'être pris à l'improviste et dans un grand désordre, car il poursuit précisément un plan tout contraire.

Mais, avant d'exécuter cette belle manœuvre, Napoléon, dérogeant à ses habitudes, convoque en conseil extraordinaire tous les généraux, afin de leur en exposer les détails. Il croit cette communication utile, et il compte sur elle pour ramener la confiance et la bonne harmonie parmi ses compagnons. Les symptômes de désunion et d'indiscipline que nous avons déjà

signalés, les mécontentements qui avaient commencé à éclater à Wilna, faisaient à Witepsk des progrès nouveaux. Cette campagne de Russie, froidement examinée de près dans les loisirs du bivouac, s'offre à tous, sinon avec des périls, du moins avec des fatigues qui rebutent les plus endurcis. Tant qu'il s'est agi de conquérir leurs titres et leurs dotations à la pointe d'une épée, les généraux ont marché au combat sans discuter sur la légitimité ou l'opportunité de la guerre; mais aujourd'hui qu'ils n'ont plus rien à attendre d'une bataille, ils jettent un regard inquiet dans l'avenir, et ils se tournent souvent du côté de la France, que leurs victoires passées ont faite assez belle pour leur offrir un séjour digne des vainqueurs du monde. Et ce qu'il y a de caractéristique dans ce refroidissement de tous les courages, dans cet attiédissement de toutes les ardeurs, c'est que ces symptômes se montrent avec d'autant plus d'intensité que la faveur impériale s'est davantage étendue sur ceux qui en sont atteints. Ce sont les généraux en chef qui se plaignent, qui murmurent, qui voudraient rentrer dans cette Pologne qui devait donner son nom à la campagne, tandis que c'est dans l'intérieur de la Russie que l'on s'engage. La perspective de Moscow épouvante les plus hardis. Les moindres privations, un jour ou deux de disette les jettent dans l'épouvante; pour peu que des convois se trouvent en retard, ou que quelques régiments étrangers se montrent sur certains points, ils se croient exposés à être coupés. Napoléon, cependant, est plus attristé qu'effrayé de ces plaintes; il sait qu'elles ne sortent que des hautes régions, et que l'armée tout entière est animée de cet excellent esprit français que développent les difficultés et les périls.

Le plan de Wilna, attribué aux deux généraux russes, est connu dans les états-majors. L'empereur s'efforcera de prouver que ce plan n'a jamais existé, et que nous aurons encore quelques unes de ces grandes batailles qui nous livraient naguère les empires et nous ouvraient les portes de leurs capitales. Dans

le conseil tenu à Witepsk, après avoir exposé et discuté ses projets et ses opérations ultérieures, il s'exprime ainsi pour répondre à toutes les objections :

« Les Russes, dit-on, battent volontairement en retraite; ils voudraient nous attirer jusqu'à Moscow ! — Non, ils ne battent pas volontairement en retraite. S'ils ont quitté Wilna, c'est qu'ils ne pouvaient plus s'y rallier; s'ils ont quitté la ligne de la Dvina, c'est qu'ils avaient perdu l'espoir d'y être rejoints par Bagration. Si dernièrement vous les avez vus nous céder les champs de Witepsk, pour se retirer sur Smolensk, c'est afin d'opérer cette jonction tant de fois espérée, tant de fois reculée. Le moment des batailles approche. Vous n'aurez pas Smolensk sans batailles; vous n'aurez pas Moscow sans batailles. »

Voilà pour ceux que les retraites incessantes de l'armée russe découragent, et qui préféreraient une grande et décisive action à ces marches et contre-marches sans cesse renouvelées. Il s'adresse ensuite au raisonnement de ceux qui pencheraient pour des cantonnements derrière les lignes naturelles du Dniéper et de la Dvina.

« Une campagne active peut avoir des chances défavorables; mais la guerre qui tirerait en longueur en aurait de bien plus fâcheuses encore, et notre éloignement de France ne ferait que les multiplier. Puis-je penser à prendre des quartiers au mois de juillet? Nos troupes se portent volontiers en avant. La guerre d'invasion leur plaît. Mais une défensive stationnaire et prolongée n'est pas dans le génie français. Nous arrêter derrière des rivières, y rester cantonnés dans des huttes; manœuvrer tous les jours, pour y être encore à la même place après huit mois de privation et d'ennuis, est-ce ainsi que nous sommes dans l'habitude de faire la guerre?

» Les lignes de défense que vous présentent aujourd'hui le Dniéper et la Dvina ne sont qu'illusoires. Que l'hiver arrive, et vous les verrez se combler de glaçons et s'effacer sous la

neige. D'ailleurs l'hiver ne nous menace pas seulement de frimas; il nous menace encore d'intrigues diplomatiques qui peuvent se brasser derrière nous. Ces alliés que nous venons de séduire, qui sont encore tout étonnés de ne plus nous combattre et tout glorieux de nous suivre, leur laisserons-nous le temps de réfléchir à la bizarrerie de leur position nouvelle (2)? Et pourquoi nous arrêter ici huit mois, quand vingt jours peuvent nous suffire pour atteindre le but? Prévenons l'hiver et les réflexions! Il nous faut frapper promptement, sous peine de tout compromettre. Il faut être à Moscow dans un mois, sous peine de n'y entrer jamais!

» A la guerre, la fortune est de moitié dans tout. Si l'on attendait toujours une réunion complète de circonstances favorables, on ne terminerait rien.

» En résumé, mon plan de campagne, c'est une bataille, et toute ma politique, c'est le succès. »

L'événement ayant prouvé ce qu'on devait attendre de la prise de Moscow en plein mois de septembre, Napoléon en présentant ainsi l'occupation de cette capitale comme le seul but raisonnable et possible de l'invasion, faisait lui-même la critique la plus complète de cette campagne.

Le camp de Witepsk est levé; l'armée est en marche sur Smolensk. Napoléon la suit le 13 août. Le soir même on atteint les rives du Dniéper. Des ponts de chevalets sont disposés pendant la nuit, et le 14 au matin l'avant-garde passe sur la rive gauche. Le reste de l'armée arrive bientôt, et l'on se réunit aux troupes de Davoust, fortes de cinquante mille hommes, aux environs de Doubrowna. Les Polonais, conduits par Poniatowski, et les Westphaliens, dont Junot a pris le commandement, marchent en même temps de Mohilow sur Smolensk. Barclai de Tolly, ignorant notre contre-marche, est toujours du côté de Witepsk avec quatre-vingt mille hommes; Bagration, qui n'a guère pu ramener que trente mille hommes, vient de se jeter sur ses

traces, après avoir laissé, pour observer la rive gauche du fleuve, une division commandée par le général Névérowski. Notre avant-garde tombe sur cette division à Krasnoï et la refoule, en lui enlevant tous ses caissons et tout son bronze. Le 16 au matin, nous sommes devant Smolensk. On croit la ville sans défense et tout au plus garnie des débris échappés au combat de Krasnoï. L'empereur est présent; il veut assister à l'entrée de son armée dans cette place, diriger lui-même les premières opérations d'une manœuvre qui va lui ouvrir les ponts du Dniéper, et lui permettre de s'élancer avec des forces tout-à-fait formidables sur Bagration et Barclai de Tolly. C'est la grande bataille qu'il a promise depuis quelques jours à ses généraux. On fait avancer un bataillon pour s'emparer de la citadelle. Tout à coup les ouvrages avancés se couronnent de tirailleurs; une fusillade épouvantable éclate de toutes parts. Smolensk est défendu; le plan de Napoléon se trouve en partie déjoué. Vingt mille Russes sont derrière les murs; dix mille hommes sont bientôt envoyés à leur secours par Bagration; Barclai de Tolly accourt lui-même. La bataille aura donc lieu en avant de Smolensk, et non point sur la rive droite du fleuve.

L'armée française se dispose immédiatement en un vaste arc de cercle, dont la gauche s'appuie sur le Dniéper, en aval de la ville, et la droite en amont. Le maréchal Ney, le prince d'Eckmülh et le roi de Naples commandent sur cette ligne. La fusillade ne cesse pas entre les avant-postes. Le 17, à huit heures du matin, l'action s'engage, et l'ennemi semble disposé à disputer sérieusement la place. Mais cette résistance n'a d'autre but que de protéger la retraite de Bagration, qui va se poster sur la route de Moscow, et de Barclai de Tolly lui-même. Les faubourgs sont défendus avec acharnement, et tous enlevés après des efforts inouïs et beaucoup de sang versé. Au moment où nous allons pénétrer dans la ville, Barclai de Tolly,

qui a son dessein et ne veut pas nous la livrer avant la nuit, envoie au secours du général Doctorow, chargé de la défense, tout le corps de Baggowouth, et le combat se poursuit avec de nouvelles fluctuations. Quarante mille Russes ont donné; mais les ténèbres suspendent l'action. Le général Korw garnit alors les remparts d'une division, tandis que les autres repassent le fleuve et se réunissent au gros de l'armée. Cette retraite achevée, les ponts mobiles repliés, Korw lui-même se retire après avoir mis le feu aux quatre coins de la ville. A une heure du matin l'incendie éclate et dévore les plus beaux bâtiments. A deux heures, on allait tenter l'assaut, lorsqu'on s'aperçut que la place était évacuée et qu'on pouvait l'occuper sans coup férir. Il est vrai que Smolensk n'était plus qu'une immense ruine! Aux premières lueurs du jour, la ville est envahie et l'on s'efforce d'arrêter l'incendie. Les rues, les places offrent un spectacle affreux : quatre mille cadavres; des blessés partout, quelques familles poussant des cris de désolation, disputant aux flammes les restes de leurs habitations, et des nuages de fumée roulant entre deux monceaux de débris, de tisons et de pierres noircies.

Bagration se retirait avec son corps intact sur la route de Moscow; Barclai de Tolly occupait celle de Saint-Pétersbourg. Le 20 au matin, le maréchal Ney, le prince d'Eckmülh, le roi de Naples et le duc d'Abrantès traversent le fleuve. Ney, chargé d'aller reconnaître les mouvements de retraite de l'ennemi, rencontre sur les hauteurs de Valoutina-Gora une ligne d'infanterie qui le reçoit à coups de fusil. Le combat s'engage, et les Russes opposent une résistance désespérée aux attaques du maréchal. Leur retraite s'opère lentement de hauteur en hauteur, et ils rallient plusieurs renforts qui portent, avant la nuit, leur nombre à quinze mille hommes. Ney, de son côté, réunit ses divisions, celles du roi de Naples accourent, et l'on fait, de part et d'autre, des prodiges de valeur. Le général Gudin a

les jambes fracassées par un boulet. Un simple capitaine, nommé Étienne, fait prisonnier le général Touschkow. A trois heures du matin, Napoléon arrive sur le champ de bataille et apprend ce qui s'est passé. Grâce à la barrière que les divisions de Toutchkow, Ostermann et Baggowouth ont opposée aux Français, sur les hauteurs de Valoutina, l'armée de Barclai de Tolly a pu défiler dans un chemin de traverse caché derrière les hauteurs, et qui l'a conduite de la route de Saint-Pétersbourg sur celle de Moscow. Engagé dans un véritable ravin, Barclai de Tolly, malgré les troupes qu'il avait placées en avant de Valoutina, était perdu, si le duc d'Abrantès eût accompli la manœuvre que lui prescrivaient les ordres de Napoléon. Junot avait passé le Dniéper à Prouditchevo, et il n'avait qu'un pas à faire pour déboucher sur la route de Moscow, au-delà du défilé de Valoutina, c'est-à-dire pour rejeter et pour écraser le général russe dans ce défilé, où les colonnes resserrées ne pouvaient faire aucun mouvement offensif, où la cavalerie devenait inutile, où l'artillerie était un embarras. Junot s'arrête obstinément sur les bords du fleuve, et se refuse à toute opération, malgré les instances et même les sommations du roi de Naples. Il partage avec le roi Jérôme et le général Oudinot la lourde responsabilité des désastres prochains; car il est permis de croire que la campagne de Russie aurait eu une autre issue et de moins épouvantables catastrophes, si l'armée de Bagration avait été détruite dans les marais de Pinsk, si Wittgenstein avait été rejeté sur le golfe de Riga, ou si l'armée de Barclai de Tolly avait été détruite dans le chemin de traverse de Valoutina.

Les bulletins de deux journées heureuses pour notre armée de la Volhynie et pour notre armée de la Dvina arrivent à Smolensk. En Volhynie, Schwartzenberg et le général Reynier ont battu Thormasow à Glorodezna; à Polotsk, le comte Gouvion-Saint-Cyr, qui a pris le commandement du général Oudinot, a défait la petite armée de Wittgenstein. Dans cette dernière ba-

taille, l'armée française a perdu le vieux général Deroy, et une grave blessure a mis le brave général Verdier hors de combat.

Après une halte de quatre jours à Smolensk, l'armée se remet en marche; on se diririge sur Moscow ! Un instant on a cru à des ouvertures de paix : un parlementaire russe s'est rendu auprès de Napoléon. Les princes, les maréchaux, les comtes et les ducs, que Moscow effraie toujours, ont un éclair de joie; mais le parlementaire n'est venu que pour avoir des nouvelles du général Toutchkow, notre prisonnier.

Dès que le mouvement sur Moscow est bien nettement dessiné, les murmures recommencent, les plaintes grandissent; mais la grande bataille, poursuivie depuis si longtemps, va opérer une profonde diversion et ramener, pour un instant, dans les conditions ordinaires cette guerre de Parthes. Le général Kutusow a pris, le 29 août, le commandement en chef. L'opinion publique est péniblement impressionnée par ces retraites continuelles, qu'elle attribue à l'impéritie des généraux. Il faut une action d'éclat pour la relever. On ne livrera pas Moscow comme on a livré Wilna, Witepsk, Smolensk. Les divisions ennemies se concentrent autour de Borodino, sur la Kalouga, petite rivière qui se jette dans la Moscowa, à quelques lieues de la capitale de l'ancienne Russie; elles choisissent une position formidable, sur une suite de plateaux défendus en partie par des ravins. L'armée française, forte de cent trente mille hommes environ, s'avance sur trois colonnes. La cavalerie de Murat, la garde impériale, les corps du prince d'Eckmülh et du duc d'Elchingen forment la colonne du centre, qui marche par la grande route de Moscow; la colonne de droite est commandée par le prince Poniatowski; celle de gauche, qui s'étend à deux lieues, est placée sous les ordres du vice-roi; les Westphaliens sont à l'arrière-garde. Le pays que l'on traverse est fort beau, couvert de bestiaux et de moissons; le soldat est dans l'abondance, et il oublie les privations qu'il a

subies. Des vivres en quantité et la perspective d'une bataille, c'est plus qu'il n'en faut à des troupes françaises pour être animées du meilleur esprit et pour doubler gaîment les étapes.

Pendant cette marche, à la veille de la grande bataille qui va décider peut-être du sort de la Russie, ou plutôt de l'empire du monde, Napoléon saisit avec empressement une occasion qui se présente de parler au cœur d'Alexandre, et de lui faire entendre, au milieu des fureurs de cette guerre acharnée, des paroles où perce un vif désir de la paix et de la réconciliation. L'histoire impartiale doit recueillir avec soin et mettre en relief les documents semblables à celui qu'on va lire; car l'éclat des grands événements, les retentissements des champs de bataille ne les font que trop souvent oublier. Un second parlementaire se présente de la part du général Barclai de Tolly, pour s'informer de ce qu'est devenu le premier envoyé qui s'était rendu à Smolensk dans le but d'avoir des nouvelles du général Toutchkow, et n'est pas encore de retour au quartier général russe. Napoléon dicte au prince de Neufchatel la réponse suivante :

« Monsieur le Général, M. Orlow, officier aux gardes, envoyé en parlementaire pour avoir des nouvelles du général Toutchkow, a été envoyé mal à propos de l'avant-garde sur Smolensk, au moment des opérations de l'armée, ce qui a fait diriger son retour par les avant-postes de notre droite, qui s'avance sur Viazma. Il doit être arrivé à l'heure qu'il est; mais j'ai eu l'attention de donner des nouvelles du général Toutchkow, en faisant passer une lettre de ce général, qui est parti pour Metz. A cette occasion..... »

L'empereur s'arrête; il réfléchit un instant. Ce qui va suivre doit être l'expression d'un sentiment si délicat, et doit offrir de telles nuances, qu'il veut l'écrire lui-même, afin d'imprimer à sa pensée sa véritable et intime couleur. Il suppose qu'Alexandre Ier est dans le camp russe, et il se dit que son frère de Tilsit et d'Erfurt sera peut-être touché comme par un

rayon de leur ancienne amitié, en lisant ces lignes. Il écrit donc :

« A cette occasion je renouvelle à V. E. la proposition que je lui ai faite d'établir un cartel d'échanges et de régler les communications des deux armées, ainsi que la manière dont les parlementaires doivent être traités. S. M. voit avec peine les maux que souffre le pays. Elle voudrait que l'empereur de Russie laissât des gouverneurs civils pour prendre soin du peuple et des propriétés, et diminuer par là les maux de la guerre. C'est l'usage qui a été suivi dans toutes les guerres; au surplus, en faisant cette proposition à V. E., je m'acquitte d'un devoir cher au cœur de mon souverain. L'empereur, monsieur le baron, à qui j'ai communiqué cette lettre, me charge de vous prier de faire ses compliments à l'empereur Alexandre, s'il est à l'armée, ou au premier rapport que vous lui ferez. Dites-lui que ni les vicissitudes de la guerre, ni aucune circonstance, ne peuvent altérer l'estime et l'amitié qu'il lui porte. »

L'illusion qui a dicté ces paroles à Napoléon ne sera point dissipée par l'acte d'une implacable politique qui l'attend à Moscow. Mais une bataille nous sépare encore de la capitale de la vieille Russie; tout se prépare pour une journée sanglante qui sera la réponse de Kutusow à cette ouverture chevaleresque de l'empereur.

L'armée française est à Ghjath; deux marches seulement la séparent des positions de Borodino, où les divisions russes préparent leur ligne de bataille, et rallient depuis quelques jours tous les corps épars. Napoléon fait à Ghjath une halte de soixante-douze heures, qui lui permet de prendre toutes ses dispositions pour une action décisive. Le 4 septembre, on marche sur l'ennemi, et le 5, vers le milieu de la journée, nous découvrons ses postes. La division Compans, formant notre avant-garde, se jette avec tant d'impétuosité sur la redoute de Schwardina, qui est placée au-devant des lignes rus-

ses, qu'elle l'enlève malgré une défense désespérée de Bagration; mais elle paye chèrement l'honneur de porter les premiers coups, et mille de ses soldats ont péri dans ce véritable assaut. Quand Napoléon passe en revue, le 6, un des régiments de la division Compans, le 61e, un bataillon tout entier manque au défilé. « Qu'avez-vous fait de votre troisième bataillon? » dit l'empereur au colonel. « Sire, répond celui-ci, » en étendant la main vers Schwardina, il est dans la re» doute! »

La journée du 6 fut toute employée à développer nos lignes et à étudier la position de l'ennemi. Le camp des Russes était placé derrière la Kalougha. Sa droite s'appuyait sur le village de Borodino; « c'était une des meilleures positions que l'on pût trouver dans un pays de plaine(*).» En arrière et au centre, sur le plâteau, s'élevaient trois redoutes, dont celle du milieu, très-forte, était couronnée par de nombreuses batteries. La gauche des Russes était à cheval sur la vieille route de Smolensk. C'est de ce côté principalement que Kutusow aurait dû renforcer sa ligne, car c'est par là que notre aile droite pouvait le déborder et le prendre à revers. Le vieux général, au contraire, avait particulièrement garni son aile droite, en bordant de plusieurs divisions la rivière de la Kalougha; c'était là une grande faute, et la perte de la bataille pouvait s'en suivre. Nous verrons que c'est, en effet, par leur gauche que les Russes furent d'abord entamés; mais Napoléon ne sut pas profiter de cette erreur de l'ennemi.

Enfin le moment est venu où les murmures, les mécontentements, les plaintes des lieutenants de Napoléon vont s'effacer, vont disparaître dans cet élan du champ de bataille qui réveille leur courage impétueux, et fait taire leurs petits

(*) Dépêche du général Kutusow à l'empereur Alexandre. Kutusow ajoutait: « Il serait à désirer que les Français m'attaquassent dans cette position. »

amours-propres, leurs prétentions individuelles, pour les animer d'un commun sentiment. Le 7, avant le jour, les roulements prolongés du tambour font sortir cent trente mille braves de leurs bivouacs; on court aux armes; chaque régiment occupe la place qui lui a été assignée sur le terrain, et au même instant, dans chaque compagnie, le capitaine lit la proclamation que Napoléon adresse à sa grande armée :

« Soldats! voilà la bataille que vous avez tant désirée! Désormais la victoire dépend de vous; elle nous est nécessaire, elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie! Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée; que l'on dise de vous : « Il était à cette grande bataille » sous les murs de Moscow! »

Et lorsque le soleil, se levant, dissipe les épais brouillards qui enveloppaient encore l'horizon, Napoléon, placé au centre de ses lignes, entouré de son brillant état-major, s'écrie : « Voilà le soleil d'Austerlitz! »

L'allusion était frappante. Le 2 décembre 1805, c'était aussi les Russes, Alexandre Ier et le général Kutusow que nous avions devant nous. La paix de Presbourg avait suivi notre victoire. Le 7 septembre 1812, les Russes et Kutusow se retrouvaient en présence des soldats d'Austerlitz. La paix n'était-elle pas à Moscow?

A six heures précises, le signal de l'action est donné par un coup de canon sur notre extrême droite. Cent vingt bouches à feu sont aussitôt démasquées et vomissent une pluie de boulets. Le général Compans se jette sur les bois qui flanquent la gauche de l'ennemi. Une batterie volante le précède, et les retranchements des Russes sont tournés. Compans est blessé, le prince d'Eckmülh a un cheval tué sous lui. Les soldats, en voyant tomber leur général, le croient blessé grièvement, et ils com-

mencent à rompre ; mais le roi Murat les rallie et les pousse en avant avec vigueur. Au centre, Ney, protégé par soixante pièces de canon, attaque la grande redoute. La petite redoute de gauche est enlevée par les généraux Ledru et Marchand. Sur notre gauche, le village de Borodino est pris à la baïonnette par la division Delzons. Un régiment, le 106e, traverse même la Kalougha sur un des ponts qui établissent les communications entre le village et la redoute du plateau; mais il est forcé de se retirer, et le général Plausonne, qui s'est porté en avant pour dégager le 106e, est frappé mortellement par une balle. Le vice-roi, qui commande le quatrième corps, les divisions Morand et Gérard, du troisième corps, et le troisième corps de cavalerie du général Grouchy, opèrent en même temps que Ney sur les redoutes. Le 30e régiment s'empare d'une de ces positions. Grâce à ce mouvement, trois cents pièces de canon sont disposées sur les hauteurs et mitraillent les soldats de Kutusow; mais celui-ci, par un effort désespéré, reprend le terrain qu'il vient de perdre. Le régiment est culbuté; le général Bonamy périt dans la mêlée.

Kutusow profite de ce dernier succès pour ressaisir brusquement l'offensive. Le vieux général se laisse entraîner à un mouvement irréfléchi. La journée est peu avancée; avant la nuit, mille chances diverses peuvent se présenter; il donne l'ordre cependant de faire marcher sa réserve, c'est-à-dire la garde impériale, dans l'espoir d'enfoncer notre centre par cette hardie manœuvre. Il joue son va-tout; car, s'il ne réussit point, il a perdu la partie. Les bataillons polonais reçoivent le premier choc de l'ennemi ; ils plient déjà. L'empereur fait avancer quatre-vingts pièces de canon. Le bronze arrête les soldats de Kutusow, qui tiennent ferme d'abord, et essuyent pendant deux heures le feu de notre batterie. Le roi de Naples les charge avec toute sa cavalerie. Ils reculent, rompent et se dispersent. Le vice-roi profite de ce moment pour faire faire une conversion à droite aux première, troisième et quatrième divisions, et

pour s'avancer de nouveau vers la grande redoute. Mais cette position formidable n'est pas encore près d'être emportée, et ces divisions sont repoussées par les décharges de mitraille faites, pour ainsi dire, à bout portant. Le général Montbrun périt dans cette attaque. Caulincourt lui succède avec une brigade de cuirassiers; il se replie après quelques actions brillantes mais infructueuses. Les fantassins viennent à leur tour entamer la redoute; Grouchy les soutient avec le troisième corps de cavalerie. Un éclat d'obus blesse ce dernier, qui ne continue pas moins à diriger les charges. Dans ces combats successifs, les Russes perdent des milliers d'hommes; les fossés et les glacis ébauchés de leurs ouvrages de terre sont couverts de cadavres. Peu de batailles ont offert un pareil acharnement et autant de luttes corps à corps. Enfin, le prince Eugène pénètre dans la redoute par la gorge, avec son état-major, la division Broussier, les 7e, 13e, 21e et 30e régiments, les généraux Lehoussaye et Thiry. Presque tous les défenseurs de cette position importante tombent dans les retranchements.

L'action se continuait avec une furie épouvantable. Huit cents pièces de canon tonnaient sur toute la ligne. Kutusow, qui avait engagé toutes ses troupes, tenait encore héroïquement vers le centre, sur le plateau, tandis qu'à sa gauche Bagration obtenait quelques avantages. Napoléon, pour en finir, commande le mouvement habituel qui lui a donné si souvent la victoire : une attaque vigoureuse par le centre, qui rompe l'ennemi et le culbute sur la droite et sur la gauche. Le maréchal Ney, par des prodiges de valeur, et payant de sa personne aux premiers rangs, facilite cette grande manœuvre. Ney fait appuyer par les Westphaliens le corps des Polonais, qui reprend l'offensive, et, débordant l'aile commandée par Bagration, la balaie avec la mitraille. Poniatowski et Sébastiani se distinguent de ce côté. L'intrépidité du duc d'Elchingen nous donne enfin la victoire. Sur le terrain qu'il a déblayé, Murat enfonce

les derniers régiments de Kutusow. Les Russes peuvent cependant opérer tant bien que mal leur retraite, grâce à une redoute placée en arrière, et qui continue le feu, tandis que les débris de l'armée d'Alexandre se retirent par la route de Moscow.

L'armée française couche sur le champ de bataille, dans les redoutes prises à l'ennemi, par une nuit pluvieuse et glacée. Napoléon donne à cette journée le nom de Moscowa, que l'histoire a consacré. Mais les écrivains russes, d'accord avec Kutusow, l'ont appelée plus justement Borodino, du nom du village auprès duquel se passa l'action, et qui fut un des points disputés.

La bataille de la Moscowa eut pour résultat immédiat de nous ouvrir les portes de Moscow. A cent cinquante lieues de la frontière polonaise, aux approches de l'hiver, une bataille qui enlevait près de vingt-cinq mille combattants à l'armée de cent trente mille hommes sortie des murs de Smolensk, et qui laissait se retirer les deux tiers des forces ennemies, pouvait-elle être considérée comme une victoire? Nous devons l'inscrire comme telle dans nos annales, sur nos monuments, parce qu'elle fut féconde en actions glorieuses, en courages héroïques, et que nous eûmes l'honneur de bivouaquer sur le terrain; mais sur les bords de la Kalougha, aux portes de Moscow, dont Rostopchin préparait l'incendie avec l'aide d'un ingénieur anglais, la journée du 7 septembre 1812 n'était pas faite pour remplir notre armée de cet enthousiasme qu'inspirèrent Marengo, Fleurus, Austerlitz, Friedland, et vingt autres. Une victoire devait, sous peine d'être incomplète dans les conditions où nous nous trouvions, avoir deux résultats, l'un immédiat, la destruction de l'armée de Kutusow, l'autre prochain, la prise de Moscow. L'armée de Kutusow n'était pas détruite; et, quant à Moscow, Napoléon, en faisant tourner dès le matin l'aile gauche des Russes dont nous avons dit la faiblesse, pou-

vait s'emparer, presque sans coup férir, de la route de cette capitale, et forcer ainsi Kutusow à lever son camp, devenu sans utilité du moment qu'il était pris à revers. L'empereur avait préféré porter tous ses efforts sur le centre de l'ennemi, et courir à Moscow en lui passant sur le corps. Il avait sacrifié à cette attaque un cinquième de son armée, et c'était beaucoup trop (3).

Nous avions perdu neuf mille hommes; quatorze mille blessés étaient hors de combat. Les généraux Caulaincourt, Compère, Huart, Bonamy, Montbrun, Marion, Lanubère, Plouzolle et Romeuf, avaient reçu la mort; trente autres avaient été plus ou moins grièvement blessés, parmi lesquels Compans, Grouchy, Nansouty, Latour-Maubourg, Friant et Rapp. Les pertes de l'ennemi, tués ou blessés, se montaient à quarante mille hommes. Les généraux Charles de Mecklembourg, Toutchkow, frère de notre prisonnier de Valoutina, Rajewki, Gortschakow, Kanovitzen, Gregow, Woronsow, Krapowistki, et les deux Boëhmetiew, avaient trouvé la mort sur le champ de bataille. Le prince de Bagration, blessé mortellement, succomba quelques jours plus tard.

La grande armée, après la victoire de la Moscowa, continue sa marche sur trois colonnes. Kutusow s'est arrêté à Mojaïk et semble disposé à nous disputer l'entrée de Moscow. Mais, le 14 septembre, il se replie, traverse Moscow, annonce aux habitants que la ville va être abandonnée et qu'ils doivent l'évacuer sous peine d'être exposés à toutes les violences du vainqueur. Cette grande capitale est d'ailleurs vouée au même sort que Smoslensk et tous les centres de population que nous avons rencontrés depuis un mois. La ville, désertée par la noblesse et les classes bourgeoise ou marchande, sera livrée aux flammes, avec ses immenses magasins, ses richesses, ses approvisionnements, et l'armée française campera sur des monceaux de cendres. C'est toujours le plan de Wilna

qu'Alexandre Ier poursuit impitoyablement, malgré la lettre du prince de Neufchatel à Kutusow. La bataille de la Moscowa n'a été qu'une concession momentanée aux esprits belliqueux que ces retraites incessantes faisaient murmurer ; une épouvantable catastrophe va couronner l'œuvre du sauvage Moscowite.

Nous sommes aux portes de Moscow, dans la matinée du 14. Des hauteurs qui dominent cette cité, nos soldats poussent des cris de joie à la vue du magnifique panorama qui se déroule devant eux. Les dômes de cuivre jaune des temples, mille clochers étincelants de dorure, les colonnes et les obélisques surmontés de globes en métal, la grande masse du Kremlin s'élevant au milieu d'un immense pâté d'édifices, les murs de ces édifices diversement colorés, les larges terrasses à l'orientale, les palais, les églises, les murailles d'une quadruple enceinte : tout offre à l'étonnement du soldat l'aspect d'une de ces fabuleuses cités asiatiques comme l'imagination des poëtes se plaît à les dépeindre.

La voilà donc cette capitale fameuse par ses richesses, par le prestige sacré dont l'entoure le patriotisme des Moscowites, et que préservent les reliques de saint Iwan et de saint Serge. Berceau de l'empire et des czars, c'est de là que s'élance le génie de Pierre le Grand qui va poser sur le golfe de Finlande, à cent vingt cinq lieues, une nouvelle capitale, tandis que son frère Fœdor police l'ancienne et l'enrichit d'édifices et de manufactures. A Saint-Pétersbourg, Napoléon aurait frappé à la tête l'empire russe; à Moscow, il le frappe au cœur. Il eût détruit sa puissance sur les bords de la Newa; il viole et compte affaiblir sa nationalité sur les bords de la Moskowa. Comme un arbre immense, fécondé par l'âme de Pierre Ier, le grand duché de Moscow, devenu un empire puissant, étend au loin ses rameaux et menace de couvrir toute l'Europe de son ombre fatale. Napoléon porte un fer rouge au pied même

de son tronc; il veut sécher sa sève. S'il n'y parvient pas, il aura du moins arrêté pour un assez long temps la civilisation qui se développe avec l'aide du despotisme; et la civilisation du Midi, des idées libres, reprenant l'avance, démocratisera un jour l'Europe, au lieu d'être submergée par le Cosaque.

Ah! ne soyons pas ingrats envers le grand empereur. Moscow, où sa gloire militaire va être frappée d'un coup dont elle ne se relèvera point, sera pour lui ce calvaire où l'on meurt pour le salut d'un monde. Napoléon avait le sentiment de cette sublime mission, lorsque, dans ses XXI[e] et XXVI[e] bulletins, il s'applaudissait d'avoir, sur son passage, reculé d'un siècle la civilisation. Ses ennemis ont essayé de flétrir cette parole, comme l'expression d'une pensée de sauvage, comme le mot d'un autre Attila. Nous la proclamons ici le dernier terme du salut de la véritable civilisation des sociétés modernes. Napoléon dira encore un jour, dans son exil : « Avant cinquante ans, l'Europe sera républicaine ou cosaque. » Après la campagne de Russie, et malgré toutes les invasions de notre territoire, peut-être même à cause de ces invasions, l'Europe ne pouvait plus être que républicaine, et l'événement l'a justifié.

Il n'y avait pas seulement de l'orgueil dans le cri de joie poussé par nos soldats : Moscow! Moscow! à la vue des dômes de cuivre de l'antique cité; il y avait l'explosion d'un sentiment de bien-être, l'ivresse d'un repos prochain après de longues fatigues, les quartiers d'hiver après la campagne. Ils avaient l'esprit tout rempli des descriptions faites par les voyageurs, des richesses commerciales de la grande ville. Entre l'Europe et l'Asie, Moscow était l'immense bazar où venaient s'entasser tous les trésors du commerce oriental. L'abondance va donc régner dans cette armée qui va passé sans vivres et sans bois le bivouac de la dernière bataille, au milieu des cris de douleur de trente mille blessés, expirant sans secours dans les ravins et les fossés des redoutes.

Le gouverneur Rostopchin, l'administration de la police, les magistrats, le clergé conduit par l'archimandre Platon, avaient quitté la ville dès le 14 au matin, et s'étaient retirés sur Waldimir. La police avait eu soin d'emporter toutes les pompes et tout ce qui aurait pu servir à combattre les progrès d'un incendie. On avait délivré les prisonniers et les forçats, et ceux-ci, avec les portiers des hôtels, quelques milliers de malheureux qui n'avaient rien à perdre dans le sac d'une place, des agents secrets munis d'instructions particulières, et des femmes de mauvaise vie, formaient désormais l'unique population de Moscow. L'entrée des Français se fit à midi. Une convention verbale permet aux troupes de Miloradowitch de se retirer du Kremlin qu'elles occupent encore, sans être poursuivies. Napoléon va s'établir dans le faubourg de Dorogomilow. La colonne du centre s'empare immédiatement des quatre enceintes. Le lendemain, 15, le prince Eugène disposa la seconde colonne du côté du faubourg de Saint-Pétersbourg, et fut se loger au palais de Monconow. Napoléon transporta au Kremlin le quartier général.

Le Kremlin est une forteresse placée au centre même de Moscow, entourée de murailles crénelées et dominée par de hautes tours. Sa forme est celle d'un triangle équilatéral. Plusieurs églises s'élèvent dans le Kremlin, chacune surmontée de cinq dômes. Une tradition attache le salut de l'empire moscovite à l'inviolabilité du Kremlin : aussi le désespoir et l'indignation des Russes firent-ils explosion, lorsqu'on apprit que le vainqueur s'était précisément logé dans l'enceinte de cette forteresse sacrée.

La ville de Moscow présentait des ressources immenses à la grande armée, et la joie des soldats et des chefs fut à son comble, quand ils virent tous les magasins, tous les palais, tous les édifices publics et privés de cette ville s'offrir à eux comme un immense camp. Le premier asoect de Moscow, abandonné par

ses habitants, avait été sombre et triste. Toutes ces longues rues désertes, ces maisons où ne se laissaient pour ainsi dire apercevoir aucun signe de vie, avaient une physionomie de tombeau. Mais bientôt les nombreuses colonnes qui avaient tour à tour pénétré dans les quatre enceintes rendirent l'existence à ce tombeau ; et les craintes des pessimistes, que l'approche des saisons rigoureuses et l'éloignement de la France avaient tant de fois effrayés, se dissipaient déjà ; le pis aller était de prendre des quartiers d'hiver autour du Kremlin, et d'attendre le printemps pour porter un dernier coup à la puissance d'Alexandre Ier. D'ailleurs n'était-il pas probable que l'empereur de Russie, voyant l'armée coalisée fortement établie au cœur de ses Etats, dans la capitale de la nationalité moscovite, proposerait lui-même un armistice, préliminaire de la paix continentale, qui nous permettrait, en attendant la conclusion définitive de cette paix, de conserver toutes nos communications avec la Lithuanie conquise, la Pologne et la France?

Tel fut le rêve des vainqueurs. Le réveil allait être terrible.

Dans la journée du 15, sans qu'on puisse en savoir les causes, quelques incendies se déclarent. On les attribue d'abord à l'imprudence du soldat. Plusieurs magasins laissent échapper par les fenêtres une épaisse fumée ; des torrents de flammes se font jour bientôt. Ce sont probablement les Russes qui ont voulu détruire, avant de nous abandonner leur capitale, quelques unes des ressources qu'elle nous offrait. On s'efforce d'éteindre ces incendies partiels ; les sapeurs se mettent bravement à l'œuvre, et quoique les instruments de secours leur manquent, ils parviennent sur certains points à se rendre maîtres du feu. Dans la soirée, le bruit se répand aux bivouacs, et, comme toutes les nouvelles alarmantes, grossit et s'amplifie en passant de bouche en bouche, qu'un affreux projet a été conçu et va être exécuté par le fanatisme moscovite. Rostopchin a laissé, dit-on, dans Moscow des agents chargés d'incendier tous les quartiers, dès

que les Français auront pris le Kremlin, et d'ensevelir nos victoires sous des ruines brûlantes. Un fait semble confirmer l'existence du complot : toutes les pompes, tous les moyens de sauvetage ont disparu. Un grand découragement s'empare du soldat, à cette révélation. La nuit se passe dans l'anxiété. De chaque bivouac on aperçoit dans le ciel des lueurs rougeâtres. Ce sont de nouveaux incendies qui se déclarent. Chacun peut croire encore, peut avoir l'espérance que ce ne sont que des sinistres isolés, et que le funeste spectacle qu'il a sous les yeux ne se présente pas ailleurs. Mais le 16, au point du jour, la réalité, l'affreuse réalité se montre dans toute son horreur. Le feu est aux quatre coins de Moscow. Un vent impétueux s'est élevé qui promène l'excitation de son souffle sur les vastes foyers. Des brandons traversent l'air en sifflant et vont s'abattre sur tous les édifices; un cri d'effroi et de désolation retentit dans la ville, portant jusqu'au Kremlin, jusqu'à l'empereur, la certitude du désastre.

Et alors la surprise fut grande, pour nos soldats, de voir tout à coup les places encombrées d'une foule d'habitants qui sortaient en tumulte des caves, des chétives habitations des quartiers pauvres, et que chassaient les flammes. Quelques milliers de familles n'avaient point voulu obéir aux injonctions de Rostopchin, et abandonner à tous les hasards, à toutes les déprédations d'une ville conquise, leur pécule ou leurs richesses. Elles s'étaient soigneusement tenues cachées pendant les deux premiers jours, se dérobant au fléau de l'invasion; un fléau plus terrible les jette éperdues sur la place publique. Le désordre est à son comble, le désespoir est partout. Des hommes à figures sinistres, couverts du vêtement des prisons, sont surpris par les patrouilles porteurs de matières inflammables, propageant de rues en rues l'incendie. On s'en empare, et on les réserve pour une enquête qui peut nous livrer les secrets de cette épouvantable action. Mais les incendiaires sont au nombre de plusieurs

centaines, et l'on n'en peut saisir que vingt-six. Les forçats poursuivent donc impunément la mission sauvage que leur a imposée Rostopchin pour prix de leur grâce. Moscow n'est plus qu'un cratère d'où s'élèvent, avec des torrents de fumée et de feu, les cris de désespoir des malheureux habitants que la religion du foyer domestique a retenus dans la ville, et les imprécations de nos soldats, furieux de voir leur dernière espérance perdue sans retour. Les palais, les églises craquent de toutes parts sur leurs larges assises. Le plomb des dômes coule en pluie corrosive; les clochers s'affaissent sur eux-mêmes avec fracas. Dans les bazars, les monceaux d'étoffes précieuses, les cotons alimentent l'incendie. Dans les entrepôts de denrées, les sucres, les résines, les suifs, les huiles roulent comme des torrents de lave, et le liquide brûlant se précipite dans les caves, qui deviennent autant de gouffres remplis de bouillonnements et de fumée.

Le désordre que cette catastrophe imprévue a jeté parmi les soldats ajoute aux horreurs des scènes lugubres, et la licence arrive à son comble. Débandés dans les rues, courant au hasard, mêlés et confondus avec les malheureux habitants qui cherchent à dérober au feu quelques débris de leur richesse, avec les malfaiteurs qui ne voient dans le désastre qu'une occasion inouïe de pillage, les vainqueurs de la Moscowa pénètrent dans les maisons que le fléau n'a pas encore atteintes. Les trésors qui s'offrent à eux ne sont-ils pas voués aux flammes? Ils s'en emparent, ils se les disputent dans un tumulte impossible à décrire. Les caves sont enfoncées, le vin coule à plein bord, et l'ivresse achève d'égarer tous les esprits.

Napoléon évacue le Kremlin dans la soirée du 16 et se retire dans la campagne, au château de Péterskoé. Tous les généraux reçurent l'ordre de sortir en même temps de Moscow. Dès ce moment, l'indiscipline ne connut plus de limites, et d'épouvantables excès furent commis, qui devaient demeurer ensevelis

dans l'histoire sous les murs écroulés de la ville conquise. Que notre patrie, que la France ne baisse point la tête et ne rougisse pas, si des écrivains de la Sainte-Alliance viennent jamais à lui jeter à la face la nuit sinistre du 17 septembre 1812, les viols, les pillages éclairés par les immenses torches d'une Sodome en feu. Dix-sept peuples avaient leurs contingents à Moscow: Badois, Hessois, Saxons, Neuchâtélois, Espagnols, Polonais, Bavarois, Portugais, Danois, Illyriens, Wurtembergeois, Italiens, Dalmates, Westphaliens, Bergeois, Prussiens et Autrichiens. Et lorsque les soldats de la république ou de l'empire se battaient seuls contre la coalition, lorsqu'ils entraient en Belgique, en Hollande, lorsqu'ils forçaient les murs de Vienne et de Berlin, leur discipline et leur vertu n'ont-elles point fait l'admiration du monde entier?

Le plus douloureux épisode de cette catastrophe, complot d'une implacable et barbare politique, fut l'incendie des hôpitaux, où se trouvaient trente mille blessés. On en sauva quatre mille.

Moscow brûla pendant quatre jours entiers, du 17 au 20 septembre. Le 21, l'armée rentra dans la ville et occupa le peu de maisons qui étaient demeurées intactes. Napoléon retourna au Kremlin, et des mesures furent prises pour sauver tout ce que l'on pourrait des richesses épargnées, et pour rechercher avec soin les magasins qui avaient échappé à la ruine commune. Beaucoup de caves étaient intactes. On retrouva d'assez grands approvisionnements de sucre, de vins, d'eau-de-vie. Mais les légumes manquaient complétement, les fourrages n'existaient plus; les bestiaux dépérissaient, et l'armée allait se trouver bientôt dans cette affreuse situation : ayant en abondance tout ce qui constitue le luxe inutile, des étoffes précieuses, de la vaisselle de porcelaine, des vases de cristal, du thé, des liqueurs fines, et privée des premiers aliments indispensables, réduite à disputer aux vers les cadavres des chevaux.

camp et de marcher sur Saint-Pétersbourg. Cette résolution épouvanta tout le monde. Le prince Eugène seul lui donna son assentiment, et l'empereur dut y renoncer, dans un moment où l'indiscipline du soldat était à son comble, et lorsque la moindre hésitation, la moindre désobéissance des chefs, pouvaient perdre la grande armée. Il y avait un autre parti à prendre. Opérer une retraite immédiate par le sud, du côté de la Volhynie, y attendre le printemps pour recommencer une nouvelle campagne et achever l'œuvre de 1812. L'une et l'autre de ces idées furent abandonnées. On rentra dans Moscow, et l'on attendit le résultat de quelques ouvertures indirectes faites à Alexandre Ier. Mais il doit être constaté ici que ce prince craignait tellement une marche sur Saint-Pétersbourg, qu'à la seule nouvelle des délibérations qui avaient eu lieu dans le conseil de l'empereur des Français, il fit embarquer les archives et le trésor pour Londres, et ne se crut plus en sûreté dans sa seconde capitale.

Nous venons de parler d'ouvertures faites auprès d'Alexandre pour arriver à un traité de paix. Napoléon, depuis le commencement de la guerre dite de Pologne, était persuadé que s'il pouvait communiquer directement avec l'empereur de Russie, sans l'entremise des diplomates, il arriverait facilement à ramener celui-ci aux sentiments exprimés dans les entrevues de Tilsit et d'Erfuth. Plusieurs fois, déjà, nous l'avons vu prendre ainsi ses propres désirs pour des réalités, et s'illusionner sur les missions d'agents secondaires envoyés par les généraux russes pour des cartels de prisonniers. Après sa rentrée au Kremlin, et lorsque les premiers beaux jours d'un automne magnifique l'eurent rassuré sur le climat de la Russie, il commença une série de démarches toutes destinées à inspirer au czar l'idée d'un rapprochement. C'est d'abord M. de Toultomine, Russe de distinction, sous-directeur de la maison des enfants trouvés de Moscou, que l'on a gagné par la reconnaissance

aux projets de Napoléon et qui s'entremet officieusement. Pendant l'incendie, cet hospice avait été préservé des flammes par les efforts de nos régiments, et l'empereur avait pris un soin tout spécial de la sûreté de ses jeunes hôtes. M. de Toultemine adresse un rapport à l'impératrice, mère d'Alexandre, protectrice de la maison des enfants trouvés; ce rapport ne manque pas de faire l'éloge de la conduite du chef des Français, et il donne à entendre qu'il est autorisé à faire pressentir les tendances du vainqueur à un accommodement, à un armistice. Un autre Russe, M. de Jacowleff, part quelques jours après pour Saint-Pétersbourg, avec une lettre plus explicite encore que le rapport de M. de Toultemine, et qu'il se fait fort de remettre entre les propres mains du czar. Enfin, abordant de front la question, l'empereur charge le général Lauriston de propositions directes d'armistice, que l'ambassadeur porte au quartier général de Kutusow. Le feld-maréchal expédie à Saint-Pétersbourg le message de Lauriston; mais on l'a accusé d'avoir accompagné ce message de notes de nature à éloigner plus que jamais son maître de toute pensée de réconciliation. Kutusow n'avait pas d'ailleurs de grands efforts à faire pour cela. Après l'envahissement de la vieille Russie, la prise de Smolensk, la perte de la bataille de la Moscowa et l'incendie de Moscow, Alexandre était fermement résolu à ne plus remettre l'épée au fourreau qu'il n'eût perdu sa dernière province, ou qu'il n'eût repoussé l'ennemi au-delà du Niémen. Il s'était inféodé à la politique du cabinet de Saint-James, qui lui avait promis de puissants subsides. Il savait que de tous ces rois dont Napoléon s'était fait à Dresde une cour étonnante, il n'y en avait pas un seul qui ne portât avec impatience le joug français, et qui n'attendît une occasion favorable, un revers de fortune, un tour de roue, pour chercher dans la trahison des engagements une vengeance des défaites passées. En ce moment, il ne songeait certes pas aux catastrophes de 1814; mais une raison froide et

rigoureuse lui disait que si, avec le concours de l'Angleterre et la puissante diversion des neiges, il parvenait à rejeter la grande armée au-delà des frontières polonaises, il serait toujours temps de traiter avec Napoléon, de rendre la paix au monde, avec des conditions toutes favorables à la Russie, et de nature à rétablir sa prépondérance et son influence perdues, dans la politique européenne. Quand il reçut le message de Kutusow, Alexandre prononça, suivant quelques écrivains, ces paroles qui sont tout à fait dans les conditions des événements du mois de septenbre 1812 :

« C'est à présent seulement que la guerre commence. Il ne sera question de paix avec l'empereur des Français qu'après qu'il aura satisfait aux conditions que j'y ai mises. Il connaît ces conditions; c'est à lui de voir s'il veut les remplir ou se rendre responsable du sang qui sera versé. »

Les conditions auxquelles Alexandre faisait allusion ne pouvaient être que celles posées, avant les premières hostilités, par M. de Kourakin, et que l'ambassadeur russe avait ainsi résumées : « L'évacuation des États prussiens et de tous les pays situés au-delà de l'Elbe, avant que d'entrer dans aucune explication. » Cette observation suffit pour montrer l'éloignement d'Alexandre pour toute proposition de paix, puisqu'il osait rappeler des conditions inacceptables.

Alexandre, d'ailleurs, ne voulut pas qu'il fût fait de réponse aux ouvertures de Napoléon. Il fit même savoir au feld-maréchal Kutusow qu'il aurait mieux agi en refusant le message, et en renvoyant purement et simplement l'ambassadeur français.

La campagne commençait en effet de ce moment pour la Russie, et la retraite des Français était imminente. La première panique passée, on avait bien vite reconnu à Saint-Pétersbourg que Napoléon n'oserait, dans une saison aussi avancée, à la veille des neiges, se mettre en marche vers les bords de

la Newa. Il était en retard d'un mois pour une semblable opération ; c'était tout juste le temps qu'il avait perdu à Wilna et à Witepsk. Cependant l'hiver approchait et l'armée demeurait immobile. Une sorte d'armistice tacite s'était établi entre les avant-postes des Russes et des Français ; trois semaines se passèrent ainsi sans hostilités, et Murat, qui était devenu le héros des Cosaques par sa brillante bravoure, et un peu aussi par l'excentricité de son costume, avait reçu plusieurs fois, des lieutenants de Kutusow, l'assurance que la paix n'était pas moins désirée dans leur camp que dans celui de Napoléon. On ne s'aperçut que trop tard de la ruse du feld-maréchal; il temporisait afin d'attendre la saison rigoureuse, et de tomber alors sur nos troupes, forcées à la retraite.

On a attribué, dans plusieurs écrits, le long séjour de Moscow et les lenteurs apportées par Napoléon dans les préparatifs de la retraite, à un affaissement moral de ses facultés, à un affaiblissement maladif de son corps. L'étoile de l'empereur dit-on, l'avait abandonné ; il avait perdu son coup d'œil d'aigle, et dès cette époque il fut évident pour ceux qui l'entouraient que sa gloire militaire, arrivée à sa plus haute expression, ne devait plus aller qu'en décroissant jusqu'à une chute terrible. Les écrivains qui ont formulé ce jugement ont obéi aux inspirations de quelques uns des généraux de Napoléon, qui auraient voulu donner le change à l'histoire et cacher les véritables causes de nos désastres. Nous avons dit précédemment que l'issue de la campagne déplorable de Russie tenait d'abord en partie à la lenteur des mouvements agressifs de la grande armée : lenteur nécessitée par les manœuvres destinées à rallier entre elles les immenses colonnes de onze corps d'infanterie, de quatre corps de cavalerie, des corps auxiliaires autrichiens, napolitains, de la garde impériale et des parcs et des équipages. Mais une autre cause, non moins influente, fut le défaut de science militaire dont firent preuve la plupart des comman-

dants en chef, toutes les fois que l'éloignement du quartier général les livrait à leurs propres inspirations ; ensuite leur constante et sourde opposition à toutes les résolutions de l'empereur, leur mauvaise opinion d'une campagne qu'ils compromettaient d'avance eux-mêmes, en désespérant de ses résultats, lorsque l'entente commune pouvait la faire réussir, même en dépit du plan de Wilna et du terrible auxiliaire que les frimas allaient donner à Alexandre. Napoléon dira plus tard, en récapitulant les fautes qui lui ont fait perdre sa partie contre l'Europe : « C'est une chose curieuse, et que l'histoire ne connaîtra peut-» être pas, et qui cependant est bien vraie : toutes les fautes » que j'ai faites, je les ai faites par lassitude des obsessions » dont j'étais l'objet de la part de mon entourage. C'est pour » avoir cédé à l'avis de mes maréchaux que j'ai perdu mon » armée dans la retraite de Russie. Je voulais marcher de Mos-» cow sur Saint-Pétersbourg ou revenir par le sud ; je ne vou-» lais, à aucun prix, reprendre la route de Smolensk et de » Wilna (*). » L'affaiblissement moral et physique de Napoléon n'a jamais existé, du moins à cette époque, que dans l'imagination de quelques écrivains romanesques; ils ont trouvé dans cette invention une heureuse excuse pour des généraux que la Restauration avait pris à son service, et un ressort dramatique, un incident pour l'ornement de leurs récits.

Le séjour de Moscow tint seulement à l'espoir d'un armistice, préliminaire de la paix. Du moment qu'il avait dû renoncer à marcher sur Saint-Pétersbourg ou à opérer un mouvement en arrière sur la Volhynie, Napoléon voulait tout épuiser pour amener un rapprochement avec l'empereur Alexandre.

Le terrain qui s'étendait entre Smolensk, Mohilow, Minsk et Witepsk avait été adopté, dans les conseils du Kremlin, pour

(*) *Récit de la captivité de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène*, par le général Montholon.

servir de cantonnement d'hiver. Des magasins nombreux s'y trouvaient établis contenant des approvisionnements considérables; les corps du duc de Bellune et du prince de Schwartzenberg opéraient dans ces contrées; et l'on pouvait s'appuyer à la fois et sur les provinces polonaises, où était le contingent autrichien, et sur l'armée du général Saint-Cyr qui tenait toujours en échec, du côté de la Dvina, le général Wittengstein, enfin sur la réserve laissée, dès le commencement de la campagne, entre Kowno et Wilna. Ce plan pouvait réussir, à la triple condition que nos troupes tourneraient heureusement celles de Kutusow qui nécessairement chercheraient à nous couper la route de Smolensk; que Bellune et Schwartzenberg nous conserveraient intacts nos positions et nos magasins de Minsk, et que, sur notre droite de retraite, Gouvion Saint-Cyr contiendrait Wittengstein et l'empêcherait de combiner ses mouvements avec ceux que ferait Kutusow pour nous envelopper. Des instructions furent données en conséquence à nos généraux. Dès le 5 octobre, toutes les dispositions sont prises pour qu'au premier signal les différentes divisions puissent se mettre en route : on évacue des convois de blessés; on remonte tant bien que mal plusieurs régiments de cavalerie dont les chevaux ont péri en partie; les parcs d'artillerie se tiennent prêts, ainsi que les équipages de pont, si nécessaires dans ces pays coupés à chaque pas par des cours d'eau. Des notes importantes sont adressées au duc de Bassano, qui continue à Wilna ses fonctions de ministre des relations extérieures au milieu du corps diplomatique tout entier.

L'armée française était campée autour de Moscow, sur les routes de Twer, de Jaroslavetz, de Wladimir, de Riasan et de Kalougha. Elle semblait cernée de tous côtés par les troupes de Kutusow, qui tenaient principalement sur la route neuve de Kalougha à Taroutino. Les deux avant-gardes observaient, comme nous l'avons dit, les termes tacites d'une sorte d'armistice,

et Napoléon, malgré les neiges qui commençaient à tomber, ne parlait point encore de donner le signal de la retraite, lorsqu'il apprend tout à coup que les avant-postes de Murat ont été attaqués. Le 18, à deux heures du matin, l'ennemi débouchant par Taroutino, fond sur la cavalerie du roi de Naples, et enlève plusieurs voitures de bagages et vingt pièces de canon à Sébastiani. Murat, qui s'est laissé surprendre, malgré les avis réitérés du quartier général, monte à cheval et rallie sa cavalerie qu'il avait envoyée aux fourrages sans observer toutes les précautions exigées par le voisinage des Russes. Il se jette tête baissée avec tout son état-major au milieu de l'action, et il met en fuite les Cosaques, qui abandonnent les pièces d'artillerie. Repoussés sur Winkowo, où campent les Polonais du prince Poniatowski, les Russes reçoivent des renforts : le combat devient général, et notre avant-garde supporte bientôt le poids d'une armée entière. Kutusow arrive lui-même au secours de Beningsen qui a commencé l'attaque. Mais notre avant-garde, se tirant avec honneur de cette situation critique, conserve toutes ses positions. Les Russes se retirent, laissant deux généraux sur le champ de bataille. Beningsen a été blessé d'un coup de feu. Nous avons perdu aussi deux généraux, Fischer et Dery, et deux mille hommes. A la veille d'une retraite, c'est beaucoup pour un combat inutile qu'un peu de prévoyance aurait pu éviter.

Napoléon passait une revue au Kremlin lorsque ces faits lui parviennent : il interrompt aussitôt la parade. Lauriston, de retour du camp de Kutusow, lui avait laissé peu d'espérances; il l'avait prévenu même d'une attaque, et c'est alors que la plus grande surveillance fut recommandée à Murat. Mais on ne s'attendait pas à une aussi brusque démonstration. Les derniers ordres de départ sont donnés pour le soir. Aussi bien un séjour plus long à Moscow est impossible. Le froid devient intense; la cavalerie s'épuise à chercher des fourrages à

plusieurs lieues dans la campagne; la pénurie des approvisionnements force les soldats à recourir à la maraude, et la discipline s'en ressent, ainsi que l'hygiène. La viande de boucherie est un objet de luxe, et la chair des chevaux la remplace presque partout. Il est vrai que celle-ci est très-abondante, par suite de la mortalité qui décime chaque jour nos escadrons.

Le 23 octobre, Napoléon évacue Moscow, ou plutôt les ruines encore chaudes de cette capitale, avec le premier, le troisième corps, et la vieille garde impériale. La jeune garde, commandée par le duc de Trévise, est laissée au Kremlin, avec l'ordre de ne le quitter que dans la nuit, et de mettre le feu aux mines qui ont été pratiquées sous ses épaisses murailles. C'est une représaille de l'acte barbare de Rostopchin, et un nouveau retard apporté à la marche de cette civilisation russe qui menace le midi de l'Europe. Tout le temps, tous les efforts, tout le génie que les sujets d'Alexandre emploieront à réparer les pertes que leur a causées l'invasion des Français, donneront autant d'avance aux autres peuples du centre et du midi pour conserver leur suprématie intellectuelle, morale et politique, qui seule oppose une barrière aux empiétements de la puissance des czars.

Bizarre destinée que celle de ce merveilleux conquérant. Depuis quinze ans, soldat d'aventure, général, consul et empereur, son génie travaille dans un but unique : l'abaissement de la puissance britannique. Un instant il est parvenu à coaliser toute l'Europe contre la politique du cabinet de Saint-James, et à isoler dans son île ce peuple de trafiquants qui marche au monopole du monde industriel sur la misère de ses millions de prolétaires affamés, jetés en pâture à la concurrence, comme un peuple guerrier marche aux conquêtes du champ de bataille sur le corps des soldats jetés en pâture au canon. Un instant, Napoléon, avec l'aide de la Prusse, de la Russie, de l'Italie et de l'Autriche, a pu se croire au bout de son œuvre. Et voilà qu'il vient de frapper d'un coup terrible l'un des auxiliaires

sur lesquels il comptait le plus pour terrasser la Grande-Bretagne. Le grand destructeur de libertés, qui a étouffé en 1799 la révolution française expirante, le constructeur de l'édifice de notre gloire moderne, voit le cours de ses succès échouer précisément et ses armes se briser contre les efforts de la seule puissance qui pouvait, plus tard, lutter contre les idées révolutionnaires ressuscitées en France; mais, comme pour réparer le crime qu'il a commis en 1799, il enfonce en fuyant le javelot du Parthe dans le cœur même de la Russie.

CHAPITRE XIII.

Les partis en France vers la fin de 1812. — Conspiration Malet. — Exécutions sanglantes. — Retraite de la grande armée. — Bataille de Malo-Jaroslavetz. — Combat de Wiasma. — Désastres et souffrances de l'armée. — Smolensk est abandonné.— Les Russes s'emparent de Minsk par la faute de Schwartzenberg. — Passage de la Bérésina.—Les débris de la grande armée se concentrent sur Wilna. — Napoléon quitte Smorgoni après avoir confié l'armée à Murat, et part pour Paris.

OCTOBRE — DÉCEMBRE 1812.

L'établissement de brumaire, le consulat à vie et l'empire avaient eu pour causes virtuelles, d'un côté, la lassitude et l'impuissance des partis; de l'autre, l'ambition secondaire d'une foule de personnages qui cherchèrent tous à consolider leur fortune à l'abri d'un gouvernement fort, puissant, richement doté par le pays en pouvoirs, et dont l'éclat et les faveurs pussent rejaillir sur eux. Il était naturel qu'un moment arrivât où l'une et l'autre de ces causes, qui, après avoir servi à l'avénement de Napoléon Bonaparte, devaient continuer à lui faciliter son étonnante élévation, se distendissent, éprouvassent un certain affaiblissement : faisant subir au régime impérial quelques unes de ces crises qui avaient si considérablement

troublé les régimes précédents. Sans aucun doute, des crises se seraient produites dès les premières années de l'empire, si la politique agitée, remuante, de Napoléon, et une série de succès militaires inouïs dans notre histoire, n'eussent fourni à l'opinion publique un aliment continuel. En outre, nous l'avons remarqué ailleurs, les levées extraordinaires ôtaient chaque année à la France la presque totalité de ce que l'on peut appeler les forces vives d'une nation. L'activité du pays était tout entière aux camps, et ce qu'il en restait en deçà de nos frontières suffisait à peine aux sentiments d'admiration excités par les prodiges de tant de batailles et de tant de conquêtes. Nous ajouterons à cela les bienfaits de la justice et de l'égalité civiles que Napoléon avait définitivement introduites dans nos lois; un système administratif d'une grande perfection; le mouvement que le blocus continental donnait à notre fabrique et au travail national, et nous aurons tout le secret de cet ordre intérieur que rien ne troublait, de l'oubli dans lequel paraissaient tombés les grands principes qui avaient profondément remué la France de 1789 à 1800, et aussi de la disparition de cette faction royaliste, dont les derniers efforts avaient abouti au crime de Georges Cadoudal.

Mais, comme nous venons de le dire, un moment devait arriver où les partis se réveilleraient. En 1812, quelques symptômes se firent sentir de ce phénomène. Seuls, ils eussent été impuissants à provoquer la chute de l'empire; combinés avec la lassitude, les velléités d'indépendance, disons le mot, l'ingratitude d'un grand nombre de généraux dont Napoléon avait fait la fortune, ils allaient affaiblir le pouvoir du maître. Les désastres qui vont se dérouler sous notre regard attristé et les intrigues de la diplomatie achèveront la ruine de la dynastie impériale, et nous enlèveront la gloire, sans nous rendre la liberté.

Vers la fin de 1812, et tandis que Napoléon transportait à sa

suite au-delà des frontières de la Pologne, avec les quatre cent mille hommes de la grande armée, une partie considérable de ses moyens d'action ou plutôt de pression, deux partis sortaient peu à peu d'une longue atonie, et, jetant les yeux sur la marche des affaires, ne désespéraient pas de ressaisir le pouvoir dans un avenir prochain. L'un de ces partis avait pour lui l'Idée ; il devait être étouffé dès son réveil, mais après avoir jeté un germe fécond dans le sol : c'était le parti de la révolution. L'autre allait avoir pour lui les Intérêts; il devait triompher; mais les intérêts, en se déplaçant, l'abandonneront un jour : c'était le parti de l'aristocratie, du privilége et des monopoles.

Sans doute, les masses avaient presque perdu le sentiment des passions révolutionnaires, après douze années du régime impérial; et, depuis son émigration, le frère et l'héritier de Louis XVI, malgré ses protestations contre le couronnement de Napoléon, était tout à fait oublié par le peuple. Mais quelques esprits opiniâtres gardaient précieusement les traditions de 1792 ou celles de 1788, et le nuage qui voilait l'opinion publique renfermait des orages que nous verrons éclater plus tard.

A Paris, les partisans de la royauté légitime, quelque rares qu'ils fussent à l'époque qui nous occupe, comprenaient vaguement l'instabilité de l'empire, et se préparaient à une restauration dont le terme leur échappait encore, mais qu'ils regardaient comme certaine. Le document que nous allons produire prouvera la ténacité de ces hommes, justifiée par l'événement. Certes, nous ne voulons pas donner plus d'importance qu'il n'appartient à des opinions isolées, à des vœux qui se cachaient soigneusement dans l'ombre; mais l'histoire, chargée d'expliquer et d'apprécier le passé, demeurerait incomplète si elle négligeait ces faibles murmures qui sont dans la foule, pour les partis, ce que le gland est pour le chêne dans les entrailles de la terre. Les trente voix auxquelles les royalistes

imposaient silence en 1790, dans l'Assemblée nationale, c'était deux ans plus tard toute la Convention, l'abolition de la royauté et l'avénement de la démocratie. La pièce inédite qu'on va lire, et que les royalistes se communiquaient, dans leurs confidences intimes en 1812, c'était deux ans plus tard l'intronisation de Louis XVIII. On y trouvera l'expression fidèle de la pensée de ces esprits en arrière d'un siècle, qui devaient revenir au pouvoir avec tous les préjugés que l'émigration avait emportés au-delà du Rhin, et que la France, épuisée et saignée aux quatre veines par l'invasion, adopta ou plutôt subit au milieu des convulsions de l'agonie.

« LOUIS XVIII, ROI DE FRANCE.

« ..... Dieu m'a protégé sous l'ombre de sa main ; il m'a mis en réserve comme une flèche choisie, et me tient caché sous son carquois.... ISAÏE. »

» Tous ceux qui ont l'honneur d'approcher de la personne de Louis XVIII et de lui être attachés, connaissent parfaitement sa bonté naturelle, l'étendue et la capacité de son esprit, la dignité de son âme; ils savent quel charme il répand autour de lui, dans le sein de sa famille et au milieu des serviteurs qui lui sont restés fidèles, et combien sa sagesse, sa prudence, sa modération, deviendraient précieuses pour la circonstance où il serait rétabli sur le trône de ses pères.

» Mais ce n'est pas sous le rapport de ses vertus qu'on a voulu le considérer lorsqu'on a fait choix de l'épigraphe : « Dieu dans l'ombre, etc. » C'est sous celui du droit sacré de la légitimité inhérent à sa personne. Ce n'est point l'intérêt privé de Louis XVIII, ni celui de son auguste race, que cette note a pour objet; mais d'appeler fortement l'attention sur une vérité fondamentale que les hommes d'État chargés de la direction du

cabinet de l'Europe paraissent ne pas avoir envisagée jusqu'à présent avec le degré d'importance qui lui appartient.

» Cette vérité, dont on a négligé de faire l'application au soutien des grands intérêts des souverains, indique assez, dans la crise actuelle, que les destinées de l'Europe sont attachées à celles de Louis XVIII. Comme héritier du trône de France, il offre un palladium à l'aide duquel on peut encore arracher le continent à la honteuse servitude dont il est accablé.

» Une matière de cette importance exigerait un travail particulier et des développements plus étendus que ne le comporte la brièveté d'une note. On se bornera donc à ne présenter ici que deux questions qui, dépouillées des secours oratoires, pourront peut-être, dans leur simplicité, répandre plus de lumières sur l'extrême danger des opinions politiques, que les plus intéressés au maintien des troubles ont toujours eu l'art si funeste de faire prédominer.

» Quelle a été l'origine de tous les désordres, de tous les malheurs qui depuis plus de vingt années affligent l'Europe, et quelle est la cause qui les perpétue?

» L'usurpation du trône de France! Un royaume aussi puissant que l'était celui de France, riche d'une population naturellement guerrière et active, et situé de manière à être en contact, par l'étendue de ses frontières, avec les principales contrées de l'Europe, ne pouvait être altéré dans la base essentielle de son gouvernement sans que cette commotion épouvantable se fît sentir aux distances les plus éloignées.

» Mais, dira-t-on, l'usurpation n'aurait-elle pas pu modérer sa marche révolutionnaire, et amener un gouvernement mieux ordonné, comme on en a vu des exemples dans d'autres monarchies? Ne pourrait-on pas l'espérer encore, si l'usurpateur était autre que celui qui s'est emparé du pouvoir?

» On ose répondre affirmativement : Non... Et particulièrement pour une portion du continent de l'Europe, située comme

la France et avec le caractère national de ses peuples qu'il est si facile d'enflammer, surtout pour la gloire des armes. Tant que l'usurpation durera, quels que soient le caractère, le genre d'esprit et le talent de l'usurpateur et de tous ceux qui pourraient lui succéder, le trouble et la dévastation se perpétueront avec eux. L'usurpation, ainsi que l'usurpateur qui en est le pouvoir exécutif, ne peuvent se maintenir que par l'appui des armes; et pour conserver cet appui, il faut faire de la guerre un état permanent, il faut soudoyer amplement officiers et soldats, les employer sans cesse, leur offrir fréquemment l'attrait de la débauche et du pillage, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, laissant respirer un moment la partie dévastée, pour en aller ravager une autre, et revenir ensuite à celles qui ont eu le temps de se rétablir. Ce sera cette continuelle navette de manœuvres destructives qui réglera la nature des traités qui pourraient être stipulés avec cette monstrueuse et dévorante puissance. On aurait tort de s'en étonner, puisque c'est un besoin absolument nécessaire au maintien de son existence.

» Une dernière question, et qui est la plus essentielle, la plus importante de toutes à bien considérer, c'est de savoir s'il existe, s'il peut exister un remède plus efficace à opposer à l'usurpation que celui de la légitimité. On répond encore positivement : Non... Tout autre participerait plus ou moins du vice inhérent à l'usurpation.

» Il s'agit donc maintenant de résoudre ce grand problème auquel tient l'existence de toutes les sociétés. D'un côté, sous les étendards de l'usurpation se pressent en foule tous les fléaux qui affligent aujourd'hui les nations : le meurtre, le brigandage, le mépris de toutes les lois, le renversement de toutes les contitutions qu'un long espace de temps avait consacrées, l'abandon de toute moralité, la dépravation des peuples et la dissolution entière des sociétés. D'autre part, sous la bannière de la légitimité replacée dans son poste, se rassemblent, par l'effet

naturel de la nécessité, tous les attributs propres à réparer les malheurs passés, à prévenir ceux de l'avenir : la paix, la concorde, le retour des idées morales, le respect pour la religion, qui est le premier anneau où s'attache le bonheur des peuples ; enfin tous les principes conservateurs de l'ordre politique et social. Il ne s'agit plus d'aucune opinion particulière sur le caractère, sur la capacité de celui qui, revêtu par l'ordre des destinées, du droit de légitimité, serait appelé à venir l'exercer. Eût-il tous les défauts réunis, au lieu des qualités que possède celui en qui réside aujourd'hui ce droit, il lui serait impossible, absolument impossible de ne pas faire asseoir avec lui tous les principes tendant à établir, maintenir et prolonger au dehors comme au dedans la tranquillité et l'harmonie, dont toutes les plaies à guérir dans son royaume lui feraient une indispensable nécessité.

» On pourrait donc réduire toutes ces questions à deux principes :

» L'*usurpation* prolongée doit perpétuer pendant plus d'un demi-siècle la guerre et tous les fléaux qu'elle entraîne.

» La *légitimité* replacée sur le trône de France peut seule rendre le repos à l'ordre politique et social, et donner à l'Europe une paix générale.

» C'est donc entre ces deux systèmes que les arbitres du sort de l'Europe, les souverains et leurs ministres ont à choisir. Toute autre idée partielle, tout autre intérêt individuel ne saurait être mis dans la balance, avec la vérité fondamentale qu'on a cherché à développer. Elle est la clef de la grande voûte, de laquelle dépend la conservation ou la ruine de tous les autres édifices politiques, dont une si grande partie a déjà été renversée depuis vingt années par le fléau dévorant de l'usurpation.

» Lorsque la Providence aura jugé dans sa sagesse que le temps est arrivé de dissiper la nuit épaisse qui empêche encore de voir et de saisir le véritable fil de direction dans ce dé-

dale politique, lorsqu'elle voudra enfin faire cesser cette plaie désastreuse dont elle punit et afflige l'humanité, alors les regards se reporteront sur Louis XVIII, et l'épigraphe qui précède cette note trouvera sa juste et entière application. »

Nous trouvons, répétons-le, dans cette note, reflet complet des opinions, des préjugés aveugles et des espérances des anciens royalistes en 1812, la pensée tout entière de 1814.

Qui eût montré cependant à Napoléon, maître du Kremlin, le nuage royaliste qui se formait à Paris; qui lui eût découvert cette note, où l'outrage burlesque à nos armées victorieuses coudoie une appréciation très-juste de la prochaine réaction bourbonnienne; qui eût mis sous ses yeux les petites intrigues de quelques émigrés rentrés en France grâce à sa protection, l'aurait fait sourire de pitié. Napoléon ne prenait point au sérieux les Bourbons, et la retraite d'Hartwell ne le préoccupa jamais. Il s'inquiétait davantage du parti républicain, des idéologues. La conspiration Malet, dont l'audace dépasse tout ce que l'on connaît en ce genre, lui révéla des dangers d'une nature autre que les prétentions du frère de Louis XVI, et qui lui prouvèrent combien son établissement dynastique avait peu jeté de racine dans l'esprit national.

L'armée française quittait les ruines de Moscow, lorsque cette conspiration éclata. Tous les incidents en sont remarquables.

Ici, ce n'est plus le culte platonique de quelques vieux royalistes qui se nourrissent de conjectures sur les éventualités d'une restauration; c'est un homme hardi, déjà éprouvé dans les sociétés secrètes, dans les complots. Après avoir froidement calculé toutes les chances, étudié le diagnostic de l'opinion publique, et reconnu que l'empire n'est qu'un fait, il essaie de supprimer ce fait par un coup de main, sauf à faire ensuite un appel au droit et à galvaniser la fibre révolutionnaire. Les conspirations de place publique, dont le plan se trame à huis los, pour renverser les pouvoirs établis, n'ont pas ordinaire-

MALET.



… les honneurs d'une réussite et … à une … mal… démontrent l'ébr… et … pouvoir … la consommation de …

Nous … d'un … rateur, … république … pour … du rameau de l'idée … entretenir dans l'âme d… pr…

L'ex-conventionnel Florentin Guyot et le général de … Malet avaient été poursuivis à la suite de démarches … à ce … En 1812, Malet était encore sous le coup d'une prévention, sans avoir pu obtenir des juges; et cette détention arbitraire de cinq années, loin d'avoir refroidi ses opinions, les avait au contraire exaltées davantage. Malet n'était pas le seul officier supérieur mis en disgrâce comme entaché de républicanisme. Les généraux Lahorie, ancien chef d'état-major à l'armée de Moreau, et Guidal, compromis … jacobin, avaient été également arrêtés, … 1812, le premier devait être transporté en Amérique … été transféré dans un des forts de Marseille. Il y avait … leurs, à l'armée, dans les cadres des régiments, une foule de sujets distingués que leur constante opposition aux privilèges du régime impérial avait rendus suspects à Napoléon, qui en tenait bonne note, afin qu'ils ne profitassent point de leur position … Ainsi, dans les guerres de 1807 à 1809, on vit des militaires couverts de blessures et riches de dix campagnes, … sur le champ de bataille, le commandement de divisions … bancs … venaient … de tous leurs … lier, et, … de leurs capacités et de leur bravoure … obscurément leurs simples épaulettes … modeste grade, par une … dans le temps, … partis.

MALET



ment les honneurs d'une réussite et n'aboutissent point à une révolution, mais elles démontrent l'ébranlement et le peu d'avenir de ces pouvoirs. Telle fut la conspiration Malet.

Nous avons dit un mot précédemment (*) d'un comité-libérateur, institué par quelques républicains pour grouper les rares survivants du naufrage de l'idée démocratique, et entretenir dans l'âme des prosélytes les principes de 1792. L'ex-conventionnel Florentin Guyot et le général de brigade Malet avaient été poursuivis à la suite de démarches relatives à ce comité. En 1812, Malet était encore sous le coup d'une prévention, sans avoir pu obtenir des juges; et cette détention arbitraire de cinq années, loin d'avoir refroidi ses opinions, les avait au contraire exaltées davantage. Malet n'était pas le seul officier supérieur mis en disgrâce comme entaché de républicanisme. Les généraux Lahorie, ancien chef d'état-major à l'armée de Moreau, et Guidal, compromis dans un complot jacobin, avaient été également arrêtés; vers le mois d'octobre 1812, le premier devait être transporté en Amérique, et le second transféré dans un des forts de Marseille. Il y avait, d'ailleurs, à l'armée, dans les cadres des régiments, une foule de sujets distingués que leur constante opposition aux priviléges du régime impérial avait rendus suspects à Napoléon, qui en tenait bonne note, afin qu'ils ne sortissent point de leur position secondaire. Ainsi, dans les guerres de 1807 à 1809, on vit des capitaines couverts de blessures et riches de dix campagnes, saisir, sur le champ de bataille, le commandement des divisions que les balles ennemies venaient de priver de tous leurs chefs, les rallier, et, pendant plusieurs jours, donner des preuves évidentes de leurs capacités et de leur bravoure, qui reprenaient ensuite obscurément leurs simples épaulettes, enchaînés à leur modeste grade par une volonté inflexible. Les uns avaient blâmé, dans le temps, l'institution de la Légion-d'Hon-

(*) Tome IV, page 478.

neur, substituée aux armes d'honneur accordées aux actions d'éclat sous la République; les autres s'étaient affiliés à des sociétés secrètes; ceux-ci sortaient de l'armée républicaine du Rhin, et regrettaient hautement la condamnation de Moreau; ceux-là avaient osé faire au bivouac l'éloge de la Convention.

Malet connaissait tous ces faits. Il savait aussi l'arrestation de Guidal et de Lahorie. Il imagine un complot où il fera jouer à ces deux généraux un rôle important, qu'ils accepteront de bonne foi. Napoléon est à cinq cents lieues. Les bulletins de la grande-armée arrivent parfois à de longs intervalles. Faire croire à la mort de Napoléon, fabriquer de fausses pièces officielles qui le nomment, lui Malet, gouverneur de Paris, et enjoignent aux troupes de ligne et aux cohortes de la garde nationale de se placer sous son commandement; supposer des proclamations du sénat à l'armée, et annoncer hardiment que ce corps va proclamer la république; enfin, signer en sa qualité de gouverneur de Paris les brevets qui investissent de commandements supérieurs les généraux Lahorie et Guidal, les entraîner ainsi dans son aventure : tel est le plan de Malet. Il le prépare dans une maison de santé, où il a obtenu d'être transféré, avec l'aide d'un certain abbé Lafon de Bordeaux, détenu comme lui, et dont il se sert pour la fabrication des pièces. Un prêtre espagnol, nommé Carmagno, se charge des démarches extérieures. Le 23 octobre, tout est prêt pour l'exécution. L'abbé et le général franchissent les murs du jardin de la maison de santé, avec un portefeuille bourré de proclamations et de sénatus-consultes. Malet endosse, dans un appartement qu'il a fait disposer, son uniforme de général; deux jeunes gens dévoués à l'abbé Lafon l'accompagnent dans son étrange équipée, l'un revêtu de l'écharpe tricolore de commissaire de police, l'autre d'un habit d'aide-de-camp. C'est sur la garde nationale qu'on fera la première tentative; car là on

trouvera le plus de velléités d'indépendance, le plus de germe de réussite. La 10e cohorte occupe la caserne Popincourt. Les conspirateurs s'y rendent à une heure du matin. Ils sont introduits auprès du chef de bataillon Soulier, qui est au lit, souffrant de la fièvre, et dont l'esprit affaibli offrira une prise facile à l'imposture. Malet lui débite sa fable avec un aplomb imperturbable. « L'empereur est mort à Moscow; la nouvelle vient » d'en arriver au sénat, qui a pris plusieurs résolutions impor- » tantes : ce jour même, le sénat doit *proclamer la république* et » recommencer la révolution. Le général Malet a été nommé » commandant de Paris, et il enjoint à la garde nationale de » prendre les armes et de se mettre à la disposition du général » Lamothe »

Malet, qui joue en ce moment le rôle de Lamothe, communique à Soulier des dépêches, des sénatus-consultes, des ordres revêtus des sceaux de l'État et de toutes les signatures nécessaires. La cohorte prend les armes, Malet la harangue; tout ce qu'il dit est si bien coordonné, que l'invraisemblance des nouvelles passe sur le compte de l'imprévu; aucun doute ne s'élève. Il ordonne à un détachement de se rendre à l'Hôtel-de-Ville, qu'on occupera en attendant des instructions ultérieures. Il se met à la tête du restant de la cohorte, et le dirige sur la Force, qu'il se fait ouvrir sur la présentation de ses fausses pièces officielles. Guidal et Lahorie sont délivrés, et reçoivent les brevets de leurs nouvelles fonctions. Les deux démocrates, au seul mot de république prononcé par Malet, n'hésitent pas à accepter le commandement des troupes. Un détachement leur est donné; ils iront s'emparer du préfet de police, du ministère de la police, où Lahorie s'installera, et du ministère de la guerre. Un Corse, nommé Boccheciampo, que l'on rend aussi à la liberté, est nommé sur place préfet de la Seine. De là, Malet se porte aux bureaux de la 1re division militaire, chez le général Hullin, tandis qu'il expédie

à l'état-major de la place un ordre qui nomme l'adjudant-général Doucet général de brigade, et lui enjoint de mettre en arrestation le général Laborde. Un bon de 100,000 francs sur le Trésor accompagne le brevet.

Un simple soldat est envoyé en ordonnance à la caserne de Babylone, occupée par un régiment de ligne, avec des ordres pour porter des détachements au palais du Sénat, au Trésor, à la Banque et aux barrières que l'on fermera. Cela suffit pour entraîner ce régiment, qui prend les armes avec acclamations; le colonel Rabbe exécute les instructions de Malet.

Cette étrange conspiration mue par un seul homme, bâtie sur une fable et sur quelques pièces supposées, n'avait encore rencontré aucun obstacle. Elle marchait à merveille. C'est que deux événements étaient présentés, qui renversaient toutes les idées, remuaient tous les esprits, ouvraient aux imaginations un champ immense, et faisaient présager le bouleversement de toutes choses : la mort de Napoléon et la proclamation de la république. M. Pasquier, préfet de police, est surpris dans son hôtel par Guidal et Lahorie; il est tellement impressionné par ce qu'il entend, qu'il perd la tête et se laisse conduire à la Force sans mot dire. Le duc de Rovigo, arrêté dans son lit, a bientôt rejoint son subordonné sous les verrous. M. Desmarest, chef de la haute police, est aussi arrêté. M. Frochot, préfet de la Seine, était à Vincennes dans sa maison de campagne lorsque les premiers événements se passèrent. En rentrant à l'Hôtel-de-Ville, dans la matinée, il est fort surpris de trouver les bureaux et son logement envahis. On le met au courant de la situation, et il s'incline devant les sénatus-consultes, dont il ne suspecte pas un seul instant la sincérité. Il pousse la complaisance jusqu'à faire préparer une salle destinée à l'installation du nouveau gouvernement provisoire; car il y avait un gouvernement provisoire, dont la présidence était attribuée au général Moreau, alors en Amérique, et la vice-présidence à

Carnot, qui ne se doutait pas de l'insigne fortune qui lui arrivait.

Malheureusement pour le succès de son audacieux coup de main, Malet avait confié à ses complices improvisés, Guidal et Lahorie, la plus importante des arrestations, celle du duc de Feltre, ministre de la guerre. Guidal et Lahorie négligent de l'exécuter. Pendant qu'ils opèrent à la préfecture de police, le chef du complot pénètre chez le général Hullin, qui se montre moins crédule que MM. Pasquier, Desmaret et Frochot. Il demande à examiner les pièces. Malet, ne voulant laisser à personne le temps de la réflexion, se débarrasse du général en lui tirant un coup de pistolet dans la figure, et court à l'état-major de la place pour s'assurer de l'accomplissement de ses instructions relatives au général Laborde. Il trouve Laborde et l'adjudant-général Doucet en conférence, hésitant sur ce qu'ils ont à faire. Malet s'efforce de payer d'audace pour entraîner toutes les convictions. En ce moment survient l'inspecteur général de la police, qui reconnaît le prisonnier d'État, dévoile ainsi son imposture, et ordonne son arrestation. Malet essaie de se défendre; il tire un pistolet de sa poche; mais Laborde lui saute au collet et le livre lui-même à la force armée.

L'arrestation de Malet devait faire baisser le rideau sur cette tragi-comédie, dont tous les acteurs, à l'exception de l'abbé Lafon, étaient de bonne foi et croyaient prêter la main à une révolution politique appuyée par le sénat, à une contre-partie de brumaire au profit de la république. Les principales autorités se réunirent chez Cambacérès; des ordres furent donnés pour détromper les troupes et surtout les cohortes de la garde nationale, de la part desquelles on redoutait quelques manifestations hostiles au gouvernement. Guidal et Lahorie furent immédiatement arrêtés; ce dernier dans un salon du ministère de la police, où, dit-on, il se faisait prendre mesure par son tailleur d'un habit de ministre. Tout était rentré dans

l'ordre avant midi. Les trois quarts des Parisiens ne connuren que le lendemain, par les feuilles publiques, l'échauffourée qui avait failli, cependant, renverser le gouvernement impérial.

Tout excentriques qu'étaient les moyens et les instruments, ce complot ne laisse pas, en effet, que d'avoir eu ses chances de réussite. Si Malet, au lieu de se rendre à l'état-major, se fût porté lui-même au ministère de la guerre, à la tête de la première cohorte, les pièces qu'il eût signées de ce poste important auraient exercé une action beaucoup plus grande. Maître des télégraphes, il pouvait avec une seule dépêche révolutionner les cent cohortes des gardes nationales du premier ban, mises à la disposition du ministère de la guerre par le sénatus-consulte du 13 mars précédent. Les dépêches de Moscow annonçant la prochaine retraite de la grande armée lui eussent révélé la situation critique de Napoléon ; et grâce à ses liaisons avec une société secrète, les Philadelphes, qui comptait dans l'armée de nombreux affiliés, il aurait provoqué l'insurrection de plusieurs régiments. L'important pour Malet était de rompre cette couche épaisse de glace que le système impérial avait étendue sur l'opinion publique, de produire une explosion, de faire entrevoir un seul instant la possibilité d'un autre ordre de choses que celui qui existait. Dans un interrogatoire qu'il subit quelques heures après son arrestation, le chef de la haute police, Desmarest, lui ayant fait remarquer que les hommes mis en jeu par lui, Lahorie, Guidal, et ceux dont il avait compromis les noms sans leur assentiment, Moreau, Carnot, le général Lamothe, ne pouvaient lui offrir l'espoir d'une réussite durable, puisqu'ils ignoraient eux-mêmes toute l'étendue du complot, Malet répondit : « Il ne me fallait aujourd'hui que » des noms ; si j'avais réussi, les hommes me seraient bien » venus. »

Le lendemain, *le Moniteur* publiait la proclamation suivante

du duc de Rovigo, ministre de la police générale, qui se vengeait de son arrestation, dont les Parisiens avaient beaucoup ri, en traitant de brigands les conspirateurs :

« Trois ex-généraux, Malet, Lahorie et Guidal, ont trompé quelques gardes nationales et les ont dirigées contre le ministre de la police générale, le préfet de police et le commandant de la place de Paris. Ils ont exercé des violences contre eux; ils répandaient faussement le bruit de la mort de l'empereur.

» Ces ex-généraux sont arrêtés; ils sont convaincus d'imposture; il va en être fait justice. Le calme le plus absolu règne dans Paris; il n'a été troublé que dans les hôtels où les *brigands* se sont portés. »

Malet et tous ceux qu'on supposait avoir agi de complicité avec lui furent enfermés à l'Abbaye. Une commission militaire dut statuer sur leur sort. Cette commission, présidée par le baron Dejean, consacre une seule séance, le 28, à un procès d'où dépend la vie de vingt-quatre citoyens, dont la plupart ont été entraînés au moyen d'une supercherie dans une action qu'ils croyaient légalisée par des sénatus-consultes et justifiée par le salut public. La commission, après des interrogatoires et une défense tout-à-fait dérisoires et sans garantie pour les accusés, condamne à la peine de mort quatorze d'entre eux : Mallet, Lahorie, Guidal, ex-généraux de brigade; Rabbe, colonel; Soulier, chef de bataillon; Steenhower, Borderieux, Piquerel, capitaines; Fessart, Lefèvre, Reynier, Beaumont, lieutenants; Rateau, caporal, et Boccheciampo, prisonnier d'Etat. Le 29, le jugement reçoit son exécution dans la plaine de Grenelle, et les balles des pelotons d'exécution jettent douze cadavres sur le sol ensanglanté. Les condamnés Rabbe et Rateau avaient obtenu un sursis; ils furent graciés au retour de l'empereur. Un nommé Boutreux, qui avait été installé préfet de police, était parvenu à se dérober par la fuite au jugement de la commission militaire. Arrêté quelque jours après, il fut la

treizième victime de cette *boucherie* (*) épouvantable. L'opinion publique fut péniblement émue du dénouement tragique de cette conspiration, et l'on ne manqua pas de dire que, par l'excès de leur sévérité, les ministres de Napoléon avaient voulu faire oublier leur pitoyable conduite devant le conspirateur.

« Le général Malet, dit M. Desmarets dans ses Mémoires, marcha à la mort avec son calme accoutumé, mêlé d'un peu d'ironie, adressant aux spectateurs, et distinctement aux jeunes gens, des allocutions conformes à sa cause; tandis que ses compagnons, non moins fermes, restaient muets, s'étonnant encore d'aller au supplice pour un complot et avec un homme qui leur étaient également inconnus. »

Telle était, en 1812, la situation des esprits en France, que la simple supposition de la mort de Napoléon avait pu ainsi servir de pivot à une conspiration : jetant les citoyens dans une telle perplexité, que la proclamation du régime républicain leur parût la solution toute naturelle de l'embarras de la situation. Personne n'avait songé au principe d'hérédité et au petit roi de Rome, que les constitutions de l'empire appelaient cependant à recueillir l'héritage de son père. Constatons enfin que derrière le républicain Malet se trouvait un partisan de la légitimité, l'abbé Lafon, qui n'avait pris part au complot qu'avec l'arrière-pensée de préparer les voies au prétendant d'Hartwell, comme il ne manqua pas de s'en vanter deux ans plus tard, après l'avénement de Louis XVIII.

La fortune de Napoléon subissait de plus rudes échecs sur les champs de bataille, et son prestige militaire déclinait aux yeux de l'Europe, tandis que son prestige politique était compromis aux yeux de la France par la quasi-réussite du complot du 23 octobre. En sortant de Moscow, la grande armée avait fait une démonstration sur la vieille route de Kalougha. C'est là que l'en-

(*) Expression dont se servit Napoléon quand il apprit l'exécution des treize accusés.

nemi nous attendait, décidé à nous disputer le passage et à nous couper toute retraite. Mais tandis qu'il se prépare à nous recevoir, derrière le défilé de Woronowo, dans son camp de Taroutino, le prince Poniatowski et le roi de Naples se portent avec rapidité sur la route neuve. Les Russes sont tournés; nous atteignons Borowsk, et notre retraite est assurée si nous entrons à Malo-Jaroslavetz avant que Kutusow se soit aperçu de notre contre-marche. Le feld-maréchal, quoiqu'un peu tard, a deviné notre mouvement. Il lève son camp, et se dirige, de son côté, sur Malo-Jaroslavetz, où Doctorow l'a précédé avec quelques troupes. Si les ordres de Napoléon eussent été exécutés avec précision; si la division Delzons, qui était à l'avant-garde, eût occupé cette ville comme il l'avait prescrit au prince Eugène, Kutusow eût été en retard d'une marche et notre manœuvre réussissait complétement. Mais ce n'était point dans une retraite et lorsque tant de causes tendaient à augmenter la confusion, que les états-majors devaient faire preuve de plus de science militaire et de plus d'activité d'exécution qu'ils n'en avaient montré pendant la marche offensive. Au lieu d'une division, deux bataillons à peine ont occupé Malo-Jaroslavetz. Doctorow les attaque avec impétuosité et les déloge. La treizième division arrive sur le terrain, et les Russes sont repoussés à leur tour. Cette escarmouche a donné au feld-maréchal le temps de déboucher, et c'est toute une armée que l'avant-garde française a sur les bras. Elle ne compte que seize mille hommes qui n'entrent en ligne que successivement, et les Russes en déploient jusqu'à soixante mille. Napoléon apprend les fâcheuses conséquences de la faute de ses lieutenants. Il expédie un message au vice-roi, et lui ordonne de tenir jusqu'à l'arrivée du corps de Davoust. Le prince Eugène se conduit en héros, et un affreux combat se prolonge, pendant toute la journée, dans le ravin escarpé et sur les pentes rapides qui entourent la ville. Le général Delzons tombe frappé, et rachète par sa mort

la négligence qu'il a commise. Incendié par les obus, Malo-Jaroslavetz est enlevé sept fois par les troupes de Kutusow et sept fois repris par les Français. Sur un champ de bataille aussi étroit, l'artillerie, qui foudroie les carrés presque à bout portant, cause des ravages inouïs. Napoléon assiste à ce carnage, et calculant le moment où Davoust doit apparaître avec ses colonnes, il s'efforce, au prix des plus grands sacrifices, de conserver les positions jusqu'à l'arrivée du puissant renfort. Enfin, le prince d'Eckmülh paraît; Kutusow fait replier ses troupes, abandonnant le champ de bataille à Napoléon. Mais il va occuper un peu en arrière la route de Kalougha, qui nous eût ouvert des provinces riches, épargnées jusque là par la guerre, et où nos troupes, affaiblies par des privations de toutes sortes, se seraient complétement ravitaillées. Ainsi, malgré la victoire de Malo-Jaroslavetz, le but que s'était proposé l'empereur en quittant Moscow, celui de conquérir une nouvelle voie pour sa retraite, se trouve tout à fait manqué, et il doit reprendre la direction de Smolensk, à moins de livrer une autre bataille et de se frayer un chemin sur le corps de l'armée de Kutusow. C'était son avis, et s'il avait agi ainsi, de grands désastres eussent été épargnés. Mais les généraux, effrayés par les pertes nombreuses qu'ils ont subies, s'écrient que l'armée est compromise si l'on achète aussi chèrement une seconde victoire, et qu'il faut se diriger sur Smolensk. Napoléon cède à leur obsession, et cent mille hommes, avec des approvisionnements insuffisants, se jettent dans un pays sans ressources, qu'ils ont épuisé dans leur marche sur Moscow, il y a six semaines.

La grande armée tourne donc par la droite et s'avance à marches forcées sur Smolensk. Kutusow se met à sa poursuite, et, sans livrer de bataille, il la fait harceler continuellement par les Cosaques, enlevant ses convois de vivres ou de blessés, ses traînards et l'affaiblissant en détail. Le 2 novembre, à une

lieue de Wiasma, le prince Eugène et Davoust se voient coupés par douze mille hommes du corps du général Miloradowitch; les Russes sont repoussés dans les bois, après un combat de cinq heures, laissant six mille morts, quelques prisonniers et plusieurs pièces de canon.

Nous venons d'assister aux beaux jours de la retraite de Moscow. Deux batailles où l'avantage est resté, en définitive, de notre côté; une température plus douce qu'on ne l'avait espéré, de l'ensemble dans nos mouvements, de la régularité dans la distribution des subsistances, la perspective de Smolensk, les magasins importants de Minsk et les secours que l'on peut tirer des deux ailes qui opèrent sur la Dvina et sur le Bug : telle est, jusqu'au 6 novembre, la situation de la grande armée. Cette armée présente cent mille hommes à l'ennemi, une cavalerie assez nombreuse, une artillerie bien approvisionnée et des équipages de ponts complets. Les nouvelles de la Dvina et du Bug, il est vrai, donnent quelques inquiétudes. Gouvion Saint-Cyr a évacué Polotsk; mais le duc de Bellune, laissant Smolensk à la garde du général Charpentier, marche à son secours, et Wittgenstein peut être repoussé, si nos généraux agissent avec entente et énergie. Sur le Bug, le prince de Schwartzenberg s'est imprudemment laissé couper, par l'amiral Tschichagow, de la ville de Minsk et de la ligne de la Bérésina. Cependant une division détachée de Varsovie, en pressant sa marche, pourra couvrir la ville menacée et nous conserver ses magasins. Tout dépend de l'activité que nos divisions apporteront dans les mouvements qui doivent les réunir dans le lozange formé par Smolensk, Witepsk, Minsk et Mohilow. Mais ici, ce n'est plus la volonté et le génie de l'homme de guerre qui influeront seuls sur les résultats de ces mouvements; une menace perpétuelle est suspendue sur la grande armée : l'hiver est imminent, et chaque jour tous les regards se portent avec anxiété sur le thermomètre.

Napoléon est à trois journées de Smolensk. Le 6, le temps est encore fort beau; mais, dans la nuit, une neige épaisse couvre la plaine, un brouillard intense enveloppe nos bivouacs, le thermomètre descend au-dessous de zéro: c'est le signal de notre ruine. Une armée fraîche, sortant de ses quartiers avec tous ses magasins, résisterait à peine à des frimas qui s'annoncent d'une manière aussi rigoureuse; que sera-ce de ces régiments épuisés par une campagne de cinq mois, suivis d'une foule de traînards, affaiblis par la mauvaise nourriture, harcelés par des nuées de Cosaques qui les entament continuellement et profitent de leurs moindres fautes pour leur couper la retraite? La neige s'est durcie sur le sol, qui devient impraticable aux chevaux de trait; l'artillerie est démontée; on est forcé d'abandonner une grande partie des fourgons. Le nombre des traînards grossit à chaque instant et augmente le désordre. La plupart de ces malheureux, à peine couverts, brisés de fatigue et de faim, se laissant aller au désespoir, refusent de quitter les bivouacs lorsque l'armée reprend sa marche; ils tombent entre les mains des Cosaques, qui les égorgent sans pitié. Les convois de blessés dont l'ennemi s'empare éprouvent le même sort. Sur toute la route suivie par nos colonnes, c'est un morne cortége de soldats, de vivandiers, de femmes et d'enfants, triste proie réservée à la fureur des barbares. Les contrées que l'on traverse sont sillonnées par des cours d'eau; à chaque rivière qu'il faut passer, l'arrière-garde supporte pendant de longues heures les attaques des Russes, et des bataillons entiers sont enlevés sans qu'on puisse les secourir. Les chevaux périssent par milliers; trente mille demeurent ensevelis sous la neige en moins de huit jours, et la plupart des escadrons sont à pied.

Arrivé à Smolensk le 9 novembre, au milieu de ces désastres, Napoléon apprend que les places de Witepsk et de Minsk sont à la veille d'être envahies par l'ennemi. Il faut

se hâter de gagner l'un de ces deux points, avant d'être coupés et exposés à demeurer sans aucune ressource dans ces affreuses provinces. Le prince Eugène marche sur Witepsk pour essayer de sauver cette ville. Le 13, Napoléon quitte Smolensk et se dirige sur Minsk, dont il est séparé par le Dniéper et la Bérésina. Le 16, le quartier général est à Krasnoï avec l'avant-garde. Chaque jour la température devient plus rigoureuse, et le thermomètre marque bientôt dix-huit degrés au-dessous de zéro. De Smolensk à Krasnoï les souffrances furent atroces. L'armée n'offrait plus qu'une agglomération de troupes disloquées ; des milliers de soldats de toutes armes, mêlés et confondus, allant au hasard, se jetaient sur les magasins et sur les rares convois de vivres que l'on rencontrait; ils dissipaient en quelques heures des ressources précieuses si on avait su les ménager. Plus de cavalerie, plus d'artillerie et plus de transports. Au milieu d'une brume épaisse, chaque matin la retraite recommence après les appels, qui constatent toujours de nouvelles pertes. On s'avance péniblement, sans pouvoir éclairer la route à un quart de lieue, faute de cavalerie; sans artillerie, on ne peut attendre l'ennemi de pied ferme et tenter une bataille; sans voitures, on laisse derrière soi un funèbre sillon de mourants et de blessés. Le terrain est couvert de plusieurs pieds de neige. A chaque instant le flanc des colonnes et l'arrière-garde sont attaqués par les Cosaques. Le disque blafard du soleil perce à peine de temps à autre les vapeurs qui pèsent sur l'atmosphère. La nuit venue, quelques feux de bivouac sont allumés, auprès desquels se presse une foule de malheureux transis et mourant de faim. La chair des chevaux qui ont succombé à la fatigue sert à préparer d'affreux repas, et les déchets alimentent les foyers, qui répandent au loin une odeur infecte. Puis, lorsqu'arrive cette heure où, dans quelque terrible situation qu'il se trouve, l'homme, ne pouvant résister à la fatigue, cherche dans le sommeil l'oubli momentané de ses

maux, autour des feux vacillants le silence se fait, et la mort semble planer sur une scène de deuil. C'est en effet la mort pour un grand nombre que ce sommeil sous un froid de plus de vingt degrés : ils ne se réveilleront pas. D'autres, au départ des colonnes, préfèrent à toutes les souffrances d'une nouvelle étape quelques instants de plus de ce repos de l'engourdissement, même avec la certitude de tomber sous la lance de l'ennemi.

En se dirigeant avec l'avant-garde sur le Dniéper, pour le passer à Orcha, Napoléon laissait à Smolensk le prince d'Eckmülh et le maréchal Ney, qui avait retardé par des prodiges de valeur la marche offensive de Kutusow. Le prince Eugène s'était également replié sur cette ville, après avoir éprouvé de grands désastres au passage du Woop, perdu la moitié de ses troupes, soixante pièces de canon et tous ses bagages. Witepsk était au pouvoir des Russes; il n'y avait plus rien à faire de ce côté. Le 15, les troupes de Davoust et du vice-roi quittèrent Smolensk. Ney fut chargé de tenir la ville jusqu'au dernier moment, et de faire sauter les remparts après l'avoir évacuée. Napoléon est à Krasnoï, avec la jeune et la vieille garde; le vice-roi est à Dubrowinka, le prince d'Eckmülh un peu en arrière. Ney exécute les ordres qu'il a reçus et sort le dernier de Smolensk. Ainsi échelonnée, et de plus en plus affaiblie, l'armée se voit soudain attaquée par six généraux, accourus pour ainsi dire de tous les points de la Russie; ils espèrent porter à Napoléon le dernier coup, et écraser les Français, qu'ils supposent incapables de soutenir une affaire sérieuse, dans l'état pitoyable où ils se trouvent. Ce sont d'abord les généraux Miloradowitch et Rajewki, avec vingt-quatre mille hommes, qui, le 16, coupent la route de Krasnoï au prince Eugène. Le quatrième corps, que le vice-roi commande, réduit à cinq ou six mille baïonnettes, eût péri tout entier sous la mitraille, si, à la faveur de la nuit, après un combat

acharné, il n'eût tourné l'ennemi par une marche de flanc très habile, et ne fût parvenu à rejoindre la jeune garde. Le 17, c'est le prince d'Eckmülh qui est coupé à son tour par Miloradowitch. Kutusow, Beningsen, Strogonow et Gallitzin manœuvrent en même temps avec quatre-vingt mille hommes, pour se placer entre le Dniéper et notre avant-garde. Quant au maréchal Ney, on n'a de lui aucune nouvelle, et tout fait craindre qu'il n'ait éprouvé le sort d'Augereau, qui a été forcé de capituler, quelques jours auparavant, avec les débris de sa division, au village de Liachowa. Ney marche avec trois mille combattants et quatre mille malades ou blessés.

La voix de l'honneur, aussi bien que celle de l'intérêt, commandait à Napoléon de tenir le plus possible à Krasnoï, afin de donner le temps au prince d'Eckmülh et au duc d'Elchingen d'opérer leur jonction. Dans la matinée du 17, l'empereur se met à la tête de la vieille garde. Comprenant que dans les situations désespérées, il vaut mieux encore prendre l'initiative et payer d'audace que d'attendre le coup que l'on redoute, il se porte hardiment au-devant des divisions russes. Le prince Eugène dirige les débris du quatrième corps; le maréchal Mortier conduit la jeune garde; cinq ou six cents lanciers, tout ce qui reste du quatrième corps de cavalerie fort de dix mille chevaux au début de la campagne, sont placés sous les ordres de Latour-Maubourg, et Drouot dispose sur les hauteurs quelques pièces d'artillerie, échappées aux neiges et aux fondrières. Un bataillon incomplet a été laissé à Krasnoï, pour défendre cette position. Voilà tout ce que Napoléon peut opposer aux quatre-vingt mille combattants de Kutusow; mais son génie, qui a survécu à sa fortune, le servira aussi bien sur ce champ de bataille où il ne dispose pas de dix mille hommes, qu'il l'a servi dans les journées d'Austerlitz et d'Eylau. Napoléon, par ses manœuvres, supplée au nombre; il se maintient toute la journée intact, et ne perd pas un pouce de terrain. Il recueille

enfin le fruit de son héroïque résolution. Le prince d'Eckmülh est parvenu à le rejoindre. Reste le duc d'Elchingen, dont nous sommes encore séparés. Malheureusement, il est impossible d'occuper plus longtemps Krasnoï; l'armée de Kutusow grossit à chaque instant; des régiments russes filent déjà sur nos derrières pour s'emparer des passages du Dniéper. Il faut se diriger immédiatement sur Orcha, sous peine de se trouver pris à l'improviste entre deux feux. Napoléon évacue Krasnoï, la mort dans l'âme, en songeant au désespoir du brave Ney, lorsqu'il se verra ainsi abandonné aux Cosaques. Le 18, le duc d'Elchingen arrive, en effet, devant Krasnoï; la ville est au pouvoir des Russes, et il est reçu par une décharge de mitraille que vomissent quarante pièces de canon. Les Français marchent à l'arme blanche contre les batteries; ils culbutent les premières lignes, mais, trop faibles numériquement pour conserver les avantages obtenus par leur seul courage, ils se replient et vont se reformer dans les ravins pour recommencer le combat et se voir de nouveau repoussés. Ney renonce à l'espoir de percer l'armée ennemie; il se dérobe, revient à la hâte sur Smolensk, se jette sur l'autre rive du Dniéper, tourne ainsi la ligne de Krasnoï, et descend vers Doubrowna, où il doit trouver les divisions de Napoléon. Pendant deux jours, Ney ne cesse de battre les hordes de Cosaques qui le poursuivent; car il n'a échappé à une attaque de front que pour subir une série d'attaques partielles de flanc et d'arrière-garde. Dans un pays inconnu, sans guide et sans cartes, il n'a d'autre direction que le cours du Dniéper; il marche en carré, au milieu d'une nuée d'ennemis qui veulent le forcer à capituler. Cette retraite met le comble à sa gloire. Il arrive enfin à Doubrowna; mais les Français l'ont évacuée, et le pont a été détruit. Il faut pourtant repasser sur la rive gauche du fleuve et courir sur les traces de Napoléon. Il y parvient après mille périls, et en abandonnant bagages et artillerie. Enfin, le 20, après deux jours de fatigues inouïes, et de

combats qui lui ont enlevé les trois quarts de sa division, Ney entre à Orcha, où il est reçu avec des transports de joie. Il ne ramène que quinze cents hommes!

A Orcha, point où le Dnieper, cessant de couler de l'est à l'ouest, forme un coude et plonge brusquement vers le midi, Napoléon avait trouvé quelques magasins, de l'artillerie, des équipages de ponts. L'armée se refit un peu; on rallia les traînards. Ce fut un instant de répit, dans cette série funeste de jours de deuil, dont les plus tristes étaient encore à passer. L'empereur apprend à Orcha l'occupation de Minsk par l'amiral Tschichagow; celui-ci avait pris le commandement de l'armée de Pologne, Thormasow ayant été appelé auprès de Kutusow pour remplacer Bagration mort sur le champ de bataille de la Moscowa. Ce sont les lenteurs du prince de Schwartzenberg et le peu de soin qu'il a mis à suivre les instructions de l'empereur, qui ont amené cet événement déplorable. La politique autrichienne, la *perfidie* du cabinet de Vienne, n'eurent rien à voir dans la prise de Minsk, et c'est à tort que quelques historiens ont donné à entendre qu'il y eut de la part du contingent de Schwartzenberg une véritable trahison. Mais il est constant que le général autrichien n'agit qu'avec tiédeur, avec mollesse, sans se rendre compte de l'importance de tous ses mouvements, et même avec une mauvaise volonté que Napoléon fut surpris de rencontrer *chez le général de son beau-père*. Tout en restant fidèle au drapeau que l'empereur d'Autriche lui avait imposé, Schwartzenberg se souvenait des humiliations que sa patrie avait subies dans les campagnes de 1805 et de 1809; son orgueil national se révoltait à l'idée de contribuer au triomphe du vainqueur d'Austerlitz et de Wagram; et dans cette situation d'esprit, battant avec bravoure les Russes quand il les rencontrait, il cédait bientôt à sa mauvaise humeur dès qu'il ne s'agissait plus que de manœuvres et de contre-marches; le tacticien compromettait ainsi et perdait tous les avantages que

le soldat avait obtenus. C'est ce qui arriva à Minsk, que Schwartzenberg pouvait couvrir, après avoir battu le général Sacken, et qu'il abandonna pour faire un mouvement excentrique tout à fait inutile sur Kobrin. La prise de Minsk, c'était la perte de la grande armée; car elle lui fermait le passage de la Bérésina, si les divisions du général Wittgenstein, faiblement contenues sur la Dvina par le duc de Reggio et le duc de Bellune, parvenaient à opérer leur jonction avec celle de Tschichagow. Les Russes manœuvraient dans ce but, et il n'y avait pas un moment à perdre pour échapper à une catastrophe.

Napoléon voit le danger. Toujours calme et maître de sa pensée, au milieu des malheurs qui fondent sur lui, il dispose le peu de troupes qui lui reste, de manière à déjouer les combinaisons de ses adversaires et à conquérir le chemin de la France ; car il ne s'agit plus maintenant de quartiers d'hiver à donner à ses soldats, de lignes de défense à trouver, de Wolhynie ou de Lithuanie à occuper pendant le restant de la saison rigoureuse pour reprendre au printemps l'offensive. Tout est perdu sans retour, et l'ennemi cesserait de poursuivre les débris de l'armée française, qu'elle n'en serait pas moins réduite à la dernière extrémité. Mais ce n'est point à une ombre d'armée que les Russes en veulent, c'est à Napoléon lui-même, et leurs généraux ont conçu l'audacieuse espérance de le faire prisonnier, en l'enveloppant.

Le premier soin de l'empereur, à Orcha, après la distribution des vivres qui s'y trouvent, est de se rendre compte des forces qui sont autour de lui. Nous avons dit que la grande armée, après le combat de Wiasma, comptait encore près de cent mille hommes; c'était le 2 novembre. Le 21, elle n'offrait plus à Orcha que trente mille soldats, dont huit mille seulement dans les rangs, en y comptant la garde; et le reste, véritable cohue, suivant ou précédant pêle-mêle les colonnes. Nous avions perdu trente mille hommes, morts sur le champ de ba-

taille ou faits prisonniers, vingt-sept généraux, trente et un drapeaux, cinq cents pièces de canon, tous les bagages et toutes les dépouilles opimes que Napoléon avait enlevées des temples et des palais de Moscow. Quarante mille hommes étaient morts sur les routes, de misère, de froid, engloutis dans la neige ou noyés dans les rivières. Mais l'empereur comptait sur d'autres ressources sans lesquelles toute espérance de sortir de ces affreuses contrées eût été une folie. Il y avait les corps encore assez nombreux du duc de Reggio, du duc de Bellune et de Saint-Cyr, avec de l'artillerie et de la cavalerie. Si ces généraux, depuis le moment où Napoléon est sorti de Moscow, eussent manœuvré de manière à relier toutes leurs opérations partielles aux mouvements de la grande armée, la retraite eût pu s'effectuer dans les conditions ordinaires, car on aurait trouvé à Smolensk des forces imposantes, des troupes fraîches qui eussent imposé à l'ennemi; Minsk et Witepsk avec leurs magasins auraient été conservés, et nous serions rentrés en Pologne avec tous les honneurs de la campagne et tout le prestige de notre gloire. Nous avons vu au contraire l'armée de Moscow réduite à elle-même, chercher en vain dans sa retraite, que précipitaient le froid et le manque de vivres, un point d'appui qui lui permît de ralentir l'impétueuse aggression de l'ennemi, luttant toujours, et toujours rompant devant des forces supérieures.

En ce moment donc, Napoléon conserve une dernière espérance. Ses généraux répareront peut-être leurs fautes, dans un essor suprême d'où dépendent le salut de l'armée, l'honneur de la France, la fortune de l'empire. Il leur fait passer des ordres pressants. A tout prix le duc de Bellune doit barrer le passage à Wittgenstein, pendant que le duc de Reggio, avec le deuxième corps et cent pièces de canon, se portera sur Borisow, petite ville située aux bords de la Bérésina, sur la route de Smolensk à Minsk, et se dirigera ensuite vers cette dernière place, pour essayer de la reprendre. Le pont de Borisow est gardé par le

général Dombrowski, avec trois mille hommes du septième corps. Napoléon quitte Orcha et marche sur Borisow, distant de près de trente lieues. Tschichagow est à Minsk, et son avant-garde, commandée par un émigré, le général Lambert, se dirige également vers Borisow, qui devient ainsi le point central de toutes les opérations, la clef des événements qui vont suivre. La Bérésina appartient à celui qui y campera le premier. Cet avantage était réservé à un Français, mais à un Français combattant sous les drapeaux de l'ennemi : à l'émigré Lambert, que la postérité clouera sur un poteau vengeur. Le 23 novembre, la division russe, commandée par Lambert, tombe sur les trois mille hommes du général Dombrowski, les force à évacuer cette position, passe la Bérésina, arrive d'une seule traite à Bohr, où elle rencontre le duc de Reggio qui n'a pu secourir à temps Dombrowski. La division Lambert, inférieure en nombre, est repoussée à son tour, rejetée au-delà de la rivière, après avoir perdu deux mille hommes, cinq cents chariots et six pièces de canon; mais elle détruit le pont de Borisow, et l'armée de Wittgenstein tout entière, se réunissant à elle, occupe la rive droite de la Bérésina dont les glaces ont été rompues par le dégel. La température s'est radoucie, et cet événement, qui en toute autre circonstance aurait rempli de joie nos soldats, devient pour eux un sujet de désolation, car ils sont arrêtés ainsi sur les bords de la rivière, prise quelques jours auparavant sur toute son étendue.

Tout ce qui reste de l'armée française se concentre vers Borisow. Victor, lui-même, qui a battu Wittgenstein à Smoliani, oublie les ordres de Napoléon, et se replie en apprenant que Kutusow, sur la rive droite du Dnieper, a poussé son avant-garde jusqu'à Semio. Le quartier impérial est à Lochnitza, à cinq lieues de Borisow. Il faut franchir la rivière avant l'arrivée de Wittgenstein, qui est déjà à Novoï-Lepel, et celle de Kutusow, qui se masse autour de Semio. Les divisions de Tschicha-

gow nous disputeront sans doute le passage ; mais un retard n'améliorera pas notre position sur la rive droite, et nous mettra sur la rive gauche en présence de deux armées. Attaqués alors en tête de nos ponts et en queue, nous risquons d'être culbutés dans la Bérésina par les cent quarante mille hommes que les trois généraux ennemis déploieront sur l'un et l'autre bord. Napoléon, il est vrai, grâce à sa jonction avec le duc de Bellune et le duc de Reggio, compte maintenant quatre-vingt mille combattants, mais dans quel état et dans quelles conditions ! La marche d'Orcha à Borisow avait doublé le nombre des traînards, et une foule désordonnée de blessés, de malades, une cohue de soldats sans armes, hors de leurs cadres, allaient jeter la confusion dans le passage de l'armée sur des ponts insuffisants et construits à la hâte, au milieu des glaçons chariés par les eaux. Napoléon ordonne au duc de Bellune de se mettre à cheval sur la route de Novoï-Lepel, et d'opposer tous les obstacles qu'il pourra à la marche de Wittgenstein. Comme on le voit, c'est toujours la même manœuvre que l'empereur impose à ce général : contenir l'ennemi, retarder ses progrès. Va-t-il réparer la faute qu'il a commise en se repliant après le combat de Smoliani? Frappé de vertige, le duc de Bellune abandonne la route de Novoï-Lepel, et opère sa jonction avec le quartier impérial. Wittgenstein n'a plus qu'à s'avancer : nous sommes complétement découverts.

Une dernière étape a porté Napoléon sur les bords de la Bérésina. Toute la journée est employée à des démonstrations destinées à faire prendre le change aux divisions de Tschichagow, sur le point où s'opérera le passage. On a choisi Studziancka, dont le nom va être immortalisé; car les Français n'illustrent pas seulement les champs de bataille où ils dispersent leurs ennemis, mais encore ceux où ils se montrent plus grands dans la defaite que dans le triomphe, par l'héroïsme de leurs efforts et leur constance inébranlable. Le 26, dès le point du jour, deux

ponts de chevalets sont établis sur la rivière par le génie. A une heure, l'avant-garde, formée par le corps du duc de Reggio, franchit celui construit en amont; le second n'est prêt qu'à quatre heures; il est destiné à l'artillerie. Deux cent cinquante bouches à feu vont rejoindre l'avant-garde. Mais plusieurs chevalets se renversent, un grand nombre de caissons et de pièces sont précipités dans la rivière, et le passage est interrompu. Cependant, le duc de Reggio est aux prises, sur la rive droite, avec les divisions du général Tschaplitz, et son artillerie lui est indispensable. Marins, sapeurs et pontonniers se jettent au milieu des glaçons pour relever les chevalets et raccommoder le tablier du pont. Tout est réparé; le parc tout entier, la garde et les quinze cents hommes du duc d'Elchingen marchent au secours du duc de Reggio.

Cette première journée du passage de la Bérésina s'étant écoulée sans que l'ennemi se montrât sur la rive gauche, mit une confiance fatale dans l'esprit de la foule qui suivait tumultueusement l'armée; au lieu de profiter des ponts dans la nuit, elle s'entassa dans les bivouacs de Studziancka, cherchant à se ranimer autour de quelques feux où la possession d'une place devenait le sujet de rixes et de combats véritables. On savait que la rive droite n'était qu'un vaste marais où le bois manquait entièrement.

Le défilé de l'armée s'effectuait d'ailleurs avec lenteur; les ponts se rompaient à chaque instant. Le prince d'Eckmülh et le vice-roi arrivèrent à Studziancka le 27. Leurs divisions devaient franchir la rivière à huit heures du soir; mais elles attendirent jusqu'au lendemain, à cause de l'encombrement qui eut lieu dès que l'on aperçut les premiers éclaireurs de l'armée de Wittgenstein.

La nuit du 27 au 28 fut marquée par les plus atroces souffrances qu'on eût endurées jusque là. Sur la rive droite, on campait, nous l'avons dit, au milieu de marécages et de bour-

biers. La neige ne cessait de tomber à gros flocons, et, poussée par un vent affreux, elle venait fouetter le visage des malheureux soldats. Ce ne fut qu'après une heure de recherche qu'on put parvenir à former un feu au prince Eugène. Mais au moins là régnait la discipline, et avec elle la résignation stoïque. Il y avait des plaintes, mais point de confusion. Sur la rive gauche, au contraire, une épouvantable anarchie avait tout bouleversé, et le désordre était arrivé à ses plus extrêmes limites. Tout le long du fleuve, et surtout vers la tête des deux ponts, étaient entassées des masses d'hommes mourant de froid et de faim, vêtus à peine de quelques lambeaux ou de peaux de mouton à demi brûlées. Français, Italiens, Polonais, Espagnols, Allemands, Croates, Suisses, Dalmates et Portugais, tous mêlés ensemble, criaient, s'appelaient entr'eux, s'injuriaient chacun dans sa langue, souvent sans se comprendre; des officiers, des généraux même sans commandements, inutiles et désespérés, allaient çà et là, couverts de mauvaises pelisses déchirées, insultés à chaque instant par le soldat qui méconnaissait leur autorité. Dans les bivouacs, on se battait pour un morceau de pain; et malheur à l'infortuné qui s'approchait d'un feu où la place manquait: repoussé inhumainement, on le frappait avec brutalité s'il persistait dans sa tentative. Le sol était couvert de morts et de mourants, et autour de chaque cadavre de cheval, on se disputait les lambeaux d'un repas nauséabond (*). Tout cela, se dessinant sur l'immense linceul de neige qui enveloppait la campagne, empruntait à ce cadre une nouvelle horreur.

Le duc de Bellune était venu prendre position sur les hauteurs de Studziancka, pour couvrir les abords des deux ponts,

(*) Il n'est pas permis à l'imagination, même dans les détails de pareils désastres, d'empiéter sur le domaine de l'histoire. Tous les faits cités ici sont empruntés aux récits de témoins oculaires, et entr'autres aux relations de M. T. Labaume.

dans le cas où les Russes forceraient Borisow, dont il avait confié la garde au général Partouneaux. Dans l'après-midi du 27, attaqué par Wittgenstein, Partouneaux est obligé d'évacuer Borisow et de se replier vers son corps. C'est en ce moment qu'on signala quelques tirailleurs russes à Studziancka. Forte de trois mille hommes, la division Partouneaux est entourée par l'ennemi et soutient pendant quatre heures un combat inégal. La nuit la surprend; elle se forme en carré, demeure sur pied toute la nuit au milieu de la neige, sans pouvoir même allumer des feux qui eussent désigné sa position à l'ennemi. Partouneaux espérait encore échapper à la faveur de l'obscurité. Mais, le lendemain, au point du jour, réduit à douze cents hommes et à deux escadrons, de nouveau enveloppé, il est forcé de mettre bas les armes en rase campagne. Cet échec nous découvre entièrement, et le duc de Bellune est bientôt assailli par Wittgenstein, qui a opéré sa jonction avec Kutusow.

La perte de Borisow avant que l'armée française ait entièrement franchi la Bérésina, doit avoir de graves conséquences. Tschichagow s'est empressé de rétablir le pont; il reçoit des renforts, et sur l'une et l'autre rive les Russes s'avancent pour nous livrer bataille. Le duc de Reggio et le maréchal Ney sont attaqués de grand matin. Le premier est grièvement blessé dès le commencement de l'action. Le duc d'Elchingen prend le commandement général, ranime les troupes; les 4e, 5e et 14e régiments de cuirassiers enfoncent les carrés ennemis et font quatre mille prisonniers. L'empereur a dirigé lui-même les dispositions de ce combat; mais son attention est détournée par ce qui se passe sur la rive gauche, où le duc de Bellune essuie le choc des deux armées de Kutusow et de Wittgenstein.

Victor, comme d'habitude, rachète les fautes du général par l'héroïsme du soldat. Il sait que de sa résistance dépend le sort de soixante mille hommes, de cette foule confuse qui se presse à l'entrée des ponts, réveillée trop tard de son apathie. Il

tient ferme et repousse les Russes, dont les lignes se renforcent à chaque instant. On presse cependant le passage des troupes et des traînards qui sont là par milliers. L'un des ponts est réservé aux chariots, à l'artillerie, l'autre aux fantassins, aux piétons. A huit heures du matin le premier s'enfonce; les voitures et l'artillerie veulent alors user du second. Une mêlée affreuse a lieu; les chariots et les canons s'élancent à fond de train au milieu d'une foule éperdue, qui cherche à arrêter et à renverser les chevaux pour se ménager un passage, son dernier moyen de salut; car d'un moment à l'autre le duc de Bellune peut être obligé de se replier. Les cavaliers et les fantassins luttent avec furie. Bientôt la tête du pont est tellement encombrée de cadavres et de chevaux morts, que les nouveaux arrivants sont réduits à marcher sur des monceaux de corps écrasés. Beaucoup sont précipités dans la rivière. Ceux qui respirent encore, sur ces monticules de chair humaine, font des efforts pour se relever et saisissent aux jambes les malheureux qui essayent de se sauver. Une immense clameur domine cette scène déchirante; le bruit des chariots qui roulent sur le pont, les détonations de l'artillerie, ajoutent au tumulte; les boulets et les obus russes tombent au milieu des masses, dont l'épouvante ne connaît plus de bornes. L'ennemi est parvenu à placer une batterie sur les bords de la rivière, et il prend en enfilade la multitude, qui arrive au paroxysme du désespoir. Victor parvient à faire reculer cette batterie; il redouble d'énergie; ses huit mille soldats se battent comme des lions contre les trente mille hommes que dirige Wittgenstein. Un renfort que Napoléon lui envoie lui permet enfin de prendre l'offensive, et l'ennemi est définitivement culbuté.

Le duc de Bellune recevait, à huit heures du soir, l'ordre de passer le fleuve avec son arrière-garde et de faire sauter les ponts. Mais le généreux soldat est navré de douleur à la vue de la cohue qui n'a pu quitter encore les bivouacs. Il tient toute la

nuit dans ses positions, presse les retardataires. Le 29, a six heures du matin, il fait filer ses convois de blessés, ses bagages, son artillerie. Il franchit enfin la Bérésina à la tête de sa dernière division, et le général Eblé brûle les ponts à huit heures. Plusieurs milliers de soldats, désarmés et séparés de leurs corps, des domestiques, des blessés, des femmes et des enfants, demeurent abandonnés à toutes les fureurs des Cosaques. Mais le salut de l'armée entière exigeait ce cruel sacrifice. Les ponts étaient restés trois jours ouverts; Victor avait compromis sa division pour donner une nuit de plus au passage. On avait fait tout ce qu'il était humainement possible de faire. Jetons un voile sur les scènes funèbres qui se déroulent sur cette rive ensanglantée.

Les pertes éprouvées sur les rives de la Bérésina achevèrent la ruine de la grande armée, en décimant les corps qui n'avaient pas marché sur Moscow et qui étaient demeurés à peu près intacts. Nous en donnerons une suffisante idée en disant que, sur huit mille hommes de l'arrière-garde de Victor, qui s'opposa, dans la journée du 28, aux efforts de Wittgenstein, cinq mille trouvèrent la mort sur les hauteurs de Studziancka.

Précédé par le vice-roi et le prince d'Eckmülh, Napoléon, après le passage de la Bérésina, prend la route de Wilna. Les généraux ennemis ont cessé de nous poursuivre; c'est que leurs pertes ont été presque aussi grandes que les nôtres, et les Russes eux-mêmes sont durement frappés par un hiver d'une rigueur inusitée sous cette zône glaciale. Les froids redoublent bientôt, et de nouveaux désastres fondent sur notre armée, qui semblait pourtant n'avoir plus rien à craindre dans l'état où elle se trouvait. La détresse arrive à ce point que, pour former une garde à l'empereur, on a dû réunir les officiers de cavalerie auxquels il reste un cheval; on crée ainsi quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y remplissent les fonctions de capitaine, et les colonels celles de

sous-officiers. Le général Grouchy, sous les ordres du roi de Naples, commande ce bataillon sacré (*). L'arrière-garde, composée du peu d'hommes qui restent des deuxième et neuvième corps, dirigée par le duc d'Elchingen, est réduite à un chiffre si minime, qu'on se demande souvent où est l'arrière-garde, lorsqu'elle rejoint le centre aux bivouacs. Le 30, le quartier général est à Plechnitsi, le 1er décembre à Slaïki, et le 3 à Molodetschno, où l'on reçoit les premiers convois de Wilna. C'est de Molodetschno que Napoléon expédie à Paris le 29e bulletin, dans lequel sont relatés tous les désastres qu'il a subis depuis le 9 novembre. La France est restée pendant plus de vingt jours sans nouvelles de l'empereur. Le dernier bulletin faisait présager des malheurs; mais on ne pouvait avoir aucune idée des épouvantables catastrophes de notre retraite. Tous les esprits sont stupéfiés en lisant ce funèbre document, qui cache encore cependant une partie de la vérité. Le 5, Napoléon tient à Smorgoni un grand conseil où siègent tous les maréchaux. Les courriers qu'il a reçus lui ont inspiré une résolution imprévue de ceux qui l'écoutent. Il a nommé le roi Murat lieutenant-général, et il va partir pour Paris.

La présence de l'empereur est inutile, en effet, au milieu de ces restes informes de la grande armée, et c'est en France qu'il doit aller au plus tôt préparer les moyens de pourvoir aux graves événements du printemps prochain. Il faut s'attendre à une prochaine coalition. Napoléon connaît ses alliés, et si la France ne leur prouve pas au plus tôt sa puissance, en poussant vers le Nord de nouvelles armées, en frappant un grand coup, elle aura sous peu toute l'Europe sur les bras, moins l'Autriche, à laquelle nous rattachent des liens indissolubles de famille. Ainsi raisonne Napoléon. Il ne connaît pas encore la politique autrichienne.

(*) 29e bulletin.

Le même jour, Napoléon, sous le nom du duc de Vicence, monte dans un traîneau accompagné de Caulaincourt, du comte Lobeau et de Duroc. Le 14 il est à Dresde; le 19, à onze heures du soir, il descend aux Tuileries. Personne n'était prévenu de son retour; le 29e bulletin n'était arrivé que la veille. Dans les premiers jours, faute de réflexion et sous la pénible préoccupation de nos désastres, l'opinion publique fit presque un crime à l'empereur de ce qu'on appelait tout bas une désertion, et qui n'était, après tout, qu'une impérieuse nécessité de salut commun. C'est que l'on croyait encore à Paris, même après la lecture du terrible bulletin, qu'il nous restait une armée derrière le Niémen.

La nuit qui suivit le départ de Napoléon, le thermomètre descendit à 28 degrés! L'armée continua sa retraite sur Wilna, où l'on arriva le 9 décembre. Une confusion inénarrable régnait dans cette ville, encombrée d'une multitude affamée, ne connaissant plus d'autre loi que l'impérieuse satisfaction de ses besoins. Les magasins furent livrés au pillage. Au milieu du désordre, une fusillade se fait entendre : ce sont les Russes qui s'approchent. Kutusow, dont on n'avait plus entendu parler depuis la Bérésina, est aux portes de Wilna. Tschichagow et Wittgenstein le suivent à peu de distance. Nous évacuons Wilna, mais en y laissant nos blessés et nos traînards, que les Russes massacrent jusqu'au dernier. Le 12, nous entrons à Kowno.... Voilà les rives du Niémen, où la grande armée, six mois auparavant, déployait ses ailes magnifiques, de Tilsit à Grodno, et faisait manœuvrer avec l'ensemble d'un bataillon ses quatre cent mille hommes. Alexandre, au seul bruit de notre course lointaine, abandonnait alors la capitale de la Lithuanie et s'enfonçait avec effroi dans les profondeurs de son vaste empire, dont il nous livrait les portes. Aujourd'hui, qui reconnaîtrait la grande armée dans ces soldats hâves, défaits, la plupart sans armes, qui rompent devant les Cosaques? Une

halte d'un jour ne leur est pas seulement permise dans ce lieu témoin de leur ancienne gloire. L'infatigable Kutusow paraît, et il faut repasser le Niémen.

C'est le 13 décembre que nous touchons enfin le sol du territoire polonais. Pour défendre le pont, Ney s'est battu comme un simple grenadier. Vingt mille hommes, voilà tout ce qui reste des onze corps d'armée de Napoléon, de cette formidable cavalerie à la tête de laquelle le brillant Murat étonnait ses ennemis mêmes.

Où sont-ils restés, les glorieux compagnons d'infortune de ces vingt mille privilégiés?

Quarante-neuf mille cadavres sont étendus dans la province de Moscow; soixante et onze mille dans le gouvernement de Smolensk; sur les routes et sur les bords de la Bérésina, trente mille; dix-huit mille sur la route de Zanim; soixante-douze mille à Wilna et sur les bords du Niémen! Cent cinquante mille prisonniers sont tombés entre les mains des Russes!

CHAPITRE XIV.

Le sénat va complimenter l'empereur. — Discours du sénat et du conseil d'État; réponse de Napoléon. — Entrevue de Fontainebleau avec Pie VII. — Nouveau concordat. — Le pape rétracte cet acte. — Ouverture de la session du corps législatif. — Le maréchal Ney est nommé prince de la Moskowa. — Levées extraordinaires. — Décret sur la régence confiée à Marie-Louise. — L'empereur se rend à l'armée d'Allemagne.

DÉCEMBRE 1812 — AVRIL 1813.

L'épouvantable dénouement de la campagne de 1812 présageait à Napoléon des complications extérieures de la plus haute gravité. Il était impossible que la plupart de ses alliés ne se tournassent pas contre lui, et qu'une coalition terrible ne le mît, au printemps prochain, dans la nécessité de recourir à des sacrifices extraordinaires. Il pouvait être amené, par l'impérieuse loi du salut public, à demander dans quelques mois à la nation son dernier écu et son dernier soldat. Il fallait préparer le pays à cette éventualité, et donner à l'opinion publique quelques satisfactions qui la rattachassent au régime impérial, afin qu'elle ne marchandât pas avec le trône. D'un autre côté, par cela même que l'empire était tout à coup menacé au dehors des plus grands dangers, on devait songer à le fortifier davantage

au dedans, à rendre ses bases plus solides, à faire disparaître toutes les causes de désorganisation qui pouvaient encore s'y trouver. Ce fut sous cette double préoccupation que Napoléon déploya une si grande activité dans les trois mois qui précédèrent la campagne de 1813, et qu'il s'occupa avec une égale ardeur de l'administration de son empire, des questions de politique intérieure, des formidables préparatifs d'une guerre à outrance contre l'Europe tout entière.

Le lendemain de son arrivée, son premier soin fut de s'enfermer plusieurs heures avec le ministre des finances, M. de Gaëte, afin de préparer le budget de 1813, et d'élever les ressources au niveau des dépenses extraordinaires que la guerre allait nécessiter. Le même jour, le sénat conservateur et le conseil d'État furent admis au palais des Tuileries, pour présenter à Napoléon leurs compliments sur son heureux retour. Ce fut M. Lacépède qui porta la parole pour le premier de ces corps. Son discours, dans toute autre circonstance, n'eût été qu'une plate adulation de courtisan; après les malheurs de la campagne de Russie, et lorsque, le prestige de la gloire s'évanouissant, nous étions à la veille de ne plus rien avoir qui compensât la perte de nos plus chères libertés, ce discours était une honte pour ceux au nom de qui on le prononçait. Le mauvais goût y disputait la place à la bassesse. A peine si, au milieu des plus serviles témoignages de dévouement, nous trouvons un mot qui indique que la France attend le *complément* des institutions impériales. On verra quelles dures paroles cette hardiesse vaudra aux sénateurs, dont l'indécision, pendant les premiers succès de la conspiration Malet, a été révélée à Napoléon.

« Sire, dit Lacépède, le sénat s'empresse de présenter au pied du trône de Votre Majesté impériale et royale l'hommage de ses félicitations sur l'heureuse arrivée de Votre Majesté au milieu de ses peuples.

» L'absence de Votre Majesté, sire, est toujours une calamité

nationale; sa présence est un bienfait qui remplit de joie et de confiance tout le peuple français.

» Votre Majesté impériale et royale a posé toutes les bases de l'organisation de son vaste empire; mais il lui reste encore bien des objets à consolider et à terminer, et le moindre retard dans le complément de nos institutions est un malheur national. »

Puis vient une allusion au dernier complot, tramé par deux hommes échappés aux prisons « où la clémence impériale les » avait soustraits à la mort méritée par leurs crimes passés. » Avant le complot du 23 octobre, le crime de Malet, de Guidal et de Lahorie était d'avoir conservé dans leur cœur le culte des principes républicains, et de s'être puérilement compromis par des démonstrations imprudentes. Les sénateurs estimaient qu'un pareil crime méritait la mort.

« Heureuse la France, continue Lacépède, que sa constitution monarchique met à l'abri des effets funestes de discordes civiles, des haines sanglantes que les partis enfantent, et des désordres horribles que les révolutions entraînent.

» Le sénat, premier conseil de l'empereur, *et dont l'autorité n'existe que lorsque le monarque la réclame et la met en mouvement*, est établi pour la conservation de cette monarchie, et l'hérédité de votre trône dans notre *quatrième dynastie*. »

Ce sénat, ce corps de magistrats qui avait pour origine une sorte d'élection populaire, tronquée, abatardie sans doute, mais conservant encore une étincelle du principe de la souveraineté nationale; ce sénat qui se complaît ainsi dans le monde inférieur où le maître le tient, qui se vautre dans sa bassesse, et qui ose déclarer, à la face du pays, que son autorité n'existe que lorsque le monarque la réclame; ce sénat ne se met-il pas ainsi même au-dessous des parlements de l'ancienne monarchie, dans lesquels le despotisme des rois trouvait encore des velléités d'indépendance, et qui recevaient d'eux l'honneur des lits de justice et de l'exil à Pontoise? Et la révolution de 1792, cette

glorieuse révolution que le général Bonaparte avait servie à Toulon, en Italie, et qu'il avait promis de continuer, sous le consulat et même sous l'empire; la voilà rayée de nos annales par le sénat conservateur. La dynastie de Napoléon n'est plus l'héritière de la révolution, sa base n'est plus l'élection populaire : elle se rattache aux dynasties des Mérovingiens, des Carlovingiens et des Capet!

Lacépède exprime ensuite le dévouement du sénat au roi de Rome; il passe rapidement sur la campagne de Russie, et il termine sa harangue en promettant à l'empereur une inviolable fidélité.

La réponse de Napoléon fut aussi sévère et hautaine que l'adresse du sénat avait été humble et courtisanesque. Voici cette réponse :

« Sénateurs,

» Ce que vous dites m'est fort agréable. J'ai à cœur la gloire de la France; mais mes premières pensées sont pour tout ce qui peut perpétuer la tranquillité intérieure et mettre à jamais mes peuples à l'abri des déchirements des factions et des horreurs de l'anarchie. C'est sur ces ennemies du bonheur des peuples que j'ai fondé, avec la volonté et l'amour des Français, ce trône auquel sont attachées désormais les destinées de la patrie.

» Des soldats timides et lâches perdent l'indépendance des nations; mais des magistrats pusillanimes détruisent l'empire des lois, les droits du trône et l'ordre social lui-même.

» La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt sur le champ de bataille, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois, n'était plus glorieuse encore.

» Lorsque j'ai entrepris la régénération de la France, j'ai demandé à la Providence un nombre d'années déterminé. On détruit dans un moment, mais on ne peut réédifier sans le se-

cours du temps. Le plus grand besoin de l'Etat est celui de magistrats courageux.

» Nos pères avaient pour cri de ralliement : « *Le roi est mort, vive le roi!* » Ce peu de mots contient les principaux avantages de la monarchie. Je crois avoir bien étudié l'esprit que mes peuples ont montré dans les différents siècles ; j'ai réfléchi à ce qui a été fait aux différentes époques de notre histoire; j'y penserai encore.

» La guerre que je soutiens contre la Russie est une guerre politique. Je l'ai faite sans animosité; j'eusse voulu lui épargner les maux qu'elle-même s'est faits. J'aurais pu armer la plus grande partie de sa population contre elle-même, en proclamant la liberté des esclaves : un grand nombre de villages me l'ont demandé; mais lorsque j'ai reconnu l'abrutissement de cette classe nombreuse du peuple russe, je me suis refusé à cette mesure, qui aurait voué à la mort et aux plus horribles supplices bien des familles. Mon armée a essuyé des pertes, mais c'est par la rigueur prématurée de la saison.

» J'agrée les sentiments que vous m'exprimez. »

A la réception du conseil d'Etat, la parole fut portée par M. le comte Defermont, président de la section des finances. Répondant plutôt à ses préoccupations intérieures qu'aux banalités officielles que l'orateur lui a débitées, Napoléon s'exprime ainsi :

« Conseillers d'Etat,

» Toutes les fois que j'entre en France, mon cœur éprouve une bien vive satisfaction. Si le peuple montre tant d'amour pour mon fils, c'est qu'il est convaincu par sentiment des bienfaits de la monarchie.

» C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut sur ses bases fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés notre

belle France. Ces erreurs devaient et ont effectivement amené le régime des hommes de sang. En effet, qui a proclamé le principe d'insurrection comme un devoir? *Qui a adulé le peuple en le proclamant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer?* Qui a détruit la sainteté et le respect des lois, en les faisant dépendre, non des principes sacrés de la justice, de la nature des choses et de la justice civile, mais seulement de la volonté d'une assemblée composée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, criminelles, administratives, politiques et militaires?

» Lorsqu'on est appelé à régénérer un Etat, ce sont des principes constamment opposés qu'il faut suivre. L'histoire peint le cœur humain; c'est dans l'histoire qu'il faut chercher les avantages et les inconvénients des différentes législations. Voilà les principes que le conseil d'Etat d'un grand empire ne doit jamais perdre de vue; il doit y joindre un courage à toute épreuve, et, à l'exemple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois.

» J'apprécie les preuves d'attachement que le conseil d'Etat m'a données dans toutes les circonstances.

» J'agrée ses sentiments. »

Le discours de l'empereur au conseil d'État est une de ces précieuses expressions des idées napoléoniennes qu'il est bon de mettre avec insistance sous les yeux de l'opinion publique, trop souvent disposée à glorifier et à exalter les individualités puissantes, même dans leurs erreurs les plus déplorables. Eh quoi! c'est en France, au commencement du XIXe siècle, quinze ans à peine après le règne des assemblées représentatives, lorsque sont encore vivants tous les héroïques acteurs de cette révolution qui a proclamé le principe de la souveraineté du peuple, qui a renversé la monarchie pour lui substituer le régime démocratique; c'est dans ce même palais des Tuileries où s'est fait le 10 août, où siégea la Convention

nationale, qu'un enfant de la révolution, un soldat qui l'a aidée, le 13 vendémiaire, à frapper les conspirateurs royalistes, ose proclamer l'incapacité du peuple à exercer ses droits, et fait entendre que le temps des assemblées législatives est passé pour toujours! L'*idéologie*, voilà le dernier mot de Napoléon sur cette grande école politique et sociale qui donne pour base à tout gouvernement les droits du citoyen, et fait des pouvoirs publics une délégation librement accordée aux plus dignes et aux plus capables. Napoléon, empereur des Français, se montre bien ingrat envers cette idéologie, « ténébreuse et métaphysique, » comme il l'appelle; car, sans elle, sans sa foudroyante explosion, la monarchie des Capet, à laquelle le sénat conservateur a ridiculement essayé de rattacher la dynastie des Bonaparte, trônerait encore à Versailles! Et n'a-t-il pas lui-même rendu hommage au principe de la souveraineté du peuple, lorsqu'il a soumis à la sanction des trois millions et demi de citoyens le décret qui l'a nommé empereur? Si le peuple n'est pas souverain, si ceux qui ont les premiers proclamé cette souveraineté ne sont que des idéologues, tout n'est qu'usurpation et anarchie depuis 1789; le trône de France appartient aux Bourbons; il ne reste plus aux hommes d'État de l'empire, au premier revers de la puissance impériale, qu'à rappeler les exilés d'Hartwell, à remettre les Bourbons sur leur trône restauré.

Et c'est ce que firent les hommes d'Etat de l'empire. Napoléon les a absous d'avance, dans son discours au conseil d'État, lorsqu'il a élevé les bienfaits de la monarchie au-dessus de l'idéologie.

L'année 1813 vient de s'ouvrir; le moment approche où il faudra repasser la frontière et recommencer la guerre. Il n'y a pas un seul instant à perdre pour régler les affaires intérieures.

Trois objets réclament les soins de Napoléon : la querelle de l'Église gallicane avec le pape Pie VII, qui a produit une

sorte de schisme dans cette Église, et indispose un grand nombre d'esprits religieux contre la cour des Tuileries; la situation du corps législatif, fantôme de représentation nationale qu'on a méprisé et même mis en oubli pendant les jours heureux de l'empire, mais auquel il peut être bon, dans la prévision d'embarras, de rendre une ombre d'influence; la régence de l'empire, établie de manière que, le cas échéant, la transmission du trône à l'héritier légitime soit assurée et se produise sans secousses. La conspiration Malet avait assez peu rassuré Napoléon sur l'initiative de ses sénateurs et de ses hommes d'État en pareille matière. Sur la simple nouvelle que l'empereur était mort, ils avaient presque trouvé naturel que l'on proclamât la république, au lieu de s'écrier, en variant le cri de ralliement de nos pères : « *L'empereur est mort, vive l'empereur!* »

Pie VII avait été transféré à Fontainebleau dans le mois de juin 1812. Là, quoiqu'il fût entouré d'une cour véritable, traité en souverain, ayant une maison aussi complète que celle qu'il pouvait avoir au Vatican, le pape se considérait comme captif, repoussait toute transaction qui n'aurait pas pour base la restitution de son domaine temporel, et refusait de donner l'institution canonique aux évêques nommés par l'empereur, conformément aux dispositions du concordat. Napoléon essaye de faire cesser cet état de choses, qui lui répugne personnellement, et qui est en outre de nature à lui aliéner une partie de la population. Peu de jours après son arrivée, il fait appeler l'évêque de Nantes, et le charge d'un message pour Pie VII. Le pape renvoie le message et proteste contre les mesures dont il est l'objet. Napoléon ne veut plus, alors, s'en remettre qu'à lui-même pour la solution de cette affaire importante. Le 19 janvier, une grande chasse a lieu à Grosbois; l'empereur s'y trouve au milieu de sa cour; il se dérobe aux courtisans, et il se présente tout à coup à Fontainebleau aux regards de Pie VII, à qui rien

n'a fait présager cette visite. L'empereur et le pape s'enferment dans un cabinet ; une conférence de deux heures a lieu entre les deux souverains. Les explications d'abord furent assez vives de part et d'autre ; les intérêts étaient trop graves, et les moyens employés jusque-là par l'une et l'autre partie trop exagérés, pour qu'il en pût être différemment. Mais Napoléon est venu avec des idées de conciliation ; Pie VII, qui n'a pas auprès de lui ses conseillers, ne soutient pas longtemps le rôle du pontife fulminant l'excommunication, et l'on finit presque par s'entendre. La conversation se faisait en italien. Bientôt des paroles affectueuses succèdent aux récriminations mutuelles et aux formes d'une froide politesse. *Mio padre, mio figlio*, sont les titres que se donnent les deux augustes personnages. On aborde avec franchise la question de puissance temporelle, de résidence, d'institution canonique ; on tombe d'accord sur certains points, et Napoléon propose d'appeler immédiatement un secrétaire qui rédigera les premières bases d'un concordat nouveau ; ce qui est accepté par Pie VII.

Ces bases stipulent que l'empereur des Français, roi d'Italie, etc., et Sa Sainteté Pie VII, veulent mettre un terme aux différends qui se sont élevés entre eux, pourvoir aux difficultés survenues sur plusieurs affaires de l'Église, et qu'ils se sont arrêtés en conséquence aux résolutions suivantes, destinées à être transformées en un arrangement définitif :

Le pape exercera la souveraineté pontificale en France et dans le royaume d'Italie, de la même manière et en la même forme que ses prédécesseurs. Les ambassadeurs, les chargés d'affaires, ministres, que les cours accréditeront auprès du pape, et les ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires, que le pape accréditera auprès des cours étrangères, jouiront des immunités et priviléges accordés au corps diplomatique. Le domaine que Sa Sainteté possédait antérieurement aux événements qui ont amené la rupture, et qui ne sont pas encore aliénés,

seront pour toujours exempts d'impôts et seront administrés par ses délégués. Ceux qui ont été aliénés seront remplacés jusqu'à concurrence de deux millions de francs de revenus. Dans les six mois de la notification d'usage pour la nomination par l'empereur aux évêchés et archevêchés de l'empire français et du royaume d'Italie, le pape donnera l'institution canonique, conformément aux articles du concordat. Les six mois étant expirés sans que le pape ait accordé l'institution, le métropolitain, et, s'il s'agit de la nomination du métropolitain, l'évêque le plus ancien de la province, procédera de plein droit à l'institution. Le pape nommera, en France et en Italie, à des évêchés qui seront ultérieurement désignés d'un commun accord. Viennent ensuite différentes dispositions relatives aux évêchés des anciens États de l'Église et aux évêques *in partibus*. Enfin, Napoléon fait clore les bases en déclarant « qu'il rend ses bonnes » grâces aux cardinaux, évêques, prêtres et laïques qui ont encouru sa disgrâce par suite des événements actuels. »

Sur ces bases, avec le concours de plusieurs prélats, entre autres des cardinaux Doria, Buffo, Bayane, des archevêques d'Auch, d'Édesse, de Tours, de Nantes, de Trèves, d'Evreux, un concordat définitif est rédigé, qui doit rendre la paix à l'Église. Napoléon se félicite de cette solution heureuse d'un différend plus grave à ses yeux que ceux qu'il a réglés par l'épée avec les cours de Vienne et de Berlin. Ici son épée était impuissante; la persuasion, la logique seules ont été employées, et il est resté victorieux sur ce champ de bataille nouveau pour lui. L'empereur veut donner un grand éclat à la signature du second concordat. La cour est mandée à Fontainebleau. Tout est prêt, on signe le 26, et le soir même Napoléon donne l'ordre de rendre à Pie VII les cardinaux romains que l'on avait jusque là écartés, et qui étaient frappés de la disgrâce impériale pour avoir envenimé par leurs conseils la querelle entre l'Église gallicane et le souverain pontife. Le 27 il retourne à Paris.

Aussitôt une révolution s'opère dans l'esprit de Pie VII. Il s'est engagé à accepter le séjour d'Avignon; il a définitivement renoncé au domaine de saint Pierre, à sa puissance temporelle; il va partager avec un métropolitain, et même de simples évêques, une de ses plus précieuses prérogatives, l'investiture des siéges épiscopaux.... Ses regrets sont naturels; mais sa signature est donnée, et il ne lui reste plus, s'il ne veut pas méconnaître les lois de la stricte morale, qu'à se conformer au nouveau concordat. Ce fut alors que les cardinaux disgraciés, en reprenant auprès de lui leur service, s'appliquèrent à développer ces regrets, à les exciter davantage. Les arguments de casuistes abondent sur leurs lèvres mielleuses. Pie VII a signé; mais il est captif, et une sorte de contrainte a pesé sur lui. L'odieuse calomnie qui depuis imputa à Napoléon des menaces brutales et des voies de fait, n'était pas encore inventée. L'esprit de Pie VII est tellement bourré de spécieuses défaites, qu'il manifeste dès le 28 ses nouvelles et imprévues dispositions, en renvoyant une somme considérable que l'empereur s'empressait de lui faire remettre pour qu'il en disposât, conformément à l'une des stipulations du concordat. Quand on lui demande l'institution canonique pour les évêques nouvellement promus, il biaise, élude une réponse, et finit par refuser la bulle. En apprenant cette conduite peu loyale, mais dont il connaît les instigateurs et qu'il excuse chez le pontife à qui elle est imprudemment suggérée, Napoléon se résout à tout terminer par un coup d'éclat. Le concordat a été publié; un décret paraît au *Moniteur*, qui le rend obligatoire pour les archevêques, les évêques, les chapitres, et qui en rappelle les principales dispositions. Le 24 mars suivant, Pie VII, ne gardant plus aucune mesure, rétracte entièrement le concordat du 25 janvier, qu'il déclare contraire aux lois immuables de l'Église catholique, apostolique et romaine. Napoléon tient cette lettre pour non avenue, et le schisme recommence.

La politique ne fut pas sans influence sur cette conduite si étrange de Pie VII; tous les écrivains sérieux sont d'accord là-dessus. Avec Napoléon, souverain maître, arbitre suprême du continent européen, comme il l'était au commencement de 1812, l'évêque de Rome eût agi différemment; il eût accepté l'*ultima conditio* qui lui était présentée; Avignon serait devenu le siége de l'Église orthodoxe. Un pareil fait, librement consenti et exécuté de bonne foi par le souverain pontife, eût profondément modifié la puissance temporelle et l'omnipotence spirituelle des papes, quelques accidents qui fussent survenus depuis; il aurait beaucoup contribué au développement des idées de réforme qui devaient surgir plus tard dans les rangs de notre jeune clergé. C'est parce que les cardinaux romains mesuraient avec justesse toute l'étendue de l'exécution, même momentanée, du concordat de 1813, qu'ils entraînèrent Pie VII dans la voie de la résistance, et l'amenèrent à une rétractation. A ces esprits italiens si déliés, Napoléon apparaissait déjà dépouillé d'une partie de sa puissance; ils voyaient la pente fatale où il était entraîné; ils pressentaient sa chute ou tout au moins un abaissement considérable de sa fortune, et, dans de telles circonstances, il fallait gagner du temps, même en manquant à un engagement sacré. En cas de réussite, l'auréole de la persécution couvrirait la déloyauté de cette conduite...... Et si les événements venaient à tromper leurs espérances, les cardinaux romains étaient sûrs de trouver encore l'empereur accessible à une réconciliation dans les termes du concordat; car ils connaissaient sa prédilection pour tous les principes de l'autorité, et son autorité serait incomplète, tant qu'elle n'aurait pas pour auxiliaire celle du successeur de saint Pierre. Napoléon haïssait trop l'idéologie pour donner à la France un Henri VIII.

Il ne tint donc pas à l'empereur, ainsi qu'on vient de le voir par ce qui précède, de ramener au sein de l'Église gallicane la paix et la concorde. Pour atteindre ce but, il fit tout ce qui

était compatible avec la dignité de l'État; et, répétons-le, il eût réussi, la cour cléricale de Fontainebleau aurait tout accepté et tout exécuté loyalement; elle eût sans aucun doute même considéré comme un bienfait pour elle et pour le monde catholique le concordat de 1813, si les événements politiques ne lui avaient laissé entrevoir la chute de ce pouvoir humain aux proportions si colossales, qui osait s'attaquer non-seulement à la puissance temporelle de l'évêque de Rome, mais encore à quelques-unes de ses prérogatives spirituelles.

La seconde question dont s'occupa l'empereur fut celle du corps législatif. Elles étaient bien étroites les limites dans lesquelles se mouvait le pouvoir législatif aux termes des constitutions de l'empire. Et depuis la publication de ces constitutions, des sénatus-consultes étaient venus successivement restreindre les attributions d'une représentation nationale toute fictive. Le tribunat avait été même supprimé en 1807, et les sessions du corps législatif n'offraient plus que de véritables lits de justice, moins la contrainte, où l'on enregistrait tout ce qui plaisait à une volonté inflexible. Mais, en 1812, un fait s'était produit, qui avait profondément affligé les patriotes et mis le comble aux attentats liberticides du soldat couronné. Napoléon avait fait au tribunat l'honneur d'une suppression par sénatus-consulte; le corps législatif fut traité plus cavalièrement : cette année on oublia de le convoquer. Il n'y eut pas de compte public de dépenses; les impôts furent perçus et appliqués aux divers services, sans contrôle, avec un déficit de trente-sept millions et demi. Le budget de 1811 avait déjà présenté un déficit de quarante-six millions huit cent mille francs. Il est indubitable que si le succès eût couronné la grande campagne de Russie, si Napoléon eût rapporté de Moscow le traité de paix, l'omnipotence européenne qu'il attendait de cette campagne, c'en était fait de la représentation départementale; les pouvoirs législatifs auraient été concentrés dans le sénat et dans le

conseil d'État, ou plutôt entre les mains du chef du pouvoir exécutif. Tous les actes de Napoléon, depuis la fondation de l'établissement impérial, tendaient à ce but. A mesure que le temps l'éloignait davantage de la période républicaine, sa politique intérieure se dépouillait peu à peu de tous les demi-emprunts que les constitutions de 1804 avaient été obligées de faire à la démocratie pour être acceptées sans conteste. Mais Napoléon rentrant seul à Paris, après avoir laissé sur le Niémen vingt mille soldats à peine de cette armée formidable précipitée sur la Russie; Napoléon, à la veille de demander tout à coup à la France quatre cent mille conscrits, après avoir sacrifié un million d'hommes depuis la campagne de 1805; Napoléon réduit, malgré les ressources du domaine extraordinaire formé par les contributions de guerre de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Prusse, de l'Espagne, et par la confiscation des marchandises anglaises (*), à exiger des communes la vente de leurs biens, pour couvrir les déficits de son budget sans cesse croissant; Napoléon allant jouer les frontières de l'empire contre une sixième coalition, se souvint du corps législatif. Il résolut de le convoquer, afin d'emprunter à la sanction de ces députés des départements auxquels il avait refusé le titre de représentants de la France, une autorité qui facilitât les opérations de son ministre des finances et de son ministre de la guerre; qui lui ouvrît toutes les veines de la nation déjà épuisées par tant de sang versé! Tardif et incomplet hommage rendu aux principes, mais qui devait suffire à cette France magnanime, à ce peuple généreux, toujours prêt à pardonner à qui le fait puissant et glorieux, à qui fait vibrer sa fibre nationale, les atteintes portées à ses libertés. Car il sait que tôt ou tard ces libertés lui reviendront; car il se sent la force de les revendiquer à l'heure qui lui convient; car ses droits, qui ne se prescrivent jamais,

(*) La confiscation des bâtiments ennemis et des marchandises anglaises s'était déjà élevée, en 1810, à près de 56 millions.

un seul effort de sa puissante main suffit pour les reconquérir.

La session du corps législatif, pour l'année 1813, fut ouverte le 14 février. Napoléon exposa aux députés la situation politique de l'empire dans un discours où, sans rien déguiser de la gravité des circonstances, il proclamait hautement l'intention de ne rien céder à ses ennemis, de maintenir la démarcation des divers États telle que l'avaient établie les précédents traités, de ne pas remettre l'épée au fourreau que les Russes ne fussent rentrés dans leur affreux climat, et que la liberté des mers n'eût été conquise sur l'Angleterre. Cette solennelle déclaration devait couper court aux débats qui s'étaient élevés dans le conseil des ministres, sur l'opportunité d'une transaction et d'une politique de concessions et de remaniement de la carte d'Europe. Nous parlerons plus loin de ces débats.

« MESSIEURS LES DÉPUTÉS DES DÉPARTEMENTS AU CORPS LÉGISLATIF,

» La guerre rallumée dans le nord de l'Europe offrait une occasion favorable aux projets des Anglais sur la Péninsule; ils ont fait de grands efforts. Toutes leurs espérances ont été déçues; leur armée a échoué devant la citadelle de Burgos, et a dû, après avoir essuyé de grandes pertes, évacuer le territoire de toutes les Espagnes.

» Je suis moi-même entré en Russie; les armées françaises ont été constamment victorieuses aux champs d'Ostrano, de Polotsk, de Mohihow, de Smolensk, de la Moskowa, de Malo-Jaroslavetz; nulle part les armées russes n'ont pu tenir devant nos aigles. Moskow est tombé en notre pouvoir.

» Lorsque les barrières de la Russie ont été forcées, et que l'impuissance de ses armes a été reconnue, un essaim de Tartares ont tourné leurs mains parricides contre les plus belles provinces de ce vaste empire, qu'ils avaient été appelés à défendre. Ils ont en peu de semaines, malgré les larmes et le dé-

sespoir des infortunés Moskowites, incendié plus de quatre mille de leurs plus beaux villages, plus de cinquante de leurs plus belles villes, assouvissant ainsi leur ancienne haine, et sous le prétexte de retarder notre marche en nous environnant d'un désert.

» Nous avons triomphé de tous ces obstacles. L'incendie même de Moskow, où en quatre jours ils ont anéanti le fruit des travaux et des épargnes de quarante générations, n'avait rien changé à l'état prospère de mes affaires.

» Mais la rigueur excessive et prématurée de l'hiver a fait peser sur mon armée une affreuse calamité. En peu de nuits j'ai vu tout changer.

» J'ai fait de grandes pertes. Elles auraient brisé mon âme si, dans ces grandes circonstances, j'avais dû être accessible à d'autre sentiment qu'à l'intérêt, à la gloire et à l'avenir de mes peuples.

» A la vue des maux qui ont pesé sur nous, la joie de l'Angleterre a été grande; ses espérances n'ont pas eu de bornes. Elle offrait nos plus belles provinces pour récompense à la trahison; elle mettait pour condition à la paix le déchirement de ce bel empire: c'était, sous d'autres termes, proclamer la guerre perpétuelle.

» L'énergie de mes peuples dans ces grandes circonstances, leur attachement à l'intégrité de l'empire, l'amour qu'ils m'ont montré, ont dissipé toutes ces chimères, et ramené nos ennemis à un sentiment plus juste des choses.

» Les malheurs qu'a produits la rigueur des frimas ont fait ressortir dans toute leur étendue la grandeur et la solidité de cet empire, fondé sur les efforts et l'amour de cinquante millions de citoyens, et sur les ressources territoriales des plus belles contrées du monde.

» C'est avec une vive satisfaction que nous avons vu nos peuples du royaume d'Italie, ceux de l'ancienne Hollande et

des départements réunis, rivaliser avec les anciens Français, et sentir qu'il n'y a pour eux d'espérance, d'avenir et de bien que dans la consolidation et le triomphe du grand empire.

» Les agents de l'Angleterre propagent chez tous nos voisins l'esprit de révolte contre les souverains; l'Angleterre voudrait voir le continent entier en proie à la guerre civile.

» J'ai signé directement avec le pape un concordat qui termine tous les différends qui s'étaient malheureusement élevés dans l'Eglise.

» La dynastie française règne et règnera en Espagne.

» Je suis satisfait de la conduite de tous mes alliés. Je n'en abandonnerai aucun; je maintiendrai l'intégrité de leurs États. Les Russes rentreront dans leur affreux climat.

» Je désire la paix; elle est nécessaire au monde. Quatre fois, depuis la rupture qui a suivi le traité d'Amiens, je l'ai proposée dans des démarches solennelles. Je ne ferai jamais qu'une paix honorable et conforme aux intérêts et à la grandeur de mon empire. Ma politique n'est point mystérieuse; j'ai fait connaître les sacrifices que je pouvais faire.

» Tant que la guerre maritime durera, mes peuples doivent se tenir prêts à toute espèce de sacrifice; car une mauvaise paix nous ferait tout perdre, jusqu'à l'espérance, et tout serait compromis, même la prospérité de nos neveux.

» L'Amérique a recouru aux armes pour faire respecter la souveraineté de son pavillon. Les vœux du monde l'accompagnent dans cette glorieuse lutte. Si elle la termine en obligeant les ennemis du continent à reconnaître le principe que le pavillon couvre la marchandise et l'équipage, et que les neutres ne doivent pas être soumis à des blocus sur le papier, le tout conformément aux stipulations du traité d'Utrecht, l'Amérique aura mérité de tous les peuples; la postérité dira que l'ancien monde avait perdu ses droits et que le nouveau les a reconquis.

» Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître, dans l'exposé de la situation de l'empire, l'état prospère de l'agriculture, des manufactures et de notre commerce intérieur, ainsi que l'accroissement toujours constant de notre population. Dans aucun siècle, l'agriculture et les manufactures n'ont été en France à un plus haut degré de prospérité.

» J'ai besoin de grandes ressources pour faire face à toutes les dépenses qu'exigent les circonstances; mais, moyennant différentes mesures que vous proposera mon ministre des finances, je ne devrai imposer aucune charge à mes peuples. »

Ce fut dans la séance du lendemain 25, que M. de Montalivet, ministre de l'intérieur, présenta aux députés l'Exposé de la situation de l'empire, annoncé dans le discours d'ouverture. Ce travail était fort étendu et fort développé. Napoléon comptait beaucoup sur sa publication. En montrant ainsi au pays ce qu'il avait gagné depuis 1800, sous le rapport administratif, commercial, industriel et agricole; en mettant sous ses yeux le tableau de toutes les améliorations apportées à notre marine, à nos ports de mer, à nos routes, à nos canaux; en l'initiant à tous les détails de cet immense édifice, si laborieusement construit, qui s'appelait l'empire français, et qui abritait quarante-deux millions de citoyens derrière ses larges portiques; en faisant ainsi la France confidente de sa force et de sa richesse, Napoléon était sûr de la rendre encore plus jalouse de cette richesse et de cette force, et il voulait provoquer chez elle l'héroïsme qui s'ensevelit sous des ruines plutôt que de vivre sous l'opprobre d'un démembrement.

Le travail du ministre de l'intérieur embrassait la Population, l'Agriculture, les Mines, les Manufactures, les Industries nouvelles, le Commerce, les Travaux publics, les Travaux militaires, les Travaux de la marine et des ports de mer, les Routes, les Ponts, les Canaux, les Desséchements, les Embellissements de Paris, les Travaux divers des départements, l'Admi-

nistration intérieure, l'Instruction publique, la Marine. Ce bilan de l'empire est d'autant plus précieux à consulter, qu'il fut donné pour ainsi dire la veille de cette faillite retentissante qu'on appelle la restauration. En voici le résumé :

La *population* de l'empire était de quarante-deux millions sept cent mille individus, dont vingt-huit millions sept cent mille pour les anciens départements. En 1789, la France comptait vingt-six millions de citoyens ; c'était donc une augmentation de deux millions sept cent mille âmes en vingt-quatre ans.

L'*agriculture* présentait, dans la même période, de notables améliorations et un grand développement. Le produit moyen des céréales, pour l'empire, était évalué, déduction faite des semences, à une moyenne nette de 230 millions de quintaux, ce qui donnait 520 livres de blé pour chaque habitant. Avant 1789, les besoins annuels de chaque individu se calculaient à 470 livres, et l'on estimait que la France suffisait à peu près à cette consommation : il y avait donc, en 1812, un accroissement d'un dixième environ sur la production. Pour les vins, la production avait doublé, tandis que les territoires ajoutés à l'empire n'avaient augmenté la population que d'un tiers à peu près. Pour les huiles végétales, les soies, la progression se montrait avec des chiffres au moins aussi considérables. L'exploitation du tabac était une industrie toute récente ; 30,000 arpents de terre, produisant 30 millions de livres de tabac, avaient enrichi la France d'une nouvelle source de revenus. L'élève du bétail et l'éducation de la race chevaline se rattachent essentiellement à l'agriculture, et par les engrais qu'ils lui fournissent et par les genres de culture qu'impose l'alimentation des animaux. 35 millions de moutons produisaient 120 millions de livres pesant de laines, et l'amélioration de la race par les dépôts de béliers mérinos avait lieu sur une très large échelle. Pour les bêtes à corne, les importations et les exportations se balançaient à peu près dans les dernières années du XVIIIe siècle ; en 1812,

le chiffre des exportations avait atteint le triple des importations. Les nécessités de la guerre faisaient apporter une grande perfection dans l'éducation des chevaux; 1,400 étalons entretenus dans les dépôts du gouvernement, assuraient annuellement l'amélioration de 60,000 juments.

En joignant aux produits do l'agriculture, de l'élève des bestiaux, de l'éducation de la race chevaline, ceux de nos *mines* de métaux et de charbon, le ministre rapporteur estimait à une somme totale de 5 milliards 31 millions, les produits du sol de l'empire, en matières brutes et premières.

Une des conséquences de la guerre maritime et du blocus continental était le développement de la *manufacture*. Lyon, qui n'entretenait que 5,500 métiers en 1800, offrait 11,500 métiers en 1812. Le nombre des métiers et des ouvriers fabriquant les draps avait plus que doublé dans le même espace de temps. La fabrication des casimirs se naturalisait chez nous. Ajoutant aux effets do la guerre maritime par le système prohibitif, on avait commencé par repousser de nos douanes de terre et de mer tous les tissus de l'étranger; et bientôt la manufacture française dépassa, pour le tissage, la perfection des métiers étrangers. Le même système douanier ayant été appliqué aux produits filés, il en était résulté que de 70,000, le nombre des ouvriers employés en 1806 aux diverses mains-d'œuvre du coton, en France, atteignait, en 1812, celui de 233,000. Les manufactures qui ont pour objet la quincaillerie, la coutellerie, l'orfévrerie, la bijouterie, l'horlogerie, les glaces, les verreries, la porcelaine, qui, avant 1790, ne fournissaient que 30 millions par an à nos exportations, atteignaient 42 millions.

Le revenu industriel de la France, en 1812, s'élevait à un total de 1 milliard 300 millions.

De *nouvelles industries* avaient en outre surgi sous le coup des nécessités de la guerre maritime. Le sucre des colonies trouvait une concurrence pleine de menaces pour l'avenir,

dans une racine indigène qui donnait déjà, en 1812, 7 millions de livres de sucre. L'indigo des Indes était remplacé en partie par les produits chimiques de nos manufactures; et les frères Gouin, de Lyon, étaient parvenus à donner à la teinture de garance l'éclat et la solidité de la cochenille. Le coton avait été naturalisé dans « le département de Rome, » et cet essai offrait déjà un produit annuel de cent mille livres. Mais une conquête autrement précieuse venait d'être faite par les hommes de la science, et recevait dans nos fabriques une application immense. Nous voulons parler de la soude, pour laquelle nous payions, avant 1789, un tribut annuel à l'étranger de près de 4 millions. La chimie créait cette substance, et à si peu de frais que, malgré la prohibition absolue des soudes étrangères, les prix avaient baissé des deux tiers.

Ces industries nouvelles produisaient déjà 65 millions.

Le *commerce* extérieur de la France avait présenté, en 1812, pour les exportations, la somme de 383 millions, et pour les importations celle de 257 millions. En 1789, les exportations s'élevaient à 357 millions, et les importations à 345 millions. La progression n'était point, là, dans les mêmes termes que pour les opérations de l'industrie et pour les résultats de l'agriculture.

Mais, à cette époque où la prospérité commerciale s'appréciait sur ce qu'on appelle la balance du commerce, c'est-à-dire sur l'excédant des exportations comparées aux importations, on s'applaudissait surtout de voir cette balance, qui n'était que de 12 millions en 1789, soit la différence entre 345 et 357 millions, s'élever, en 1812, à 126 millions, soit la différence entre 385 et 257 millions. Aujourd'hui, la science a réduit à sa juste valeur la balance commerciale. Les produits s'achètent avec des produits, ou plutôt les produits s'échangent entre eux. Telle est la formule vraie des transactions, et la réalisation complète de cette formule dans la pratique serait le dernier terme du progrès industriel.

Un pays où la balance commerciale se solderait par une très-forte somme d'argent à la colonne des importations, recevrait ainsi contre une valeur active et féconde, une valeur métallique tendant par sa nature à s'accumuler entre les mains des commerçants en numéraire, des banquiers, et il arriverait ainsi à une situation économique où s'augmenterait sans cesse la pression exercée par le capital-argent sur le capital-travail. Un tel pays serait-il riche? Évidemment, oui; mais cette richesse serait-elle répartie entre tous les citoyens, de manière à ne pas offrir à l'un des bouts de l'échelle sociale accumulation de bien-être, et à l'autre extrémité abîme de misère? Évidemment, non. Chez un tel peuple, on verrait la classe des salariés toujours s'accroître, et le taux des salaires diminuer en raison inverse. On verrait encore la classe des exploitants diminuer de plus en plus, et les bénéfices de l'exploitation augmenter dans une contraire proportion.

Depuis l'avénement de Napoléon au trône, les *travaux publics* avaient reçu dans tout l'empire une immense impulsion, et c'était là une des gloires du règne. Un milliard avait été consacré aux fortifications, aux routes, aux ports maritimes, aux ponts, aux canaux, aux desséchements des marais, à l'amélioration des cours d'eau, aux édifices publics de la capitale et des départements. Parmi les travaux militaires, un grand nombre étaient entrepris en dehors des frontières de la France de 1789, tels que ceux consacrés à la défense du Zuyderzée, les travaux du bassin d'Anvers, des fortifications de Flessingue, d'Ostende, de Cassel, de Mayence, de Wesel et d'Alexandrie. Cherbourg se trouvait en état de soutenir un siége; Brest, Belle-Isle, Quiberon, La Rochelle, avaient été améliorés; de nouveaux forts construits à l'île d'Aix, à l'île d'Oléron, à l'embouchure de la Gironde, à Toulon et aux îles d'Hyères. Un port se creusait à Cherbourg, dans le roc vif, qui pourrait recevoir les

vaisseaux de haut bord, et une digue s'achevait pour mettre à la fois ce bassin à l'abri des tempêtes et des attaques des flottes ennemies. Les ports du Havre, de Marseille et de Dunkerque étaient améliorés. Nous ne citons ici que les principaux ouvrages de cette nature exécutés sous l'empire. Les routes présentaient des travaux dignes de l'admiration des siècles : celles de Paris à Milan par le Simplon, de Paris à Turin par la Maurienne et le mont Cenis, d'Espagne en Italie par le mont Genèvre. De Lyon à Gênes, par le Lantares, une voie magnifique s'était établie, complétée par celle de Cezanne à Fenestrelles, traversant le col de Sestrière. Mentionnons encore les belles routes de Nice à Gênes, à Vintimille et à Savonne; de Savonne à Alexandrie par les Appenins, de Bordeaux à Bayonne, d'Anvers à Amsterdam, de Wessel à Hambourg et à Maëstricht, et de Paris en Allemagne. Ces divers travaux coûtaient 60 millions de francs. 219 millions, depuis neuf ans, avaient été employés en outre à l'ouverture ou à la rectification de toutes les autres voies de communication de l'empire. Enfin, on avait consacré, de 1804 à 1813, pour les ponts, 31 millions; pour les canaux, la navigation et les desséchements, 123 millions; pour les travaux et embellissements de Paris, 102 millions; pour les édifices publics des départements, 149 millions.

Nous continuons l'analyse de l'Exposé de la situation de l'Empire.

L'*instruction* publique, au commencement de 1813, présentait de larges développements. 18,000 élèves recevaient l'instruction dans les lycées, 50,000 dans cent dix colléges; 929,000 jeunes garçons suivaient les leçons de trente et un mille écoles primaires. L'école Normale, projetée par la Convention nationale, fournissait aux lycées une pépinière de professeurs distingués; l'école Polytechnique, création du Directoire, avait été l'objet d'une attention toute spéciale de la part de Napoléon; l'école de Saint-Cyr pour l'armée de terre, les écoles de Brest et

de Toulon pour la marine, préparaient à nos cadres d'excellents officiers. Fondation toute impériale, marquée au sceau de ce génie centralisateur qui détrempait sur la France entière la discipline de caserne, vivifiée par l'ordre administratif, l'Université, par l'excès même du monopole qui lui était attribué, devait permettre d'appliquer un jour, sans dangers pour l'État et dans les limites de la raison politique, les principes de la vraie liberté d'enseignement. Le terrain fut préparé d'avance et déblayé de tous les préjugés dont des exploiteurs de la jeunesse auraient pu s'emparer. Après le règne exclusif de l'Université et les bienfaits de cette institution, la liberté d'enseignement sans le contrôle par l'État devenait, aux yeux de tous les hommes sensés, une chose impossible en droit, pleine de désordres en fait, que devait repousser tout législateur.

La *marine* française avait à se relever des grands désastres d'Aboukir et de Trafalgar. Personnel et matériel demandaient des efforts de génie pour être mis au niveau de notre puissance continentale. On improvise au besoin une armée de terre. Avec du fer et du patriotisme, un pays peut border ses frontières en quelques semaines et porter la conquête chez ceux-là mêmes qui voulaient le conquérir. Mais il n'en est pas de même pour une armée maritime, pour une flotte. Là, si les pertes sont soudaines, les améliorations sont lentes, et l'on met des années à réparer les malheurs d'un seul jour. Un bon matelot est encore plus long à former qu'un vaisseau à construire. Presque entièrement absorbé par les guerres des trois coalitions de 1805, de 1806 et de 1809, Napoléon n'avait pu apporter au rétablissement de nos forces navales cette activité, cette direction de chaque instant qu'il appliquait à l'organisation de son armée de terre; mais il avait sur la marine, comme sur toutes choses, des idées d'ensemble, des vues générales qu'il savait formuler à propos, indiquer à larges traits à ses ministres, et qui suffisaient pour que ceux-ci

imprimassent le mouvement et le progrès aux diverses branches de leur service. Par malheur pour notre marine, ce département se trouvait confié depuis le consulat à un homme d'une capacité et d'une portée d'esprit tout opposées aux qualités qui eussent été fécondées par les idées de Napoléon. Decrès, qui commandait l'escadre légère d'observation de l'expédition d'Égypte, et qui fut appelé au ministère de la marine en l'an X, avait l'esprit de détails et la manie des petites choses, dans lesquelles il excellait d'ailleurs. Aussi, aucun des projets que Napoléon jetait à la hâte sur cette terre ingrate n'arriva à bonne fin.

Un apologiste anonyme de Decrès a dit de lui (*) : « Mi-
» nistre d'un prince qui eût aimé la marine, Decrès aurait
» pu faire de grandes choses; mais il ne rencontra point ce
» prince dans Napoléon, qui ne s'occupait de la marine qu'a-
» vec une sorte de répugnance, lors même qu'il sentait le
» mieux que sans elle il ne pourrait jamais rien tenter con-
» tre l'Angleterre. Dans l'impossibilité où il croyait être de
» faire jamais de la marine française un grand moyen de
» guerre contre l'Angleterre, il voulait au moins en faire un
» épouvantail. Les quatre-vingt-treize vaisseaux de ligne et les
» soixante frégates construites pendant les treize années de l'ad-
» ministration du duc Decrès, n'ont guère été que cela. »

Un tel reproche nous paraît injuste; dans tous les cas, l'appréciation qui le suit, de l'importance des constructions exécutées sous l'empire, est complétement fausse et ne signifie absolument rien. Ce qui serait vrai d'une armée de terre, organisée, entretenue à grands frais et inactive, ne servant que d'épouvantail derrière les frontières pendant une longue période, ne peut s'appliquer à une flotte. Cent vaisseaux de ligne et soixante frégates, pour demeurer oisifs dans les ports,

(*) Notes de *la Biographie des ministres français*, édition de Bruxelles, 1826.

n'en sont pas moins, à un jour donné, une force imposante; à cette force rien ne saurait suppléer, ni le patriotisme, ni le courage, ni l'immense élan d'un peuple, si elle n'était là toute prête, depuis longtemps, à prendre la mer avec ses approvisionnements et ses équipages. Et l'Angleterre le comprenait si bien, l'*épouvantail* de Napoléon était pour elle un sujet de crainte si réelle, que le sacrifice des plus belles escadres qu'eût jamais possédées la France, fut un des premiers qu'elle demanda à la complaisance des Bourbons réintégrés par elle.

Les chantiers maritimes avaient reçu une grande impulsion, à partir du consulat. On construisait à Amsterdam, à Rotterdam, à Niew-Dypp, à Cherbourg, à Lorient, à Rochefort, à Toulon, à Gênes et à Venise. Le rapport du ministre de l'intérieur faisait espérer que dans peu d'années on aurait cent cinquante vaisseaux, dont douze à trois ponts, et un plus grand nombre de frégates. En attendant, au mois de février 1813, sur cent vaisseaux, soixante-cinq étaient armés, équipés, approvisionnés pour six mois, constamment en partance, appareillant tous les jours, et dans une situation telle, qu'au moment où on levait l'ancre, personne ne pouvait savoir s'il s'agissait d'un exercice ou d'une lointaine expédition. Ce n'était pas tout que d'avoir des bâtiments, il fallait des marins, et l'inscription maritime était insuffisante; la marine marchande, ruinée par le blocus, offrait peu de ressources. On appliqua le système de la conscription au recrutement de l'armée navale. Une partie des départements du littoral fut exemptée de la conscription pour l'armée de terre, et les contingents furent appelés à une conscription maritime. Quatre-vingt mille mousses et matelots furent instruits sur des flottilles qui naviguaient sur le Zuydersée, l'Escaut, les rades de Boulogne, de Brest et de Toulon. La permanence des armements des escadres, qui faisaient avec continuité des démonstrations contre les vaisseaux anglais, acheva de former les équipages.

Dans un de ces courts moments de loisir que lui laissent les affaires continentales, Napoléon songe, en jetant un coup d'œil sur l'état de ces forces imposantes, à la conquête d'Alger ou de Tunis, à un établissement sur les côtes du nord de l'Afrique « qui donnerait à penser à l'Angleterre. » Il fait de cette idée une note qu'il envoie à Decrès. 1809 arrive, et la cinquième coalition fait oublier l'expédition d'Alger.

Enfin, *l'administration intérieure* présentait, entr'autres bons résultats, une grande activité et une surveillance rigoureuse dans l'administration des départements, dans celle des communes et des établissements de bienfaisance. Les caisses municipales étaient dans un ordre parfait de comptabilité, et huit cent cinquante villes avaient chacune un revenu s'élevant à plus de 10,000 fr.

La présentation de l'Exposé de la situation de l'empire satisfit singulièrement le corps législatif, qui n'était pas gâté en fait de communications de cette importance. Elle le disposa en faveur des propositions diverses qui allaient lui être soumises, concernant le budget de 1813 et le règlement du budget de 1812. Mais ce n'était pas, d'une manière précise, l'assentiment de cette assemblée que Napoléon avait voulu obtenir par le long rapport de M. de Montalivet; il savait qu'elle ne lui avait jamais et ne pouvait rien lui refuser. Quelque chose de la satisfaction du corps législatif devait passer dans l'esprit public, dans le pays, et c'était là un résultat à ne pas dédaigner, à la veille de la campagne de 1813. Cette politique réussit assez bien; le sentiment national et la haine de l'étranger aidant, on vit arriver de tous les points de la France dcs députations qui présentaient à Napoléon les assurances du dévouement du pays. Les dons patriotiques pour les besoins de la guerre affluèrent. Les corporations d'états fournirent, au moyen de souscriptions, des équipages et des chevaux. On eût dit l'élan de 1792 régularisé, avec la gloire militaire pour mobile. L'entraînement d'un peuple libre manquait seul.

Les deux budgets de 1812 et de 1813 furent votés par le corps législatif, qui régla en même temps celui de 1811 et pourvut au déficit qu'il avait présenté. La vente des biens communaux pour une somme de 370 millions fut ordonnée, et l'on couvrit les communes en rentes 5 pour 100. Sur ces 370 millions, 232,500,000 fr. servirent à solder les comptes des trois dernières années. Le reste fut destiné à amortir les reliquats imprévus des exercices antérieurs et à former un fonds de réserve. La session du corps législatif fut close le 23 mars par le discours suivant de l'empereur, en réponse à une adresse que les députés allèrent « déposer à ses pieds. »

« Monsieur le Président et Messieurs les Députés,

» Le corps législatif m'a donné pendant cette courte mais importante session, des preuves de sa fidélité et de son amour. J'y suis sensible.

» Les Français ont justifié entièrement l'opinion que j'ai toujours eue d'eux.

» Appelé par la Providence et la volonté de la nation à reconstituer cet empire, ma marche a été graduelle, uniforme, analogue à l'esprit des événements et à l'intérêt de mes peuples. Dans peu d'années ce grand œuvre sera terminé et tout ce qui existe parfaitement consolidé.

» Tous mes desseins, toutes mes entreprises n'ont qu'un but, la prospérité de l'empire, que je veux soustraire à jamais aux lois de l'Angleterre.

» L'histoire, qui juge les nations comme elle juge les hommes, remarquera avec quel calme, quelle simplicité et quelle promptitude de grandes pertes ont été réparées; on peut juger de quels efforts les Français seraient capables s'il était question de défendre leur territoire ou l'indépendance de ma couronne.

» Nos ennemis ont offert au roi de Danemark, en compen-

sation de la Norwége, nos départements de l'Elbe et du Weser. Par suite de ce projet ils ont ourdi des trames dans ces contrées. Le Danemark a repoussé ces propositions insidieuses, dont le résultat était de le priver de ses provinces, pour lui léguer en échange une guerre éternelle avec nous.

» J'irai bientôt me mettre à la tête de mes troupes, et confondre les promesses fallacieuses de nos ennemis. Dans aucune négociation l'intégrité de l'empire n'est ni ne sera mise en question.

» Aussitôt que les soins de la guerre nous laisseront un moment de loisir, nous vous rappellerons, ainsi que les notables de notre empire, pour assister au couronnement de l'impératrice, notre bien-aimée épouse, et du prince héréditaire de Rome, notre très-cher fils.

» La pensée de cette grande solennité, à la fois religieuse et politique, émeut mon cœur. J'en presserai l'époque pour satisfaire aux désirs de la France. »

En attendant que les *notables* de l'empire, réunis aux membres du corps législatif, soient témoins du double couronnement de l'impératrice et du roi de Rome, Napoléon confie à Marie-Louise une haute mission qui doit consolider son gouvernement, et, en son absence, rattacher à la dynastie, par un lien solide, tous les pouvoirs de l'État. Le 2 février, le sénat avait rendu un décret qui réglait tous les détails de la régence. Huit jours après la clôture de la session du corps législatif, l'empereur conférait, pour toute la durée de la guerre, la régence à Marie-Louise. Mais les besoins de la politique intérieure ne dictèrent pas seuls cet acte important. Avant de l'accomplir, Napoléon regarda au-delà des frontières, et il vit une grande puissance, son alliée à un double titre, l'Autriche oscillant, indécise, entre lui et ses ennemis. On savait que dans les premiers jours du mois de janvier, une entrevue avait eu lieu entre le prince de Schwartzenberg et un

des conseillers d'État de l'empereur Alexandre, M. d'Ansttedt. A la suite de cette conférence, dont les termes étaient encore secrets, un armistice avait été conclu, et les troupes autrichiennes cessèrent de relier leurs mouvements à ceux de l'armée française. Puis, le cabinet de Vienne prenant une attitude toute nouvelle, M. de Metternich avait offert une médiation entre les parties belligérantes, qu'il dissimulait sous le nom d'intervention armée, mais qui n'en était pas moins un commencement de défection, au point de vue du traité de 1812. Enfin, on était sûr à Paris que M. de Metternich intriguait avec l'Angleterre. Des lettres avaient été récemment interceptées, qui prouvaient le double jeu du ministre autrichien. En conférant la régence à la fille de François II, Napoléon espérait entraîner définitivement ce prince, et le lier pour toujours à sa cause.

Aux termes des lettres patentes qui nommèrent Marie-Louise régente de l'empire, elle fut autorisée à présider, au nom de l'empereur, le conseil d'État, le conseil des ministres et le conseil privé, notamment pour l'examen des recours en grâce, sur lesquels elle pouvait prononcer. Toutefois, il était interdit à la régente de sanctionner par sa signature la présentation d'aucun sénatus-consulte, ou de proclamer aucune loi de l'État. Ces lettres patentes investissaient d'ailleurs l'impératrice du droit d'assister, pendant toute la durée du règne, aux conseils du cabinet « pour l'examen des affaires les plus importantes » de l'Etat. »

Toutes ces hautes questions de gouvernement ayant été réglées : concordat avec le Saint-Père, budgets, produit de la vente des biens communaux appliqué aux nécessités de la situation, bilan de la fortune publique présenté au corps législatif, et loi de régence, on s'occupa avec la plus grande activité de la campagne prochaine.

Et d'abord, comme pour rehausser l'éclat de cette grande

Gaildrau del. Leguay sc.

NEY.

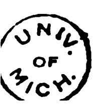


car ce que les seuls élémens avaient vaincu, pour lui élever un temple vivant de ses victoires sur les Russes, comme pour consoler la France des pertes immenses qu'elle venait d'éprouver sous ces affreux climats en lui rappelant les palmes glorieuses cueillies au milieu de ces désastres : le héros de la bataille livrée sous les murs de Moscow, de la retraite de Krasnoe, ce maréchal qui, le dernier sur la brèche, avait fait le coup de fusil comme un simple grenadier, dans les rues de Kowno, Ney fut nommé, par un décret impérial, prince de la Moskowa. Le sénat romain, voulant réveiller le courage et ranimer le patriotisme de ses légions abattues, mettait en vente le champ où campait Annibal. Napoléon répondait à la mort de tous ses braves, au cri de joie poussé par l'Europe à la nouvelle de ses malheurs, en donnant à l'un de ses compagnons d'armes, comme un titre de gloire, le nom du fleuve qui baigne la capitale de la vieille Russie.

L'armée fut réorganisée comme par enchantement. On eût dit qu'il suffisait de frapper du pied cette terre de France, que la Convention avait entourée de quatorze armées en quelques mois, pour en faire surgir de nouvelles générations de guerriers. La [illegible] de Cadmus renouvelait ses merveilles au XIXe siècle, et plus de six cent mille hommes furent debout en moins de temps qu'il n'en fallait avant 1789 pour ramasser une dizaine de régiments. Ce n'était plus sans doute, répétons-le, l'élan patriotique de la république, lorsqu'à ces seuls mots : *La patrie est en danger!* les populations entières couraient s'enrôler sous les drapeaux surmontés du bonnet phrygien. C'était une force d'impulsion dont la loi impérieuse, la puissance de l'organisation administrative se combinaient avec le sentiment de nationalité et cet amour de la gloire qui est un des traits distinctifs de notre caractère.

Les premiers régiments qu'on fit marcher aux frontières furent créés avec la conscription de cent vingt mille hommes,

Gaildrau del.



armée que les seuls éléments avaient vaincue, pour lui élever un trophée vivant de ses victoires sur les Russes, comme pour consoler la France des pertes immenses qu'elle venait d'éprouver sous un affreux climat, en lui rappelant les palmes glorieuses cueillies au milieu des plus cruels revers : le héros de la bataille livrée sous les murs de Moscow, de la retraite de Krasnoë, ce maréchal qui, le dernier sur la brèche, avait fait le coup de fusil comme un simple grenadier, dans les rues de Kowno, Ney fut nommé, par un décret impérial, prince de la Moscowa. Le sénat romain, voulant réveiller le courage et rallumer le patriotisme de ses légions abattues, mettait en vente le champ où campait Annibal. Napoléon répondait à la conjuration des cours, au cri de joie poussé par l'Europe à la nouvelle de ses malheurs, en donnant à l'un de ses compagnons d'armes, comme un titre de gloire, le nom du fleuve qui baigne la capitale de la vieille Russie.

L'armée est réorganisée comme par enchantement. On eût dit qu'il suffisait de frapper du pied cette terre de France, que la Convention avait entourée de quatorze armées en quelques mois, pour en faire surgir de nouvelles générations de guerriers. La table des os de Cadmus renouvelait ses merveilles au XIXe siècle, et plus de six cent mille hommes furent debout en moins de temps qu'il n'en fallait avant 1789 pour ramasser une dizaine de régiments. Ce n'était plus sans doute, répétons-le, l'élan patriotique de la république, lorsqu'à ces seuls mots : *La patrie est en danger!* les populations entières couraient s'enrôler sous les drapeaux surmontés du bonnet phrygien. C'était une force d'impulsion où la loi impérieuse, la puissance de l'organisation administrative, se combinaient avec le sentiment de la dignité nationale et cet amour de la gloire qui est un des traits distinctifs de notre caractère.

Les premiers régiments qu'on fit marcher aux frontières furent créés avec la conscription de cent vingt mille hommes,

levée l'année précédente sur la classe de 1813, par un décret du 1er septembre. C'étaient de bien jeunes soldats pour être placés en tête d'une armée et pour entamer les opérations de la campagne. Pour obvier à cet inconvénient on leur donna de bons cadres. Cent quarante cadres de bataillons furent rappelés d'Espagne et eurent bientôt prêté à ces conscrits toutes les qualités d'une vieille armée. Les cent cohortes du premier ban de la garde nationale formèrent trente-quatre régiments nouveaux. Sur les classes des années 1809, 1810, 1811 et 1812, on leva encore cent mille hommes, et cent cinquante mille sur la classe de 1814. Avec trente mille hommes qui furent tirés de la gendarmerie, pour fournir des officiers et sous-officiers, et de la marine pour remonter le service de l'artillerie, on créa ainsi une armée active de cinq cent mille hommes. Enfin, un décret impérial du 5 avril appela tous les Français, de vingt à soixante ans, pour former des cohortes de gardes nationales, divisées en grenadiers et en chasseurs, et des cohortes de gardes urbaines, en grenadiers, chasseurs et canonniers.

Quelques corps de cavalerie étaient indispensables à cette armée. Ici les difficultés furent immenses. Les jeunes conscrits fournis par les populations rurales ne pouvaient faire des cavaliers passables sans une instruction au manége, de plusieurs mois. Dans les villes et dans les châteaux, il y avait bien une classe assez nombreuse de jeunes gens appartenant à de riches familles, et qui offraient, pour devenir d'excellents cavaliers de guerre, toutes les qualités requises...... excepté la bonne volonté. Mais la plupart de ces jeunes gens avaient échappé à la conscription par la porte dorée; ils s'étaient rachetés du service militaire, en fournissant un *homme*, que quelques-uns avaient payé jusqu'à quinze et vingt mille francs. L'impôt du sang était acquitté par eux en numéraire, et leur fortune les avait dispensés de patriotisme. Faire un appel

volontaire à ces citoyens, leur exposer les besoins publics, leur prouver que leur service était indispensable à la France, et que, réunis en escadrons sacrés, ils décideraient du sort des batailles : cela n'eût abouti qu'à une déception. Presque tous, la loi à la main, auraient prouvé qu'ils avaient soldé leur dette envers l'État et qu'ils ne lui devaient plus rien. Nous ne faisons point ici leur procès aux individus; mais il est malheureusement vrai que ce n'est point dans les hautes régions de la société, dans les classes où la satisfaction de tous les besoins et de tous les caprices a émoussé la sensibilité et les sentiments généreux, qu'il faut chercher cet élan du cœur qui enfante l'héroïsme en présence du danger public. Celui qui possède peu et dont l'existence pénible est due à un labeur quotidien, vit davantage dans la communauté : car il est forcé de rechercher souvent dans la contemplation des intérêts généraux, des prospérités de la patrie, dans une participation morale à sa gloire, un spectacle qui le console de sa propre misère. Tout au contraire, ceux que la fortune a comblés de ses faveurs ne tardent pas à se faire pour ainsi dire une patrie étroite dans la grande patrie de tous, un cercle de jouissances personnelles qui les isole de la communauté; la grande chaîne électrique qui relie entr'elles les âmes des citoyens est rompue pour eux, et lorsqu'un sentiment collectif ébranle tout le pays, ils n'en éprouvent que des secousses insensibles. Là est le secret de bien des trahisons.

Cependant, il fallait prendre un parti. On passa par dessus la loi pour forcer les barrières de l'égoïsme. Un décret fut rendu, créant une garde d'honneur à cheval, de dix mille hommes, dans laquelle prendraient rang les remplacés eux-mêmes. Les gardes d'honneur composant ces régiments durent s'habiller, s'équiper et se monter à leurs frais. Ceux des membres de la Légion d'honneur et leurs fils qui n'avaient pas les moyens de subvenir à cette dépense, furent équipés et montés aux frais de la lé-

gion. Ce décret, on s'y était attendu, fit jeter les hauts cris à la noblesse et à la bourgeoisie aisée. C'était un illégalité monstrueuse, une flagrante violation de la loi, un attentat contre le pays! Dans quelques départements, le parti royaliste, qui relevait peu à peu la tête, essaya de profiter du mécontentement pour fomenter des troubles. Tant que la loi n'avait été violée qu'à l'égard des pauvres, tant que le gouvernement s'était borné à réviser les listes de conscription et à rappeler au tirage les prolétaires qui y avaient déjà satisfait en 1809, 1810 et en 1811, on avait feint d'ignorer cette illégalité, ou du moins de la considérer comme une nécessité absolue. Et le peuple, tout en jetant sur son indigent foyer un regard de tristesse et d'adieu, avait pris le fusil et s'était élancé vers la frontière, entonnant le chant du Salut de l'empire. Dès que la haute bourgeoisie et la noblesse furent atteintes elles-mêmes par la mesure, elles se sentirent prises tout à coup du plus vif amour pour la légalité et d'une grande compassion pour le peuple. C'est l'éternelle histoire de nos révolutions.

Tandis que d'anciens nobles poussaient à l'insurrection un des régiments de gardes d'honneur qui s'organisaient à Tours, des bandes de réfractaires apparaissaient en Vendée. Le ministère s'inquiéta de certaines démonstrations royalistes qui eurent lieu dans l'Ouest. Quelques centaines de mauvais sujets parcouraient les chemins, dépouillaient les voyageurs et pillaient les habitations isolées, montrant la cocarde blanche et se disant envoyés par le *roi* pour organiser une armée. Ils n'offraient pas cependant un grand danger, et l'énergie d'un colonel de gendarmerie suffit, en moins de trois semaines, pour faire disparaître toutes ces traces de chouannerie. Mais ces faits, si peu importants qu'ils fussent, n'en montraient pas moins l'action occulte d'un parti que rien ne décourageait, et qui semblait guetter le déclin de notre gloire, les jours prochains de nos revers, pour en faire les jours de son propre

triomphe. A Tours, les incitations des royalistes finirent par provoquer une véritable insurrection parmi les jeunes conscrits du régiment de gardes d'honneur. Quelques arrestations eurent lieu, entr'autres celle d'un nommé de Nétumières, qui avait tiré un coup de pistolet à bout portant sur son colonel, M. de Ségur. Une instruction ayant été commencée sur tous ces faits, l'opinion publique en fut d'abord quelque peu émue. Les événements de la guerre, en excitant bientôt l'attention de tous les esprits, firent oublier ces incidents; et, devant l'ennemi d'ailleurs toutes les mauvaises volontés disparurent; un sentiment commun de patriotisme enflamma les jeunes soldats, à quelque classes de la société qu'ils appartinssent: simples conscrits de la campagne, gardes d'honneur, tous rivalisèrent de zèle et de courage.

Les soins immenses que les affaires du Nord réclamaient de Napoléon ne lui faisaient pas perdre de vue celles du Midi. L'Espagne le préoccupait. Depuis quelques mois la fortune de la France s'était relevée dans la Péninsule, après avoir essuyé de grands revers. Cependant il ne considérait pas sans inquiétude ce champ de bataille perpétuel, où les efforts de nos généraux et le sang de nos soldats s'épuisaient continuellement à la poursuite d'une pacification impossible. L'Angleterre était toujours là, alimentant l'insurrection avec ses subsides, l'aidant de ses troupes, et s'élançant à propos du Portugal qu'elle tenait tout entier depuis l'évacuation d'Alméida, pour recommencer une lutte que lui rendait facile le sombre et féroce patriotisme d'une population fanatisée. Pendant que Napoléon, ouvrant à la grande armée les larges frontières de la Russie, se plaçait entre Saint-Pétersbourg et Moscow, menaçant à la fois l'une et l'autre capitale, ses lieutenant éprouvaient un rude échec au-delà des Pyrénées, et son frère Joseph voyait le trône espagnol près de lui échapper. Battu à Salamanque, le roi Joseph avait été forcé de quitter Madrid, l'Andalousie avait été

évacuée, et le maréchal Soult levait à la hâte le siége de Cadix où s'était réfugiée la junte insurrectionnelle. Dans le mois d'octobre, l'armée française reprit l'offensive. Arrêté sous les murs de Burgos, Wellington ne profita point de ses succès. Quittant les montagnes du royaume de Murcie, le roi Joseph avait opéré sa jonction avec l'armée du Midi, commandée par le maréchal Soult, et forcé le passage du Tage le 1er novembre. Wellington repassa à la hâte les frontières du Portugal, craignant d'être coupé; on lui fit dans sa retraite près de cinq mille prisonniers. Le roi rentra dans Madrid. Ainsi, la guerre d'Espagne n'avait pas perdu son caractère étrange de continuelles alternatives, de grandes défaites et de grands succès. Au moment où Napoléon préparait, au sein de sa capitale, la prochaine campagne d'Allemagne, tout semblait fini au-delà des Pyrénées : le général Caffarelli tenait Burgos; le général Reille occupait Valladolid; Madrid était entouré par l'armée du Centre avec le général d'Erlon; Suchet était dans le royaume de Valence; les généraux Decaen et Lamarque gardaient l'Aragon et la Catalogne. Deux cent soixante-dix mille Français veillaient sur le trône du roi Joseph, et comprimaient l'explosion toujours menaçante de la nationalité espagnole.

Cette armée d'Espagne offrait des ressources à Napoléon pour la réorganisation de son armée du Nord; mais après avoir mûrement examiné la situation de la Péninsule, il reconnut que loin de pouvoir la diminuer, il devrait peut-être lui envoyer des renforts. L'Angleterre ne manquerait pas de tenter encore de ce côté une diversion, tandis qu'il marcherait sur l'Elbe. Ce fut alors que, tout en faisant venir d'Espagne les cent quarante cadres de bataillons dont nous avons parlé, il envoya trente mille conscrits au roi Joseph, ce qui porta l'armée à trois cent mille hommes. « La guerre d'Espagne et la guerre du Nord, » dit-il, seront menées de front. » Et il déclara publiquement que l'occupation du Portugal devrait être poursuivie avec la

plus grande activité, dès que le permettraient les circonstances.

Tout était prêt pour commencer avec vigueur les hostilités; Napoléon pouvait aller se mettre à la tête de ses armées, rassuré sur la situation intérieure de l'empire et sur tous les objets étrangers à la guerre. Quel est cependant le but politique qu'il va porter devant la coalition? Modifiera-t-il, avec les circonstances, son système européen, ou se battra-t-il pour rétablir chaque chose en la place qu'elle occupait avant le désastre de Moscow? Parlera-t-il encore en maître qui ne plie point, à ces alliés de la veille, tièdes et hésitant déjà aujourd'hui, demain peut-être ses ennemis? Ou bien, usant du prestige que ses victoires passées lui ont donné, se hâtant de profiter de la crainte qu'on doit avoir à Berlin, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, dans toute l'Allemagne, qu'il ne reprenne vigoureusement l'offensive et repasse l'Elbe et l'Oder à la tête de ses cinq cent mille hommes, essayera-t-il d'un traité de paix qui permette à la France épuisée de se refaire des pertes immenses qu'elle a éprouvées? La solution de cette question avait été l'objet des délibérations de son Conseil privé. Divers avis se produisaient dans ce Conseil, où Napoléon, quand il s'agissait de la grande politique, consultait surtout le prince archi-chancelier Cambacérès, le prince archi-trésorier Lebrun, Talleyrand, prince de Bénévent, Champagny, duc de Cadore, ancien ministre des relations extérieures, Maret, duc de Bassano, qui avait succédé, en 1811, à Champagny, Caulaincourt, duc de Vicence, Clarke, duc de Feltre, ministre de la guerre.

La question avait été définitivement résolue dans une séance à laquelle assistaient, avec tous les ministres, l'archi-chancelier, M. de Talleyrand, le président du sénat et plusieurs grands officiers de la maison impériale. On venait d'apprendre la défection du corps prussien. L'empereur, après avoir exposé lui-même cet événement, et mis sous les yeux de ses conseillers toutes les pièces qui le concernaient, s'était résumé en ces ter-

mes : « Dans cette conjoncture qui complique encore notre mau-
» vaise situation, me conseillez-vous de négocier pour la paix,
» ou de faire de nouveaux efforts pour la guerre? »

Cambacérès, consulté le premier, opina pour la paix. Napoléon, que cette opinion satisfaisait médiocrement, s'adressa au prince de Bénévent qu'il estimait assez peu, qu'il tenait en une certaine défiance, mais dont il était bon cependant de connaître l'avis, ne fût-ce que pour savoir ce qu'il ne pensait pas. Talleyrand se déclara pour une négociation. « Votre Majesté,
» dit-il, a encore entre les mains des effets négociables; si elle
» attend davantage, et qu'elle vienne à les perdre, elle ne pourra
» plus les négocier. » L'empereur, frappé de ces paroles, pressa Talleyrand de s'expliquer sur ce qu'il entendait par ces valeurs négociables, et dans quelles limites il fallait les comprendre. Les valeurs négociables ne manquaient pas, en effet, entre les mains de Napoléon ; il avait l'Espagne, le royaume de Naples, les Etats du pape, le royaume d'Italie, les bords du Rhin, la Belgique et la Hollande, sans compter la confédération du Rhin, le royaume de Saxe et la Pologne, toute l'Europe napoléonienne enfin. Talleyrand voulait-il dire qu'il fallait sacrifier tout cela, de peur de perdre davantage? Et que pouvait perdre de plus la France, que le fruit de ses conquêtes? Les pensées de Talleyrand n'avaient pas l'habitude d'habiter un palais de verre, et quelques efforts que fît l'empereur pour avoir une explication complète, l'oracle du prince de la diplomatie demeura enveloppé de son obscurité. Napoléon, préférant l'avis brutal du soldat à ces finasseries et à ces demi-mots qui sentaient leur chancellerie, se tourna vers le duc de Feltre, ministre de la guerre. La réponse de celui-ci eut du moins le mérite de la netteté : « Je regarderais Votre Majesté comme
» déshonorée, s'empressa-t-il de répondre, si elle consentait
» à l'abandon d'un seul village réuni à l'empire français
» par un sénatus-consulte. »

— Voilà qui est clair, s'écria l'empereur.

Et dès qu'on l'eut vu décidé ainsi à persister dans la politique qui avait amené la campagne de 1812, tout le Conseil s'empressa d'émettre le même avis.

Le 27 mars, M. de Krusemarck, ambassadeur du cabinet de Berlin à Paris, demanda ses passeports en remettant à Napoléon la déclaration de guerre du roi son maître, allié de l'empereur de Russie. Le système adopté sur la simple nouvelle de la défection du général prussien ne pouvait subir de modifications devant l'hostilité même de la Prusse. La dignité de la France était intéressée au strict maintien du *statu quo* européen. La coalition ne comprenait encore, d'ailleurs, que la Russie, la Prusse, la Suède et l'éternelle Angleterre.

Ce fut donc avec la résolution bien arrêtée « de ne pas abandonner un seul village de l'empire » que Napoléon quitta Saint-Cloud le 15 avril 1813, à 4 heures du matin, pour aller prendre le commandement de ses armées d'Allemagne. Le 16, il est à Mayence, où il passe en revue les troupes qui vont entrer en ligne. Quelques princes de la confédération du Rhin lui apportent l'assurance de leur dévouement. Le 25, il se trouve à Erfurth, au centre d'une armée formidable, dont les divisions, accourant de tous les points de l'empire, se réunissent, se groupent et prennent chacune leur place avec un ensemble parfait. C'est sur les bords de la Saale que va se décider le sort de l'Europe. Nos généraux y trouveront des champs de bataille déjà illustrés par leurs armes, sous la république et sous l'empire. A tout prendre, la situation n'est rien moins que désespérée. Cette coalition qui menace de loin encore nos frontières n'est-elle point la même qui campait en 1792 à quelques étapes de Paris, dans les défilés de l'Argonne, et que Dumouriez contraignit à une retraite précipitée? Si la France, depuis quinze ans, a eu ses journées glorieuses et ses victoires éclatantes, n'a-t-elle pas eu aussi ses mauvais jours, ses dé-

faites ? Et puisqu'elle a su se relever des abaissements du Directoire, alors que l'impéritie de son gouvernement l'avait mise à deux doigts de sa perte, lui sera-t-il impossible de se relever d'un échec que la fatalité et la rigueur du climat ont seules produit ?

CHAPITRE XV.

Les débris de la grande armée, après le passage du Niémen. — Défection des Prussiens. — Murat abandonne l'armée, qui se replie sur l'Elbe. — Les cabinets de l'Europe, au commencement de 1813. — La Russie forme une sixième coalition. — Proclamation adressée aux Français par le prétendant Louis XVIII. — Ouverture de la campagne d'Allemagne. — Victoires de Lutzen, de Bautzen et de Wurtchen. — Armistice et congrès de Prague — Trahison du prince de Metternich; l'Autriche entre dans la coalition. — La France de Napoléon.

AVRIL — AOUT 1813.

Avant de suivro Napoléon sur de nouveaux champs de bataille, il nous faut jeter un regard en arrière et reprendre un à un les événcments qui se sont passés sur le théâtre de la guerre. depuis sa rentrée à Paris. Les intrigues de l'Angleterre et les manœuvres de la Russie qui ont déjà détaché la Prusse de notre alliance, et qui travaillent à entraîner l'Autriche, appellent aussi notre attention. Les catastrophes qui vont se précipiter n'auront rien de soudain, rien de spontané; l'œuvre en aura été laborieusement préparée par le cabinet de Saint-Pétersbourg et par les ministres de la Grande-Bretagne.

Les débris de la grande armée, après le passage du Niémen, avaient cherché en vain un point de ralliement et une ligne de défense. D'abord on avait espéré que les Russes ne franchi-

raient pas le fleuve; mais, le 14 décembre 1812, l'ennemi traversa le Niémen et se répandit dans les plaines de Pologne, où les Cosaques massacrèrent et firent prisonniers tous les détachements isolés qui cherchaient à gagner les bords de la Vistule. Murat et le prince Eugène se dirigèrent vers Kœnisgberg. Le duc de Tarente tenait Tilsit avec neuf mille Français et le contingent prussien qui se trouvait à Taurogen, sur la rive droite du Niémen. Ce contingent, placé sous les ordres de Masséna, était commandé par le duc d'York. Reynier, le prince de Schwartzenberg et Poniatowski entrèrent à Varsovie. Le roi de Naples crut un instant à la possibilité de tenir sur la Vistule, en attendant les renforts que Napoléon devait lui envoyer dès son arrivée à Paris. Les chefs de chaque corps reçurent, en conséquence, l'ordre de se cantonner le long du fleuve, à Plock, Thorn, Marienbourg, Marienwerder et Elbing. Le général Rapp prit le commandement de Dantzick. Ce fut alors que le premier signal des trahisons fut donné à nos alliés par le contingent prussien. Le 31 décembre, le prince d'York ayant traité secrètement à Taurogen avec les Russes, passa de leur côté, et le duc de Tarente se replia sur Kœnigsberg, que Murat avait abandonné le 1er janvier 1813, à la nouvelle de la défection de notre allié. Cet événement malheureux n'est pas le seul qui frappe notre armée, déjà éprouvée par de si cruelles catastrophes. Dans le cantonnement de la Vistule, nos soldats ont trouvé une température plus douce et des aliments en abondance. Le bien-être, après tant de privations affreuses, est fatal à un grand nombre, dont les forces délabrées ne peuvent supporter un aussi brusque changement. Les hôpitaux sont encombrés; la mortalité décime les tristes débris de nos divisions, et les généraux Lariboissière et Eblé succombent à ce nouveau fléau. Murat semble avoir perdu la tête, et il se montre complétement au-dessous de la tâche que lui a laissée Napoléon. Sa retraite est une véritable fuite. Le quartier général a été transporté de Kœ-

nigsberg à Posen, où viennent se rallier sept mille hommes du duc de Tarente, six mille hommes de la division Heudelet, et seize cents cavaliers de la division Cavaignac, ayant fait partie du onzième corps commandé par le duc de Castiglione. Le roi de Naples, un instant remis de sa panique, parle cependant de reprendre l'offensive et de courir sur les bords de la Vistule, que les Russes sont à la veille de franchir. Mais, le 16 janvier, il transmet son commandement au prince Eugène, abandonne l'armée et part en poste pour son royaume de Naples. Murat croit l'étoile de Napoléon éclipsée pour toujours; il voit l'empire français disloqué par les résultats inattendus de la campagne de Russie, et il se hâte d'aller se placer à la tête de ses sujets, pour sauver sa royauté au milieu du grand naufrage des dynasties napoléoniennes. L'empereur qualifie en termes sévères la conduite de son beau-frère, et il écrit à sa sœur Caroline, reine de Naples :

« Le roi a quitté l'armée le 16. Votre mari est un fort brave » homme sur le champ de bataille; mais il est plus faible » qu'une femme ou qu'un moine quand il ne voit pas l'en» nemi. Il n'a aucun courage moral. »

Et le 26 janvier, écrivant à Murat, il lui dit :

« Je ne vous parle pas de mon mécontentement de la con» duite que vous avez tenue depuis mon départ de l'armée; » cela provient de la faiblesse de votre caractère. Vous êtes » un bon soldat sur le champ de bataille; mais hors de là » vous n'avez ni vigueur ni caractère. Je suppose que vous » n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort. Si vous » faisiez ce calcul, il serait faux... »

L'ennemi ayant traversé sans obstacle la Vistule, trois de ses divisions s'avancent vers l'Oder, menaçant de couper le prince Eugène et de tourner ses positions de Posen. Le prince Eugène, investi du commandement de l'armée, se maintient dans cette ville du 16 janvier au 11 février; par cette ta-

titude ferme, il donne le temps aux premières divisions venues de France et d'Italie, de se développer derrière l'Elbe, et il retient dans notre alliance plusieurs puissances dont les vœux étaient déjà du côté de l'ennemi. Il est enfin forcé de se replier. Le 7 février, le prince de Schwartzenberg a livré Varsovie aux Russes par une capitulation; le général Reynier, ainsi abandonné, se retire sur Dresde et découvre la gauche du vice-roi. Sur sa droite, Frédéric-Guillaume a réuni un corps nombreux de Prussiens à Stettin, sous prétexte de former un contingent qu'il a promis à Napoléon après la défection du duc d'Yorck, désapprouvée par lui. Ces troupes entrent en pourparler avec le général russe Wittgenstein. Le prince Eugène évacue Posen et entre à Berlin le 22. Mais il lui faut encore sortir de cette capitale; les Prussiens ont ouvert à l'ennemi la ligne de l'Oder, et c'est sur l'Elbe que le vice-roi va attendre Napoléon.

L'Europe se trouve dans une profonde agitation, et les intrigues se croisent en tous sens de Londres à Saint-Pétersbourg, de Saint-Pétersbourg à Londres, à Vienne et à Berlin. La trahison du duc d'Yorck, la capitulation du prince de Schwartzenberg, l'inaction des contingents prussiens réunis sur l'Oder et qui livrent ce fleuve aux divisions russes, ne sont point de ces actes isolés qui s'expliquent d'eux-mêmes au milieu des grands désastres, lorsque la force qui rattachait entre eux des éléments divers par une énergique cohésion, vient tout à coup à se détendre. Ces faits sont les symptômes d'événements plus graves et de ruptures éclatantes. Napoléon a bien compris la situation lorsqu'il a quitté Smorgoni pour entrer en France. Ce n'est plus que sur la France qu'il peut compter. En vain il essaye encore de conserver quelques illusions sur le rôle que l'Autriche peut jouer dans le conflit, sur l'appui de certains États de l'Allemagne qui lui doivent leur agrandissement et même leur existence. Cinq fois, la France a vaincu les rois coalisés, et les rois conspirent une dernière fois son abaissement.

Alexandre Ier forme le noyau de la sixième coalition avec l'appui moral, les subsides de l'Angleterre, et l'alliance qu'il a conclue le 28 août 1812 à Abo avec Bernadotte, prince royal de Suède. Le contingent suédois que Bernadotte a promis à l'empereur de Russie est tout prêt à entrer en ligne. Il s'agit de gagner la Prusse, de détacher l'Autriche et de soulever l'Allemagne tout entière contre la France. Alexandre se met à l'œuvre. C'est par la Prusse qu'il commence, comme la plus facile à diriger dans les projets qu'il médite. Il y avait deux voies à suivre pour enlever le cabinet de Berlin à l'alliance française. La première consistait à réveiller l'amour-propre national de la nation prussienne, à l'aigrir contre l'occupation et l'influence françaises, à provoquer un grand mouvement dans l'opinion publique, par l'intermédiaire d'agents qui agiraient sur les sociétés secrètes, et celles-ci sur le peuple; enfin à renouveler la croisade de 1806, alors que la reine, vêtue en amazone et suivie d'une jeunesse pleine d'enthousiasme, parcourait les rues de Berlin prêchant la guerre nationale contre Napoléon. Par ce moyen, Alexandre était sûr d'entraîner tôt ou tard Fréderic-Guillaume dans son parti, quelque répugnance personnelle qu'eût ce roi à rompre le traité solennel de 1812. Mais cette tactique, pour être sûre, avec le caractère que l'on connaissait à Fréderic-Guillaume, esprit bon, loyal, honnête homme, mais incapable de résister à une contrainte d'où qu'elle vînt, présentait un inconvénient. Fréderic-Guillaume, en cédant à regret et lentement, en prolongeant le *statu quo* par ses irrésolutions, pouvait donner le temps à Napoléon d'arriver à Berlin, de repasser l'Oder, et de porter de nouveau le théâtre de la guerre sur la Vistule et le Niémen. La seconde voie à suivre consistait à s'adresser directement au roi de Prusse, à lui prouver que son intérêt politique était du côté de la Russie et non du côté de la France, à le convaincre des dangers que courait son royaume dans l'alliance

de Napoléon, et à lui faire signer, de son propre mouvement, une déclaration de guerre. Pour arriver plus sûrement à ses fins, Alexandre employa les deux moyens à la fois.

D'abord, il agit sur les généraux. La défection du duc d'Yorck fut due à ces premiers efforts. Frédéric-Guillaume, en apprenant cette défection, veut prouver à Napoléon qu'il n'y a dans ce fait aucune complicité de sa part. Il fait traduire immédiatement son général devant une haute commission, et il rassemble de nouvelles troupes à Stettin, qui se réuniront à l'armée du prince Eugène, afin de remplacer les soldats du duc d'Yorck. Tout porte à croire que le roi de Prusse en cette occasion était de bonne foi. Mais les mêmes intrigues qui ont eu lieu sur le Niémen pour entraîner le premier contingent, se renouvellent sur l'Oder. C'est le général Bulow qui commande les troupes. Bientôt, il entre en pourparler avec le général Witgenstein. Quelques jours après, la population de la ville de New-Stettin fête l'arrivée d'un autre général russe; les dames lui donnent un bal; des démonstrations éclatent, où l'on fait entendre des cris de haine contre la France. Les lignes de l'Oder sont livrées à l'armée d'Alexandre. A Berlin, les personnages connus pour leur antipathie contre Napoléon se donnent un grand mouvement et font circonvenir le roi. L'opinion publique se prononce en leur faveur. Des agents secrets répandent partout le bruit que ce n'est point seulement la nationalité, mais encore la liberté prussienne qui doivent sortir triomphantes d'une guerre contre la France, et que Frédéric-Guillaume, allié de la Russie, donnera une constitution libérale à ses peuples. Dès qu'Alexandre supposa le roi assez ébranlé par toutes ces manœuvres, il lui fit proposer une entrevue. Les Français avaient déjà évacué la Prusse. L'entrevue eut lieu à Glogau. Dans ses conférences avec Frédéric-Guillaume, le Czar se montra très habile, et lui prouva que, quel que fût le parti de l'Autriche dans les circonstances présentes, la vraie politique du

cabinet de Berlin était d'entrer dans la coalition. En admettant que l'Autriche restât fidèle à l'alliance française, la Prusse avait tout à perdre à suivre son exemple; car les prédilections de Napoléon victorieux seraient pour la cour de Vienne, à laquelle le rattachaient les liens du sang; et dans les nouveaux partages qu'il ne manquerait pas de faire, en cas de succès, c'est l'Autriche qui serait favorisée. Maître encore une fois des destinées de l'Europe, Napoléon pourrait-il oublier la conduite du duc d'Yorck à Taurogen, celle de Bulow sur l'Oder et les manifestations du parti national prussien contre la France, à la suite de la retraite du prince Eugène. Tout au contraire, en admettant que la Prusse entrât dans la coalition, que l'Autriche suivît son exemple et que Napoléon fût vaincu, un ordre tout nouveau de choses se levait sur le monde; les bouleversements que la conquête française avait apportés dans la carte de l'Europe étaient réparés; les rois, dans leur fraternelle alliance, rétablissaient un juste équilibre; et la Prusse, démembrée par Napoléon, gagnait plus que l'Autriche à ces restitutions, car elle avait perdu davantage.

Le roi Frédéric-Guillaume hésite encore. Il ne se dissimule pas que son intérêt politique est du côté de la Russie, du moins en ce moment; mais il répugne à son esprit droit de trahir la foi jurée et de violer un traité d'alliance sans prétexte aucun. Il propose un terme moyen : une médiation sera offerte à Napoléon par le cabinet de Berlin; s'il la refuse, la Prusse adhère à la coalition. Le 16 février une note est en conséquence transmise à Paris, ainsi conçue :

« Il est venu au roi l'idée que rien n'avancerait plus le grand » œuvre de la paix qu'une trêve, d'après laquelle les armées » russes et françaises se retireraient à une certaine distance et » établiraient des lignes de démarcation, en laissant un pays » intermédiaire entre elles. L'empereur Napoléon serait-il porté » à entrer dans un arrangement pareil? Consentirait-il à re-

» mettre la garde des forteresses de l'Oder et de la place de » Dantzick (pour celle-ci conjointement avec des troupes saxon- » nes) aux troupes prussiennes, et de retirer son armée au-delà » de l'Elbe, moyennant que l'empereur Alexandre retirera » toutes ses troupes derrière la Vistule? »

Napoléon a rejeté cette offre de médiation. Il se trouvait sur une pente, et son opinion était alors qu'en faisant le moindre pas en arrière, l'impulsion de recul étant donnée, il ne pourrait plus s'arrêter. Il lui fallait vaincre d'abord, traiter ensuite. Telle était la nécessité de sa position. Malheureusement, Napoléon n'avait pas su se soustraire à une telle nécessité, en usant avec modération de ses victoires passées. Et si les destinées de l'Europe lui eussent encore été livrées en 1813, l'histoire, par ses précédents, a le droit de dire qu'il eût bien vite oublié les sages projets que lui inspiraient des jours de revers, et qu'en exagérant de nouveau sa puissance, il se fût retrouvé plus tard devant les mêmes embarras.

Les faibles scrupules de Frédéric-Guillaume étaient levés par le refus de son offre de médiation. Le 1er mars, il signe un traité d'alliance offensive et défensive avec la Russie, et s'engage à fournir quatre-vingt mille hommes à la coalition. La Prusse au besoin fera des levées en masse.

Les ennemis de la France sont infatigables. Ce premier succès obtenu, ils se tournent vers l'Allemagne et s'efforcent de la soulever. C'est toujours au nom de la liberté qu'ils parlent. Le joug de la tyrannie pèse sur les nations; il faut le briser. Les vieux oppresseurs des peuples se font révolutionnaires pour la circonstance. Ils secouent et foulent aux pieds tous les oripeaux de l'aristocratie; ils se proclament démocrates afin de mieux arriver au cœur de leurs sujets. Ils se rappellent que ce fut avec les mots magiques de Liberté et d'Égalité que la France de 1792 repoussa l'Europe absolutiste et souleva les peuples contre la première coalition. Les rôles sont intervertis. En 1813 les Fran-

çais sont les oppresseurs ; les cours absolutistes se sont proclamées libératrices ! Laissez-les faire ; laissez-les abattre ce glorieux drapeau tricolore, symbole de toutes les réformes politiques et sociales ; laissez-les ramasser et souder les tronçons épars de leurs sceptres brisés ; regardez-les ensuite à l'œuvre : ces soi-disant restaurateurs de la liberté n'en seront plus que les bourreaux.

Les proclamations répandues en Allemagne par Blücher, Kutusow, Wittgenstein, produisent sur plusieurs points une certaine fermentation. Le peuple se laisse tromper par des paroles ardentes. Les cours vont se servir de lui comme d'une cognée que l'on rejette après avoir abattu le chêne.

« Allemands, Saxons, frères, disaient les proclamations,
» nous sommes unis par les liens du sang, d'une commune
» oppression..... Marchons ensemble, c'est pour la liberté de
» l'Allemagne..... Toute distinction de rang, de naissance, de
» pays, est bannie de nos rangs..... Nous sommes tous des
» hommes libres..... Nous vous ouvrons nos rangs prussiens;
» vous y trouverez le fils du laboureur placé à côté du fils du
» prince. Toute distinction de rang est effacée par ces grandes
» idées : le roi, la liberté, l'honneur, la patrie..... Entre nous
» il n'y a plus d'autres distinctions que celles du talent..... La
» liberté ou la mort!... Saxons, Allemands, à partir de 1813,
» nos arbres généalogiques ne comptent plus pour rien. »

Des levées en masse suivent ces excitations. Une guerre à outrance est prêchée contre les Français. Tous ceux qui ne pourront pas suivre les drapeaux des armées de la coalition devront former des bandes de partisans, qui se porteront sur les corps isolés, enlèveront les convois, massacreront les traînards. Les villages seront abandonnés et tous les approvisionnements détruits à la première nouvelle de l'arrivée d'un détachement ennemi. On coupera les ponts, on comblera les sources, on détruira les moulins, les bateaux. Dans les villes occupées par

Napoléon, une sorte d'excommunication patriotique est jetée. Les bals, les fêtes cesseront; tous les actes civils seront suspendus jusqu'à la délivrance de la patrie commune!

La politique russe n'a pas été détournée par ses habiles manœuvres diplomatiques du côté de la Prusse et de l'Allemagne, de la poursuite d'un autre résultat qui l'intéresse aussi. Tant que l'Autriche demeurera avec Napoléon, la partie sera égale. La coalition n'a pas l'espoir de vaincre la France; elle veut l'écraser. Vienne est donc le centre d'un réseau d'intrigues. Là, comme en Prusse, l'esprit public est hostile à Napoléon; mais plus qu'à Berlin, le chef de l'État se trouve attaché à la politique française par des liens puissants. Une fille d'Autriche a mis le sang des Hapsbourg sur les degrés du trône impérial. Si le cabinet de Vienne demeure fidèle à la France et que celle-ci sorte victorieuse d'une lutte nouvelle, de grands avantages pourront lui être accordés par Napoléon. Prendre au rebours l'œuvre de Richelieu, et consolider la puissance française par la restauration de la maison d'Autriche, est une idée pratique et réalisable, avec une politique qui a abaissé à la fois les Alpes, les Pyrénées et reculé au-delà du Rhin les limites de nos frontières. Aussi l'Angleterre et la Russie ne reculent devant aucune promesse pour éblouir, séduire et entraîner notre allié dans leur cause. C'est l'Angleterre qui a commencé les manœuvres, dès le mois de décembre 1812. A la première nouvelle de la retraite de Moscow, lord Walpole a fait tenir au prince de Metternich une note où se trouvent les offres les plus brillantes, pour le cas où il abandonnerait la France. Les provinces Illyriennes, la suprématie en Allemagne, l'Italie tout entière, un subside de dix millions de livres sterlings : tels sont les premiers mots de cette ouverture. Metternich écoute ces propositions sans laisser entrevoir ses dispositions personnelles. Mais on procède à Vienne comme à Berlin : un parti nombreux se forme, ouvertement opposé à l'alliance française, et qui menace le prince de

Metternich d'une chute prochaine, s'il ne se jette dans ses bras. Un homme d'État dont le nom est un drapeau, M. de Stadion, est tout prêt à le remplacer. Ces menées donnent à réfléchir à l'ambitieux ministre, et il adopte une politique à double fin, qui doit le maintenir aux affaires, quelle que soit l'issue des événements. L'Autriche se posera en médiatrice entre les parties belligérantes, et derrière les relations, les communications officielles que ce rôle exigera, elle saura cacher ses négociations secrètes avec Londres et Saint-Pétersbourg. Le général Bubna est envoyé à Paris pour complimenter l'empereur Napoléon. « Si les Russes se refusaient à des propositions modérées, dit-il » à l'empereur, nous emploierions contre eux non-seulement » le corps auxiliaire stipulé par les traités, mais encore toutes » les forces de la monarchie. »

A Vienne, M. de Metternich se conduit vis-à-vis de notre ambassadeur avec la plus grande habileté. « Le rétablisse- » ment de la paix, dit-il, est le vœu le plus cher de l'Autri- » che. Dites-nous donc franchement ce que vous voulez faire, » et mettez-nous dans le cas d'agir envers vous comme un » bon allié, et envers les autres comme une puissance indé- » pendante. » L'Autriche déclare, d'ailleurs, par la bouche de son ministre, que pour elle la paix européenne est le seul but qu'elle se propose, et qu'elle n'entend point profiter des difficultés actuelles pour recouvrer ce que les guerres précédentes ont pu lui enlever. Sur la foi de M. Otto, qui regarde Metternich comme un sincère partisan de l'alliance française, les défiances que Napoléon a conçues sur l'attitude du cabinet de Vienne se calment momentanément, et des notes sont envoyées de Paris pour servir de préliminaire à un armistice sans conditions. La Russie était trop engagée avec l'Angleterre pour pouvoir traiter seule; en conséquence, le ministre autrichien demande l'autorisation de s'adresser à la fois à Londres et à Saint-Pétersbourg; il envoie M. de Wessenberg à lord Castle-

reagh et M. de Lebzeltern à Alexandre. Sur ces entrefaites, le plénipotentiaire russe, M. de Stakelbern, a une entrevue secrète avec Metternich, et celui-ci en rend compte à sa manière à M. Otto. S'il faut l'en croire, il a vivement insisté auprès de cet agent diplomatique pour le dissuader de toute idée belliqueuse.

Ceci se passait vers le milieu du mois de janvier. Swartzenberg était encore en Pologne.

Telle était la situation de l'Autriche, lorsqu'à la suite de l'entrevue entre le prince de Schwartzenberg et de M. d'Ansttedt, le général autrichien abandonna la Pologne et se replia sur la Gallicie. De ce moment, la politique de Vienne, toute française par les apparcnces, devint toute russe et anglaise pour le fond. Metternich, gagné à Alexandre par la promesse de reconquérir ce que son pays avait perdu dans ses guerres contre la France, gagné à l'Angleterre par les subsides que l'on faisait briller à ses yeux; craignant que la Prusse, dont il a connu la défection avant qu'elle ait été rendue publique, ne profite seule et à son détriment des avantages de la coalition; menacé de voir son portefeuille passer à M. de Stadion s'il demeure fidèle, même malgré lui, à l'alliance de 1812; Metternich profite de la présence, autorisée par Napoléon, de ses agents auprès de lord Castlereagh et auprès de l'empereur de Russie, pour préparer la plus odieuse trahison que nous offre l'histoire. Cette trahison mérite une qualification d'autant plus flétrissante, que l'Autriche conduira son allié jusqu'au bord de l'abîme, avec toutes les apparences du dévouement, pour l'abandonner ensuite au moment où elle pourrait peser, en sa faveur, du plus grand poids dans la balance diplomatique. La Prusse, du moins, agit avec franchise. Elle a couru au-devant d'un prétexte pour rompre son alliance, et ses armées sont déjà aux ordres de la coalition. Quant à l'Autriche, elle s'empare de toutes les voies ouvertes aux

négociations ; elle se fait confier le dépôt de cette suprême ressource, pour la briser sur notre tête le jour où le champ de bataille ne nous offrira plus que des chances défavorables et une perte trop certaine. Napoléon, en apprenant l'ultimatum de la Prusse, avait dit : « J'aime mieux un ennemi » déclaré qu'un ami toujours prêt à m'abandonner. » Il est probable que la France n'aurait point été envahie en 1814, si l'Autriche avait été cet ennemi déclaré.

Grâce à la situation qu'elle s'est ménagée, l'Autriche poursuit ses armements, met toutes ses troupes sur le pied de guerre, donnant à entendre à M. Otto qu'elle arme au profit de la France, et aux coalisés qu'elle leur prépare des contingents. Une sorte de manifeste est même publié, à propos de ces armements, où le génie de Metternich arrive à l'apogée de cette science diplomatique, qui n'est autre chose que la science du mensonge. En lisant le manifeste, chef-d'œuvre d'ambiguïté, Napoléon se croit définitivement assuré du concours armé de l'Autriche, dans le cas où le rôle officieux dont elle est chargée sera rejeté. Lorsque, quelques jours avant son départ pour l'armée d'Allemagne, le prince de Schwartzenberg arrive à Paris, il lui dit même :

« Je pars, et probablement du 22 au 25 avril j'enverrai à votre lieutenant, le général Frimont, l'ordre de dénoncer l'armistice que vous avez conclu... Je serai de ma personne, dans » les premiers jours de mai, sur la rive droite de l'Elbe, avec » trois cent mille hommes. *L'Autriche pourrait porter à cent* » *cinquante mille votre armée de Cracovie, en même temps qu'elle* » *rassemblerait trente ou quarante mille hommes en Bohême;* et » le jour que j'arriverais sur l'Elbe, nous déboucherions tous » à la fois contre les Russes !... C'est ainsi que nous parviendrons à pacifier l'Europe. »

Pendant que l'Autriche, conduite par l'astucieux génie de Metternich, met tous ses soins à masquer sa trahison par une

apparente sollicitude pour la paix du monde, l'Allemagne a répondu à l'appel des rois, et se lève pour la liberté promise. La Saxe est profondément agitée; les populations fermentent. Le roi, resté fidèle à Napoléon, abandonne ses Etats, plutôt que de demeurer aux mains des ennemis de la France; il se réfugie en Autriche. Dresde a été évacué le 20 mars par le général Reynier, et les habitants, qui ont poursuivi de cris de mort les Français à leur sortie de la ville, accueillent les troupes prussiennes avec des acclamations. Hambourg s'est insurgé. Le général Carra Saint-Cyr s'éloigne de cette ville importante, qui est occupée aussitôt par les Cosaques de Wittgenstein. Le Mecklembourg se sépare, le 23 mars, de la Confédération du Rhin.

Ainsi la sixième coalition est constituée. Ses forces actives régulières se composent de la Russie, de la Prusse, de la Suède; ses forces actives irrégulières, de l'insurrection allemande; ses forces passives, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de l'or anglais et de l'intrigue autrichienne... Nous allions oublier un troisième élément. Le prétendant Louis XVIII, du fond de sa retraite d'Hartwell, a suivi toutes les phases de nos revers. Il compte, dans la Vendée, dans la Bretagne, dans la Guienne, dans la Provence, un grand nombre de partisans; à Paris, ses agents sont actifs. Par l'intermédiaire d'un ancien général républicain, ce prince fera sonder les dispositions des puissances coalisées pour une éventualité qu'on peut prévoir. Dejà il a adressé aux Français une proclamation dans laquelle il les invite à abandonner le monarque ambitieux qui les expose aux plus grands désastres par sa soif insatiable de conquêtes. Mais les Bourbons ne s'en tiennent pas à cet appel au peuple; ils ont préparé leur plan de campagne, dont l'exécution commencera dès que de nouveaux revers, dont ils nourrissent l'espoir, auront frappé sur l'Elbe les aigles impériales et livré le Rhin aux armées étrangères. Le duc de Berry est résolu à tenter une descente dans la Vendée; le duc d'Angoulême se

rendra dans les départements du Midi, le comte d'Artois dans les départements de l'Est. Tout cela n'est encore qu'un de ces rêves comme les princes exilés en font sans cesse dans les loisirs forcés que leur donnent les révolutions; mais le rêve deviendra avant un an, pour la France, la désolante réalité d'une invasion et d'une monarchie imposée par l'étranger.

La campagne va s'ouvrir. Napoléon est à Erfurth. Le vice-roi a concentré ses forces et pris position au confluent de la Saale et de l'Elbe, son centre sur l'Elbe, sa gauche du côté de Magdebourg, sa droite sur la basse Saale. Un instant il a pu craindre d'être enveloppé, l'ennemi ayant passé simultanément l'Elbe sur sa droite et sur sa gauche; mais, au lieu de s'effrayer de ces opérations d'avant-garde, le vice-roi, par une manœuvre hardie, a forcé à la retraite les troupes de Wittgenstein, qui s'avançaient par Magdebourg, tandis que celles de Kutusow opéraient par Dresde. Il a traversé l'Elbe en sens contraire, fait une démonstration sur Berlin, et cela a suffi pour que l'ennemi se repliât sur ses lignes.

Les forces dont Napoléon peut immédiatement disposer pour opérer le mouvement qu'il médite sur Leipsick, comprennent environ cent vingt mille hommes, savoir : quarante mille de l'armée du prince Eugène sur la Saale, composée du 2e, du 5e et du 11e corps, et quatre-vingt mille hommes que l'empereur a réunis à Erfurth, qui forment le 3e, le 4e, le 6e, le 12e corps et la garde. Les forces disponibles de l'ennemi sur l'Elbe s'élèvent à cent quarante-cinq mille hommes, savoir : l'armée de Kutusow, forte de cinquante mille, et celle de Wittgenstein, de vingt mille Russes; l'armée de Blücher, celle de Bulow et d'Yorck, de soixante-quinze mille Prussiens. De plus, soixante-quinze mille Russes sont en marche sur la Vistule, et vingt-cinq mille sur l'Oder; en tout, deux cent quarante mille hommes, sans compter vingt-cinq mille Prussiens et trente mille Suédois que les Anglais ont promis de prendre à leur solde dans le nord de

l'Allemagne, par un traité signé à Stockholm, le 3 mars dernier, entre l'Angleterre et la Suède. Mais des deux côtés les forces seront doublées et triplées à mesure que la campagne avancera. Napoléon pourra faire entrer en ligne jusqu'à quatorze corps, sans compter la jeune et la vieille garde, et la cavalerie.

Ces quatorze corps, qui forment la grande armée, sont ainsi commandés :

Le premier corps, organisé à Wessel, par le général Vandamme ; le second, organisé à Wagram et sur la Saale, par le maréchal duc de Bellune ; le troisième, organisé à Francfort, par le prince de la Moscowa ; le quatrième, organisé en Italie, par le général Bertrand ; le cinquième, organisé à Magdebourg, par le général Lauriston ; le sixième, organisé à Hanau, par le maréchal Marmont ; le septième, organisé à Torgau, par le général Reynier ; le huitième, organisé en Lusace, par le maréchal Poniatowski ; le neuvième, par le maréchal Augereau ; le dixième, formant la garnison de Dantzick, commandé par le général Rapp ; le onzième, organisé sur l'Oder, commandé par le duc de Tarente ; le douzième, organisé en Italie, par le maréchal Oudinot ; le treizième, organisé à Hambourg, par le maréchal Davoust ; le quatorzième, organisé à Dresde, par le maréchal Saint-Cyr ; la vieille garde commandée par le duc de Dalmatie, et la jeune garde par le duc de Trévise ; enfin, la cavalerie de la garde, composée de grenadiers à cheval, de dragons, de chasseurs et de lanciers, commandée par le maréchal, duc d'Istrie, remplacé plus tard par le général Nansouty.

L'armée de quatre-vingt mille hommes réunie par Napoléon à Erfurth a commencé son mouvement ; elle manœuvre de manière à opérer sa jonction sur la Saale avec celle du vice-roi ; les deux armées pivotant alors, leur gauche appuyée sur l'Elbe, du côté de Magdebourg, marcheront sur Dresde,

et repassant l'Elbe, elles iront porter le théâtre de la guerre sur le territoire même de la Prusse, frappant la coalition sous les murs de Berlin, tandis que l'Autriche opérera une puissante diversion du côté de la Bohême. Tel est plan de de Napoléon.

Le fleuve sur lequel vont se dérouler les épisodes de cette campagne, coule dans une direction à peu près parallèle au cours du Rhin et aux cours de l'Oder, de la Vistule et du Niémen, que les débris de la grande armée, conduits par Murat et par le prince Eugène, ont successivement traversés pour venir attendre au centre de l'Allemagne les puissants renforts de Napoléon. L'Elbe a son embouchure dans la mer du Nord. Après avoir baigné la ville libre d'Hambourg, elle remonte, par le sud-est, jusqu'à Havelberg. Formant alors un angle, l'Elbe décrit son cours par le sud jusqu'à Barln, un peu au-dessous de Magdebourg, où, changeant de direction, le fleuve incline de nouveau vers le sud-est, en passant par Dussau, Wittemburg, Torgau, Meissen et Dresde, pour aller plonger ensuite dans la Bohême. L'Elbe reçoit le tribut de plusieurs rivières, et parmi celles qui l'alimentent par sa rive gauche, la Saale est une des plus importantes. Le confluent de cette rivière est à Barln, sa source aux environs de Munchberg, sur les frontières du royaume de Bavière. De Munchberg à Barln, la Saale baigne Hoff, Saalfeld, Rudolstadt, Naumburg, Weissenfeld, Merseburg, Halle et Bemburg. L'Elbe, la Saale et la grande route de Hale à Dresde forment un vaste triangle qui est le champ de bataille des premières opérations de la guerre de 1813. Dans ce triangle, au confluent de la Partha, de la Pleiss et de l'Elster qui se jette dans la Saale, est située la ville de Leipsick ; enfin, en arrière de Leipsick, coule la rivière de la Mulde, qui se réunit à l'Elbe sous les murs de Dusseau.

Nous avons dit précédemment que l'armée française s'étendait parallèlement à la Saale, de Magdebourg à Saalfeld. La

début de la campagne consistant à border l'Elbe de Magdebourg à Dresde, on comprend maintenant la marche et le mouvement de pivot que la grande armée avait à faire pour franchir le triangle que nous venons de décrire. L'occupation de Leipsick devait être une des conséquences de cette marche. Napoléon a quitté Erfurth le 28. Il est à Eckartsberg le même jour. Le 29, les premiers engagements ont lieu avec les Prussiens et les Russes, au passage de la Saale, à Naumburg, à Merseburg, et le 30 à Weissenfels. Dans ces combats d'avant-garde, l'avantage reste aux Français, et tous les corps ennemis qui occupent la rive droite de la Saale sont refoulés sur Leipsick. Un combat qui a lieu le 1er mai, à Poserna, dans le défilé débouchant dans les grandes plaines de Lutzen et de Pegau, nous fait éprouver une perte cruelle. Le maréchal Bessière, duc d'Istrie, qui commande la cavalerie de la garde, est emporté par un boulet, et Napoléon prononce sur le corps du vétéran cette courte oraison funèbre : « Il est mort de la mort de Turenne. » Ce combat de Poserna ouvre et déblaie à Napoléon la route de Leipsick. Dans la soirée du 1er mai, il occupe le village de Lutzen, et il opère sa jonction avec l'armée du vice-roi, qui amène sous les murs de Leipsick le cinquième corps commandé par le duc de Tarente, et le onzième commandé par le général Lauriston : précieux auxiliaires pour la bataille inattendue du lendemain.

La position de l'armée française, le 2 mai, dans la plaine de Lutzen et de Pegau, était la suivante : sa gauche s'appuyait sur l'Elster, formée par les deux corps du vice-roi ; le centre, commandé par Ney, était au petit village de Kaïa ; Napoléon, avec la jeune et la vieille garde, tenait Lutzen ; la droite, formée par le corps du duc de Raguse, occupait le défilé de Poserna. En arrière et en marche pour se rallier, le général Bertrand s'avançait avec le quatrième corps. Le général Lauriston avait reçu l'ordre de se porter sur Leipsick ; cette ville parais-

sait devoir être vivement disputée ; mais, à juger des forces de l'ennemi par les troupes qu'il avait déployées dans les précédents combats, on ne croyait pas à une bataille. On entendait une vive canonnade : c'était Lauriston qui forçait le passage de l'Elster et de Pleisse, au faubourg de Lindeneau. Impatient d'entrer dans Leipsick, Napoléon avait mis en mouvement, dès le matin, toute son armée, qui défilait en une longue colonne, encombrée d'équipages, de trains d'artillerie, de convois. Les divisions du prince de la Moscowa couvraient cette marche, et ne devaient pas quitter leurs positions avant l'occupation de la ville. Rien donc n'était préparé pour une action décisive ; et c'est tout au plus si l'on supposait que l'armée ennemie arriverait à temps pour se mettre en ligne entre la Mulde et Leipsick, après la prise de cette place. Napoléon, accompagné du vice-roi et du maréchal Ney, traversait le champ de bataille où Gustave-Adolphe trouva la mort, et il venait de passer devant le monument élevé à la mémoire de ce prince, lorsque tout à coup d'immenses détonations et des clameurs confuses se font entendre du côté de Kaïa. C'est toute une armée qui débouche de Pegau, et qui se précipite avec un entraînement irrésistible sur notre droite, qu'elle prend ainsi par le flanc. La plaine est noire de ses bataillons ; sa cavalerie est nombreuse, son artillerie formidable. Au premier choc, elle a culbuté nos régiments, tout composés de jeunes conscrits. L'empereur ordonne à Ney de se porter au galop au milieu de ses divisions, afin de les rallier. Quant à lui, entouré de ses officiers d'ordonnance, il improvise en quelques minutes son plan de bataille, arrête la marche de ses colonnes, les place en face de l'ennemi par un demi-tour à droite. Le duc de Tarente, qui s'était dirigé dès le matin vers Leipsick pour renforcer Lauriston, revient sur ses pas et formera notre gauche ; le duc de Raguse, dont on presse l'arrivée par un message, se placera à notre droite. Le général Bertrand, encore éloigné,

n'entrera en ligne que fort tard ; mais ce sera comme une réserve qui, en débouchant par les derrières de l'ennemi, peut décider du sort de la bataille si elle arrive au moment opportun.

Voici maintenant par quelles circonstances l'armée combinée se trouvait ainsi en mesure de nous offrir la bataille dans les plaines de Lutzen, lorsque tout donnait à croire qu'on la rencontrerait seulement en arrière de Leipsick, et avec des forces insuffisantes. Le vieux Kutusow venait de succomber aux fatigues de la campagne précédente ; on l'avait remplacé par le général Wittgenstein, et celui-ci, à la nouvelle que Napoléon concentrait une armée à Erfurth, avait fait agréer un plan tout nouveau d'opération à l'empereur de Russie et au roi de Prusse. Il ne s'agissait plus maintenant de déborder et de couper, par Dresde et par Magdebourg à la fois, les divisions du prince Eugène. La grande armée de Napoléon demandait d'autres moyens d'attaque et une action décisive par masses imposantes. En conséquence, divers corps s'étaient groupés peu à peu sous Dresde et sous Leipsick : l'armée de Miloradowitch, forte de quinze mille hommes, celle de Wittgenstein de quinze mille, de Wintzingerode de quinze mille, de Tormasow de trente mille ; les armées prussiennes de Blücher et d'Yorck, fortes de quarante-cinq mille hommes ; en tout cent vingt mille combattants. Le plan de Wittgenstein consistait à mettre en mouvement ces masses considérables, à les réunir entre l'Elbe et la Saale, à prévenir la marche de Napoléon, à se porter vivement à sa rencontre par la route de Dresde à Iéna, et à prendre, dans cette plaine célèbre, une éclatante revanche de la défaite de 1806. L'amour-propre du roi de Prusse et de l'empereur de Russie était singulièrement flatté d'un tel plan. Le 26 avril, ils étaient sortis de la capitale de la Saxe pour suivre l'armée et assister de leur personne à l'action d'éclat qu'ils méditaient. Les divisions russes de Leipsick avaient quitté en partie cette ville, afin d'opérer leur jonction avec celles venues de Dresde.

Mais pour que cette grande manœuvre réussît, il fallait que Napoléon, oubliant toutes les leçons du passé et sa science militaire, abdiquant son génie, apportât autant de lenteur dans ses propres mouvements qu'il apportait dans les campagnes précédentes d'audace et de promptitude. Il arriva que pendant que les coalisés marchaient sur Iéna par la route de Dresde à Altembourg, les Français s'avançaient sur Dresde par la route de Leipsick. Lorsque l'ennemi connut la position de Napoléon, il s'arrêta immédiatement. Trois lieues à peine le séparaient des Français, dont les colonnes s'étendaient parallèlement aux siennes, mais se dirigeant dans un sens contraire. Wittgenstein, forcé de renoncer à une seconde bataille d'Iéna, croit alors trouver dans les plaines de Lutzen une réunion de circonstances précieuses pour le succès de ses armes. Il entend le canon du côté de Leipsick. Il suppose que la moitié des troupes de Napoléon est sous les murs de la ville; l'autre moitié, en marche, ne se doute point du voisinage de l'ennemi et ne manquera pas d'être culbutée par une brusque attaque. Les Français ont à peine en ce moment quelques escadrons, et Wittgenstein dispose d'une cavalerie très-nombreuse. Le général russe, qui, dans la nuit du 1er au 2 mai, avait concentré ses troupes entre Zwencka et Pegau, lance dès le matin son infanterie sur Lutzen, et vingt-cinq mille cavaliers sur Weissenfels, afin de couper aux Français toute retraite par la Saale. C'est alors que Napoléon, surpris par l'attaque, ordonna au maréchal Ney de rallier ses divions et de soutenir le premier choc de l'ennemi, pendant qu'il disposerait toute l'armée et préparait la bataille.

Il fallait près de trois heures à l'armée française pour occuper les lignes que Napoléon avait indiquées. Pendant ce temps, les régiments de Ney devaient porter tout le poids des colonnes ennemies. Mais celles-ci, toujours persuadées que le gros de notre armée est sous les murs de Leipsick, s'allongent vers notre

droite, dans l'intention de nous intercepter le chemin de Weissenfels; et ce mouvement, au lieu de nous être nuisible, rapproche l'instant où les troupes du duc de Raguse pourront prendre part à l'action. Les conséquences de la journée auraient été toutes différentes, si les forces russo-prussiennes s'étaient concentrées immédiatement sur un seul point. Ce fut le général Compans, commandant l'avant-garde du duc de Raguse, qui arrêta la marche de l'ennemi sur notre droite.

La bataille s'étendait sur une ligne de deux lieues et demie. Au centre, le prince de la Moscowa et ses deux généraux Souham et Girard doublent leurs forces numériques par la multiplicité de leurs attaques, et se maintiennent sans perdre un pouce de terrain, jusqu'au moment où les dispositions d'ensemble sont terminées.

Le village de Kaïa est pris et repris plusieurs fois. Il est au pouvoir des Russes, lorsque l'empereur, embrassant d'un regard le vaste champ de bataille, juge l'instant opportun pour jouer son va-tout. A notre extrême droite, on aperçoit les premières colonnes du général Bertrand. Sur notre gauche, les divisions du vice-roi, accourues de Leipsick, signalent leur arrivée par un feu bien nourri sur le flanc de l'ennemi, qui replie alors ses ailes pour tenter un effort suprême sur le centre; mais il est trop tard. Au commencement de la journée, cette manœuvre leur eût donné peut-être la victoire; vers la fin, elle hâte leur défaite. Seize bataillons de la jeune garde s'élancent tête baissée sur le village de Kaïa. Les Français manquent de cavalerie pour seconder cette charge à fond; l'artillerie y suppléera. Quatre-vingts bouches à feu, conduites par les généraux Drouot, Devaux et Dulauloy, partent au galop et vont foudroyer à bout portant les rangs épais des Russes et des Prussiens. La vieille garde, placée en échelons, occupe successivement le terrain que l'on gagne. Une division du duc de Raguse, par un mouvement sur sa gauche, coopère au suc-

cès du centre ; et le général Bertrand, qui ne cesse de pousser ses carrés en avant, quoiqu'assailli par une nuée de cavaliers, est près d'intercepter à l'ennemi la retraite sur Dresde. C'était le dénouement de la bataille, la dernière des grandes manœuvres improvisées par Napoléon et mathématiquement exécutées. Les coalisés se retirent dans le plus grand désordre, effrayés à l'aspect de deux vastes ailes déployées en croissant qui peuvent les envelopper d'un moment à l'autre. Le champ de bataille nous appartient, et nous occupons le village de Groschen, où se trouvait quelques heures auparavant le quartier général du roi de Prusse et de l'empereur de Russie. Les deux monarques ont assisté à la défaite de leurs armées ; ils courent à Dresde rallier leurs divisions et se préparer à la défense de l'Elbe. Les rôles ont changé, et c'est la coalition qui jette maintenant autour d'elle un regard d'inquiétude.

Ce n'est pas que les résultats matériels de la journée dite de Lutzen fussent considérables. Napoléon, privé de cavalerie, ne pouvait poursuivre l'ennemi ; il avait dû se borner, après la retraite des coalisés, à occuper le terrain. Deux mille prisonniers à peine étaient tombés en son pouvoir. Cependant cette journée, sans parler de l'influence morale qu'elle allait probablement exercer sur tous les États de la confédération du Rhin et sur la politique ténébreuse de la cour de Vienne, prouvait à Napoléon qu'il pouvait improviser ses soldats aussi bien qu'il improvisait ses plans de bataille. En voyant défiler à Erfurth des jeunes recrues de vingt ans à peine, qui trois mois auparavant ne connaissaient même pas l'usage d'un fusil, il n'avait pu se garder d'un vague sentiment de crainte. Aujourd'hui, les conscrits avaient reçu le baptême du feu et de la victoire, et ils valaient toutes les vieilles troupes du duc d'Yorck, tous les vétérans de Blücher, et ces Cosaques du Don et de l'Ukraine, endurcis aux combats par la vie nomade du barbare.

Sur le champ de bataille de Lutzen, l'ennemi avait déployé cent

cinquante mille hommes, dont le tiers au moins en cavalerie; les Français, quatre-vingt-cinq mille seulement. L'empereur avait dit au commencement de l'action : « C'est une bataille » d'Egypte; une bonne infanterie doit savoir se suffire. » Le 3 mai, il adressa à son armée une proclamation, dans laquelle il exagérait évidemment la journée, en la mettant au-dessus de celles d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland. C'était sa propre fortune qui, en baissant, élevait ainsi d'une manière factice les résultats des avantages obtenus. Voici cette proclamation :

« Soldats,

» Je suis content de vous ! Vous avez rempli mon attente. Vous avez suppléé à tout par votre bonne volonté et votre bravoure. Vous avez, dans la célèbre journée du 2 mai, défait et mis en déroute l'armée russe et prussienne commandée par l'empereur Alexandre et le roi de Prusse; vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire de mes aigles; vous avez montré tout ce dont est capable le sang français. La bataille de Lutzen sera mise au-dessus des batailles d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland et de la Moscowa! Dans la campagne passée, l'ennemi n'a trouvé de refuge contre nos armes qu'en suivant la méthode féroce des barbares ses ancêtres. Des armées de Tartares ont incendié ses campagnes, ses villes, la sainte Moscow elle-même! Aujourd'hui ils arrivaient dans nos contrées précédés de tout ce que l'Allemagne, la France et l'Italie ont de mauvais sujets et de déserteurs, pour y prêcher la révolte, l'anarchie, la guerre civile, le meurtre. Ils se sont faits les apôtres de tous les crimes : c'est un incendie moral qu'ils voulaient allumer entre la Vistule et le Rhin, pour, selon l'usage des gouvernements despotiques, mettre le désert entre nous et eux. Les insensés! ils connaissaient peu l'attachement à leurs souverains, la sagesse, l'esprit d'ordre, le bon sens des Allemands; ils connaissaient peu la puissance et la bravoure des Français!

» Dans une seule journée vous avez déjoué tous ces complots parricides! Nous rejetterons ces Tartares dans leurs affreux climats qu'ils ne doivent pas franchir. Qu'ils restent dans leur désert glacé, séjour d'esclavage, de barbarie, de corruption, où l'homme est ravalé à l'égal de la brute! Vous avez bien mérité de l'Europe civilisée. Soldats! l'Italie, la France, l'Allemagne vous rendent des actions de grâce.

» De notre camp impérial de Lutzen, le 3 mai 1813. »

Leipsick était en notre pouvoir. Napoléon divise son armée en deux parties; la première, formée par les divisions de Ney renforcées de quelques troupes, fait une demi-conversion par la gauche et se dirige sur l'Elbe par la route de Lutzen à Wittemberg. C'est une menace pour Berlin. Davoust, qui a reçu l'ordre de marcher sur Hambourg, doit également inquiéter l'ennemi de ce côté. Napoléon, avec le reste de l'armée, prend la route de Leipsick à Dresde. La jeune et la vieille garde, le maréchal Macdonald et le maréchal Marmont sont au centre. L'aile droite est commandée par le duc de Reggio et le général Bertrand; la gauche, par le général Lauriston. Le vice-roi dirige l'avant-garde. L'armée française passe l'Elster le 3 mai, poussant devant elle les colonnes d'arrière-garde de l'ennemi. Le 5, le prince Eugène arrive sur les bords de la Mulde, où il rencontre le corps de Miloradowitz, fort de quinze mille hommes et qui n'a pas pris part à la bataille de Lutzen.

Miloradowitz protége la retraite de l'armée prussienne, qui gagne les ponts de Meissen et repasse l'Elbe honteusement. Mais le général russe est forcé lui-même de se replier devant le prince Eugène, qui le bat, le 5, à Sessersdoff, le 6 à Ertzdorf, et le 7 à Limbach. Le 8, au matin, notre avant-garde est aux portes de Dresde, que l'empereur Alexandre et le roi de Prusse se hâtent d'évacuer, après avoir fait brûler les ponts qui séparent la vieille ville de la ville neuve. A midi, la vieille

ville est au pouvoir des Français, et Napoléon, reçu aux barrières par la municipalité, adresse aux notables saxons d'amers reproches sur leur conduite pendant les derniers événements. Il ne leur pardonne et n'épargne leur ville qu'en considération de la fidélité de leur roi. « Bénissez votre roi, » leur dit Napoléon, il est votre sauveur. Qu'une députation » d'entre vous aille le prier de vous rendre sa présence! » Cependant les Russes tiennent encore dans la ville neuve, située sur la rive droite de l'Elbe. Un pont est construit au-dessous de Dresde, à Prietznitz. Mais l'impatience des soldats français s'irrite des lenteurs que la crue subite des eaux apporte aux travaux du génie; ils brûlent de franchir, victorieux, ce fleuve dernière étape de la funèbre campagne de Russie. Le pont de Dresde, dont l'arche du milieu a été détruite, leur offre une route périlleuse sous les feux plongeants de l'ennemi. Des échelles sont jetées d'une pile à l'autre. La division Charpentier effectue le passage dans la matinée du 10. Miloradowitz abandonne enfin la ville neuve, et nous sommes maîtres de tout le cours de l'Elbe, de Hambourg aux frontières de la Bohême.

Laissons un instant les événements de la guerre, pour nous occuper de la situation politique des cabinets. Napoléon séjourne à Dresde pendant une semaine, afin d'écouter les propositions d'un armistice et d'un congrès qui lui arrivent par l'intermédiaire de l'Autriche. A son départ de Paris, l'empereur croyait encore à la coopération active de la cour de Vienne. Pourtant, dans les lenteurs et les réserves de Metternich, il entrevoyait toujours les intrigues de la Russie et de l'Angleterre. M. Otto, son ambassadeur, trop confiant dans la parole du rusé ministre autrichien, ne lui paraissant plus en mesure de l'éclairer sur les véritables intentions de son tiède allié, il le remplace par M. de Narbonne, et il a bientôt à se féliciter de ce changement. M. de Narbonne a pénétré les secrets de la

cour de Vienne, et d'un autre côté, le prince de Schwartzenberg, qui est resté à Paris, a prononcé une parole imprudente dont le commentaire est facile. Le duc de Bassano, dans une conférence assez animée avec l'Autrichien, ayant opposé les liens de famille qui unissaient les deux Etats, aux raisons purement politiques d'une rupture, Schwartzenberg s'est oublié jusqu'à dire : « Ah ! le mariage ! le mariage ! la politique l'a fait... » mais... » Il s'arrête là. La phrase inachevée est facile à compléter. De nouvelles révélations arrivent à Napoléon. Des pièces importantes, émanées de la chancellerie russe et adressées au cabinet de Vienne, tombent à Dresde entre nos mains. On sait maintenant que, tout en protestant de son amitié pour la France, l'Autriche a engagé en secret nos alliés, le Danemark, la Saxe, la Wetsphalie et le royaume de Naples même, à ne pas s'armer inutilement au profit de Napoléon, dont la puissance doit être nécessairement réduite. De plus, par une convention signée à Kalitch, le 29 mars dernier, l'Autriche a promis à la Russie et à la Prusse de faire rentrer toute son armée en Gallicie et de renvoyer l'armée polonaise; ce qui a été exécuté.

Il est évident que l'Autriche poursuit un remaniement de la carte d'Europe qui, tout en modifiant d'une manière singulière la force et la prépondérance de l'empire français, lui rendrait à elle tout ce qu'elle a perdu dans les guerres précédentes. L'abaissement de Napoléon, tel est le but de sa politique. Celui de l'Angleterre va au-delà; il ne doit être atteint que par la chute de l'auteur du blocus continental. Quant à la Prusse, à la Russie et à la Suède, ces puissances marchent de concert à l'inconnu, à travers les précipices d'une lutte acharnée, sans savoir précisément où elles s'arrêteront, jusqu'où elles doivent aller.

La journée de Lutzen et l'entrée des Français à Dresde devaient modifier un peu la politique autrichienne. Si les coalisés avaient été détruits sous les murs de Leipsick, nul doute que l'Au-

triche ne se fût aussitôt déclarée pour nous et n'eût fait déboucher ses armées par la Bohême Mais notre manque de cavalerie ayant permis à l'ennemi d'opérer sa retraite et de se rallier derrière l'Elbe, Metternich s'arrête à un terme moyen, qui est dans la mesure même de nos succès. M. de Stadion est envoyé auprès des alliés et M. de Bubna auprès de Napoléon, afin d'amener une suspension des hostilités. M. de Bubna proteste de la bonne foi de l'Autriche. L'empereur François lui a remis une lettre autographe où se trouvent ces paroles remarquables : « Le médiateur est l'ami de Votre Majesté.....
» *Il s'agit d'asseoir sur des bases inébranlables votre dynastie,*
» dont l'existence s'est confondue avec la mienne. »

Un traité existe, que l'Autriche n'a pas exécuté depuis que, se posant en médiatrice, elle feint de servir la France et la trahit par sa diplomatie. Napoléon met en demeure M. de Bubna d'indiquer ceux des articles de ce traité dont l'Autriche, dans sa position nouvelle, entend suspendre ou abandonner l'exécution, et ceux au contraire qu'elle maintiendra. L'agent manque d'instructions sur ce point ; mais ce qu'il ne déguise pas, ce sont les prétentions de son maître. Il demande, dans les arrangements qui pourront survenir, les provinces Illyriennes, une augmentation de territoire du côté de la Pologne, une du côté de la Bavière, et la dissolution de la confédération du Rhin. Napoléon s'indigne de cette avidité qui stipule des avantages positifs en échange de vagues probabilités. M. de Bubna propose alors un congrès à Prague. L'empereur est disposé à l'accepter, et, le 18, M. de Bubna écrit à M. de Stadion :

« .... Malgré le bonheur qui vient d'accompagner ses armes, l'empereur des Français m'a paru disposé à la paix, et désire que les plénipotentiaires que les puissances belligérantes jugeront à propos de nommer se réunissent aussitôt que possible à Prague ou dans tout autre endroit entre les séjours des puissances belligérantes. Dans la conviction que votre excellence

aura trouvé les mêmes dispositions dans LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de Prusse, je m'empresse de vous engager, monsieur le comte, à faire votre possible pour déterminer et accélérer le départ des plénipotentiaires pour le lieu du congrès. Sa Majesté m'a paru partager l'opinion des alliés, et regarde la paix générale comme le moyen de tranquilliser réellement le monde. Elle y verrait donc avec plaisir un plénipotentiaire de l'Angleterre et de l'Amérique. Elle consent à en admettre un des insurgés espagnols, si l'on pensait qu'il fût possible d'amener l'Angleterre à la paix..... Le congrès une fois arrêté, si les puissances belligérantes voulaient conclure un armistice ou une suspension d'armes, l'empereur m'a paru disposé à s'y prêter. »

S'il y avait eu de la franchise dans ces négociations, si l'Autriche avait eu sincèrement à cœur « d'asseoir sur des bases inébranlables la dynastie de Napoléon ; » si elle n'eût pas offert sa médiation sous le coup des craintes dont elle avait été remplie à la nouvelle de la journée de Lutzen, il est probable que ses efforts auraient abouti, non pas à une paix générale, l'Angleterre ne l'eût point encore signée, mais à une paix continentale, dont la durée aurait amené plus tard la pacification du monde. Il faut être juste envers tous. A la duplicité du cabinet de Vienne venait se joindre, comme un obstacle sérieux, l'impatience de Napoléon, son ardeur belliqueuse, qui ne savait se résoudre à traiter avec l'ennemi sur les bases d'un demi-succès. Napoléon voulait la paix; cela est indubitable. Il était temps pour lui, après avoir posé au loin les limites de ses États, de reporter toute son intelligence, tous ses efforts et tout son génie sur l'organisation et sur la consolidation intérieure de la France. Sa puissance personnelle avait été fondée par d'incroyables victoires; mais celle de sa dynastie ne pouvait être assise que par une tout autre série de travaux. La force des armes fait un empereur; la force des

institutions seule peut faire un empire et fonder un gouvernement pour plusieurs générations. Malheureusement, Napoléon l'avouait lui-même, les voies tortueuses et les chemins de traverse de la diplomatie lui étaient peu connus. Depuis la paix de Campo-Formio jusqu'à cette fameuse coalition de 1812, qu'il avait précipitée sur la Moscowa, tous ses traités de paix ressemblaient plutôt à des conquêtes qu'à des établissements basés sur de mutuelles et justes concessions. Il emportait les décisions de la diplomatie, comme sa vieille garde emportait les redoutes, et jamais les plénipotentiaires n'avaient signé autre chose que la consécration intégrale de ses victoires. Aujourd'hui, le moment des concessions est venu; il lui faut traiter entre le succès incomplet de la veille, qui ne l'a relevé qu'à demi, et l'espoir pour le lendemain d'une grande bataille qui remettrait sa fortune au niveau de ses prétentions les plus hautes. Napoléon ne peut arriver à cet héroïsme de continence. A quelques lieues au-delà de l'Elbe, à Bautzen, l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient rallié et massé leurs troupes. S'il les atteignait, s'il les attaquait sur ce nouveau champ de bataille; si, les enveloppant par une de ces belles manœuvres qui lui sont habituelles, il dispersait les derniers débris de leurs armées, et les forçait ainsi à venir implorer eux-mêmes cette paix qu'ils lui marchandaient encore... Napoléon quitte Dresde et marche sur Bautzen.

C'est entre l'Elbe et l'Oder, à quelques lieues des frontières du Brandebourg et de la Bohême, que la guerre est ainsi transportée. Bautzen ou Budissin est une petite ville située sur la Sprée. En arrière, se trouvent plusieurs villages, entr'autres ceux de Hochkirch, Baschwitz, Jeukowitz, Kubchitz et Wurtchen, et une sorte d'amphithéâtre de monticules s'étendant vers la gauche. Les armées d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume ont établi un camp sur ce terrain. Leur ligne, fortifiée par des ouvrages de terre et des fossés, est naturellement couverte par

le cours de la rivière, dont les bords sont profonds. Cette position est formidable, à en croire ce qui se dit à Dresde. Trois cents redoutes la défendent; toutes les hauteurs sont couronnées d'artillerie. Autour de Baschwitz, Jeukowitz et Kubchitz, sur lesquels s'appuie le centre de l'ennemi, on a exécuté tant de travaux, qu'on peut considérer ces villages comme de véritables places fortes, protégées par un terrain marécageux. La ligne n'a pas moins d'une lieue et demie d'étendue. C'est un autre camp de la Drissa; mais les Russes, cette fois, combattront sur leurs retranchements. Le quartier général de l'empereur de Russie et du roi de Prusse est placé au centre même du camp, dans une auberge isolée, dite Klein-Baschwitz.

Au milieu des conférences diplomatiques de Dresde, Napoléon apprend que l'ennemi, résolu de se tenir sur la défensive, se croit inexpugnable derrière la Sprée; il prépare à l'avance sa défaite par une manœuvre que lui suggère la position des troupes de Lauriston, de Ney et de Regnier, qu'il a lancées par Wittemberg sur la route de Berlin, couverte par le corps de Bulow. Calculant le moment précis où l'attaque du camp de Bautzen sera dans toute sa vigueur, il expédie au prince de la Moscowa l'ordre de laisser devant Bulow quelques mille hommes, afin de lui masquer son mouvement. Ney tournera brusquement par la droite, se portera avec rapidité sur le camp de Bautzen, qu'il prendra ainsi à revers, par Hoyerswerda et Kœnigswartha, entraînant à sa suite toutes les divisions qui ont passé l'Elbe, entre Dresde et Wittemberg, et ramenant près de soixante mille hommes. Cet ordre, donné avec les détails les plus minutieux, étant exécuté avec précision, notre attaque de front coïncidera avec l'arrivée de ces soixante mille hommes; et l'ennemi, placé entre deux feux, culbuté dans ses retranchements, tourné par la gorge de ses ouvrages, sera forcé de précipiter sa retraite et de nous abandonner ses lignes importantes.

Le 18, Napoléon a quitté la ville de Dresde. Son armée s'est renforcée de la grosse cavalerie du général Latour-Maubourg, de la cavalerie italienne du général Frésia, et d'une seconde division de la jeune garde, commandée par le général Barrois. Le soir, il établit son quartier à Hartau. Le duc de Vicence est appelé auprès de lui. Au moment d'engager la grande bataille qu'il médite et dont il tient entre les mains le dénouement, l'empereur a réfléchi. Il s'est rappelé la journée de Lutzen, où, faute de cavalerie, il n'a pu compléter sa victoire, et qui n'a été pour lui qu'un succès de position. Malgré les renforts qu'il a reçus, sa cavalerie est toujours insignifiante, et il craint que Bautzen ne soit encore qu'une brillante déception. Si, après leur défaite, les armées d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, chassées de leur camp, vont se reformer plus loin pour l'attendre et le combattre de nouveau, la campagne se prolonge, et avec elle l'intrigue autrichienne. Or, l'Autriche a cent cinquante mille hommes qui demeurent l'arme au bras, comme une menace perpétuelle; et Metternich, mettant enfin un terme à ses irrésolutions, peut jeter tout à coup ce formidable appoint du côté de la coalition. Alors tout change sur les bords de la Sprée; nos communications avec la France sont compromises par l'insurrection allemande que ne manquera pas d'exciter, de faire éclater sur tous les points cette grande défection; nous perdons tous nos avantages, et c'est sur le Rhin que nous devons, à notre tour, aller défendre nos frontières battues en brèche. Napoléon, avec de la cavalerie, ne s'arrêterait pas un seul instant à la pensée d'un armistice : là est tout le secret de la soudaine résolution qu'il adopte. Une lettre portant ses instructions est remise au duc de Vicence, qui se rend auprès de l'empereur Alexandre avec plein pouvoir de négocier, conclure et signer toute convention militaire ayant pour but de suspendre les hostilités, et de préparer ce congrès de Prague où seront débattues les conditions de la paix du continent. En at-

tendant le résultat de la mission du duc de Vicence, l'empereur fait continuer le mouvement offensif, et, le 19, le gros de l'armée a rejoint l'avant-garde du duc de Tarente, qui, depuis quelques jours, est tenue en échec devant le camp de Bautzen. Le duc de Vicence est de retour, dans la soirée, du quartier général de l'ennemi. On n'a pas voulu le recevoir, et il ne nous reste plus qu'à combattre. Alexandre a pénétré le motif qui porte Napoléon à demander un armistice, et c'est précisément le même motif qui lui fait repousser cette demande. Avec des chances égales des deux côtés, les coalisés traiteraient peut-être; mais ils se croient aussi supérieurs par la position que par le nombre, et ce qui manque aux Français, la cavalerie, est précisément ce qu'ils ont de plus fort (*). Fiers derrière leurs retranchements, ils ne se doutent pas de la marche que Ney exécute en ce moment sur leur revers. Nous aurons donc une bataille, et ce sera pour nous une victoire.

Quatre de nos corps d'armée bordent la Sprée et se développent en face du camp, dans la matinée du 20. La droite, commandée par le duc de Reggio, passe la rivière sur un pont de chevalets, à une lieue en amont de Bautzen; repoussant les divisions russes de Gortchakow, elle occupe les collines qui s'élèvent entre Bautzen et les frontières de la Bohême. Le duc de Tarente a forcé le pont de pierre de Bautzen et soutient l'attaque du duc de Reggio; Miloradowitz lui est opposé. En aval de Bautzen, le duc de Raguse, malgré le feu des Prussiens du général Kleist, s'est établi également sur la rive droite de la Sprée. La garde et les réserves, sous les ordres du duc de Trévise, manœuvrent à notre extrême gauche et forcent l'ennemi à disséminer et à étendre ses moyens de résistance. La canonnade

(*) L'armée française était, pour ainsi dire, sans cavalerie; l'armée des alliés péchait par l'excès contraire. Un écrivain militaire qui vit les forces russes et prussiennes, à Dresde, un peu avant la bataille de Lutzen, a signalé dans une publication cette inutile surabondance de chevaux.

commence à midi, et pendant six heures le bronze tonne de part et d'autre sans discontinuer. Bautzen, après une vive résistance, est occupé par le général Compans, ainsi qu'un autre village; les hauteurs qui formaient la première position de l'ennemi, rejeté alors sur Wurtchen, derrière ses secondes lignes, sont couronnées par nos troupes. A huit heures du soir, Napoléon établit son quartier à Bautzen.

Cette première journée nous donnait la rive droite de la Sprée, et avait fortement entamé le camp formidable devant lequel les coalisés croyaient nous arrêter. Mais les divisions du maréchal Ney n'avaient pas encore paru, et nous savons que c'était sur elles que comptait l'empereur pour enlever le succès. Le combat recommença le lendemain, entre Bautzen et Wurtchen, avec un grand acharnement. L'empereur a calculé que le prince de la Moscowa doit déboucher sur la droite du camp, entre midi et une heure. Dans le but de détourner l'attention du point vulnérable, il ordonne aux ducs de Reggio et de Tarente d'entretenir l'attaque sur la gauche de l'ennemi, et de l'occuper assez pour qu'il ne puisse se dégarnir et renforcer sa droite. Vers les onze heures, Napoléon estime que Ney doit approcher; il fait battre les redoutes et tous les retranchements par le duc de Raguse, qui engage une canonnade épouvantable, après s'être porté hardiment à mille toises en avant de ses positions. La grande diversion attendué n'a point lieu encore, et jusqu'à deux heures la lutte continue avec des chances diverses. Les Français gagnent du terrain; ils enlèvent de temps en temps une redoute; les positions ennemies sont entamées; mais chacun de ces succès coûte si cher, le nombre des morts et des blessés est déjà si considérable, qu'au prix de tant de pertes, la victoire vaudrait presque une défaite, dans de telles conditions.

Nos soldats commencent à s'inquiéter de cette bataille acharnée qui dure depuis deux jours, et dont le dénouement sem-

ble incertain; lorsque Napoléon, qui domine le feu du haut d'un mamelon, reconnaît à la direction des feux, au bruit qui s'élève sur la droite des coalisés, que le prince de la Moscowa a exécuté son mouvement et se trouve au rendez-vous qu'il lui a assigné.

L'arrivée de Ney, de Lauriston et de Reynier avec leurs soixante mille hommes, par la route de Berlin, apporte une immense perturbation dans les positions de l'ennemi, qui est obligé de changer sa ligne. Sa droite devient son centre, son centre sa gauche, car il faut qu'il s'allonge tout à coup par sa droite avec ses meilleures troupes pour repousser l'attaque sur un terrain qu'il n'a nullement étudié.

Le duc de Dalmatie, les divisions de Latour-Maubourg, plusieurs batteries se portent sur le nouveau centre des coalisés. Les généraux Dulauloy et Drouot s'avancent avec soixante pièces et enlèvent des files entières de Russes et de Prussiens. Bertrand avec le quatrième corps italien, le duc de Trévise avec les divisions de la jeune garde, secondent ce mouvement. L'ennemi est forcé de dégarnir sa nouvelle droite, de peur d'être enfoncé par le centre. Ney en profite pour pousser des colonnes en avant; il envahit le village de Preilitz, et déborde déjà l'armée ennemie. Il est trois heures. Napoléon annonce à ceux qui l'entourent que la bataille est gagnée. En effet, voyant leur droite tournée et leur centre ébranlé, ne pouvant renforcer l'une de ces positions sans que l'autre ne soit immédiatement perdue, et trop affaiblis pour les défendre l'une et l'autre à la fois, les généraux coalisés font sonner la retraite. A six heures du soir, Ney et Lauriston pointent sur Wurchen; le duc de Raguse attaque toutes les redoutes et tous les villages fortifiés. Blücher qui a tenu jusque-là sur les hauteurs de Kreckwitz, assailli par trois côtés, est précipité sur les pentes. Toutes les redoutes sont en notre pouvoir, toutes les collines sont emportées et couronnées; mais cette dernière partie de

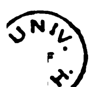
l'action a été fort meurtrière; chaque hauteur a dû être enlevée à la baïonnette après une résistance des plus opiniâtres, et ces combats corps à corps ont été d'affreuses boucheries. A sept heures du soir, Ney et Lauriston arrivent à Wurtchen; le duc de Raguse s'avance dans la direction d'Horckich. Le champ de bataille nous appartient. Napoléon s'établit, au milieu de sa garde, dans l'auberge de Klein-Baschwitz, où se trouvait le quartier général d'Alexandre deux heures auparavant. L'empereur de Russie a payé de sa personne à Bautzen et à Wurtchem, et il a même failli tomber entre les mains des Français dans la journée du 20.

On poursuivit l'ennemi, le lendemain 22, jusqu'au village de Hottendorf, à huit lieues de Wurtchen; mais cette poursuite n'eut pas le succès qu'on aurait indubitablement obtenue, si elle s'était effectuée avec des masses de cavalerie. Les coalisés, pendant la nuit, avaient pu rallier leurs régiments rompus, et ils échappèrent ainsi à une déroute. Les pertes des deux côtés sont à peu près égales. On les évalue, tant en blessés qu'en tués, à soixante mille hommes ! Nous n'avons pas fait de prisonniers. Le général Bruyère a été tué par un boulet perdu ; deux généraux ont été blessés : Franquemont et Lorencez. Dans la soirée du 22, nous éprouvons une perte cruelle. Devant le village de Makerdoff, l'arrière-garde ennemie, en défendant cette position, tire trois coups de canon. Le maréchal Duroc, duc de Frioul, se trouvait sur une éminence avec le duc de Trévise et le général Kirgener. Un boulet rencontre un arbre à quelques pas du groupe, ricoche après l'avoir fracassé, jette raide mort le général Kirgener et déchire le bas-ventre à l'infortuné maréchal. Duroc est relevé sanglant; on le transporte dans une maison du village qui vient d'être occupée; les docteurs Yvan et Larrey visitent le blessé : il n'a plus que quelques heures à vivre. Napoléon apprend que son meilleur ami est au moment d'expirer. Cette triste nouvelle le frappe de stupeur; il accourt

J. Gaildrau del.

L. Berlier sc.

DUROC.



[illegible] ôte la [illegible] Baroe, [illegible]

[illegible] main [illegible] assis [illegible] son lit, [illegible] mot dire [illegible] plus d'[illegible] rt d heure, [illegible] dans [illegible] les pensées. [illegible]

[illegible] reur, [illegible]

[illegible] main [illegible]




UNIV. OF MICH.

auprès de ce fidèle soldat, dont la franchise ne lui épargnait jamais les conseils, et qui avait su lui faire entendre la vérité au milieu des adulations de ses jours d'inouïe prospérité. Le grand-maréchal du palais est demeuré calme et lucide au milieu de ses atroces souffrances. « Toute ma vie, dit le duc de » Frioul à Napoléon, a été consacrée à votre service ; je ne la re- » grette que pour l'utilité dont elle pouvait vous être encore ! » L'empereur voudrait croire à la possibilité du salut de son ami. Il s'efforce même de faire passer cette espérance dans l'esprit du blessé. « Non, lui répond celui-ci, il n'y a pas d'espoir.... » je n'ai plus qu'une seule grâce à vous demander : faites-moi » donner de l'opium ! » La douleur ôte la parole à Duroc ; l'empereur lui prend la main et demeure assis près de son lit, sans mot dire, pendant plus d'un quart d'heure, absorbé dans de pénibles pensées. Duroc revient à lui et supplie Napoléon de s'éloigner : « Ah, sire ! allez-vous-en ; ce spectacle vous peine ! »

L'empereur, rentré sous sa tente, congédie brusquement tous ceux qui viennent prendre ses ordres, et demeure seul enfermé toute la nuit. Duroc succombe le lendemain soir ; son corps est transporté à Paris, sous le dôme des Invalides, et une pierre monumentale sera élevée sur la place où il a expiré entre les bras de son empereur et ami (4).

On se rappelle quel découragement les continuelles retraites de l'ennemi pendant la marche sur Moscou avaient jeté parmi nos généraux. Le même découragement se manifeste en Allemagne, en 1813, après les victoires de Lutzen, de Bautzen et de Wurtchen. La mort de Duroc, de Bessières, des généraux Kirgener et Bruyère, tués sans gloire et dans des rencontres insignifiantes ; vingt mille cadavres laissés sur les bords de la Sprée par les deux armées, quarante mille blessés épars dans les villages ; les sourdes fermentations de l'Allemagne, cette guerre d'extermination que la Prusse et la Russie ont fait prê-

cher dans les États de la confédération, au nom de la nationalité opprimée : tout cela effraie les imaginations et démoralise les esprits. Napoléon lui-même est assailli de tristes pressentiments. Mais ses craintes à lui sont principalement fondées sur la conduite de ses alliés. Un sombre nuage, portant la foudre, enveloppe toujours la politique autrichienne. Tout décèle la trahison de Metternich, que les succès de l'armée française ont seuls empêché jusqu'à présent d'éclater au grand jour. La direction que prend l'ennemi dans sa retraite est un nouvel indice de cette trahison. Ainsi, après la victoire de Bautzen et de Wurtchen, les coalisés, au lieu de couvrir les routes de Berlin, de Glogau, de Breslau et de la Pologne, manœuvrent pour maintenir leurs communications avec la Bohême. M. de Stadion est à leur quartier général, et les princesses de la maison de Prusse, toutes les familles nobles qui s'étaient retirées à Breslau, se réfugient dans les États autrichiens. Ces faits sont significatifs.

Aussi Napoléon, malgré l'arrivée à son quartier général d'un parlementaire porteur d'une proposition d'armistice, poursuit son mouvement offensif et traîne en longueur les préliminaires. Il reconnaît lui-même la nécessité de traiter, non point tant parce que les chances de la guerre présente lui donnent des inquiétudes, que pour en finir avec la politique tortueuse du cabinet de Vienne. Mais ce n'est plus sur l'Elbe ou sur la Sprée qu'il veut signer l'armistice, c'est sur les bords de l'Oder. Il pousse ses colonnes en avant avec une grande vivacité. Le 23, l'armée française, pressant l'arrière-garde des Russes et des Prussiens, passe la Neisse. Nous sommes en Silésie. Le 25, on franchit la Bober ; le 27, la Katzbach ; le 29, le deuxième corps, commandé par le duc de Bellune, et qui n'est entré en ligne qu'après la bataille de Bautzen, arrive sous les murs de Glogau, où quatre mille Français, commandés par le général Laplane, l'adjudant commandant Durrieu et le directeur du génie Dode, soutiennent un siége depuis quatre

mois. La garnison est délivrée. Sur notre droite, Marmont, Macdonald et Bertrand arrivent le 29 à Schwednitz. Le 1er mai, Lauriston fait son entrée à Breslau, capitale de la Silésie. Un instant les conscrits de 1813, fiers de leurs succès, voyant l'Oder couler devant eux et la rive droite du fleuve sans défense, se croient appelés à aller venger, sur la Vistule et sur le Niémen, leurs aînés de la grande armée de Russie.... Mais la diplomatie en a disposé autrement. Un armistice vient d'être conclu. Les colonnes s'arrêtent.

C'est le 4 juin que cet armistice a été signé à Gœbersdorf, entre le duc de Vicence, muni des pleins pouvoirs du prince de Neufchâtel, vice-connétable, major général de l'armée française, d'une part; et, d'autre part, M. Kleist, lieutenant-général prussien, et le comte de Schouvalow, lieutenant-général de l'empereur de Russie, munis des pleins pouvoirs de Barclai de Tolly, commandant en chef des armées combinées depuis la bataille de Lutzen. Aux termes de cette convention, les Français font un mouvement en arrière, évacuent Breslau et permettent aux Prussiens de rétablir leurs communications avec Berlin. Deux lignes de démarcation sont fixées dans la Silésie, derrière lesquelles les parties belligérantes maintiendront leurs armées. Les places situées entre ces deux lignes ne pourront être occupées par aucune troupe, pas même par la landsturm. A partir de la Katzbach, petite rivière qui se jette dans l'Oder, une seule ligne de démarcation est tirée, allant rejoindre l'Elbe, de manière que la Saxe, le pays de Dusseau et les Etats environnants de la confédération du Rhin, appartiennent à l'armée française; toute la Prusse est rendue à l'armée combinée. Toutes les places bloquées ou assiégées au moment de l'armistice, demeureront dans le *statu quo* et seront ravitaillées de cinq jours en cinq jours. La trêve durera du 4 juin au 20 juillet, et les hostilités ne pourront être reprises que six jours après une dénonciation aux quartiers généraux respectifs.

Cet armistice a été considéré comme une des plus grandes fautes de Napoléon, et la cause de tous les désastres qui suivirent. La grande armée, dit-on, n'avait plus qu'à franchir l'Oder, pendant qu'une de ses divisions détachée sur la route de Berlin se serait emparée de cette capitale. La Russie était alors rejetée dans ses limites. La Prusse passait sous le joug comme en 1807. Et que la paix fût ou non signée, l'hiver venait donner à la France victorieuse quelques mois de repos, qui lui auraient suffi pour être invincible au printemps prochain et pour forcer le continent à traiter avec elle. Napoléon lui-même a regretté plus tard la convention de Gœbersdorf. Il nous paraît qu'en appréciant ainsi cette convention, on n'a pas tenu assez compte de la position que le cabinet de Vienne avait prise entre les puissances belligérantes. L'Autriche n'était encore que moralement avec les coalisés. En poursuivant la guerre, cet appui moral pouvait se transformer d'un moment à l'autre en un formidable secours matériel. Le moindre échec que nous éprouvions, la moindre défaite, la faisait passer du côté de la Prusse et de la Russie, avec ses cent cinquante mille hommes. Ou bien encore, il est probable que Frédéric-Guillaume et Alexandre, acculés sur les confins de la Silésie, près de succomber dans la lutte, poussant un cri de détresse, auraient été entendus à Vienne. Metternich dissipait alors les derniers scrupules de l'empereur François, et l'armée autrichienne, débouchant sur notre flanc par la Bohême, tournant la ligne de l'Elbe, nous faisait la position la plus difficile. En signant un armistice et en ouvrant un congrès pour entendre les propositions de paix, l'appui que l'Autriche prêtait à nos ennemis ne changeait pas de nature, continuait à être tout moral, tout diplomatique; et c'était à Napoléon à déjouer les manœuvres du cabinet de Vienne, à faire surgir au milieu du congrès tel intérêt supérieur à l'intérêt autrichien, qui annulât celui-ci et entraînât la conclusion d'une paix solide, que tout le continent

eût saluée de ses acclamations. Les grands États, comme la Russie et la France, pour avoir souvent des intérêts opposés, obéissent cependant à des tendances générales, à des besoins majeurs qui peuvent se rencontrer parallèlement et marcher de concert, lorsque leur politique s'élève au-dessus des questions secondaires. Les puissances affaiblies et abaissées, comme l'étaient en 1813 la Prusse et l'Autriche, se plaisent au contraire et vivent dans un milieu d'intrigues, dans une politique étroite, qui, ne pouvant étendre ses moyens, les divise et les multiplie à l'infini, afin de gagner en détail ce qu'elle ne saurait obtenir en masse. Cette politique élevée et cette politique étroite devaient se rencontrer dans le congrès de Prague. Il fallait dégager, faire surgir la première, repousser, comprimer la seconde. Mais, nous l'avons constaté déjà, la science diplomatique répugnait à Napoléon. Supérieur dans toutes les autres parties du gouvernement, celle-là seule lui inspirait un éloignement invincible. Au congrès de Prague, échouant devant les misérables intrigues de Metternich, il perdit deux mois entiers, disputant et concédant tour à tour aux puissances des lambeaux de son vaste empire, lorsqu'il fallait du premier coup faire la part du feu, offrir d'un seul bloc tout ce qu'on pouvait sacrifier, pour sauver le reste et souder d'une manière définitive à la France de 1789 ces belles frontières du Rhin, qu'elle a perdues peut-être pour toujours.

Ce n'est point en signant l'armistice de Gœbersdorf que Napoléon a failli, mais bien en abandonnant le congrès de Prague à toutes les manœuvres du rusé ministre autrichien. Dans son exil, jetant un regard en arrière, et comptant les fautes qui l'ont perdu, il aime mieux rejeter sur une imprudence la perte de l'empire, que d'avouer son impuissance dans les luttes de cabinet (*).

(*) « J'eus tort de consentir à l'armistice, disait Napoléon à Sainte-Hélène; car » si j'eusse continué en avant, comme je le pouvais alors, l'empereur, mon beau- » père, n'aurait pas pris parti contre moi. » (Voyez l'ouvrage d'O'Meara.)

Napoléon retourne à Dresde. Le prince de Metternich, qui ne veut pas laisser à un autre la conduite difficile de son œuvre d'astuce, se rend lui-même auprès de l'empereur, et tous ses soins tendent à un seul but : faire traîner en longueur les préliminaires. Le ministre autrichien, dans les conférences de Dresde, obtient un résultat qu'il n'osait espérer et qu'il considérait comme le plus important de tous. Nous avons vu que le cabinet de Vienne n'avait guère été retenu jusqu'ici dans une apparente neutralité que par le traité de 1812. Il lui répugnait de rompre ce traité, lorsque la France s'était tenue et se tenait encore dans l'observation rigoureuse des articles, et n'avait donné à son allié aucun sujet de s'en affranchir. Amener Napoléon à renoncer lui-même au bénéfice de ce traité, à briser de sa propre main le faible lien qui retenait encore l'Autriche, c'était le comble de l'art diplomatique. Metternich s'offre comme médiateur à Napoléon, et il s'engage à amener les puissances à la signature d'une paix continentale ; mais il fait remarquer que son cabinet, sous l'empire du traité d'alliance, n'est pas précisément dans les conditions favorables à un tel rôle. Allié à la France, il sera toujours suspect de partialité en notre faveur auprès des cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin. Si l'Autriche était libre, ce serait bien différent, et elle pourrait rendre à Napoléon tous les services que ses sympathies lui inspireraient. L'empereur se laisse prendre à ce langage d'une feinte amitié. Il propose lui-même de renoncer au traité d'alliance, de dégager l'Autriche de ses engagements. Cette renonciation est signée de part et d'autre, et le 30 juin une convention est conclue, par laquelle Napoléon, acceptant la médiation de l'Autriche, s'engage, afin de donner aux plénipotentiaires tout le temps nécessaire aux préliminaires de la paix, à ne pas dénoncer l'armistice avant le 10 août. Metternich répond de l'agrément de la Prusse et de la Russie à cette dernière clause. Un congrès aura lieu à Prague le 5 juillet, où les parties belligérantes et les puissances

médiatrices enverront des représentants munis de pleins pouvoirs.

L'armistice a été conclu le 4 juin; le congrès s'ouvrira le 5 juillet. C'est un mois tout entier que Napoléon a déjà perdu, grâce aux manœuvres de l'Autrichien. Ces manœuvres continuent. Metternich, sous divers prétextes, retarde l'ouverture du congrès. Il ne fait pas ratifier la prolongation par la Russie et par la Prusse; on recourt à une commission militaire qui a été établie à Neumarck et qui est chargée de l'exécution de l'armistice de Gœbersdorf. Enfin, le 26, la prolongation est signée et les plénipotentiaires sont réunis à Prague le 27. Ce sont, pour la France, M. le duc de Vicence et M. le comte de Narbonne; pour la Russie, M. d'Ansttedt; pour la Prusse, M. de Humboldt; pour l'Autriche, puissance médiatrice, M. de Metternich. Ici le système de temporisation, d'incidents et d'obstacles se révèle encore et retarde les conférences. Les plénipotentiaires français demandent au plénipotentiaire médiateur que ces conférences commencent immédiatement, dans les formes ordinaires, pour la communication mutuelle et la vérification des pouvoirs. Metternich se refuse à cette marche usuelle. Par une note, il propose un mode de négociations qui exclüera tout rapport direct entre les plénipotentiaires. Il n'y aura ni conférences, ni discussions; et les négociateurs devront se borner à remettre par écrit leurs propositions respectives au ministre autrichien, transformé ainsi en arbitre. Or, Metternich avait déclaré à Napoléon, dans les entrevues de Dresde, que son gouvernement n'entendait point poser un arbitrage, mais seulement une médiation officieuse et bienveillante. Ce fut le premier pas de la trahison. Metternich invoquait, comme précédent de ce mode, le congrès de Teschen. Les plénipotentiaires français répondirent que cet exemple ne pouvait être applicable à la circonstance, parce que, pour le congrès de Teschen, les médiateurs étant à Berlin et à Vienne, les bases avaient dû

nécessairement être posées par écrit; tandis qu'ici le médiateur était présent. D'ailleurs, à Teschen, il y avait eu des conférences préliminaires, et on n'y avait point élevé la prétention inouïe de négocier à la muette, sans se voir ni s'entendre. Le ministre autrichien tint bon, et il eut l'adhésion de M. de Humboldt et de M. d'Ansttedt. Le duc de Vicence et M. de Narbonne demandèrent des instructions. Napoléon n'était plus à Dresde; il s'était rendu à Mayence, où se trouvaient les ministres. Dans un conseil de cabinet il avait été résolu qu'on ferait écrire par l'impératrice une lettre à l'empereur d'Autriche pour le presser de rentrer dans l'alliance française. En apprenant l'étrange conduite de Metternich, Napoléon fut pris d'un profond dégoût pour toutes ces supercheries. Il était joué, et il eut hâte de sortir au plus tôt d'une voie fausse. Le duc de Vicence reçut l'ordre de signifier au ministre autrichien que l'empereur préférait une prompte reprise des hostilités à ces tergiversations continuelles, dût la coalition grandir et l'Autriche passer du côté des ennemis de la France. Que le cabinet de Vienne déclare donc nettement les conditions qu'il met à un traité de paix, puisqu'il se pose en arbitre et prétend juger en dernier ressort et sans débats contradictoires, les prétentions réciproques des parties belligérantes. Nouveau délai de la part de Metternich, qui ne semble agir que dans un seul but, celui d'atteindre les limites de l'armistice sans que rien ait été conclu, sans que les plénipotentiaires français aient pu s'ouvrir aux négociateurs de Berlin et de Saint-Pétersbourg. Enfin, le 7 août, Metternich remet son ultimatum au duc de Vicence. C'est le dénouement d'une trop longue comédie. L'Autriche a déclaré que celui-là serait son ennemi qui, rejetant les propositions raisonnables d'une paix après laquelle soupire l'Europe, prolongerait les malheurs de la guerre par son obstination; elle fixe alors elle-même les conditions de la paix, et nous allons voir ces conditions.

L'Autriche demande : la dissolution du duché de Varsovie et l'annexion de ses provinces à la Prusse, à l'Autriche et à la Russie ; Dantzick à la Prusse ; les villes de Hambourg et de Lubeck indépendantes; la dissolution de la confédération du Rhin; la cession à l'Autriche de l'Illyrie; la Hollande indépendante; le trône d'Espagne rendu à Ferdinand VII.

Un pareil ultimatum devait être entièrement accepté ou rejeté dans toutes ses prétentions. S'arrêter à un troisième parti, à un terme moyen, concéder certaines demandes, repousser les autres, c'était courir à la guerre avec tous les désavantages du système des concessions; c'était défendre par les armes, contre l'Europe coalisée, l'établissement impérial, après avoir montré que cet établissement pouvait être amoindri; c'était ainsi dissiper le prestige de notre gloire, et laisser soupçonner à tous les peuples que nous nous étions assimilés, que d'un moment à l'autre, dans une occasion prochaine, nous les rendrions à leurs anciens maîtres. Napoléon semait ainsi la désaffection, réveillait les antagonismes nationaux, et se préparait l'abandon sur les champs de bataille. Ce fut pourtant ce terme moyen qu'adopta l'empereur. Sa réponse n'arriva qu'après le 10 août ; le congrès était rompu; elle fut cependant communiquée aux plénipotentiaires, qui la déclarèrent insuffisante. On était sur la pente des concessions ; on les épuisa jusqu'au bout. Une nouvelle note de l'empereur fait connaître qu'il accepte l'ultimatum, avec cette seule réserve que jusqu'à la signature de la paix maritime avec l'Angleterre, les villes anséatiques et la Hollande seront occupées par l'armée française. Il n'était plus temps. La cessation de l'armistice était dénoncée; les hostilités allaient reprendre, et l'Autriche publia sa déclaration de guerre. Par ses démarches insidieuses elle s'était dégagée du traité de 1812; par ses intrigues elle avait mené l'incident du congrès de Prague, de manière que la France pouvait être accusée d'avoir refusé la paix et replongé le continent dans les malheurs d'une conflagration générale.

Les gouvernements qui ont succédé à l'établissement de 1804 ne nous ont pas habitués, dans ces trente dernières années, à une politique extérieure assez digne, assez ferme, assez nationale, pour que nous ayons le courage de condamner cette politique si différente des derniers jours de l'empire, alors que Napoléon, menacé par toute l'Europe, se montrait si jaloux de l'honneur de la France : préférant, à la déchéance de notre gloire militaire, un appel suprême à la force des armes. Mais nous ne saurions nous empêcher de présenter ici quelques réflexions qui pourront être appliquées également aux événements qui vont suivre.

A force de grandir la France, d'étendre son territoire, de développer sa puissance, d'élever son nom et d'exagérer ses forces, Napoléon s'était trouvé conduit peu à peu à perdre le sentiment de notre véritable caractère, à lui substituer celui d'un caractère tout factice et sans profondeur. A son tour, la France de Napoléon, avec ses quarante-deux millions de citoyens, nous allions dire de sujets, s'était façonnée à l'image de ce vaste esprit, incomplet cependant, puisque l'idée sociale et démocratique n'y trouvait pas sa place. Et dans cette France nouvelle, la France ancienne, son individualité, sa vieille nationalité, avaient fini par disparaître. Le peuple qui régnait autrefois sur le monde par la pensée philosophique, par l'initiative de l'intelligence, avait été remplacé par le peuple qui domine le monde avec les armes. Or, Napoléon avait un beau rôle à remplir au milieu des adversités de sa défaite et devant l'éclipse soudaine de son étoile. Sa France à lui, la grande nation qui datait de 1804, était battue en brèche par les coalisés. Comme elle manifestait exclusivement sa force par la conquête, la haine des rois voulait l'affaiblir par des réductions de territoire; et ils croyaient rester les maîtres du monde, en nous arrachant quelques provinces annexées, en brisant le faisceau de notre protectorat du Rhin, en replaçant un Bourbon sur le trône d'Es-

pagne. Retrouver la lettre perdue de notre véritable caractère national; comprendre que la France, derrière le Rhin, dépouillée en partie de ses conquêtes, serait encore l'effroi des trônes, à la condition de redevenir le flambeau des peuples; sacrifier alors à la nécessité, accepter l'affaiblissement matériel dont nos ennemis se faisaient un triomphe, pour reprendre l'empire de cette puissance morale dont ils avaient perdu le souvenir; donner un autre terrain à la lutte et la transporter dans le domaine de l'idée; se proclamer l'empereur de la révolution et susciter contre la coalition des aristocraties liguées pour l'asservissement des nations, la coalition des démocraties unies pour la perte des rois : tel était ce rôle. Ce changement de front déjouait et tournait tous les calculs de nos ennemis. Et l'Europe que Napoléon leur eût ainsi abandonnée, c'était pour eux la chemise de Nessus : le feu des principes révolutionnaires, caché dans ses plis, les eût tous dévorés avant dix années.

CHAPITRE XVI.

Reprise des hostilités. — La ligne de l'Elbe. — Moreau au camp des alliés. — Bataille de Dresde. — Mort de Moreau. — Échecs subis par les généraux français. — Défection de la Bavière. — Les trois journées de Leipsick. — Catastrophe du pont de Leipsick; mort de Poniatowski. — Retraite de l'armée française. — Bataille de Hanau. — La ligne du Rhin. — Désastres au-delà des Pyrénées. — Situation de l'Italie.

AOUT — NOVEMBRE 1813.

« L'Autriche médiatrice rendait toute conciliation impossible; mais l'Autriche en se déclarant en état de guerre, nous met tous dans une position plus vraie et plus simple. L'Europe est ainsi plus près de la paix, car il y a une complication de moins. Eh bien! puisque les alliés fondent tant d'espérances sur les chances des combats, rien n'empêche de négocier en se battant. Écrivez à M. de Metternich que je propose dès aujourd'hui d'ouvrir un congrès dans une ville frontière qu'on neutralisera. »

Telles sont les paroles que Napoléon a adressées à M. de Bassano, en recevant la déclaration de guerre de l'Autriche.

Le ministre français écrit donc à M. de Metternich, pour lui communiquer les intentions de Napoléon. Mais la note de

M. de Bassano est empreinte de tant d'amertume, ses récriminations contre la politique de Vienne sont si vives, ses reproches si violents, que personne ne peut se méprendre sur le caractère de cette pièce. C'est moins une nouvelle tentative de pacification, qu'une dénonciation solennelle au monde et à l'histoire, de la perfidie autrichienne.

Depuis le mois de février, les dispositions hostiles du cabinet de Vienne contre la France sont flagrantes. Le Danemark, la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg, la Westphalie et Naples ont leurs archives pleines de pièces qui prouvent la duplicité de l'Autriche. Metternich, par un système de protestations prodiguées d'un côté, d'insinuations répandues de l'autre, a compromis la dignité de son souverain et prostitué ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, un congrès, un médiateur, le nom de la paix! Si l'Autriche voulait la guerre, pourquoi se parer d'un faux langage et entourer la France d'un tissu de piéges? Si l'Autriche voulait la paix, pouvait-elle prétendre que des négociations aussi compliquées dussent s'accomplir en vingt jours? Était-ce une volonté pacifique que celle qui consiste à dicter la paix à la France, en moins de temps qu'il n'en faut pour conclure la capitulation d'une place assiégée? La négociation de la paix de Vienne, en 1809, lorsque la plus grande partie de la monarchie autrichienne était entre les mains des Français, a duré deux mois. L'Autriche, ennemie, couvrait son ambition du masque de médiatrice!

A cette appréciation si vraie, si juste, mais imprudente dans un pareil moment si l'on songeait réellement à la paix, de la duplicité du cabinet de Vienne, succède la proposition d'un congrès où toutes les puissances, grandes et petites, seront appelées; où toutes les questions seront posées; où l'on n'exigera point que cette œuvre aussi difficile que salutaire soit terminée ni dans une semaine, ni dans un mois; où l'on procédera avec la lenteur inséparable de toute opération de cette nature.

Est-ce en peu de jours que les traités d'Utrecht, de Nimègue, de Ryswick, d'Aix-la-Chapelle, ont été conclus?

L'Autriche n'accepte ni ne repousse la proposition de M. de Bassano. Tout en affirmant qu'elle saisit avec empressement une lueur d'espoir de parvenir à la pacification générale, elle déclare, « que ne pouvant décider sur un objet d'un intérêt « tout à fait commun, sans en avoir préalablement conféré « avec tous les autres alliés, les trois Cours vont incessam- « ment porter à leur connaissance la proposition de la France. »

Ainsi la guerre recommencera; l'Europe se précipitera sur l'Empire; le monde subira les épouvantables bouleversements d'une lutte générale; et, dans l'un et dans l'autre camp, chacun proteste encore de son amour de la paix, de sa sollicitude pour le repos des peuples. Personne ne veut endosser, devant la postérité, la lourde responsabilité des déchirements prochains; tous cherchent à se tromper, à donner le change sur leurs véritables propensions; et si, en ce moment, une puissance supérieure aux puissances humaines, une de ces interventions divines, comme l'histoire des temps fabuleux nous en montre dans les guerres héroïques, se jetait tout à coup entre les deux partis : remettant et maintenant chaque chose à sa place, forçant la France à s'asseoir paisible sur les bords du Rhin, la Russie à reprendre la route de ses vastes provinces, rendant l'Allemagne à la liberté, la Prusse et l'Autriche à leurs anciennes limites; si la pacification et l'équilibre européen, après lesquels, des deux côtés, on feint de courir, venaient ainsi à être imposés au monde; la coalition maudirait une paix qui laisserait debout son ennemi, et Napoléon renoncerait avec douleur aux chances des batailles, dans lesquelles il espère encore pour reconquérir l'empire du continent.

Les soixante-treize jours qui se sont écoulés depuis la signature de l'armistice jusqu'à son expiration, le 16 août, ont été bien employés pour la guerre, s'ils ont été perdus pour la diplomatie.

Du côté de Napoléon, plusieurs corps qui n'avaient pu prendre part aux opérations, sont définitivement organisés. Les nouveaux conscrits arrivés récemment de France, complètent l'effectif des divisions affaiblies par les batailles précédentes. Les quatorze armées dont nous avons donné le titre dans le chapitre précédent, sont toutes en mesure d'entrer en ligne et présentent deux cent cinquante mille combattants. La cavalerie a été portée à quarante mille hommes. La réserve d'artillerie et les troupes du génie s'élèvent à dix mille hommes. Les parcs renferment deux cent cinquante bouches à feu dont deux cents appartenant à la garde impériale. C'est un total de trois cent mille hommes, dont deux cent cinquante mille Français, quinze mille Italiens, quinze mille Polonais et vingt mille Allemands.

L'armée des alliés, sans compter un secours de quatre-vingt mille Russes que Beningsen réunit en Pologne, atteint le chiffre de cinq cent vingt mille combattants, dont cent mille cavaliers. Ces forces se décomposent ainsi : armée russe, cent quinze mille fantassins, quarante mille cavaliers ; Barclai de Tolly, général en chef ; divisionnaires, les généraux Wittgenstein, Miloradowitz, Langeron, Sacken, Wintzingerode. Armée prussienne, cent cinquante mille fantassins, trente mille cavaliers ; Blücher, général en chef ; divisionnaires, les généraux Yorck, Kleist, Bulow, Tauentzein, Rœder. Armée suédoise, vingt mille fantassins, cinq mille cavaliers ; commandée par le général Stedinck. Armée allemande à la solde de l'Angleterre, aux termes du traité avec la Suède, vingt-cinq mille fantassins, cinq mille cavaliers ; commandée par le général Valmoden. Armée autrichienne, cent dix mille fantassins, vingt mille cavaliers ; général en chef, Schwartzenberg ; généraux divisionnaires, Colloredo, Chasteler (remplacé plus tard par Merfelds), Giulay, Klenau, Bubna.

Lorsque la réserve de Beningsen rejoindra les alliés, la différence en leur faveur sera de trois cent mille hommes.

Mais notre infériorité numérique ne nous donne pas seule des inquiétudes. La ligne de l'Elbe, que Napoléon a choisie pour base de ses opérations, est détestable depuis la trahison de l'Autriche. Cette ligne s'appuie sur la Bohême, et par la Bohême l'Autriche peut la tourner, se porter sur Dresde, et nous faire subir un échec capital dès le début de la campagne. On a donné le conseil à Napoléon de chercher une barrière plus forte, de se replier sur le Rhin, et là, d'attendre de front le choc de la coalition. Mais ce parti, pour un avantage de position, présente un immense inconvénient : celui d'abandonner toute l'Allemagne, et de provoquer immédiatement la défection des princes de la Confédération hésitants encore, et qu'une victoire nous rattacherait d'une manière définitive. Napoléon a adopté d'ailleurs un plan de campagne plein de hardiesse et qui contre-balancera le désavantage de notre ligne. Après avoir fortifié toutes les places qui bordent l'Elbe, laissé à Dresde le quatorzième corps, commandé par Gouvion Saint-Cyr, suffisant pour soutenir les premières attaques de l'armée ennemie, il poussera deux pointes simultanées, en Brandebourg et en Silésie, sur Berlin et sur Breslau ; et, si le succès répond à son attente, les coalisés seront forcés d'abandonner leur mouvement sur la rive gauche de l'Elbe, pour courir au secours des deux capitales. C'est la grande science moderne de l'art militaire.

Napoléon quitte Dresde le 15; il est à Bautzen le 16. Murat, de retour de Naples, vient lui offrir ses services. Ce prudent monarque, qui séparait sa cause de celle de la France il y a quelques mois, a repris confiance dans notre fortune; il veut faire oublier sa triste conduite. C'est l'homme de la victoire et des champs de bataille, et son bouillant courage ne sait pas supporter les revers. L'éclat des journées de Lutzen et de Bautzen l'a attiré auprès de nous, et le soldat revoit avec bonheur ce brillant uniforme, que l'ennemi salue lui-même avec admiration pendant le combat. De Bautzen Napoléon se rend à Gorlitz. Le duc de Reggio, avec

les quatrième, septième, douzième corps, et un corps de cavalerie, marche sur Berlin, menacé en même temps par le prince d'Eckmülh, qui est à Bergedorf, et par le général Lemarrois, gouverneur de Magdebourg, qui reçoit l'ordre de faire avancer six mille hommes sur la capitale de la Prusse.

En Silésie, l'ennemi n'a pas attendu l'expiration de l'armistice pour ressaisir l'offensive. Dès le 14 août, Blücher, qui occupe ce pays, traversant le territoire neutre, attaque déjà nos avant-postes.

Tranquille sur les manœuvres du duc de Reggio, qui doit surprendre Berlin, l'empereur établit son quartier général de manière à pouvoir seconder directement les opérations de la Silésie et de la Bohême. Les mouvements de Blücher l'ont inquiété; mais après avoir reconnu que ses généraux sont en mesure de lui résister et de se maintenir au moins pendant les premiers jours, il change tout à coup son itinéraire, et quitte Gorlitz pour se porter du côté de la Bohême, afin de reconnaître les positions des Autrichiens. C'est par là que les coalisés déboucheront sur la rive droite de l'Elbe, et Napoléon veut juger par lui-même du danger qui le menace de ce côté. Les corps du duc de Bellune, de Poniatowski, le corps de cavalerie du général Kellermann, trente-cinq mille hommes en tout, pénètrent avec lui dans la Bohême; le général Vandamme, avec les vingt mille hommes du premier corps, après avoir traversé Dresde, défile par Stolpen. A la tête de ces forces, l'empereur a un moment l'espoir d'arriver à temps pour empêcher la jonction des Russes et des Autrichiens. Il s'empare de Gabel, de Rombourg, de Friedland, de Reichemberg; mais il n'a rencontré qu'une faible division commandée par le général Bubna, et de fâcheuses nouvelles lui parviennent. Quatre-vingt mille Russes et Prussiens, sous les ordres de Barclai de Tolly, sont entrés en Bohême, et se sont réunis le 13 août à l'armée autrichienne, c'est-à-dire trois jours avant la cessation

de l'armistice. Le cabinet de Vienne n'a pas même tenu à sauver les apparences : son infâme comédie est démasquée aux yeux du monde. L'armée alliée a traversé l'Elbe vers sa source, et marche sur Dresde à grandes journées par la rive gauche du fleuve, pour prendre notre position à revers. C'est à Prague que le plan de campagne de la coalition a été définitivement arrêté; à Prague, où venus pour traiter de la paix du continent, nos plénipotentiaires ont été joués par Metternich; à Prague, où va succéder la trahison d'un général français à la trahison d'un allié de la France. Après les conférences du congrès, il devait sembler que la capitale de la Bohême ne pouvait offrir désormais un spectacle plus affligeant que celui « d'un cabinet pro« stituant ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, un mé« diateur, un congrès, le nom de la paix. » Eh bien, ce spectacle plus affligeant, nous l'avons sous les yeux : Moreau, le grand capitaine, le vainqueur de Hohenlinden, est au camp des alliés, de retour d'Amérique où il s'était réfugié après sa condamnation. Lorsque les rois de l'Europe complotent l'envahissement de la France, que fait Moreau dans leurs conciliabules?

Moreau, à la nouvelle des désastres de 1812, est accouru en Europe, en proie à deux sentiments impérieux, la haine et l'ambition, l'un et l'autre datant de quinze années et aigris par l'exil. Il se souvient à propos de la complicité qu'on lui a infligée dans la conspiration royaliste de Georges Cadoudal et de Pichegru. Le général républicain peut faire alliance maintenant avec l'émigration : la république n'existe plus. Il s'allie au prétendant d'Hartwell, lui consacre ses services, et se rend à Prague pour le représenter. C'est avec l'empereur Alexandre que ses communications sont le plus fréquentes ; et ce Français, dont le talent militaire a jadis arrêté la coalition sur les bords du Rhin, lui enseigne aujourd'hui le chemin de la France. « Évitez, autant que possible, dit-il à Alexandre, les grandes « batailles que vous offrira Napoléon; mais toutes les fois

mille conscrits pour défendre cette place; l'alarme est dans la ville. Mais Napoléon a réuni toute une armée à Bautzen, c'est-à-dire à quelques lieues de Dresde; il envoie Murat au roi de Saxe pour le rassurer et pour annoncer à Gouvion Saint-Cyr l'arrivée de prochains renforts ou une grande diversion.

Deux partis s'offrent à Napoléon. Le premier consiste à se diriger vers le haut de l'Elbe, à passer le fleuve, à se jeter par Pyrna entre la Bohême et les coalisés, à les acculer sous les murs de Dresde et à les prendre ainsi entre deux feux.

Ce plan a toutes les prédilections de l'empereur, et déjà il a tout disposé pour l'exécuter; il porte son quartier général à Stolpen. Pour réussir cependant, il faut que la place puisse résister quelques jours, et sa situation paraît désespérée. Napoléon charge son premier officier d'ordonnance, Gourgaud, d'aller s'assurer par lui-même de cette situation. Le second parti, qui devra être adopté si le rapport de Gourgaud n'est point satisfaisant, consiste à marcher directement sur Dresde avec toutes les troupes disponibles, à traverser l'Elbe sur les ponts qui relient la ville neuve à la vieille ville, et à s'élancer contre l'ennemi par toutes les portes, au moment où, croyant avoir bon marché des quinze mille hommes de Gouvion Saint-Cyr, il attaquera Dresde avec l'aveugle confiance de sa force numérique. Le rapport de Gourgaud ne se fait pas attendre. Dresde est investi, le canon a déjà grondé, et la garnison ne tiendra pas vingt-quatre heures. Il n'y a plus à hésiter, et il faut s'arrêter au second parti. Cependant Napoléon, profitant de tous les incidents de la guerre, ne perd pas l'espoir de couper à l'ennemi sa retraite par la Bohême. Le général Vandamme, avec le premier corps de vingt mille hommes, par une marche qui devait se relier à des opérations ultérieures, s'avance en ce moment vers Pyrna. Voici le rôle important que l'empereur destine à ce général :

« Vandamme s'avance au delà de l'Elbe par Pyrna; il s'y

trouvera sur les derrières de l'ennemi, dont l'empressement à se trouver sous Dresde a été extrême. Mon projet a été de soutenir ce mouvement avec toute l'armée, et c'était peut-être le moyen d'en finir une bonne fois avec mes ennemis. Mais le sort de Dresde m'inquiète : je ne veux pas sacrifier cette ville. Il ne me faut plus que quelques heures pour m'y rendre, et je me décide, non sans regret, à changer de plan pour marcher à son secours. Vandamme est encore en forces suffisantes pour suppléer à ce mouvement général et faire un grand mal à l'ennemi. Que de Pyrna il se porte sur Gieshubel, qu'il gagne les hauteurs de Peterswalde et qu'il s'y tienne; qu'il en occupe tous les défilés, et que de ce poste inexpugnable il attende l'issue des événements qui vont avoir lieu sous les murs de Dresde. C'est à lui qu'est réservé le soin de ramasser l'épée des vaincus; mais il lui faut du sang-froid ; il faut surtout ne pas se laisser imposer par la cohue des fuyards. »

Ainsi sont conçues les instructions de l'empereur au général Haxo, son aide de camp, chargé de les porter au général Vandamme. Le 26, de grand matin, Napoléon quitte Stolpen et se rend à Dresde ; quatre-vingt-cinq mille hommes marchent sur ses pas, et se rangent dans l'enceinte de cette ville, que l'ennemi regarde déjà comme sienne. Dresde a plusieurs portes principales : celle de Ziegel, la première en amont du fleuve ; celle de Rampsche, ouvrant sur la route de Pilnitz ; celle de Pyrna, sur la route de ce nom ; la porte Dohna, sur le chemin de Dresde à Dohna ; celle de Dippodiswalde ; la porte Blinder, sur le chemin de Plauën ; la porte Freyberg, qui débouche sur la petite rivière de Weissritz. Le corps de cavalerie de Latour-Maubourg et la cavalerie de la garde du général Nansouty se placent derrière les portes de Ziegel et de Pilnitz ; Murat en a le commandement supérieur. L'intrépide Ney, avec la division de la jeune garde commandée par les généraux Roguet et Barrois, se place derrière la porte de Pyrna. Au centre, la porte

Dohna est occupée par les troupes de Gouvion Saint-Cyr. Le duc de Trévise avec deux autres divisions de la jeune garde sous les ordres des généraux Dumoustier et Boïeldieu, s'établit derrière les portes Dippodiswalde et Blinder. La vieille garde, avec les généraux Friant, Curial et Michel, se tient en réserve. Napoléon va reconnaître les avant-postes de l'ennemi et le terrain où doit se livrer la bataille. Il fait à pied le tour du faubourg, depuis Pyrna jusqu'à Freyberg, parcourant ainsi le demi-cercle menacé par l'armée coalisée. C'est en face de ce demi-cercle, à huit cents toises environ des dernières maisons du faubourg, que le quartier général d'Alexandre, de François et de Frédéric-Guillaume est situé, sur la colline de Roecknitz.

Toutes les positions ont été occupées avant midi. Nos soldats, qui n'ont pas fait moins de quarante lieues en quatre jours, espèrent que la journée se passera sans démonstrations de la part de l'ennemi, dont ils aperçoivent au loin les campements. Ils improvisent un bivouac sur le pavé du faubourg, et ils s'apprêtent à prendre un peu de repos... Soudain les roulements du tambour se font entendre : c'est la bataille. Trois coups de canon, partis du quartier général des alliés, ont donné le signal; et, des hauteurs qui dominent la ville, une avalanche de troupes se précipite, pendant qu'une grêle de boulets et d'obus criblent les maisons et incendient la ville. Les divisions de Saint-Cyr répondent seules d'abord à cette attaque; plusieurs ouvrages avancés leur sont enlevés, les faubourgs sont envahis. Russes, Autrichiens, Prussiens, s'avancent en tumulte, croyant emporter la ville par surprise; déjà ils battent les palissades, lorsque les portes de Plaüen, de Pyrna, de Ziegel, de Rampsche, de Dohna, s'ouvrent devant les colonnes de Ney, du duc de Trévise, les escadrons de Latour-Maubourg et du roi Murat. L'ennemi, ébranlé par le choc impétueux de nos soldats, se replie d'abord et se réforme un peu en arrière. « Napoléon est dans la ville ! » tel est le cri qui s'é-

lève dans ses rangs, et ce nom seul le frappe de stupeur. Les Français culbutent tout devant eux. Les alliés se décident enfin à nous abandonner le terrain couvert de morts et de blessés; ils se retirent sur la colline de Roecknitz et sur les hauteurs environnantes, nous laissant près de deux mille prisonniers. La nuit vient; Dresde est sauvée.

Ce n'était pas assez d'avoir délivré la capitale de la Saxe, la clé de notre ligne sur l'Elbe, il fallait rompre et mettre en fuite l'armée de Bohême, la rejeter en désordre sur la route de Prague, où, rencontrant dans une formidable position le corps du général Vandamme, elle doit nécessairement disparaître tout entière. Ce fut l'œuvre de la seconde journée de Dresde. Une pluie torrentielle était tombée pendant toute la nuit du 26 au 27. Dès le point du jour, quoique le temps fût affreux, le sol couvert d'eau et de boue, les deux armées se disposèrent à en venir aux mains. A neuf heures du matin, l'ennemi se développait en un vaste croissant, occupant les routes de Pilnitz, de Pyrna, de Dohna, de Dippodiswalde, de Platten, et prolongeait sa gauche au delà de la petite rivière de Weissritz, du côté du faubourg de Friederichstadt. Napoléon a changé les dispositions. Toute la cavalerie, traversant la ville, a été réunie à l'extrémité opposée où elle a combattu la veille, dans le faubourg de Friederichstadt; le duc de Bellune se place en avant des barrières de Freyberg; le maréchal Marmont, devant les portes de Dippodiswalde et de Dohna, fait face au quartier général de Schwartzenberg; Saint-Cyr range le quatorzième corps autour du Grand-Jardin public, en dehors de la ville, entre les routes de Dohna et de Pyrna; enfin, le duc de Trévise, avec deux divisions de la jeune garde, soutenues par la cavalerie de la garde du général Nansouty, forme notre extrême gauche au delà de la route de Pyrna. Les réserves de l'artillerie appuient notre centre avec la vieille garde. Le plan de la bataille consiste à occuper l'ennemi par le centre, à soutenir son attaque, à lui

faire engager le plus de troupes possible sur ce point, pendant que par sa gauche et par sa droite le roi Murat et le duc de Trévise chercheront à l'envelopper et à lui couper sa retraite. L'action s'engage, nos pièces du centre commencent le feu. Murat fait des prodiges du côté de Freyberg; il culbute et éparpille les six divisions qui composent la gauche des alliés; le duc de Trévise et Nansoûty manœuvrent sur sa droite avec succès, et nos artilleurs, par une vive canonnade, maintiennent les assaillants à une grande distance. Une des batteries, s'apercevant que ses coups ne portaient pas, avait interrompu le feu. Napoléon lui envoie l'ordre de recommencer à tirer, ne fût-ce que pour entretenir l'action. L'ordre est exécuté, quelques décharges ont lieu. En ce moment, un groupe d'officiers supérieurs de l'armée de Schwartzenberg était placé sur une des hauteurs de Roecknitz; un des premiers boulets lancés par la batterie dont il vient d'être question, ricoche au milieu du groupe, frappe un général et lui brise les deux jambes. C'est Moreau, qui tombe blessé mortellement par le bronze français. On l'emporte loin du champ de bataille, et il va expirer à Lahn, sur la route de Prague. L'empereur Alexandre paiera à sa veuve le sang qu'il a versé au service des ennemis de sa patrie (4).

Il était deux heures; l'armée coalisée, écrasée par notre cavalerie, attaquée à la baïonnette par nos intrépides conscrits, ne pouvant faire usage de ses armes à feu sous une pluie battante, enveloppée en partie, se met en retraite. Plusieurs de ses divisions ont été entièrement détruites ou faites prisonnières. Elle laisse vingt mille hommes tant tués que blessés; nous lui avons fait quinze mille prisonniers, pris quarante drapeaux et soixante pièces de canon. Tout l'espace compris entre Dresde et les hauteurs, la plaine, les routes, les ravins, les vallées, sont jonchés de débris de caissons, de voitures, d'armes, de cuirasses et de boulets. Des milliers de blessés ont trouvé la mort dans

les mares profondes formées par l'averse qui est tombée pendant plus de vingt heures. Les généraux autrichiens Androssy et Milisens ont péri; Giulay, Mariassy et Fierenberger sont blessés; Metzka et Seczinsky sont prisonniers.

On peut juger de l'enthousiasme qui régna dans la ville de Dresde à la suite de cet éclatant succès, en se rappelant la situation cruelle de cette capitale, trois jours auparavant, lorsqu'avec sa garnison de quinze mille recrues elle se voyait bloquée par une armée de deux cent mille hommes. Le peuple était dans l'ivresse. Tous ceux qui n'étaient point étrangers à l'art militaire, ne savaient ce qu'ils devaient le plus admirer, de l'élan magnifique de nos jeunes soldats ou de la science stratégique de l'empereur, dont les divisions, déployées en éventail au début de l'action, s'étaient portées cependant, malgré leur infériorité numérique, sur les flancs de l'ennemi et lui avaient fait tant de prisonniers.

Nos soldats ayant eu une nuit de repos, se mettent le lendemain à la poursuite des alliés. Il s'agit maintenant d'entretenir la confusion dans leurs colonnes, en les rejetant au pied des hauteurs de Peterswalde, où le général Vandamme a dû s'établir, s'il a suivi les ordres de Napoléon. L'empereur a tout lieu de croire que Vandamme gagnera son bâton de maréchal. Il apprend qu'il s'est emparé de la position de Pyrna le 26, et qu'il s'est immédiatement dirigé sur les hauteurs de la frontière de Bohême, pour occuper Peterswalde. Ainsi, les débuts de la campagne sont brillants, et tout se précipite vers un dénouement fatal à la coalition. Le duc de Reggio marche sur Berlin avec des forces imposantes; le duc de Tarente doit s'être emparé de Breslau à l'heure qu'il est. Vandamme « va ramasser l'épée du vaincu. »

Les fatigues de la bataille, et ce déploiement surhumain d'activité dont Napoléon a donné le spectacle à son armée, l'ont accablé. L'empereur a été gravement indisposé dans la matinée

du 28; des symptômes alarmants se sont déclarés; le quartier général, qui avait été transporté à Pyrna, est ramené à Dresde. Ce n'est heureusement qu'un épuisement tout momentané des forces vitales. Le 29, il est complétement remis, et il se hâte de prendre connaissance des dépêches arrivées depuis la veille. Il doit y trouver le bulletin des succès de ses généraux. Il n'y trouve que l'évanouissement de ses espérances et la triste contre-partie de ses magnifiques journées de Dresde. Le plan que Moreau, avant de payer sa trahison de sa vie, a indiqué à Alexandre, réussit complétement. La coalition est victorieuse partout où elle ne rencontre que les seuls lieutenants de Napoléon.

Les divisions du duc de Reggio n'ont pas mis toute la promptitude nécessaire dans leur mouvement sur Berlin. Bernadotte, avec l'armée coalisée du nord, Prussiens, Suédois, Russes et Anglo-Allemands, en tout cent soixante et dix mille hommes, a eu le temps de couvrir la capitale. Le duc de Reggio a essuyé de telles pertes dans trois combats successifs qui ont eu lieu à Gross-Beeren, qu'il a été forcé de se mettre en pleine retraite sur Witemberg. Alors le prince d'Eckmülh a dû suspendre sa marche combinée, et la garnison de Magdebourg, qui se portait également sur Berlin, tombée au milieu d'une nuée de Cosaques, a été dispersée après avoir perdu le quart de ses soldats.

Les nouvelles de la Silésie ne sont pas meilleures que celles du Brandebourg. Le duc de Tarente, que Napoléon avait laissé dans une situation excellente, a été battu sur les bords de la Katzbach par l'armée de Blücher. Quelques jours après cette défaite, une de ses divisions isolées a été enveloppée sur les bords de la Bober; quinze mille hommes ont été noyés, tués ou faits prisonniers; cent pièces de canon nous ont été enlevées. Macdonald s'est retiré derrière la Neisse.

Et Vandamme! La position de Peterswalde est désormais le seul espoir de Napoléon. Les échecs subis par nos divisions de Silésie et de Brandebourg ne sont rien, si notre armée de

Dresde, acculant l'ennemi par la grande route de Prague, le rejette en désordre sur les divisions de Vandamme. Tout semble devoir se passer ainsi. Le 28, les hauteurs de Peterswalde ont été couronnées, après un combat acharné contre le prince de Wurtemberg, rallié à la coalition. Le prince de Reuss, qui nous est resté fidèle à la tête d'un contingent de la Confédération du Rhin, a péri dans cette rencontre. Le 30, le roi de Naples a poussé jusqu'à Zétau, le duc de Raguse jusqu'à Altemberg, Saint-Cyr jusqu'à Liebenau, refoulant devant eux les colonnes éparses de l'armée combinée. Les débris du corps du général Kleist sont poussés au pied des retranchements naturels que tient Vandamme. Malheureusement celui-ci se laisse entraîner à une opération qui va tout compromettre. Au lieu d'attendre l'ennemi l'arme au bras, il imagine de descendre dans la vallée profonde de Culm et de s'emparer de la ville de Tœplitz. Maître de cette place, il fermerait toute issue à deux cent mille coalisés, toutes les colonnes en retraite qui débouchent sur Tœplitz par les gorges de Zinwall seraient coupées, et nos aigles victorieuses ne s'arrêteraient plus qu'aux portes de Vienne. Telle est l'ambition de ce général; elle sera cruellement déçue. Napoléon craignait qu'il ne manquât d'audace et de fermeté, en présence des troupes de Schwartzenberg; c'est par l'excès contraire qu'il va se perdre. Peterswalde est abandonné; Vandamme n'est plus qu'à une demi-lieue de Tœplitz; il croit toucher au but, lorsque des forces supérieures lui opposent une barrière infranchissable. Après dix heures de lutte et une nuit pleine de perplexités, le 30 au matin il se voit contraint de renoncer à son projet, et de regagner par Culm les hauteurs. Mais il trouve Peterswalde occupé par Kleist lui-même. Pris entre deux feux, accablés par le nombre, pressés en tête et en queue dans une chaussée étroite que bordent de chaque côté des roches escarpées, nos soldats livrent un combat fabuleux. Notre cavalerie, pour se faire jour à travers les colonnes épaisses des

Prussiens de Kleist, gravit au galop des pentes si raides, que dans des circonstances ordinaires les chevaux auraient eu de la peine à les aborder au pas; elle s'empare ainsi de toutes les batteries qui nous foudroyaient du haut des montagnes (*). L'infanterie prussienne et l'infanterie française se heurtent de front, rang contre rang, homme contre homme : ceux-ci descendant la chaussée rapide, ceux-là remontant, et, ne pouvant se jeter ni à droite ni à gauche, s'écrasant pour trouver une issue. Cette journée ne fut pas une bataille, mais une mêlée épouvantable, où l'un et l'autre parti laissèrent des milliers de cadavres. Nous y perdons le général badois Heimrod. Guyot, Haxo et Vandamme sont faits prisonniers, et ce dernier est triomphalement conduit à Prague. Cinq mille prisonniers, soixante pièces de canon et quatre cents voitures ont été abandonnés à l'ennemi. Les soldats de Kleist vont se réunir à l'avant-garde de Barclai de Tolly; ceux des nôtres qui ont pu s'échapper, rejoignent un à un le corps de Gouvion Saint-Cyr, qui occupe Liebenau.

L'issue du combat de Peterswalde permit aux coalisés de poursuivre leur retraite sur Prague, et d'y rallier les deux cent mille hommes revenus des bords de l'Elbe. Ils donnèrent à cette journée le nom de bataille de Culm, et ils la célébrèrent dans leurs bulletins comme une victoire éclatante. C'était, en effet, une victoire pour les vaincus de Dresde, que d'avoir échappé à l'embuscade si savamment préparée sur leurs pas, par le génie de Napoléon.

Ainsi s'évanouit la dernière espérance que l'empereur avait fondée sur ses lieutenants. A quoi devaient lui servir désormais ses succès? Les généraux sur lesquels il se reposait pour en recueillir les fruits, compromettaient les résultats les plus certains par leur hésitation ou par leur audacieuse imprudence. Vandamme n'est pas seul coupable de la défaite de Peterswalde. Saint-

(*) *Tableau de la puissance de la Russie*, par Robert Wilson, témoin oculaire de ce combat.

Cyr, le roi de Naples, Raguse en sont responsables au même degré que lui, car ils n'ont pas mis à la poursuite des coalisés toute l'activité et toute l'ardeur qu'on était en droit d'attendre de leur vieille expérience du champ de bataille. Napoléon, qui fait publiquement retomber tout le poids de sa colère sur le général prisonnier, n'ignore pas que d'autres ont mérité une part de sa juste irritation; il en est péniblement impressionné pour l'avenir de ses opérations militaires.

Il s'agit de réparer les échecs de la Katzbach, de la Bober, de Gross-Beeren et de Peterswalde. En Bohême, le prince de Schwartzenberg réorganise ses régiments, mais il lui faudra quelques jours avant de pouvoir reprendre l'offensive. Napoléon profite de ce court répit pour se mettre à l'abri d'une surprise. Le comte de Lobau remplace Vandamme dans le commandement du 1er corps dont les vides sont comblés; avec le duc de Bellune et Saint-Cyr, il défendra les montagnes de Peterswalde et d'Altenberg. Du côté de Berlin, Bernadotte menace de passer l'Elbe entre Magdebourg et Wittemberg; le commandement supérieur de l'armée qui lui est opposée est donné au prince de la Moscowa. Napoléon se souvient de l'admirable sang-froid et du courage à toute épreuve dont Ney a donné l'exemple dans la retraite de Russie : il compte sur lui pour rétablir nos affaires compromises par le duc de Reggio. Enfin, l'armée de Silésie réclame impérieusement la présence de l'empereur, car c'est par là que les progrès de l'ennemi sont le plus inquiétants. Blücher s'avance sur Bautzen, et les bords de la Sprée, témoins il y a deux mois de nos beaux triomphes, sont près de subir l'invasion prussienne. Le 4 septembre, Napoléon traverse cette rivière; il arrête les colonnes de Blücher entre Bautzen et Gorlitz. La bataille est offerte; mais là où se trouve l'empereur, on persiste à refuser tout engagement. Blücher se retire au delà de la Queisse; il prendra sa revanche aussitôt que son redoutable adversaire se sera éloigné.

Après avoir pourvu ainsi aux premières nécessités de ses posi-

tions de la Bohême et de la Silésie, Napoléon allait appuyer et diriger lui-même les opérations de Ney. Il se mit en route pour rejoindre le prince de la Moscowa. Quelle ne fut pas sa douleur en apprenant que le maréchal Ney, sorti de Wittemberg et cherchant à gagner la route de Torgau à Berlin, s'était trouvé peu à peu engagé, par une escarmouche d'avant-garde, dans une bataille générale contre toute l'armée de Bernadotte, et qu'il avait été repoussé. C'est le contingent saxon qui, en se débandant au moment d'une attaque sur notre centre, a donné à Bernadotte une victoire complète dans les vastes plaines de Jutterbock.

On le voit, dans cette brillante mais malheureuse campagne de l'Elbe, le génie et l'activité de Napoléon se multiplient en vain. Le succès couronne ses efforts partout où il se trouve; des pertes irréparables nous frappent sans cesse, là où il n'est plus. Il se sépare du duc de Tarente, et le duc de Tarente est obligé de rompre; du duc de Reggio, et les Prussiens nous accablent; Ney est à peine en mouvement, et il est rejeté en désordre sous les murs de Torgau. En ce moment, c'est Dresde qui se trouve dans l'alarme. Le prince de Schwartzenberg a déjà reparu avec son armée réorganisée; son avant-garde, commandée par Wittgenstein, débouche de Pyrna. Napoléon se hâte de revenir à Dresde; il se met à la tête de quarante mille hommes, force les coalisés à se replier précipitamment sur Tœplitz, pousse sur les hauteurs de Peterswalde, et fait faire des reconnaissances jusqu'à Culm. Le 18 septembre il quitte la Bohême, et traverse Dresde le 21. Blücher a profité de nouveau de son éloignement pour reprendre l'agressive, et franchir la Sprée. La présence de l'empereur suffit pour lui faire perdre tout le terrain qu'il a gagné. Le mois de septembre se passe ainsi en marches et en contre-marches continuelles; et la France, à la lecture des bulletins de la campagne, s'étonne de voir notre armée évoluant depuis six semaines autour de Dresde, comme

dans un cercle fatal, s'épuiser en combats multipliés où les avantages sont sans résultats, où les échecs sont définitifs ; tandis que, victorieuse ou battue, la grande armée de la coalition se renforce chaque jour en bataillons et en matériel.

Tous les inconvénients de la ligne de l'Elbe se sont manifestés. Une telle position ne comportait pas des demi-succès. L'armée coalisée ou l'armée française devait y périr, et l'on avait perdu dans les gorges de Culm l'occasion unique de détruire l'ennemi. Après la bataille de Jutterbock, ce n'était plus seulement par la Bohême que nous pouvions être coupés et pris à revers, mais encore par la haute Saxe, et à la fois par ces deux points. Les coalisés, dès les premiers jours d'octobre, ne manquèrent pas de mettre cette manœuvre à exécution. Leur armée de Brandebourg, commandée par Bernadotte, celle de Silésie, commandée par Blücher, celle de Bohême, commandée par le prince de Schwartzenberg, établirent entre elles des communications ; bientôt après, les deux premières opérèrent leur jonction complète. Le 5 octobre, Blücher et Bernadotte franchirent l'Elbe, firent occuper Brême, Naumbourg, Mersebourg, et lancèrent des corps de partisans sur la Saale et sur le Weser. En même temps l'avant-garde de Schwartzenberg jetait ses troupes légères dans les environs de Leipsick. Le dénouement de ces deux pointes simultanées pouvait être la réunion définitive, sur les derrières de l'armée française, des trois généraux en chef, et toutes les routes de la France nous étaient fermées. Napoléon, au milieu de la stupeur de ses lieutenants, conçoit alors un projet digne de son génie. Il laisse une forte garnison à Dresde, envoie les corps de Lauriston, du duc de Bellune et de Poniatowski, commandés par Murat, défendre pied à pied la route de Leipsick. Il s'avance avec le reste de ses troupes sur Torgau, où il rallie les soldats de Ney, et là, voyant qu'il est trop tard pour s'opposer au passage de Blücher et de Bernadotte, il prend la résolution de marcher sur Berlin, de balayer la Silésie, et de

porter la conquête, la dévastation et la ruine dans les capitales mêmes des rois coalisés, tandis que ceux-ci se croient déjà maîtres de nos frontières. Mais les moyens d'exécution ne répondaient pas à la grandeur de ce plan; notre cavalerie était tout à fait incomplète; et, forcées de jeter des garnisons dans toutes les places un peu importantes, nos armées d'opération, affaiblies d'autant, n'auraient plus suffi aux besoins d'une bataille décisive. Napoléon n'en persistait pas moins dans son projet, qu'il étudiait depuis trois jours. Écoutant toutes les observations de l'état-major, il ne tenait aucun compte de ses avis. Blücher et Bernadotte s'avançaient à marche forcée sur Leipsick, et Schwartzenberg s'approchait également de cette place. Encore quelque retard, et le plan de Napoléon devenait une nécessité désespérante, lorsqu'un événement qu'il devait prévoir le ramena tout à coup à de plus sages résolutions.

Le 8 septembre, la Bavière avait adhéré à la coalition et réuni son armée à celle des Autrichiens. Ce royaume nous devait beaucoup; il paya ainsi l'empereur de la plus noire perfidie. La politique de Metternich et les faux semblants d'amitié dont elle entourait Napoléon pendant qu'elle le trahissait auprès des cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg, avaient fait école. Aussi dissimulé, aussi astucieux que Metternich, le ministre bavarois de Mongelas retarda aussi longtemps que possible la défection, afin que le coup fût irréparable, et que la France en fût frappée dans les circonstances les plus critiques pour elle. Cette défection ne pouvait venir, en effet, dans un moment plus favorable aux intérêts de l'Europe coalisée. Il faut lire dans un écrivain, fidèle interprète de la Sainte-Alliance (*), l'apologie de la conduite du cabinet bavarois, pour avoir une idée, affaiblie encore, de cette honteuse diplomatie de cour, de ces ignobles trafics de tout ce qu'il y a de

(*) Le comte de Paolo-Chagny, ouvrage déjà cité.

plus sacré chez l'homme, qui font la base des relations internationales. Ce qui, dans la vie privée, serait l'objet de l'indignation et du mépris des honnêtes gens, la fourberie qui ferait mettre un simple citoyen au ban de la société, devient ici le sublime du genre et trouve d'impudents apologistes. Voici comment cet écrivain met en relief et apprécie la conduite du ministre bavarois :

« Le ministre, comte de Mongelas, a prouvé, dans la circonstance où il a séparé les intérêts de la Bavière des intérêts de Bonaparte, qu'il était digne du poste éminent qu'il occupe..... Le ministre bavarois a eu l'art de dissimuler la haine que sa cour portait à Bonaparte, par les témoignages multipliés de la reconnaissance de son roi, par la manifestation de l'ineffable désir de voir triompher sa cause, qui devenait la sienne propre, en raison des vengeances qu'il devait attendre de la part de l'Autriche. Et pour donner à ses protestations un caractère de vérité, il prit ce temps pour recruter, pour rendre son armée plus formidable, et presque journellement il adressait aux Tyroliens des proclamations pour les retenir dans le devoir et leur faire perdre l'espérance qu'ils nourrissaient de pouvoir retourner à l'Autriche... Cet habile ministre, à force de feintise et de ruse, parvint à persuader Bonaparte de la sincérité des sentiments de sa cour, à lui donner de la confiance dans ses forces, et à le détourner des mesures qu'il aurait prises pour enchaîner une alliée qu'il devait redouter d'avoir pour ennemie; et Napoléon s'étant cru assez fort pour poursuivre les avantages qu'il avait obtenus devant Dresde, fit ses dispositions pour se maintenir en Silésie et envahir la Bohême... »

Est-il donc étonnant que Napoléon soit joué par la diplomatie, lorsque de tels moyens sont employés par les cabinets, dans ces assauts de subterfuges qu'on appelle les relations diplomatiques? Son âme supérieure ne pouvait s'abaisser à de douteux compromis avec l'honnêteté; car l'histoire lui doit cette justice

Castiglione, le 8e par Poniatowski, le 5e corps de cavalerie par le général Milhaud, en tout dix-neuf mille hommes, formant notre droite dans la vallée de la Pleiss, à Dosen, Marckleeberg et Dolitz; le 2e corps commandé par le duc de Bellune, le 5e par le général Lauriston, le 1er corps de cavalerie par Latour-Maubourg, le 4e corps de cavalerie par le comte de Valmy, deux divisions de la jeune garde commandées par le duc de Reggio, la vieille garde commandée par Friant et Curial, la cavalerie de la garde par Nansouty : en tout cinquante mille hommes, formant notre centre et s'appuyant sur le village de Wachau et sur les hauteurs de Meusdorfs; le 11e corps avec le duc de Tarente, deux divisions de la jeune garde avec le duc de Trévise, le 2e corps de cavalerie avec le général Sébastiani, en tout vingt-sept mille hommes, formant notre gauche, entre Holzhausen et Gross-Possna. Ces quatre-vingt-seize mille hommes, dont Napoléon s'est réservé le commandement supérieur, s'étendent ainsi à deux lieues en avant de Leipsick en un vaste demi-cercle.

Au nord de la ville, c'est le prince de la Moscowa qui commande en chef une armée de vingt-cinq mille hommes formée par le 6e corps avec le duc de Raguse, la division polonaise de Dombrowski, et le 3e corps de cavalerie avec le duc de Padoue. Ney est chargé de contenir l'armée prussienne de Blücher, forte de soixante et dix mille hommes, commandée par l'émigré Langeron, le duc d'Yorck et le général Sacken, et qui débouche par la Partha, en même temps que l'armée de Schwartzenberg débouche par la Pleiss.

Enfin, au delà de la Pleiss et de l'Elster, sur la route de Lindenau, le général Bertrand est détaché avec quinze mille hommes des divisions Morand, Guilleminot et Fontanelli. Il repoussera le général Giulay qui, à la tête de vingt mille Autrichiens, cherche à s'emparer des ponts pour nous couper la retraite.

Sur tous les points notre infériorité numérique est considérable. Dès les premiers coups de canon de la bataille, l'ennemi déploiera sur ses lignes quatre-vingt-quatorze mille hommes de plus que nous. Et cependant l'action ne saurait être reculée d'un seul jour. Notre armée ne recevra qu'un faible renfort de dix-huit mille hommes (le 7e corps commandé par le général Reynier); les alliés attendent de puissantes colonnes. Bernadotte arrivera d'un moment à l'autre au secours de Blücher avec quatre-vingt mille hommes; Colloredo et Beningsen s'avancent à marche forcée par la route de Dresde, avec les divisions de Pologne fortes de cinquante mille soldats. C'est donc trois cent soixante mille combattants que Napoléon, avec ses cent trente-six mille hommes, aura en définitive sur les bras, si dès le lendemain il ne repousse l'armée de Schwartzenberg, celle de Blücher; s'il ne se hâte de profiter d'un premier avantage pour évacuer Leipsick, passer les ponts, les faire sauter, mettre l'Elster entre lui et l'ennemi, et courir s'emparer de la ligne du Rhin. Il est vrai qu'en opérant ainsi Napoléon abandonne les magasins et les troupes qu'il a laissés dans les places de l'Elbe, la garnison de Dantzick. Mais c'est là une conséquence fatale de sa position; il ne peut songer à combattre pour rester maître du champ de bataille. Une retraite honorable est tout le fruit d'une victoire inespérée.

L'empereur s'étudie à ne pas laisser pénétrer par ceux qui l'entourent les tristes pensées dont il est assiégé. Il affecte une grande tranquillité d'esprit, et prépare tout pour l'action du lendemain, absolument comme s'il tenait réellement, dans les plaines de Leipsick, le sort de la coalition. Dans la journée du 15, il a distribué les aigles à trois nouveaux régiments, et pour cette cérémonie martiale il a su trouver de ces mots qui vont au cœur du soldat et l'électrisent. Mais de vagues préoccupations se font jour, malgré lui, dans ses paroles; il ne s'agit plus d'entrer dans une des grandes capitales de l'Europe, après

la bataille, comme à Elchingen, à Iéna, à Aüerstaed, à Eckmühl, sur la Moscowa, et de réduire les rois coalisés à se mettre à notre discrétion : « Soldats, dit Napoléon, voilà l'ennemi ! Vous « jurez de mourir, plutôt que de souffrir que la France éprouve « un affront ! » Et des milliers de voix répondent : « Oui, nous « le jurons. »

Ils ont tenu jusqu'au bout leur serment, ces soldats héroïques, qui dans nos jours de deuil et d'invasion se seraient ensevelis sous les murs de nos cités, si l'égoïsme des généraux, des sénateurs et des fonctionnaires repus ne les avait livrés aux spoliateurs de la liberté des peuples.

Le quartier général de Napoléon est à Reudnitz, à un quart de lieue des faubourgs Est de Leipsick ; mais dès le 16, au point du jour, l'empereur se porte sur les hauteurs de Meusdorfs, et sa garde formant réserve occupe un peu en arrière le village de Probstheyda. A neuf heures du matin, l'action est engagée par la grande armée de Schwartzenberg, dont les colonnes épaisses s'avancent sur Marckleeberg, Wachau, Liberwolkowitz, soutenues par deux cents bouches à feu. Le premier choc de ces masses énormes ébranle nos lignes, qui perdent du terrain. Sur notre gauche les Autrichiens pénètrent jusqu'au village de Dolitz ; mais le brave Poniatowski, à la tête de ses Polonais, fait des prodiges de valeur et repousse l'ennemi dans les marais de la Pleiss. Dolitz, Wachau et Liberwolkowitz sont six fois attaqués par les alliés, et six fois l'ennemi est culbuté avec des pertes considérables. A midi, nous tenons en avant des trois villages et nous avons fait déjà deux mille prisonniers. Le bronze retentissait avec fracas, et l'on entendait aussi le canon gronder au nord et à l'ouest de Leipsick. Deux autres batailles se livraient au même instant. Tandis que l'empereur repoussait Schwartzenberg à Wachau, le prince de la Moscowa était attaqué sur la Partha par l'armée de Blücher, et le général Bertrand, au delà de l'Elster, était aux prises avec les Autri-

chiens de Giulay. Nous dirons bientôt les résultats de ces deux actions.

Le duc de Tarente, débouchant par Holzhausen, se porta sur une des redoutes, qui fut enlevée par le général Charpentier. Nous avions repris l'offensive sur tous les points, et Napoléon ayant fait avancer une batterie de cent cinquante pièces de canon, le général Drouot en dirigea si bien les coups, que les batteries autrichiennes furent forcées de se retirer. Les coalisés se replièrent; il était trois heures, et le champ de bataille nous appartenait. Schwartzenberg essaya cependant un dernier effort sur notre droite. Il fit donner ses réserves, parvint à s'emparer de Dolitz; mais une division de la vieille garde commandée par Curial, marchant au secours de Poniatowski, reprit le village à la baïonnette. Sur notre gauche, Lauriston, soutenu par le duc de Trévise, avait débordé l'ennemi, qui opéra définitivement sa retraite. Cette journée, dite de Wachau, se termina d'une manière brillante. Les cent cinquante pièces du général Drouot que Napoléon avait fait donner pour décider l'avantage, se trouvaient en avant de nos lignes avec les tirailleurs. Une cavalerie très-nombreuse fondit sur nos canonniers et les enveloppa. Ceux-ci rangeant en carré leurs pièces chargées à mitraille, tirèrent avec tant d'habileté, que les escadrons furent tous rompus et se dispersèrent aussitôt dans le plus grand désordre.

Pendant que nous nous maintenons ainsi avec succès au sud de Leipsick, et que, sans avoir précisément défait l'armée de Schwartzenberg, nous l'avons assez maltraitée pour rendre difficile de sa part une nouvelle attaque, nous sommes moins heureux sur la Partha.

Le prince de la Moscowa et le duc de Raguse, écrasés par des forces supérieures, soixante et dix mille coalisés contre vingt-cinq mille Français, ont éprouvé des pertes considérables. L'élite de nos régiments de marins a péri; les généraux Com-

pans, Frédérichs et Raguse ont été blessés. Un malentendu a contribué à ce triste résultat. Le général Souham, avec deux divisions fortes de dix mille hommes, qui d'abord devait se réunir au maréchal Ney, a été rappelé le matin sur la Pleiss pour prendre part à la bataille de Wachau; puis arrêté en route par un contre-ordre, il est revenu vers la Partha; et, les deux champs de bataille étant séparés par quatre lieues, ces dix mille hommes, qui eussent été d'un précieux secours pour Ney et Marmont, ont perdu toute leur journée dans cette marche et cette contre-marche inutiles.

A Lindenau, les choses se sont beaucoup mieux passées. Le général Giulay, après diverses alternatives, a été complétement repoussé par le général Bertrand; il s'est retiré par Klein-Zschocher pour rejoindre l'armée de Schwartzenberg. Bertrand est maître du grand pont de Lindenau, et la route de France nous est ouverte.

Telles sont les suites de cette journée : un succès à Wachau; des pertes cruelles sur la Partha; à Lindenau notre retraite assurée. Mais nous ne saurions profiter immédiatement de ce dernier avantage; la victoire n'a pas été assez décisive pour que nous puissions couvrir un mouvement rétrograde et le protéger jusque sur les bords de la Saale. Il nous faut donc rester sur le terrain, attendant que l'ennemi nous attaque une seconde fois, ou opère lui-même sa retraite en sens inverse. Malheureusement, il n'est pas probable que les alliés s'arrêtent à ce dernier parti; ils vont recevoir des renforts si considérables, qu'ils auront tout intérêt à tenter de nouveau la fortune des combats.

Le soir même de la bataille de Wachau, Napoléon, qui ne s'illusionne pas sur les périls de sa position, saisit un prétexte honorable pour essayer une ouverture de paix auprès de son beau-père, l'empereur d'Autriche. Parmi les prisonniers que nous avons faits, se trouve le général Merfeldt. C'est ce même général qui fut chargé par l'empereur François, le lendemain

de la bataille d'Austerlitz, de demander au nom de son maître une entrevue à Napoléon, entrevue où fut signé l'armistice, préliminaire de la paix de Presbourg. Profond revirement des destinées humaines! Les rôles sont intervertis, si l'instrument est demeuré le même; et Merfeldt reçoit de l'empereur des Français une mission semblable à celle qu'il a accomplie en 1805.

Merfeldt est appelé au quartier général, et Napoléon lui fait une communication verbale, en l'autorisant à la porter à l'Autrichien :

« Notre alliance politique est rompue, lui dit-il; mais entre votre maître et moi existe une autre alliance, et celle-ci est indissoluble. C'est elle que j'invoque; car j'aurai toujours confiance dans les sentiments de mon beau-père. C'est à lui que je ne cesserai d'en appeler de tout ceci... On se trompe sur mon compte; je ne demande pas mieux que de me reposer à l'ombre de la paix; et cependant votre politique sacrifie à la peur qu'elle se fait de moi, non-seulement les affections les plus naturelles, mais ses plus chers intérêts... Tourmentés par le désir avide de recouvrer d'un seul coup tout ce que vous avez perdu par vingt ans de malheurs, vous n'avez que cette idée, et ne remarquez pas que depuis vingt ans tout a changé autour de vous; que vos intérêts ont changé de même, et que désormais, pour l'Autriche, gagner aux dépens de la France, c'est perdre. Vous y réfléchirez, général Merfeldt : ce n'est pas trop de l'Autriche, de la France, et même de la Prusse, pour arrêter sur la Vistule le débordement d'un peuple à demi nomade, essentiellement conquérant, et dont le vaste empire s'étend jusqu'à la Chine... »

L'empereur renouvelle alors les dernières offres qu'il a faites au congrès de Prague, et demande un armistice dont la première garantie, pour les alliés, sera la retraite des Français au delà du Rhin. On rend son épée au général, on lui donne la liberté sur parole; il franchit nos avant-postes pour aller porter

cette proposition au monarque autrichien, et l'on attend la réponse. Merfeldt ne reviendra pas. Le prince qui a trahi son allié politique, qui s'est joué de la sainteté du rôle de médiateur, ne doit plus tenir compte de ces liens de famille que Napoléon invoque, comme si les liens de famille étaient quelque chose pour les rois.

Les Français croyaient être attaqués le lendemain 17. Mais la journée tout entière s'écoula sans la moindre démonstration. Les coalisés occupaient à deux lieues en arrière du champ de bataille de la ville un beau campement ; et il avait été décidé au camp de Schwartzenberg qu'on ne bougerait pas que tous les renforts ne se fussent ralliés : c'est-à-dire les quatre-vingt mille hommes de Bernadotte, les vingt mille de Colloredo et les trente mille de Beningsen. Napoléon employa ce répit à renouveler les munitions de ses bouches à feu, qui n'avaient pas tiré moins de quatre-vingt mille coups dans la journée de Wachau ; à faire venir les parcs de réserve, et à étudier la position de l'ennemi. L'empereur, après un mûr examen de cette position, l'ayant reconnue très-avantageuse, se décida à se rapprocher de Leipsick ; de manière que si Schwartzenberg voulait combattre il fût forcé d'abandonner son camp et d'accepter la lutte sur un terrain inconnu. Le nombre des coalisés nous faisait aussi une nécessité de cette manœuvre qui raccourcissait notre ligne. D'ailleurs, en cas de succès, le but de notre armée, comme son salut en cas de revers, étant de repasser l'Elster et d'opérer sa retraite sur le Rhin, il valait beaucoup mieux livrer la bataille sous les murs mêmes de la ville, dont on ne pourrait ainsi être coupé. Dans la nuit du 17 au 18, les Français reculèrent d'une bonne lieue et vinrent ranger leur droite à Connewitz, leur centre à Probstheyda, leur gauche à Stoteritz. En arrière de Probstheyda, l'empereur plaça son quartier général sur une hauteur où se trouvait un moulin à tabac. Au nord de Leipsick, le maréchal Ney disposa ses troupes sur la Partha, le 6e corps à

Schœfeldt, le 3e et le 7e à Neutch et à Teekla. Enfin, le général Bertrand fut chargé de se porter sur Lutzen et Weisenfels, et de s'assurer des débouchés sur la Saale et des communications avec Erfurth.

Depuis la journée du 16, les alliés avaient vu leurs rangs s'augmenter de plus de cent mille hommes. Le 18 au matin, l'armée de Schwartzenberg se mit en marche, et, toute surprise de ne plus trouver les Français à Wachau, à Marckleeberg, à Liberwolkowitz, elle s'avança à la hâte dans la plaine, impatiente de se mesurer avec nous, comptant nous écraser d'un seul coup. A dix heures du matin la canonnade s'engage; le signal est donné, et le combat offre sur tous les points un effroyable acharnement. Avec une poignée de braves, à peine sept mille hommes, Poniatowski défend notre gauche et repousse plus de trente mille hommes commandés par Colloredo, Lichtenstein et le prince de Hesse-Hombourg. Le duc de Reggio est envoyé à son secours; l'ennemi est repoussé de ce côté jusqu'à Dosen. Sur notre centre, Barclai de Tolly, Wittgenstein et Kleist attaquent le village de Probstheyda, défendu par deux fortes batteries. Les Russes et les Autrichiens sont vigoureusement accueillis par les divisions du duc de Bellune, du duc de Castiglione et par la cavalerie du roi de Naples; ils reculent également et laissent un grand nombre de morts sur les pentes de la colline. Vers notre gauche, le duc de Tarente, qui est resté à Holzhausen, position que nous occupions le 16, et qui se trouve ainsi en dehors de la nouvelle ligne, s'est vu promptement déborder; les Prussiens de Ziethen, les Cosaques de l'hetman Platow, les Russes de Beningsen, les Autrichiens de Klenau sont même au moment de l'envelopper, lorsque l'empereur lui ordonne de se replier sur Stoteritz, où il se maintient. La journée avance, et l'ardeur des combattants ne se ralentit pas. Les coalisés, dont les colonnes semblent se multiplier sous le feu de notre artillerie, tournent principalement

leurs efforts contre notre centre. Wittgenstein et Barclai de Tolly envahissent et perdent quatre fois le village de Probstheyda. La garde, formant quatre colonnes toujours dirigées vers les points d'attaque, se porte partout où quelque vide se fait, pour soutenir nos troupes harassées, rétablir le combat, et remplir ainsi le rôle d'une réserve perpétuelle.

Laissons un moment le champ de bataille de Probstheyda pour voir ce qui se passe sur la Partha. Bernadotte a opéré sa jonction avec Blücher. De son côté, le prince de la Moscowa s'est renforcé des divisions saxonnes commandées par le général Reynier; ce dernier couvre le village de Reudnitz. Les Prussiens de Blücher essaient à plusieurs reprises de s'emparer du faubourg de Halle; ils échouent dans toutes leurs tentatives et l'avantage est pour nous de ce côté. Mais Bernadotte a franchi la Partha, et il marche sur Reudnitz. Reynier s'apprête à le repousser, lorsque tout à coup l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie saxonne et la cavalerie wurtembergeoise placées sous ses ordres, font un mouvement en avant, l'arme au bras, et vont se ranger sur la ligne des coalisés. Reynier court à ses divisions: «Où allez-vous? que faites-vous?» s'écrie-t-il. Quelques jeunes officiers saxons se précipitent vers lui et le supplient de s'éloigner. « Voyez, leur disent-ils, notre armée entraînée par des traîtres, passe à l'ennemi; retirez-vous, et n'ajoutez pas à notre honte celle de livrer notre général ! »

C'est une défection de douze mille hommes et de quarante pièces de canon. Les Saxons poussent l'infamie jusqu'à tourner immédiatement leurs armes contre les Français. Leur artillerie porte le carnage dans nos rangs. La division Delmas est hachée par leur feu, et ce général lui-même tombe frappé d'un coup mortel. Napoléon, de la hauteur où est placé son quartier général, a été témoin de cet événement qui nous compromet gravement. Il s'élance au galop vers Reudnitz, suivi des réserves de la garde. Les Suédois et les Saxons étaient déjà dans le vil-

lage. L'empereur rallie nos colonnes éparses, remplit avec sa garde le vide qui s'est fait dans leurs rangs, rétablit le combat, chasse l'ennemi, et revient à la hâte vers Probstheyda pour diriger de nouveau l'action principale.

L'armée de Schwartzenberg, découragée par l'inutilité de ses attaques sur les trois principaux points de notre ligne, Connewitz, Probstheyda et Stotteritz, se retire avec lenteur. Mais pendant que ce mouvement s'opère, ses batteries font des décharges très nourries et nous tuent beaucoup de monde. La canonnade se prolonge ainsi jusqu'au soir, et la nuit seule fait taire le bronze.

Il était six heures. Le feu du bivouac s'allumait, et Napoléon, entouré de son état-major, se rendait compte du résultat de la journée. La bataille de Leipsick a eu le même dénouement que celle de Wachau; seulement, c'est sous les murs même de la place que nous campons maintenant. Profitera-t-on de la nuit pour évacuer Leipsick, traverser l'Elster et se retirer par la route d'Erfurth que le général Bertrand nous a préparée; ou faut-il tenter un troisième combat? L'empereur ne peut se décider à fuir devant un ennemi qu'il a vaincu deux fois en trois jours. Tout rempli des souvenirs de sa gloire passée, il ne voit point les conditions tout exceptionnelles dans lesquelles il est placé; il ne songe pas qu'une nouvelle bataille semblable aux deux précédentes réduirait son armée, si victorieuse qu'elle soit, à une poignée de braves, isolée au milieu d'une horde innombrable de vaincus, dont les colonnes pressées finiraient par lui couper toute retraite et l'ensevelir dans son propre triomphe. Un rapport des commandants de l'artillerie Dulauloy et Sorbier coupe court à cette perplexité. Depuis trois jours on a tiré deux cent vingt mille coups de canon. Les munitions ont été épuisées. Les magasins où l'on trouverait à s'approvisionner sont à Torgau, Magdebourg et Erfurth; on ne peut songer aux deux premiers; Erfurth est donc notre seule ressource, et il

faut se hâter de gagner cette place. Napoléon se fait présenter les états; il reconnaît lui-même qu'il nous reste à peine seize mille coups. Aussitôt des ordres sont envoyés pour que tous les corps se replient sur Leipsick. Le passage de la rivière commence sans retard.

Rentré à Leipsick, Napoléon va faire ses adieux au roi de Saxe, ce fidèle allié que la défection de son armée a rempli de douleur et qui ne veut point nous abandonner de sa personne. L'empereur n'accepte pas ce nouveau témoignage de dévouement de Frédéric-Auguste; il le presse de rester au milieu de ses États et le délie de ses engagements. Le mouvement de retraite est commencé par le corps du duc de Bellune et du duc de Castiglione. C'est le duc de Tarente, le prince Poniatowski et le général Lauriston qui défendront la ville avec les débris de leurs divisions, pendant que nos colonnes, les bagages, les fourgons et les blessés s'écouleront par le long défilé de Lindenau. Le grand pont qui est en tête de ce défilé, à l'extrémité du boulevard, a été miné. Le colonel Montfort est chargé de veiller sur les fougasses, et d'y mettre le feu dès que notre arrière-garde l'aura franchi. Le 19, à la pointe du jour, tous les parcs, les bagages, une grande partie de la cavalerie et de l'artillerie, toute la garde avaient évacué la ville; mais déjà l'ennemi s'était aperçu de notre mouvement, et il accourait de toutes parts pour pénétrer dans la place et se précipiter sur nos pas. Lauriston, le duc de Tarente et Poniatowski le reçoivent avec vigueur, le repoussent de tous les faubourgs du midi, pendant que Blücher, au nord, essaie en vain de s'emparer du faubourg de Halle. A neuf heures du matin, Napoléon sort de Leipsick et va s'établir à Lindenau, pour voir défiler l'armée et présider lui-même à toutes les opérations de la retraite.

Notre arrière-garde, assaillie sur tous les points, commençait à fléchir. Les faubourgs étaient envahis. Des soldats saxons qui se trouvaient dans la ville, profitent du désordre de nos



A. Lacauchie del. Monin sculp.

PONIATOWSKI.

troupes, pour imiter l'exemple qui leur a été donné la veille à Reudnitz; du haut des remparts ils font feu sur les Français. C'est alors qu'une épouvantable catastrophe vient faire de cette journée la plus triste et la plus douloureuse de nos annales militaires. Une explosion retentit. C'est le grand pont qui saute. Les troupes du général Reynier, de Poniatowski, du duc de Tarente, du général Lauriston, se trouvent encore dans Leipsick! Toute retraite est ainsi coupée à quinze mille hommes et à quatre généraux en chef. Acculés sur les bords de la Pleiss et de l'Elster, pressés par une armée de plus de trois cent mille soldats, ces braves, revenus promptement de la stupeur où les a plongés cet événement, ne songent qu'à vendre chèrement leur vie. L'intrépide Poniatowski, sur le point d'être enveloppé, plutôt que de se rendre, se précipite dans l'Elster; mais il ne peut diriger son cheval fougueux, et il est englouti par les eaux bourbeuses. Plus heureux, le duc de Tarente parvient à gagner l'autre rive. Les sept huitièmes de nos soldats sont faits prisonniers; le reste périt dans la rivière ou s'ensevelit sous les décombres des maisons du faubourg.

Une certaine obscurité règne encore aujourd'hui sur le désastre du pont de Leipsick. Voici comment l'empereur expliqua lui-même l'événement dans le bulletin du 24 octobre adressé à l'impératrice régente:

« L'empereur avait ordonné de pratiquer des fougasses sous le grand pont qui est entre Leipsick et Lindenau, afin de le faire sauter au dernier moment, de retarder ainsi la marche de l'ennemi et de laisser le temps aux bagages de filer. Le général Daulay avait chargé le colonel Montfort de cette opération. Ce colonel, au lieu de rester sur les lieux, ordonna à un caporal et à quatre sapeurs de faire sauter le pont aussitôt que l'ennemi se présenterait. Le caporal, homme sans intelligence et comprenant mal sa mission, entendant les premiers coups de fusil tirés des remparts de la ville, mit le feu aux fougasses et fit sauter

le pont. Une partie de l'armée était encore de l'autre côté, avec un parc de quatre-vingts bouches à feu et quelques centaines de voitures..... Le colonel Montfort et le caporal de sapeurs sont traduits devant un conseil de guerre. »

L'histoire ne saurait passer ici sous silence cette circonstance, que le conseil de guerre n'eut pas lieu, et que le colonel Montfort, général sous la restauration, a plus tard affirmé que lui et le caporal du génie n'avaient fait qu'exécuter à la lettre les ordres de Napoléon. Ce dernier témoignage ferait peser une lourde responsabilité sur la mémoire de l'empereur, qui aurait ainsi sacrifié volontairement une partie de son armée et les héroïques et fidèles Polonais « les seuls qui eussent conservé à Napoléon « un dévouement inviolable ».

Mais la retraite de l'armée française se faisait-elle dans de telles circontances, que ce fût une nécessité de détruire le pont avant que le défilé complet eût été terminé? Ici, nous laisserons parler un écrivain russe, à l'autorité duquel nous nous sommes quelquefois rapportés : « Encore deux heures, « dit le colonel Butturlin, et soixante pièces de canon attelées, « et plus de douze mille hommes auraient été sauvés. Les alliés « n'auraient pas voulu pousser à bout des gens qui avaient en- « core les moyens d'incendier Leipsick, et d'opposer colonnes « à colonnes aux abords du faubourg de Lindenau. »

Ainsi, de l'aveu même des historiens qui ont décrit la bataille de Leipsick sous l'inspiration de la coalition, l'armée française pouvait opérer tout entière sa retraite, sans recourir à un si déplorable expédient. Est-il donc à supposer que Napoléon se soit mépris à ce point sur son véritable intérêt, sur le soin de sa propre gloire, que de préférer la perte de ses régiments, de trois corps d'armée, de fidèles généraux, de soixante pièces de canon, à l'incendie d'une ville saxonne dont les soldats l'avaient si indignement trahi la veille?

Qu'il nous soit donc permis de mettre ce douloureux épisode

au nombre de ces événements dont la fatalité, pour ainsi dire, est seule coupable et qu'il ne faut imputer à aucune préméditation humaine.

Les trois journées de Leipsick nous coûtèrent près de soixante mille hommes : vingt-cinq mille tués, parmi lesquels le prince Poniatowski, les généraux de division Vial, Rochambeau et Delmas; douze mille blessés, parmi lesquels les généraux en chef Marmont et Ney, les généraux de division Souham, Compans, Latour-Maubourg, Frédéric et Maison; vingt-trois mille blessés et prisonniers laissés au delà de l'Elster, et parmi eux les généraux en chef Lauriston, Reynier, les généraux de division Charpentier, Rosniki, Krasinki, Hochberg, le prince Emmanuel de Hesse-Darmstadt, les généraux de brigade Aubry, Bertrand, Dorsenne, Etzko, Coulomi, Bronikoski et Malakowkski. Les pertes de l'armée ennemie furent plus importantes; elles s'élevèrent à trente-cinq mille morts, dont vingt généraux, quarante-cinq mille blessés, dont quatorze généraux; un général prisonnier, Merfelds, renvoyé sur parole, porteur d'une proposition d'armistice.

C'est à Lindenau que Napoléon apprit la catastrophe du pont de Leipsick. Le mal était sans remède, et les débris de l'armée française qui venaient de passer sur la rive droite de l'Elster, n'avaient pas un instant à perdre pour maintenir leur ligne de communication avec la France. L'ennemi ne manquerait pas de jeter des ponts le plus tôt possible, et de se mettre sur la trace de nos colonnes. L'empereur donne le signal du départ. Il se hâte de gagner Erfurth où l'on arrive le 24, après quelques petits combats contre l'avant-garde du général d'Yorck qui nous talonne déjà. Nous ne ramenons que six corps d'armée, et dans quel état! Le deuxième, le troisième, le quatrième, le sixième, le neuvième et le onzième. Nous avons perdu à Leipsick le cinquième, le septième et le huitième; le premier et le quatorzième corps ont été laissés à Dresde; le treizième

occupe les places de Torgau, Magdebourg et Wittemberg; le douzième, commandé par le duc de Reggio, a été dissous.

Après une station suffisante pour se ravitailler, renouveler les caissons et faire évacuer tous les magasins, nos colonnes quittent Erfurth et continuent leur retraite sur le Rhin. Le 29, à quelques lieues de Hanau, notre avant-garde rencontre un corps de cinq à six mille hommes. Il est repoussé et nous poursuivons notre marche. On a fait quelques prisonniers; ils nous apprennent que l'armée austro-bavaroise, forte de soixante-deux mille hommes, commandée par le comte de Wrède, s'est postée sur les bords de la Kintzig, petite rivière qui se jette dans le Mein; elle nous attend de pied ferme au delà de la forêt de Hanau, que nous devons traverser. Les Bavarois ont l'intention de nous disputer le passage. En effet, le 30 au matin, à mesure que nous pénétrons dans la forêt, la fusillade s'engage avec les tirailleurs; et, lorsque nous débouchons, nos soldats se trouvent en présence d'une vaste ligne de quarante mille hommes, adossée à la rivière et couverte par quatre-vingts bouches à feu. En ce moment, notre armée n'est pas réunie en masse; le général Bertrand, le duc de Raguse, commandant le quatrième et le sixième corps, sont encore loin; l'arrière-garde, formée par le duc de Trévise, arrive à peine à Hunefeld, et nous sommes obligés d'aborder l'ennemi avec des forces tout à fait insuffisantes. Mais le général Drouot est parvenu à présenter cinquante bouches à feu; derrière cette batterie, nos régiments, protégés par la forêt, se développent avec une admirable tactique, et ils dissimulent leur petit nombre dans les taillis. Peu à peu les rangs se garnissent. Le général Curial se porte au pas de charge sur les Bavarois, avec deux bataillons de chasseurs de la vieille garde; le général Nansouty, avec la cavalerie de la vieille garde et le corps de Sébastiani, charge intrépidement par la droite. Les carrés de l'infanterie ennemie sont enfoncés; ils abandonnent précipitamment le chemin de

Francfort, et ne songent plus qu'à opérer la retraite avec le moins de pertes possible. Les Austro-Bavarois font un puissant effort par leur droite, afin d'attirer notre attention de ce côté et de donner à leur gauche le temps de se reployer. A six heures du soir, ils passent en déroute la Kintzig, nous laissant quelques pièces de canon et quatre mille prisonniers.

Cette victoire nous ouvrait la ville de Francfort, où le quartier général fut établi le 31 au soir. Dans la journée du 31, de Wrède revient de nouveau à la charge, et, franchissant la Kintzig, il attaque le général Bertrand et le duc de Raguse. Cette seconde bataille dans la forêt de Hanau lui est encore plus funeste que la première; ses têtes de colonne sont culbutées; il perd un grand nombre de soldats; lui-même est blessé dangereusement; son gendre, le prince Œttinguen, est tué; et l'on fait cette remarque, dans l'armée française, que tous les parents que ce général avait dans ses régiments ont péri dans les deux journées de Hanau. De Wrède avait été un des agents les plus actifs de la défection de la Bavière!

Francfort est évacué le 1er novembre. Enfin l'armée française est arrivée sur le Rhin. Le duc de Tarente s'établit à Cologne; le duc de Raguse à Mayence, le duc de Bellune à Strasbourg, le duc de Valmy va prendre à Metz le commandement des réserves. Toutes nos troupes ont passé le fleuve, à l'exception du quatrième corps qui occupe Cassel sur la rive droite, et qui nous sert d'avant-garde. L'empereur est à Mayence, où il s'arrête six jours pour réorganiser ses divisions rompues, refaire les cadres et nommer à toutes les places et à tous les grades vacants. Il ne quitte cette ville que le 7 novembre pour rentrer à Paris où l'attendent des mécontentements, des murmures et le réveil de l'esprit parlementaire. Napoléon victorieux a écrasé sous ses pieds la représentation nationale; une ombre de représentation va secouer tout à coup son linceul et se dresser vivante devant Napoléon vaincu.

Cette année 1813 est marquée du sceau de la fatalité. Au nord, au midi, à l'est de l'empire, les revers se suivent avec une rapidité effrayante. Tandis que notre armée d'Allemagne est forcée de se jeter derrière le Rhin pour défendre les frontières contre les alliés victorieux, notre armée d'Espagne est repoussée jusqu'aux pieds des Pyrénées. Voici les principaux événements qui se sont passés dans la péninsule ibérique, depuis l'ouverture de la campagne.

Dans les derniers jours du mois de mai, l'Angleterre a préparé contre nous deux grandes expéditions, l'une avec le secours des Siciliens, l'autre avec le concours des Portugais. Les Anglo-Siciliens sont partis du port d'Alicante sur une flotte qui se présente le 2 juin devant Tarragone. Un débarquement a lieu; mais le général Maurice Mathieu et le maréchal Suchet se portent rapidement à la rencontre de l'ennemi, l'obligent à se rembarquer. Une tempête survient, qui achève de ruiner cette expédition, et disperse la flotte. L'armée portugaise, conduite par le duc de Wellington, est plus heureuse. Le général anglais, avec soixante-dix mille hommes, s'avance sur le Douro. Toute résistance se brise contre cette masse. Le roi Joseph évacue Madrid. Nos armées, dites du Portugal, du Centre et du Midi, se replient sur l'armée du Nord, commandée par Clausel, et se retirent enfin derrière la ligne de l'Èbre. Wellington continue sa marche. La ligne de l'Èbre est abandonnée le 14 juin, et le 21 nous perdons une bataille sous les murs de Vittoria. Une déroute complète est la conséquence de notre défaite, au milieu d'une population hostile, qui se joint à l'ennemi à mesure qu'il approche, et qui devance même parfois son arrivée pour commencer une guerre de partisans. Dès qu'il a reçu la nouvelle de ces revers, Napoléon envoie sur notre frontière des Pyrénées un général qui a toute sa confiance. Le duc de Dalmatie, qui avait succédé à Duroc dans la charge de grand maréchal du palais, quitte Dresde et arrive le 12 juillet à Bayonne.

Wellington a été arrêté un instant par les forteresses de Saint-Sébastien et de Pampelune; mais il a emporté d'assaut cette première place, et les soldats anglais se sont livrés, pendant quatre jours, sous les yeux de leurs officiers, au pillage, au viol et à l'incendie. Soult occupe Saint-Jean-de-Luz. Les efforts de Wellington viennent échouer devant son attitude ferme. Bayonne, un instant menacée, échappe au sort de Saint-Sébastien. Nous ne tenons plus en Espagne que la Catalogne et le haut Aragon, où le général Suchet s'est retranché après avoir évacué le royaume de Valence et fait sauter la citadelle de Tarragone. Cependant nos aigles, au milieu de tous ces désastres, ont eu encore une belle journée. Le 13 septembre, Suchet, attaqué au col d'Ordal, culbute les Anglais et leur fait éprouver des pertes considérables.

Les événements qui se sont passés au nord de l'Italie, dans les derniers mois de 1813, moins malheureux sans doute que ceux d'Espagne, ont aggravé pourtant notre position. Napoléon, après la victoire de Lutzen et l'entrée à Dresde, inquiet de la politique autrichienne, et prévoyant toutes les conséquences d'une trahison possible, s'est séparé du prince Eugène et l'a envoyé en Italie, pour y prendre le commandement supérieur des armées de la Péninsule. La ligne du Tyrol sera un des principaux boulevards de l'empire, si le cabinet de Vienne se joint à la coalition, et l'empereur compte sur le courage et le patriotisme des Italiens, auxquels il a rendu une patrie. Le vice-roi, dès son arrivée, a formé trois corps d'armée, qu'il a placés entre la Piave et l'Adige. Les hostilités se sont ouvertes le 17 août, au même instant où elles recommençaient sur l'Elbe. Les Autrichiens ont traversé la Save du côté d'Agram. La Dalmatie et la Croatie s'insurgent en leur faveur. Le prince Eugène lève son camp de Goritz et s'avance contre le général Hiller, établi à Adelberg. Les Français ont leur droite à Trieste, et leur gauche sur les sources de la Save. Fiume et Trieste, tombés au pou-

voir des troupes de Hiller, sont repris par le général Pino. Les débuts de la campagne semblaient promettre l'avantage au prince Eugène, lorsque l'enthousiasme des Italiens se calme et se refroidit tout à coup. Le général Pino quitte l'armée, et toute l'Italie allemande se prononce pour l'Autriche. Le prince Eugène se replie sur l'Isonzo. La défection de la Bavière, en ouvrant la Péninsule à la coalition par le Tyrol, précipite notre mouvement de retraite, et c'est sur l'Adige que le vice-roi cherche un dernier appui.

Ainsi, nous avons éprouvé non-seulement un échec militaire au delà des Alpes, mais encore une sorte de défaillance morale, contre-coup affaibli des grandes défections de l'Allemagne. La réaction qui se fait dans toute l'Europe contre l'influence et la puissance de l'empire français, semble s'être glissée furtivement jusque dans le cœur des citoyens du royaume d'Italie. Ce n'est pas la trahison, sans doute, qui se manifeste sur les bords de l'Isonzo et de l'Adige, mais le découragement, mais l'inertie. Un peuple seul, et ce sera là son honneur éternel, une nationalité seule nous reste fidèle jusqu'au dernier moment, dans ce grand duel qui ressemble à un assassinat. Les Polonais mourront avec nous sur notre dernier champ de bataille.

CHAPITRE XVII.

Napoléon devant le pays. — La faction royaliste. — Le Sénat et le Corps législatif. — Réveil de l'esprit parlementaire. — Violente opposition au sein du Corps législatif. — Le Corps législatif est ajourné. — Réponse de Napoléon à cette assemblée. — Intrigues et manœuvres des agents de l'émigration. — Nouvelles levées et nouveaux impôts. — Proclamation des puissances alliées. — Les armées étrangères passent le Rhin et pénètrent en France.

NOVEMBRE 1813. — JANVIER 1814.

La nouvelle de nos désastres en Allemagne, de la retraite précipitée de Napoléon après les trois journées de Leipsick, des succès de Wellington en Espagne, de l'attitude défensive que le vice-roi était forcé de prendre sur l'Adige, avait produit en France, et surtout à Paris, une grande agitation. Expliquons-nous. Il ne saurait être question ici d'une de ces agitations de peuple libre qui se manifestent dans la rue. La vie publique n'existait plus dans l'empire. Les populations, affaiblies, saignées périodiquement par la conscription, épuisées par les levées en masse, avaient tout juste encore assez de vitalité pour percevoir le danger; mais leurs sensations toutes passives ne pouvaient produire spontanément un de ces mouvements

nationaux qui triomphent des crises les plus profondes et qui sauvent les empires. Ainsi nulle émotion sur la place publique, mais beaucoup dans les régions officielles. Là, l'instruction et les intérêts matériels, à défaut du patriotisme et du sentiment des intérêts généraux, avaient conservé un reste de sensibilité qui se réveilla puissamment aux éclats de l'orage de 1813. Sans envisager d'une manière précise la possibilité d'un changement de régime, on comprenait vaguement qu'un homme comme Napoléon ne pouvait tomber à demi, et que descendre c'était déjà pour lui toute une chute. Aussi, dans le cercle de la nouvelle et de l'ancienne noblesse, de la magistrature, de l'administration et de la haute bourgeoisie, il se forma bientôt une foule de conciliabules, foyers d'égoïsme et de personnalité où la sonorité et la grandeur des mots couvraient l'étroitesse et la mesquinerie des idées. On y parlait beaucoup des droits de la nation méconnus, de la liberté foulée aux pieds, de l'intérêt de tous sacrifié à l'ambition démesurée d'un seul, des maux de la guerre, des bienfaits de la paix. Au fond de tout cela il n'y avait qu'un sentiment unique, dont tous, sans doute, ne se rendaient pas compte exactement : la peur. Non pas cette peur du lâche qui tremble de perdre la vie : celle-là est à peu près inconnue en France; mais cette peur de l'homme riche qui tremble de perdre son opulence, du fonctionnaire qui tremble de perdre sa place; la peur enfin de celui qui possède et qui craint d'être dépossédé dans une conflagration générale.

Nous allions assister à la contre-partie des événements de 1792. Alors que devant le peuple libre de la grande révolution la patrie fut proclamée en danger, les dangers de la patrie galvanisèrent tous les cœurs, l'émotion nationale produisit la Terreur, et la France fut délivrée des étrangers. En 1813, devant un peuple habitué depuis longues années à ne compter pour rien, et lorsque l'activité politique était seulement tolérée dans les classes privilégiées, les dangers de la patrie stupéfièrent

tous les esprits, et l'émotion nationale n'enfanta que la Peur.

C'est devant ce pays que Napoléon se trouva en présence au retour de la campagne de l'Elbe. Mais si les émotions populaires, au milieu de leurs périls immédiats, ont du moins l'avantage de donner tout de suite le diagnostic de l'opinion publique; les sourdes émotions des classes privilégiées grandissent, s'accumulent, se décuplent dans l'ombre, et quand elles se manifestent en plein soleil, il n'est plus temps d'en arrêter les effets et de donner satisfaction aux intérêts lésés qui les ont produites : l'arrêt prononcé se trouve exécuté d'avance. Aussi l'empereur, malgré les nombreux agents de sa haute police, ne put-il surprendre aucun des secrets de la révolution qui se préparait lentement dans de nombreux conciliabules. Il sentit le danger, il comprit que plus d'un Judas s'était glissé dans le gouvernement, dans ses conseils les plus intimes; mais rien ne lui fut révélé au delà. On rejeta tout sur le compte des royalistes, des rares partisans de la cour d'Hartwell, et l'unique préoccupation sérieuse de l'empereur fut du côté des frontières. Il se persuada qu'une victoire suffirait pour ramener l'opinion à cette confiance aveugle, à cet entraînement irrésistible pour sa personne, qui avaient fait le consulat à vie et fondé la dynastie napoléonienne.

La faction royaliste se rendait meilleur compte de la situation du pays. Peu nombreuse, mais persévérante dans son œuvre, elle épiait le progrès de la désaffection pour le régime impérial, et de cet élément négatif elle espérait faire, à un moment donné, l'instrument d'une restauration. L'invasion de la France par les armées alliées était d'ailleurs son seul espoir, et elle raisonnait ainsi :

« Il est impossible que la coalition victorieuse songe au partage de la France; l'équilibre européen en souffrirait trop. Une France avec les limites de 1789 et des garanties contre un retour aux excès révolutionnaires, ne menaçant plus les rois

de la conquête armée et de la propagande des principes, lui conviendra bien mieux. Or notre prétendant est le seul qui s'offre à la coalition pour lui donner un tel résultat ; tout autre gouvernement aurait des périls plus ou moins prochains. Que nous faut-il pour réussir ? La désaffection du pays à l'égard de Bonaparte et le triomphe des armées alliées ; rien de plus. L'amour du peuple viendra plus tard consolider le trône des Bourbons. »

Ainsi pensaient les membres des comités royalistes de Paris, de Bordeaux et de quelques autres villes principales où la cour d'Hartwell comptait de vieux serviteurs.

Il y eut donc cela de remarquable, sur le déclin de l'empire, que ni Napoléon ni ses ennemis ne s'occupaient du peuple, et que la grande majorité des citoyens était laissée en dehors du champ clos. La dynastie napoléonienne en chassant les alliés se croyait pour jamais affermie ; les conspirateurs royalistes se voyaient maîtres du pouvoir avec l'invasion des alliés. La France, dans l'une et l'autre alternative, demeurait pays conquis. Ah ! si Napoléon avait eu le secret complet de notre esprit national, et s'il avait su que, même à l'apogée de la gloire, la France, veuve de ses droits, porte un habit de deuil sous les lauriers : il aurait fait un appel à ce peuple qu'il aimait, mais dont il comprenait mal les sentiments ; il l'aurait soulevé des bords de l'Océan aux bords de la Méditerranée, des Pyrénées au Rhin, au nom de la liberté : et les conspirateurs du dedans comme les ennemis du dehors se seraient abîmés dans le grand flux d'une révolution nouvelle.

Napoléon arriva à Saint-Cloud le 9 novembre. Le 14, il reçut aux Tuileries les *félicitations* du Sénat. Ce corps représentait dans toute sa corruption et dans tout son égoïsme cette haute société dont nous avons esquissé les traits principaux : obséquieux, vénal, sans souci des intérêts du peuple, prêt à tout livrer à l'empereur, pourvu que chacun de ses membres

conservât ses positions; prêt à tout livrer à nos ennemis, pourvu qu'il trouvât chez eux l'équivalent des faveurs impériales! Le lendemain de cette réception, un sénatus-consulte ordonna une levée de trois cent mille hommes; un décret du 6 octobre précédent avait réglé une levée de deux cent quatre-vingt mille conscrits; cela portait à onze cent mille hommes les recrues de l'année 1813.

Le Sénat avait donné la mesure de son dévouement. Vint le tour du Corps législatif. Un décret du 15 novembre porta : 1° que les députés de la quatrième série exerceraient leur fonction pendant toute la durée de la session; 2° que le Sénat et le conseil d'État assisteraient en corps aux séances impériales du Corps législatif et que l'empereur nommerait à la présidence de ce Corps. Cette dernière disposition blessa profondément les membres du Corps législatif, dont le président avait toujours été choisi sur une liste de cinq membres présentés par l'assemblée elle-même. M. Regnier, duc de Massa, fut nommé président. Le 19 décembre, Napoléon ouvrit en grande pompe la session par un discours où l'on remarque les passages suivants :

« J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour la prospérité et le bonheur du monde!... Monarque et père, je sens ce que la paix ajoute à la sécurité du trône et à celle des familles. Des négociations ont été entamées avec les puissances coalisées. J'ai adhéré aux bases préliminaires qu'elles ont présentées. J'avais donc l'espoir qu'avant l'ouverture de cette session le *congrès de Manheim* serait réuni. Mais de nouveaux retards, qui ne sont pas attribués à la France, ont différé ce moment, que presse le vœu du monde.

« J'ai ordonné qu'on vous communiquât toutes les pièces originales qui se trouvent au portefeuille de mon département des affaires étrangères. Vous en prendrez connaissance par l'intermédiaire d'une commission. Les orateurs de mon conseil vous feront connaître ma volonté sur cet objet. »

Ces paroles s'adressaient en même temps au Sénat et au Corps législatif. Le conseiller d'État Regnault de Saint-Jean d'Angely donna lecture de décrets, aux termes desquels chacune des deux assemblées devait nommer une commission extraordinaire de cinq membres, chargée d'examiner les pièces diplomatiques. Le Sénat choisit pour former sa commission MM. de Fontanes, Talleyrand, Saint-Marsan, Barbé-Marbois, Beurnonville. Le rapport de cette commission, rédigé par M. de Fontanes, fut tel qu'on devait l'attendre d'un académicien dithyrambique et flagorneur. Pas un mot pour le peuple, mais en revanche « l'éclat du diadème recommandé au patriotisme de la nation. » D'ailleurs il y avait dans ce discours une juste appréciation des nécessités du moment : « Les étrangers, « y était-il dit, tiennent un langage pacifique ; mais quelques-« unes de nos frontières sont envahies, et la guerre est à nos « portes... Ainsi donc, en invoquant la paix, que les prépa-« ratifs militaires soient partout accélérés et soutiennent la « négociation. »

Nous avons vu, dans les paroles prononcées par Napoléon devant le Corps législatif, qu'il avait été question d'un congrès à Manheim. Les alliés, en effet, ne cessaient de négocier ou plutôt de parler de négociations, tout en poursuivant le cours de leurs succès ; et c'est à ces négociations que M. de Fontanes avait fait allusion dans son rapport. Mais cette sollicitude pour la paix du monde, dont ils faisaient ostensiblement parade, n'était qu'une ruse, qu'une supercherie au moyen de laquelle les alliés espéraient détacher la nation française de l'empereur, en lui montrant l'ambition et l'irascibilité de Napoléon comme les seuls obstacles au repos de l'Europe. Il en fut ainsi du congrès de Manheim. M. de Saint-Aignan, notre ambassadeur auprès du prince de Saxe-Weymar, avait été fait prisonnier, après la retraite de l'armée française. Les souverains alliés, campés en ce moment sur la rive droite du Rhin, firent venir M. de Saint-

Aignan, et le chargèrent de remettre à Napoléon une réponse tardive aux propositions faites par l'entremise du comte de Merfeldt pendant la bataille de Leipsick. Dans cette réponse, les puissances posaient de nouveau pour base de la paix les limites du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, l'indépendance de l'Allemagne, le rétablissement de l'ancienne monarchie espagnole, l'Italie libre et gouvernée suivant des lois particulières. M. de Saint-Aignan, porteur de cet ultimatum, était arrivé à Paris le 15 novembre, et M. le duc de Bassano avait fait répondre immédiatement au prince de Metternich que l'empereur acceptait ces bases générales, et qu'il choisissait la ville de Manheim pour le lieu des conférences. Mais le ministère autrichien trouva encore moyen de gagner du temps, de traîner en longueur les préliminaires. En attendant, les armées alliées faisaient de nouveaux progrès, et toutes ces menées diplomatiques, répétons-le, n'étaient pour nos ennemis qu'un moyen d'usurper le titre de pacificateurs; lorsqu'au contraire, enivrés par leurs récents avantages, ils étaient résolus à poursuivre contre l'empire français une guerre à outrance et d'extermination.

Le Corps Législatif avait nommé sa commission pour l'examen des pièces diplomatiques; mais dans cette assemblée se manifestaient des symptômes évidents d'opposition. L'esprit parlementaire se réveillait tout à coup en France. Il existait au sein du Corps Législatif une minorité constitutionnelle, dont les membres, nourris de l'étude du droit public et privé, à l'esprit net, à la raison froide et mesurée, avaient tout juste assez de patriotisme pour regretter stérilement les atteintes que le régime impérial avait fait subir à la liberté. D'ailleurs leur amour des institutions constitutionnelles était fort platonique; l'éclat de la gloire les éblouissait comme tant d'autres, et ils s'étaient courbés comme tout le monde sous l'inflexible volonté du maître. Il était naturel que cette fraction du Corps Législatif, dont les dernières séries appelées avaient augmenté la force,

prît quelque importance au milieu de la crise, et pesât d'un certain poids dans la balance des intérêts généraux. Et ce fut sans aucun doute dans le but de réduire autant que possible cette importance, que Napoléon, qui n'aimait point l'esprit parlementaire, nomma lui-même le président du Corps Législatif pour la session de 1813-1814. Mais nous savons que la mesure avait mécontenté l'assemblée; elle donna un aliment de plus à l'opposition naissante; les intrigues royalistes, s'emparant avec habileté de ces dispositions, les firent tourner au profit d'une cause qui n'était point celle du peuple.

Le premier acte d'opposition de l'assemblée fut le choix des membres de la Commission. MM. Lainé, Flaugergues, Raynouard, Gallois et Maine de Biran furent nommés commissaires; tous appartenaient d'une manière plus ou moins sincère à la fraction constitutionnelle. Les membres fonctionnaires ou notoirement connus pour leurs opinions impérialistes avaient été soigneusement repoussés. Cette commission se rendit le 24 décembre chez le duc de Vicence, récemment nommé ministre des affaires étrangères; et dans les conférences qui eurent lieu pour l'examen des pièces, MM. Lainé et Raynouard posèrent nettement au ministre les conditions auxquelles l'assemblée donnerait son concours au gouvernement de l'empereur. La nation allait être appelée à faire de nombreux sacrifices pour obtenir la paix et le repos qui lui manquaient depuis si longtemps; il lui fallait, en compensation de ces sacrifices, une plus grande somme de liberté et des garanties constitutionnelles.

Une pareille hardiesse de la part d'un corps qui s'était toujours si complaisamment prêté au despotisme, blessa profondément l'empereur. Non pas sans doute qu'il ne reconnût lui-même que, si la paix était conclue, l'activité française, resserrée dans les frontières, demanderait un aliment politique dont elle n'avait pas eu le temps jusqu'ici de regretter l'absence; mais il pensait que l'heure des dangers suprêmes n'est pas opportune

pour discuter les bases des libertés politiques, lorsque notre liberté nationale est elle-même mise en question. M. le duc de Massa reçut de Napoléon l'ordre de veiller avec soin, comme président, sur les menées des ennemis de l'empire, au sein du Corps Législatif.

Le principal ouvrier de cette opposition naissante était un membre envoyé depuis quelques années au Corps Législatif par le département de la Gironde, M. Joseph Lainé, avocat distingué de Bordeaux. M. Lainé avait joué un rôle assez net, quoique sur une scène très-secondaire, pendant la révolution. Agé de vingt-deux ans lorsqu'éclata le grand mouvement bourgeois de 1789, il avait embrassé avec ardeur les principes nouveaux; mais il ne s'était pas arrêté aux prémisses de la révolution, il était allé au delà des constitutionnels, au delà des girondins; après la chute des amis de Brissot, professant les principes de la Montagne, il avait été nommé adjoint à l'administration municipale de Cadillac, dans les Landes. Le soin que mit plus tard M. Lainé, ministre de la Restauration, à se disculper d'avoir pris part, dans une sphère modeste, aux actes de la révolution, n'ont abouti qu'à faire mettre en lumière, par ses adversaires politiques, les preuves de ses anciennes opinions républicaines. Vers 1810, M. Lainé semblait s'être complétement rallié au gouvernement impérial, et il avait même reçu l'étoile de la Légion-d'Honneur. Il passait cependant pour faire partie des rares amis du régime démocratique qui avaient su se garantir de cette fièvre d'ambition et de cette soif des jouissances matérielles, sous la pression desquelles tant de républicains avaient sacrifié leurs principes. Il n'en était rien, et M. Lainé contracta bientôt une autre alliance. Il se mit en rapport avec le comité royaliste de Paris, et toutes ses sympathies furent désormais pour les prétentions de la maison de Bourbon. Ce comité royaliste avait pour directeurs les ducs de Duras, de la Trémouille, de Fitz-James, MM. de Polignac, Ferrand, Montmorency, Sos-

thènes de La Rochefoucauld, de Sesmaison et La Rochejaquelein; il correspondait avec la petite cour d'Hartwell, avec le cabinet anglais, et comptait un grand nombre de ramifications dans les provinces.

Chargé par ses collègues de la Commission d'examen de rédiger le rapport sur les communications officielles de l'empereur, M. Lainé allait démasquer les vrais sentiments du royaliste, dans ce travail destiné par son auteur à exercer une grande influence sur l'opinion publique.

Le rapport fut présenté au Corps Législatif, en comité secret, le 28 décembre. Deux cent cinquante-quatre membres étaient présents. Ce fut M. Lainé qui donna lecture de cette pièce, dont chaque phrase était tout un réquisitoire contre le régime impérial. Le rapporteur fut écouté au milieu d'un silence solennel : ceux-ci, la fraction constitutionnelle et les royalistes, étonnés de leur propre audace, et tremblants déjà devant ses conséquences; ceux-là, les fonctionnaires, les impérialistes, stupéfaits de ces paroles qui rappelaient la séance du Tribunat où l'austère Carnot, pendant deux heures, avait combattu l'établissement politique de 1804.

RAPPORT FAIT AU CORPS LÉGISLATIF,

Au nom de la Commission extraordinaire, par M. Lainé.

« Messieurs, la Commission extraordinaire que vous avez nommée, en vertu du décret de l'empereur du 20 décembre 1813, vient vous présenter le rapport que vous attendez dans ces graves circonstances.

« Ce n'est pas à la Commission seulement, c'est au Corps législatif en entier à exprimer les sentiments qu'inspire la communication ordonnée par Sa Majesté, des pièces originales du portefeuille des affaires étrangères.

« Cette communication a eu lieu, Messieurs, sous la présidence de S. A. S. l'archichancelier de l'empire.

« Les pièces qu'on a mises sous nos yeux sont au nombre de neuf.

« Parmi ces pièces se trouvent des notes du ministre de France et du ministre d'Autriche qui remontent aux 18 et 21 août.

« On y trouve le discours prononcé par le régent le 5 novembre, au parlement d'Angleterre ; il y disait :

« Il n'est ni dans les intentions de Sa Majesté, ni dans celles « des puissances alliées, de demander à la France aucun sacri- « fice qui puisse être incompatible avec son honneur et ses « justes droits. »

« La négociation actuelle pour la paix commence au 18 novembre dernier ; elle s'engagea, par l'entremise d'un ministre de France en Allemagne : témoin d'un entretien entre les ministres d'Autriche, de Russie et d'Angleterre, il fut chargé de rapporter en France des paroles de paix, et de faire connaître les bases générales et sommaires sur lesquelles la paix pouvait se négocier.

« Le ministre des relations extérieures, M. le duc de Bassano, a répondu le 16 à cette communication du ministre d'Autriche. Il a déclaré qu'une paix fondée sur la base de l'indépendance générale des nations, tant sur terre que sur mer, était l'objet de la politique de l'empereur ; en conséquence, il proposait la réunion d'un congrès à Manheim.

« Le ministre d'Autriche répondit, le 25 novembre, que Leurs Majestés impériale et le roi de Prusse étaient prêts à négocier dès qu'ils auraient la certitude que l'empereur des Français admettait les bases générales et sommaires précédemment communiquées. Les puissances trouvaient que les principes contenus dans la lettre du 16, quoique généralement partagés par tous les gouvernements de l'Europe, ne pouvaient tenir lieu de bases.

« Dès le 2 décembre, le ministre des relations extérieures, M. le duc de Vicence, donna la certitude désirée. En rappelant les principes généraux de la lettre du 16, il annonce avec une vive satisfaction, que Sa Majesté l'empereur a adhéré aux bases proposées; qu'elles entraîneraient de grands sacrifices de la part de la France, mais qu'elle les ferait sans regret pour donner la paix à l'Europe.

« A cette lettre le ministre d'Autriche répondit, le 10 décembre, que Leurs Majestés avaient reconnu avec satisfaction que l'empereur avait adopté des bases essentielles au rétablissement de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe; qu'elles ont voulu que cette pièce fût communiquée sans délai à leurs alliés, et qu'elles ne doutaient pas que les négociations ne pussent s'ouvrir immédiatement après leurs réponses.

« C'est à cette dernière pièce que, d'après les communications qui nous ont été faites, s'arrête la négociation; c'est de là qu'il est permis d'espérer qu'elle reprendra son cours naturel, lorsque le retard exigé pour une communication plus éloignée aura cessé. C'est donc sur ces deux pièces que peuvent reposer nos espérances.

« Pendant que cette correspondance avait lieu entre les ministres respectifs, on a imprimé dans la *Gazette de Francfort*, mise sous les yeux de votre Commission en vertu de la lettre close de Sa Majesté, une déclaration des puissances coalisées en date du 1er décembre, où l'on remarque, entre autres choses, le passage suivant: « Les souverains alliés désirent que la France soit grande,
« forte et heureuse, parce que la puissance française grande et
« forte est une des bases fondamentales de l'édifice social; ils
« désirent que la France soit heureuse; que le commerce fran-
« çais renaisse, que les arts, les bienfaits de la paix refleurissent,
« parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant
« qu'il est heureux. Les puissances confirment à l'empire français
« une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous

« ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour « avoir à son tour éprouvé des revers, dans une lutte opiniâtre et « sanglante où elle a combattu avec son audace accoutumée. »

« Il résulte de ces pièces que toutes les puissances belligérantes ont exprimé hautement le désir de la paix.

« Vous voyez surtout que l'empereur a manifesté l'intention de faire de grands sacrifices, qu'il a accédé aux bases générales et sommaires proposées par les puissances coalisées elles-mêmes.

« L'anxiété la plus patriotique n'a pas besoin de connaître encore ces bases générales et sommaires.

« Sans chercher à pénétrer le secret des cabinets lorsqu'il est inutile de le connaître pour le but qu'on veut atteindre, n'est-il pas suffisant de savoir que ces bases ne sont que les conditions désirées pour l'ouverture d'un congrès? Ne suffit-il pas de remarquer que ces conditions ont été proposées par les puissances coalisées elles-mêmes, et d'être convaincu que Sa Majesté a pleinement adhéré aux bases nécessaires à l'ouverture d'un congrès dans lequel se discutent ensuite tous les droits et tous les intérêts?

« Le ministre d'Autriche a d'ailleurs reconnu lui-même que l'empereur avait adopté des bases essentielles au rétablissement de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe; par conséquent l'adhésion de Sa Majesté à ces bases a été un grand pas vers la pacification du monde.

« Tel est, Messieurs, le résumé de la communication qui nous a été faite.

« D'après les dispositions constitutionnelles, c'est au Corps Législatif qu'il appartient d'exprimer les sentiments qu'elle fait naître; car l'article 30 du sénatus-consulte du 28 frimaire an XII porte : « Le Corps Législatif, toutes les fois que le gou- « vernement lui aura fait une communication qui aura un « autre objet que le vote de la loi, se formera en comité géné- « ral pour délibérer sa réponse. »

« Comme le Corps Législatif attend de sa Commission des réflexions propres à préparer une réponse digne de la nation française et de l'empereur, nous nous permettrons de vous exprimer quelques-uns de nos sentiments.

« Le premier est celui de la reconnaissance pour une communication qui appelle en ce moment le Corps Législatif à prendre connaissance des intérêts politiques de l'État.

« On éprouve ensuite un sentiment d'espérance au milieu des désastres de la guerre, en voyant les rois et les nations prononcer à l'envi le nom de la paix.

« Les déclarations solennelles et réitérées des puissances belligérantes s'accordent en effet, Messieurs, avec le vœu général de l'Europe pour la paix, avec le vœu si généralement exprimé autour de chacun de nous dans son département, et dont le Corps Législatif est l'organe naturel.

« D'après les bases générales, contenues dans les déclarations, les vœux de l'humanité pour une paix honorable et solide sembleraient pouvoir bientôt se réaliser. Elle serait honorable, car pour les nations, comme pour les individus, l'honneur est dans le maintien de ses droits et dans le respect de ceux des autres. Cette paix serait solide, car la véritable garantie de la paix est dans l'intérêt qu'ont toutes les puissances contractantes d'y rester fidèles.

« Qui donc peut en retarder les bienfaits? Les puissances coalisées rendent à l'empereur l'éclatant témoignage qu'il a adopté des bases essentielles au rétablissement de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe. Nous avons pour premiers garants de ses desseins pacifiques et cette adversité, véridique conseil des rois, et le besoin des peuples, hautement exprimé, et l'intérêt même de la couronne.

« A ces garanties, peut-être croiriez-vous utile de supplier Sa Majesté d'ajouter une garantie plus solennelle encore.

« Si les déclarations des puissances étaient fallacieuses, si

elles voulaient nous asservir, si elles méditaient le déchirement du territoire sacré de la France, il faudrait, pour empêcher notre patrie d'être la proie de l'étranger, rendre la guerre nationale. Mais pour opérer plus sûrement ce beau mouvement qui sauve les empires, n'est-il pas désirable d'unir étroitement la nation à son monarque?

« C'est un besoin d'imposer silence aux ennemis sur les accusations d'agrandissement, de conquête, de prépondérance alarmante. Puisque les puissances coalisées ont cru devoir rassurer les nations par des protestations publiquement proclamées, n'est-il pas digne de Sa Majesté de les éclairer par des déclarations solennelles sur les desseins de la France et de l'empereur.

« Lorsque ce prince, à qui l'histoire a conservé le nom de Grand, voulut rendre de l'énergie à ses peuples, il leur révéla tout ce qu'il avait fait pour la paix, et ses hautes confidences ne furent pas sans effet.

« Afin d'empêcher les puissances coalisées d'accuser la France et l'empereur de vouloir conserver un territoire trop étendu, dont elles semblent craindre la prépondérance, n'y aurait-il pas une véritable grandeur à les désabuser par une déclaration formelle?

« Il ne nous appartient pas sans doute d'inspirer des paroles qui retentiraient dans l'univers; mais, pour que cette déclaration eût une influence utile sur les puissances étrangères, pour qu'elle fît sur la France l'impression espérée, ne serait-il pas à désirer qu'elle proclamât à l'Europe et à la France la promesse de ne continuer la guerre que pour l'indépendance du peuple français et l'intégrité de son territoire? Cette déclaration n'aurait-elle pas dans l'Europe une irrécusable autorité?

« Lorsque Sa Majesté aurait ainsi, en son nom et au nom de la France, répondu à la déclaration des alliés, on verrait, d'une part, des puissances qui protestent qu'elles ne veulent pas s'approprier un territoire par elles reconnu nécessaire à l'équi-

libre de l'Europe, et de l'autre, un monarque qui se déclarerait animé de la seule volonté de défendre ce même territoire.

« Que si l'empire français restait seul fidèle à ces principes libéraux que les chefs des nations de l'Europe auraient pourtant tous proclamés, la France alors, forcée par l'obstination de ses ennemis à une guerre de nation et d'indépendance, à une guerre reconnue juste et nécessaire, saurait déployer, pour le maintien de ses droits, l'énergie, l'union et la persévérance dont elle a déjà donné d'assez éclatants exemples. Unanime dans son vœu pour obtenir la paix, elle le sera dans ses efforts pour la conquérir, et elle montrera encore au monde qu'une grande nation peut tout ce qu'elle veut lorsqu'elle ne veut que ce qu'exigent son honneur et ses justes droits.

« La déclaration que nous osons espérer captiverait l'attention des puissances, qui rendent hommage à la valeur française; mais ce n'est pas assez pour ranimer le peuple lui-même et le mettre en état de défense.

« C'est, d'après les lois, au gouvernement de proposer les moyens qu'il croira les plus prompts et les plus sûrs pour repousser l'ennemi, et asseoir la paix sur des bases durables. Ces moyens seront efficaces si les Français sont persuadés que le gouvernement n'aspire plus qu'à la gloire de la paix; ils le seront si les Français sont convaincus que leur sang ne sera plus versé que pour défendre une patrie et des lois protectrices. Mais ces mots consolateurs de paix et de patrie retentiraient en vain, si l'on ne garantit les institutions qui promettent les bienfaits de l'une et de l'autre.

« Il paraît donc indispensable à votre Commission qu'en même temps que le gouvernement proposera les mesures les plus promptes pour la sûreté de l'État, Sa Majesté soit suppliée de réprimer l'infraction des lois qui garantissent aux Français les droits de la liberté, de la sûreté de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques.

« Cette garantie a paru à votre Commission le plus efficace moyen de rendre aux Français l'énergie nécessaire à leur propre défense.

« Ces idées ont été suggérées à votre Commission par le désir et le besoin de lier intimement le trône et la nation, afin de réunir leurs efforts contre l'anarchie, l'arbitraire et les ennemis de notre patrie.

« Votre Commission a dû se borner à vous présenter ces réflexions, qui lui ont paru propres à préparer la réponse que les constitutions vous appellent à faire.

« Comment la manifesterez-vous?

« La disposition constitutionnelle en détermine le mode. C'est en délibérant votre réponse en comité général; et puisque le Corps Législatif est appelé tous les ans à présenter une adresse à l'empereur, vous croirez peut-être convenable d'exprimer par cette voie votre réponse à la communication qui vous a été faite. Si la première pensée de Sa Majesté, en de grandes circonstances, a été d'appeler autour du trône les députés de la nation, leur premier devoir n'est-il pas de répondre dignement à cette convocation en portant au monarque la vérité et le vœu des peuples pour la paix! »

Une grande agitation suivit cette lecture. On n'avait jamais entendu rien de pareil, depuis la création du consulat. Cependant on se contint de part et d'autre, et la parole fut donnée à M. Raynouard, pour communiquer à l'assemblée un projet d'adresse du Corps Législatif à l'empereur.

ADRESSE DU CORPS LÉGISLATIF.

« Nous avons examiné avec une scrupuleuse attention les pièces officielles que l'empereur a daigné mettre sous nos yeux. Nous nous sommes regardés alors comme les représentants de

la nation elle-même, parlant avec effusion à un père qui les écoute avec bonté. Pénétrés de ce sentiment si propre à élever nos âmes et à les dégager de toute considération personnelle, nous avons osé apporter la vérité auprès du trône; notre auguste souverain ne saurait souffrir un autre langage.

« Des troubles politiques, dont les causes furent inconnues, rompirent la bonne intelligence qui régnait entre l'empereur des Français et l'empereur de toutes les Russies; la guerre fut sans doute nécessaire, mais elle fut entreprise dans un temps où nos expéditions devenaient périlleuses. Nos armées marchèrent avec celles de tous les souverains du Nord contre le plus puissant de tous. Nos victoires furent rapides, mais nous les payâmes cher. Les horreurs d'un hiver inconnu dans nos climats changèrent en défaite toutes nos victoires, et le souffle du nord dévora l'élite des armées françaises. Nos désastres parurent des crimes à nos alliés. Les plaintes publiques de la Prusse, les sourds murmures du cabinet autrichien, les inquiétudes des princes de la Confédération, tout dès lors dut faire présager à la France les malheurs qui ne tardèrent pas à fondre sur elle. Les armées de l'empereur avaient traversé la Prusse et menaçaient l'Allemagne chancelante. L'Autriche offrit sa médiation aux deux souverains, et s'affranchit elle-même par un traité secret des craintes d'un envahissement. Les funestes conséquences de nos premiers désastres ne tardèrent pas à se manifester par des désastres nouveaux. Dantzick et Torgau avaient été l'asile de nos soldats vaincus. Cette ressource nous fut enlevée par la déclaration de la Prusse. Ces places furent enveloppées, et nous fûmes privés, par la force des choses, de quarante mille hommes en état de défendre la patrie. Le mouvement simultané de la Prusse devint pour l'Europe le signal d'une défection solennelle.

« En vain l'armistice de juillet semblait porter les puissances à un accord que tous les peuples désiraient. Les plaines de Lutzen et de Bautzen furent signalées par de nouveaux exploits. Il

semble, dans ces mémorables journées, que le soleil éclaire le dernier de nos triomphes. Un prince fidèle à notre alliance, appela dans le cœur de ses États l'armée française et son auguste chef; Dresde devint le centre des opérations militaires. Mais tandis que la cour de Saxe se distinguait par sa fidélité généreuse, une opinion contraire fermentait au milieu des Saxons et préparait l'inexcusable trahison qu'une inimitié mal cachée aurait dû laisser prévoir.

« La Bavière avait, depuis la retraite de Moscou, séparé sa cause de la nôtre; le régime de notre administration avait déplu à un peuple dès longtemps habitué à une grande indépendance dans la répartition de ses contributions, et dans la perception des impôts. Mais il y avait loin de la froideur à l'agression; le prince bavarois crut devoir prendre ce dernier parti aussitôt qu'il jugea les Français hors d'état de résister à l'attaque générale dont nos ennemis avaient donné le signal. Un guerrier né parmi nous, qui avait osé préférer un trône à la dignité de citoyen français, voulut asseoir sa puissance par une éclatante protestation contre la main bienfaisante à laquelle il devait son titre. Ne scrutons point la cause d'un si étrange abandon, respectons sa conduite, que la politique doit tôt ou tard légitimer, mais déplorons des talents funestes à la patrie. Quelques journées de gloire furent suivies de désastres plus affreux peut-être que ceux qui avaient anéanti notre première armée. La France vit alors contre elle l'Europe soulevée; et tandis que le héros de la Suède guidait ses phalanges victorieuses au milieu des confédérés, la Hollande brisait les liens qui l'attachaient à nous; l'Europe enfin cherchait à embraser la France du feu dont elle était dévorée. Nous n'avons, messieurs, à vous offrir aucune image consolante dans le tableau de tant de malheurs. Une armée nombreuse, emportée par les frimas du Nord, fut remplacée par une armée dont les soldats ont été arrachés à la gloire, aux arts et au commerce. Celle-ci a engraissé les plaines

maudites de Leipsick, et les flots de l'Elster ont entraîné des bataillons de nos concitoyens. Ici, messieurs, nous devons l'avouer, l'ennemi porté par la victoire jusqu'aux bords du Rhin, a offert à notre auguste monarque une paix qu'un héros accoutumé à tant de succès a pu trouver bien étrange. Mais si un sentiment mâle et héroïque lui a dicté un refus, avant que l'état déplorable de la France eût été jugé, ce refus ne peut plus être réitéré sans imprudence, lorsque l'ennemi franchit déjà les frontières de notre territoire. S'il s'agissait de discuter ici des conditions flétrissantes, Sa Majesté n'eût daigné répondre qu'en faisant connaître à ses peuples les projets de l'étranger ; mais on veut, non pas nous humilier, mais nous renfermer dans nos limites et réprimer l'élan d'une activité ambitieuse, si fatale depuis vingt ans à tous les peuples de l'Europe.

« De telles propositions nous paraissent honorables pour la nation, puisqu'elles prouvent que l'étranger nous craint et nous respecte. Ce n'est pas lui qui assigne des bornes à notre puissance; c'est le monde effrayé qui invoque le droit commun des nations. Les Pyrénées, les Alpes et le Rhin renferment un vaste territoire, dont plusieurs provinces ne relevaient pas de l'empire des lys, *et cependant la royale couronne de France était brillante de gloire et de majesté entre tous les diadèmes...* »

A ce passage du projet d'adresse, le vieux duc de Massa reconnaissant les préoccupations royalistes du rédacteur, ne peut maîtriser son indignation. Il interrompt vivement M. Raynouard :

— Orateur, s'écrie-t-il, ce que vous dites là est inconstitutionnel !

C'est le signal des interpellations. Elles se croisent dans tous les sens. Les épithètes de Bourbonnien et de Partisan du prince de Condé sont jetées à l'orateur par la minorité impérialiste. M. Raynouard, sans se troubler, se tourne vers le duc de Massa, et lui répond par cette apostrophe :

— Il n'y a ici d'inconstitutionnel que votre présence.

Enfin le silence se fait, et M. Raynouard continue la lecture du projet d'adresse.

« D'ailleurs, le protectorat du Rhin cesse d'être un titre d'honneur pour une couronne, du moment que les peuples de cette Confédération dédaignent cette protection.

« Il est évident qu'il ne s'agit point ici d'un droit de conquête, mais d'un titre d'alliance utile seulement aux Germains. Une main puissante les assurait de son secours; ils veulent se dérober à ce bienfait comme à un fardeau insupportable; il est de la dignité de Sa Majesté d'abandonner à eux-mêmes ces peuples qui courent se ranger sous le joug de l'Autriche. Quant au Brabant, puisque les coalisés proposent de s'en tenir aux bases du traité de Lunéville, il nous a paru que la France pouvait sacrifier sans perte des provinces difficiles à conserver, où l'esprit anglais domine presque exclusivement, et pour lesquelles enfin le commerce avec l'Angleterre est d'une nécessité si indispensable, que ces contrées ont été languissantes et appauvries tant qu'a duré notre domination. N'avons-nous pas vu les familles patriciennes s'exiler du sol hollandais, comme si les fléaux dévastateurs les avaient poursuivies, et aller porter chez l'ennemi les richesses et l'industrie de leur patrie? Il n'est pas besoin sans doute de courage pour faire entendre la vérité au cœur de notre monarque; mais dussions-nous nous exposer à tous les périls, nous aimerions mieux encourir sa disgrâce que de trahir sa confiance, et exposer notre vie même que le salut de la nation que nous représentons.

« Ne dissimulons rien : nos maux sont à leur comble; la patrie est menacée sur tous les points de ses frontières; le commerce est anéanti, l'agriculture languissante; l'industrie expire; il n'est point de Français qui n'ait dans sa famille ou dans sa fortune une plaie cruelle à guérir. Ne nous appesantissons pas sur ces faits : l'agriculteur, depuis cinq ans, ne jouit pas; il vit à peine, et les fruits de ses travaux servent à grossir le trésor

qui se dissipe annuellement par les secours que réclament des armées sans cesse ruinées et affamées. La conscription est devenue pour toute la France un odieux fléau, parce que cette mesure a toujours été outrée dans l'exécution. Depuis deux ans on moissonne trois fois l'année; une guerre barbare et sans but engloutit périodiquement une jeunesse arrachée à l'agriculture, au commerce et aux arts. Les larmes des mères et les sueurs des peuples sont-elles donc le patrimoine des rois? Il est temps que les puissances cessent de s'entrechoquer et de se déchirer les entrailles; il est temps que les trônes s'affermissent et que l'on cesse de reprocher à la France de vouloir porter dans tout le monde les torches révolutionnaires. Notre auguste monarque, qui partage le zèle qui nous anime, et qui brûle de consolider le bonheur de ses peuples, est le seul digne d'achever ce grand ouvrage. L'amour de l'honneur militaire et des conquêtes peut séduire un cœur magnanime; mais le génie d'un héros véritable qui méprise une gloire achetée aux dépens du sang et du repos des peuples, trouve sa véritable grandeur dans la félicité publique, qui est son ouvrage. Les monarques français se sont toujours glorifiés de tenir leur couronne de Dieu, du peuple et de leur épée, parce que la paix, la morale et la force, sont avec la liberté le plus ferme soutien des empires. »

La discussion s'ouvrit immédiatement sur le rapport et sur le projet d'adresse. Elle fut vive, bruyante, passionnée. Le président fit tous ses efforts pour que l'adresse fût rejetée. Cambacérès et Regnault de Saint-Jean d'Angely proposèrent divers amendements propres à en atténuer l'énergique hostilité. Toutes les modifications, tous les amendements furent rejetés, à l'exception d'un seul, qui portait sur cette phrase du rapport :

« Il paraît donc indispensable... que Sa Majesté soit suppliée « *de réprimer l'infraction des lois* qui garantissent aux Français « les droits de la liberté, de la sûreté de la propriété... »

Cette phrase avait été inspirée, entre autres faits, par les pro-

testations d'un citoyen de Marseille ; il se plaignait d'avoir eu sa maison de campagne occupée illégalement et dévastée par Masséna, qui y avait établi son quartier-général. Le duc de Massa y mit tant d'insistance, que l'assemblée, comme une concession de pure forme, substitua aux mots que nous avons soulignés, ceux-ci : « *de maintenir l'austère et constante exécution des lois, etc.* » La fin de la discussion fut renvoyée au 30. Le président espérait que vingt-quatre heures de réflexions, de remontrances et de petites manœuvres de cour ébranleraient la naissante opposition. Il n'en fut rien, et, le 30, deux cent trois voix contre cinquante-une, adoptèrent le rapport, le projet d'adresse, et en votèrent l'impression. Six exemplaires devaient être remis à chaque membre. Instruit de ce résultat, Napoléon ordonna la suppression du rapport et du projet d'adresse, la destruction des épreuves. Le 31 décembre les députés, en se rendant à la séance indiquée pour ce jour, trouvèrent les portes de la salle fermées. Un décret parut en même temps, qui prorogea le Corps Législatif, sous prétexte qu'il était nécessaire de compléter les séries, et cela malgré le précédent décret, qui avait décidé que les députés de la quatrième série exerceraient leur fonction pendant toute la durée de la session. C'était par un véritable coup d'État que Napoléon répondait aux paroles énergiques sorties de l'assemblée des députés des départements.

Si le Corps Législatif eût été une représentation sérieuse du peuple ; si cette représentation nationale et le peuple s'étaient trouvés en communion immédiate d'idées, de sentiments et de principes, nul doute que l'assemblée n'eût provoqué une révolution en résistant aux ordres de Napoléon, et en maintenant son droit de délibération et de vote, malgré le décret de prorogation. Mais il n'en était point ainsi, et c'était ailleurs que dans les grands instincts des masses, dans le trésor des principes populaires, que les membres du Corps Législatif avaient

puisé cette ardeur toute récente, ces velléités d'indépendance. Chez les uns s'était réveillé comme un écho lointain des grandes scènes parlementaires de 1789 et de 1792; les autres, voyant la puissance de Napoléon à son déclin, désespérant d'abriter longtemps encore leur nullité derrière le manteau impérial, comprenaient la possibilité d'un changement de régime, soit par une régence, soit par un retour à des institutions plus ou moins républicaines, soit par une restauration; ils se hâtaient de donner des gages au pouvoir futur, et de se préparer une honnête conversion. Le petit nombre, comme M. Lainé, travaillait nettement pour le retour des Bourbons; ceux-là étaient les habiles et ils faisaient seuls mouvoir les fils de l'opposition parlementaire. La France n'avait rien à voir là-dedans, et le coup d'État de l'empereur n'émut guère que les cercles politiques.

Napoléon saisit la première occasion qui se présenta pour répondre en maître aux remontrances des représentants des départements. Le 1er janvier, à la réception officielle du Corps Législatif, il se laissa entraîner à une violente et pittoresque improvisation; son cœur déborda tout entier, avec ses grandes vertus et ses grands défauts, avec sa vive passion de la gloire, son amour profond de la nationalité française, ses sentiments précieux d'honneur et de dignité, mais aussi avec ses répugnances, disons mieux, ses haines pour tout ce qui rappelait de près ou de loin la révolution, le règne du peuple et les jacobins.

Apostrophant les premiers membres du Corps Législatif qui se présentèrent devant lui :

« Messieurs, leur dit-il, vous pouviez faire beaucoup de bien, et vous n'avez fait que du mal.

« Les onze douzièmes d'entre vous sont bons; les autres sont des factieux.

« Qu'espériez-vous en vous mettant en oppo ition? vous

saisir du pouvoir? Mais quels étaient vos moyens? Êtes-vous représentants du peuple? Je le suis, moi; quatre fois j'ai été appelé par la nation, et quatre fois j'ai eu les votes de cinq millions de citoyens pour moi. J'ai un titre et vous n'en avez pas. Vous n'êtes que les députés des départements de l'empire.

« Qu'auriez-vous fait dans les circonstances actuelles où il s'agit de repousser l'ennemi? auriez-vous commandé les armées? auriez-vous eu assez de force pour supporter le poids des factions? Elles vous auraient écrasés, et vous auriez été anéantis par le faubourg Saint-Antoine et le faubourg Saint-Marceau. Auriez-vous été plus puissants que l'Assemblée constituante et la Convention? Que sont devenus les Guadet et les Vergniaud? Ils sont morts, et votre sort eût été bientôt le même.

« Comment avez-vous pu voter une adresse pareille à la vôtre? Dans un moment où les ennemis ont entamé une partie de notre territoire, vous cherchez à séparer la nation de moi? Ne saviez-vous pas que c'est à moi seul qu'on fait la guerre? Certes, il est honorable de voir dirigés contre moi les efforts de nos ennemis. Ils savent bien que s'ils me renversaient ils pourraient avoir de grands avantages sur la nation, une fois qu'elle serait séparée de son chef; et loin de voir ce qui ne pouvait échapper aux hommes les moins clairvoyants, vous avez servi nos ennemis!

« Votre Commission a été conduite par l'esprit de la Gironde et d'Auteuil. M. Lainé est un conspirateur, un agent de l'Angleterre, avec laquelle il est en correspondance par l'intermédiaire de l'avocat Desèze. Les autres sont des factieux.

« Je suivrai de l'œil M. Lainé : c'est un méchant homme.

« Que vous a donc fait cette pauvre France pour lui vouloir tant de mal?

« Vous exigez de moi ce que n'exigent pas les alliés. S'ils me demandaient la Champagne vous voudriez que je leur donnasse la Brie.

« Votre rapport est rédigé avec une astuce et des intentions perfides dont vous ne vous doutez pas. Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal.

« Vous pouviez faire tant de bien! J'attendais de vous des consolations : quoique j'aie reçu de la nature un caractère fort et fier, j'avais besoin de consolations.

« J'ai sacrifié mes passions, mon ambition, mon orgueil au bien de la France. Je m'attendais que vous m'en sauriez quelque gré, et lorsque j'étais disposé à faire tous les sacrifices, j'espérais que vous m'engageriez à ne pas faire ceux qui ne seraient pas compatibles avec l'honneur de la nation. Loin de là, vous, dans votre rapport, vous avez mis l'ironie la plus sanglante à côté des reproches! Vous dites que l'adversité m'a donné des conseils salutaires. Comment pouvez-vous me reprocher mes malheurs? Je les ai supportés avec honneur, parce que j'ai un caractère fort et fier; et si je n'avais pas cette fierté dans l'âme je ne me serais point élevé au premier trône de l'univers.

« Cependant j'avais besoin de consolations et je les attendais de vous. Vous avez voulu me couvrir de boue; mais je suis de ces hommes qu'on tue, et qu'on ne déshonore pas.

« Était-ce avec de pareils reproches que vous prétendiez relever l'éclat du trône? Qu'est-ce que le trône, au reste? Quatre morceaux de bois dorés revêtus d'un morceau de velours? Le trône est dans la nation, et l'on ne peut me séparer d'elle sans lui nuire, car la nation a plus besoin de moi que je n'ai besoin d'elle; que ferait-elle sans guide et sans chef?

« Je vous le répète, votre rapport était fait dans des intentions perfides. Je le garde pour le faire imprimer un jour, et apprendre à la postérité ce que vous avez fait. S'il circule dans les départements, à votre honte, je le ferai imprimer dans le *Moniteur* avcc des notes, et je ferai voir dans quelles vues il était rédigé.

« Lorsqu'il s'agit de repousser l'ennemi vous demandez des institutions! Comme si nous n'avions pas d'institutions! *N'êtes-vous pas contents de la Constitution? il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre,* ou attendre deux ans après la paix pour faire cette demande. Était-ce dans ce moment qu'il fallait la présenter, cette demande? Vous voulez donc imiter l'Assemblée constituante et commencer une révolution? Mais je ne ressemblerais pas au roi qui existait alors, j'abandonnerais le trône, et j'aimerais mieux faire partie du peuple souverain que d'être roi esclave.

« Vous avez été entraînés par l'esprit de faction, quoique les onze douzièmes de votre corps soient de bons citoyens et retournent dans leurs départements avec toute ma confiance.

« Je sais comment se conduisent les grandes assemblées : un individu se met à droite, un second à gauche, un troisième au milieu, et les factieux s'agitent, et entraînent la majorité. C'est ainsi que vous avez été conduits.

« Vous avez nommé cinq membres de votre Commission à la commission des finances, comme s'il n'y avait que ces cinq hommes-là au Corps Législatif. Vous avez repoussé ceux qui tenaient à la cour, au gouvernement; et pourquoi? Vous n'avez pas voulu de celui-ci parce qu'il était procureur-général, de celui-là parce qu'il était de la Cour des comptes : c'étaient pourtant de bons Français, et vous leur avez préféré des factieux. On est venu vous dire qu'avant de combattre il fallait savoir si l'on avait une patrie : on ne trouvait donc de patrie que là où régnait l'anarchie?

« Moi aussi je suis sorti du milieu du peuple, et je sais les obligations que j'ai contractées.

« Vous pouviez faire beaucoup de bien, et vous avez fait beaucoup de mal; et vous en auriez fait plus si j'avais laissé imprimer votre rapport. Vous parlez d'abus, de vexations. Je sais comme vous qu'il y en a eu; cela dépend des circonstances

et du malheur des temps. Mais fallait-il mettre toute l'Europe dans le secret de nos affaires? C'est du linge sale qu'il fallait blanchir en famille, et non sous les yeux du public.

« Dans tout ce que vous dites il y a la moitié de faux; l'autre moitié est vraie. Que fallait-il faire? Me communiquer confidemment tout ce qui était à votre connaissance, département par département, individu par individu : je vous aurais mis en rapport avec mes ministres, mes conseillers d'État; nous aurions tout examiné en famille; j'aurais été reconnaissant des renseignements que vous m'auriez donnés et j'aurais fait punir les dilapidateurs; je ne les aime pas plus que vous.

« Mais dans vos plaintes il y a de l'exagération. M. Raynouard a dit, par exemple, que le maréchal Masséna avait pillé la maison de campagne d'un citoyen de Marseille. M. Raynouard en a menti. Ce citoyen est venu se plaindre au ministre de l'intérieur de ce que sa maison, où logeait le maréchal Masséna, était occupée par le quartier-général pendant un temps plus long que ne le permettaient les lois. Il ne s'est pas plaint d'autre chose, et comme le quartier-général ne pouvait pas être établi ailleurs, je lui ai fait donner une indemnité. Je vous le dis, il y a de l'exagération dans vos plaintes.

« Les onze douzièmes de votre corps retourneront dans leurs départements avec ma confiance tout entière. Qu'ils disent que je veux sincèrement la paix, que je la désire autant que vous, que je ferais tous les sacrifices pour la donner à la France, qui en a besoin.

« Dans trois mois nous aurons la paix; les ennemis seront chassés de notre territoire, ou je serai mort.

« Nous avons plus de ressources que vous ne pensez. Les ennemis ne nous ont jamais vaincus; ils ne nous vaincront point, et ils seront chassés plus promptement qu'ils ne sont venus.

« Les habitants de l'Alsace et de la Franche-Comté ont un

meilleur esprit que vous. Ils demandent des armes; je leur en fais donner; je leur envoie des aides-de-camp pour les conduire en partisans.

« Retournez dans vos départements; je ferai assembler les colléges électoraux et compléter le Corps Législatif. »

Tout le discours de Napoléon est dans ces mots : « N'êtes-vous pas contents de la Constitution? il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre. » Adressé à ces membres du Corps Législatif qui avaient souffert sans mot dire toutes les violations de la Constitution, qui n'avaient pas eu le courage de protester contre la non-convocation de leur assemblée en 1812; qui, dans la session précédente, avaient promis à l'empereur « *une assistance sans bornes* », adressé à ces mêmes hommes, le reproche était sanglant. Non, ce n'était point d'un vrai, d'un sincère patriotisme que partait ce brusque réveil de l'esprit parlementaire; les événements qui suivront nous donneront la preuve de cette triste vérité.

Les membres du Corps Législatif rentrèrent dans leurs départements; et il arriva qu'au lieu d'un centre d'opposition, il y eut bientôt en France une multitude de petits foyers d'intrigues contre le gouvernement impérial, dont chaque député devint le fauteur et l'agent actif. M. Lainé, entre autres, s'entendit à Bordeaux avec le comité légitimiste de la Gironde. Nous le retrouverons plus tard au premier rang pour recueillir les faveurs des princes, rentrés au milieu des baïonnettes étrangères.

Les menées des royalistes prenaient chaque jour de nouveaux développements. Le parti des aristocraties est passé maître en fait de conspiration. Patient, habile, dissimulé, plein de prudence, se compromettant rarement, mais sachant faire mouvoir des agents secondaires; souvent couvert d'un autre drapeau que le sien; poussant ses adversaires à des excès qui compromettent leur cause, et possédant le grand levier des restaurations, l'argent : ce parti épiait le moment favorable pour se montrer. Il

n'avait garde de prononcer un seul mot, de faire entendre un seul cri qui pût le mettre en évidence. Il faisait alors ce qu'il avait fait dix fois sous la république, et ce qu'il devait faire bien souvent encore, plus tard, lorsque de nouvelles proscriptions le frappèrent; il s'emparait du sentiment dominant de l'époque, qui était alors le besoin de la paix, et partout il répandait ce vœu : la Paix, la Paix; tout en agissant sous main pour que la guerre se prolongeât, et que les alliés n'accordassent ni trêve ni cesse au gouvernement impérial. Cette tactique est vieille comme les partis; mais le peuple s'y laisse toujours prendre, et lorsqu'il reconnaît enfin que ces grands partisans de l'ordre, des lois, de la paix, ne sont que des tartufes de patriotisme, des Judas de liberté, il est trop tard; il ne lui reste qu'à se taire et à se courber. S'il veut rappeler leurs promesses à ses nouveaux maîtres, ceux-ci lui répondent avec des baïonnettes, des tribunaux exceptionnels, des prisons d'État, l'exil, et quelquefois pis encore.

Prévoyant les éventualités d'une guerre en deçà de nos frontières, Napoléon avait complété par un décret la réorganisation de la garde nationale, qui devait concourir à la défense de nos villes, pendant que l'armée tout entière manœuvrerait sur le champ de bataille. Naturellement, le commandement des légions fut donné à des hommes connus pour leur dévouement au régime impérial. Les royalistes comprirent toute l'importance de cette milice et le rôle qu'elle pourrait être appelée à jouer; aussi s'empressèrent-ils de prendre place dans ses rangs. Les ducs de Fitz-James, Sosthènes de La Rochefoucauld et leurs amis furent les premiers à se faire inscrire sur les contrôles; et ils préparèrent dès ce moment des défections désastreuses. De la petite cour de Louis XVIII partaient les mots d'ordre qui faisaient mouvoir le parti. Une lettre écrite d'Hartwell à Paris, par le duc d'Havray, après la bataille de Leipsick, nous donne la mesure des sentiments et des espérances dont se nour-

rissaient les princes. « Voici une affaire, y était-il dit, dont les « conséquences peuvent être majeures. C'est bien le cas de crier « vive le roi ! Ah ! si les puissances voulaient se rappeler ce cri « tout français en ajoutant au *souligné* le nom de Louis XVIII, « tout serait bien vite terminé ; car cette *victoire* de Leipsick est « le coup de cloche de l'agonie de Bonaparte ; un second doit « l'achever ! »

Et Louis XVIII parlait déjà en roi aux souverains alliés. Il écrivait à Alexandre Ier pour lui recommander les prisonniers français tombés entre ses mains ; ce qui était un moyen de lui rappeler qu'il existait un roi de France (*). Le 1er décembre 1813, un des compagnons de son exil, M. de Blacas d'Aulps, faisait tenir à ses agents de Paris une sorte de manifeste de *clémence* et de *pardon*, avec les noms en blanc, destiné à être remis aux sénateurs, aux généraux, aux grands dignitaires et aux fonctionnaires de l'empire, que pourraient agiter des craintes sur le retour des Bourbons. Voici un de ces manifestes conçus en termes très-habiles :

« Le roi, ne voulant négliger aucune occasion de faire connaître à ses sujets les sentiments dont il est animé, me charge de donner en son nom, à N... toutes les assurances qu'il peut désirer. Sa Majesté sait tout ce que N... peut faire pour son pays, non-seulement en contribuant à le délivrer du joug qui l'opprime, mais en secondant un jour de ses lumières l'autorité destinée à réparer tous les maux. Les promesses du roi ne sont au reste que la suite des engagements qu'il a pris à la face de l'Europe, et qui ne tendent qu'à oublier les erreurs, récompenser les services, étouffer les ressentiments, légitimer les rangs, consolider les fortunes, à n'occasionner, en un mot, que la paisible transition des calamités et des alarmes présentes, au bonheur et à la sécurité à venir. »

(*) *Histoire de la Restauration*, par un homme d'État, tome 1er, page 249.

Nous devons le dire, cependant, au mois de décembre 1813, et sur le point de franchir le Rhin, les souverains alliés répugnaient à prendre des engagements envers les Bourbons. L'empereur Alexandre était presque seul disposé en leur faveur. L'Autriche nourrissait l'espoir d'une régence qui conserverait sur le trône français, avec la fille de François, l'influence du cabinet de Vienne. L'Angleterre, pesant dans son esprit positif et mercantile toutes les conséquences d'un engagement, le refusait encore; elle pensait qu'il serait toujours temps d'accorder la France aux Bourbons, lorsque la coalition aurait pénétré dans les murs de Paris et qu'on pourrait leur faire telle condition onéreuse profitable aux intérêts britanniques; il était dangereux de les reconnaître pour les souverains d'un pays dont les frontières étaient encore sur le Rhin. L'Angleterre calculait bien. Mais cédant aux sollicitations de Louis XVIII, le cabinet de Saint-James permit enfin aux princes d'exécuter un projet formé depuis les désastres de Russie : celui d'aller se poster aux portes mêmes de la France, pour y entrer à la suite des armées alliées. Le duc d'Angoulême se rendit donc au quartier-général de Wellington; le comte d'Artois s'embarqua pour la Hollande; le duc de Berry fut conduit à l'île de Jersey, pour qu'il pût seconder un mouvement royaliste de la Vendée et de la Bretagne. On ne doutait pas de la levée en masse de ces provinces fanatisées, dès que la pression du gouvernement impérial ne se ferait plus sentir.

Et ce sont pourtant ces mêmes princes et leurs séides qui plus tard ont repoussé, avec une si vive indignation, l'accusation d'être venus en France avec l'aide et l'appui des baïonnettes étrangères, eux qui se réjouissaient de la victoire de Leipsick, où tant de sang français fut répandu! eux qui se plaçaient à la queue des colonnes de Wellington et de Blücher, et comptaient un succès, un jour heureux, chaque fois que la patrie en deuil pleurait sur l'hécatombe de ses enfants!

En présence des dangers dont la nation était menacée et du grave conflit qui venait de s'élever entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, Napoléon s'empara de la dictature, et déchira le dernier voile des fictions constitutionnelles. C'était là, sans aucun doute, une nécessité de la situation; l'empereur n'eut qu'un tort : celui de ne pas s'appuyer sur les masses, de ne pas demander au peuple la sanction que lui refusaient les classes privilégiées; de ne pas gouverner enfin révolutionnairement, lorsque tous les esprits étaient tendus vers une révolution. Il lui fallait, en 1814, provoquer l'explosion de l'orage populaire, se laisser emporter par la tempête tout en la dirigeant. Une simple dictature de palais, par la compression et la résistance, ne devait aboutir qu'à refouler les idées de liberté, le sentiment des droits, au profit de la dynastie qui s'avançait derrière l'Europe coalisée pour recueillir l'héritage impérial, sous le nom d'héritage de saint Louis. Les impôts furent doublés, les levées extraordinaires furent ordonnées par de simples notes de cabinet; la responsabilité ministérielle fut anéantie, tous les pouvoirs furent confondus. Le Sénat n'oppose aucune résistance; aucune voix ne s'élève de son enceinte pour réclamer contre ces empiétements. Mais trois mois plus tard, dressant contre Napoléon un acte d'accusation concluant à la déchéance, ce corps lui rappellera tous ces faits comme autant de crimes de lèse-souveraineté nationale, feignant d'oublier que lui-même il s'en est rendu solidaire par son silence et sa complaisante servilité.

La coalition poursuivait le cours de ses progrès, sur la rive droite du Rhin. Le 11 novembre 1813, la place de Dresde avait été forcée de capituler. Malgré les termes de cette capitulation, les trente mille Français qui défendaient la ville avec Gouvion Saint-Cyr, furent retenus prisonniers et conduits dans les États autrichiens. Les garnisons de Dantzick et de Torgau subirent un sort pareil. Amsterdam était tombé entre les mains des Prus-

siens le 24 novembre; l'armée française, un mois plus tard, avait perdu toutes les provinces hollandaises. La conquête des Provinces-Unies était confiée à l'aile droite de la grande armée des alliés, forte de deux cent mille hommes commandés par Bernadotte. Le centre de cette armée présentait cent quatre-vingt mille combattants sous les ordres de Blücher. Trois cent mille hommes formaient l'aile gauche, dirigée par Schwartzenberg. Blücher devait franchir le Rhin entre Manheim et Coblentz; Schwartzenberg songeait à envahir la France en passant le fleuve entre la Suisse et l'embouchure du Mein. Tel était le plan général de la coalition. C'est à ce moment et à la veille de franchir nos frontières naturelles, que les puissances croient utile à leurs armes de publier une déclaration destinée à séparer la cause de Napoléon de la cause française, en présentant l'empereur comme l'unique fauteur des bouleversements qui menacent le monde, et le seul ennemi que les alliés veulent abattre. Cette pièce est insérée dans le journal de Francfort.

DÉCLARATION DES PUISSANCES ALLIÉES.

Francfort, le 1er décembre.

« Le gouvernement français vient d'arrêter une nouvelle levée de trois cent mille conscrits. Les motifs du sénatus-consulte renferment une provocation aux puissances alliées; elles se trouvent appelées à promulguer de nouveau, à la face du monde, les vœux qui les guident dans la présente guerre, les principes qui font la base de leur conduite, leurs vœux et leurs déterminations.

« Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance hautement annoncée, à cette prépondérance que, pour le malheur de l'Europe et de la France,

l'empereur Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son empire.

« La victoire a conduit les armées alliées sur le Rhin. Le premier usage que LL. MM. impériales et royales ont fait de la victoire a été d'offrir la paix à S. M. l'empereur des Français. Une attitude renforcée par l'accession de tous les souverains et princes de l'Allemagne n'a pas eu d'influence sur les conditions de la paix. Ces conditions sont fondées sur l'indépendance de l'empire français, comme sur l'indépendance des autres États de l'Europe. Les vues des puissances sont justes dans leur objet, généreuses et libérales dans leur application, rassurantes pour tous, honorables pour chacun.

« Les souverains alliés désirent que la France soit grande, forte et heureuse, parce que la puissance française grande et forte est une des bases fondamentales de l'édifice social. Ils désirent que la France soit heureuse, que le commerce français renaisse, que les arts, ces bienfaits de la paix, refleurissent, parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est heureux. Les puissances confirment à l'empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir éprouvé à son tour des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée.

« Mais les puissances aussi veulent être heureuses et tranquilles; elles veulent un état de paix qui, par une sage répartition des forces, par un juste équilibre, préserve désormais leurs peuples des calamités sans nombre qui depuis vingt ans ont pesé sur l'Europe.

« Les puissances alliées ne poseront pas les armes sans avoir atteint ce grand et bienfaisant résultat, ce noble objet de leurs efforts; elles ne poseront pas les armes avant que l'état politique de l'Europe ne soit de nouveau raffermi, avant que des principes immuables n'aient repris leurs droits sur de vaines pré-

tentions, avant que la sainteté des traités n'ait enfin assuré une paix véritable à l'Europe. »

C'était donc pour rendre la France grande, forte, heureuse, que l'Europe monarchique, que toutes les aristocraties du continent se précipitaient sur nous; et non pour venger leurs défaites, pour reprendre l'œuvre de Pilnitz, pour comprimer et même détruire le grand foyer des idées démocratiques, déjà couvert de cendres par les institutions impériales, mais qui pouvait encore, réveillé par un souffle révolutionnaire, faire jaillir au loin ses flammes ardentes! C'était donc pour raffermir notre puissance, dans ses limites naturelles, avec des vues libérales, que s'avançait la coalition; et non pour ruiner la nation française, pour l'humilier, l'abaisser, la courber sous le joug d'une monarchie oppressive! Odieuse profanation de ce qui est sacré aux yeux de tous les hommes d'honneur, la parole! Jeu infâme des rois qui vendent et achètent les peuples, comme une marchandise inerte! Laissez-les pénétrer sur le sol de la patrie, ouvrez-leur vos villes et vos citadelles, et vous verrez ce qu'ils feront de cette France qui, si souvent, les avait épargnés, quand elle avait le droit de les faire rentrer dans le néant, le lendemain de ses immortelles batailles!

Nos frontières étaient dégarnies; les débris de nos divisions, sauvés de Leipsick, décimés par les fièvres, avaient presque entièrement disparu. L'ennemi n'avait qu'à franchir le Rhin; nul obstacle ne lui était opposé. L'avant-garde de Schwartzenberg passa sur la rive gauche du fleuve le 21 décembre; le feld-maréchal adressa en même temps aux Français cette proclamation :

« Français, la victoire a conduit les armées alliées sur votre frontière; elles vont les franchir.

« Nous ne faisons pas la guerre à la France; mais nous

repoussons loin de nous le joug que votre gouvernement voulait imposer à nos pays, qui ont les mêmes droits à l'indépendance et au bonheur que le vôtre.

« Magistrats, propriétaires, cultivateurs, restez dans vos foyers. Le maintien de l'ordre public, le respect pour les propriétés particulières, la discipline la plus sévère, marqueront le passage et le séjour des armées alliées ; elles ne sont animées de nul esprit de vengeance.

« D'autres principes et d'autres vues que celles qui ont conduit vos armées chez nous, président au concert des monarques alliés : leur gloire sera celle d'avoir amené la fin la plus prompte des malheurs de l'Europe. La seule conquête qu'ils ambitionnent est celle de la paix ; mais d'une paix qui assure à leurs pays, à la France, à l'Europe, un véritable état de repos. Nous espérions la trouver avant de toucher au sol français ; nous allons l'y chercher.

« Au quartier général de Lœrrak, le 21 décembre 1813.

« *Signé*, le général en chef de la grande armée des alliés,
« Le feld-maréchal, prince de SHWARTZENBERG. »

Le 1er janvier 1814, Blücher avait également passé le Rhin, entre Manheim et Coblentz ; il publia aussi sa *Proclamation aux Français*. Beaucoup plus militaire que la précédente, cette pièce était empreinte du caractère particulier du général prussien, brutal, dur, à demi sauvage, parlant de la paix et menaçant de la peine de mort tout individu qui trahirait les puissances alliées, c'est-à-dire qui continuerait à communiquer avec le gouvernement de Napoléon.

Arrêtons-nous un moment ; suspendons notre récit. L'heure des désastres a sonné, et les os de nos guerriers héroïques ne blanchiront plus sur les champs de bataille du Rhin, de l'Oder,

de la Sprée; le sol de l'empire a subi l'offense de l'invasion, et ce sont les plaines de la patrie qui leur serviront de tombeau! Dans la convulsion de la terreur, nous avons vu la France républicaine rejeter au delà de ses frontières galvanisées les soldats de la coalition de Pilnitz. La France impériale est plus sage que son aînée de 1793; elle n'a pas son fanatisme ardent, ses terribles extrémités; elle ne fait point tomber la tête de son premier magistrat sous le triangle d'acier; elle dédaigne la pique des faubourgs; les nobles et les prêtres mourront dans leur lit. Mais sa sagesse négative s'arrête tout juste où le patriotisme finit, où commence l'égoïsme; et si elle se dérobe aux grandes fatalités, c'est pour se jeter dans les grandes défaillances!

CHAPITRE XVIII.

Les adieux aux Tuileries et les adieux au peuple. — Traité de Valençay. — Trahison de Murat. — Campagne de France. — Combat de Brienne. — Bataille de la Rothière. — Congrès de Châtillon. — Champaubert, Montmirail, Vauxchamps. — Mouvements des royalistes. — La politique de M. de Talleyrand. — Traité d'alliance de Chaumont. — Victoire de Craône. — Levée en masse. — Carnot. — Événements de Bordeaux et de Lyon. — Rupture du Congrès de Châtillon. — Combat d'Arcis-sur-Aube. — Journée de la Fère-Champenoise. — Les alliés sous Paris.

JANVIER. — MARS 1814.

Une touchante solennité eut lieu aux Tuileries le 24 janvier 1814. Les officiers de la garde nationale nouvellement élus, furent reçus par l'empereur, et prêtèrent serment de fidélité. Napoléon s'avança vers eux, tenant par la main l'impératrice et le petit roi de Rome. Leur annonçant son départ pour l'armée : « Il est possible, dit-il, que par suite des mouvements que je vais exécuter, l'ennemi trouve l'occasion de s'approcher de Paris. Mais ce danger n'aurait rien de sérieux, parce que je serai toujours en mesure d'accourir et de vous délivrer. Je vous recommande d'être unis entre vous. On ne manquera pas de chercher à vous diviser, à ébranler votre fidélité à vos devoirs. Je compte sur vous pour repousser toutes ces coupables insti-

gations. Je vous laisse l'impératrice et le roi de Rome..... ma femme et mon fils! Je partirai l'esprit dégagé de toute inquiétude, parce qu'ils seront sous votre sauvegarde. Ce que j'ai de plus cher au monde après la France, je le remets entre vos mains! »

Napoléon prononça ces dernières paroles avec émotion, et des marques sensibles de sympathie lui furent données par tous les témoins de cette scène, où l'empereur avait un instant disparu pour laisser voir le père et l'époux. La grande majorité des officiers de la garde nationale quitta les Tuileries avec la ferme résolution de ne plus remettre l'épée au fourreau, que les ennemis de la France n'eussent repassé les frontières. Ils étaient tous sincères, en ce moment; mais quand l'impression de cette journée se fut affaiblie; lorsque l'image de cette femme et de cet enfant, espoir de la dynastie impériale, eut disparu : ils retombèrent tous dans ce chaos, dans cette indécision, dans ce découragement, dans cette défaillance morale qui formaient le fond de l'esprit des classes moyennes à cette époque. Le roi de Rome et l'impératrice n'eurent plus de défenseurs. Napoléon ignorait que la philosophie de Voltaire et la philosophie de Rousseau avaient rendu impossible en France une répétition de ce drame chevaleresque où Marie-Thérèse, présentant ses enfants aux Hongrois, leur disait : « Messieurs, je viens vous remettre la femme et la famille de votre souverain; ne souffrez pas que l'on désunisse sur la terre ce qui a été uni dans le ciel! » Voltaire avait éteint toute espèce de foi dans l'esprit de la bourgeoisie, y compris le culte de la royauté; et Rousseau avait allumé dans les masses une foi nouvelle, celle de la démocratie devant laquelle a disparu toute autre croyance politique. Il y aurait eu, en 1814, un autre spectacle à offrir aux Parisiens. Le souverain n'excitait qu'un enthousiasme passager et factice en essayant de réveiller les sentiments dynastiques; le défenseur de la nationalité française, le repré-

sentant de notre gloire, l'ancien général de l'armée d'Italie, l'ami de Robespierre jeune, pouvait évoquer les sentiments révolutionnaires, et il eût, sans nul doute, produit une puissante, réelle, profonde manifestation. Quelques voix se firent entendre autour de l'empereur, lui donnant le conseil d'agir ainsi. On lui disait : « Soulevez les faubourgs, armez le « peuple de la ville ; convertissez en bandes de partisans le « peuple de la campagne ; proclamez la patrie en danger, prê- « chez la guerre sainte !... » La guerre sainte ne fut proclamée que dans les bulletins officiels ; le cœur du peuple fut méconnu, et la France subit la conquête.

Un épisode des derniers temps de la puissance impériale trouve ici sa place. C'est la contre-partie de la réception officielle des gardes nationaux aux Tuileries. Napoléon, depuis son retour de la campagne de Leipsick, se montrait peu en public. Les royalistes ne manquaient pas de dire qu'il se cachait, de peur de recevoir des témoignages un peu trop vifs du mécontentement général. Deux jours avant son départ pour l'armée, Napoléon sort des Tuileries, à cheval, sans gardes ; deux aides-de-camp le suivent à cinq ou six pas de distance. Il parcourt ainsi une partie de la ville. Des cris de Vive l'empereur ! se font entendre sur son passage. Des groupes se forment et l'accompagnent. Ce sont des ouvriers, des femmes et des enfants. Il rentre au Louvre en suivant le quai. Arrivé près de la grande porte du palais, la foule devient si compacte, qu'il n'avance plus qu'avec difficulté. En ce moment, un homme du peuple, de haute taille, s'approche de Napoléon, saisit son cheval par la bride, l'arrête, et dit d'une voix forte et émue : « Sire, vous « allez partir ; battez les ennemis, mais ne vous exposez pas « trop, nous avons besoin de vous ! » La foule répète : « Oui, « oui, nous avons besoin de vous ; ne vous exposez pas ! » L'empereur répondit à demi-voix : « Merci, mes enfants ! » et il laissa tomber sur ceux qui l'entouraient « un regard si pénétrant, où

« se peignait tant de bonté et de douceur, a dit un témoin de « cette scène, que nous en fûmes aussi surpris que touchés. « Longtemps après nous nous demandions comment il était pos- « sible qu'un homme dans l'œil duquel se trouvait une telle « expression eût passé une partie de sa vie et parût se com- « plaire au milieu des douleurs cruelles que la guerre renou- « velle à chaque instant. »

Lorsqu'un suprême danger menace la patrie, des trésors de colère et d'amour s'amassent à la fois dans le peuple. Colère pour l'ennemi et pour les traîtres; amour pour les citoyens qui ont eu le secret de résumer en eux l'esprit collectif, le sentiment commun des masses, et sont devenus le symbole vivant de l'opinion publique. Mais comme les vents échappés des outres d'Éole, dès que les instincts populaires sont déchaînés, ils poursuivent au hasard leur cours fatal; et il doit faire une complète abnégation de lui-même, de sa popularité, de son pouvoir, de sa vie, celui qui donne issue à cette puissance redoutable. Plus d'une fois, sur le point de se rapprocher de la révolution, Napoléon recule, craignant de se perdre dans la tempête, lui et sa dynastie. Il n'ose point aller s'asseoir au foyer de la démocratie. Le foyer britannique lui réserve d'autres tortures.

La régence est de nouveau confiée à Marie-Louise. Des ordres précis et détaillés ont été donnés au frère de l'empereur même, à Joseph, nommé lieutenant-général de l'empire, et au ministre de la guerre Clarke, afin que la capitale, sur un pied de défense convenable, soit à l'abri de toute surprise. Trente mille hommes de la garde nationale de Paris ont été mis en activité. Le brave Moncey en est le major-général. Tranquille sur le sort de sa femme et de son fils, tout entier désormais aux soins de la guerre, Napoléon quitte Paris dans la matinée du 25. Il court au-devant de l'Europe coalisée; il la trouvera en deçà du Rhin, au cœur même de nos anciennes provinces.

L'orage grandit et s'étend. Ce n'est plus du Rhin seulement que s'avance, pleine de menaces, l'invasion détestée. De l'Italie, de l'Espagne, les plus sinistres nouvelles sont arrivées à Napoléon. Avant de nous engager dans le récit des luttes suprêmes de l'empire, il nous faut jeter un regard sur les deux Péninsules. L'Espagne était perdue, et l'armée de Wellington pénétrait déjà sur notre territoire. Napoléon, dans les derniers jours du mois de décembre, essaya vainement de faire de ce côté la part du feu. Un traité fut conclu avec Ferdinand VII, retenu depuis six ans prisonnier à Valençay. Par ce traité l'ex-roi était replacé sur le trône d'Espagne, mais à la condition de rompre avec l'Angleterre, de renvoyer les troupes de Wellington, et de contracter une alliance avec l'empire français.

Joseph renonçait à peu de chose, en vérité, en cédant sa couronne au roi *légitime*. Il avait été forcé de se réfugier en France et n'était plus souverain que de nom. Cependant il paraît qu'il ne laissa pas de s'opposer le plus longtemps possible à cet acte de haute politique. Le duc de San-Carlo, ancien ministre de Ferdinand, partit pour Madrid et présenta le traité aux Cortès. Il était porteur de lettres autographes du fils de Charles IV, exhortant la régence et les députés de la nation à ratifier le traité. Les Cortès et le gouvernement de Madrid, sous l'influence directe de la Grande-Bretagne, répondirent que « tout acte « émané de Ferdinand VII pendant sa captivité était nul ; la « nation espagnole ne pouvant obéir à son souverain que lors- « qu'elle le verrait siéger au milieu de ses fidèles sujets, au sein « du Congrès national et du gouvernement fondé par les Cor- « tès. » La guerre continua ainsi aux pieds des Pyrénées, sur les bords de la Nive et de l'Adour, comme aux pieds des Vosges et sur les bords du Rhin et de la Meuse. Napoléon, trompé de nouveau dans ses calculs, dut renoncer à rappeler auprès de lui les armées des ducs d'Albuféra et de Dalmatie.

L'Italie est dans une très mauvaise situation. Depuis plus de

deux mois le prince Eugène, que nous avons laissé sur les bords de l'Adige, résistait aux efforts des Autrichiens, attendant le concours que lui promettait le roi de Naples. Celui-ci avait une seconde fois abandonné l'armée française, après la bataille de Leipsick, pour rentrer dans ses États. Le prince Eugène apprend que les divisions Carascosa, Ambroggio et la garde de l'armée napolitaine traversent à grandes journées les États du pape; il se croit à la veille de reprendre l'offensive et d'opérer une puissante diversion en notre faveur sur ces mêmes champs de bataille où le général Bonaparte, dix années auparavant, accomplit de si merveilleux travaux. Loin de là, l'armée de Joachim, du beau-frère de Napoléon, de ce Français obscur dont la fortune avait fait un roi, et qui devait tout à la France, marchait contre la France! Murat trahissait son bienfaiteur au moment suprême; il entrait dans la coalition. Ses troupes se réunirent à un corps de partisans autrichiens débarqués vers les bouches du Pô. Murat signa le 11 janvier son traité d'alliance avec nos ennemis. Il se croyait désormais affermi sur le trône; Metternich lui avait garanti la renonciation de Ferdinand de Sicile. L'armée napolitaine envahit la Toscane, et dans toutes les villes où elle pénétra, ses généraux firent abattre les armes du royaume d'Italie. Rome fut occupée militairement et administrativement par le général Lavauguyon, au nom de Joachim. Le général Miollis, qui tenait cette ville avec une garnison française, s'enferma dans le château Saint-Ange, décidé à s'y maintenir jusqu'à la dernière extrémité. Quelques jours après, le roi de Naples entrait dans la capitale du monde chrétien, s'enivrant d'une gloire éphémère mélangée de remords et de honte.

On raconte qu'après sa défection, Murat voyant un grand nombre d'officiers français, fidèles à leur devoir, l'abandonner pour aller rejoindre le prince Eugène, leur adressa, les larmes aux yeux, ces paroles qui peignent bien le caractère du soldat si brillant, si brave sur le champ de bataille, si faible dans ses

résolutions : « J'ai comme vous un cœur français. Combien je « suis à plaindre! Ne connaissant de tout ce qui se passe que « les événements désastreux, j'ai été forcé de faire un traité « avec les Autrichiens, et de prendre des arrangements avec les « Anglais; *sans cela je ne pouvais sauver mon royaume!* »

Nous trouverons bientôt la même réponse au fond des consciences officielles, lorsque sera arrivé le jour des grandes abdications. Généraux pourvus de dotations et de duchés, magistrats pourvus de sénatoreries, ambitieux couverts de rubans et ployant sous le poids de lourds portefeuilles, déserteront tous à l'envi l'auguste ruine impériale; *sans cela ils ne pourraient sauver leurs portefeuilles, leurs titres, leurs rubans et leurs dotations* : toutes choses leur appartenant bien légitimement, en vertu de ce contrat tacite par lequel Napoléon leur avait promis de partager avec eux la France républicaine, à la condition qu'ils le feraient lui-même empereur. Les empires fondés sur l'égoïsme périssent par l'égoïsme.

L'accession de Joachim Murat à la coalition força le prince Eugène à abandonner la ligne de l'Adige, comme la défection de la Bavière l'avait obligé à quitter les bords de l'Isonzo. Le vice-roi concentra ses troupes entre le Pô et le Mincio. S'appuyant sur la place de Mantoue, il eut la gloire de tenir l'épée haute devant l'ennemi, et de conserver quelques mois encore, au milieu de son camp, une sorte de fiction militaire du beau royaume de l'Italie indépendante.

Pour en finir avec cette partie de notre récit, relative aux affaires de la Péninsule, nous devons mentionner une sorte de négociation conclue avec le pape, quelques jours avant le départ de Napoléon. Aux termes de cette négociation, Pie VII devait retourner à Rome et rentrer en possession de plusieurs provinces de ses États. Le Saint-Père quitta donc Fontainebleau et se dirigea vers les frontières de l'Italie. Mais il en fut de cette solution comme du traité de Valençay. Dès qu'il eut rejoint son

armée, Napoléon, avec toute l'Europe sur les bras, ne songea plus au pape, qui fut retenu en France.

Napoléon, parti de Paris dans la matinée du 25 janvier, pour aller se mettre à la tête des défenseurs de l'empire, arriva le 26 à Châlons-sur-Marne, où fut établi le quartier-général. Ce point répondait au centre de la ligne ennemie, dont nous allons décrire les positions. L'armée de Blücher formait la droite de cette ligne, et celle du prince de Schwartzenberg la gauche. Le contingent russe, commandé par Wintzingerode, manœuvrait entre les deux. La grande armée austro-russe pénétrait en France par les Vosges, la Franche-Comté et la Suisse. Genève leur avait été livré par l'ancien parti aristocratique, qui voyait dans le triomphe des alliés le présage certain de la restauration de tous les priviléges. L'armée prussienne nous avait entamés par la Moselle, et elle s'avançait hardiment, après avoir investi Metz et Thionville. L'empereur Alexandre, l'empereur François et le roi Frédéric-Guillaume attendaient sur la rive droite du Rhin, à Lœrack, les premiers résultats de la campagne, avant de se joindre de leur personne à l'invasion. L'ennemi, après s'être emparé successivement de Cologne, de Trèves, d'Épinal, de Vesoul, de Forbach, de Fort-Louis, de Montbeillard, du fort Lécluze, d'Haguenau, de Bourg en Bresse, de Doligny, de Lons-le-Saulnier, de Colmar, de Nancy, du fort de Joux, de Langres, de Dijon, de Toul, de Chambéry, de Châlons-sur-Saône et de Bar-sur-Aube, allait former un immense arc de cercle de Langres à Verdun. Le point de réunion de Schwartzenberg et de Blücher était à la hauteur de Nancy. De là, marchant de concert, ils devaient se porter sur Paris par grandes masses, le premier, en suivant les vallées de la Seine et de ses affluents, le second en balayant les vallées de la Marne et de l'Aisne. L'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, se décidant enfin à passer le Rhin, s'étaient joints à l'armée de Schwartzenberg.

Au moment où Napoléon quittait les Tuileries, les alliés, dans l'espace que nous avons indiqué, disposaient de deux cent mille hommes. En ralliant les cinq divisions du maréchal Mortier, du duc de Raguse, du duc de Tarente, du prince de la Moscowa, du duc de Bellune, et en y ajoutant sept mille hommes de sa garde, l'empereur ne comptait guère que soixante et douze mille hommes. Il lui était donc impossible de songer à faire face à la fois aux deux grands courants que la coalition dirigeait contre sa capitale. Le plan qu'il adopta fut conforme à la fois à l'importance numérique de ses forces et au génie tout particulier qu'il avait montré dans des cas semblables. Ce plan consistait à concentrer les divisions, à se placer entre les bassins de la Seine et de la Marne, à couper la ligne ennemie et à se porter tour à tour sur chacune des armées de Schwartzenberg, de Wintzingerode et de Blücher, pour les harceler, les épuiser et les écraser dans leur isolement, dès qu'elles se seraient compromises par quelques fausses manœuvres.

Ce fut aux approches de cette lutte décisive, que Napoléon comprit enfin combien était désastreuse la politique qu'il avait adoptée vis-à-vis de l'Espagne. Faute d'avoir réglé à temps les affaires de ce malheureux pays, il se voyait privé des troupes commandées par les maréchaux Soult et Suchet. Impuissants aux pieds des Pyrénées pour résister à l'invasion anglo-ibérique, ces deux généraux, réunis aux portes de Paris avec leurs cinquante mille hommes, eussent presque rétabli l'équilibre entre les parties belligérantes. Il en était de même pour l'armée de Lyon confiée au maréchal Augereau, que le général Bubna, avec une forte division autrichienne, tenait en échec dans le bassin du Rhône et neutralisait complétement.

Les corps du duc de Bellune, du maréchal Ney, du duc de Tarente, du duc de Raguse et du maréchal Mortier, se trouvaient groupés dans les positions que Napoléon, à son arrivée sur le théâtre de la guerre, leur avait indiquées. Le duc de

Tarente seul était en retard. On commença sans lui les opérations. L'ennemi, depuis quelques jours, avait fait de grands progrès. Les populations découragées n'offraient aucune résistance; les paysans enfouissaient leurs armes et attendaient dans une attitude morne et désespérée l'arrivée des Cosaques. Déjà une partie de l'armée alliée avait franchi la haute Marne; la Champagne allait être occupée. Napoléon fit reprendre l'offensive à notre avant-garde le 26 janvier. Comme d'habitude, dès le lendemain de son arrivée, sa présence seule avait changé la face des choses. Les populations, pleines de confiance et sûres de vaincre avec un tel capitaine, se jetèrent sur les convois, sur les détachements et les traînards des armées alliées; les vieilles bandes russes, anglaises, autrichiennes, prussiennes, furent repoussées sur un grand nombre de points par des hordes tumultueuses et irrégulières, armées à peine de vieux fusils et de fourches; et plus d'une ferme, se présentant comme une proie facile aux soldats de Blücher et aux Cosaques de l'Hetman Platow, devint le tombeau de régiments entiers, fauchés par nos héroïques paysans. Une petite ville de la Bourgogne, Saint-Jean-de-Losne, dont le nom doit être conservé dans nos annales, résista pendant quinze jours aux attaques d'un détachement nombreux, sans autre moyen de défense que le courage de ses habitants, et trois ou quatre barricades élevées à l'entrée de son faubourg. Malheureusement ce n'étaient encore là que des faits isolés, sans enchaînement, sans d'autres moteurs et d'autre logique que le patriotisme des populations. Napoléon, qui éprouvait une invincible répugnance pour tout ce qui de près ou de loin rappelait la révolution, avait pourtant donné des ordres afin que des levées en masse se fissent dans les départements du Jura, du Doubs, du Mont-Blanc, du Haut et du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, des Vosges, de l'Isère, de la Drôme, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de l'Aube. Mais aucune mesure ne fut prise pour rendre largement efficace cette ressource extrême.

Les arsenaux ne s'étaient ouverts que pour laisser sortir quelques centaines de mauvais fusils, là où il aurait fallu en délivrer des milliers. Et on s'était gardé, surtout, de faire retentir dans les campagnes ces mots magiques de Liberté et d'Égalité, que les despotes empruntèrent audacieusement au dictionnaire des démocraties, lorsqu'ils voulurent soulever contre nous les nationalités allemandes.

Un corps de l'armée de Blücher occupe la petite ville de Saint-Dizier sur les bords de la Marne. C'est là que Napoléon commence cette série de faits d'armes brillants et cette marche fameuse de soixante jours dans les bassins de la Seine, de l'Aube, de la Marne et de l'Aisne, dont chaque étape est marquée par un combat. Sur les plaines de la Champagne s'étaient abattues, comme un orage, de sombres nuées de soldats mêlés de barbares, accourus de tous les recoins de l'Europe, des limites du monde civilisé : Cosaques, Baskirs, Turcs, donnant à cette guerre un caractère inusité et tout nouveau, celui des grandes invasions du Bas-Empire. Au milieu de ces nuées épaisses, le génie de Napoléon s'élance; il les sillonne de mille éclairs éblouissants que l'œil peut à peine suivre, et qui se révèlent à intervalles précipités par des coups de tonnerre. Les coups de tonnerre de cet orage s'appellent Brienne, la Rothière, Champaubert, Montmirail, Vauxchamps, Nangis, Montereau, Troyes, Craône, Saint-Dizier.

Le corps de Blücher, qui occupait Saint-Dizier le 27 janvier, est chassé par l'avant-garde de Napoléon. Le 29, l'armée française, qui a quitté le bassin de la Marne pour entrer dans celui de l'Aube, arrive devant Brienne, tenu par les troupes de Blücher et par les deux corps russes de Sacken et d'Alsuziew. Brienne a été le berceau de la gloire impériale. Là Bonaparte étudiait, il y a trente-cinq ans, cet art de la guerre où il excelle aujourd'hui et qui lui a valu une couronne. La pensée de relever sa fortune sur le théâtre même de ses modestes débuts, et de

consacrer par une victoire éclatante ces lieux remplis des souvenirs de sa jeunesse, dut venir à Napoléon, lorsqu'il aperçut les hauteurs et le château de Brienne. Mais les Prussiens qui manœuvraient, en ce moment, pour se rallier aux troupes de Schwartzenberg, n'étaient point disposés à en venir à une bataille. Il n'y eut qu'un combat assez meurtrier. Nous enlevâmes la ville de Brienne ainsi que le château, et Blücher se hâta de profiter de la nuit pour continuer son mouvement. A la suite de cette affaire, les destinées de l'Empire faillirent être tranchées par une catastrophe. Dans la soirée, Napoléon retournait à Mézières, village situé à une lieue en arrière de Brienne, où se trouvait le quartier-général. Tout à coup une bande de pillards de la cavalerie russe, qui cherchait aventure par là, se jette au milieu de l'escorte. La nuit était fort obscure, et une grande confusion résulta de cette charge imprévue. Napoléon, qui marchait presque seul, se vit attaqué par un Cosaque. Celui-ci levait déjà sa lance, lorsque le colonel Gourgaud fut assez heureux pour l'abattre d'un coup de pistolet.

La jonction de Schwartzenberg et de Blücher eut lieu à Bar-sur-Aube, le 30. Les deux généraux, disposant de cent dix mille hommes, Prussiens, Autrichiens, Bavarois et Russes, descendirent l'Aube jusqu'à la Rothière, où la tête de notre avant-garde était déjà parvenue. Napoléon n'avait en ce moment que quarante-cinq mille hommes sous la main : disproportion énorme; mais il lui était impossible de refuser la bataille sous peine de livrer à l'ennemi le bassin de la Seine. D'ailleurs, dans les premiers moments, il ne crut avoir devant lui que les troupes de Blücher. Le 1er février, l'action s'engagea vers le milieu de la journée, et se prolongea jusqu'à la nuit avec des chances tour à tour favorables et contraires à nos armes. Nos recrues de 1813 qui voyaient le feu pour la première fois, accomplirent des prodiges de valeur, excitées par la présence de Napoléon. Les vieux soldats de la grande armée leur donnaient un surnom significatif:

les *Marie-Louise*, parce que la plupart faisaient partie des levées que la régente avait décrétées elle-même. Les *Marie-Louise*, tous jeunes gens n'ayant pas encore atteint leur vingtième année, avaient dans leurs formes grêles, dans leurs traits encore enfantins, dans leur teint pâle, et jusque dans leur costume, quelque chose de délicat qui répondait à ce sobriquet. La précipitation avec laquelle on était forcé de confectionner leurs uniformes, ne permit pas de faire teindre les draps, et ils étaient vêtus d'une capote grise; on n'avait pas eu le temps, non plus, de leur fabriquer des coiffures d'ordonnance, et ils portaient une sorte de bonnet d'un aspect féminin. Mais leur patience, leur courage et leur intrépidité étaient à la hauteur des régiments endurcis par les plus longues guerres, et ils étonnèrent les états-majors par leur audace. « Au cri de : « En avant les *Marie-Louise!* dit un écrivain militaire (*), on « voyait leurs figures éteintes se couvrir d'une noble rougeur. « Affaiblis par la fatigue et par la faim, leurs genoux se raidis- « saient pour voler à l'ennemi. Quant à ce qu'ils savaient faire, « les grenadiers russes peuvent le dire. »

Pauvres enfants, dont le sang n'a pu nous racheter de l'étranger. Si l'invasion a été féconde en douleurs pour la France, grâce à eux du moins elle a été sans honte. Assez de Français indignes de leur nationalité, vont passer bientôt sous nos yeux, offrant, vendant, ruinant la patrie, et pressant les genoux des souverains alliés; assez de ministres, de sénateurs, de patriciens, de fonctionnaires, de hauts personnages et de cœurs bas, vont se montrer dans ces pages, préparant la chute de notre gloire avec la plus touchante sollicitude, afin que nul dommage n'advienne à leur fortune et à leur bien-être; assez de traîtres vont se dévoiler... Reposons un instant notre pensée sur ces héroïques et naïfs enfants du prolétaire, en qui s'était réfugiée

(*) Le colonel Fabvier.

la dernière vertu d'un peuple auquel on a ravi la liberté : le patriotisme.

Malgré les efforts du prince de Schwartzenberg, du roi Frédéric-Guillaume et de l'empereur Alexandre qui assistaient à la lutte, la journée de la Rothière ne fut ni gagnée ni perdue par les alliés. Le champ de bataille nous resta; mais nous dûmes profiter de la nuit pour l'évacuer. L'armée française remonta la Marne jusqu'à Lesmont, pendant que le maréchal Marmont, avec une division, formait le rideau et masquait notre mouvement. A Lesmont nous gagnâmes la rive gauche; le pont fut brûlé et nous nous dirigeâmes sur Troyes. Quant à Marmont, il opéra sa retraite sur Arcis, après avoir passé sur le corps d'une petite armée bavaroise commandée par de Wrède, le même qui avait été battu à Hanau. Les Bavarois payent chèrement leur trahison, chaque fois que nos baïonnettes peuvent les atteindre.

La vieille garde n'avait pas pris part au combat de Brienne ni à la bataille de la Rothière. Ce fut à Troyes seulement que Napoléon put la rallier. Ce renfort précieux relève le courage ou du moins la confiance un peu abattue de nos régiments, et Napoléon se dispose à réparer la faute qu'il a commise, dans la journée du 29, en compromettant sa fortune contre les deux armées réunies de Schwartzenberg et de Blücher. Sa seule tactique consiste à isoler et à attaquer alternativement chacun des généraux ennemis. L'événement a prouvé qu'il ne saurait en adopter un autre. Il s'arrête quelques jours dans la capitale de la Champagne, afin d'épier la marche des Prussiens et des Autrichiens; il provoque même leur disjonction, par de feintes manœuvres.

Le quartier-général venait d'être établi à Piney, à mi-chemin de Troyes à Brienne, lorsque l'empereur reçut une dépêche de M. le duc de Vicence, qui lui annonçait l'ouverture d'un congrès européen à Châtillon-sur-Seine. Ce congrès se rattachait à la mission de M. de Saint-Aignan, dont nous avons eu occasion de

parler à propos du discours adressé au Corps Législatif. Nous avons dit que M. de Saint-Aignan avait été chargé par la diplomatie autrichienne, vers la fin de l'année 1813, de proposer à Napoléon des conférences où l'on négocierait la paix du monde, sans toutefois que ces négociations arrêtassent les hostilités. Napoléon accepta, désignant la ville de Manheim; mais les alliés n'avaient pas donné suite à l'ouverture. Nous avons laissé cette affaire à l'une de ses phases, le 15 novembre, sur une réponse évasive de M. de Metternich. Le 2 décembre, M. le duc de Vicence qui venait de remplacer Bassano aux relations extérieures, ayant de nouveau écrit au ministre autrichien « que Napoléon adhérait complétement aux bases générales proposées par les puissances alliées, » M. de Metternich répliqua : « Cette « adhésion a été accueillie avec la plus vive satisfaction par les « souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche; mais il est « nécessaire que ce consentement soit communiqué à tous les « alliés de ces monarques; immédiatement après la réception « de toutes les réponses, les conférences vont s'ouvrir. »

Les conférences ne s'étaient pas ouvertes; nos frontières avaient été franchies. Lord Castlereagh, ambassadeur d'Angleterre, après avoir installé sur le trône de Hollande le prince d'Orange, rejoignit à Bâle le Corps diplomatique, qui pénétra en France à la suite de Schwartzenberg, et fut s'établir à Langres. M. de Vicence s'était rendu à Lunéville, dès le 6 janvier, pour essayer encore d'arrêter l'invasion, en souscrivant aux dures conditions des puissances. Mais M. de Metternich lui avait refusé les passe-ports nécessaires pour qu'il pût traverser les avant-postes ennemis, et parvenir jusqu'au quartier-général des alliés. Les ministres et les ambassadeurs étrangers arrêtèrent alors les bases d'un congrès, qui, cette fois, se tiendrait au cœur même de la France. Renonciation au protectorat de l'Allemagne et de la Suisse, frontières réduites aux limites de 1789, telles furent les grandes bases adoptées à Langres, qui devaient

régler les discussions du Congrès. M. le duc de Vicence reçut les passe-ports qu'il attendait depuis le 6 janvier. Il s'empressa de faire connaître à Napoléon ce nouvel incident diplomatique, et de lui demander des instructions en rapport avec la situation toute particulière de l'Empire. Il était évident que ces instructions devaient essentiellement différer, pour un Congrès tenu à Châtillon-sur-Seine, à quelque cinquantaine de lieues de Paris, de celles qui eussent suffi pour un Congrès à Manheim ou à Francfort. Un courrier fut expédié à notre plénipotentiaire, lui donnant plus de latitude. Les conférences s'ouvrirent le 4 février. L'Autriche était représentée par M. de Stadion, ce nom était pour nous de mauvais augure; la Russie par M. de Razumonski, la Prusse par le baron de Humboldt; lord Castlereagh représentait l'Angleterre. Le 5, le duc de Vicence reçut carte blanche pour conduire la négociation à une prompte issue, sauver la capitale et éviter une bataille décisive; mais cependant il ne devait rien signer sans en référer au quartier impérial. Dès les premiers mots des plénipotentiaires étrangers, le duc de Vicence devina toutes les difficultés qui résulteraient pour lui de sa mission. Dans le protocole du 7 les représentants des cours alliées firent consigner « qu'ils avaient l'ordre de demander que la France rentrât dans les limites qu'elle avait *avant la révolution... et qu'elle renonçât à toute influence hors de ces limites.* »

Telles sont les prémisses de ce Congrès; il n'est qu'un leurre jeté en pâture à l'opinion publique. Les alliés veulent faire croire à la France qu'ils se battent pour la paix, afin de rattacher à leur cause *le parti des modérés,* c'est-à-dire tous les traîtres et tous les corrompus, qui préfèrent un traité honteux et immédiat, sans conditions et sans garantie, aux périls d'une guerre intérieure. Mais ils ne songent pas à la paix ; et la preuve de ce que nous avançons ici, sur laquelle nous ne saurions trop revenir, c'est qu'ils ne consentiront jamais à ce qu'un armistice accompagne les conférences. Or, il est évident que des négocia-

tions qui se poursuivent au milieu des péripéties et des alternatives d'une guerre, ne sauraient aboutir à une solution pacifique; chacune des parties devant changer d'humeur et de tempérament autour du tapis, suivant sa position sur le champ de bataille : prêtes à tout céder aujourd'hui sur la nouvelle d'un revers, posant les conditions les plus exagérées le lendemain, sur la nouvelle d'un succès inattendu.

Ce que l'empereur avait prévu ne manqua pas d'arriver. Après la bataille de la Rothière, les deux armées de Schwartzenberg et de Blücher se séparèrent pour manœuvrer sur Paris, la première par la route de Troyes, la seconde par celle de Châlons. C'était de leur part une grande faute. Napoléon, prompt comme la foudre, allait les faire repentir de cette maladresse. Ce qu'il n'avait pu accomplir à Saint-Dizier et à Brienne, ce que le sort des armes lui avait refusé, l'impéritie de l'ennemi le lui offrait enfin. Schwartzenberg était à quelques lieues de Troyes seulement, tandis que Blücher s'avançait vers les plaines de Champaubert, de Montmirail et de Vauxchamps. L'empereur, après avoir pris quelques dispositions pour retarder la marche des Autrichiens, s'élance avec trente mille hommes du bassin de la Seine dans celui de la Marne, au-devant des Prussiens dont douze lieues le séparent. Le chemin qu'il doit suivre, pour surprendre l'ennemi, est affreux, tout coupé de marais et de terrains bourbeux. A peine s'y est-on engagé, que des plaintes s'élèvent dans les rangs des soldats; ne devinant point la belle manœuvre qu'ils vont exécuter, et voyant que l'on abandonne à Schwartzenberg la route de Paris, ils commencent à douter de leur chef et l'accusent tout haut de folie. On arrive le 8 à Nogent. Des ordres expédiés au duc de Raguse, campé à Romilly, lui enjoignent de se rendre à Sézanne, où il formera notre avant-garde. Le 9 au soir, l'armée française débouche enfin sur Sézanne, après avoir éprouvé les plus grandes difficultés à travers la forêt de Traconne, où notre artillerie a failli rester embourbée. Le 10 au

matin, le signal d'une nouvelle étape est donné; c'est la dernière. Dans l'après-midi, nos têtes de colonnes atteignent la route de Châlons, sur laquelle toute l'armée de Blücher, forte de cent dix mille hommes, file sur Paris, formant une immense ligne dont l'arrière-garde est encore dans le département de la Marne, tandis que l'avant-garde entre dans celui de Seine-et-Marne. Les villages de Champaubert, de Vauxchamps et de Montmirail, situés à deux lieues de distance l'un de l'autre, allaient devenir le théâtre de trois batailles glorieuses pour le nom français. Le point que Napoléon attaquait, formait précisément le milieu de la ligne ennemie, et les troupes du général Alsuziew traversaient Champaubert au moment où nous arrivions. Les Russes étaient sans défiance; ils croyaient la route de traverse fermée à la fois et par les manœuvres du prince de Schwartzenberg et par la nature même du terrain dont nous avons dit le mauvais état. Dès que nos soldats aperçurent les régiments d'Alsuziew, ils oublièrent leurs fatigues; toutes les plaintes cessèrent : le secret d'une marche pénible leur était révélé. Ils se jetèrent sur l'ennemi avec une impétuosité sans égale. Les Russes sont pour ainsi dire culbutés du premier choc; la déroute est complète; cavalerie, infanterie, tout se disperse dans les bois. L'artillerie tombe dans nos mains, avec deux mille prisonniers, parmi lesquels le général Alsuziew lui-même, et deux généraux de brigade. Les *Marie-Louise*, infatigables et ne prenant aucun repos, se portent vers le soir à Montmirail, où ils surprennent et repoussent encore un parti de Cosaques.

Outre les pertes matérielles qu'elle faisait éprouver à Blücher, la journée de Champaubert avait eu pour résultat de couper en deux son armée, et d'isoler les généraux Sacken et Yorck qui étaient déjà parvenus à la Ferté-sous-Jouarre. Comme on le voit, il était temps que Napoléon arrivât de ce côté; s'il se fût borné à défendre à Schwartzenberg la route de Troyes, Blücher

campait sous les murs de Paris, et les Français se trouvaient pris entre deux armées puissantes, séparés de la capitale par l'une d'elles. Sacken et Yorck ayant connu les résultats de la bataille de Champaubert rétrogradèrent sur Montmirail. Napoléon se porta hardiment à leur rencontre, le 11 février, et une nouvelle victoire releva sa fortune. Vingt-cinq mille Français battirent cinquante mille Russes et Autrichiens. Les corps de Sacken et d'Yorck furent rejetés sur Château-Thierry. Chassés de cette ville par les habitants, décimés par les paysans qui les traquèrent dans la campagne au delà de la Marne, les débris de ces deux corps s'enfuirent en désordre du côté de Soissons.

Que faisait Blücher, pendant que ses divisionnaires expiaient ainsi la faute qu'il avait commise en se séparant de Schwartzenberg? Le général en chef de l'armée prussienne se trouvait à Vertus, petite ville à huit ou dix lieues en arrière du dernier champ de bataille, lorsque les fuyards lui apportèrent la nouvelle de nos deux victoires. Apprenant que Marmont occupe seul la position de Champaubert, il rallie tout de suite les corps des généraux Kleist et Langeron; il marche, le 14, sur le duc de Raguse, à la tête de trente mille combattants. Il espère avoir bon marché du lieutenant de Napoléon, et déblayer la route de Paris, pendant que le gros de l'armée française pousse une pointe du côté de Château-Thierry. A l'approche de Blücher le duc de Raguse se replie sur Montmirail, décidé à éviter un combat dans des conditions aussi désavantageuses; mais arrivé à Vauxchamps, à mi-chemin de Champaubert et de Montmirail, il rencontre les têtes de colonnes de l'armée française. Napoléon avait prévu ce mouvement, et il accourait pour offrir la bataille. Kleist, Langeron et Blücher, tournés par la cavalerie du général Grouchy qui se porta à plus d'une lieue en arrière de leur ligne de retraite, ne durent qu'à la supériorité de leur artillerie de ne pas perdre jusqu'à leur dernier soldat. Rompues et mises en fuite avec des pertes considérables, leurs divisions

se rallièrent à la faveur de la nuit au village de Bergères à six lieues de Vauxchamps; mais elles étaient incapables de rien entreprendre, et le général prussien se replia jusqu'à Châlons-sur-Marne.

Le succès était complet. Toute une armée de cent dix mille hommes avait été battue, poursuivie, dispersée par vingt-cinq mille Français, dans trois batailles consécutives, livrées en quatre jours, après une marche forcée de douze lieues à travers les forêts et les marais. Champaubert, Vauxchamps, Montmirail, Château-Thierry, devenaient autant de noms immortels à léguer aux siècles futurs, et les plaines de la Champagne avaient été témoins des plus beaux faits d'armes qui puissent illustrer une nation. Avec un ennemi qui se multipliait à chaque instant; avec ce courant torrentiel d'hommes armés que toute l'Europe vomissait à chaque instant sur nos frontières; avec cette coalition universelle, nouvel Antée que la France essayait d'étouffer, et qui se relevait plus vigoureux après chacune de ses défaites: un triomphe définitif était-il possible cependant? Nos soldats savaient mourir; nos généraux savaient encore se battre; l'heure des défections et de l'ingratitude n'avait pas sonné pour ces derniers; nos populations commençaient à se faire à cette guerre de partisans et de guérillas inconnue chez nous, grâce à la valeur de nos troupes régulières; mais des traîtres veillaient, dans les salons de la capitale, travaillant à ourdir des complots, à défaire l'œuvre brillante de nos armées.

A Châtillon, le congrès poursuivait ses travaux au milieu des grandes alternatives de la campagne. Les prétentions des deux parties se ressentaient des phases diverses du champ de bataille. Après les journées de Champaubert, de Montmirail et de Vauxchamps, Napoléon s'était repenti d'avoir donné carte blanche à son plénipotentiaire. Il lui écrivit en conséquence: « La Pro-

« vidence a béni nos armes. Je vous avais donné carte blanche « pour sauver Paris et pour éviter une bataille. La bataille a eu « lieu. J'ai fait trente ou quarante mille prisonniers, et enlevé « deux cents pièces de canon... Votre attitude doit être la même « cependant; vous devez tout faire pour la paix; mais mon « intention est que vous ne signiez rien sans mon ordre, parce « que seul je connais ma position. »

Au même instant, les représentants des puissances apprenaient les succès de Napoléon contre l'armée de Blücher; mais d'un autre côté, elles savaient que le prince de Schwartzenberg, repoussant le faible obstacle que l'empereur avait laissé devant Troyes, venait de forcer le passage de Nogent, de Bray, de Montereau, et ne se trouvait plus qu'à quelques lieues de Paris. Il leur paraissait impossible que Napoléon exécutât contre cette seconde armée les mêmes manœuvres qu'il avait si heureusement accomplies contre celle de Blücher. En conséquence leurs prétentions, loin de diminuer, ne firent que grandir, et ils crurent se montrer très accommodants en faisant tenir à l'empereur un ultimatum avec les dispositions suivantes :

« La France renoncera à toutes les acquisitions qu'elle a faites depuis le commencement de 1792 et à toute influence constitutionnelle hors de ses anciennes limites. L'empereur remettra dans un bref délai et sans exception, les forteresses des pays cédés, et toutes celles encore occupées par ses troupes en Hollande, en Belgique, en Allemagne et en Italie. Ces places seront remises en l'état où elles se trouvent, avec leur artillerie, leurs munitions, etc. Les places de Besançon, Bedfort, Huningue, seront remises aux armées alliées, également sans délai, à titre de dépôt, jusqu'à la ratification de la paix définitive. »

En recevant cette note, Napoléon s'écriera avec l'accent de l'indignation : « Ah ! c'est trop exiger ! les alliés oublient que « je suis beaucoup plus près de Munich qu'ils ne le sont de « Paris. »

Nous avons laissé l'armée du prince de Schwartzenberg sous les murs de Troyes, pour suivre Napoléon à Champaubert et assister à la déroute complète de la grande armée prussienne. Quatre heures après la sortie des Français, les Autrichiens avaient pénétré dans la capitale de l'Aube. Là, une scène s'était passée, une sorte de comédie jouée par quelques ci-devant chevaliers de Saint-Louis, héros de Coblentz et vieux marquis; elle devait exercer une certaine influence sur l'esprit des souverains, totalement étrangers à l'opinion publique de la France, et disposés à se rattacher à tout ce qui pouvait rendre plus facile le triomphe de leurs armes. Un comité royaliste existait à Troyes; correspondant avec ceux de Bordeaux et de Paris, avec la petite cour d'Hartwell, il s'était mis en relation, par l'intermédiaire d'agents secrets, avec les princes de la maison de Bourbon qui épiaient en ce moment, sur nos frontières, à la queue des armées étrangères, l'heure de nos derniers revers et de leur intronisation. Il va sans dire que ce comité n'exerçait aucune influence sur la population de Troyes, au milieu de laquelle il préparait d'autant plus impunément ses petits complots, qu'il était plus ignoré. L'entrée du prince de Schwartzenberg tourna la tête à ces malheureux. Ils crurent que l'édifice impérial venait de crouler pour toujours, et dans leur impatience, ils organisèrent une manifestation en faveur de leur roi légitime.

Le 11 février, une députation composée du marquis de Vidranges, du chevalier de Gouault, de MM. Richemont, de Montaigu, Maugin, de Salabert, Gaulon, Delacour-Bureau et Picard, tous couverts de la *cocarde blanche*, se rendit auprès de l'empereur Alexandre. Deux Français au service de la Russie, le comte de Rochechouart et le colonel Rapatel, avaient contribué par de fausses indications à les engager dans cette voie. La députation remit une adresse à l'empereur Alexandre, et M. de Vidranges s'exprima ainsi :

« Sire, organes de la plupart des HONNÊTES GENS de Troyes, nous venons mettre aux genoux de Votre Majesté Impériale l'hommage de notre humble respect, et la supplier d'agréer le vœu que nous faisons tous pour le rétablissement de la maison royale de Bourbon sur le trône de France. »

A une demande aussi nette, il fallait une réponse sans ambages. Alexandre déclara que les alliés n'étaient point venus en France pour imposer aux Français un gouvernement, mais pour abattre un ennemi commun de la paix intérieure et extérieure : « Nous voulons seulement connaître les intentions de « la France ; c'est à elle à se déclarer, » dit en terminant l'empereur de Russie.

L'on se rappelle ce que nous avons dit de la tactique des alliés, qui refusaient de prendre à l'avance aucun engagement avec les partisans de la dynastie des Bourbons, afin que celle-ci, dans le cas d'une restauration, subît les conditions les plus onéreuses et les charges les plus lourdes. Cette tactique était spéciale à l'Angleterre, et l'ambassadeur britannique, tenant entre ses mains tous les fils du congrès de Châtillon, dirigeait la politique des souverains suivant les intérêts de son propre cabinet.

Les royalistes de Troyes comprirent la réponse d'Alexandre ; ils se hâtèrent d'expédier un des leurs au comte d'Artois, pour lui porter copie de leur adresse, et l'engager à provoquer par ses agents des manifestations semblables. Le comte d'Artois se trouvait alors sur le territoire français, à Vesoul, d'où il lança quelques jours plus tard une proclamation.

Cette petite intrigue devait aboutir à une sanglante péripétie. Considérée en elle-même, elle était pourtant sans aucune espèce de valeur, et procédait de la folie seule de certains chevaliers de Saint-Louis, qui ne voyaient pas de nation hors du cercle étroit de leurs préjugés et de leurs relations de 1788.

Les comités royalistes de Bordeaux, de Troyes et même celui

de Paris n'eussent en rien influencé les événements, sans un précieux concours qui leur arriva des régions officielles. Un homme vint à eux, qui admis dans les conseils intimes de la politique impériale, grand dignitaire, hautement considéré par les puissances étrangères, découvrit le germe d'une immense réaction dans l'œuf microscopique de la légitimité; ce fut lui qui couva lentement cet œuf, pour une éventualité dont il avait le secret. Nous voulons parler du comte de Bénévent, de l'ex-évêque constitutionnel dont Napoléon avait fait tour à tour son ministre des affaires extérieures, son plénipotentiaire, son confident intime, son vice-grand-électeur, et dont il s'était instinctivement éloigné en dernier lieu, le tenant avec raison pour suspect. M. de Talleyrand, prévoyant en 1814 la chute prochaine de l'empire, faisait comme tant d'autres : il se préparait à sauver sa fortune politique du cataclysme; mais avec cette adresse, avec cette habileté, cette supériorité de vue, cette logique des déductions, dont il devait donner tant de preuves dans sa longue carrière diplomatique. Ici, pour l'entente des faits qui vont se dérouler, nous rechercherons avec soin les nuances de la situation où le comte de Bénévent se trouvait; elles nous révéleront le secret de sa politique pleine d'ambiguités et d'énigmes.

M. de Talleyrand en 1799 avait puissamment contribué à l'élévation du général Bonaparte; il fut l'un des principaux coopérateurs, pour ne pas dire le plus actif, des fameuses journées des 18 et 19 brumaire. C'était un des complices de l'attentat contre les droits du peuple, dont Napoléon désormais devait subir le joug et les intrigues sans oser s'en séparer définitivement. Fouché était aussi de ces complices. Le prince de Bénévent et le duc d'Otrante furent deux boulets de plomb pour l'empereur. D'abord fort dévoué au nouveau système qu'il voulait pousser jusqu'à ses plus extrêmes limites, c'est-à-dire jusqu'à l'empire et au pouvoir absolu, Talleyrand servit Napoléon

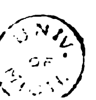


TALLEYRAND.

[illegible] Nommé [illegible] relations exté-
[illegible] 25 décemb[illegible] tard mi-
[illegible] e révéla
[illegible] plus habile [illegible] de nouer et
[illegible] science
[illegible] couronne-
[illegible] crédit et
[illegible], époque
[illegible] le portefeuille des
[illegible] ssez bril-
[illegible] de vice-
[illegible] les con-
[illegible] ba peu à
[illegible] es autres
[illegible] de Tal-
[illegible] né et ses
[illegible] grand
[illegible] lorsque
[illegible] que les évé-
[illegible] rent se plier à tous les
[illegible] Napoléon; lorsque celui-
[illegible] l'Europe épuisée et mûre pour
[illegible] à l'intérieur par-
[illegible] devinrent

[illegible] le carac-
[illegible] et la ruse,
[illegible] autre, cette
[illegible] es propor-
[illegible] un aliment
[illegible] une vive
[illegible] scission fut
[illegible] cune occa-

TALLEYRAND.



avec un zèle incomparable. Nommé ministre des relations extérieures le 4 nivôse an VIII (25 décembre 1799), plus tard ministre plénipotentiaire au congrès de Lunéville, il se révéla comme un des hommes les plus habiles dans l'art de nouer et de dénouer ces imbroglios qui forment le tissu de la science des cabinets. Grand-chambellan de l'empire, lors du couronnement, élevé à la dignité de prince de Bénévent, son crédit et son influence se soutinrent jusqu'au mois d'août 1807, époque à laquelle il dut céder à M. de Champagny le portefeuille des relations extérieures. Il reçut pourtant alors une assez brillante compensation; Napoléon l'investit de la charge de vice-grand-électeur, ce qui lui donnait accès dans tous les conseils privés. L'espèce de disgrâce dans laquelle il tomba peu à peu tint à diverses causes, les unes toutes politiques, les autres se rattachant à certains détails de sa vie privée. M. de Talleyrand, avec sa nature souple, adroite, son esprit délié et ses étonnantes facultés de dissimulation, avait été du plus grand secours à Napoléon, dans la phase ascendante; mais lorsque l'établissement impérial fut arrivé à son apogée et que les événements, comme les hommes, semblèrent se plier à tous les caprices, à toutes les volontés de Napoléon; lorsque celui-ci, plusieurs fois victorieux de l'Europe coalisée et maître pour ainsi dire du monde, put à l'extérieur comme à l'intérieur parler en souverain: les services de M. de Talleyrand devinrent moins précieux.

L'antipathie toute naturelle qui devait exister entre le caractère du conquérant et celui du diplomate, entre la force et la ruse, entre la rude franchise de l'un et la souplesse de l'autre, cette antipathie commençant à se révéler, prit peu à peu des proportions considérables. La question espagnole lui donna un aliment officiel. M. de Talleyrand ayant montré dans le conseil une vive opposition aux projets de Napoléon sur ce pays, la scission fut dès lors complète, et l'empereur ne laissa échapper aucune occa-

sion de jeter à son ancien ministre quelque petite humiliation. Le prince de Bénévent y répondait par des sarcasmes et des bons mots qui se répétaient tout bas dans les salons. L'inimitié des deux anciens complices du 18 et du 19 brumaire en vint à ce point, qu'à l'époque de la campagne de Russie, les amis de M. de Talleyrand s'attendaient à le voir décrété d'arrestation d'un moment à l'autre. Telles étaient les causes politiques de cette disgrâce.

Les causes qui se rattachaient à la vie privée, tenaient à l'espèce de mépris que Napoléon avait affecté pour la femme du diplomate, dont la beauté et les galanteries étaient célèbres. Rendu le 15 juillet 1801 à la vie séculière par un bref du pape Pie VII, M. de Talleyrand s'était empressé d'épouser madame de Grant, avec laquelle il avait d'anciennes relations. Napoléon refusa d'abord d'admettre à sa cour consulaire la belle madame de Talleyrand; mais il finit par céder, sur une menace de démission de son ministre des relations extérieures. Cet incident était oublié, lorsqu'un nouvel affront fut fait à cette dame, dont l'empereur se rappelait obstinément la vie intime. A l'époque de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, Napoléon déclara d'un ton qui ne souffrait pas de réplique, que la princesse de Bénévent ne serait point admise à la cour de la jeune impératrice. M. de Talleyrand dut faire partir sa femme pour les eaux, quelques jours avant les fêtes et la cérémonie, afin de déguiser diplomatiquement l'injure; mais il conserva un vif mécontentement, et c'est surtout de cette époque que datent les projets qu'il mit plus tard à exécution.

Profondément enfouis dans son esprit, ces projets commencèrent à prendre de la consistance lors des désastres de la campagne de Russie. Le prince de Bénévent, voyant les graves embarras qui allaient assaillir l'Empire, songea à préparer un gouvernement que l'on pût, à un moment donné, substituer au

régime napoléonien. Sa pensée s'arrêta à une régence. L'Autriche fut indirectement sondée sur une telle éventualité. Les résultats de la campagne de 1813 rapprochèrent sensiblement le but du diplomate : maintenir l'établissement de 1804, auquel il devait son élévation politique, et forcer l'homme qu'il détestait à abandonner le pouvoir. L'empire sans Napoléon, une régence dont il serait l'âme, c'était en ce moment l'idéal de M. de Talleyrand. Le passage du Rhin par les alliés, l'invasion de nos anciennes provinces, l'apparition sur la scène des princes oubliés de la maison de Bourbon, et l'acharnement avec lequel les cabinets de l'Europe, et particulièrement l'Angleterre, poursuivaient contre Napoléon leur œuvre destructive, ouvrirent de nouvelles perspectives à son imagination. Deux expédients s'offraient désormais : une régence, une restauration de la royauté légitime. Les choses en étaient arrivées à ce point, que l'une ou l'autre de ces solutions devait être nécessairement donnée aux difficultés inextricables au milieu desquelles se débattait la France. La régence était beaucoup plus probable et plus désirable surtout, dans les idées de Talleyrand, qu'une restauration; elle déplaçait peu d'intérêts, et respectait les positions de ceux qui tenaient, tout en ouvrant la porte à certains appétits nouveaux. Cependant il valait mieux ne pas se laisser prendre au dépourvu; et l'habile homme manœuvra pour mener de front les deux intrigues sans se compromettre, de manière à pouvoir crier avec autant d'à propos et de conviction : *Vive le roi!* ou *Vive la régence!* de quelque façon que tournassent les choses.

Une sorte de gouvernement occulte de l'avenir se forma donc à Paris, auprès du prince de Bénévent, composé de MM. le duc Dalberg et de Jaucourt, auxquels vinrent se joindre l'abbé de Pradt et l'abbé Louis. M. Dalberg était précieux pour les relations avec l'Autriche et la Russie; c'était un parent de M. de Nesselrode et un ami de M. de Stadion. De Jaucourt, ancien membre

de l'Assemblée constituante, puis émigré, offrait un point de jonction avec le parti royaliste. L'abbé Louis, ancien conseiller clerc au parlement de Paris, député à la Constituante, avait été créé baron de l'empire, administrateur public du Trésor, et, jusqu'en 1813, il avait payé en monnaie courante de courtisan, par de basses flatteries, les faveurs de Napoléon. Bientôt après, à mesure que les événements se dessinèrent, MM. de Bourienne, Laborie et de Vitroles vinrent apporter au gouvernement de M. de Talleyrand le concours de leur esprit retors. Par l'intermédiaire de l'abbé Montesquiou, on se mit en rapport avec le comité royaliste de Paris, dont il a déjà été question, et par M. Dalberg on put faire pénétrer un agent jusqu'au quartier-général des souverains alliés, et avoir ainsi accès dans le congrès de Châtillon.

La politique de M. de Talleyrand était toute expectante. Il s'agissait d'attendre les événements; de les provoquer au besoin par de petites impulsions insensibles, mais données à propos et partant efficaces; surtout d'étouffer, d'atrophier, d'énerver l'esprit public, afin qu'une explosion populaire ne vînt pas déranger en un jour tous les calculs de la prudence et du cabinet. On tremblait surtout, dans l'hôtel du prince de Bénévent, rue Saint-Florentin, que la nation, blessée au cœur par l'invasion, ne se dressât dans une convulsion suprême et n'anéantît d'un seul coup, comme en 1792, les hordes étrangères, les traîtres, les conspirateurs, les ennemis du dehors et ceux du dedans. On y craignait encore que Paris n'organisât contre l'ennemi une défense formidable, et qu'un siége en règle ne donnât le temps à Napoléon de surprendre les alliés sous les murs de sa capitale et de les écraser. Ce qu'on voulait, rue Saint-Florentin, c'était capituler tout doucement avec la honte; se soumettre honnêtement à l'invasion; abréger autant que possible cette guerre d'où pouvait jaillir une étincelle révolutionnaire; préparer aux Cosaques d'Alexandre l'entrée de

Paris ; régence ou restauration, réédifier au plus vite un pouvoir qui eût des ambassades, des portefeuilles, des croix et des fonctions à distribuer ; un gouvernement qui conservât à chacun sa position, qui consolidât la dette flottante de l'empire.

Telle était la marche de M. de Talleyrand. Un pied dans le congrès de Châtillon, pour avoir la régence, si la régence avait quelque chance ; un pied dans le comité royaliste, pour introniser les Bourbons dans le cas où Napoléon compromettrait tout à fait la cause de sa dynastie. Entre lui et tous les intérêts matériels de l'empire, et surtout ceux qui se trouvaient dans la capitale, existait une affinité instinctive lui permettant de compter sur une foule de trahisons, de défaillances et de compromis personnels, sans qu'il fût besoin de les provoquer. Voilà l'œuvre du gouvernement de la rue Saint-Florentin.

Napoléon eût remporté dix victoires comme celles de Champaubert et de Montmirail, qu'il eût fini par succomber à un tel système d'opposition. Le chêne résistait aux vents, à la foudre ; sa tête chenue bravait la tempête ; mais la cognée le minait lentement par la base, et il allait s'écrouler avec fracas, la tête ceinte encore de sa couronne auguste.

Il nous faut rejoindre les Français sur la route de Châlons, dispersant les derniers débris de l'armée de Blücher. A peine ce beau fait d'armes était-il achevé, que l'empereur dut tourner ses efforts du côté de l'armée de Schwartzenberg. Le généralissime autrichien, mettant à profit notre excursion dans le bassin de la Marne, avait franchi la distance qui sépare Troyes de Fontainebleau et Melun, et son avant-garde occupait déjà ces deux villes. Quelques lieues à peine le séparaient de la capitale, où l'alarme se répandait. Le duc de Reggio et le duc de Bellune rompaient devant les Autrichiens, lorsque Napoléon, précédé du duc de Tarente, avec un corps de douze mille hommes, arriva le 16 février à Guignes, après une marche forcée de qua-

torze lieues. Dès la veille, le duc de Tarente a rallié sur ce point les divisions des ducs de Bellune et de Reggio. Schwartzenberg, surpris par cette manœuvre rapide, arrête son mouvement et concentre ses troupes entre Guignes et Nangis, pour faire face à Napoléon. Le 17 février, le corps de Wittgenstein est attaqué et dispersé à Nangis. Les Russes laissent quatre mille cadavres sur la neige et six mille prisonniers entre nos mains. Le 18, nous marchons sur Montereau ; toutes les divisions de Schwartzenberg se réunissaient vers ce point, pour gagner la rive droite de la Seine par le grand pont. Un combat épouvantable se livre sous les murs et dans les rues de la ville. La brave population, électrisée par le bruit de nos victoires, prend les armes et se joint aux régiments. Les alliés perdent cinq mille hommes, des drapeaux, du canon et plusieurs de leurs chefs. L'ennemi fuit en désordre; il est talonné par notre grosse cavalerie jusqu'à Nogent. Presqu'au même instant, le général autrichien Hardyg était chassé de Fontainebleau par les généraux Alix et Charpentier; le duc de Reggio culbutait sur la route de Provins un fort détachement, et les Cosaques étaient battus à Orléans par une colonne récemment détachée de l'armée des Pyrénées. Le duc de Castiglione venait de reprendre Bourg et Mâcon; le général Marchand rentrait dans Chambéry. D'un bout à l'autre de la France un cri retentit : *Victoire!* Napoléon venait de renouveler les merveilles de la campagne d'Italie. Les Français sont devant les portes de Troyes que l'ennemi n'ose point défendre; une trêve est consentie, et le 24 l'empereur rentre dans cette ville qu'il a quittée il y a dix-sept jours. En dix-sept jours, nos soldats ont fait quatre-vingt-dix lieues, livré deux grandes batailles et plusieurs combats importants, défait plus de cent mille hommes, et balayé la Champagne tout entière.

Deux faits intéressants marquent le séjour de Napoléon dans le chef-lieu de l'Aube : la proposition d'un armistice faite par Schwartzenberg et le jugement d'un des agents principaux de

la manifestation royaliste. Le 23, au hameau de Châtres, l'empereur reçoit un message de François, en réponse à une note autographe qu'il lui a envoyée le 17 par un parlementaire autrichien. Ce message est porté par le prince Wenszel-Licthtenstein, et il est convenu qu'un armistice sera réglé dès la rentrée des Français à Troyes. Napoléon demande que l'armistice s'étende depuis Anvers jusqu'à Lyon. On parle d'ouvrir à ce sujet des conférences à Lusigny; c'est un bout d'arc-en-ciel au milieu de l'immense orage. La frêle vapeur disparaîtra bientôt.

Le procès et le jugement de M. de Gouault fut une de ces rigoureuses nécessités auxquelles le chef d'un gouvernement ne peut se soustraire. Il ne s'agissait pas ici d'un complot politique, mais bien d'un crime de haute trahison envers la patrie. Des hommes s'étaient trouvés qui, en présence des généraux ennemis tout couverts encore du sang de nos soldats, étaient allés se courber lâchement devant eux, pour les féliciter de leurs victoires et solliciter leur appui. Le jour même de son arrivée, Napoléon ordonna la réunion d'un conseil de guerre et le jugement des instigateurs de la manifestation royaliste. M. de Vidranges s'était rendu à Vesoul, avec une adresse pour M. le comte d'Artois. M. de Gouault, son complice, comparut devant le conseil de guerre, et fut passé par les armes avec un écriteau sur la poitrine : *Traître à la patrie*. Un décret fut rendu, à cette occasion, conçu en ces termes :

« Il sera dressé une liste des Français qui, étant au service des puissances coalisées, ont accompagné les armées ennemies dans l'invasion de l'empire, depuis le 20 décembre 1813. Ils seront jugés et condamnés aux peines portées par les lois, et leurs biens confisqués au profit du domaine de l'État, conformément aux lois existantes.

« Tout Français qui aura porté les signes ou décorations de l'ancienne dynastie sera déclaré traître à la patrie, et comme

tel jugé par une commission militaire et condamné à mort. Ses biens seront confisqués au profit du domaine de l'État. »

On s'occupait cependant, dans les deux quartiers-généraux, de la question d'un armistice, lorsque Napoléon fut forcé de renoncer à cette négociation. Il faut dire ici qu'un armistice qui n'était point proposé et réglé directement par le congrès de Châtillon ne pouvait guère aboutir à une solution pacifique; car les corps d'armée qui avaient envahi la France étaient si nombreux, tant de rivalités régnaient entre leurs chefs, l'ambition d'arriver le premier sous les murs de Paris les tenait à un tel point, que traiter avec l'un d'eux d'une suspension d'hostilités, c'était s'exposer tout simplement à livrer aux autres, pendant le temps d'arrêt des pourparlers, le chemin de la capitale. C'est ce qui arriva pour l'armistice de Lusigny.

Tandis que les divisions victorieuses de Napoléon marchaient de Nogent sur Troyes, après la bataille de Montereau, elles avaient rencontré à mi-chemin de ces deux villes, derrière le pont de Saint-Méry-sur-Seine, un corps nombreux, que l'on sut faire partie de l'armée de Blücher et commandé par le général Sacken. Comment se faisait-il qu'un corps de Blücher, après les déroutes si complètes éprouvées par ce général dans les plaines de la Champagne, se présentât ainsi sur les bords de la Seine? On se perdit en conjectures. Les divisions de Sacken furent repoussées, et l'on rentra dans la ville de Troyes. Mais Napoléon apprend enfin, au milieu des soins qu'il donne à la négociation de Lusigny, le but de la pointe poussée par Sacken. L'armée de Blücher est réorganisée. Elle a rallié à Soissons un grand nombre de divisions descendues de la Belgique, avec le général Woronzow, et ses forces se trouvent presque rétablies dans l'état où elles étaient avant les journées de Montmirail et de Vauxchamps; elles offrent plus de soixante mille hommes. Blücher a d'abord essayé d'opérer sa jonction

avec Schwartzenberg, dont il a appris la retraite précipitée; c'est pour tenter cette jonction, que Sacken a paru à Méry-sur-Seine. La manœuvre ayant échoué, les Prussiens ont adopté un autre plan; ils marcheront sur la capitale même. Tout cède devant Blücher et Woronzow; Marmont et Mortier sont en pleine retraite sur la Ferté-sous-Jouarre; Paris est de nouveau menacé. Napoléon ne saurait hésiter, à ces nouvelles désolantes. Il quitte Troyes et se porte à marches forcées à la rencontre de l'ennemi, laissant trente mille hommes devant le prince de Schwartzenberg pour le contenir et couvrir les vallées de la Seine.

Que devenait le congrès de Châtillon, au milieu de ces péripéties? Le duc de Vicence se trouvait dans un immense embarras. D'un côté, les plénipotentiaires lui présentaient, à chaque conférence, comme une condition essentielle, les frontières de 1789; d'un autre côté, Napoléon, qui lui avait donné *carte blanche*, lui signifiait de ne prendre cependant aucun engagement définitif, et lui faisait savoir confidentiellement que, dans aucun cas, il ne pourrait consentir à abandonner les provinces annexées à la France par des décrets antérieurs à la constitution de l'Empire. Aussi, M. de Vicence, dans cette situation délicate, se bornait-il à gagner du temps, à écouter, à discuter, à cacher autant que possible ses instructions, de manière à ne pas provoquer la rupture du congrès. Cette rupture devait combler de joie les puissances alliées, qui n'eussent pas manqué d'en rejeter toute la faute sur le gouvernement impérial, et de dire bien haut que, venues en France pour une œuvre de pacification, Napoléon seul les avait forcées à une guerre impitoyable. Et il est bon de placer ici le protocole d'une convention secrète signée à Chaumont par ces mêmes puissances, au moment où les décevantes conférences de Châtillon-sur-Seine abusaient le public sur leurs intentions réelles. Le 1er mars, l'Autriche, la Prusse, l'Angle-

terre et la Russie signaient à Chaumont un nouveau traité d'alliance, où il était dit « que, dans le cas où Napoléon « refuserait d'accepter les conditions de paix proposées, le « 17 février, elles s'engageaient à poursuivre la guerre avec « vigueur et dans un parfait concert; la Russie, la Prusse et « l'Autriche à tenir chacune en campagne active cent cinquante « mille hommes au complet, et l'Angleterre à fournir un sub- « side annuel de cent vingt millions de francs, répartis entre « ses trois alliés. Aucune négociation séparée, était-il dit, « n'aura lieu avec l'ennemi commun. Ce traité, qui a pour « but d'arriver à une paix générale et de maintenir l'équilibre « en Europe, sera en vigueur pendant vingt années. »

Nos implacables ennemis rédigeaient cette convention, encouragés par la marche de Blücher; nous allons voir qu'il tint à peu de chose que la coalition ne fût complétement dissoute et ruinée, au moment même où elle croyait devoir resserrer ses faisceaux. Napoléon, sorti de Troyes, était arrivé le 28 février à Sézanne, par Arcis-sur-Aube et le village d'Herboize. Le 1er mars, il entrait à la Ferté-Gaucher. Il apprend que Marmont et Mortier défendent encore les avant-postes de Meaux et tiennent l'armée de Blücher en échec, à la Ferté-sous-Jouarre. Nos soldats, dans l'espoir d'une rencontre, traversent en quelques heures l'intervalle qui les sépare des Prussiens, pris ainsi entre deux feux. Tout leur fait présager une bataille; et, depuis quinze jours, bataille pour eux est synonyme de victoire. Mais le bruit de l'arrivée de Napoléon a porté l'effroi dans l'âme des Prussiens; ils se jettent sur la rive droite de la Marne, coupent les ponts et se retirent du côté de Soissons. Deux jours sont employés par les Français à rétablir le passage. Le 2 mars, ils franchissent la Marne à leur tour. Napoléon ne poursuivra pas Blücher. Il a un projet plus hardi, et, le 4 mars, tournant l'ennemi, il arrive à Fismes, sur les bords de la Veste, entre Reims et Soissons. L'empereur sait que cette dernière ville, occupée

il y a quelques jours par les généraux Woronzow, Yorck et Sacken, a été ensuite abandonnée. Le duc de Trévise l'a reprise et a eu le temps de la munir d'une garnison, avant de se replier sur Meaux. C'est le général Moreau * qui commande cette garnison. Blücher, en débouchant sur Soissons, va donc trouver la place au pouvoir des Français; elle lui fermera les ponts de l'Aisne, et il sera forcé d'accepter la bataille, ayant à dos une rivière et une ville fortifiée.

Cette combinaison magnifique échoue par un acte de faiblesse qui doit recevoir l'épithète de trahison. A la suite de Woronzow, les divisions de Bulow et Wintzingerode sont descendues de Belgique. Ces deux généraux se sont présentés, il y a quelques jours, devant Soissons, et ils ont sommé la place de se rendre. Moreau pouvait soutenir un siége de plusieurs semaines. Il s'est rendu immédiatement. Lorsque Blücher aperçoit les murs de Soissons et apprend que Napoléon occupe Fismes, il se croit perdu, et le désordre de son armée prend des proportions alarmantes. Il ignorait la capitulation du général Moreau. Tout à coup les portes de Soissons s'ouvrent pour le recevoir. Les Prussiens, sauvés ainsi d'une manière inespérée, ne font que traverser la rivière et courent sur la route de Laon pour se reformer.

Il nous était impossible d'abandonner la poursuite de Blücher. Une bataille était nécessaire. Napoléon avait eu de mauvaises nouvelles du bassin de la Seine, où depuis son départ Schwartzenberg avait repris l'offensive et revenait sur Paris. Il fallait se défaire des Prussiens, ou tout au moins les affaiblir par un combat important, avant de s'occuper des Autrichiens. En conséquence Napoléon se jeta, lui aussi,

(*) Ce nom, on va le voir, est funeste à Napoléon. Le général Moreau a été un des instruments actifs de la campagne de l'Elbe et de l'invasion qui la suivit. Un général Moreau, en livrant à l'ennemi la ville de Soissons, fait perdre aux Français une occasion unique de détruire par un dernier coup l'armée de Blücher.

sur la route de Laon. Les troupes de Blücher reculaient toujours. Il les atteignit à Craône, le 7 mars. Russes et Prussiens présentaient plus de cent mille hommes, retranchés sur des hauteurs et couverts par une artillerie nombreuse. Les Français n'étaient que trente mille, et la victoire leur resta cependant. Blücher continue sa retraite vers la Belgique : il va probablement passer de l'autre côté de nos frontières, lorsqu'il reçoit inopinément de nouveaux renforts de l'armée de Bernadotte. Il s'arrête au village d'Etrouville, en avant de Laon, et le général Woronzow, qui forme son arrière-garde, nous attend de pied ferme. Napoléon, dans la matinée du 9, dictait des ordres pour attaquer l'ennemi dans sa nouvelle position; un événement funeste l'empêche de donner suite à ce projet. Dans la nuit, Marmont s'est laissé battre, perdant quarante pièces de canon et trois mille hommes faits prisonniers. Trois mille hommes, c'est presque le cinquième de notre petite armée; nous sommes tròp affaiblis pour conserver l'offensive, et nous rétrogradons sur Soissons. Le 13, l'Empereur s'empare de Reims, où nos soldats prennent trois jours de repos. Deux divisions, commandées par l'émigré Saint-Priest, sont littéralement écrasées, sous les murs de cette ville. Saint-Priest a été tué.

La guerre de l'invasion commençait, en ce moment, à prendre de part et d'autre un caractère d'acharnement dont s'effrayaient beaucoup les peureux et les traîtres. Les campagnes, dans certains cantons, se levaient en masse; les paysans, exaspérés par les excès des Cosaques, massacraient sans pitié tous les soldats ennemis qu'ils surprenaient isolés. Les alliés, à leur tour, fusillaient tous les paysans que l'on trouvait armés. Il était évident que, pour peu que la guerre se prolongeât, la France entière se soulèverait, et que Napoléon aurait pour auxiliaire tout homme valide, depuis l'enfant jusqu'au vieillard, qui pourrait se procurer un fusil, une pique ou une faux

emmanchée à rebours. Et si un pareil soulèvement s'opérait dans les communes et dans les villes, c'en était fait des armées de la coalition. Les plaines de la Champagne étaient leur tombeau. Les peureux, disons-nous, voyaient avec effroi cette situation qui leur présageait d'épouvantables représailles, de la part d'un ennemi dont l'agonie serait terrible; les traîtres tremblaient de comparaître bientôt devant les tribunaux révolutionnaires d'un nouveau quatre-vingt-treize; car il était évident que le peuple victorieux, après avoir traversé et surmonté par son énergie une crise semblable, ne rentrerait pas de longtemps dans son lit de repos.

Comprenant enfin tous les trésors de résistance héroïque recélés dans les masses, Napoléon s'était décidé à seconder d'une manière énergique le mouvement insurrectionnel, et le 5 mars, de son quartier-général de Fismes, il avait rendu le décret suivant :

« Considérant que les généraux alliés ont déclaré qu'ils passeraient par les armes tous les paysans qui prendraient les armes :

« 1° Tous les citoyens français sont, non-seulement autorisés à courir aux armes, mais requis de le faire; de sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher d'eux; de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter les routes, et de tomber sur les flancs et sur les derrières de l'ennemi;

« 2° Tout citoyen français pris par l'ennemi et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort, en représailles, d'un prisonnier ennemi.

« Considérant, en outre, que les peuples des villes et des campagnes, indignés des horreurs que commettent sur eux les ennemis, et spécialement les Russes et les Cosaques, courent aux armes par un juste sentiment de l'honneur national, pour arrêter les partis de l'ennemi, enlever les convois et lui faire

le plus de mal possible; mais que dans plusieurs lieux ils ont été détournés par le maire ou par d'autres magistrats :

« Tous les maires, fonctionnaires publics et habitants qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, les refroidissent et dissuadent les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres, et traités comme tels. »

Mais il était un peu tard, pour rendre ce décret révolutionnaire. Si, d'un côté, il excita puissamment les paysans de la Lorraine, des Vosges, de l'Alsace, de la Bourgogne et de la Champagne à la guerre de l'indépendance; d'un autre côté, il poussa les hommes déjà compromis, à activer leurs indignes manœuvres, à précipiter le jour où la patrie serait vendue aux étrangers et à la maison de Bourbon. Deux événements de la plus haute gravité ne tardèrent pas à révéler à Napoléon l'abîme d'ingratitude que ses faveurs avaient creusé dans l'âme des anciens complices de sa gloire et de son despotisme, et les coupables espérances d'une classe bâtarde de la société qui, ne voyant dans un État que l'ordre matériel, courait au-devant de l'humiliation et de l'abaissement de la France.

La défense du bassin du Rhône et de la ville de Lyon était confiée au maréchal Augereau, duc de Castiglione. Vingt mille hommes étaient sous ses ordres; dix mille arrivaient à son secours. Avec de telles forces, dans une ville populeuse, où les sentiments patriotiques se sont toujours, dans les grandes occasions, montrés avec éclat, Augereau pouvait facilement repousser l'ennemi ou tout au moins le tenir longtemps en échec, et opérer ainsi une diversion précieuse. Il n'en fit rien. Le prince de Hesse-Hombourg menaçait les approches de Lyon. Le conseil municipal s'étant rassemblé pour aviser aux périls de la situation, décida, à la suite d'une délibération éternellement honteuse pour ceux qui la prirent, que tous les efforts tendraient à faire rendre la ville aux alliés. A côté de cette voix officielle qui poussait à la désertion, il y avait la voix libre du peuple qui

encourageait au devoir. Ce ne fut pas la voix du peuple qu'écouta le duc de Castiglione. Abandonnant les destinées de Napoléon, abandonnant la France elle-même dans ses mauvais jours, il se conforma au vœu impie du conseil municipal, et Lyon fut livré aux troupes du prince de Hesse-Hombourg.

Quelques jours avant, Bordeaux avait ouvert également ses portes aux alliés. Là, ce ne fut pas comme à Lyon au nom de l'ordre, de l'intérêt privé des citoyens, de la conservation de leur vie et de leur fortune, que la trahison fut proclamée ; ce fut au nom de la légitimité. Le comité royaliste de cette ville, de concert aussi avec le conseil municipal, avait préparé de longue main le mouvement. Par ses soins, une députation fut envoyée à l'armée anglaise, qui avait déjà de ce côté largement entamé notre territoire. Le duc d'Angoulême, qui se trouvait à l'arrière-garde de Wellington, se hâta de passer à l'avant-garde ; le 12 mars, il fit son entrée dans l'ancienne capitale de la Guienne, aux acclamations des royalistes, qui confondaient dans un même amour le neveu de Louis XVIII et l'uniforme rouge des soldats anglais. Ici nous voyons reparaître M. Lainé, le rédacteur de la fameuse adresse du Corps Législatif. Le duc d'Angoulême, aussitôt son arrivée, s'empressa de lui offrir la préfecture de la Gironde, que M. Lainé n'accepta que *provisoirement;* son dévouement aux princes légitimes l'appelait sur un plus vaste théâtre.

En apprenant les événements de Lyon et de Bordeaux, le lâche abandon de son lieutenant, et les délibérations de ces conseils municipaux légués au pilori de l'histoire, Napoléon dut faire un triste retour sur le passé. Voilà pourtant, après quinze années de gloire, de prospérités inouïes, à quoi aboutissait l'empire, cet empire puissant qui donnait des royaumes, des principautés, des baronnies et des millions à ses plus minces serviteurs. La république, elle, n'avait donné à ses enfants que du pain, du fer, la liberté ; et la république trouvait des ma-

gistrats populaires, des représentants de la commune, qui juraient de mourir sous les murs embrasés de leur cité, à l'exemple de l'immortel conseil municipal de Lille. Et en ce moment même, à l'heure précise où les trahisons se multipliaient, où l'égoïsme, le hideux égoïsme prenait au ventre la tourbe officielle des salons dorés, qui donnait encore à la France, au monde entier, un austère modèle de pur patriotisme ? un citoyen de la république, Carnot, l'ancien membre du Comité de salut public, celui dont la voix vengeresse s'était *seule* élevée en 1804 contre l'établissement impérial. Napoléon, irrité de l'indépendance de Carnot, l'avait laissé sans emploi après la dissolution du Tribunat; rayé du contrôle de l'armée, on l'avait même privé de son traitement. Le tribun vivait obscur, entretenant sa noble intelligence du culte de la patrie et de l'amour des lettres, lorsque vint 1814. La patrie est en danger ! Carnot connaît ce cri, et son âme y répond. Toutes ses antipathies, tous ses ressentiments sont oubliés : il offre son bras à Napoléon. Nommé gouverneur d'Anvers, entouré des armées étrangères, coupé de la France, sans communications avec le gouvernement de Paris, il se maintiendra inébranlable, même après l'abdication de Napoléon, et ne rendra son épée que lorsqu'un nouveau gouvernement étant donné à la France, il pourra se laisser désarmer par des mains françaises !

Malgré ses beaux faits d'armes, ses victoires incessantes et la panique dont les souverains alliés avaient été plus d'une fois saisis, la situation de Napoléon ne s'améliorait point. Un pouvoir occulte, insaisissable, dont l'existence lui est révélée par des coups trop certains, mais contre lequel son propre pouvoir est impuissant, délie peu à peu le faisceau de ses moyens de défense. Tout lui manque à la fois : la diversion des généraux éloignés, le concours des magistrats, la fidélité des fonctionnaires, la ressource des négociations. Les conférences de Lusigny pour un armistice ont été complétement abandonnées. Le con-

grès de Châtillon est à la veille de se rompre. Le duc de Vicence avait été chargé, par l'empereur, de présenter aux plénipotentiaires un contre-projet de traité. Aux termes de cette pièce, la France, rentrée dans les anciennes limites de 1789, se serait pourtant accrue de la Savoie et de l'île d'Elbe. Le royaume d'Italie, avec l'Adige pour frontière, demeurait indépendant sous le gouvernement du prince Eugène; les principautés de Lucques, de Neuchâtel, et le grand-duché de Berg, étaient conservés à leurs titulaires.

Les plénipotentiaires répondirent à la communication de ce contre-projet, par une déclaration qui entraînait la clôture immédiate des conférences. Les principes qui devaient un peu plus tard servir de base à la *Sainte-alliance* des rois, y furent posés dans les termes suivants :

« Les puissances se décidèrent à aller conquérir sur le sol même de la France cette paix tant désirée de tous..... La marche des événements avait donné à cette époque, aux grandes cours, le sentiment de toute la force de la ligue européenne..... La France ne saurait conserver des dimensions incompatibles avec l'établissement d'*un système d'équilibre* et hors de proportion avec tous les grands corps politiques en Europe..... Dans un moment aussi décisif pour le salut du monde, les souverains alliés renouvellent l'engagement solennel qu'ils ne poseront pas les armes avant d'avoir atteint le grand objet de leur alliance. La France ne peut s'en prendre qu'à elle-même des maux qu'elle souffre. La paix seule pourra fermer les plaies que l'esprit de domination universelle de son gouvernement a faites. Cette paix ne sera plus que celle de l'Europe. Il est temps enfin que les puissances puissent, sans influence étrangère, veiller au bien-être de leurs peuples; que les nations respectent leur indépendance réciproque ; *que les institutions sociales soient à l'abri des bouleversements journaliers, les propriétés assurées,* et le commerce libre. »

Pour qui ne jugerait les événements de 1814 que sur les faits de la guerre et des champs de bataille, la déclaration des plénipotentiaires et la lutte sans trêve qu'elle annonçait à la France impérialiste, paraîtrait d'une certaine audace au moment où elle fut signée. Que voyons-nous, en effet, depuis le premier combat de Saint-Dizier. Les alliés semblent enfermés dans un cercle fatal. Sur l'un des points de la circonférence se trouve le but auquel ils tendent, Paris; mais dès qu'ils s'en rapprochent, Napoléon, suivi d'une poignée de braves, tournoyant comme la foudre dans le cercle, les disperse et les refoule au loin. Trois fois déjà la fortune a donné raison à sa sublime audace. Alexandre Ier a dit un mot qui peint d'une manière pittoresque l'effroi que nos légions portent dans l'âme des coalisés : « La « moitié de ma tête blanchira dans cette fatale campagne ! » Lyon, Bordeaux, Dijon, sont inutilement tombés aux mains de l'invasion ; si Napoléon bat encore une fois l'armée de Schwartzenberg, ou si, laissant les Prussiens, les Autrichiens et les Russes arriver jusque sous les murs de Paris, il les attaque à l'entrée de ces faubourgs redoutables dont l'énergie est écrite en lettres de sang dans les annales de notre révolution, c'en est fait des étrangers. D'où vient cependant leur résolution et le défi suprême qu'ils jettent à l'empereur, par la rupture du congrès ? Ils ont reçu des avis secrets de la capitale ; on leur annonce une capitulation immédiate, s'ils se présentent aux barrières. Le 17 mars, un ancien chouan, homme de résolution, agent actif du comité royaliste, M. de Vitrolles, est arrivé de Paris au quartier-général de Schwartzenberg ; il a vu Alexandre Ier, et lui a affirmé que tout est préparé dans Paris pour un mouvement royaliste. Suivant cet émissaire, « la population n'attend qu'un signal pour se prononcer ; le Sénat est impatient du joug du maître. Talleyrand dispose de ce corps, et Talleyrand a promis son appui aux Bourbons. La garde nationale est décidée à n'opposer aucune résistance ; les mesures de défense prises par le lieutenant-général

Joseph et par le ministre de la guerre sont tout-à-fait nulles. Il faut à tout prix marcher sur Paris, et le nœud gordien sera tranché immédiatement. »

A part le concours du peuple et la complicité directe de Talleyrand, tout était vrai dans le récit de M. de Vitrolles. M. de Talleyrand, *qui ne travaillait jamais en serre chaude* (*), continuait sa politique expectante, la main droite dans la main de la régence, la main gauche dans celle du royalisme. Un autre agent parvint encore au quartier-général. Sa présence eut tout l'air apparent d'un fait fortuit; mais le hasard n'y était pour rien. Un certain Laharpe, Suisse d'origine, ancien précepteur d'Alexandre Ier, habitait Paris depuis quelques années. Il était fort assidu dans les salons de M. de Talleyrand. Vers le milieu du mois de mars, il partit, en annonçant qu'il se rendait à Genève. Il fut assez habilement maladroit pour tomber dans les avant-postes ennemis, qui le firent conduire, sur sa demande, auprès de son ancien élève. On devine le reste. Alexandre recueillit de sa bouche les mêmes renseignements qui lui étaient venus par le canal de M. de Vitrolles. La marche sur Paris fut décidée.

Schwartzenberg s'avançait donc et brûlait de prévenir tous les autres corps dans ses manœuvres offensives, lorsque Napoléon, laissant les généraux Marmont et Mortier pour observer les bords de la Marne et contenir les Prussiens, sortit de Reims, passa rapidement dans le bassin de la Seine, et vint camper à Arcis-sur-Aube, dont il s'empara sans coup férir. Le 20 mars, l'armée autrichienne nous attaqua avec des forces triples des nôtres. Napoléon paya de sa personne, dans cette journée, comme un simple grenadier. Nos carrés d'infanterie assaillis par une cavalerie formidable, se rompaient et allaient produire un désordre

(*) On rapporte qu'en 1812, lors de la conspiration Mallet, quelques ouvertures ayant été faites à Talleyrand, dont on connaissait la rancune, pour le faire entrer dans le complot, il aurait répondu : « Je ne travaille jamais en serre chaude. »

coup la perte de Marmont et de Mortier. Formés en un seul carré, ces gardes nationaux tiennent au milieu de la plaine comme une forteresse; la cavalerie et l'artillerie sont impuissantes à les entamer. On les bat en brèche avec du canon; les rangs troués par la mitraille se resserrent aussitôt. Quatre mille restent sur le terrain; quinze cents peuvent se retirer. Deux mille sont faits prisonniers avec le général Pactod. Ils n'avaient plus de munitions.

Les ducs de Raguse et de Trévise perdirent, dans la bataille dite par les alliés de La Fère-Champenoise, la moitié de leur artillerie, et le tiers de leurs troupes. Ils eurent des brigades entières détruites, des régiments dont il ne resta pas vingt-cinq hommes. Le lendemain, Alexandre Ier et Frédéric-Guillaume dirigèrent leur armée sur Paris, en cinq grandes colonnes, qui eurent plusieurs engagements avec les arrière-gardes de Marmont et de Mortier, à Sézanne, Chailly, La Ferté-Gaucher, Trelport. Ils passèrent la Marne à Meaux, brisèrent le faible obstacle qui leur fut opposé dans le bois de Clayes et à Ville-Parisis, et refoulant toujours les deux maréchaux, ils arrivèrent sous Paris. Dans la nuit du 29 au 30, ils s'emparèrent des approches. Leur avant-garde prit possession de La Villette, de La Chapelle, de Romainville et de Charonne, pendant que cent quatre-vingt mille hommes s'arrêtaient au pied de ces hauteurs.

Les habitants de la capitale, trompés par l'ineptie des uns et la trahison des autres, ignoraient la gravité de leur situation. La veille, ils s'étaient émus en voyant des bandes de paysans descendre les faubourgs, et en apprenant que les Cosaques étaient sur la route de Meaux; mais les autorités les avaient rassurés, en publiant que ce n'était qu'une colonne ennemie qui s'avançait par la route d'Allemagne, et que poursuivait l'empereur avec une armée victorieuse. Napoléon allait arriver, disait-on.

Napoléon courait en effet sur la route de Troyes à Paris; mais seul, sans armée, estimant que sa présence suffirait pour sauver la capitale, tremblant d'arriver trop tard. A lui aussi des avis étaient parvenus; les complots et les espérances des mauvais Français lui avaient été révélés; il savait enfin qu'une faction puissante par l'intrigue s'agitait, qui regardait les alliés comme des libérateurs. Mais n'avait-il pas là-bas son frère, et son ministre de la guerre, le duc de Feltre, et l'intrépide Marmont, et cette garde nationale, à laquelle, avant de quitter Paris, il avait, d'une manière si touchante, confié son fils et sa femme!



CHAPITRE XIX.

Situation de Paris jusqu'au 30 mars. — La régente se retire à Blois. — Complot pour amener une capitulation. — Efforts des agents royalistes. — Combat sous Paris. — Capitulation. — Napoléon à Fromenteau. — Entrée des alliés. — Manifestation des royalistes. — L'hôtel de M. de Talleyrand. — Séance du Sénat Conservateur. — Formation d'un Gouvernement provisoire. — Déchéance de l'empereur Napoléon. — Fontainebleau. — Défection de Marmont. — Abdication. — Le suicide. — Les adieux à la garde. — Départ pour l'île d'Elbe. — Le Sénat proclame Louis XVIII. — Le dernier coup de canon. — Entrée des Bourbons à Paris.

MARS. — MAI 1814.

Paris était-il préparé à soutenir un siége? Les mesures que Napoléon, avant son départ, avait prescrites au lieutenant-général de l'empire et au duc de Feltre, ministre de la guerre, avaient-elles été exécutées? Le gouvernement de la régence avait-il secondé, encouragé le mouvement de l'esprit public? avait-il donné un aliment, une direction à cette émotion profonde qui devait nécessairement s'emparer de la population, lorsque retentirait ce cri funeste : « L'ennemi est à nos portes ! »

Paris était sans défense; il appartenait d'avance au premier corps de l'armée ennemie qui se présenterait devant son mur

d'octroi ; et si, dans la nuit du 29 au 30 mars, les alliés avaient eu un peu plus d'audace, ils se seraient emparés de la capitale, ils l'auraient occupée de la barrière Saint-Martin à la barrière d'Italie sans coup férir. Pour cela, leur avant-garde n'aurait eu qu'à fournir une étape de plus, à enfoncer les barrières, au lieu de bivouaquer timidement à La Chapelle, à La Villette, sur les hauteurs de Chaumont.

A quoi tenait une situation pareille? Faut-il l'attribuer à l'incurie ou à la trahison? Ici le rôle de l'historien se hérisse de difficultés. Il s'agit de juger des hommes que leurs contemporains ont tour à tour exaltés, transformés en sauveurs de la société, ou traînés aux gémonies comme les Judas de la grande nation crucifiée. Verrons-nous des traîtres dans tous ces fonctionnaires, si insuffisants, si faibles, si nuls au moment de la crise et du danger? Qui nous dira précisément les limites où s'arrête l'impéritie, ou la honte commence? Racontons les faits; peut-être le jugement en ressortira-t-il d'une manière toute naturelle.

Le gouvernement de la régence était au-dessous de sa tâche, cela est incontestable. L'ex-roi de Naples et d'Espagne, Joseph Bonaparte était un esprit sans portée, un caractère sans résolution, un cœur sans énergie. L'impératrice Marie-Louise, inexpérimentée, ignorant les hommes et les affaires, par suite de cette éducation claustrale que recevaient les filles de la maison de Hapsbourg, n'aurait pu exercer d'autre influence que celle dont Marie-Antoinette avait fait l'essai sur les officiers de Versailles; mais les mœurs avaient changé depuis 1789, le prestige de la royauté n'existait plus, et Napoléon d'ailleurs n'était pas un Louis XVI; il n'eût pas souffert un comte de Fersen. Le ministère était composé, en 1814, de MM. Caulaincourt, duc de Vicence, aux relations extérieures, Clarcke à la guerre, Molé à la justice, Gaudin, duc de Gaëte, aux finances, Decrès à la marine, Montalivet à l'intérieur, le comte Bigot de Préameneu aux cultes, le comte Collin de Sussy au commerce, Molien au

trésor public, Savary, duc de Rovigo, à la police. Si nous ajoutons l'archi-chancelier Cambacérès, conseiller intime de la régente, M. Pasquier, préfet de police, M. Chabrol Volvic, préfet de la Seine, nous aurons la liste à peu près complète des citoyens éminents, au moins par leurs fonctions, sur lesquels Napoléon avait le droit de compter. De tous ces hommes, un seul se faisait remarquer par sa fermeté, son esprit de décision, son énergie, et c'est celui sur lequel, sans crainte d'être démenti par les faits ultérieurs, nous pouvons faire peser à coup sûr une accusation grave. Le duc de Feltre, qui avait poussé au-delà de toutes les limites son dévouement à la personne de l'empereur, par un de ces revirements soudains, très-communs chez les caractères de cette nature, allait plus faire contre Napoléon que le comité royaliste, que Talleyrand lui-même. Ce fut lui qui livra sans défense la capitale aux armées alliées; il paralysa toutes les mesures des fonctionnaires dévoués à l'empire; le comte Hullin et le chef d'état-major Laborde, multiplièrent inutilement leurs efforts dans ces mauvais jours.

Administration politiquement nulle, ministres et grands dignitaires chez lesquels le joug du maître, l'habitude de la servile obéissance avaient usé et effacé toute initiative; direction de la guerre, la plus importante de toutes en un tel moment, placée entre des mains infidèles : c'était là le bilan de la prochaine faillite impériale. Nous allons voir le duc de Feltre à l'œuvre.

Il était facile, dans la prévision d'une pointe poussée par l'ennemi du côté de Paris, de fortifier les hauteurs qui commandent la capitale, Passy, Montmartre, Belleville, les buttes Chaumont. Napoléon avait laissé l'ordre à Joseph et à Clarcke de faire venir à cet effet quatre-vingts pièces d'artillerie de Cherbourg. Une grande quantité de fusils existaient dans les arsenaux. Les magasins de Grenelle étaient remplis de poudre. Toute la population virile pouvait être armée en moins de quinze jours. Cette population se serait-elle battue en dehors des murs

lyptique. Nous verrons bientôt si cette sécurité était justifiée par les faits. Le 28, cependant, quelques vagues rumeurs de la marche des alliés se firent jour et furent avidement commentées. Mais un bulletin officiel parut, conçu en termes rassurants : « Les patrouilles vont jusqu'à Langres. La santé de Sa Majesté est très-bonne. Le 26 l'empereur a battu à Saint-Dizier le général Wintzingerode, lui a fait deux mille prisonniers, lui a pris du canon et beaucoup de voitures de bagages. Ce corps a été poursuivi très-loin. » Ce bulletin était pour le peuple; le gouvernement n'avait pas tout dit. Sur la nouvelle du passage des ennemis à Meaux, le conseil de régence s'assembla; la première question qu'on posa, fut celle de savoir si l'impératrice et le roi de Rome quitteraient Paris. La discussion s'anime. Un haut fonctionnaire insiste surtout pour que Marie-Louise et son fils ne s'éloignent pas : c'est Talleyrand. Après ce que nous savons du rôle que jouait le prince de Bénévent, de ses espérances, de ses intrigues, un pareil avis, de sa part, étonnera peut-être; il était cependant tout-à-fait conforme à la tactique de ce personnage. Talleyrand préférait encore la régence à une restauration, c'est-à-dire l'empire qui l'avait assez bien doté, sans Napoléon. Or, si le gouvernement abandonnait la capitale aux alliés, la régence était perdue et les royalistes restaient maîtres du terrain. L'événement justifia cette prévision. L'opinion du prince de Bénévent ne prévalut point. Joseph produisit une lettre de son frère, du 16 mars, dans laquelle l'empereur recommandait qu'on éloignât Marie-Louise et le roi de Rome si l'ennemi s'avançait avec des forces telles que toute résistance fût jugée impossible. En conséquence la régente et son fils partirent immédiatement pour Blois, suivis des fonctionnaires, chambellans, grands officiers du trésor, de toutes les archives des ministères, et des principaux commis. Quelques ministres et les autorités locales restèrent seuls à Paris avec le roi Joseph. M. de Talleyrand, en sa qualité de vice-

grand-électeur, devait suivre Marie-Louise; mais l'intérêt de l'intrigue dont il était l'âme exigeait qu'il ne s'éloignât pas. Le préfet de police avait l'œil sur lui. Talleyrand se tira d'embarras avec une grande habileté. Il ne se mit en route que quelques heures après le départ de la régente, et il s'arrangea de manière à faire arrêter sa voiture à la barrière par des gardes nationaux. Rentré dans son hôtel, il ne s'occupa plus que de préparer l'intronisation du prétendant, désormais sa seule ressource.

Le peuple ignorait encore ces faits, le 29 mars, lorsque tout à coup une certaine panique se répandit parmi les habitants des faubourgs Saint-Denis et Saint-Martin. Des soldats désarmés, blessés, succombant de fatigue, s'étaient présentés aux barrières, en criant à la trahison. Bientôt une longue procession de paysans descendit les faubourgs; c'étaient des familles entières qui fuyaient l'ennemi, emportant avec elles sur des charrettes leur chétif mobilier et les récoltes qu'elles avaient eu le temps d'enlever. Plus de doute : les alliés étaient à nos portes. Des groupes se forment dans les rues; mille bruits circulent. Pour la première fois, on se demande avec anxiété où sont les moyens de défense si pompeusement annoncés. Une proclamation est affichée qui révèle à peu près la vérité :

« Citoyens de Paris, une colonne ennemie s'est portée sur Meaux. Elle s'avance par la route d'Allemagne; mais l'empereur la suit de près, à la tête d'une armée victorieuse.

« Le conseil de régence a pourvu à la sûreté de l'impératrice et du roi de Rome. Je reste avec vous.

« Armons-nous pour défendre cette ville, ses monuments, ses richesses, nos femmes, nos enfants, tout ce qui nous est cher. Que cette vaste cité devienne un camp pour quelques instants, et que l'ennemi trouve la honte sous ses murs, qu'il espère franchir en triomphe!

« L'empereur marche à notre secours; secondons-le par

une courte et vive résistance, et conservons l'honneur français.

« Paris, le 29 mars 1814.

« *Signé* JOSEPH, lieutenant-général de l'empereur, commandant en chef la garde nationale. »

Cette proclamation officielle fut suivie d'un placard sans signature, émanant sans doute du ministère de la police, et d'une forme toute révolutionnaire :

« *Nous laisserons-nous piller? Nous laisserons-nous brûler?*

« Tandis que l'empereur arrive sur les derrières de l'ennemi, vingt-cinq à trente mille hommes, conduits par un partisan audacieux, osent menacer nos barrières! En imposeront-ils à cinq cent mille citoyens qui peuvent les exterminer? Ce parti ne l'ignore point, ses forces ne lui suffiraient pas pour se maintenir dans Paris; ils ne veulent faire qu'un coup de main. Comme ils n'auraient que peu de jours à rester parmi nous, ils se hâteraient de nous piller, de se gorger d'or et de butin, et quand une armée victorieuse les forcerait à fuir de la capitale, ils n'en sortiraient qu'à la lueur des flambeaux qu'ils auraient allumés.

« Non, nous ne nous laisserons pas piller! nous ne nous laisserons pas brûler! Défendons nos biens, nos femmes, nos enfants, et laissons le temps à notre brave armée d'arriver pour anéantir sous nos murs les barbares qui venaient les renverser! Ayons la volonté de les vaincre, et ils ne nous attaqueront pas! Notre capitale serait le tombeau d'une armée qui voudrait en forcer les portes. Nous avons en face de l'ennemi une armée considérable, commandée par des chefs habiles et intrépides; il ne s'agit que de les seconder.

« Nous avons des canons, des baïonnettes, des piques, du

fer; nos faubourgs, nos rues, nos maisons, tout peut servir à notre défense. Établissons, s'il le faut, des barricades; faisons sortir nos voitures et tout ce qui peut obstruer les passages; crénelons nos murailles, creusons des fossés, montons à tous nos étages les pavés des rues, et l'ennemi reculera d'épouvante!

« Qu'on se figure une armée essayant de traverssr nos faubourgs au milieu de tels obstacles, à travers le feu croisé de la mousqueterie, qui partirait de toutes les maisons, des pierres, des poutres qu'on jetterait de toutes les croisées!

« Cette armée serait détruite avant d'arriver au centre de Paris. Mais non; le spectacle des apprêts d'une telle défense la forcerait de renoncer à ses vains projets, et elle s'éloignerait à la hâte pour ne pas se trouver entre l'armée de Paris et l'armée de l'empereur. »

Une invitation si énergique à prendre les armes, ce tableau de la ville transformée en un vaste camp, cet appel aux barricades, aux piques des faubourgs, devaient nécessairement produire dans le peuple une agitation d'autant plus grande, qu'il y était moins préparé. Les groupes se grossirent; des bandes d'ouvriers, de femmes et d'enfants se mirent à parcourir les rues, se portant vers les Tuileries, les hôtels des ministres, vers tous les points d'où pouvait partir une impulsion régulatrice de l'énergie commune. Les royalistes, les agents du comité Talleyrand et du comité de Louis XVIII se répandirent alors dans la foule, cherchant à calmer, à rassurer les faubouriens. Transformés en orateurs populaires, ces endormeurs publics firent remarquer à ceux qui les entouraient, qu'évidemment il y avait de l'exagération dans le placard anonyme. On parlait d'un parti de vingt-cinq à trente mille hommes; jamais un général n'oserait attaquer une ville de huit cent mille habitants, avec des forces aussi minimes. Les agents engageaient les citoyens à rentrer chez eux, à se reposer avec confiance sur les

autorités. Ils réussirent très-bien dans leur œuvre ténébreuse. Peu à peu, le bruit et le tumulte de la rue fit place au mouvement habituel. Chacun se retira à ses affaires ou à ses plaisirs, et, le soir, tous les théâtres furent ouverts. On jouait au théâtre impérial de l'Opéra-Comique *Richard-Cœur-de-Lion*. Cette pièce était tristement de circonstance. Celui qui commandait au monde entier allait être abandonné de tous.

La capitale reposait donc tranquillement, lorsque l'avant-garde des troupes alliées prenait possession des points importants de sa banlieue. Et le complot des fonctionnaires publics, des autorités supérieures fut si flagrant, que le lendemain le *Journal de l'Empire* n'ayant pas reçu d'autres communications (*), publiait l'article que voici :

« L'empereur est en marche depuis le 27 pour venir au secours de la capitale. Aujourd'hui les ducs de Trévise et de Raguse ont fait leur jonction avec les troupes commandées par le général Compans. L'armée ennemie, qui a passé la Marne à Meaux, aura à combattre des troupes de ligne puissamment secondées par le dévouement de tous les citoyens et le zèle de la garde nationale. Elle échouerait dans sa tentative, quand même l'empereur ne serait pas sur ses derrières. »

Mortier et Marmont arrivaient sous les murs de la capitale, après avoir franchi la Marne à Charenton. Réunis aux troupes de ligne dont le commandant de la division militaire pouvait disposer, ils allaient retarder de quelques instants les progrès de l'ennemi. A quatre heures du matin, le 30, les deux maréchaux débouchant avec impétuosité par le chemin de Charenton à Charonne, chassèrent l'avant-garde ennemie des villages de La Villette, de La Chapelle, de Romainville, de Pantin,

(*) Le *Journal de l'Empire* feignait d'ailleurs une telle quiétude, la veille de la grande catastrophe de la prise de Paris, qu'il consacrait le tiers de sa feuille à un article de Malte-Brun intitulé : Variétés de ce jour *sur les polypes monstrueux qui habitent le fond de la mer*.

et couronnèrent toutes les hauteurs. La bataille s'engagea. Aux éclats des feux de peloton, aux sourds grondements du bronze, les Parisiens connurent toute l'étendue du danger. A trois heures du matin le rappel avait été battu, et la garde nationale avait pris les armes. Évidemment, c'était le moment ou jamais de mettre à exécution ces moyens révolutionnaires de défense annoncés dans les feuilles, et indiqués dans le placard de la veille : distribuer les fusils, les cartouches et les quatre-vingt mille piques fabriquées depuis un mois. Le peuple s'attendait à tout cela ; un peu découragé par le départ de la régente et des dignitaires, il aurait bientôt repris confiance s'il eût vu l'autorité militaire tenir ses promesses et remplir son devoir. Aussi, aux roulements du tambour, une immense quantité de bourgeois, une multitude d'ouvriers se rendirent aux postes de réunion, pêle-mêle avec la garde nationale, demandant des armes à grands cris. Un rassemblement de plusieurs mille citoyens se forma sur la place Vendôme, et y demeura depuis cinq heures jusqu'à neuf; un tumulte sans nom y régnait. Fatigués d'attendre, les citoyens commençaient à accuser les ministres de livrer Paris aux étrangers, lorsque quelques officiers vinrent offrir... des piques. Presque tous ceux qui faisaient partie du rassemblement se retirèrent en criant à la trahison (*). Plusieurs coururent aux barrières, dans l'espoir de parvenir jusque sur le champ de bataille et d'y trouver des armes; mais les grilles étaient fermées, on ne laissait sortir personne. Il y avait pourtant vingt mille fusils à l'Arsenal. On les y laissa. Ces faits se renouvelèrent sur plusieurs points; mais de plus graves encore eurent lieu dans la journée et nous donnent la mesure de la trahison. Des compagnies de la garde nationale, celles qui étaient pourvues de fusils et qui avaient pu se procurer des munitions, quittèrent

(*) Ces détails se trouvent consignés dans une brochure publiée en 1815, intitulée : *Siéges soutenus par la ville de Paris*, par N. L. P.

leur place d'armes pour se joindre aux troupes de ligne. Aussitôt les membres du Comité se donnèrent un grand mouvement, afin de détourner les citoyens de cette résolution patriotique. On vit M. de Fitz-James arrêter le commandant d'un bataillon qui conduisait ses hommes à La Villette; haranguant les gardes nationaux, il leur persuada que leur rôle, dans de telles circonstances, était tout passif et devait se borner à maintenir l'ordre et la tranquillité dans les rues. Ces messieurs obtinrent ce qu'ils voulaient, en quelques endroits, et nos généraux furent ainsi privés d'un concours précieux.

En même temps les agents royalistes répandaient et commentaient une proclamation adressée aux Parisiens par les alliés, et dont ils étaient parvenus à faire imprimer un grand nombre d'exemplaires :

« Habitants de Paris,

« Les armées alliées se trouvent sous Paris. Le but de leur marche vers la capitale est fondé sur l'espoir d'une réconciliation sincère et durable avec elles. Depuis vingt ans l'Europe est inondée de sang et de larmes. Les tentatives faites pour mettre un terme à tant de malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe dans le pouvoir même du gouvernement qui nous opprime un obstacle insurmontable à la paix. Quel Français qui ne soit pas convaincu de cette vérité ?

« Les souverains alliés cherchent de bonne foi une autorité salutaire en France, qui puisse cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernements. C'est à la ville de Paris qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer la paix du monde. Son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat. Qu'elle se prononce, et dès ce moment l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions.

« Parisiens, vous connaissez la situation de votre patrie, la conduite de Bordeaux, l'occupation amicale de Lyon, les maux attirés sur la France, et les dispositions véritables de vos concitoyens. Vous trouverez dans ces exemples le terme de la guerre étrangère et de la discorde civile; vous ne sauriez plus le chercher ailleurs.

« La conservation et la tranquillité de votre ville seront l'objet des soins et des mesures que les alliés s'offrent de prendre avec les autorités et les notables qui jouissent le plus de l'estime publique. Aucun logement militaire ne pèsera sur la capitale.

« C'est dans ces sentiments que l'Europe en armes devant vos murs s'adresse à vous. Hâtez-vous de répondre à la confiance qu'elle met dans votre amour pour la patrie et dans votre sagesse.

« *Signé*, le commandant en chef des armées alliées,
maréchal prince de SCHWARTZENBERG. »

Transportons-nous sur le champ de bataille, et nous y trouverons de nouvelles preuves d'une œuvre de félonie et de lèse-nationalité.

Les deux maréchaux étaient parvenus à déloger l'avant-garde ennemie de tous les points dont elle s'était emparée pendant la nuit. Les forces dont ils disposaient étaient peu considérables. Elles se composaient des débris ramenés de La Fère-Champenoise, douze mille soldats environ, de dix mille gardes nationaux, de quelques milliers d'hommes des dépôts, et de plusieurs compagnies d'artillerie formées d'élèves de l'École Polytechnique et de volontaires. La majeure partie occupa d'abord Belleville. Bientôt la petite armée s'étendit, et sa ligne se décrivit de la manière suivante. Le duc de Trévise tenait depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à la Seine, à la hauteur de Clichy-la-Garenne; le duc de Raguse, depuis le canal jusqu'à la Marne,

au pont de Charenton. Le mamelon de Montmartre était en arrière de la ligne, position excellente si elle eût été suffisamment fortifiée et garnie d'artillerie. Le centre de l'armée française tenait la ferme de Rouvray, en avant de laquelle se trouvait une batterie de dix-huit pièces. De simples palissades et quelques pièces d'artillerie commandaient les avenues des barrières, et sur plusieurs points on avait crénelé les murs d'octroi. Tels étaient les seuls moyens de défense d'une capitale de huit cent mille âmes, encore ces moyens étaient-ils paralysés par le complot des agents de la défection. Le champ de bataille offrait la perfidie et la friponnerie les plus insignes (*). D'un côté les munitions manquaient, de l'autre les boulets n'étaient pas de calibre; plus loin, les cartouches contenaient de la cendre ou du pulverin avarié. Et Paris sans chefs, sans approvisionnements, sans direction politique, avec une administration disloquée par le départ de la régente, n'avait plus d'espoir que dans la modération même de l'ennemi qui campait à ses portes.

La poignée de braves dont nous avons donné le dénombrement, se battit avec un courage héroïque. Que pouvait le courage contre le torrent? Les colonnes russes, autrichiennes, prussiennes, commandées par les généraux Giulay, Rajewski, Kleist, Yorck, Woronzow, Langeron, par le prince Guillaume de Prusse, éprouvèrent la plus vive résistance à Pantin, à Belleville, aux buttes Saint-Chaumont, à Aubervilliers, à La Villette. Nos rares pièces d'artillerie, servies par les élèves de l'École polytechnique et des Polonais, jonchèrent de cadavres les approches des positions. Une multitude de gardes nationaux qui étaient parvenus dans la matinée à passer isolément les barrières, s'étaient placés en tirailleurs et faisaient beaucoup de mal aux alliés. Marmont et Mortier payèrent de leur personne comme de simples soldats. Mais l'ennemi pouvait sacrifier trente mille

(*) *Siéges de Paris*, déjà cité.

hommes sans en être sensiblement affaibli, et chaque compagnie que nous laissions dans ce combat inégal, était pour nous une perte irréparable. Le général Rajewski, renonçant à enlever à la baïonnette les hauteurs que nous couronnions, les faisait contourner successivement et nous mettait dans la nécessité de les abandonner. A deux heures toutes ces hauteurs étaient au pouvoir des alliés; notre centre avait été rompu à la ferme de Rouvray; des hura de Cosaques avaient poussé jusqu'à l'entrée du faubourg Saint-Antoine; Kleist et Yorck s'emparaient de La Chapelle, et le corps du général Langeron escaladait la butte Montmartre, où il n'y avait que sept pièces de canon, servies par une centaine de pompiers et d'invalides! Marmont, désespérant de prolonger la lutte, ayant à dos une ville dont la population découragée, énervée, trahie par un comité désorganisateur de la défense nationale, ne lui offrait aucun secours, se décida à demander un armistice de deux heures afin de régler une capitulation définitive. Le roi Joseph et le ministre de la guerre lui en donnèrent eux-mêmes le conseil, et ils se hâtèrent aussitôt de courir sur les traces de la régente. Ils avaient commencé, l'un par la faiblesse, l'autre par la trahison; ils finissaient par la lâcheté.

Malgré ses succès, l'ennemi ne demandait pas mieux que de tout terminer par une capitulation. Il savait que Napoléon accourait au secours de sa capitale avec cinquante mille hommes, qu'il devançait en poste; et, dans Paris, au milieu d'une population d'ouvriers, dans ces faubourgs où la corruption des hautes classes n'avait pas pénétré, une étincelle de patriotisme suffisait pour allumer un incendie. Que Paris résistât quarante-huit heures, et les alliés avaient le grand capitaine sur les bras. La suspension des hostilités ayant été signée, Marmont se rendit auprès des autorités pour s'entendre avec elles sur sa conduite ultérieure.

Dès que le duc de Raguse parla de traiter, ce ne fut par-

tout qu'une seule voix, à la préfecture de la Seine, ou se trouvait réuni le conseil municipal, et à la préfecture de police, pour accepter les fourches caudines de l'invasion. « Une plus « longue résistance, dit-on, compromettrait la sûreté des per- « sonnes et des propriétés! » Les conseillers municipaux Badenier, Barthélemy, Bellart, Bonfiomet, Bocheron, Delaître, Gauthier, d'Harcourt, de Lamoignon, Lebrau, Mortennaut, Pleignon, Vial, insistent pour la reddition immédiate. Au nom des intérêts du commerce, les banquiers Laffitte et Perregaux veulent aussi une capitulation. Pendant ce temps, le brave Mortier, qui n'avait pas eu connaissance de l'armistice, continuait de se battre, et répondait à une sommation d'un officier russe : « Les alliés, pour être au pied de Montmartre, ne « sont point dans Paris; mes soldats et moi nous périrons « plutôt sous ses ruines que d'accepter une honteuse capitu- « lation! »

Le sacrifice était consommé, et l'épée n'était plus d'aucun poids dans la balance. Les préfets Chabrol et Pasquier se rendirent au quartier-général des alliés; ils étaient si pressés de mettre *la sûreté des personnes et des propriétés* sous la protection des baïonnettes étrangères, qu'ils ne posèrent aucunes conditions, ne demandèrent aucune garantie, et s'en tinrent, de la part de l'empereur Alexandre, à des promesses verbales. Heureusement, pour l'honneur de l'armée, il ne leur fut pas donné de terminer la négociation. Le colonel Denis de Damrémont et le chef d'escadron Fabvier, aides-de-camp du duc de Raguse, furent chargés de la rédaction des articles, concurremment avec deux aides-de-camp du prince de Schwartzenberg, le comte Orloff et Paar. La discussion fut longue. Les alliés entendaient que l'armée française demeurât prisonnière. Enfin on s'arrêta aux bases que voici :

1° Les corps des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse évacueront Paris le 31 mars, à 7 heures du matin;

2° Ils emmèneront le matériel de leur armée;

3° Les hostilités ne pourront recommencer que deux heures après l'évacuation de Paris;

4° Tous les arsenaux, ateliers, édifices militaires et magasins resteront dans l'état où ils se trouvaient avant la capitulation (*);

5° La garde nationale est entièrement séparée de la troupe de ligne; elle sera conservée ou licenciée, selon qu'il en sera décidé par les souverains alliés;

6° La gendarmerie municipale partagera le sort de la garde nationale;

7° Les blessés et les maraudeurs qui, après sept heures, se trouveront encore dans Paris, seront prisonniers de guerre;

8° La ville de Paris est recommandée à la générosité des souverains.

Le comité royaliste et le gouvernement de M. de Talleyrand n'étaient point restés oisifs. Ces deux puissances néfastes marchaient tout-à-fait de concert, depuis le départ de la régente. Le prince de Bénévent, MM. Dalberg, Jaucourt, l'abbé Louis, MM. de Pradt, de Montesquiou, résolurent d'agir immédiatement d'une manière énergique en faveur des Bourbons. Dès que la capitulation fut signée, des communications eurent lieu entre l'hôtel Saint-Florentin et le quartier-général des alliés. Dans la haute comédie qu'on allait jouer à la face du peuple français, c'est dans cet hôtel que se noua l'action et s'ourdit l'intrigue; les agents du prétendant Louis XVIII, les royalistes purs se chargèrent spécialement de la mise en scène, de la pompe extérieure et des décors.

Au moment même où le sort de la patrie se décidait d'une

(*) Il y avait dans les magasins 35,000 fusils neufs, 125 pièces de canon, 250 milliers de poudre, 5 millions de cartouches, 25,000 gargouses, 3,000 obus chargés. Avec de telles ressources, on avait laissé désarmée l'énergique population des faubourgs. Jamais complot contre la patrie ne fut mieux caractérisé que celui-ci.

manière irrévocable, Napoléon arrivait au relais de Fromenteau, sur la route de Fontainebleau, à cinq lieues de Paris. Il accourait au secours de sa capitale. C'est à Saint-Dizier qu'il avait appris la marche simultanée des deux armées alliées. Se précipitant aussitôt sur le corps de cavalerie de Wintzingerode, qui lui avait masqué le mouvement, il culbute, détruit la plus grande partie des escadrons, et porte son quartier-général à Troyes. Le complot qui se préparait contre lui dans la capitale lui est dévoilé par M. Lavallette, directeur des postes, qui le conjure de venir confondre lui-même les conspirateurs. Toute l'armée reçoit l'ordre de marcher contre l'ennemi par la rive gauche de la Seine qui est entièrement libre; il faut renouveler le beau fait d'armes de Dresde. En se présentant aux barrières, les alliés trouveront Napoléon et quatre-vingt mille hommes! Le général Dejean et le premier aide-de-camp du major-général partent pour annoncer à la régente cette résolution. Le 30, l'empereur quitte Troyes; il veut précéder son armée qui s'avance à grandes étapes. Des chevaux de poste sont mis à une carriole; on brûle le pavé. Apprenant que l'impératrice et son fils se sont retirés, que le canon gronde sur les hauteurs de Montmartre, que Marmont et Mortier sont acculés par toutes les forces prussiennes, autrichiennes, russes, les plus tristes pressentiments viennent l'assaillir. Trente-cinq lieues sont franchies en moins de dix heures. Napoléon met pied à terre au relais de Fromenteau... Il y trouve le général Belliard qui lui annonce les événements de la journée, le combat infructueux livré par les deux maréchaux, l'armistice et la reddition. L'empereur voulait continuer à marcher sur Paris. « Cinquante mille hommes me suivent, dit-il, il y a encore « vingt-cinq mille hommes avec Marmont et Mortier; la garde « nationale tout entière se soulèvera à ma voix... » Belliart lui fait observer qu'aux termes de la capitulation les troupes des ducs de Raguse et de Trévise ne peuvent rentrer dans la

capitale. Napoléon indique ses positions à la cavalerie de Belliart, et envoie immédiatement le duc de Vicence au quartier-général de l'empereur Alexandre, pour entrer en négociations. Il s'occupe ensuite de réorganiser son armée. Les divisions revenues de Paris avec le maréchal Marmont resteront à Essonne afin de couvrir Fontainebleau, où se grouperont les divisions qui arrivent de la Champagne par la route de Sens.

La capitulation de Paris recevait son exécution le 31 mars à midi. Dès le matin, toutes les barrières avaient été occupées par les alliés. Les colonnes entrèrent par le faubourg Saint-Martin, suivirent les boulevards, la rue *Royale* (*), la place Louis XV et l'avenue des Champs-Élysées. A leur tête marchaient l'empereur Alexandre, le roi Frédéric-Guillaume, le grand-duc Constantin et le prince de Schwartzenberg. Le défilé dura six heures. Il fut signalé par plusieurs incidents. On remarqua l'absence de l'empereur d'Autriche. François se trouvait depuis quelques jours à Dijon, où il s'était réfugié, accompagné d'un seul aide-de-camp, ayant été séparé des armées alliées par un mouvement inattendu de l'armée française.

Le comité royaliste se donnait beaucoup de mal pour produire une manifestation en faveur du prétendant Louis XVIII. Dans la nuit, un agent du comte d'Artois, M. de Semallé, qui était arrivé à Paris le 17 mars, avait dépêché un émissaire auprès de l'émigré Langeron. Cet émissaire, nommé Douhet, trompé par la tactique de la diplomatie, était revenu annonçant que les souverains alliés paraissaient hésiter encore à prendre en main la cause des Bourbons, et qu'il était urgent de leur en imposer par un peu de bruit. En conséquence, une proclamation fut imprimée, des cocardes et des drapeaux blancs furent préparés; on organisa quelques bandes d'individus, qui devaient

(*) Le jour même de l'entrée des alliés, le *Journal des débats* (la veille *Journal de l'Empire*) employait cette expression.

s'échelonner sur le passage des souverains et pousser les cris de : *Vive le roi! Vive les Bourbons!* Ces individus essayèrent même, dans la matinée du 31 mars, avant l'entrée des troupes, d'entraîner la population et la garde nationale. On vit sur la place Louis XV, sur le boulevard des Italiens, sur la place des Victoires, de nobles personnages s'efforcer de fraterniser avec la foule, qui restait froide et muette malgré leurs excitations. MM. de Vauvineux, Thibaut de Montmorency, le comte Gustave d'Hautfort, le chevalier du Theil, Charles de Crisnoy, le comte César de Choiseul, le comte de Laferté-Meun, le duc de Mouchy, le duc de Fitz-James, Adolphe de Lascaze, Florian de Kergorlay, le vicomte de Chateaubriand, le comte Maurice d'Adhémar, les vicomtes Dubois de Lanotte et Malartic, Charles de Béthisi, le marquis de Pimodan, Alexandre de Mazancourt, l'ex-banquier Paul Lemercier, un agent de M. de Semallé, le sieur Marie Morin, et un ancien militaire, nommé Joseph Holbec, furent les meneurs de ces manifestations. Ils réussirent un peu mieux pendant le défilé des armées étrangères. Grâce aux flots de peuple qui circulaient sur les boulevards, ils se multiplièrent par l'empressement et l'agilité qu'ils mirent à se porter d'un point sur un autre. Un grand nombre de citoyens, propriétaires, commerçants, boutiquiers, des femmes surtout, que la menace d'un combat dans les rues de Paris, du bombardement, de l'incendie et de tous les maux qu'entraîne le siége d'une grande ville, avaient épouvantés les jours précédents, affichaient leur joie impie d'une capitulation, en saluant les étrangers des cris de « Vive nos libérateurs! Vive nos amis! » Des mouchoirs blancs étaient agités aux fenêtres. Ces acclamations de l'égoïsme et des intérêts matériels, en se confondant avec celles du royalisme, donnaient à ces dernières plus d'ampleur, leur servaient de cadre. Et comme il était évident, pour les alliés, que des partisans de Napoléon ne les auraient pas accueillis ainsi, ils arrivèrent par induction à penser que ces

milliers de voix si bienveillantes pour eux étaient celles des partisans des princes légitimes.

Ce fut la journée des dupes. Quelques intrigants, quelques vieux chevaliers de Saint-Louis, quelques diplomates pleins de roueries et de rancunes, déshonorèrent momentanément la France, en lui donnant leur masque et leurs grimaces. Pour achever leur œuvre, ils s'emparent, le soir même, de la direction de tous les journaux, où des écrivains royalistes, MM. Michaud aîné, Salgues, Bertin, le chevalier de Mersan et Berrier, administrateur militaire, se répandent tout de suite en injures indécentes contre le pouvoir de la veille. Ils ont l'impudeur d'annoncer, le 1er avril, à la France, à l'Europe, que « les « Parisiens se sont précipités aux pieds de leurs libérateurs, « embrassant leurs genoux et leurs habits ! »

On avait désigné l'Élysée-Bourbon pour résidence à l'empereur Alexandre. Il préféra établir son quartier-général à l'hôtel de M. de Talleyrand. Le roi de Prusse fut logé à l'hôtel Villeroy, le prince de Schwartzenberg à son hôtel d'ambassade, rue du Mont-Blanc. Le général Sacken reçut le titre de gouverneur de Paris.

Il fallait cependant s'occuper du sort de la France. Ce n'était pas tout de l'avoir vaincue, de tenir sa capitale, il était urgent de lui donner un maître. Aussitôt que l'empereur de Russie se fut installé chez M. de Talleyrand, il forma une sorte de congrès où l'on admit, avec le roi de Prusse, Schwartzenberg, Lichsteinstein, Nesselrode et Pozzo di Borgo, le prince de Bénévent, MM. Dalberg, de Pradt et Louis. M. de Metternich manquait à ce congrès. Il ne devait arriver à Paris que le 1er avril, lorsque tout serait terminé. Cette absence calculée nous prouve que la régence était sacrifiée, dès l'entrée des alliés, et que l'Autriche se tenait volontairement en dehors du travail diplomatique, afin de se dérober aux sollicitations des plénipotentiaires de Napoléon. Les conférences s'ou-

vrirent, le 31, à trois heures de l'après-midi. Alexandre commença par déclarer qu'il ne faisait point la guerre à la France, mais seulement à Napoléon. On posa ensuite trois solutions. Faire la paix avec Napoléon, en prenant des garanties? Établir la régence? Rappeler les Bourbons? Talleyrand combattit les deux premières, et garantit aux souverains l'adhésion du Sénat et des autorités constituées, au rappel de Louis XVIII. MM. Louis et de Pradt appuyèrent très-vivement l'opinion du diplomate; et l'empereur de Russie ayant alors déclaré qu'il ne traiterait plus ni avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille, M. de Talleyrand rédigea un projet de manifeste, adopté après quelques légères modifications. Le soir même, on placarda cette déclaration sur les murs de Paris.

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française.

« Ils déclarent :

« Que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties, lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables, lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

« Les souverains alliés proclament en conséquence :

« Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun de sa famille;

« Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes : ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit grande et forte;

« Qu'ils reconnaîtront et garantiront la Constitution que la nation française se donnera.

« Ils invitent par conséquent le Sénat à désigner un Gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la Constitution qui conviendra au peuple français.

« Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les puissances alliées.

« *Signé* ALEXANDRE.

« Par S. M. Le secrétaire d'État,

« Comte de NESSELRODE. »

Paris, le 31 mars 1814, trois heures après midi.

Cette déclaration fut le signal qu'attendaient les autorités pour opérer leur conversion. Dès qu'il en eut connaissance, M. Pasquier se rendit à l'hôtel Saint-Florentin, et se mit à l'entière disposition de M. de Talleyrand (*). La municipalité de Paris rédigea une proclamation pour le retour « de ses maîtres « légitimes », et qui fut en même temps un acte d'accusation en règle contre Napoléon :

« Habitants de Paris, vos magistrats seraient des traîtres s'ils comprimaient plus longtemps la voix de leur conscience ; elle leur crie que vous devez tous les maux qui vous accablent à un seul homme. C'est lui qui, chaque année, par la conscription, décime nos familles. Qui de nous n'a perdu un fils, un frère, des parents, des amis? Pourquoi tous ces braves sont-ils morts? pour lui seul, et non pour le pays. Pour quelle cause? ils ont été immolés, uniquement immolés à la démence de laisser après lui le souvenir du plus épouvantable oppresseur qui ait pesé sur l'espèce humaine..... Qu'importe qu'il n'ait sacrifié qu'un petit nombre d'hommes à ses haines ou bien à ses vengeances particulières, s'il a sacrifié la France ; que disons-

(*) *Histoire de la Restauration*, par un homme d'État.

nous la France? toute l'Europe, à son ambition sans mesure!... Que nous parle-t-on de ses victoires passées? Quel bien nous ont-elles fait ces funestes victoires? la haine des peuples, les larmes des familles, le célibat forcé de nos filles, la ruine de toutes les fortunes; le veuvage prématuré de nos femmes, le désespoir des pères et des mères, à qui, d'une nombreuse postérité, il ne reste plus la main d'un enfant pour leur fermer les yeux? Voilà ce que nous ont produit ses victoires!.... C'est au nom de nos devoirs mêmes, et les plus sacrés de tous, que nous *abjurons toute obéissance envers l'usurpateur pour retourner* A NOS MAITRES LÉGITIMES. »

L'extrême réserve que les souverains alliés ont affectée jusqu'à présent dans tout ce qui concerne les affaires intérieures de la France; les hésitations qu'ils montreront bientôt, en présence des plénipotentiaires de Napoléon; le soin minutieux qu'ils mettent dans leur proclamation, à s'en référer à la nation française pour qu'elle se donne elle-même le gouvernement et la Constitution qui lui conviendront; toutes ces apparences de respect pour la liberté du vaincu ont été plus tard exploitées par les écrivains royalistes. Ils les ont invoquées, pour prouver que l'invasion, les malheurs de nos armées, l'abaissement de notre gloire, d'un côté, et de l'autre, la rentrée et l'intronisation des Bourbons, appartiennent à deux ordres de faits parfaitement distincts, et que la dynastie de Louis XVIII ne nous fut nullement imposée par les baïonnettes étrangères. Il est utile, et c'est ici la place de vider définitivement cette question en quelques mots. Les souverains, après leurs succès imprévus, ne pouvaient vouloir qu'une seule chose : une restauration qui replaçât la France dans les conditions des autres États européens, où le trône était appuyé sur le droit divin, sur le principe de la légitimité. Relativement au despotisme russe et autrichien, le gouvernement impérial était un pouvoir révolutionnaire. Nous avons dit pourquoi les alliés n'avaient

point pris cependant d'engagement avec les Bourbons, et les avaient tenus le plus longtemps possible loin de leurs avant-gardes. La politique leur traça aussi la conduite qu'ils devaient tenir vis-à-vis de la France. Imposer eux-mêmes ouvertement une dynastie à la nation, c'était frapper le nouveau régime d'impopularité dès son avénement, c'était préparer, pour un avenir très-prochain, de nouvelles révolutions, et replonger alors l'Europe absolutiste dans la situation de 1792. Il valait bien mieux cacher la main de fer qui nous donnait un roi, derrière la fiction du mouvement national dont M. de Talleyrand et le comité royaliste se faisaient les éditeurs responsables. Le Sénat allait se prêter avec un grand dévouement à cette combinaison machiavélique, et *légaliser* le complot.

Par lettres particulières, on convoqua ceux des membres que l'on savait hostiles à Napoléon, ils n'étaient que six; ou d'un esprit assez souple et d'un appétit assez chaud pour manger à toutes tables, ils étaient fort nombreux. Le 1er avril, à trois heures et demie, la séance s'ouvrit, dans le lieu ordinaire des réunions, sous la présidence de M. de Talleyrand. Peu de membres avaient répondu à l'appel. Le président prit la parole et s'exprima ainsi :

« Sénateurs, la lettre que j'ai eu l'honneur d'adresser à chacun de vous pour les prévenir de cette convocation leur en fait connaître l'objet : il s'agit de vous transmettre des propositions; ce mot seul suffit pour indiquer la liberté que chacun de vous apporte dans cette assemblée. Elle vous donne les moyens de laisser prendre un généreux essor aux sentiments dont l'âme de chacun de vous est remplie, la volonté de sauver votre pays, et la résolution d'accourir au secours d'un peuple délaissé.

« Sénateurs, les circonstances, quelque graves qu'elles soient, ne peuvent être au-dessus du patriotisme ferme et éclairé de tous les membres de cette assemblée, et vous avez sûrement

senti tous également la nécessité d'une délibération qui ferme la porte à tout retard, et qui ne laisse pas écouler la journée sans rétablir l'action de l'administration, ce premier de tous les besoins, pour la formation d'un gouvernement dont l'autorité, formée pour le besoin du moment, ne peut qu'être rassurante. »

La discussion commença sur plusieurs propositions successivement déposées par leurs auteurs. Mais chacun comprenait qu'il fallait au plus tôt prendre une résolution, et l'on vota sans phrases l'établissement d'un gouvernement provisoire chargé de pourvoir aux besoins de l'administration et de présenter au Sénat un projet de Constitution qui pût convenir au peuple français. Ce gouvernement fut composé de cinq membres : MM. de Talleyrand, le sénateur de Beurnonville, le sénateur de Jaucourt, le duc Dalberg, conseiller d'État, de Montesquiou, ancien membre de l'Assemblée constituante. Les déclarations suivantes furent ajoutées au décret de nomination :

« La nomination du Gouvernement provisoire sera notifiée au peuple français par une adresse des membres de ce Gouvernement. — Le Sénat arrête en principe et charge le Gouvernement provisoire de comprendre en substance dans son adresse au peuple français : 1° que le Sénat et le Corps Législatif seront déclarés partie intégrante de la Constitution projetée, sauf les modifications qui seront jugées nécessaires pour assurer la liberté des suffrages et des opinions ; 2° que l'armée, ainsi que les officiers et soldats en retraite, les veuves et officiers pensionnés, conserveront les grades, honneurs et pensions dont ils jouissent ; 3° qu'il ne sera porté aucune atteinte à la dette publique ; 4° que les ventes des domaines nationaux seront irrévocablement maintenues ; 5° qu'aucun Français ne pourra être recherché pour les opinions politiques qu'il a pu émettre ; 6° que la liberté des cultes et des consciences sera maintenue et proclamée, ainsi que la liberté de la presse, sauf la répression

légale des délits qui pourraient naître de l'abus de cette liberté; 7° enfin que le Gouvernement provisoire est chargé de présenter un projet de Constitution tel qu'il ne soit jamais porté atteinte aux principes qui font la base de ces propositions. »

On allait procéder à la signature du procès-verbal; mais M. de Talleyrand avait compté sur une séance plus nombreuse. Trente membres seulement s'étaient réunis sur cent environ qui se trouvaient à Paris. Il imagina alors de renvoyer à neuf heures du soir l'adoption du procès-verbal, jugeant avec raison que dans l'intervalle un certain nombre de sénateurs, qui n'avaient pas eu le courage ou plutôt l'audace de l'initiative, viendraient donner leur adhésion au fait accompli. Il ne se trompa point, et le procès-verbal reçut ainsi soixante-cinq signatures : Abrial, Barbé de Marbois, Barthélemy, de Bayane, de Beldesbusch, Bertholet, de Beurnonville, Buonacorsi, Carbonara, Chasseloup-Laubat, Chole, Colaud, Cornet, Davous, de Grégory, Mercorengo, Dambarrère, Depère, Destat de Tracy, d'Harville, d'Haubersaert, d'Hédouville, du Bois du Bais, Emmery, Fabre de l'Aude, Férino, de Fontanes, Garat, Grégoire, Herwin de Neville, de Jaucourt, Journu Aubert, Klein, Lambrechts, Lanjuinais, de Lannoy, Lebrun de Richemont, Lejear, Lemercier, de Lespinasse, de Malleville, de Merman Vandalem, de Monbadon, Pastoret, Péré, de Pontécoulant, Porcher de Richebourg, Rigal, Roger-Ducos, Saint-Martin de Lamotte, de Sainte-Suzanne, Saur, Schimmelpenninck, Sérurier, Soulès, de Tascher, de Valence, maréchal duc de Valmi, Vandedem Van Gelder, Van Depoll, de Vaubois, Villetard, Vimar, de Volnay.

La formation d'un gouvernement provisoire était un fait énorme, une déchéance prononcée non-seulement contre l'empereur, mais encore contre sa dynastie; elle interrompait l'ordre de succession, la transmission héréditaire du pouvoir, créés par les sénatus-consultes organiques.

Napoléon avait vécu dans la haine des idéologues et des révolu-

tions par le peuple; il aboutissait à un complot de matérialistes, d'intrigants et de diplomates haineux, à une révolution par les classes privilégiées, la pire de toutes; sans élan, sans chaleur, sans principes : lave brûlante qui dessèche ce qu'elle touche, et dévore le passé sans fonder l'avenir. Le duc de Vicence, qui était parvenu à pénétrer auprès des souverains alliés, porteur des instructions de son maître, ne conserva plus aucune illusion, aucune espérance, après la déclaration du Sénat. L'accueil qu'il reçut à l'hôtel Saint-Florentin était d'ailleurs significatif. On ne l'admit que comme simple parlementaire, et le 2 avril la note suivante fut publiée dans le *Moniteur* officiel : « Le duc de « Vicence s'étant présenté auprès des souverains alliés, n'a pu « parvenir à s'en faire entendre. Ses propositions n'étaient pas « celles que les puissances avaient le droit d'attendre, surtout « d'après *la manifestation éclatante des habitants de Paris et de « toute la France.* »

Si l'on veut savoir en quoi consistait « la manifestation éclatante de Paris, » voici quelques-uns des exploits des agents royalistes ; quant à celle « des habitants de toute la France, » à l'exception de Bordeaux et de Troyes, aucun signe n'en avait encore été donné.

Les souverains alliés s'étant rendus, le 1er avril, à la représentation de l'Opéra, y furent accueillis par des applaudissements; dans un entr'acte, l'acteur Laïs chanta en leur honneur, sur l'air de vive Henri IV, de méchants couplets, dont le style était aussi peu français que le sentiment (6). La veille, aux cris de Vive le roi! Vive Louis XVIII! quelques centaines d'individus, mêlés à des soldats de Blücher, s'étaient réunis sur la place Vendôme et avaient essayé de renverser la statue de Napoléon, au moyen d'un long câble auquel ils s'attelaient. Ajoutez à cela une députation de jeunes gens qui se rendit chez le roi Frédéric-Guillaume avec des cocardes et de petits pavillons blancs; une adresse signée de quelques centaines d'habitants;

une déclaration du corps des avoués en faveur de Louis XVIII, et quelques témoignages d'une bienveillance individuelle donnée dans certains quartiers aux officiers des armées alliées, qui affectaient de leur côté une grande cordialité envers les Parisiens : et nous aurons l'ensemble des adhésions grossies si impudemment par les écrivains. Quant aux véritables sentiments des masses vis-à-vis du prétendant et des émigrés, nous les trouvons dans une scène populaire qui se passa le 3 avril rue de Rivoli. Un ci-devant gentilhomme de 1788 crut le moment opportun pour afficher, devant la foule, ses traditions et ses opinions. Une énorme cocarde blanche attachée à son chapeau à trois cornes, plus encore que son costume un peu excentrique, attira l'attention des passants. Un groupe se forma autour de lui; aux quolibets et aux sarcasmes succédèrent bientôt les voies de fait, et la police dut intervenir, pour le mettre à l'abri d'une brutale correction. Le jour même de l'entrée des alliés, plusieurs individus qui avaient essayé d'embaucher des ouvriers en leur distribuant des manifestes royalistes, avaient été arrêtés et conduits aux mairies par de simples citoyens. Enfin, les étrangers occupaient Paris depuis quelques semaines seulement, que de nombreuses caricatures tournaient déjà en ridicule les vainqueurs et leurs protégés. L'esprit français se vengeait en flagellant les oppresseurs. Ces épisodes, tout puérils qu'ils pourraient d'abord paraître, rendent aux mauvais jours de l'invasion leur véritable physionomie. Lorsque la grande histoire est momentanément travestie par l'intrigue des puissants, c'est dans la chronique des petits qu'il faut aller précieusement chercher la vérité.

Poursuivant de concert le cours de leurs palinodies, le Sénat Conservateur et le Gouvernement provisoire achevèrent, le 2 avril, de démolir de fond en comble l'édifice de 1804. Dans une séance moins nombreuse encore que la précédente, le Sénat déclare Napoléon Bonaparte et sa famille déchus du trône; il

délie le peuple français et l'armée du serment de fidélité. Le soir même, à neuf heures et demie, ce corps se rend auprès d'Alexandre, et le comte de Barthélemy, au nom de ses collègues, exprime à l'empereur de Russie « Tous les sentiments « dont le Sénat est pénétré pour la modération et la générosité « que Sa Majesté a déployées envers la ville de Paris. » Le 3 avril, la déchéance de Napoléon, précédée de considérants dus à la rédaction de M. de Lambrechts, est mise aux voix et adoptée en ces termes :

« Le Sénat Conservateur, considérant que dans une monarchie constitutionnelle le monarque n'existe qu'en vertu de la Constitution ou du pacte social ;

« Que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter pour l'avenir sur des actes de sagesse et de justice ; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français, notamment en levant des impôts, en établissant des taxes, autrement qu'en vertu de la loi, contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avénement au trône, conformément à l'article 53 de l'Acte des Constitutions du 28 floréal an XII ;

« Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple lors même qu'il venait d'ajourner sans nécessité le Corps Législatif, et de faire supprimer comme criminel un rapport de ce Corps, auquel il contestait son titre et sa part de représentation nationale ;

« Qu'il a entrepris une suite de guerres en violation de l'article 50 de l'Acte des Constitutions du 22 frimaire an VIII, qui veut que les déclarations de guerre soient proposées, discutées et promulguées comme des lois ;

« Qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant la peine de mort, nommément les deux décrets du 5 mars dernier, tendant à faire considérer comme nationale une guerre

qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition démesurée;

« Qu'il a violé les lois constitutionnelles par des décrets sur les prisons d'état;

« Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs, et détruit l'indépendance des corps judiciaires;

« Considérant que la liberté de la presse, établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de la police, et qu'en même temps il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme, et d'outrages contre les gouvernements étrangers;

« Que des actes et rapports entendus par le Sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite;

« Considérant qu'au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national obligeait d'accepter, et qui ne compromettaient pas l'honneur français;

« Par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent;

« Par l'abandon des blessés sans pansement, sans secours, sans subsistances;

« Par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses;

« Considérant que pour toutes ces causes le gouvernement impérial, établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les États de la grande famille européenne;

« Le Sénat déclare et décrète ce qui suit :

« ARTICLE PREMIER. — Napoléon Bonaparte est déchu du trône et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli.

« ART. 2. — Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte.

« Le présent décret sera transmis par un message au Gouvernement provisoire de France, envoyé de suite à tous les départements et aux armées, et proclamé incessamment dans tous les quartiers de la capitale. »

Comme on voulait au moins donner, à défaut de la réalité, les apparences de l'assentiment de tout le pays légal, à ces actes qui bouleversaient les bases politiques de la France, le Corps Législatif fut convoqué. Soixante-seize membres répondirent à l'appel. L'assemblée adhéra à la déclaration de déchéance, et vota une adresse au Gouvernement provisoire. Celui-ci venait de compléter son existence par la formation d'un cabinet et le remplacement de quelques hauts fonctionnaires. Le cabinet de la défection fut composé de MM. Henrion de Pansey à la justice; le comte Laforêt aux affaires étrangères, le baron Durand adjoint; le comte Beugnot à l'intérieur; le général Dupont à la guerre; l'administration de la guerre fut réunie à ce département; le baron Malouet à la marine; le baron Louis au commerce; M. Anglès, maître des requêtes, eut la police générale. M. Dupont de Nemours fut nommé secrétaire général du Gouvernement provisoire; M. de Bourrienne remplaça à la direction des postes M. de Lavallette, qui avait été rejoindre Napoléon. Divers arrêtés, deux adresses à l'armée et au peuple français furent publiés du 2 au 4 avril. Un de ces arrêtés licencia tous les conscrits, les bataillons de nouvelle levée fournis par les départements, et ordonna la dissolution de toutes les levées en masse. « Les relations qui viennent de s'établir entre les puis-« sances alliées et le gouvernement français, y était-il dit, étant

« de nature à permettre immédiatement que la France soit con-
« sidérée en état de paix avec elles. »

La paix, quoique décrétée par le Gouvernement provisoire, n'était point cependant acceptée par l'armée; et Napoléon, déchu par la volonté du Sénat et du Corps Législatif, ne se considérait pas moins comme empereur. Soixante-cinq mille hommes étaient encore autour de lui, à Fontainebleau. Il pouvait réunir les divisions du maréchal Soult et celles de Suchet, rallier les garnisons qui tenaient nos places du nord, recevoir des renforts du prince Eugène; et, avec une masse imposante de troupes régulières, cent cinquante mille hommes à peu près, secondées par les paysans de la Champagne, de la Picardie, de la Lorraine, de l'Alsace, de la Bourgogne, menacer sérieusement les vainqueurs. La régence s'était établie à Blois; les bureaux qui l'avaient suivie s'étaient organisés. Marie-Louise rappelait aux Français, par une proclamation, le pacte qui les unissait au régime impérial. Deux gouvernements se trouvaient donc en présence, celui de Blois et celui de Paris; et le moins fort n'était pas celui de Blois, si l'on songe à l'organisation puissante que Napoléon avait su imprimer à toutes les parties de l'administration. Mais ici, il fallait compter sur le dévouement des hommes; et il n'y avait plus de dévouement en 1814, il ne restait au fond de toutes les consciences que des intérêts. Les intérêts sont à Paris.

Supérieur de cent coudées aux événements qui le frappent, Napoléon médite depuis deux jours, à Fontainebleau, le plan de la campagne difficile qui doit délivrer sa capitale. Il l'a enfin trouvé. Le 3 avril il passe sa garde en revue. Jusqu'à présent la fidélité du soldat a été pure comme l'or; il va l'éprouver une dernière fois.

« Officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde, dit-il, l'ennemi nous a dérobé trois marches, et il est arrivé à Paris avant nous. Quelques factieux, restes des émigrés à qui j'avais

pardonné, ont entouré l'empereur de Russie; ils ont arboré la cocarde blanche, et ils veulent nous forcer à la prendre. Depuis la révolution la France a été maîtresse chez elle, souvent chez les autres, mais toujours chez elle. J'ai offert la paix, j'ai proposé de laisser la France dans ses anciennes limites, en perdant tout ce qu'elle avait acquis. On a tout refusé. Dans peu de jours j'attaquerai l'ennemi; je le forcerai de quitter notre capitale. J'ai compté sur vous; ai-je eu raison? »

Un immense cri s'élève: « Comptez sur nous! Vive l'empereur! »

« Notre cocarde est tricolore, dit Napoléon en terminant; plutôt que d'y renoncer, nous péririons sur notre sol! »

Les acclamations se multiplient: « Paris! Paris! marchons sur Paris! » Tel est le vœu de la vieille garde, et Napoléon rentre dans les salons du palais. Il devait y trouver beaucoup moins d'enthousiasme.

Tout se prépare pour une action décisive. Marmont forme toujours l'avant-garde à Essonne, avec ses principaux divisionnaires Souham et Bordesoult. Son corps est de douze mille hommes. C'est lui qui couvre toute l'armée. La vieille garde va prendre, après la revue du 3, ses positions derrière la rivière d'Essonne, où elle sera en seconde ligne. Le quartier-général suivra ce mouvement, et sera placé entre Essonne et Ponthierry. Sûr de ses moyens, rassuré sur l'esprit de son armée, Napoléon se résout cependant à un grand sacrifice. Le duc de Vicence, de retour de Paris, lui a rendu compte de sa mission et de l'accueil qui lui a été fait à l'hôtel Talleyrand. Les maréchaux sont appelés; ils opinent tous pour un système de concessions. Des plénipotentiaires seront de nouveau envoyés auprès des souverains alliés, et Napoléon leur remettra un acte d'abdication conditionnel. Les termes en ont été mesurés de manière à garantir tous les droits du roi de Rome, ceux de l'impératrice régente, et ils laissent en même temps une porte

ouverte aux éventualités favorables qui pourraient survenir. Voici cet acte d'abdication :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France, même la vie, pour le bien de sa patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice et du maintien des lois de l'empire.

« Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814.

« NAPOLÉON. »

Le duc de Vicence, Ney et Macdonald furent chargés de porter cette déclaration à l'empereur Alexandre ; un double fut envoyé au prince de Metternich qui attendait les événements sans y prendre part, à Villeneuve-l'Archevêque, près de Sens. Les trois plénipotentiaires devaient, en passant à Essonne, communiquer l'objet de leur mission au duc de Raguse ; celui-ci était autorisé à les accompagner, s'il ne jugeait pas sa présence indispensable à Essonne.

Nous touchons à la catastrophe. Augereau avait manqué ouvertement à ses devoirs, en livrant la ville de Lyon sans combattre ; Marmont va briser les liens qui l'attachent à l'empereur, et il n'apportera point dans sa conduite la franchise des camps. Sa défection prendra toutes les apparences d'une fourberie, et la ruse du diplomate se glissera sous l'uniforme du soldat. Au moment décisif, quand Napoléon comptait le plus sur le concours du duc de Raguse, sentinelle avancée de l'armée de Fontainebleau, le maréchal signait une convention avec le prince de Schwartzenberg. L'intrigue avait été conduite avec une grande habileté, par l'entremise du général Dessole et de quelques amis

de Marmont, enrôlés dans la conspiration Talleyrand. Le 3, le prince de Schwartzenberg envoya au maréchal une invitation des membres du Gouvernement provisoire à se ranger sous les drapeaux *de la bonne cause française*. Cette invitation était accompagnée de tous les actes, décrets, arrêtés, proclamations du Sénat, du Corps Législatif et du nouveau gouvernement. Le généralissime des armées alliées, pour conduire lui-même à sa fin la négociation, était venu s'établir à Chevilly, tout près d'Essonne. Marmont se laissa entraîner, et lui écrivit : « L'ar-« mée étant déliée par le Sénat de son serment de fidélité, je « suis prêt à quitter, avec mes troupes, l'armée de Napoléon, « aux conditions suivantes : 1° Le prince de Schwartzenberg « garantira à toutes les troupes françaises qui quitteront les « drapeaux de Napoléon Bonaparte, de pouvoir se retirer libre-« ment en Normandie, avec armes et bagages; 2° Si, par suite « de ce mouvement, les événements de la guerre faisaient tom-« ber entre les mains des puissances alliées la personne de Napo-« léon Bonaparte, sa vie et sa liberté lui seront garanties dans « un espace de terrain et dans un pays circonscrit, au choix des « puissances alliées et du gouvernement français. »

Ces conditions ayant été acceptées, la convention était déjà ratifiée lorsque Ney, Macdonald et Caulaincourt arrivant à Essonne, communiquèrent à Marmont les ordres et l'abdication conditionnelle de l'empereur. Marmont, en apprenant le sacrifice que Napoléon vient de faire, ne laisse pas que d'être embarrassé. Il confie à Ney et Macdonald la négociation de Chevilly. Les deux maréchaux, auxquels se joint le duc de Vicence mis au courant de cette confidence, s'efforcent de le ramener à la cause de la régence. Évidemment cette cause était ruinée, si une défection avait lieu dans l'armée. Après quelques paroles assez vives, Marmont prétend que tout n'est pas perdu, qu'il est certain de se faire rendre sa parole par Schwartzenberg. Il offre au prince de la Moscowa, au duc

de Vicence et au duc de Tarente de les accompagner à Chevilly, pour tout réparer : ce qui est accepté. Avant de partir, il affecte de dire hautement à ses deux divisionnaires Souham et Bordesoult, que le mouvement de retraite qu'il leur a prescrit ne doit plus avoir lieu. De Chevilly, où Marmont s'expliqua seul avec le prince de Schwartzenberg, ils se rendent tous quatre à Paris ; les conférences avec l'empereur Alexandre sur la possibilité d'une régence s'ouvrent immédiatement.

C'était le 5 avril, et la capitale présentait ce jour-là un aspect étrange. Les bulletins de Napoléon à son armée étaient parvenus dans les faubourgs ; on s'émut à leur lecture. Le peuple, le vrai peuple, celui qui paie le plus lourd de l'impôt d'argent et de l'impôt du sang, rougissait de voir nos places publiques inondées d'uniformes étrangers. Les troupes de Blücher, surtout, s'étaient fait remarquer par leur insolence. Puis, quoiqu'il ne connût en rien cette famille de Bourbons, ces prétendants qui lui tombaient du ciel avec des promesses de liberté, d'allégement de charges, il se rappelait que la révolution s'était accomplie contre cette même famille, contre ces émigrés dont on lui annonçait le retour. Et la révolution c'était la liberté, l'émancipation, la grande réforme moderne. Comment les ennemis de la liberté en 1789 et en 1792, en deviendraient-ils les soutiens et les zélateurs en 1814? Le peuple, d'ailleurs, avait foi dans le génie de Napoléon, dans ses ressources du champ de bataille ; il le savait à quelques lieues de Paris seulement, à la tête de sa vieille garde invincible. Et comme une lionne qui rugit, si muselée qu'elle soit, lorsque le vent lui apporte les mâles émanations du roi des forêts, la population de la capitale tressaillait et commençait à gronder sous le joug, en flairant les approches de son empereur. Une terrible insurrection était toute prête dans les faubourgs, et les barricades de Saint-Antoine, du Temple, du quartier Saint-Marceau se fussent dressées au premier coup de canon d'un combat sous Paris. Aussi l'inquiétude

commençait à pénétrer dans l'esprit des vainqueurs. Talleyrand, qui savait les allures des journées révolutionnaires, avait insisté pour que les généraux étrangers prissent des mesures de précaution. Dans les Champs-Elysées, sur les quais, de nombreux escadrons de cavalerie se tenaient prêts à marcher; sur les boulevarts extérieurs, des divisions entières étaient disposées, dans l'éventualité d'une attaque par l'armée de Napoléon. Toutes ces circonstances devaient influer sur la résolution d'Alexandre Ier; la communication de l'acte d'abdication l'ébranla. La conférence s'était ouverte à une heure du matin. L'empereur de Russie, après une assez longue discussion, congédia les maréchaux en leur disant : « Messieurs, je ne suis pas seul; dans une « aussi grave circonstance, il faut que je consulte le roi de « Prusse, car j'ai promis de ne rien faire sans lui parler. Dans « quelques heures vous connaîtrez ma résolution. »

L'empereur de Russie avait eu connaissance de la convention de Chevilly entre Marmont et Schwartzenberg. Quand il vit le duc de Raguse avec Ney, Macdonald et Caulaincourt, il crut un instant que cette convention était réellement rompue, et que l'armée française, inébranlable autour d'une grande infortune, ne se laisserait pas entamer. En persistant en faveur des Bourbons, il fallait donc s'attendre à de nouveaux combats, à la continuation d'une guerre acharnée, peut-être à une guerre nationale de partisans. Il y avait là de quoi réfléchir. A midi, les conférences furent reprises. Interrompues de nouveau, elles se terminent par une brusque déclaration d'Alexandre Ier : c'était un jugement définitif et sans appel :

« Vous n'ignorez pas, dit-il aux maréchaux, *que le corps du duc de Raguse vient de passer de notre côté*; d'autres sont encore dans les mêmes dispositions. On est las de la guerre. Nous ne voulons que le bonheur de la France; peu nous importe son gouvernement, s'il la rend heureuse. Nous ne voulons que ce que le vœu national a déjà proclamé. Il repousse la régence

comme il a repoussé l'empereur. Je vous déclare donc que nous ne pouvons admettre que son abdication absolue ; à cette condition seule vous pouvez regarder la paix comme faite. Nous nous engageons à faire assurer à l'empereur Napoléon une existence indépendante et convenable sous tous les rapports. »

Il n'était que trop vrai. Pendant que le duc de Raguse négociait ou feignait plutôt de négocier la régence, ses deux divisionnaires Souham et Bordesoult, mettant leurs troupes en marche, comme pour un mouvement offensif, les avaient jetées au milieu des divisions alliées. Nos braves soldats s'aperçurent de la trahison; mais il était trop tard. On les conduisit à Versailles, où libres enfin de donner cours à leur indignation, ils se soulevèrent et chassèrent les deux généraux qui les avaient si indignement joués. Ils voulaient retourner à Essonne; sans chefs, sans direction, ils durent renoncer à ce projet.

Étrange conduite que celle de Marmont ! Il avoue aux maréchaux qu'il a traité avec l'ennemi ; sur leurs reproches et leurs instances, il s'engage à rompre la convention. Ses deux principaux divisionnaires reçoivent l'ordre de suspendre tout mouvement; et à peine a-t-il quitté Essonne, que la défection s'accomplit. Le duc de Raguse s'est toujours défendu d'avoir prêté les mains à Souham et à Bordesoult ; mais il accepta le bénéfice de leur déshonneur et se laissa féliciter, pour cette action, par les feuilles vendues au Gouvernement provisoire. Ainsi, le *Journal des Débats* publiait cette note, le 5 avril au matin. « M. le maré« chal Marmont, duc de Raguse, a abandonné les drapeaux de « Bonaparte, pour embrasser la cause de la France et de l'hu« manité. Il est arrivé aujourd'hui à Paris, et il y sera suivi « immédiatement du corps d'armée qu'il commande, évalué à « douze mille hommes. »

Aussitôt que la nouvelle du départ du sixième corps fut connue à Fontainebleau, Napoléon, après avoir pourvu aux nécessités de la situation, en faisant couvrir l'armée par le général

Belliard et le maréchal Mortier, adressa à ses compagnons un ordre du jour dans lequel s'épanchèrent toute l'amertume et toutes les déceptions de son âme.

« Fontainebleau, 6 avril 1814.

« L'empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non pas dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général, son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a pas inspiré ces sentiments à ses compagnons d'armes, il est passé aux alliés. L'empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche; il ne peut accepter la vie ni la liberté de la merci d'un sujet.

« Le Sénat s'est permis de disposer du gouvernement français; il a oublié qu'il doit à l'empereur le pouvoir dont il abuse maintenant; que c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haine de la nation. Le Sénat se fonde sur les articles de la Constitution pour la renverser; il ne rougit pas de faire des reproches à l'empereur, sans remarquer que, comme premier corps de l'État, il a pris part à tous les événements. Il est allé si loin, qu'il a osé accuser l'empereur d'avoir changé des actes dans la publication : le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices; un signe de sa part était un ordre pour le Sénat, qui toujours faisait plus qu'on ne désirait de lui.

« L'empereur a toujours été accessible aux sages remontrances de ses ministres, et il attendait d'eux, dans cette circonstance, une justification la plus indéfinie des mesures qu'il avait prises. Si l'enthousiasme s'est mêlé dans les adresses et discours publics, alors l'empereur a été trompé : mais ceux qui ont tenu ce langage doivent s'attribuer à eux-mêmes la

suite funeste de leurs flatteries. Le Sénat ne rougit pas de parler des libelles publiés contre les gouvernements étrangers; il oublie qu'ils furent rédigés dans son sein. Aussi longtemps que la fortune s'est montrée fidèle à leur souverain, ces hommes sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été entendue sur les abus du pouvoir.

« Si l'empereur avait méprisé les hommes, comme on le lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il avait raison. Il tenait sa dignité de Dieu et de la nation; eux seuls pouvaient l'en priver; il l'a toujours considérée comme un fardeau; et lorsqu'il l'accepta, ce fut dans la conviction que lui seul était en état de le porter dignement. Aujourd'hui que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté de la nation seule pourrait le persuader de rester plus longtemps sur le trône. S'il se doit considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait volontiers ce dernier sacrifice à la France; il a en conséquence envoyé le prince de la Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente à Paris, pour entamer des négociations. L'armée peut être certaine que son honneur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la France. »

Les plénipotentiaires avaient apporté à Napoléon l'ultimatum de l'empereur de Russie. La journée du 6 fut triste et pleine d'embarras, à Fontainebleau. Une grande froideur s'étendait déjà sur l'esprit des généraux. Tous ces hommes habitués à réchauffer leur âme blasée au soleil du pouvoir, se disaient tout bas que le pouvoir venait de changer de sphère, et que chaque jour passé avec le puissant de la veille était perdu pour leurs intérêts. Ils considéraient comme résolue définitivement la déchéance de la dynastie napoléonienne; et, pareils à ces héritiers dont l'avidité ne pardonne même pas au mourant les longues heures de son agonie, impatients qu'ils sont de recueillir des biens qu'ils regardent déjà comme leur propriété, ils

eussent voulu hâter un dénouement prévu et irrévocable. Le 7, Napoléon passa en revue le deuxième et le septième corps. Plusieurs conseils furent tenus avec les maréchaux, qui s'étaient décidés enfin à rompre le silence et à précipiter la chute du maître. La discussion fut très-animée. L'empereur ne pouvait se résoudre à céder, sans tenter encore le sort des batailles avec ses derniers soldats. Qui sait? la fortune a des retours si inespérés! N'est-ce point avec Berthier, Ney, Lefebvre, Oudinot, Macdonald, Bertrand, que tant de grandes choses ont été accomplies? Est-il impossible de les renouveler avec les mêmes hommes? Napoléon se sent toute la verdeur du jeune commandant en chef de l'armée d'Italie. Mais ces énergiques résolutions rencontrent une barrière d'airain dans l'égoïsme de ceux qui l'entourent; et, lorsque, se révoltant contre cet égoïsme, il vient à s'écrier qu'il fera un appel à l'armée, que le soldat, après tout, connaît sa voix, et que, s'il faut renoncer à être empereur, il saura du moins se montrer encore général : on désarme sa volonté en faisant passer sous ses yeux le spectacle de la patrie ensanglantée, en prononçant le mot de guerre civile. Napoléon, fatigué de cette lutte, consent à tout; il promet son abdication, il la promet pour lui et pour ses héritiers..... La régence va cesser d'exister de droit. Elle avait déjà cessé d'exister de fait. Peu de jours après l'installation de l'impératrice à Blois, deux commissaires du Gouvernement provisoire et d'Alexandre Ier s'étaient rendus dans cette ville pour emmener Marie-Louise et son fils à Rambouillet.

Décidée le 7, l'abdication absolue ne fut signée que le 11. Un esprit comme celui de Napoléon n'était point de ceux qui plient en quelques heures. Enfin, l'acte fut remis aux plénipotentiaires; les termes du projet précédent furent conservés en partie :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Na-

poléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux couronnes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire dans l'intérêt de la France.

« Fontainebleau, le 11 avril 1814. »

Le même jour, Macdonald, Ney et Caulaincourt signaient à Paris un traité entre les puissances alliées et l'empereur Napoléon, qui devait être ratifié et échangé dans les quarante-huit heures. L'empereur Napoléon et Marie-Louise conservent leurs titres et rangs, ainsi que tous les membres de la famille impériale. L'île d'Elbe est concédée à Napoléon pour former, sa vie durant, une principauté séparée qu'il possédera en toute souveraineté et propriété, avec deux millions de revenu, dont la moitié reversible sur l'impératrice. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla sont donnés en toute propriété et souveraineté à Marie-Louise, pour passer à son fils et ses descendants en ligne directe. Des domaines ou rentes produisant un revenu de deux millions cinq cent mille francs, sont alloués aux princes et princesses de la famille impériale, qui conservent en outre les propriétés mobilières ou immobilières leur appartenant en vertu du droit public et individuel. L'empereur sera conduit dans ses nouveaux États sur une corvette qui lui restera; il pourra prendre avec lui et garder auprès de sa personne quatre cents hommes de son armée, officiers, sous-officiers et soldats volontaires. Les hautes puissances garantissent l'exécution du traité et s'engagent à obtenir qu'il soit accepté et garanti par la France (7).

Quel que soit le jugement que l'on porte sur Napoléon, on sera forcé de convenir que jusqu'à la signature de son abdication aucune marque de faiblesse, de défaillance morale n'a été donnée par ce grand capitaine. Il tombe noblement; il a

consenti à l'abaissement de sa fortune, à la déchéance de son pouvoir héréditaire; au nom de la France du moins il n'a fait aucune concession. Le 12, un plénipotentiaire russe étant arrivé à Fontainebleau pour procéder à l'échange des ratifications, demande à l'empereur un ordre pour la remise des places fortes. Napoléon repousse avec énergie cette prétention nouvelle; il a perdu sa couronne, mais il ne veut pas qu'un seul fleuron tombe par sa main de la couronne nationale. Il renvoie cependant au lendemain la ratification du traité dont il a accepté toutes les conditions. Un projet s'est emparé de son esprit; il songe à se dérober à l'humiliation de signer lui-même la perte de sa dynastie; il en a les moyens entre les mains : le poison. Dans la nuit du 12 au 13, il essaie de se donner la mort. Le suicide se comprend chez le philosophe; il ne va pas à l'homme d'action. Caton, Condorcet, Rousseau, quittant volontairement la vie, désespérant de la vertu, sont avoués par la logique. Leur mort sera encore une leçon. Une telle fin rentre dans les conditions de ces luttes soutenues contre leurs contemporains, par le penseur et le sage qui ne travaillent que pour les générations futures. Mais chez celui qui a accompli tout entière son œuvre au grand soleil, qui est arrivé à l'apogée de ses destinées, et qui ne sait pas être grand dans le malheur, comme il l'a été dans la prospérité; chez celui-là, le suicide est une faiblesse. Napoléon, succombant à Fontainebleau, léguait à la postérité un nom amoindri. Il ne devait point mourir ainsi, et le poison fut sans effet sur son organisme. Il lui était réservé d'accomplir plus tard sur son lit de mort une grande mission : celle de flétrir pour toujours la diplomatie des rois.

La vieille garde va recevoir les adieux de son héros. Le 20 avril a été fixé pour une amère séparation. Quatre commissaires des puissances alliées attendent Napoléon pour le conduire à Saint-Raphaël, petit port sur la Méditerranée, lieu fixé pour son embarquement. Drouot, Cambronne et Bertrand

l'accompagnent dans l'exil. La garde se rassemble dans la cour du château; l'empereur passe une dernière fois en revue ses compagnons fidèles. D'une voix émue, il leur adresse ces paroles :

« Officiers, sous-officiers et soldats de la vieille garde, je vous fais mes adieux.

« Depuis vingt ans que je vous commande, je suis content de vous, et je vous ai toujours trouvés sur le chemin de la gloire.

« Les puissances alliées ont armé toute l'Europe contre moi; une partie de l'armée a trahi ses devoirs, et la France a cédé à des intérêts particuliers.

« Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile pendant trois ans; mais la France eût été malheureuse, ce qui était contraire au but que je m'étais proposé. Je devais donc sacrifier mon intérêt personnel à son bonheur : c'est ce que j'ai fait.

« Soyez fidèles au nouveau souverain que la France s'est choisi; n'abandonnez point cette chère patrie trop longtemps malheureuse! ne plaignez point mon sort : je serai toujours heureux quand je saurai que vous l'êtes. J'aurais pu mourir; rien n'était plus facile; mais non, je suivrai toujours le chemin de l'honneur; j'écrirai ce que nous avons fait. Je ne puis vous embrasser tous; mais je vais embrasser votre chef. Venez général. »

Le général Petit s'avance et Napoléon le presse dans ses bras.

« Qu'on m'apporte l'aigle ! »

L'aigle lui est apportée.

« Chère aigle, s'écrie-t-il en l'embrassant, que ces baisers retentissent dans le cœur de tous les braves!

« Adieu, mes enfants ! adieu, mes braves ! entourez-moi encore une fois. »

Une telle scène valait mieux que le suicide.

Il nous faut reprendre les événements qui ont marqué les

premiers jours du mois d'avril. Le 4, une commission de cinq sénateurs avait été nommée par le Gouvernement provisoire, afin de préparer un projet de Constitution. En quelques heures MM. Lebrun, Lambrechts, Destut-Tracy, Emmery, Barbé-Marbois, terminèrent ce projet. Présenté le 6 au Sénat, une nouvelle commission dite d'examen fut désignée, composée de MM. Vimar, Cornet, Abrial, Fabre (de l'Aude), Grégoire, Garat et Lanjuinais. Grégoire, Lanjuinais et Garat votèrent contre le projet, qui fut adopté par le Sénat. L'article premier de cette Constitution décrétait que le gouvernement français était monarchique et héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Par l'article second, le peuple français appelait librement au trône de France LOUIS-STANISLAS-XAVIER DE FRANCE, frère du dernier roi, et après lui les autres membres de la maison de Bourbon, dans l'ordre accoutumé. Le Sénat et le Corps Législatif étaient conservés. Les départements étaient appelés à élire directement les membres de cette dernière assemblée. L'article vingt-neuf et dernier était, pour l'avenir du pays, de la plus haute importance: il témoignait du moins chez les auteurs de la révolution du 31 mars, d'une tendance vers les idées de 1789. C'était encore quelque chose, dans les circonstances si pénibles où se trouvait la France, que cet éclair des idées révolutionnaires mêlé aux vapeurs épaisses qui couvraient le pays. L'article 29 disait : « La présente Constitution sera soumise à l'acceptation « du peuple français, dans la forme qui sera réglée. Louis-Sta- « nislas-Xavier sera proclamé *roi des Français* aussitôt qu'il « l'aura jurée et signée par un acte portant : « J'accepte la Con- « stitution, je jure de l'observer et de la faire observer. » Ce « serment sera réitéré dans la solennité où il recevra le serment « de fidélité des Français. »

Ainsi l'abolition de la légitimité et du principe de droit divin est maintenue; la souveraineté du peuple, cette base de notre réforme politique, ce premier jalon posé par la Constituante sur

la route qui doit conduire la France à un complet affranchissement, ne périme point. Au moment d'être absorbés par une restauration, les droits imprescriptibles des citoyens sont rappelés à l'Europe absolutiste coalisée contre nous. Oublions quels sont les instruments de ce fait capital, leur indignité et leurs mobiles. La semence est jetée, tôt au tard elle germera.

La cocarde et le drapeau tricolores furent remplacés officiellement par la cocarde et le drapeau blancs; le 9 l'armée quitta ces nobles couleurs, avec lesquelles s'étaient identifiées nos libertés. Mais du moins elles eurent de belles funérailles; une dernière bataille, un dernier coup de canon les glorifiaient encore, le lendemain du jour où le Gouvernement provisoire les faisait disparaître. Soult, forcé par Wellington d'abandonner la ligne de l'Adour, s'était replié sur Toulouse, dans l'espoir d'opérer sa jonction avec Suchet. Le 10, l'armée anglaise, forte de soixante mille hommes, attaqua le maréchal qui ne disposait guère que de vingt mille soldats. Nos divisions occupaient les approches de Toulouse de trois côtés, au nord, à l'est et à l'ouest. La principale action eut lieu à l'ouest de la ville, où nous tenions sur les hauteurs du Calvinet fortement défendues par des bastions. L'action fut des plus meurtrières. L'ennemi perdit plus de quinze mille hommes; les Français n'eurent guère que trois mille cinq cents hommes hors de combat. La victoire nous fût restée sans la mort du général Taupin qui opérait à notre extrême droite; les soldats le voyant tomber, se débandèrent; les hauteurs du Calvinet furent tournées et nous dûmes opérer notre retraite. Soult apprit l'abdication, la proclamation des Bourbons. Il fit comme tous les autres : le 29 avril, le duc d'Angoulême recevait son serment à Toulouse.

Le prétendant Louis XVIII, roi des Français par la grâce d'une soixantaine de sénateurs et de six cent mille baïonnettes, était encore en Angleterre, et le duc d'Angoulême dans le midi, lors-

que le comte d'Artois, arrivé de Vesoul, fit son entrée solennelle à Paris, le 12 avril, avec le titre pompeux de lieutenant-général du royaume. Ce titre qu'il s'était conféré de sa propre autorité, à l'insu même de son frère, lui fut vivement contesté par le Sénat; une scission était sur le point d'éclater, lorsque l'intervention de M. de Talleyrand fit cesser le conflit. On convint que le Sénat investirait lui-même le comte d'Artois de la lieutenance-générale, et le Gouvernement provisoire prit fin. L'entrée du comte d'Artois fut assez bruyante, grâce à cette masse de citoyens sans opinions, que renferment les capitales, toujours prêts à remplir le rôle de comparses dans les fêtes publiques. Les journalistes firent des mots au prince. Il avait dit : « Plus de droits vexatoires. » On mit dans sa bouche : « Plus de droits réunis. » Lorsque le Gouvernement provisoire le reçut à la barrière, il n'avait trouvé pour toute réponse aux compliments de Talleyrand, que quelques phrases sans couleur. Le lendemain, le Moniteur publiait cette réplique, rédigée après coup par MM. Beugnot et Talleyrand : « Messieurs les « membres du Gouvernement provisoire, je vous remercie de « tout le bien que vous avez fait pour notre pays; plus de divi- « sions, la paix et la France. *Je la revois, et rien n'est changé,* « *excepté qu'il y a un Français de plus.* »

Le gouvernement temporaire du comte d'Artois, si court qu'il fut, donna à la France la mesure des tristes sentiments de l'émigration. Sous l'influence des commissaires extraordinaires qu'il envoya dans certains départements du midi, les populations rurales, fanatisées par des agents de sacristie, lacérèrent le projet de Constitution adopté par le Sénat, et en firent un auto-da-fé. Il n'était plus question de recevoir la couronne du Sénat et du Corps Législatif, et de reconnaître ainsi une ombre de souveraineté nationale. Le principe de la légitimité pure, du droit divin absolu, fut désormais le seul admis dans les régions officielles; et tous les efforts de la camarilla tendirent à substi-

tuer, pour l'arrivée de Louis XVIII, une Charte octroyée à une Constitution imposée. Grâce aux complaisances intéressées de M. de Talleyrand, à la lassitude du pays, à la présence des troupes étrangères, cette œuvre fut menée à bonne fin. Le 23 avril, le comte d'Artois signe un traité avec les alliés, par lequel il abandonne toutes les places fortes situées en dehors de nos limites de 1792, avec le matériel qu'elles contiennent. La seule place de Mayence renferme cinq cents pièces de canon avec leur attelage. A ces conditions, les puissances s'engagent à arrêter toutes les hostilités, et à lever le blocus de nos ports, mais pour les bâtiments de commerce seulement.

Louis XVIII avait quitté sa retraite d'Hartwell le 18 avril. Le 20, il avait été reçu à Londres par le prince régent d'Angleterre, avec le titre de Majesté. Le 26, il posait le pied sur le sol français, après un exil de vingt-cinq ans, et il arrivait à Compiègne le 29. Le 1er mai, il est aux portes de Paris, mais il retarde de quelques jours son entrée dans la capitale, et s'arrête à Saint-Ouen. Le moment était venu de se prononcer officiellement et d'une manière solennelle sur la Constitution. Le successeur légitime de Louis XVII persistait à ne pas vouloir tenir son trône d'une concession sénatoriale, et il entendait changer complétement l'ordre politique et administratif de son royaume. Or, la Constitution qui subordonnait la proclamation du nouveau souverain au serment constitutionnel, lui répugnait autant qu'au comte d'Artois. Plusieurs projets furent discutés et rejetés à Saint-Ouen. Enfin, le 2 mai, une déclaration est adoptée, dans une forme qui ne laisse plus aucun doute sur l'avenir de la France.

DÉCLARATION DU ROI.

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut :

« Rappelé par l'amour de notre peuple au trône de nos pères, éclairé par les malheurs de la nation que nous sommes destiné à gouverner, notre première pensée est d'invoquer cette confiance mutuelle, si nécessaire à notre repos, à son bonheur.

« Après avoir lu attentivement le plan de Constitution proposé par le Sénat, dans sa séance du 6 avril dernier, nous avons reconnu que les bases en étaient bonnes, mais qu'un grand nombre d'articles portant l'empreinte de la précipitation avec laquelle ils ont été rédigés, ils ne peuvent dans leur forme actuelle devenir lois fondamentales de l'État.

« Résolu d'adopter une Constitution libérale, voulant qu'elle soit sagement combinée, et ne pouvant en accepter une qu'il est indispensable de rectifier, nous convoquons, pour le 10 du mois de juin de la présente année, le Sénat et le Corps Législatif, *nous engageant à mettre sous leurs yeux le travail que nous aurons fait avec une Commission choisie dans le sein de ces deux Corps*, et à donner pour bases à cette Constitution les garanties suivantes :

« Le gouvernement représentatif sera maintenu, tel qu'il existe aujourd'hui, divisé en deux corps, savoir :

« Le Sénat et la Chambre composée des députés des départements ;

« L'impôt sera librement consenti ;

« La liberté publique et individuelle assurée ;

« La liberté de la presse respectée, sauf les précautions nécessaires à la liberté publique ;

« La tranquillité des cultes garantie ;

« Les propriétés seront inviolables et sacrées. La vente des biens nationaux restera irrévocable ;

« Les ministres responsables pourront être poursuivis par une des Chambres législatives, et jugés par l'autre ;

« Les juges seront inamovibles, et le pouvoir judiciaire indépendant;

« La dette publique sera garantie; les pensions, grades, honneurs militaires, seront conservés, ainsi que l'ancienne et la nouvelle noblesse;

« La Légion-d'Honneur, dont nous déterminerons la décoration, sera maintenue;

« Tout Français sera admissible aux emplois civils et militaires;

« Enfin nul individu ne pourra être inquiété pour ses opinions es votes.

« Fait à Saint-Ouen, le 2 mai 1814.

« LOUIS. »

Il est évident que de telles bases pouvaient porter une Constitution passable; mais du moment que le parti royaliste se réservait de les disposer lui-même, d'en établir l'agencement, de les réglementer, et que le roi prenait possession *du trône de ses pères* sur une simple promesse de garanties, tout était remis au bon plaisir et à l'intelligence des princes; et c'était peu rassurant. Ils avaient lentement amassé du fiel dans leurs vingt-trois années d'exil, et les réformes qu'ils comprenaient devaient sentir nécessairement leur Assemblée des notables. La Déclaration de Saint-Ouen produisit une impression peu favorable sur l'esprit public; elle nuisit à l'effet qu'on s'était promis de l'entrée du roi. Un incident vint ajouter à la froideur de la population. Louis XVIII eut la maladresse de faire figurer la vieille garde dans son cortége. Les Parisiens, en voyant ces braves suivre avec tristesse les voitures royales pleines d'émigrés et d'officiers de l'armée de Condé, ressentirent plus vivement l'abaissement de la patrie; et lorsque quelques cris de *Vive le roi!* se firent entendre, aussitôt des milliers de voix répondirent par celui de : *Vive la Vieille Garde!*

Les événements de 1815 apparaissent déjà menaçants dans ce dernier cri. Mais les Bourbons avaient perdu le secret du caractère national. Le sang des Capet, que leur avait transmis Henri IV, comme ils affectaient de le rappeler dans leurs proclamations, était passé par les veines de Louis XV avant de venir à eux; ils ne comprenaient point notre haine pour toute immixtion, pour toute pression, pour toute influence étrangères, et notre vénération, notre culte pour tout ce qui nous rappelle une grandeur expirée.

La gloire disparaissait, et la liberté ne venait point. La France se prit tout aussitôt à regretter la gloire et Napoléon.

Napoléon allait quitter la France. Parti de Fontainebleau le 20 avril, il était arrivé le 28 à Fréjus. Jusqu'à Avignon, il avait été accueilli sur toute la route par des témoignages de sympathie ou par des marques de respect. Mais quand il traversa ces provinces méridionales, où l'ardeur du soleil allume des passions extrêmes, il dut se dérober sous un uniforme étranger, à des outrages et à des périls imminents.

CHAPITRE XX.

Napoléon à l'île d'Elbe. — Apparente résignation de l'empereur. — Soins qu'il donne à l'administration de ses petits États. — Situation de la France. — Les Bourbons et la Charte octroyée. — Les royalistes purs. — Les constitutionnels. — Les républicains et les impérialistes. — Situation de l'Europe. — Congrès de Vienne. — Napoléon se décide à quitter l'île d'Elbe. — Débarquement au golfe Juan. — Proclamations à l'armée et au peuple. — Marche sur Grenoble.

AVRIL 1814 — MARS 1815.

Le 28 avril, dans la soirée, Napoléon s'était embarqué sur la frégate anglaise *the Undaunted*, capitaine Usher, à Saint-Raphaël. Au moment où il mit le pied sur la frégate, vingt et un coups de canon le saluèrent. On le traitait encore en empereur. Des quatre commissaires qui l'avaient accompagné depuis Fontainebleau, deux seulement demeurèrent avec lui, le commissaire anglais et le commissaire autrichien. La traversée de l'*Undaunted* fut heureuse, et le 3 mai on mouillait dans les eaux de l'île d'Elbe, au milieu de la rade de Porto-Ferrajo. Le débarquement fut fixé au lendemain. Mais le grand-maréchal du palais, le général Drouot, et quelques officiers de l'armée alliée se rendirent immédiatement à terre afin de notifier au

commandant de l'île l'arrivée de l'exilé, et faire les préparatifs d'une réception imposante. Le soir même, une députation composée de généraux, d'officiers de terre et de mer de la garnison, de magistrats, de membres du clergé et de notables habitants, se rendit à bord de la frégate et harangua le nouveau souverain. Le 4, au matin, Napoléon envoya à Porto-Ferrajo le drapeau qu'il adoptait. Ce drapeau était blanc, barré de rouge, avec trois abeilles jaunes. Quand on le hissa sur le fort de l'Étoile, il fut salué par l'artillerie de la place, des forts, par les batteries de la frégate anglaise et de tous les bâtiments.

A une heure, l'empereur descendait à terre. La foule était grande, pour contempler cette majesté déchue qui, après avoir promené son activité dévorante des déserts de l'Égypte aux plaines glacées des bords de la Moscowa, venait s'enfermer dans une île de vingt-cinq lieues de circonférence; et vivre au milieu d'une population de simples pêcheurs, après s'être fait une cour d'empereurs, de princes et de rois des plus vieilles souches de l'Europe. Napoléon ayant reçu du maire de Porto-Ferrajo les clefs de la ville, se rendit à la cathédrale où l'on chanta un *Te Deum*, et de là à la Maison-Commune, provisoirement destinée à lui servir d'habitation. Complimenté par les autorités et les employés supérieurs, il s'entretint longtemps avec eux, leur adressant diverses questions sur les ressources de l'île, les mœurs des habitants, les moyens d'améliorations qui pourraient être le plus promptement et le plus utilement mis en pratique. Il y eut ensuite un grand dîner, dont il fit les honneurs avec une liberté d'esprit et des manières franches qui lui gagnèrent toutes les sympathies (*). Dès le matin, la proclamation suivante du gouverneur de l'île, le général de brigade Dehesme, avait été publiée :

(*) *Une année de la vie de Napoléon Bonaparte*,, par A. D. B. M., lieutenant de grenadiers, ouvrage publié en 1815.

« Habitants de l'île d'Elbe,

« Les vicissitudes humaines ont conduit au milieu de nous l'empereur Napoléon, et son propre choix vous le donne pour souverain. Avant d'entrer dans vos murs, votre nouveau monarque m'a adressé les paroles suivantes, que je m'empresse de vous faire connaître, parce qu'elles sont le gage de votre bonheur futur :

« Général, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de la patrie, « et je me suis réservé la propriété et la souveraineté de l'île « d'Elbe. Toutes les puissances ont consenti à cet arrangement; « faites connaître aux habitants cet état de choses, et le choix « que j'ai fait de leur île pour mon séjour, en considération de « la douceur de leurs mœurs et de leur climat : dites qu'ils « seront l'objet de mon intérêt le plus vif... »

L'Europe entière avait les yeux fixés sur l'île d'Elbe. Il est incontestable que dès les premiers jours de son exil, Napoléon rêva la possibilité d'une éclatante revanche, et pesa dans son esprit les chances d'un retour au pouvoir. Il savait sur quels éléments éphémères, sur quelles fictions le parti royaliste et les amis de Talleyrand avaient échafaudé la révolution blanche et la restauration. Tôt ou tard le voile des illusions monarchiques devait se déchirer; une seconde chute de la dynastie des Bourbons n'était qu'une affaire de temps. Il se préparait pour une éventualité dont son esprit embrassait déjà toutes les réalisations possibles. Mais dans sa condition précaire, à la merci de ses implacables ennemis, il ne pouvait réussir que par une dissimulation profonde de ses projets et de ses desseins. Comme il l'avait exécuté plus d'une fois sur le champ de bataille, il lui fallait masquer ses mouvements. Il le fit avec une grande habileté. Napoléon, calmant par un effort de génie les impatiences de son âme supérieure, devint un véritable diplo-

mate, à l'île d'Elbe; et l'Europe put croire, à le voir s'occuper avec une ardeur continue et une sollicitude minutieuse et constante, des moindres détails administratifs de son petit royaume, qu'un miracle de résignation s'était accompli en lui. Le 18 mai, commençant son rôle, il quitta Porto-Ferrajo pour faire le tour de l'île et la visiter dans toutes ses parties. La population l'accueillit sur son passage avec enthousiasme. Surveillé par le commissaire anglais, lord Campbell, il feignit de se préoccuper beaucoup des corsaires barbaresques dont la Méditerranée était infestée; et, sous prétexte de mettre ses domaines à l'abri de toute attaque, il fit réparer les forts, dans lesquels se trouvaient trois cents pièces de canon. Un petit îlot, Pianosa, abandonné depuis longtemps, fut muni de batteries.

Au retour de cette excursion, une fête touchante eut lieu à Porto-Ferrajo. Les quatre cents hommes de la vieille garde, commandés par Cambronne, qui devaient partager l'exil de Napoléon, l'avaient seulement accompagné de Fontainebleau à Briare. De là, on les avait dirigés, par la route du Mont-Cenis, sur Savone où ils s'embarquèrent pour l'île d'Elbe. Le 26, ils prirent terre, et l'empereur passa la revue de ses vieux compagnons.

L'Hôtel-de-Ville n'avait été qu'un pied-à-terre provisoire pour la cour de Napoléon. Deux pavillons réunis par un corps de logis, situés sur un rocher entre le fort Falcone et le fort de l'Étoile, dans le bastion des Moulins, lui servirent de résidence définitive. Il donna lui-même le plan des restaurations et des emménagements nécessaires à la nouvelle destination de ce bâtiment qui avait été occupé jusqu'alors par les officiers du génie et de l'artillerie. Une maison de plaisance fut reconstruite, sur ses indications, au milieu des vignobles de Saint-Martin, à peu de distance de Porto-Ferrajo. Une habitation dépendante des mines de fer de Rio, dont le produit appartenait à la dotation de la Légion-d'Honneur, et une maison dans l'intérieur de la petite ville de

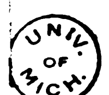


A. Lacauchie del. *[illegible] sc.*

PAULINE BONAPARTE

Princesse Borghèse

PAULINE



Princesse Borghese



Porto-Longone, complétèrent son domaine privé. Au mois d'août, madame Lœtizia Bonaparte rejoignit son fils; la princesse Pauline vint également se fixer auprès de Napoléon, au mois de septembre. Dès lors, l'empereur déchu sembla complétement oublier son passé et sa fortune merveilleuse; ou du moins s'il se les rappelait, il affectait de le faire au point de vue historique, avec le calme d'un esprit qui s'est replié sur lui-même et qui reflète le passé, semblable à l'acier poli reproduisant la lumière sans en être échauffé. Toutes ses occupations, tous ses loisirs furent réglés comme s'il devait terminer son existence dans l'étroit séjour que lui avait donné la munificence des souverains. Indépendamment de ses projets, il savait pourtant que les puissances alliées regrettaient déjà de l'avoir établi dans un lieu si voisin de la France, et qu'il était question, dans les conseils du cabinet anglais, de revenir sur le traité de Fontainebleau. Mais il espérait devancer la sainte alliance des rois; et quels que fussent les desseins des diplomates de Berlin, de Saint-Pétersbourg, de Londres et de Paris, il comptait sur l'opposition que mettrait son beau-père à toute tentative de violence sur sa personne. Les trahisons de Metternich et de François ne l'avaient pas encore tout-à-fait désillusionné à l'endroit de l'Autriche.

César semble avoir disparu; c'est Dioclétien dans ses jardins de Salone que nous avons sous les yeux, se livrant aux détails d'une existence modeste. L'empereur a fait place au philosophe. En voyant sa petite maison rustique de Saint-Martin, il dit avec bonhomie à ceux qui l'entourent : « Ce sera la maison « d'un bon bourgeois qui peut bien avoir quinze mille livres de « rente. »

Par les soins de Napoléon, des travaux fort importants, si on les compare au pays et aux moyens dont on pouvait disposer à l'île d'Elbe, sont entrepris et conduits à terme. Des routes sont ouvertes, des casernes construites, les fortifications relevées; et l'année 1814 s'écoule ainsi sans que l'Europe se

doute de la vaste entreprise que nourrit le « bon bourgeois de Saint-Martin. »

L'île d'Elbe était devenue, d'ailleurs, le rendez-vous d'un nombre considérable d'étrangers de distinction; ils s'y rendaient comme à un pieux pèlerinage pour voir de près, dans la dignité de son abaissement de fortune, celui dont le nom remplissait déjà l'histoire. Les Anglais surtout se faisaient remarquer par leur empressement; lord Benting et lord Douglas, entr'autres, furent admis auprès de l'empereur, et le quittèrent émerveillés de la sérénité de son ame stoïque. Quelque sollicitude que prît la police des Bourbons pour intercepter toute communication entre Porto-Ferrajo et la France, quelques calomnies que les journaux royalistes imprimassent contre celui qu'ils nommaient un infâme usurpateur, tout ce qui se passait à l'île d'Elbe était bientôt colporté d'un bout à l'autre du royaume, commenté, amplifié par les vieux soldats de l'empire, par les fonctionnaires destitués. La renommée de Napoléon, un instant ternie par les derniers épisodes de sa carrière militaire, empruntait un éclat nouveau à l'obscurité de son exil, à la chronique mystérieuse des faits et gestes du proscrit.

Il est temps de le dire : la France avait besoin de retremper sa pensée dans le spectacle de cette grandeur déchue, pour se consoler des grandeurs triomphantes qui pesaient insolemment sur elle. Les Bourbons ramenés par l'étranger sur un monceau de cadavres, consentant à toutes les spoliations de la sainte alliance, livrant nos places, notre matériel de guerre, sacrifiant notre marine, ramassant leur sceptre dans la honte nationale, n'avaient qu'un seul moyen, nous ne dirons pas de se réhabiliter, mais de se faire supporter par le peuple : la restauration de nos libertés publiques. Mais quelles libertés attendre d'une dynastie qui s'était une première fois perdue dans le sang pour avoir résisté au mouvement de l'idée moderne, aux efforts d'un peuple en travail d'affranchissement! Nous avons vu Louis XVIII

proclamer, à son entrée à Paris, que la chaîne des temps était renouée, que sa souveraineté lui venait de ses pères et non du peuple, et rejeter la Constitution du Sénat, parce que cet acte subordonnait son intronisation au serment de respecter les droits de la nation. Les Bourbons cependant savaient qu'ils ne pouvaient se soustraire à certaines nécessités, et qu'il leur était impossible de revenir aux parlements, aux lits de justice, aux doléances du tiers, aux états-généraux, aux dîmes et aux divisions provinciales. Louis XVIII avait dans l'esprit quelques éclairs de cette opinion politique qui fut désignée plus tard sous le nom de libéralisme, et dont le secret consistait à concilier le privilége, le monopole au sommet du pouvoir, avec le droit commun et l'égalité devant la loi dans les régions moyennes et basses de la société; à poser en présence deux principes d'autorité : la royauté héréditaire, irresponsable, procédant d'elle-même, et la souveraineté nationale déléguée à des représentants; de manière à faire consister le gouvernement, l'ensemble de la vie politique du pays, dans un juste équilibre entre ces deux forces, l'une ne pouvant jamais l'emporter sur l'autre, neutralisant ce qu'elles ont chacune de dangereux pour l'ordre public ou pour la liberté, et dégageant mutuellement tout ce qu'elles ont de favorable au bien-être moral et matériel de la nation. Ce fut à de tels principes, confus encore, mal compris, que la Charte constitutionnelle de 1814 dut son origine.

A part le maintien des dotations que les sénateurs avaient maladroitement introduit dans leur pacte constitutif, la Charte que Louis XVIII donna à la France dans les premiers jours du mois de juin 1814, contint toutes les promesses renfermées dans l'œuvre de Lambrechts et de Barbé-Marbois; avec cette seule différence que la Constitution du 6 avril était imposée à Louis-Stanislas-Xavier, « librement appelé au trône par le « peuple français, » tandis que la Charte fut « octroyée au « peuple français par Louis-Stanislas-Xavier, rappelé par la

« Providence dans ses États après une longue absence. »

Pour tous les esprits clairvoyants et logiques, l'octroi d'une Constitution fait à un peuple qui avait pendant dix années vécu sous un régime démocratique plus ou moins mitigé, et que l'empire lui-même avait implicitement reconnu comme souverain, en lui demandant une ratification ; un pareil octroi était la pierre d'achoppement de l'avenir. De nouvelles révolutions devaient en sortir. Mais là n'était point en 1815 le danger immédiat. Ce danger résidait tout entier dans le personnel même de la restauration, dans les mœurs, dans les idées, dans les préjugés, dans l'ignorance et dans les vices de ce long cortége de nobles, d'émigrés rentrés en France à la suite des princes, ou sortant de l'obscurité et de la retraite que leur avaient imposés le Directoire, le Consulat et l'Empire. Que d'appétits à satisfaire, que d'exigences à assouvir, que de services et de dévouements à récompenser, et que de vides à faire dans l'administration, dans l'armée, pour caser tous ces voltigeurs du royalisme, plus royalistes que le roi. Ce fut là l'écueil des Bourbons, leur premier écueil s'entend; car ils en rencontreront plus tard d'aussi formidables dans l'antipathie des masses, et dans le réveil de l'esprit démocratique. Le frère de Louis XVIII fit d'ailleurs tout ce qu'il put pour précipiter une catastrophe inévitable. Le comte d'Artois était encore tel, absolument, qu'on l'avait vu en 1788, dans l'Assemblée des notables, alors que *Monsieur* inclinait vers des demi-mesures, vers des demi-concessions par attermoiements, vers des idées constitutionnelles empruntées à l'Angleterre. Il ne rêvait rien moins que le retour au règne du bon plaisir, de l'arbitraire, des lettres de cachet, du droit divin dans toute sa pureté primitive ; il ne s'en cachait pas, et bientôt se produisirent les faits suivants.

Avec Louis XVIII, roi à peu près constitutionnel, se groupèrent les hommes qui avaient conservé ou recueilli les idées de 1789. Au comte d'Artois et à sa camarilla, se réunirent

les royalistes entêtés. Deux gouvernements se trouvèrent en présence, ayant chacun ses serviteurs, ses partisans, sa police, son trésor. Et ce ne fut point le gouvernement de Louis XVIII qui montra le plus de fermeté, le plus d'énergie; il se laissa envahir peu à peu par les hommes de la réaction. Ceux-ci ne tardèrent pas à conspirer ouvertement contre la Charte nouvelle, à en altérer les applications, dans les diverses branches de l'administration et dans les relations multiples de la politique. Leur conduite, leur outrecuidance, l'impudeur avec laquelle ils affichèrent leurs tendances vers un passé exécré, inspirèrent de vives inquiétudes aux esprits modérés, qui voulaient une monarchie constitutionnelle; ceux-ci tremblèrent de voir sous peu le pays livré pieds et poings liés à une armée de marquis et de chevaliers, prête à reconstituer les deux ordres de la noblesse et du clergé, et associant déjà pour cela les intérêts du trône et ceux de l'autel.

Ainsi, dès les premiers jours de la restauration, se forma le noyau d'une opposition libérale, qui désormais ne devait cesser de grandir, et de rallier tous les mécontentements. Cette opposition, sans doute, n'était qu'une menace pour l'avenir, comme celle qui résultait de l'octroi de la Constitution; mais une menace beaucoup plus prochaine. Le danger immédiat, répétons-le, était dans l'entourage même de la famille royale, dans cette queue d'incorrigibles, dans ces milliers de personnages étranges, ridicules ou odieux, dont la seule présence, les seules allures, les sottes fanfaronnades, les prétentions inouïes froissèrent immédiatement le peuple des villes et des campagnes. Les prolétaires des villes, dont l'éducation est le plus avancée, s'indignèrent de notre humiliation nationale, de l'insolence des vainqueurs. Lorsque les étrangers eurent évacué notre territoire, ils s'irritèrent des faveurs accordées à des généraux improvisés, officiers de salon, traîneurs de sabres innocents, fort connus à Coblentz, à Mittau, à Hartvell; ou à des hommes

tels que Marmont, Augereau et Dupont : Dupont, dont le dernier titre à la reconnaissance des royalistes était la capitulation de Baylen. Les habitants de la campagne s'aigrirent en voyant revenir les anciens seigneurs qui leur rappelaient le régime de la glèbe, des servitudes, des redevances; les hobereaux, dépouillés de leurs pigeonniers par la révolution, et qui ne parlaient de rien moins que de rentrer dans la possession de leurs fortunes territoriales, en faisant annuler, par ordonnances royales, les décrets de la Convention. Le paysan n'entendait pas grand' chose aux garanties contenues dans la Charte; ce qui le frappait le plus, c'était la jactance des nobles; et il n'était pas un petit acquéreur de parcelles de biens nationaux qui ne se crût à la veille d'une restitution forcée.

De cette situation résulta, au bout de quelques mois, une impopularité générale pour les Bourbons, et les trois quarts du pays, la France entière à l'exception des provinces de l'ouest et de la Provence, où le fanatisme religieux tenait lieu d'idées politiques en ce temps-là, mûrirent tout à coup pour une révolution nouvelle, d'où qu'elle vînt.

Nécessairement de hautes ambitions se préoccupèrent aussitôt de cet état de l'opinion publique et se préparèrent à l'exploiter à leur profit. Quelques rares mais fidèles disciples de la démocratie conçurent, de leur côté, l'espoir d'une levée de boucliers en faveur du principe républicain; ceux-ci se livraient à une généreuse illusion, car le peuple n'était point encore capable, en 1814, de dégager la vérité politique et sociale des sombres et terribles nuages que la terreur avait amoncelés sur le berceau de la République française. Enfin, les nombreux partisans de l'Empire, dont le faisceau avait été brusquement désuni et rompu par la capitulation de Paris et le traité de Fontainebleau, tournèrent les yeux vers l'île d'Elbe, et se demandèrent s'il était impossible de refaire leur fortune par un coup de main, lorsque tant d'éléments semblaient conjurés en leur faveur.

Autour du nouveau régime se mouvaient donc les royalistes purs, les constitutionnels, les impérialistes et les républicains, tous complotant contre sa stabilité, ou par leurs regrets, ou par leurs espérances, ou par leurs efforts pour le consolider chacun à sa manière, ou par leurs sourdes et continuelles tentatives de renversement. Les royalistes purs ne voulaient plus d'une Charte qui établissait l'égalité devant la loi, imposant à la noblesse les mêmes charges et les mêmes devoirs qu'aux simples citoyens. Les constitutionnels, désespérant déjà de la branche aînée, se tournaient vers un prince dont les prétentions à la couronne dataient de 1792; ils se demandaient si le duc d'Orléans, porté par leurs bras sur le trône, n'offrirait pas des garanties plus fortes à leurs idées de gouvernement. Lui seul pouvait, à leur point de vue, en débarrassant le pays de la queue de la noblesse féodale, fonder ce règne de la bourgeoisie, essayé par l'Assemblée Constituante et noyé dans le grand mouvement de la Convention. Les impérialistes voulaient une revanche des désastres de Moscow, de l'Elbe, de la Champagne, et aussi le retour de ces brillantes dotations, de cette activité militaire si féconde en honneurs pour les grosses épaulettes, de ces places lucratives, auxquelles ils devaient renoncer pour toujours, quelque voie que prît la Restauration. L'intérêt privé, les appétits matériels, la crainte de périr corps et biens dans une conflagration prolongée, leur avaient fait abandonner le maître et sacrifier leur bienfaiteur; nous parlons ici des membres du Sénat, des fonctionnaires et des généraux. Mais à peine le danger passé, l'orage dissipé, le calme revenu, ils ne considéraient plus ce qu'ils avaient sauvé, mais ce qu'ils avaient perdu dans la catastrophe. La part du feu leur causait des regrets poignants. L'égoïsme avait fait leur trahison; l'égoïsme allait bientôt faire leur fidélité au drapeau. En dernière ligne, sur un plan plus modeste et plus obscur, les républicains comptaient sur les divisions de tous ces partis, sur leurs luttes, sur leurs débats,

pour essayer à une heure, à un moment donnés, la réhabilitation de la démocratie. L'impuissance des idées qui s'agitaient autour d'eux faisait leur force, à défaut du nombre et de leur influence momentanément évanouie.

Et si nous examinons les actes principaux du gouvernement de Louis XVIII, nous comprendrons facilement les haines et les répugnances des masses. Voici leur rapide énumération. Ils n'ont pas besoin de commentaires.

Le duc d'Angoulême a été nommé, le 18 mai 1814, amiral de France. Le 30 mai est signé le traité dit de Paris, dont un des articles nous coûte trente et un vaisseaux de haut rang et douze frégates, sacrifiés à la rage jalouse de l'Angleterre. Le 4 novembre, la nouvelle chambre des Députés, formée par les membres de l'ancien Corps Législatif, restitue aux émigrés leurs biens non vendus. La chambre des Pairs, qui a remplacé le Sénat, adopte cette loi le 3 décembre. Dans l'une et l'autre Chambre, des royalistes fougueux demandent qu'on accorde des indemnités aux émigrés dont les biens ont été vendus. La question est ajournée; mais les contribuables, écrasés par les budgets précédents, s'effraient avec raison de ces tendances réactionnaires. Le 15 décembre, adoption d'une loi qui reconnaît comme dettes de l'État, jusqu'à concurrence de trente millions, les dettes contractées par le roi en pays étrangers. Le 7 juin, une ordonnance de police, d'après des considérants empruntés au régime de 1788, prescrit la fermeture des boutiques et la suppression de tout étalage public, les jours de dimanche et de fêtes. Un grand nombre de pétitions sont adressées aux Chambres pour demander la réformation de l'ordonnance; le 14 octobre, un vote la transforme en loi de l'État. Un article de la Charte avait promis la liberté de la presse. Une loi rétablit la censure pour tous les écrits au-dessous de trois cent vingt pages.

La session de la chambre des Pairs et de la chambre des

Députés fut prorogée le 30 décembre et ajournée au 1er mai 1815; il nous reste à parler des ordonnances royales.

Le 19 juillet 1814, une ordonnance reconstitue la Légion-d'Honneur, en la plaçant sous la protection du nom d'Henri IV. Le 30 du même mois, on supprime les trois écoles militaires de Saint-Cyr, Saint-Germain et La Flèche. L'École royale militaire créée par édit du mois de janvier 1751 est restaurée. Le 5 octobre, l'Université reçoit un coup funeste par l'autorisation que l'on donne aux évêques et archevêques d'établir dans chaque département des écoles ecclésiastiques, dont ils nommeront seuls les chefs et les instituteurs, et qui deviendront bientôt de véritables colléges, affranchis de toute surveillance et de tout contrôle effectifs. Une ordonnance du 12 octobre, « en récompense de la fidélité et du dévouement de Georges Cadoudal, » anoblit le père de ce conspirateur, et tous ses descendants en ligne directe. Le 20 janvier 1815, Louis XVIII ordonne que le 21 janvier de chaque année un service pour le repos de l'ame de Louis XVI sera célébré dans toutes les villes de France, que la cour prendra le deuil « ainsi que toutes les autorités, civiles et militaires, que les tribunaux vaqueront et les théâtres seront fermés. »

Nous clorons cette liste de mesures au moins impolitiques, et dont plusieurs étaient en outre liberticides et contraires aux lois éternelles de la morale publique, par le monument élevé « A la mémoire des guerriers chrétiens de Quiberon. » Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, le héros de la bataille de Toulouse, figure en tête de la commission chargée de recueillir les dons destinés à couvrir les frais de ce monument.

Certes, tout homme de cœur comprendra, sans le partager pour cela, le culte pieux que les princes de la maison de Bourbon devaient à la mémoire de ceux qui avaient péri pour leur cause, et dont ils ne partagèrent jamais les dangers; témoin cette expédition de Quiberon, désertée par le comte d'Artois.

Mais autre chose était de vouloir associer la France révolunaire à des regrets, à un amour qu'elle ne partageait point, de transformer ces regrets en de publiques et incessantes provocations à la haine, à la division des citoyens. Anoblir la lignée des Cadoudal, c'était jeter un défi à tous les anciens partisans de l'Empire dont le chef avait failli périr sous le fer des assassins payés par l'Angleterre et commandés par l'ancien chouan. Faire de l'anniversaire de la mort de Louis XVI un jour de deuil national, c'était flétrir tous ceux qui avaient pris part à la révolution de 1792, et le nombre en était considérable; c'était évoquer des souvenirs d'antagonisme et autoriser les émigrés à entasser, à l'abri de ces souvenirs, d'odieuses calomnies contre le mouvement régénérateur des temps modernes. Élever un monument aux malheureux soldats de Quiberon, c'était réhabiliter la Vendée et tacher de sang l'uniforme des vétérans de la République, de ces bleus héroïques qui sauvèrent la France de l'invasion étrangère et de la guerre civile.

Le peuple était froissé dans ses sentiments. L'armée, licenciée à mo.tié, brisée dans ses cadres, jetant sur le pavé des milliers d'officiers réduits à la demi-solde; l'armée, paradant derrière des processions, s'indignait de voir à sa tête des chefs ridicules improvisés dans les salons des Tuileries.

Ainsi, pour nous résumer : dans les régions inférieures, répugnances, haines pour les Bourbons; dans les régions supérieures, intrigues ou complots. Tel était l'état de la France. Noble pays des aspirations élevées, réveillé de sa torpeur par un sinistre national, l'invasion avait en vain épuisé tout son sang : son bras se raidissait pour reconquérir la liberté perdue. Mais il se raidissait dans les ténèbres, dans la nuit; le flambeau de l'éducation politique et sociale ne guidait pas encore ses pas; et il courait risque, dans sa poursuite, de tomber plus d'une fois sous les piéges des chercheurs de trône et des escamoteurs de libertés.

L'Europe, troublée dans son équilibre, après la commotion de 1814, était-elle dans une meilleure situation que la France?

Tant qu'il ne s'était agi que de marcher contre l'ennemi commun, l'accord le plus parfait avait régné parmi les cours alliées. Une proie immense s'offrait à elles : le démembrement de l'Empire. Dès que la conquête fut terminée, dès que les Bourbons furent rétablis derrière les étroites frontières de la France de Louis XVI, il fallut régler la part de chacun, tailler, dans l'immense manteau du géant, des vêtements à la taille des pygmées de la coalition. Un congrès général se réunit à Vienne à cet effet. Les plénipotentiaires des parties contractantes furent : pour l'Autriche, le prince de Metternich et le baron de Wessemberg; pour la France, le prince de Talleyrand, le duc de Dalberg, Latour du Pin et le comte Alexis de Noailles; pour l'Angleterre, lord Wellington, Clancarty, Cathcart et Steward; pour l'Espagne, P. Gomez Labrador; pour le Portugal, le comte de Palmella, dom Antonio de Saldanha et dom Joachim Lobo di Silveïra; pour la Russie, le prince de Razumowki, le comte de Stakelberg et le comte de Nesselrode; pour la Suède, le comte Charles Axel de Loewenhielm; pour la Prusse, le comte de Hardemberg et le baron de Humbold. Vienne fut le rendez-vous de tout ce que l'Europe comptait de diplomates, d'hommes politiques, de nobles aventuriers, attirés par la présence des souverains. Et ce fut, en dehors du congrès même, un feu croisé d'intrigues perpétuelles, entremêlé de fêtes, de bals, de festins : véritable carnaval de la politique, qu'un coup de tonnerre devait terminer (*). C'est au milieu de l'orgie des rois et des diplomates couronnés de fleurs, enivrés des vins du Rhin, et passant, du tapis vert de la salle des conférences, dans les boudoirs de Laïs aristocratiques, qu'allait se régler le

(*) Le prince de Ligne définit honnêtement le congrès de Vienne « un tissu politique tout brodé de fêtes. »

sort de vingt peuples, voués, pour un demi-siècle, aux angoisses, aux larmes, aux désolations de l'oppression étrangère.

Dès que les conférences furent ouvertes, on adopta les bases générales dont voici le résumé :

« L'Allemagne à l'abri de l'invasion étrangère (française) par la permanence d'une armée nationale et la construction de places fortes sur les frontières (méridionales).

« Mise en réserve (provisoire) des territoires vacants, formant un fonds commun dans lequel seraient puisées les indemnités attribuées à chacune des parties contractantes (la France exceptée de ce partage).

« Stipulation (en temps utile) de constitutions appropriées aux mœurs, aux habitudes des États, dans lesquelles les souverains et les peuples trouveraient une garantie réciproque pour un meilleur avenir (octroi de chartes hypocrites).

« Rétablissement final de chaque souverain dans ses possessions normales, en se basant sur la Légitimité, principe réparateur de l'ordre si longtemps violé en Europe, et conservateur du nouveau régime (droit divin). »

Le congrès de Vienne, édifiant de telles bases, se présentait tout d'abord comme la négation complète du mouvement révolutionnaire commencé en 1789. Il ne tenait compte des peuples que pour mémoire, et n'avait qu'un seul objet en vue : l'intérêt des trônes. Les grands États étaient considérés comme l'unique pivot du droit européen; les petits comme de simples appoints, destinés à établir entre les premiers un équilibre matériel. Quant à l'équilibre moral, on ne s'en préoccupait nullement. La moralité internationale ne pouvait être dégagée que des éléments populaires, des principes démocratiques, de ces droits imprescriptibles qui existent aussi complets, aussi vivants, aussi sacrés et respectables dans une société de quelques cent mille citoyens, que dans une société qui dénombre ses membres par millions; dans une république bornée à une ville et à son territoire, comme dans un

empire dont les colonies s'asseyent sur les rivages de toutes les mers. Et le congrès de Vienne transformait d'un trait de plume, en une sorte de monnaie courante, les petits États mis en réserve pour former « un fonds commun » d'impies trafics et d'odieuses compensations.

Placée sous l'invocation « de la très-sainte et indivisible Trinité, » la force brutale allait être légalisée par le congrès de Vienne. Or, de même qu'une première invasion n'avait pas suffi pour affaiblir et mortifier la France au point de la laisser quinze années agonisante et sans force, sous le scalpel de dissecteurs bourbonniens; de même un seul crime de lèse-nationalité, commis de complicité, ne pouvait lier entre elles, dans un complot perpétuel et sans discordes, les aristocraties européennes. Il fallait une seconde invasion, un second crime, pour achever l'œuvre néfaste des rois conjurés.

La division se mit dans les rangs de nos ennemis : travaillant dans l'ombre, intriguant, se couvrant du masque de la diplomatie, marchant par la voie souterraine des chancelleries; mais prête à éclater au grand jour et à déchirer le pacte de la Sainte-Alliance, au premier choc des intérêts. La Pologne et la Saxe, dont la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient juré l'anéantissement, étaient deux proies difficiles à partager. Il faut le dire ici, à l'honneur de la Restauration, qui ne fut certes pas prodigue de ces sortes de faits : sa conduite vis-à-vis de la Saxe fut digne, et elle essaya de la sauver d'une annexion aux États de Frédéric-Guillaume. Deux partis se formèrent au congrès de Vienne. D'un côté la Prusse et la Russie; de l'autre la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Bavière. Les nationalités fermentaient et murmuraient sourdement contre l'œuvre d'un remaniement maladroit et inique de la carte européenne.

Les plénipotentiaires de Murat n'avaient point été admis au congrès de Vienne. Ce prince qui avait abandonné la France, qui

s'était coalisé avec nos ennemis, contre Napoléon, pour sauver sa dynastie de fraîche date, à laquelle les cours de Vienne et de Londres avaient garanti la couronne; ce roi de la veille commençait à voir clair au fond de sa trahison. Il comprit que d'un moment à l'autre on se débarrasserait de lui, pour rendre le royaume de Naples au souverain légitime. Décidé à vendre chèrement sa fortune, il se prépara aux luttes prochaines, excitant et exploitant à son profit les mécontentements de l'Italie septentrionale, vouée à la domination odieuse de l'Autriche.

Toutes ces rumeurs eurent des échos jusque dans l'île d'Elbe. Napoléon les avait devinées. Il en attendait les symptômes, pour agir et relever son nom de la chute profonde où il était tombé. Des correspondances s'étaient établies entre l'île d'Elbe, Paris, Naples et Vienne. Un complot, inouï dans l'histoire, fut alors ourdi, qui eut pour complice l'univers entier, dont les soldats couvraient la France, dont le centre était dans presque tous les esprits, dont le mot d'ordre circulait de bouche en bouche, dont le plan était multiple, dont le signal était imprévu, et qu'il était impossible de déjouer : comme il est impossible à la volonté humaine de conjurer un orage que l'on voit s'amonceler lentement derrière de sombres nuées, et qui éclate à son heure.

Nous nous trompons. Il y avait un moyen de détourner de l'Europe l'orage qui la menaçait : enlever Napoléon de l'île d'Elbe, le mettre hors du droit des gens, hors des relations civiles, et le transporter au delà des mers, dans une étroite prison. Il en fut question au congrès de Vienne. Dans des conférences secrètes, on résolut de le faire conduire à l'île Sainte-Hélène et de saisir le premier prétexte apparent qui pourrait, sinon légitimer, du moins expliquer cet acte de violence. Une tentative avortée de Napoléon, quelle qu'elle fut, aurait fait l'affaire des diplomates de Vienne. On essaya d'une ruse, et l'empereur fut confidentiellement averti des dispositions des souverains à

son égard. On lui insinua, par l'intermédiaire de Fouché, son ex-ministre de la police, qu'il agirait prudemment en se retirant soit en Amérique, soit auprès de son beau-frère de Naples. Mais en même temps que cet avis perfide lui arrivait, Napoléon recevait des données certaines sur le mouvement de l'opinion publique en France, sur les périls de toutes sortes dont les Bourbons étaient environnés, sur les projets des orléanistes, sur ceux des républicains. Quelques partisans dévoués parvenaient jusqu'à lui, malgré la surveillance dont les Français étaient l'objet. Ils lui montrèrent le pays tout prêt à une révolution, à la veille de se jeter dans l'inconnu, pour échapper au régime de l'aristocratie; ils lui firent craindre qu'un autre prétendant ne profitât de l'impopularité des Bourbons de la branche aînée, s'il ne se hâtait d'envahir la scène. Ceci se passait dans les premiers jours de l'année 1815. Un projet de débarquement est résolu. Murat est averti; mais Napoléon lui recommande surtout de ne rien précipiter, de ne pas compromettre sa cause par une levée de boucliers intempestive, d'attendre les événements et de ne marcher que lorsqu'il en recevra l'ordre.

Si le succès était presque certain, aussitôt qu'on aurait touché le sol de la patrie et harangué les régiments que Louis XVIII enverrait contre le proscrit, l'embarquement des soldats dont Napoléon pouvait disposer, le départ de l'île d'Elbe, étaient hérissés de difficultés. L'amiral lord Campbell exerçait une surveillance continue et rigoureuse; des vaisseaux français et anglais croisaient dans les parages. Les ressources financières de l'empereur étaient nulles; les Bourbons se refusaient à lui payer la somme annuelle de deux millions stipulée dans le traité de Fontainebleau. Quelques circonstances heureuses aplanirent et firent disparaître ces obstacles. Des enrôlements faits en Corse, sous prétexte de renforcer la garnison de l'île et de la mettre à l'abri d'un coup de main de la part des Barbaresques, portèrent à onze cents hommes la petite armée du hardi prétendant. Un

brick, *l'Inconstant,* de vingt-six canons, avait été mis à sa disposition, conformément à un article de Fontainebleau; plusieurs navires se trouvaient dans le bassin de Porto-Ferrajo. Enfin, l'amiral Campbell quitta le 24 février l'île d'Elbe, pour aller passer quelques jours dans la ville de Livourne, où il avait noué des relations. Le moment était opportun, pour tenter la grande aventure. Le 25, une fête fut donnée par madame Lœtizia et la princesse Pauline. Pendant que l'on dansait, toutes les dispositions furent prises à bord des bâtiments destinés à l'expédition : le brick *l'Inconstant,* capitaine Chautard, les bombardes *l'Étoile, la Caroline* et quatre felouques reçurent leurs emménagements. Le 26, vers une heure de l'après-midi, les troupes eurent l'ordre de se préparer au départ. Elles se composaient de quatre cents hommes de la vieille garde, deux cents fantassins, cent chevau-légers polonais et un bataillon de flanqueurs. A quatre heures du soir l'embarquement était terminé. Le peuple se portait en masse sur les quais de la ville et poussait, avec les soldats, les cris de *Vive l'Empereur !* Quoique le but de l'expédition eût été soigneusement caché, et que les généraux le connussent seuls, tous comprenaient cependant que de grandes choses allaient s'accomplir. Napoléon, à huit heures du soir, monta sur *l'Inconstant* avec les généraux Drouot, Cambronne, Bertrand. Le signal est donné par un coup de canon et l'on met à la voile.

La traversée de la flottille fut longue et accidentée. Au départ, le vent était au sud, très-favorable. Le capitaine Chautard espérait que l'on doublerait la pointe Capraïa avant le jour, et qu'on serait ainsi hors des escadres françaises et anglaises qui observaient les approches de l'île. Mais le vent ayant molli, il se trouva qu'au lever du jour on avait fait à peine six lieues. Les croisières étaient en vue; deux frégates françaises, *la Fleur-de-Lys,* commandée par le chevalier de Garat, et *la Melpomène* par le capitaine Collet, stationnaient au nord et au sud de l'île. Un

conseil eut lieu : plusieurs étaient d'avis de rentrer à Porto-Ferrajo. Mais Napoléon, qui n'avait pas encore révélé aux soldats et aux équipages le secret de l'expédition, ordonna de tenir la mer, dût-on aborder les frégates françaises et faire arborer le drapeau tricolore à leurs braves marins, tout remplis de patriotisme et portant avec répugnance la cocarde blanche. Heureusement le vent fraîchit au milieu de la journée. Vers le soir, on rencontra le brick *le Zéphir*, commandé par le capitaine Andrieux. Les deux bricks passèrent bord à bord. Les équipages parlementèrent. Le capitaine Andrieux allait à Livourne; il s'informa de la route que tenait *l'Inconstant*, reconnu à son pavillon pour venir de l'île d'Elbe. On lui répondit qu'on se rendait à Gênes. — « Comment se porte l'empereur? » — Napoléon saisit un porte-voix, et répondit lui-même : « A merveille. » Et chacun continua sa route. Dans la matinée du 28, un bâtiment de 74 fut signalé; mais il n'aperçut pas *l'Inconstant*. Ce fut le dernier accident. On découvrit enfin les côtes de Noli; à midi on était près d'Antibes. « France! France! » criaient avec enthousiasme les soldats de la garde. Napoléon fit appeler tous les fourriers des compagnies, et leur dicta plusieurs proclamations destinées au peuple et à l'armée. Officiers, soldats, marins, tous ceux qui savaient écrire, se mirent aussitôt à multiplier les copies. Le 1er mars, à trois heures, la flottille entrait dans le golfe Juan.

A la vue de la terre chérie, le cœur battit violemment à tous ces braves des Pyramides, de Marengo et d'Austerlitz. Un saint respect, mêlé d'une crainte indéfinissable, s'empare de leur esprit; car c'est presque en ennemis qu'ils fouleront le sol natal. Le site qui s'offrait à eux était merveilleusement disposé pour remplir leur ame de graves pensées. Derrière de riantes collines boisées de pins, au-dessus des bouquets d'oliviers et des blanches bastides jetées çà et là, s'élevaient d'immenses rochers nus et taillés à pic, contrastant avec

la courbe gracieuse de la plage. Puis, au-dessus, se confondant avec les nuages, les Alpes maritimes étendaient le rideau de leurs neiges éternelles, grandes, sublimes, majestueuses, pleines de terreurs, comme l'existence du capitaine dont elles avaient vu les premiers exploits. Napoléon avait commencé aux pieds des Alpes sa carrière militaire; c'est aux pieds des Alpes qu'il va essayer de renouer la chaîne brisée de ses victoires.

Le débarquement fut terminé à quatre heures et demie du soir. Les quatre cents hommes de la vieille garde, les deux cents fantassins, les cent chevau-légers, le bataillon des flanqueurs se rangèrent en bataille sur le rivage, après avoir arboré le drapeau et la cocarde tricolores. Les bombardes *l'Étoile* et *la Caroline*, et les quatre felouques prenaient le large, lorsque Napoléon quitta le brick *l'Inconstant*. La mer était houleuse, et les flots semblaient se jouer de la frêle embarcation qui portait le sort de l'Europe. Cependant la barque, conduite par quatre vigoureux rameurs, s'avançait rapidement vers la plage, et Napoléon, debout au milieu des généraux, étendait les bras vers la terre, comme pour prendre possession de son empire (8).

C'en était fait de la destinée de la France et de Napoléon. Une ère nouvelle de périls, de gloire, de luttes, de laborieux travail, s'ouvrait. Le repos ou le malheur était-il au bout? Des plages du golfe Juan une poignée de soldats allait marcher sur Paris, précédée par un nom, par une renommée, par un symbole de gloire, à travers des populations soumises depuis une année à des maîtres nouveaux. Le mince ruisseau, en descendant des montagnes, recevra-t-il assez de tributs pour se transformer en un fleuve majestueux et irrésistible; ou se perdra-t-il dans quelque profond ravin pour ne plus reparaître?

La marche de Napoléon sur Paris commença par un échec. Un capitaine de la garde était débarqué avec vingt-cinq hommes, avant les troupes, afin de s'assurer de la côte. Le petit

détachement commit l'imprudence de se rendre à Antibes, pour soulever les six compagnies qui y tenaient garnison. A peine entrés dans la place, le pont-levis fut retiré, et l'officier commandant les retint prisonniers. C'était d'un mauvais augure. Mais Napoléon, qui avait son itinéraire tracé à l'avance et des indications précises sur l'esprit des régiments qu'on pourrait lui opposer sur sa route, ne s'en alarma point. Sans s'occuper davantage de l'incident, il donna l'ordre du départ.

Le bivouac avait été établi dans une prairie entourée d'oliviers. Il fut levé à onze heures du soir, et transporté aux portes de Cannes, dont l'avant-garde s'était emparée depuis deux heures. Le 2, à quatre heures du matin, on marchait sur Grasse, et le soir les troupes se reposaient au village de Céranon. Castellanne, Barême, Bédejon, Digne, Sisteron furent successivement occupés sans coup férir, et le 5 Napoléon entrait dans le chef-lieu des Hautes-Alpes. Le préfet, M. Harmand, et le général Loverdo avaient quitté la ville. De Cannes à Gap l'empereur n'avait rencontré aucune espèce de résistance; car nous n'avons pas à tenir compte des efforts inutiles de deux ou trois fonctionnaires dévoués aux Bourbons, qui essayèrent de fanatiser les populations.

Paysans, habitants des villes, se précipitaient avec enthousiasme au-devant de l'illustre aventurier. Dix mille hommes armés de fourches, de faux, de sabres et de vieux fusils, se seraient groupés déjà autour de lui, s'il l'avait voulu. A Saint-Bonnel on lui proposa de faire sonner le tocsin, de réunir tous les villageois et de former un bataillon sacré de paysans. Il refusa, et répondit aux délégués du peuple qui le pressaient d'adopter ce parti : « Vos sentiments me font con-
« naître que je ne me suis point trompé. Ils sont pour moi un
« sûr garant des sentiments de mes soldats : ceux que je ren-
« contrerai se rangeront de mon côté; plus ils seront, plus mon

« succès sera assuré. Restez donc tranquilles chez vous » (*).

Napoléon voulait triompher avec le seul élément militaire. Les promesses qu'il avait fait tenir par quelques agents aux patriotes, à la portion démocratique de la vaste opposition soulevée par le système royaliste, il craignait de les voir transformer par le peuple en impérieuses exigences, s'il déchaînait les forces révolutionnaires du pays. Aussi attend-il avec une fébrile impatience la rencontre des régiments qu'on enverra contre lui, afin de s'appuyer sur la base naturelle et accoutumée de sa popularité, qui est l'armée, et de se soustraire le plus tôt possible aux engagements qu'il a pris envers le parti libéral et républicain, et qu'il sera forcé plus d'une fois de renouveler dans sa marche. Le Napoléon de 1804 et de 1812 avait survécu, quoi qu'il en dît dans ses proclamations, au naufrage du régime impérial.

La route des montagnes que prenait Napoléon lui permettait d'échapper aux régiments commandés par Masséna, qui commandait pour le roi à Marseille, et sur lequel il ne comptait point. C'est de Gap à Grenoble qu'il devait se heurter contre l'armée. Il était temps d'adresser une proclamation aux soldats afin de les provoquer à une flagrante et prompte défection. Cette proclamation, la même qui avait été dictée à bord de *l'Inconstant*, fut imprimée à Gap dans la nuit du 5 au 6, et répandue aussitôt à profusion. Elle était datée du golfe Juan, 1er mars 1815.

« NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'Empire, empereur des Français, etc., etc.

(*) Nous avons consulté, pour les détails de l'embarquement, de la traversée de *l'Inconstant*, de la marche du golfe Juan sur Gap, *Une année de la vie de Napoléon* déjà citée, la Relation insérée dans le tome IV de l'ouvrage de Lallemand, et la relation officielle publiée dans le *Moniteur* du 23 mars, insérée dans les Pièces justificatives du *Mémoire pour servir à l'histoire de France*, en 1815; Paris, 1820

« A l'armée :

« *Soldats !* Nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur.

« Ceux que nous avons vus pendant vingt-cinq ans parcourir toute l'Europe pour nous susciter des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous dans les rangs des armées étrangères, en maudissant notre belle France, prétendraient-ils commander et enchaîner nos aigles, eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards? Souffrirons-nous qu'ils héritent du fruit de nos glorieux travaux? qu'ils s'emparent de nos honneurs, de nos biens, qu'ils calomnient notre gloire? Si leur règne durait, tout serait perdu, et même le souvenir de ces immortelles journées.

« Avec quel acharnement ils les dénaturent! ils cherchent à empoisonner ce que le monde admire; et s'il reste encore des défenseurs de notre gloire, c'est parmi ces mêmes ennemis que nous avons combattus sur le champ de bataille.

« Soldats! dans mon exil j'ai entendu votre voix; je suis arrivé à travers tous les obstacles et tous les périls.

« Votre général, appelé au trône par le choix du peuple, et élevé sur le pavois, vous est rendu : venez le joindre.

« Arrachez ces couleurs que la nation a proscrites, et qui, pendant vingt-cinq ans, servirent de ralliement à tous les ennemis de la France; arborez cette cocarde tricolore : vous la portiez dans nos grandes journées!

« Nous devons oublier que nous avons été les maîtres des nations; mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui prétendrait être maître chez nous? Qui en aurait le pouvoir? Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tudela, à Eckmülh, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à la Moscowa, à Lutzen,

à Vurtzchen, à Montmirail. Pensez-vous que cette poignée de Français, aujourd'hui si arrogants, puissent en soutenir la vue? Ils retourneront d'où ils viennent, et là, s'ils le veulent, ils règneront comme ils prétendent avoir régné depuis dix-neuf ans.

« Vos biens, vos rangs, votre gloire, les biens, les rangs et la gloire de vos enfants, n'ont pas de plus grands ennemis que ces princes que les étrangers nous ont imposés; ils sont les ennemis de notre gloire, puisque le récit de tant d'actions héroïques, qui ont illustré le peuple français combattant contre eux pour se soustraire à leur joug, est leur condamnation.

« Les vétérans des armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de la Grande Armée, sont humiliés; leurs honorables cicatrices sont flétries; leurs succès seraient des crimes, ces braves seraient des rebelles, si, comme le prétendent les ennemis du peuple, ses souverains légitimes étaient au milieu des armées étrangères. Les honneurs, les récompenses, les affections sont pour ceux qui les ont servis contre la patrie et nous.

« Soldats! venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef: son existence ne se compose que de la vôtre; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres; son intérêt, son honneur, sa gloire, ne sont autres que votre intérêt, votre honneur, votre gloire. La victoire marchera au pas de charge; l'aigle avec ses couleurs nationales volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame: alors vous pourrez montrer avec honneur vos cicatrices; alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait; vous serez les libérateurs de la patrie.

« Dans votre vieillesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront avec respect raconter vos hauts faits; vous pourrez dire avec orgueil: Et moi aussi je faisais partie de cette grande armée qui est entrée deux fois dans les murs de Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Madrid, de Moscou, qui a délivré Paris de la souillure que la trahison et la

présence de l'ennemi y ont empreinte. — Honneur à ces braves soldats, la gloire de la patrie! et honte éternelle aux Français criminels, dans quelque rang que la fortune les ait fait naître, qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger pour déchirer le sein de leur patrie! »

Une remarque doit être faite sur cette proclamation, à propos du titre d'empereur des Français employé dans la formule officielle qui la précède. Napoléon avait hésité longtemps avant de l'adopter. Se présenterait-il comme simple lieutenant-général des armées, en vertu de son premier acte d'abdication qui ouvrait la succession du trône à son jeune fils? ou reprendrait-il tous les pouvoirs souverains, y compris ceux de roi d'Italie, de médiateur de la Suisse, de protecteur de la confédération germanique? Il paraîtrait que la première idée de Napoléon fut pour la lieutenance-générale des armées, si nous en croyons quelques passages d'une relation des événements de 1815, où se trouve une proclamation au peuple français, signée : « Le lieutenant-général des armées de France, Napoléon. » Cette pièce fut envoyée par la poste à un imprimeur de Paris, le 14 mars, avec l'ordre de la faire tirer et répandre dans les régions officielles, à plusieurs milliers d'exemplaires (*). Mais un tiers-parti fut adopté, après mûre réflexion. Le titre d'empereur des Français fut seul employé. Le Protectorat ainsi que la Médiation et la royauté italienne furent supprimés, afin de donner au congrès de Vienne et à l'Europe un gage de paix et de modération. Par cette conduite, Napoléon indiquait qu'il acceptait les conditions territoriales faites aux Bourbons par le traité de Paris.

La seconde proclamation imprimée à Gap est adressée au

(*) Notes critiques et anecdotiques de M. Breton de La Martinière, accompagnant la Relation des événements qui se sont passés en France du 1er mars au 20 novembre 1815, par miss Helena Maria Williams; Paris, 1816.

peuple français. On y trouve quelques vagues engagements de réforme politique, une timide tendance vers le gouvernement représentatif.

« Golfe Juan, le 1er mars 1815.

« Au peuple français :

« La défection du duc de Castiglione livra Lyon sans défense à nos ennemis ; l'armée dont je lui avais confié le commandement était, par le nombre de ses bataillons, la bravoure et le patriotisme des troupes qui la composaient, à même de combattre le corps d'armée autrichien qui lui était opposé, et d'arriver sur les derrières du flanc gauche de l'armée ennemie qui menaçait Paris.

« Les victoires de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauxchamp, de Mormans, de Montereau, de Craonne, de Reims, d'Arcy-sur-Aube et de Saint-Dizier, l'insurrection des braves paysans de la Lorraine, de la Champagne, de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la Bourgogne, et la position que j'avais prise sur les derrières de l'armée ennemie en la séparant de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous ses équipages, l'avaient placée dans une situation désespérée. Les Français ne furent jamais sur le point d'être plus puissants, et l'élite de l'armée ennemie était perdue sans ressource ; elle eût trouvé son tombeau dans ces vastes contrées qu'elle avait si impitoyablement saccagées, lorsque la trahison du duc de Raguse livra la capitale et désorganisa l'armée. La conduite inattendue de ces deux généraux, qui trahirent à la fois leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, changea le destin de la guerre. La situation désastreuse de l'ennemi était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut lieu devant Paris, il était sans munitions par la séparation de ses parcs de réserve.

« Dans ces nouvelles et grandes circonstances, mon cœur fut déchiré, mais mon âme resta inébranlable. Je ne consultai que

l'intérêt de la patrie; je m'exilai sur un rocher au milieu des mers; ma vie vous était et devait encore vous être utile; je ne permis pas que le grand nombre de citoyens qui voulaient m'accompagner partageassent mon sort; je crus sentir leur présence utile à la France, et je n'emmenai avec moi qu'une poignée de braves, nécessaires à ma garde.

« Élevé au trône par votre choix, *tout ce qui a été fait sans vous est illégitime*. Depuis vingt-cinq ans la France a de nouveaux intérêts, de nouvelles institutions, une nouvelle gloire qui ne peuvent être garantis que par un gouvernement national et par une dynastie née dans ces nouvelles circonstances. Un prince qui régnerait sur vous, qui serait assis sur un trône par la force des mêmes armées qui ont ravagé notre territoire, chercherait en vain à s'étayer des principes du droit féodal, il ne pourrait assurer l'honneur et les droits que d'un petit nombre d'individus ennemis du peuple qui, depuis vingt-cinq ans, les a condamnés dans toutes nos assemblées nationales. Votre tranquillité intérieure et votre considération extérieure seraient perdues à jamais.

« *Français! dans mon exil, j'ai entendu vos plaintes et vos vœux* : vous réclamez ce gouvernement de votre choix qui seul est légitime. Vous accusiez mon long sommeil, vous me reprochiez de sacrifier à mon repos les intérêts de la patrie.

« J'ai traversé les mers au milieu des périls de toute espèce; j'arrive parmi vous reprendre mes droits qui sont les vôtres. Tout ce que des individus ont fait, écrit ou dit depuis la prise de Paris, je l'ignorerai toujours, cela n'influera en rien sur le souvenir que je conserve des services importants qu'ils ont rendus, car il est des événements d'une telle nature, qu'ils sont au-dessus de l'organisation humaine.

« Français! il n'est aucune nation, quelque petite qu'elle soit, qui n'ait eu le droit et ne se soit soustraite au déshonneur d'obéir à un prince imposé par un ennemi momentanément

victorieux. Lorsque Charles VII rentra à Paris et renversa le trône éphémère de Henri VI, il reconnut tenir son trône de la vaillance de ses braves et non d'un prince régent d'Angleterre.

« C'est aussi à vous seuls et aux braves de l'armée que je fais et ferai toujours gloire de tout devoir. »

Une dernière proclamation fut adressée par les généraux, officiers et soldats de la garde impériale, aux généraux, officiers et soldats de l'armée; et le 6 mars, à deux heures du matin, l'empereur quitta le chef-lieu du département des Hautes-Alpes pour aller coucher à Corps, dans le département de l'Isère. Cambronne s'avança jusqu'à la Mure, où il rencontra huit cents hommes dirigés par le chef de bataillon Lessac. Le général essaye de parlementer. Il n'avait avec lui que quarante grenadiers. Lessac défend toute communication; et, craignant que ses soldats ne se laissent entraîner à la vue des couleurs nationales, il recule de trois lieues et prend position derrière un fort ruisseau, dans un défilé. Ses troupes se composaient d'un bataillon du 5e, d'une compagnie de sapeurs et d'une compagnie de mineurs. Elles formaient l'avant-garde de la division de Grenoble. Napoléon s'inquiéta de l'attitude du petit corps; il comprenait que, quel qu'il fût, l'exemple donné par ce bataillon exercerait sur le reste de l'armée une prodigieuse contagion. S'inspirant de son génie, il accourut à la hâte sur les lieux, mit pied à terre, alla droit aux soldats de Lessac, suivi de sa garde portant l'arme sous le bras. Puis s'avançant vers eux en découvrant sa poitrine :

« Me voilà! me reconnaissez-vous? s'écrie-t-il. S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son empereur, il peut le faire! »

Ces paroles, dites avec simplicité, électrisent tous les cœurs. Un cri prolongé retentit : Vive l'empereur! Aussitôt les soldats du cinquième arrachent la cocarde blanche, foulent aux pieds la couleur des Bourbons, et l'on en voit plus

d'un tirer du fond de son shako la cocarde tricolore précieusement conservée pour le jour de la réhabilitation. Cette scène magique avait attiré un grand nombre de paysans; ils contemplaient avec un sentiment d'admiration mêlé de stupeur, l'homme historique, coiffé de ce même petit chapeau, vêtu de cette même redingote grise que l'armée et le peuple connaissaient depuis tant d'années. Les troupes se rangent en bataille et Napoléon les harangue :

« Je suis venu avec une poignée de braves, parce que je compte sur le peuple et sur vous. Le trône des Bourbons est illégitime, puisqu'il n'a pas été élevé par la nation. Il est contraire à la volonté nationale, parce qu'il est contraire aux intérêts de notre pays, et qu'il n'existe que dans l'intérêt de quelques familles. Demandez à vos pères, interrogez tous ces habitants qui arrivent ici des environs, vous apprendrez de leur propre bouche la véritable situation des choses. Ils sont menacés du retour des dîmes, des priviléges, des droits féodaux et de tous les abus dont vos succès les avaient délivrés! N'est-il pas vrai, paysans? » dit-il en se tournant vers la foule.

— Oui! oui! répondirent-ils tous.

Profitant de l'enthousiasme, Napoléon marche immédiatement sur Grenoble. L'occupation de cette ville était importante. Il s'y trouvait une garnison nombreuse, renforcée, à la nouvelle de l'arrivée de Napoléon, par les 7me et 11me régiments de ligne et par le 4me hussards. C'était toute une armée qu'on allait conquérir. Entre Vizile et Grenoble, à une lieue environ de l'ancienne capitale du Dauphiné, le 7me de ligne, conduit par son colonel, le jeune Labédoyère, vient se réunir à l'empereur. Labédoyère fut le premier officier supérieur qui donna le signal de la défection. Il était animé, d'ailleurs, des intentions les plus pures, des sentiments les plus généreux, et le discours qu'il tint à Napoléon fut une sorte de déclaration de principes destinée à peser sur les actes ultérieurs du gouvernement impérial.

« Sire, dit Labédoyère, les Français vont tout faire pour Votre Majesté, mais il faut aussi que Votre Majesté fasse tout pour eux. Plus d'ambition, plus de despotisme : nous voulons être libres et heureux. Il faut abjurer, Sire, le système de conquête et de puissance qui a fait le malheur de la France et le vôtre. »

Napoléon, un peu embarrassé de ce rude langage, répondit :

« Si je réussis, je ferai tout ce qu'il faudra pour remplir l'attente de la nation. Son bonheur m'est plus cher que le mien. C'est pour la rendre libre et heureuse que je me suis jeté dans une entreprise qui pourrait ne pas avoir de succès et me coûter la vie; mais nous aurions eu la consolation de mourir sur le sol de la patrie. »

Cet épisode de l'expédition de l'île d'Elbe ne fut point inséré dans le compte rendu officiel publié par le *Moniteur*.

L'armée de Napoléon, forte de trois mille hommes, arriva le 6 au soir sous les murs de Grenoble. Le général Marchand, qui commandait la division, était décidé à soutenir un siége. Les remparts étaient garnis par le 3e régiment du génie, le 4e d'artillerie, le 4e de hussards, le 11e de ligne et deux bataillons du 5e. D'abord la garnison parut se prêter, au moins par son silence, aux intentions du commandant; mais lorsqu'elle vit la vieille garde défiler l'arme au bras sous les murs de la ville, en poussant les cris de : Vive l'Empereur! Vive Grenoble! lorsque toute la population se porta sur les terre-pleins, en faisant entendre les mêmes acclamations; lorsque les soldats apprirent que le préfet et le général s'étaient enfuis, frappés de terreur par les dispositions populaires, l'élan devint électrique, la glace fut rompue. Et comme on ne trouvait pas les clefs des portes de la ville, elles furent enfoncées à coups de hache. Napoléon fait son entrée à dix heures du soir; il se loge à l'hôtel des Trois Dauphins, tenu par un ancien chasseur de la garde.

Les Bourbons furent détrônés de fait, dès l'arrivée de l'empereur à Grenoble. Prompt comme la foudre, le bruit de l'arrivée du proscrit s'était répandu des Alpes à l'Océan. A partir de ce moment, comme nous allons le voir dans le chapitre qui suit, un mouvement inénarrable commence dans toute la France, une sorte de reflux politique et social. Toutes les idées, toutes les forces vitales de la nation, qui s'étaient peu à peu retirées du gouvernement de la restauration, depuis l'octroi de la Charte, vinrent une à une se précipiter au-devant de Napoléon, comme les vagues accumulées se précipitent sur les hautes plages. Un point de ralliement, un centre d'action étaient donnés aux mécontentements du peuple. Ce n'est pas que notre pays eût oublié le régime liberticide de 1804; ce n'est point qu'il se fît illusion sur les attentats commis contre ses droits dans les beaux jours de l'empire, et qu'il fût disposé à s'abandonner de nouveau aux caprices du soldat couronné. Mais de sa haine contre les émigrés, se forma son amour pour l'homme qui lui offrait de le délivrer du joug.

CHAPITRE XXI.

La nouvelle du débarquement arrive à Paris. — Les Chambres sont convoquées extraordinairement. — Napoléon est mis hors la loi. — Complot militaire. — Napoléon entre dans la ville de Lyon. — Déclaration du Congrès de Vienne. — Marche sur Paris. — Le roi se décide à quitter Paris. — Journée du 20 mars. — L'empereur aux Tuileries. — Formation du nouveau gouvernement. — Tentatives d'insurrection à Bordeaux et dans le midi. — Tendances démocratiques bien vite oubliées. — Lettre aux souverains. — Les folies de Murat. — Préparatifs de guerre. — Acte additionnel aux constitutions de l'empire.

MARS. — AVRIL 1815.

La révolution gronde déjà dans Paris. La nouvelle du débarquement de Napoléon est arrivée le 5 mars. Les ministres considèrent d'abord cet événement comme un acte de folie. Louis XVIII l'envisage d'une manière plus sérieuse. Il sent le trône chanceler sous lui. Les baïonnettes étrangères sont parties; et les sympathies du soldat français, il le sait de reste, ne sont point acquises à sa dynastie. Le roi insiste pour qu'on prenne des mesures énergiques et immédiates. En conséquence le comte d'Artois et le duc d'Orléans partent pour Lyon, afin de se mettre à la tête des gardes nationales et d'arrêter les défections de l'armée. Le duc d'Orléans accepte cette mission avec un empressement affecté; il veut qu'on lui pardonne le zèle

imprudent de quelques amis, qui sont venus lui proposer de pactiser avec les ennemis de la branche aînée et de profiter de la première émotion pour se faire proclamer roi des Français. Le duc d'Orléans, à ce qu'il paraît, n'était pas mûr pour le trône à cette époque, ou plutôt son courage et sa hardiesse n'étaient point encore au niveau de son ambition bien connue; car il s'empressa d'avertir Louis XVIII de cette proposition. Quelques-uns affirment même qu'il donna des noms et se fit le délateur de ses propres séides. La chose est restée douteuse. Le duc d'Angoulême fut désigné par le roi pour prendre le commandement des troupes des départements méridionaux placées sous les ordres de Masséna, Marchand et Mouton-Duvernet.

Les Chambres ayant été convoquées le 6 mars, les pairs et les députés absents de Paris sont invités à se rendre au lieu ordinaire des séances, aussitôt qu'ils auront connaissance de la proclamation royale. En même temps paraît une ordonnance, prescrivant des mesures de sûreté générale. Dans cette pièce, Napoléon est déclaré traître et rebelle, pour s'être introduit à main armée dans le département du Var. Il est enjoint à tous les gouverneurs, commandants de la force armée, gardes nationales, autorités civiles, et même aux simples citoyens, de lui courir sus, de l'arrêter et de le traduire incontinent devant un conseil de guerre qui, après avoir reconnu l'identité, prononcera contre lui l'application des peines portées par la loi.

Les nombreux partisans que Napoléon comptait à Paris s'effrayèrent peu de cette mise hors la loi; ils attendirent avec confiance les nouvelles ultérieures de la marche de l'empereur. Les principaux se réunissaient dans les salons de la reine Hortense. Dans le cercle intime de la fille de Joséphine, on était instruit par des messages secrets des moindres détails de l'événement, et l'on savait à quoi s'en tenir sur la jactance des royalistes qui répandaient mille bruits absurdes. A croire ceux-ci,

Bonaparte ne méritait pas le déploiement extraordinaire des forces qui se portaient contre lui. Partout les troupes recevaient ses bandes avec horreur. En butte au juste mépris des hommes, elles se cachaient dans les ravins, manquant de tout; et déjà la défection les divisait et les dispersait.

Que les royalistes affectassent une sécurité qui n'était pas dans leur esprit, il n'y avait là rien que d'ordinaire et de logique. Mais qu'ils crussent sincèrement à leur force, à l'impuissance de Napoléon, c'était le comble de l'aveuglement. Et les témoignages contemporains sont là, pour nous prouver que les royalistes furent de bonne foi en cette occasion. Les signes de leur déconfiture se multipliaient cependant de tous côtés. L'orage ne s'accumulait pas seulement dans les montagnes du Dauphiné, mais encore dans les départements du nord, où s'organisait une conspiration militaire tout à fait indépendante de l'expédition de l'île d'Elbe. Le général Lefebvre-Desnouettes, commandant les chasseurs à cheval de l'ex-garde impériale, les généraux Lallemand, Drouet d'Erlon et Davoust, avaient préparé dans les premiers jours de février une prise d'armes. Il s'agissait d'enlever toutes les garnisons de nos places de guerre, de les faire marcher sur Paris, d'imposer à Louis XVIII les conditions d'un régime plus libéral, l'éloignement de ses conseillers réactionnaires et le choix de nouveaux ministres pris dans le parti napoléonien ou libéral. En cas de refus, on conduisait Louis XVIII à la frontière, sous l'escorte d'un régiment de chasseurs, et l'on *forçait* le duc d'Orléans à monter sur le trône. Dans tous les cas, après avoir renversé un système odieux, on eût pris conseil des événements (*). Cette conspiration, dite du Nord, échoua par quelques circonstances fortuites; mais elle dévoilait bien l'esprit de l'armée, et montrait combien peu la dynastie pouvait s'appuyer sur elle. Au moment d'agir, Davoust

(*) Mémoires de Lafayette.

s'était retiré du complot. Lefebvre-Desnouettes, Drouet d'Erlon et les frères Lallemand persistèrent. Plusieurs régiments se mirent en marche sous la conduite de ces généraux, par des chemins de traverse, afin d'opérer leur jonction aux lieux désignés. L'arrivée inopinée du maréchal Mortier à Lille, dérangea les combinaisons et déjoua toutes les mesures prises par Drouet. Les frères Lallemand, comptant sur l'appui de ce dernier, essayèrent de soulever les batteries d'artillerie de La Fère. Le général qui commandait cette place leur opposa une énergique résistance, et ils durent prendre la fuite. Lefèbvre-Desnouettes arriva seul à Compiègne, avec les chasseurs; il attendit vainement ses complices, et fut forcé d'abandonner la partie.

Ainsi, tout était conjuré contre les Bourbons : le peuple, l'armée et leur propre aveuglement. Le peuple n'avait qu'une voix pour saluer l'arrivée de l'empereur. Précédé par une forte avant-garde, Napoléon avait quitté Grenoble et s'avançait sur Lyon. Le 9 mars, il couchait à Bourgoin, après s'être arrêté plusieurs heures à Brives. A le voir traîné dans une calèche allant au pas, entouré seulement de quelques grenadiers de la garde, toujours suivi d'une foule de paysans qui l'accompagnaient d'un village à l'autre : on eût plutôt dit un souverain visitant ses États, qu'un prince déchu marchant à la conquête de son trône contre un compétiteur disposant de cent mille baïonnettes. Le 10, au matin, l'avant-garde de l'empereur était en vue de Lyon. Dix mille hommes de troupes de ligne, et quinze mille gardes nationaux, environ, étaient réunis dans cette place. Le comte d'Artois et le duc d'Orléans essayèrent en vain de provoquer leur enthousiasme. Quelques préparatifs de défense avaient été faits. On voulait couper le pont de la Guillotière et le pont Morand. Mais bientôt l'attitude de la garnison et de la presque totalité des habitants fit renoncer les princes à toute pensée belliqueuse. Une revue passée par le comte d'Artois, ne laisse aucun doute dans son esprit. Les soldats murmurent, en entendant quel-

ques officiers d'état-major pousser le cri de vive le roi. Le frère de Louis XVIII, s'approchant près d'un dragon du treizième régiment, lui dit : « Allons, mon camarade, crie donc « vive le roi! » — Non Monsieur, lui répond le cavalier; au« cun soldat ne combattra contre son père; je ne puis vous « répondre qu'en criant : vive l'empereur! » Macdonald ne fut pas plus heureux dans ses tentatives, et ses régiments à qui il ordonna de marcher, refusèrent de lui obéir. Princes et généraux s'éloignèrent à la hâte, abandonnant la ville à elle-même.

Quand Napoléon sut que le duc d'Orléans et le comte d'Artois voulaient lui disputer l'entrée de Lyon, il commanda au général Bertrand de réunir des bateaux à Mirbel, dans l'intention de passer le Rhône sur ce point, dans la nuit du 10 au 11, et de prendre la ville à revers par la route de Mâcon. Mais cette manœuvre était inutile. A quatre heures, une reconnaissance du 4[me] hussards ayant poussé jusqu'à la Guillotière, est reçue par la population du faubourg, et l'on apprend le départ des princes. Le passage de Mirbel est contremandé. Napoléon se porte au galop sur Lyon, où il fait son entrée à neuf heures du soir, entouré d'une foule immense. On dit que l'empereur, ému jusqu'aux larmes de l'ivresse qu'inspirait sa présence, ne put que répéter au peuple qui le pressait, ces mots qui volèrent aussitôt de bouche en bouche : « Lyonnais, « je vous aime! » La ville entière était remuée de fond en comble, par cet événement extraordinaire et gigantesque. Ah! plût au ciel que cette soirée féerique eût pour toujours et sincèrement réconcilié Napoléon avec les principes démocratiques! Plût au ciel qu'un souvenir profond et incessant de cette sainte communion avec l'élément populaire, l'eût accompagné jusqu'à Paris, jusque dans le palais des Tuileries, jusqu'au milieu de cette meute de courtisans et d'intrigants de toute sorte, qui devaient le perdre une seconde fois!

Le 11, une grande revue fut passée par l'empereur; immédiatement après, le général Brayer avec une forte avant-garde se mit en marche pour s'avancer sur la capitale. Toutes les autorités vinrent complimenter Napoléon, et dans quelques-unes de ces réceptions officielles, il donna le programme de la politique nouvelle qu'il entendait inaugurer dès son arrivée à Paris. Il était si proche, en ce moment, du foyer démocratique, de telles émanations lui arrivaient du cœur du peuple, que ses paroles s'en ressentaient un peu, et que ses instincts s'en trouvaient pour ainsi dire bouleversés et régénérés.

« J'ai été entraîné, disait-il, par la force des événements, dans une fausse route; mais instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, si naturel aux Français, qui a eu pour la France et pour moi de si funestes résultats! Je me suis trompé, en croyant que le siècle était venu de rendre la France le chef-lieu d'un grand empire. J'ai renoncé pour toujours à cette haute entreprise : nous avons assez de gloire. Il faut nous reposer..... En mettant le pied sur notre chère France, j'ai fait le vœu de la rendre libre et heureuse : je ne lui apporte que des bienfaits. *Je reviens pour protéger et défendre les intérêts que notre révolution a faits naître;* je reviens pour concourir avec les représentants de la nation à la formation d'un pacte de famille qui consacrera à jamais la liberté et les droits de tous les Français. Je mettrai désormais mon ambition et ma gloire à faire le bonheur de ce grand peuple duquel je tiens tout. Je ne veux point, comme Louis XVIII, vous octroyer une charte révocable. Je veux vous donner une Constitution inviolable, et qu'elle soit l'ouvrage du peuple et de moi. » Il dit encore : « Je sais que les idées libérales ont repris le terrain que j'avais fait gagner au pouvoir. Je ne chercherai point à le reprendre : il ne faut jamais lutter contre une nation. C'est le pot de terre contre le pot de fer. Je donnerai à la France des garanties. Je ne lui ai point épargné la gloire. Je ne lui épargnerai point la liberté. »

Ainsi parlait Napoléon, dans cette *campagne morale* du mois de mars 1815. Et nous ne saurions trop insister pour que l'esprit du lecteur s'arrête avec complaisance sur ces détails. Plus d'ambition, plus d'égoïsme magnifique, mais l'amour sincère du peuple; plus de gloire exagérée, plus d'ivresse guerrière, plus de gouvernement personnel, mais le règne des libertés publiques, les garanties d'une Constitution inviolable. Une ligne profonde de démarcation sépare les deux avénements de Napoléon au pouvoir. Le premier de ces avénements est étayé sur la gloire, sur l'admiration de la France, sur le besoin qu'elle a de stabilité et de repos intérieur; le second est provoqué par une soif ardente de libertés, par le besoin qu'elle sent de reconstituer les intérêts issus de la révolution. Et c'est parce que Napoléon accepte, développe et souscrit un tel programme, c'est parce qu'il s'offre comme le représentant de ces intérêts, comme le restaurateur de ces libertés; c'est uniquement pour cela qu'il s'avance sans danger au milieu des populations : dissipant et chassant devant lui toutes ces méphitiques vapeurs de l'émigration qui obscurcissaient notre beau ciel.

Le triomphe de l'empereur est la flagrante condamnation de l'empire; le succès de Napoléon, la déchéance vivante des idées napoléoniennes. Il l'a dit lui-même : Je me suis trompé pendant quinze ans; et je reviens parmi vous, pour reprendre mon œuvre à contre-partie.

Tout est de voir, maintenant, si l'action suivra la promesse; et, en admettant que la promesse soit sincère, si le pouvoir est là où se trouve le vouloir.

Napoléon marqua son séjour à Lyon par quelques décrets importants, publiés plus tard dans le *Moniteur*. Un premier décret abolit la noblesse ancienne, remet en vigueur les lois de l'Assemblée constituante sur cet objet, supprime les titres féodaux. Mais dans ce même décret, comme un retour à ses anciens errements,

Napoléon maintient les titres qu'il a lui-même accordés, et se réserve d'en donner de nouveaux, comme récompense nationale. Un second déclare les deux Chambres dissoutes, et prescrit aux membres convoqués et arrivés à Paris, conformément à l'ordonnance de Louis XVIII, de retourner dans leurs départements. Les colléges électoraux des départements se réuniront à Paris, au mois de mai prochain, en *grande Assemblée extraordinaire du Champ de Mai*, afin de prendre les mesures convenables pour corriger et modifier les Constitutions de l'empire, et en même temps, ajoute le décret, « pour assister « au couronnement de l'impératrice, notre très-chère et bien-« aimée épouse, et à celui de notre très-cher et bien-aimé fils. »

Au moment même où Napoléon signait ces décrets, et disposait de plus de trente mille hommes de troupes, sans compter les gardes nationales, les ministres des Bourbons entretenaient les Parisiens d'illusions et de contes absurdes. A défaut de succès réels contre Bonaparte, ils en imaginaient de fictifs, et se consolaient stupidement de leur chute par d'officiels mensonges. « Bonaparte, disaient leurs journaux, a été battu en avant de « Lyon par les gardes nationales réunies aux troupes de ligne. « Sans moyens de défense, la désertion s'est mise dans sa bande. » Quand ils ne purent plus céler la nouvelle des événements, ils publièrent que toutes les mesures étaient prises pour arrêter l'ennemi entre Lyon et Paris. Diverses ordonnances parurent en même temps, déclarant les conseils-généraux en permanence pour l'exécution de toutes les mesures prescrites par le salut public, et frappant de la peine de mort les embaucheurs, les déserteurs, les provocateurs à la rebellion, soit par écrit ou autrement. Déjà le parti royaliste avait essayé de faire taire le mécontentement des troupes et de se les rattacher, en rappelant sous les drapeaux, par une ordonnance du 9, les militaires en semestre ou en congé illimité, officiers, sous-officiers et soldats de toute arme. Ce sont des recrues pour Napoléon.

Ces expédients étaient, les uns impuissants pour arrêter la marche des événements, les autres favorables à leur explosion. Un fait plus important et qui renfermait, à lui seul, l'avenir de la France, de l'Europe, des Bourbons et de toutes les aristocraties, se passait à Vienne, au sein de ce congrès dont nous avons dit les intrigues et les embarras. Vers la fin de janvier, le congrès avait résolu, dans une séance secrète, de transporter Napoléon à Sainte-Hélène. La Sainte-Alliance ne demandait plus qu'une chose : que Napoléon lui fournît le prétexte de briser le traité de Fontainebleau. On crut tenir un instant ce prétexte, et grande fut la joie de tous les diplomates. La nouvelle du départ de l'île d'Elbe arriva à Vienne par un courrier expédié de Florence; lord Burghess, ambassadeur de la Grande-Bretagne auprès de la cour toscane, l'avait reçue du consul de Livourne. Les détails manquaient. M. de Metternich et les souverains pensèrent d'abord que Napoléon voulait se rendre aux États-Unis ou à Naples auprès de Murat. La Méditerranée était croisée en tous sens par des navires anglais; on ne douta pas de la capture du fugitif. Vienne resta cinq jours sans courriers. Les fêtes, les intrigues, un instant interrompues, avaient repris leur cours. Le 10 mars, il y avait bal chez M. de Metternich, lorsque au milieu d'un quadrille, la nouvelle se répand du débarquement à Cannes, de la marche sur Grenoble. Ce fut un coup de théâtre. Frédéric-Guillaume, Alexandre, François, le duc de Wellington, M. de Metternich, rois, empereurs, et princes se dispersent aussitôt. La foule se retire peu à peu, dans une agitation extraordinaire. Les armées françaises eussent bivouaqué sur le bord du Danube, au Prater, que la panique et la stupeur n'eussent pas été plus grandes.

Le congrès se réunit immédiatement. Qu'allait-il en sortir? Une déclaration de guerre contre Napoléon, d'une guerre d'extermination, sans trêve ni cesse. Ce fut M. de Talleyrand qui poussa les souverains à l'acte que nous allons enregistrer. Il mit

tous ses efforts à hâter la déclaration du congrès. Plus tard, il a cherché à colorer sa conduite d'un noble sentiment de patriotisme. Si l'on en croit les confidences ultérieures de M. de Talleyrand, il craignait que la Sainte-Alliance, en apprenant les succès de Bonaparte, la complicité de l'armée et du peuple français dans son entreprise, ne confondît dans une même haine, dans une même action répressive, l'empereur et le pays, et n'arrivât au partage de nos provinces, à l'anéantissement complet de notre puissance et de notre individualité nationale. Tels seraient les motifs qui auraient porté l'ennemi de Napoléon à faire décréter contre lui, par l'Europe, une mise hors la loi, dans laquelle se trouvait en même temps la promesse formelle de maintenir intact le traité de Paris du 30 mai 1814.

Nous attribuerons à d'autres sentiments la conduite du plénipotentiaire de Louis XVIII. M. de Talleyrand connaissait les Bourbons, et mieux que personne la fragilité de son œuvre de 1814. Il devinait, et l'événement justifia sa prévision, que les protégés de la Sainte-Alliance, sans racines dans le pays, se laisseraient balayer comme un bois mort par l'ouragan révolutionnaire, et que Napoléon remonterait en quelques jours au faîte du pouvoir. Et alors, que feraient les souverains quand Napoléon viendrait leur dire : « Vous vous êtes trompés, lors-vous avez cru que la France sympathisait avec vos princes. La France n'en veut plus. Et si vous tenez au repos du monde, à la paix ; si vous voulez que la grande nation, sous un joug qui lui pèse, ne demeure pas comme un cratère plein de menaces, toujours prêt à faire explosion au milieu de l'Europe, traitez avec moi qui vous garantis le repos. » Voilà pourquoi M. de Talleyrand se hâta d'arracher au congrès un engagement solennel, un pacte à outrance, avant que fût révélé à l'empereur Alexandre la profonde impopularité de la dynastie.

Ce pacte fut signé le 13 mars. Il est connu sous le nom de *Déclaration de Vienne.*

« Les puissances qui ont signé le traité de paix de Paris, réunies au congrès de Vienne, informées de l'évasion de Napoléon et de son entrée à main armée en France, doivent à leur propre dignité et à l'intérêt de l'ordre social, une déclaration solennelle des sentiments que cet événement leur a fait éprouver.

« En rompant les conventions qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Bonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée. En reparaissant en France avec des projets de trouble et de bouleversement, il s'est privé lui-même de la protection des lois, et a manifesté à la face de l'univers qu'il ne saurait y avoir ni paix ni trêve avec lui.

« Les puissances déclarent, en conséquence, que Napoléon s'est placé hors des relations civiles et sociales, et que, comme ennemi et perturbateur du repos du monde, il s'est livré à la vindicte publique.

« Elles déclarent en même temps que, fermement résolues de maintenir le traité de Paris du 30 mai 1814, et les dispositions mentionnées par ce traité, et toutes celles qu'elles ont arrêtées ou arrêteront encore pour le compléter et le consolider, elles emploieront tous leurs moyens et réuniront tous leurs efforts pour que la paix générale, objet des vœux de l'Europe, et but constant de leurs travaux, ne soit pas troublée de nouveau, et pour la garantir de tout attentat qui menacerait de replonger les peuples dans les désordres et les malheurs des révolutions.

« Et, *quoique intimement persuadés que la France entière se ralliera autour de son souverain légitime*, et fera incessamment rentrer dans le néant cette dernière tentative d'un délire criminel et impuissant, tous les souverains de l'Europe, animés des mêmes sentiments et guidés par les mêmes principes, déclarent que si, contre tout calcul, il pouvait résulter de ces mêmes événements un danger quelconque, ils seraient prêts à donner au roi de France et à la nation française ou à tout autre gouvernement attaqué, dès que la demande en serait formée,

les secours nécessaires pour rétablir la tranquillité publique, et à faire cause commune contre tous ceux qui entreprendraient de la compromettre.

« La présente déclaration, insérée au protocole du congrès réuni à Vienne, dans sa séance du 13 mars, sera rendue publique. »

La France ne se ralliait pas autour de son souverain *légitime*. Comme un seul homme, elle continuait d'accourir au-devant de Napoléon. Le 13 mars, l'empereur quittait la ville de Lyon et prenait la route de Châlons-sur-Saône et d'Auxerre. Il s'avançait ainsi sur la capitale où siégeait encore tout entier le gouvernement de la restauration; il était plein de confiance et de sécurité, comptant sur le peuple, sur l'armée, sur ceux dont il savait le patriotisme ou le dévouement, aussi bien que sur certains personnages qui juraient encore en ce moment amour et fidélité aux Bourbons, et se préparaient à les abandonner. Le 18, Napoléon arrivait à Auxerre, où il fut rejoint par le maréchal Ney. Le prince de la Moscowa, comme Soult, comme Macdonald, comme Marmont, comme tant d'autres généraux, qui oublièrent leur origine et se mirent platement à la suite des chevaliers de Coblentz, s'était laissé entraîner un instant par les circonstances, et, dans un moment d'oubli, il avait promis à Louis XVIII de marcher contre « l'usurpateur » et de le ramener dans une cage. Le roi comptait beaucoup sur ce brave général, qui exerçait une grande influence sur l'esprit du soldat. Ney, à la tête d'un corps d'armée, se dirige sur la route de Lyon. Mais l'empereur connaît le cœur du héros de la retraite de Russie; ses dispositions hostiles ne l'inquiètent pas, et il lu écrit simplement :

« Mon cousin, mon major-général vous expédie l'ordre de marche. Je ne doute pas qu'au moment où vous avez appris mon arrivée à Lyon, vous n'ayez fait reprendre à vos troupes le drapeau tricolore. Exécutez les ordres de Bertrand et venez me

rejoindre à Châlons. Je vous recevrai comme le lendemain de la bataille de la Moskowa. »

Ney répond à cette lettre par un ordre du jour, où il proclame la déchéance des Bourbons. Il annonce à son armée qu'il va la réunir aux phalanges immortelles que Napoléon conduit à Paris. Cette nouvelle défection frappe de mort la cause des royalistes. La capitale est ouverte à l'empereur. Les troupes qui restaient à Marmont étaient tout au plus suffisantes pour protéger la personne de Louis XVIII en cas d'une fuite, que l'on prévoyait déjà; et encore l'on ne pouvait guère se fier qu'à la maison du roi, mousquetaires gris, rouges, noirs, cent-suisses, gardes de la porte, où s'étaient enrôlés une foule de jeunes gens de famille qui n'avaient jamais vu le feu et n'étaient bons que pour la parade.

Depuis le 9 la Chambre des Pairs et la Chambre des Députés tenaient séance. Elles s'occupaient principalement de l'armée, et cherchaient par des mesures intelligentes, mais trop tardives, à donner satisfaction aux justes plaintes que les officiers et sous-officiers à la demi-solde faisaient entendre depuis près d'un an. On essaya d'agir sur l'opinion publique par une grande solennité parlementaire et par une revue de la garde nationale. Une séance royale, les deux Chambres réunies, eut lieu le 16. Louis XVIII parut, entouré de tous les princes, y compris le duc d'Orléans, des dignitaires de la couronne, des maréchaux de France, des inspecteurs-généraux de l'armée, des grands cordons des ordres, des officiers supérieurs de terre et de mer. Les constitutionnels, les patriotes, les journaux de l'opposition, avaient souvent imputé au comte d'Artois et à la camarilla des projets contre la Charte, des manœuvres tendant à ravir au pays le peu de liberté qu'il devait aux Bourbons. Une feuille anglaise avait même publié le manifeste d'une sorte de ligue formée par les royalistes purs, contre le pacte fondamental de la restauration. La séance royale du 16 fut des-

tinée évidemment à calmer toutes ces craintes, à dissiper ces bruits. On entendit Louis XVIII faire serment de maintenir la Charte, et le comte d'Artois s'écrier, en se tournant vers l'assemblée : « Nous jurons sur l'honneur de vivre et de mourir fidèles à notre roi et à la Charte constitutionnelle qui assure le bonheur des Français. » Des vivats retentirent à ces mots. Le roi présenta la main à son héritier qui, feignant une émotion profonde, se jeta dans ses bras et l'étreignit avec force. Le pays légal fut électrisé par cette scène. La salle se remplit de cris, d'applaudissements, de bravos. On se promit mutuellement de mourir, s'il le fallait, sur les marches du trône; quelques-uns même versèrent des larmes. Mais la sensibilité ne prouve rien en politique; et les peuples mûrs pour une révolution ne se laissent pas prendre à ces spectacles d'attendrissement.

La séance royale terminée, les députés rentrèrent en séance ordinaire. Le président, M. Lainé, l'homme de Bordeaux, prononça un long discours qu'il termina en proposant une adresse au roi, pour exprimer à Sa Majesté les sentiments de ses fidèles sujets et les vœux de la France. La motion fut adoptée; la Chambre des Pairs, de son côté, vota une adresse semblable.

Ce qui se passait dans les rues, sur les places de Paris, était-il en rapport avec tout ce fracas de dévouement officiel? Nullement. Le jour même de la séance royale, la municipalité parodia une des magnifiques scènes de la révolution : l'enrôlement volontaire. La patrie fut proclamée en danger, et des placards invitèrent les citoyens à prendre les armes. Les légions de la garde nationale furent passées en revue et montrèrent une froideur désespérante. On put à peine former deux compagnies de volontaires, et encore, sur deux cents enrôlements, les bas étages de la police en fournirent-ils au moins la moitié. Il fallut recourir aux grands moyens, et les royalites firent un

appel direct aux patriotes, en rattachant, dans une résolution votée par la Chambre des Députés, la restauration aux traditions de 1789, et la Charte octroyée aux constitutions de 1791, de l'an III et de l'an VIII. Voici cette pièce importante qui prouve la détresse du parti royaliste. Ce parti se montra, dans cette crise, ce qu'il s'est vingt fois montré depuis : aimant les libertés publiques et en parlant beaucoup.... dès que le pouvoir lui est échappé et que le pays le repousse.

« La Chambre des Députés,

« Considérant..... que la nation française s'était levée en masse, en 1789, pour reconquérir, de concert avec le roi, les droits naturels et imprescriptibles qui appartiennent à tous les peuples; que la jouissance lui en est assurée par les Constitutions qu'elle a librement acceptées en 1791, en l'an III et l'an VIII; que la Charte constitutionnelle de 1814 n'est que le développement des principes sur lesquels ces constitutions étaient basées, et son application au système qui s'est établi à cette époque..... Considérant que le serment prêté il y a deux jours par Louis XVIII et par son auguste frère, de maintenir inviolablement la Charte constitutionnelle, assure à la nation la jouissance pleine et entière de ses droits, et fait cesser toutes les craintes qu'on aurait pour l'avenir..... Considérant que lorsque la patrie est en danger, tous les citoyens se doivent à sa défense... »

Suivent diverses résolutions déclarant la guerre contre Bonaparte, guerre nationale; appelant tous les Français sous les armes, et donnant une médaille aux militaires et citoyens qui auront combattu pour la patrie, le roi et la liberté publique. Mais la plus curieuse de ces résolutions est celle aux termes de laquelle « tous discours tenus dans les réunions ou lieux publics, tous placards ou autres écrits qui auraient pour objet de porter atteinte à l'irrévocabilité que la Charte constitutionnelle garantit pour la vente des biens nationaux, ou d'inspirer

des craintes et des inquiétudes aux acquéreurs et possesseurs de ces biens, ou enfin de provoquer le rétablissement des droits féodaux, de la dîme et des rentes seigneuriales, seront considérés comme attentats ou complots tendant à exciter la guerre civile entre les citoyens..... »

Dans cette marche si accidentée des peuples, vers la vérité démocratique, vers le règne souverain de la liberté et de l'égalité, voilà encore un jalon planté sur la route par les ennemis mêmes du progrès politique et social. Une puissance supérieure, la nécessité, arrache en même temps aux deux compétiteurs du trône, à Napoléon et à Louis XVIII, un hommage involontaire, forcé, à l'idée moderne. Et maintenant, que le despotisme, l'invasion, les honteuses palinodies, les misères se multiplient et torturent le présent : l'avenir se dégagera de ces temps néfastes plein de sève et de promesses, comme l'arbre se dégage peu à peu du fumier dans lequel fermente son germe.

L'empereur n'est plus qu'à quelques lieues. Le 19, il se dirige sur Fontainebleau. Une grande agitation règne dans Paris, et les bruits les plus contradictoires circulent sur les projets de la cour. Les uns affirment qu'elle est décidée à disputer les approches de la capitale, à défendre même son palais. Des mouvements de troupes semblent confirmer cette résolution. Marmont a rallié tous les régiments dont on peut disposer; il va, dit-on, s'emparer de Fontainebleau. Le duc de Berry portera son quartier-général à Villejuif. D'autres prétendent que le roi se retirera dans une des places fortes du nord, et que son départ aura lieu dans la nuit du 19 au 20. Le 19, la garde nationale reçoit l'ordre de relever tous les postes de la ligne. La grande galerie du Louvre qui aboutit à l'un des pavillons du palais des Tuileries, a été coupée de distance en distance par des barricades. On craint un soulèvement populaire et une attaque de ce côté. A midi, des détachements des 7e, 8e, 11e et 12e légions, sous les ordres du major Léger de

Bresse, occupent le palais. Une foule considérable s'amasse sur les quais et dans les cours. L'anxiété se peint sur tous les visages. A quatre heures, le roi sort des Tuileries pour passer une revue au Champ-de-Mars. Quelques vivats partent des rangs de la garde nationale; les groupes demeurent silencieux. A neuf heures du soir, le prince de Poix, en donnant le mot d'ordre au commandant, le prévient que le départ du roi est décidé et qu'il s'éffectuera à minuit.

De retour de la revue du Champ-de-Mars, Louis XVIII avait signé une proclamation publiée le lendemain par le *Moniteur*. Il y expliquait les motifs de sa conduite, qui étaient « le désir « d'éviter les malheurs de tous genres qu'un combat dans les « rues de Paris aurait attirés sur les habitants. » En même temps, la session des deux Chambres était déclarée close; les Pairs et les Députés ne devaient plus se réunir que sur l'ordre du roi, et dans le lieu ultérieurement indiqué pour le siége provisoire du gouvernement.

A minuit, les voitures de voyage de la cour arrivèrent. Celle du roi se plaça devant le pavillon de Flore. Quelques instants après les portes s'ouvrirent, et Louis XVIII se montra, soutenu par MM. de Blacas et de Duras, et suivi d'un grand nombre de courtisans, de tous ceux qui ne pouvant compter sur les faveurs du maître qui arrivait, faisaient, faute de mieux, de la fidélité et du dévouement avec le maître qui partait. Tous les gardes nationaux de service étaient accourus, et comme quelques officiers supérieurs de l'état-major, MM. de Laborde, de Caumont, Guillaume, Léger de Bresse, se jetaient aux genoux du roi, il leur dit : « Mes enfants, en grâce, épargnez-moi; j'ai besoin de « force. Je vous reverrai bientôt; retournez dans vos familles... « mes amis, votre attachement me touche! » (*).

(*) *Quarante-huit heures de garde au château des Tuileries* pendant les journées des 19 et 20 mars 1815, par un grenadier de la garde nationale; Paris, 1816.

Lorsque les Parisiens apprirent, le 20 mars, par le *Moniteur*, la fuite de la cour, une foule plus considérable encore que la veille se porta aux Tuileries. On savait que Napoléon était à Fontainebleau. Vers le milieu de la journée, une colonne épaisse d'officiers et sous-officiers à la demi-solde, emmenant avec elle deux pièces de canon, arriva de Saint-Denis, aux cris de Vive l'Empereur! Elle avait arboré les couleurs nationales. Peu à peu, le palais abandonné par la maison du roi, fut envahi par de nouveaux personnages, conseillers d'État, ministres, chambellans, dans leur ancien costume. Les contrôleurs de la bouche, maîtres-d'hôtel et valets de pied en uniforme ou livrée reprenaient tranquillement leur service, comme si Napoléon n'avait fait qu'une courte absence, pour une campagne ou pour un voyage d'agrément. Les salons se remplissaient de femmes élégamment parées (*). Jamais révolution aussi complète ne s'était opérée avec moins de bruit, et en aussi peu de temps. On eût dit un de ces changements à vue, préparés au théâtre par un mécanicien habile. Les Bourbons se montraient si nuls, si pusillanimes, si maladroits, dans ce moment de crise suprême, que le peuple ne les trouvait même pas dignes de sa haine, et les laissait partir sans leur accorder l'honneur de l'animadversion publique. Et la route qui conduisait aux Tuileries était si facile, que l'on attendit l'arrivée de l'empereur comme la chose du monde la plus simple et la plus naturelle.

A neuf heures du soir, moins de vingt-quatre heures après le départ de Louis XVIII, plusieurs escadrons de lanciers pénètrent au galop dans Paris, par la route d'Italie. Une berline est au milieu d'eux. Ils traversent les faubourgs, les quais, et ils entrent dans la cour des Tuileries par le guichet du pavillon de Flore. La berline s'arrête, la portière s'ouvre, et Napoléon apparaît,

(*) *Quarante-huit heures de garde au château des Tuileries* pendant les journées des 19 et 20 mars 1815, par un grenadier de la garde nationale; Paris, 1816.

calme, impassible et grave, dans son costume historique. A sa vue, l'enthousiasme et l'ivresse des soldats sont à leur comble. D'immenses acclamations répétées par le peuple, se font entendre. Des généraux, des officiers, l'épée à la main, se précipitent vers l'empereur, le soulèvent et le portent en triomphe. La grande porte du pavillon s'ouvre, et l'on aperçoit à la clarté de cent bougies, une foule de fonctionnaires, de femmes, de pages, toute une cour qui depuis le matin attend l'arrivée de l'empereur.

Pendant que ces plats courtisans de toute monarchie allaient se disputer les reliefs de l'empire, pousser Napoléon à de nouvelles fautes, l'entourer de nouvelles illusions, et, bientôt, par leurs mauvais conseils et pour satisfaire leurs passions, le précipiter dans une nouvelle chute, une autre scène se passait en dehors du palais, qui montrait au monde, comme un contraste consolant, les vertus et l'abnégation héroïque des enfants du peuple. A onze heures du soir, un détachement des grenadiers de l'île d'Elbe s'arrêtait sur la place du Carrousel; il venait d'Auxerre. Tous les corps-de-garde étant occupés, ils mirent leurs fusils en faisceaux, et se couchèrent stoïquement sur le pavé recouvert d'un peu de paille. C'était leur courage et leur dévouement qui avaient réédifié un pouvoir dont les parasites, les flatteurs, les exploiteurs de révolution allaient seuls recueillir les avantages.

Le gouvernement impérial est immédiatement organisé, et les ministères sont ainsi répartis : Carnot à l'intérieur, Davoust à la guerre, Caulaincourt aux affaires étrangères, Gaudin aux finances, Mollien au trésor, Decrès à la marine, Fouché à la police générale, Cambacérès à la justice, Maret à la secrétairerie d'État. Le comte de Bondy entre à la préfecture de la Seine, et le comte Réal à la préfecture de police. La nomination de l'intègre Carnot produisit un excellent effet sur les patriotes. Les premiers soins du cabinet furent pour la frontière du Nord, où les Bourbons provoquaient à la guerre civile. Louis XVIII s'était réfu-

gié à Lille ; il espérait y rallier sa maison militaire et les régiments suisses. Des instructions furent envoyées au maréchal Mortier, qui commandait cette place, pour qu'il eût à faire passer la frontière au roi. Mortier lui déclara en conséquence que s'il ne s'éloignait pas au plus tôt, la garnison entière se soulèverait, et que sa sûreté personnelle pourrait être compromise. Louis XVIII quitta Lille le 23 et se rendit en Belgique. Le duc d'Orléans, qui partageait avec Mortier le commandement du département du Nord, sortit également de Lille le lendemain ; mais ce prince, continuant la politique douteuse qu'il avait montrée depuis la rentrée des Bourbons, se ménagea l'avenir et le parti de la révolution, par ces paroles significatives adressées à l'un des officiers d'état-major : « Allez, Monsieur, reprendre la cocarde « nationale ; je m'honore de l'avoir portée, et je voudrais « pouvoir la porter encore. »

Ce que Louis XVIII n'avait pas osé faire à Paris et à Lille, deux membres de la famille royale le tentèrent dans le Midi, mais avec peu de succès. Le duc et la duchesse d'Angoulême étaient à Bordeaux, lorsque la nouvelle du débarquement de Napoléon parvint à Paris. Le duc d'Angoulême ayant reçu l'ordre de se mettre à la tête de toutes les troupes qui se trouvaient dans les départements méridionaux, marcha immédiatement sur Lyon. La duchesse réveilla les sentiments royalistes des Bordelais, en leur rappelant que leur cité avait été la première à arborer le drapeau blanc en 1814. Des bataillons de volontaires se formèrent à sa voix et essayèrent de disputer le passage de la Dordogne aux soldats du maréchal Clausel, chargé par Napoléon du commandement de Bordeaux. Clausel arriva devant cette ville le 2 avril. La princesse comptant peu sur le courage des volontaires, courut aux casernes et harangua les régiments, pour les exciter à défendre la cause du roi. Un silence glacial et bientôt après des cris de réprobation accueillirent ses excitations ; elle dut prendre immédiatement la fuite pour ne pas

tomber entre les mains du général dont l'avant-garde envahissait déjà les faubourgs. La duchesse s'embarqua à Pouillac sur un vaisseau anglais.

Le duc d'Angoulême ne fut pas plus heureux. Ayant réuni deux mille hommes de troupes de ligne et de volontaires, placés sous le commandement des généraux Ernouf et Compans, il concentra cette petite armée à Pont-Saint-Esprit, sur le Rhône. De là il pointa sur Valence. Mais les généraux Grouchy et Gilly l'enveloppèrent et le firent prisonnier le 7 avril. Les bandes royalistes ayant été dissoutes, on conduisit le prince à Cette, où on l'embarqua pour l'Espagne, avec dix-sept personnes de sa suite, compromises dans l'échauffourée.

Sentant le besoin de s'appuyer dans les commencements sur l'opinion publique, Napoléon voulait donner à l'inauguration de son gouvernement un caractère national et constitutionnel. Une solennité publique eut lieu le 26 avril. Tous les corps constitués furent admis auprès de l'empereur pour lui présenter des adresses. Le conseil d'État avait déjà rédigé une déclaration de principes qui devait servir de base au régime nouveau. Cambacérès résuma, dans un discours, le programme du cabinet :

« Votre Majesté a tracé à ses ministres la route qu'ils doivent tenir. Déjà elle a fait connaître à tous les peuples par ses proclamations, les maximes d'après lesquelles elle veut que son empire désormais soit gouverné. Point de guerre au dehors, si ce n'est pour repousser une injuste agression; point de réaction au dedans, point d'actes arbitraires. Sûreté des personnes, sûreté des propriétés, libre circulation de la pensée : tels sont les principes que vous avez consacrés. »

La déclaration du conseil-d'État est encore plus explicite. On y remarque les passages suivants :

« Le conseil-d'État en reprenant ses fonctions croit devoir faire connaître les principes qui font la règle de ses opinions et de sa conduite.

« Le souveraineté réside dans le peuple ; il est la seule source légitime du pouvoir.

« En 1789, la nation reconquit ses droits, depuis longtemps usurpés ou méconnus.

« L'Assemblée nationale abolit la monarchie féodale, établit une monarchie constitutionnelle et le gouvernement représentatif.

« La résistance des Bourbons aux vœux du peuple amena leur chute et leur bannissement du territoire français.

« Deux fois le peuple consacra par ses votes la nouvelle forme de gouvernement établie par ses représentants.

« En l'an VIII, Bonaparte déjà couronné par la victoire se trouva porté au gouvernement national. Une Constitution créa la magistrature consulaire.

« Le sénatus-consulte du 16 thermidor an X nomma Bonaparte consul à vie.

« Le sénatus-consulte du 28 floréal an XII conféra à Napoléon la dignité impériale et la rendit héréditaire dans sa famille.

« Ces trois actes solennels furent soumis à l'acceptation du peuple. . . . .

« En 1814, la France fut envahie par les armées ennemies, et la capitale occupée.

« L'étranger créa un prétendu Gouvernement provisoire. Il assembla la minorité des Sénateurs et les força, contre leur mission et contre leur volonté, à détruire les Constitutions existantes... et à rappeler la famille des Bourbons. . . . .

« Louis-Stanislas-Xavier arriva en France. Il fit son entrée dans la capitale. Il s'empara du trône d'après l'ordre établi dans l'ancienne monarchie féodale.

« Il n'avait point accepté la Constitution décrétée par le Sénat. Il n'avait point juré de l'observer et de la faire observer. Elle n'avait point été envoyée à l'acceptation du peuple; le peuple, subjugué par la présence des armées étrangères, ne

pouvait pas même exprimer librement et valablement son vœu..... Louis-Stanislas Xavier data le premier acte de son autorité de la dix-neuvième année de son règne, déclarant ainsi que les actes émanant de la volonté du peuple n'étaient que le produit d'une longue révolte. Il accorda volontairement et par le libre exercice de son autorité royale, une Charte constitutionnelle, appelée *Ordonnance de réformation*, et pour toute sanction, il la fit lire en présence d'un nouveau Corps qu'il venait de créer, et d'une réunion de députés qui n'étaient pas libres, qui ne l'accepta point, dont aucun n'avait caractère pour consentir à ce changement, et dont les deux cinquièmes n'avaient même plus le caractère de représentant...

« Tous ces actes sont illégaux, faits en présence des armées ennemies et sous la domination étrangère. Ils ne sont que l'ouvrage de la violence; ils sont essentiellement attentatoires à l'honneur, à la liberté et aux droits du peuple. . . . .

« L'empereur en remontant sur le trône où le peuple l'avait élevé, rétablit donc le peuple dans ses droits les plus sacrés. Il ne fait que rappeler à leur exécution les décrets des assemblées représentatives, sanctionnés par la nation. Il ne vient régner que par le seul principe de légitimité que la France ait reconnu et consacré depuis vingt-cinq ans, et auquel toutes les autorités s'étaient liées par des serments dont la volonté du peuple aurait pu seule les dégager.

« L'empereur est appelé à garantir de nouveau, par des institutions, (et il en a pris l'engagement dans ses proclamations) tous les principes libéraux; la liberté individuelle et l'égalité des droits, la liberté de la presse et l'abolition de la censure, la liberté des cultes, le vote des contributions et des lois par les représentants de la nation légalement élus, les propriétés nationales de toute origine, l'indépendance et l'inamovibilité des tribunaux, la responsabilité des ministres et de tous les agents du pouvoir.

« Pour mieux consacrer les droits et les obligations du peuple et du monarque, les institutions nationales doivent être revues dans une grande assemblée des représentants, déjà annoncée par l'empereur.

« Jusqu'à la réunion de cette grande assemblée représentative, l'empereur doit exercer et faire exercer, conformément aux constitutions et aux lois existantes, le pouvoir qu'elles lui ont délégué, qui n'a pu lui être enlevé, qu'il n'a pu abdiquer, sans l'assentiment de la nation, que le vœu et l'intérêt général du peuple français lui fait un devoir de reprendre. »

Cette déclaration, il faut le dire, fut pour le gouvernement de Napoléon, ce que la Charte avait été pour celui de Louis XVIII. De hauts fonctionnaires l'avaient trouvée trop républicaine, trop démocratique. Trois conseillers refusèrent même de la signer : MM. de Gérando, Hauterive et Molé. Dès ce moment un parti se forma, qui retint l'empereur dans les traditions de ses douze années de règne, rompit son alliance avec ceux que l'on appelait les Jacobins, et réveilla toutes ses anciennes antipathies contre les idéologues. Ces impérialistes exagérés, secondés par quelques traîtres qui n'étaient entrés dans le gouvernement que dans le but de hâter une seconde restauration, semèrent bientôt la désaffection, le découragement dans l'âme des patriotes; ils ramenèrent les choses où elles en étaient, au mois d'avril précédent, lorsque le pays laissa tomber Bonaparte sans protester, parce que lui-même avait abandonné dans ses jours de toute-puissance, la cause sacrée du peuple.

Les actes des ministres et des agents de Napoléon ne tardèrent pas, en effet, à prouver que le retour aux idées et aux principes révolutionnaires n'était qu'une concession à des nécessités momentanées. Un mois s'écoula sans qu'on entendît parler de ce projet de constitution qui devait faire remonter la souveraineté à sa source naturelle, qui est le peuple. Un

décret avait en attendant établi la liberté de la presse; mais le ministre de la police avertit officieusement les journalistes de ne point se donner des allures trop vives. Une revue politique, le *Censeur européen*, pour s'être permis quelques réflexions satiriques, vit ses bureaux envahis par la police, ses formes d'impression saisies et ses rédacteurs menacés d'une suspension. Le *Censeur européen* défendait les principes démocratiques.

Par contre, on se montrait plein de douceur envers les royalistes, et, chose inouïe, l'empereur lui-même ne put faire signer par ses ministres un décret ordonnant la mise en jugement des conspirateurs qui avaient livré Paris aux alliés : Talleyrand, Marmont, Dalberg, Jaucourt, Montesquiou, Beurnonville, Lynk, Vitrolles, Alexis de Noailles, Bourrienne, Billard, Larochejaquelein, Sosthènes Larochefoucauld. Napoléon fut forcé d'antidater ce décret et de le publier comme s'il avait été rendu à Lyon, le 13 mars. Fouché mandait aux préfets, par une circulaire, de ne point sortir des bornes de leur administration ordinaire, et de traiter avec indulgence les hommes qui s'étaient compromis sous le dernier régime. Dans un pareil cas, agir ainsi envers les royalistes, c'était le comble de l'ineptie ou de la trahison. Le duc d'Otrante trahissait. Le 18 mars, il avait eu une entrevue avec le comte d'Artois, dans les salons de M. D'Escars, et il dit à ce prince : « Sauvez le monarque, je sauverai la monarchie. » Dès le mois d'avril, Metternich se mit en rapport avec lui, afin de travailler au retour des Bourbons. Fouché est le Talleyrand de la prochaine restauration. Tel était l'homme à qui Napoléon avait confié le ministère de la police, qu'il connaissait d'ailleurs à fond, qu'il savait capable de tout; mais dont l'esprit d'intrigue lui était momentanément nécessaire et dont il comptait se débarrasser, dès qu'une victoire ou un traité l'aurait mis en paix avec l'Europe.

Malgré les mille symptômes d'une guerre imminente, les im-

périalistes croyaient encore à la possibilité d'une pacification générale, ou du moins ils cherchaient à se faire illusion sur les dispositions de l'Europe. Napoléon, depuis son débarquement, n'avait cessé de dire à tout ce qui l'entourait, qu'il était certain du prompt retour, à Paris, de l'impératrice et du roi de Rome ; on a même vu qu'il annonçait leur couronnement dans son décret sur l'assemblée du Champ-de-Mai. Il avait écrit de Lyon à l'impératrice. Une nouvelle lettre lui fut adressée de Paris. Mais ces deux missives demeurèrent sans réponse. La chronique scandaleuse des cours prétend que déjà Marie-Louise avait non-seulement oublié ses devoirs d'impératrice, mais encore ses devoirs d'épouse. Lorsque la déclaration du congrès de Vienne fut connue en France, l'empereur essaya, au moyen d'une ruse assez grossière, d'en atténuer l'effet. Il en fit contester l'authenticité par le *Moniteur*. Après la journée du 20 mars, tous les ambassadeurs des grandes puissances s'étaient retirés, sans vouloir répondre aux ouvertures du duc de Vicence. Enfin, le 4 avril, Napoléon envoya aux souverains une lettre circulaire autographe, qui était le manifeste de sa politique extérieure. Il comptait beaucoup sur cette pièce longuement méditée, qui traçait une ligne profonde de démarcation entre l'ancien et le nouveau régime impérial.

LETTRE AUX SOUVERAINS.

« Monsieur mon frère, vous aurez appris, dans le cours du mois dernier, mon retour sur les côtes de France, mon entrée à Paris, et le départ de la famille des Bourbons. La véritable nature de ces événements doit maintenant être connue de Votre Majesté. Ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage de la volonté unanime d'une grande nation qui connaît ses devoirs et ses droits.

« La dynastie que la force avait rendue au peuple français,

n'était plus faite pour lui. Les Bourbons n'ont voulu s'associer ni à ses sentiments ni à ses mœurs. La France a dû se séparer d'eux. Sa voix appelait un libérateur. L'attente qui m'avait décidé au plus grand des sacrifices avait été trompée. Je suis venu, et du point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté jusqu'au sein de ma capitale.

« Le premier besoin de mon cœur est de payer tant d'affection par le maintien d'une honorable tranquillité. Le rétablissement du trône impérial était nécessaire au bonheur des Français, ma plus douce pensée est de le rendre en même temps utile à l'affermissement du repos de l'Europe. Assez de gloire a illustré tour à tour les drapeaux des diverses nations. Les vicissitudes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands succès. Une plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le premier à y descendre. Après avoir présenté au monde le spectacle de grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que celle des avantages de la paix, d'autres luttes que la lutte sainte de la félicité des peuples. La France se plaît à proclamer avec franchise le noble but de tous ses vœux. Jalouse de son indépendance, le principe invariable de sa politique sera le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations. Si telles sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments personnels de Votre Majesté, le calme général est assuré pour longtemps, et la justice assise aux confins des divers États suffira seule pour en garder les frontières.

« Je saisis avec empressement, etc.

Paris, le 4 avril 1815.

« Signé : NAPOLÉON. »

Les souverains alliés demeurèrent insensibles à ces ouvertures. Le 25 mars, un pacte avait été signé au congrès de Vienne, conformément à la déclaration du 13, renouvelant

et dévéloppant les stipulations du traité de Chaumont. Lorsque le duc de Vicence fit connaître au congrès que, pour maintenir la paix, Napoléon acceptait les bases du traité dit de Paris imposé aux Bourbons, une conférence eut lieu, dans laquelle furent discutées les trois questions suivantes : 1° La position de Bonaparte vis-à-vis des puissances de l'Europe a-t-elle changé par les premiers succès de son entreprise, et par les événements qui se sont passés depuis son arrivée à Paris? 2° L'offre de sanctionner le traité de Paris peut-elle modifier les dispositions des puissances? 3° Est-il nécessaire de publier une nouvelle déclaration? Ces questions furent résolues négativement à l'unanimité, et les alliés préparèrent leurs moyens d'attaque pour une campagne prochaine. Le duc de Wellington fut nommé général en chef de l'armée européenne, à la formation de laquelle la Russie devait concourir pour quatre cent mille hommes, l'Autriche pour deux cent cinquante mille, la Prusse pour cent dix mille, les Anglais et les Hollandais pour quatre-vingt mille, la landwer allemande pour quarante mille, et la Suède pour trente mille. De son côté, Napoléon s'occupa de mettre sur pied ses armées. Tous les anciens soldats furent rappelés sous les drapeaux; on créa douze régiments de la jeune garde. Les régiments furent réorganisés sur quatre bataillons complets et un cinquième bataillon de cadres. Le 10 avril un décret ordonne la formation des bataillons des grenadiers et chasseurs de la garde nationale, pris parmi les hommes de vingt à quarante ans, qui doivent s'habiller et s'équiper à leurs frais. Cent quatre de ces bataillons sont mis en activité, à la disposition du ministère de la guerre. Tout Français payant un minimum de 50 francs de contribution est tenu de s'armer d'un fusil de calibre, avec sa baïonnette et sa giberne. Paris est fortifié du côté du nord, et un grand nombre de citoyens concourent aux travaux de défense, soit par des dons, soit par des corvées volontaires, en aidant les ouvriers à creuser les fossés, à élever les retranche-


Gaildrau del. Leguay sc.

MURAT.

[illegible] des. Bientôt la guerre [illegible] tellement [illegible] toutes les forces [illegible] pays et du [illegible] politi- [illegible] tant parl[illegible] jours.

[illegible] plus [illegible] avec [illegible] le seul allié [illegible] armes. En [illegible] l'empire; [illegible] aussi fatal. [illegible] l'exil, entre [illegible] le [illegible] les [illegible] que [illegible] ar- [illegible] pro[illegible]es- [illegible] Les [illegible] Murat avait été concertée avec [illegible] Les [illegible] aboutirent à une [illegible] [illegible] [illegible] prit la fuite [illegible] un dégu[illegible] [illegible] sur cette [illegible] terre de Fr[illegible] [illegible] onnée et trahie.

[illegible] satisfaction au parti [illegible] été promise; non plus une [illegible] discuté et voté par les repré- sen[illegible] qu'il advint de cet engagement so[illegible]

Une [illegible] chargée d'examiner les Constitutions de l'emp[illegible] [illegible] quelques-unes de leurs dispositions. Le 23 avril, [illegible] *[illegible]teur* publie, sous le titre d'*Acte additionnel aux constitutio[illegible] de l'empire*, le travail de cette commission, suivi



Gulinau del

MURAT.

ments et les palissades. Bientôt la guerre préoccupe tellement les esprits, qu'elle absorbe toutes les forces vives du pays et du gouvernement, faisant oublier ces magnifiques réformes politiques dont Napoléon avait tant parlé dans les premiers jours.

Et la situation des affaires extérieures était d'autant plus critique, que non-seulement tout espoir d'arrangement avec l'Europe s'évanouissait, mais que nous perdions le seul allié qui pût opérer plus tard une diversion utile à nos armes. En 1814, la défection de Murat avait hâté la chute de l'empire; en 1815, le concours de ce prince nous est presque aussi fatal. Dans la correspondance qui s'était établie, pendant l'exil, entre Naples et l'île d'Elbe, il avait été expressément convenu que le roi Joachim ne précipiterait rien et attendrait pour agir les ordres de l'empereur. Malgré ses promesses, ne consultant que sa fougueuse impatience, rêvant la couronne de fer, il marcha contre l'Autriche au moment même où Napoléon protestait auprès des puissances de ses intentions pacifiques. Les alliés crurent naturellement que la conduite de Murat avait été concertée avec l'empereur. Les folies du beau-frère de Napoléon aboutirent à une catastrophe. Une seule bataille, celle de Tolentino, dispersa ses troupes; les Napolitains s'insurgèrent; il prit la fuite sous un déguisement, et vint chercher un asile sur cette même terre de France, qu'il avait deux fois abandonnée et trahie.

Il fallait pourtant donner une ombre de satisfaction au parti démocratique. Une Constitution avait été promise; non plus une Charte octroyée, mais un pacte discuté et voté par les représentants du pays. Voici ce qu'il advint de cet engagement solennel.

Une commission fut chargée d'examiner les Constitutions de l'empire, et de réformer quelques-unes de leurs dispositions. Le 23 avril, le *Moniteur* publie, sous le titre d'*Acte additionnel aux constitutions de l'empire*, le travail de cette commission, suivi

d'un décret de l'empereur déclarant qu'il sera soumis à l'acceptation des citoyens dans toute l'étendue de la France, conformément à ce qui a été fait en l'an VIII, en l'an X et en l'an XII pour la présentation des autres Constitutions.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire notre pensée sur le mode de consulter par registre l'opinion publique (*), mode qui ne souffre aucune controverse, ouvre un champ libre à toutes les influences officielles et arrache au pays une approbation hypocrite et menteuse. Lorsqu'une Constitution a été librement débattue, étudiée par les représentants du peuple issus du suffrage universel, un tel genre de sanction n'ajoute rien à son autorité morale, à sa valeur politique; lorsque cette Constitution est le produit direct du pouvoir exécutif, pour que la sanction fût réelle et effective, il faudrait convoquer les citoyens en de grandes assemblées, et permettre la discussiou publique de chaque article. La première sanction est illusoire, la seconde est inapplicable dans un pays de trente millions d'habitants; et les seules Constitutions légitimes sont celles qui émanent de la représentation nationale, avec le contrôle latéral de la presse, secondée par l'exercice du droit de réunion et d'association.

L'Acte additionnel ne fut donc ni plus libéral, ni plus constitutionnel que le pacte donné par Louis XVIII; l'un et l'autre étaient le fait d'un octroi royal, avec cette seule différence que la Charte ne déguisait pas son origine, et que l'Acte additionnel affectait des allures révolutionnaires qu'il n'avait réellement point. Tous deux se valaient, d'ailleurs, dans leurs prétendues garanties des droits du peuple.

L'analyse qui suit nous donne le bilan des idées napoléoniennes, dont la réhabilitation serait vainement tentée aujourd'hui. Et remarquons surtout que ce sont ici, non plus les idées napo-

(*) Tome IV, pages 43 et suivantes.

léoniennes du héros que l'éclat des victoires et les faveurs inouïes de la fortune pouvaient éblouir, mais celles du proscrit rentrant en France avec les leçons du malheur, et forcé de reconnaître que « toute souveraineté émane du peuple. »

TITRE Ier. — *Dispositions générales.* — Le pouvoir législatif, est-il dit dans l'Acte additionnel, est exercé par l'empereur et par deux Chambres : la chambre des Pairs, dont les membres sont nommés par l'empereur, et dont la dignité est héréditaire d'aîné en aîné, en ligne directe; la chambre des Représentants nommés par le peuple; cette dernière, renouvelée de droit de cinq ans en cinq ans. Aucune incompatibilité absolue n'est admise entre les fonctions publiques et la qualité de pair ou de député, à l'exception des fonctions de comptable.

La proposition des lois appartient au gouvernement; les Chambres peuvent seulement proposer des amendements; mais s'ils ne sont pas adoptés par le gouvernement, les Chambres sont tenues de voter sur la loi, telle qu'elle a été présentée; cependant les deux Chambres ont la faculté d'inviter le gouvernement à proposer une loi sur un objet déterminé. Aucun discours écrit, excepté les rapports des commissions, les rapports des ministres sur les lois présentées et la reddition des comptes, ne sera lu dans l'une et l'autre Chambre.

TITRE II. — *Des colléges électoraux et du mode d'élection.* — Les colléges électoraux d'arrondissement et de département sont maintenus conformément au sénatus-consulte du 16 thermidor an X, sauf quelques modifications peu importantes. En outre des représentants ordinaires élus par ces colléges, l'industrie et la propriété manufacturière et commerciale auront des représentants spéciaux nommés par les colléges des départements, sur une liste d'éligibles dressée par les chambres de commerce et les chambres consultatives réunies.

TITRE III. — *De la loi de l'impôt.* — L'impôt direct, foncier ou mobilier n'est voté que pour un an; les impôts indirects peuvent être votés pour plusieurs années. Aucun impôt direct ou indirect ne peut être perçu, aucun emprunt contracté, aucune inscription de dette au grand-livre ne peut être faite, aucun domaine aliéné ou échangé, aucune levée d'hommes pour l'armée ne peut être ordonnée, aucune portion du territoire ne peut être échangée, qu'en vertu d'une loi. Les propositions d'impôt, d'emprunt, de levée d'hommes, la présentation du budget général de l'État, et du compte des recettes et dépenses des années précédentes, ont lieu d'abord à la chambre des Représentants.

TITRE IV. — *Des ministres et de leur responsabilité.* — Les ministres sont responsables; ils peuvent être accusés par la chambre des Représentants, et ils sont jugés par la chambre des Pairs, pour avoir compromis l'honneur et la sûreté de la nation; la chambre des Pairs exerce, soit pour caractériser le délit, soit pour appliquer la peine, un pouvoir discrétionnaire.

TITRE V. — *Du pouvoir judiciaire.* — L'empereur nomme tous les juges; ils sont inamovibles et à vie. Cependant la nomination des juges de paix a lieu comme il est indiqué par le sénatus-consulte de l'an X. L'institution des jurés est maintenue. Les délits militaires seuls sont du ressort des tribunaux militaires; tous les crimes et délits qui étaient attribués à la haute cour impériale, sauf les cas de responsabilité ministérielle, seront jugés devant les tribunaux ordinaires.

TITRE VI. — *Droits des citoyens.* — Les Français sont égaux devant la loi. La juridiction légale, la liberté individuelle, la liberté des cultes, l'inviolabilité des propriétés, la liberté de la presse, le droit de pétition individuelle, sont garantis.

Le décret ordonnant la présentation de l'Acte additionnel aux Constitutions, à l'acceptation du peuple français, prescrit le dépouillement de tous les registres et le recensement des votes à l'assemblée du Champ de Mai (décret rendu à Lyon le 13 mars) convoquée à cet effet à Paris, dans le Champ-de-Mars, pour le 26 mai. Un autre décret, publié le 24 avril, indique la composition de cette Assemblée, où siégeront des membres de tous les colléges électoraux de département et d'arrondissement de l'empire et des députations nommées par tous les corps de l'armée de terre et de mer. L'Acte additionnel aux Constitutions de l'empire sera promulgué au Champ de Mai, puis scellé du sceau de l'État. Après le serment de l'empereur, chaque délégation des colléges électoraux, successivement dans l'ordre alphabétique, par l'organe d'un de ses membres, prêtera serment d'obéissance aux Constitutions et à l'empereur. Des aigles seront distribuées pour les gardes nationales des départements et pour chacun des corps de l'armée de terre et de mer.

Tout ce replâtrage de vieilles constitutions, de sénatus-consultes impuissants, toute cette pâle fantasmagorie de fédération, émurent médiocrement l'opinion publique, et causèrent aux patriotes une immense et profonde déception. Sauf l'entourage des Bourbons, sauf le personnel princier et aristocratique de la restauration dont on s'était délivré, qu'avait-on gagné en garanties, en institutions, en réformes politiques, dans la journée du 20 mars? Et d'ailleurs, l'entourage, le personnel de Napoléon, sa famille, ses courtisans, valaient-ils beaucoup mieux que ceux de Louis XVIII? Étaient-ils moins hostiles au progrès, moins avides de places, d'honneurs, de dotations, moins âpres à la curée? C'était encore, évidemment, une révolution perdue, inutile, que la France avait accomplie au profit des ambitieux : trompée par ses instincts généreux, entraînée par ses aspirations incessantes vers le règne pur de la loi, vers le régime d'une intelligente et féconde démocratie. Enfermé dans

un cercle vicieux, le peuple se meut en vain pour avancer; il ne fait que tourner : allant des Bourbons aux Napoléons, des Napoléons aux Bourbons, toujours déçu, toujours exploité, et voué pour longtemps encore à ces tristes épreuves du droit de tous luttant contre le privilége de quelques-uns.

CHAPITRE XXII.

Fédération. — Troubles en Vendée. — Assemblée du Champ de Mai. — Réunion des nouvelles Chambres. — Ouverture des hostilités. — Bataille de Ligny. — Bataille et désastre de Mont-Saint-Jean. — La cour de Louis XVIII et le *Moniteur de Gand*. — Abdication de Napoléon en faveur du roi de Rome. — Gouvernement provisoire. — Débats orageux dans les deux Chambres. — L'empereur demande deux frégates pour se réfugier aux États-Unis. — Il se retire à la Malmaison. — Les armées alliées marchent sur Paris. — Les Bourbons sont à leur suite. — Napoléon prisonnier de Fouché. — Départ pour Rochefort. — Capitulation de Paris et rentrée des Bourbons. — L'empereur, ne pouvant échapper aux croisières, se confie à la loyauté britannique. — Le *Bellérophon*.

AVRIL — JUILLET 1815.

Cependant l'approche imminente de la guerre avait réveillé les départements. Des manifestations eurent lieu; elles prouvèrent que la haine de l'étranger, ce sentiment qui survit en France à toutes les catastrophes, à toutes les contre-révolutions, à tous les malheurs publics, si grands qu'ils soient, subsistait toujours au fond des masses. La Bretagne, se rappelant à propos un des épisodes de la révolution, organise un pacte fédératif à l'imitation de celui qu'elle a signé à Pontivy en 1790. Une assemblée de représentants des cinq départements de cette an-

cienne province, se réunit le 23 avril à Rennes. Le projet d'un pacte fédératif « destiné à réunir tous les bons Français, pour « la défense de la Patrie, de sa liberté et de ses Constitutions, » est adopté avec enthousiasme. Des commissaires sont nommés pour aller recruter des adhérents dans toutes les villes de la Bretagne et de la basse Normandie. L'exemple de Rennes est suivi à Rouen, à Dijon, à Angers, à Lyon, à Strasbourg, à Metz, à Nancy, à Grenoble. Les faubouriens de Paris ont aussi leur démonstration patriotique. Le 10 mai, une proclamation couverte de plus de trois mille signatures fut portée par des délégués au *Moniteur*, qui la publia deux jours après. Elle était intitulée :

« Les habitants, les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et « Saint-Marceau, à leurs concitoyens, à leurs camarades. »

Cette proclamation portait :

« Les déclarations odieuses des 13 et 25 mars ont dévoilé les projets odieux de l'étranger, qui, non content d'avoir fait disparaître du nombre des puissances l'Italie et la brave nation saxonne, d'avoir disposé à son seul profit de la Belgique et des départements du Rhin, voudrait aussi diviser la France, et semble ne nous laisser d'autre choix que de mourir pour sa défense ou de cesser d'exister comme Français..... Nous demandons à être armés et organisés; nous le demandons tous, parce que nous réclamons tous le même droit, et que nous avons tous les mêmes devoirs à remplir..... nous voulons être, au besoin, les éclaireurs de la partie de la garde nationale qui, n'étant pas retenue par son service pour maintenir l'ordre dans l'intérieur et veiller à la garde des barrières, se porterait, comme l'an passé, hors des murs; et notre ambition serait satisfaite, puisque nous pourrions nous présenter les premiers au-devant de l'ennemi. Nous voulons aussi, par notre attitude, frapper de terreur les traîtres qui pourraient désirer encore une fois l'avilissement de leur patrie..... A cet effet, les habitants des faubourgs Saint-Antoine et

Saint-Marceau, qui, dans tous les temps, ont montré du dévouement à la cause du peuple et qui ne sont pas portés sur les contrôles de la garde nationale, *sont confédérés*..... Une députation sera chargée de présenter à l'empereur l'offre qu'ils font tous ici de marcher, si la capitale était menacée, pour couvrir les hauteurs qui la défendent, et s'opposer sur tous les points aux approches de l'ennemi. »

Suivaient quatre articles réglementant la fédération. La pensée révolutionnaire se manifestait d'une manière évidente dans cette pièce, quoiqu'on y eût mêlé des formules multipliées de dévouement à la personne de l'empereur. Le parti rétrograde, routinier et exploiteur de l'empire, celui qui ne voulait pas transiger avec la démocratie, se montra inquiet du mouvement des faubourgs. Il était d'avis de ne pas donner trop d'importance à la démonstration populaire. Néanmoins Napoléon résolut de profiter de cette impulsion, à laquelle son frère Lucien n'était point étranger. Lucien et Joseph étaient rentrés en France depuis un mois. Le 14 mai, quinze mille fédérés, tous ouvriers en costume de travail, se réunirent dans la cour du Carrousel, où ils furent passés en revue par l'empereur. Il y eut des discours, des cris d'enthousiasme. « Soldats fédérés, dit Napoléon, s'il est des « hommes nés dans les hautes classes de la société qui aient « déshonoré le nom Français; l'amour de la patrie et le senti« ment de l'honneur national se sont conservés tout entiers dans « le peuple des villes, les habitants des campagnes et les soldats « de l'armée. Je suis bien aise de vous voir; j'ai confiance en « vous! Vive la nation! »

Les fédérés parisiens furent organisés en vingt-quatre bataillons de tirailleurs de la garde nationale; l'armée de ligne fournit le cadre des officiers, et le général Darricau reçut le commandement de ces bataillons.

Et si nous voulons savoir, maintenant, ce que Napoléon pensait du peuple et de l'appui des masses, ce qu'il y avait de vérité

derrière cette revue d'apparat, nous citerons un seul fait et une seule phrase. Voici d'abord le fait :

Pendant que l'empereur se mêlait aux fédérés des faubourgs avec une confiance et un abandon affectés, des régiments étaient entassés à quelque distance, les armes chargées, tous prêts à croiser la baïonnette contre la populace généreuse, si elle fût sortie des bornes du respect dû à la majesté impériale.

Et deux mois plus tard, lorsque les Chambres imposèrent à Napoléon une déchéance, des députations des faubourgs étant venues à l'Élysée offrir leur concours énergique à sa cause, il repoussa cette offre, en disant à ceux qui l'entouraient :

« Non, je ne puis oublier une chose, voyez-vous : c'est que « j'ai été ramené de Cannes à Paris, au milieu de ces cris de « sang : A bas les prêtres! à bas les nobles! Quelle force serait « assez puissante pour dominer tant de passions, tant de haines « et tant de vengeances! »

Napoléon ne voyait dans les rangs populaires que des vengeances, des passions et des haines; c'est-à-dire le mauvais côté de l'humanité. Mais ce mauvais côté ne se trouve-t-il pas aussi dans les classes privilégiées? Lui et les siens en ont fait la triste expérience en 1815; et les cours prévôtales de la Restauration ne valurent-elles point les tribunaux de la Terreur?

L'impulsion patriotique des fédérés eut sa contre-partie sur quelques points de la France. Lors du départ de Louis XVIII, le duc de Bourbon s'était rendu dans la Vendée, espérant y provoquer un soulèvement instantané contre l'empereur. Un simple colonel de gendarmerie suffit d'abord pour arrêter l'insurrection et éloigner le prince. Grâce aux provocations de l'Angleterre et à l'activité des anciens fauteurs de guerre civile, les d'Autichamp, les Sapinau, les Suzanet, les Daudigné et les Larochejaquelein, les habitants du Bocage ne tardèrent pas à reprendre les armes. Sept à huit mille paysans, trompés par des meneurs, se réunirent quelques semaines après, au bruit du

tocsin. Les généraux Travot et Lamarque reçurent l'ordre de les disperser. Les troubles de la Vendée n'étaient pas un danger sérieux pour Napoléon, il est vrai ; mais ils nécessitèrent la présence d'un certain nombre de régiments qui eussent été beaucoup mieux employés aux frontières de l'est, sur lesquelles la Sainte-Alliance allait jeter un million de soldats.

Plus de deux mois, cependant, s'étaient écoulés depuis la journée du 20 mars, et les patriotes commençaient à murmurer tout haut de la prolongation de la dictature impériale. Ils attendaient avec impatience l'assemblée du Champ de Mai et la réunion des deux Chambres, afin de mêler leur action à l'action du pouvoir exécutif, et de connaître, par les rapports des ministres, le véritable mot de la situation : les espérances que l'on pouvait concevoir à l'intérieur, pour l'avenir de nos libertés, et à l'extérieur pour la pacification du monde. L'assemblée du Champ de Mai n'eut lieu que le 1er juin. Son caractère devait être éminemment populaire..... Ce ne fut qu'une froide solennité officielle, où le nombre des assistants et l'espace ne firent que mettre davantage en relief la contrainte, la froideur, le mécontentement de l'opinion publique.

Cinquante mille hommes de troupes, dont vingt-cinq mille gardes nationaux, se réunirent le 1er juin dans le Champ-de-Mars. Un trône avait été élevé en avant du bâtiment de l'Ecole-Militaire, au milieu d'une vaste enceinte, dont les deux tiers formaient à droite et à gauche un double amphithéâtre, où prirent place les invités. Dans l'enceinte se dressait un autel magnifique. L'empereur ayant pris place sur le trône, une messe fut célébrée par l'archevêque de Tours. Puis, les membres de la députation centrale des colléges électoraux s'avancèrent vers Napoléon, et M. Dubois (d'Angers), représentant du département de Maine-et-Loire, prit la parole au nom de ses collègues. Au milieu des témoignages de dévouement à la personne de l'empereur et à la dynastie, l'orateur

avait trouvé moyen de rappeler d'une manière assez nette la promesse d'un pacte constitutif délibéré et voté par les représentants de la nation. La réponse de Napoléon fut très-habile; il motiva l'initiative de son Acte additionnel, avec une certaine adresse.

En traversant, au milieu de l'allégresse générale, les diverses provinces de l'empire, il avait cru pouvoir compter sur une longue paix; la révolution toute morale qui le ramenait sur le trône, ne semblait pas devoir armer contre la France les puissances étrangères. Alors, sa première pensée avait été pour une Constitution conforme à la volonté, à l'intérêt du peuple; et le Champ de Mai fut convoqué pour que la nation posât, dans cette assemblée, les bases du régime nouveau. Comment se faisait-il que cette assemblée ne fût plus appelée qu'à ratifier une simple modification des Constitutions de l'empire? l'empereur avait-il oublié ou trahi sa promesse? Non. L'attente des relations pacifiques avec l'Europe s'étant évanouie, la guerre devenant imminente, Napoléon devant courir personnellement les hasards des combats, son unique sollicitude avait été de constituer sans retard la nation. Mais lorsque les Français auront repoussé une injuste agression, lorsque l'Europe sera convaincue de ce qu'on doit aux droits et à l'indépendance d'un grand peuple; alors, une loi solennelle, faite dans les formes voulues par l'Acte additionnel, réunira les différentes dispositions des Constitutions aujourd'hui éparses, et une charte sera donnée au pays, autrement libérale que celle des Bourbons.

Tel est le résumé de la pensée exprimée par Napoléon aux délégués des colléges électoraux. Ces arguments d'avocat allaient mal dans la bouche de celui dont la volonté inflexible avait été, pendant si longtemps, la seule loi de l'Europe. Personne ne se laissa tromper par cette hypocrisie constitutionnelle, qui rappelait trop la séance où Louis XVIII avait tardivement juré de maintenir la Charte et de se montrer en toute circon-

stance le défenseur des droits de la nation. La dignité impériale disparut sous le masque d'un faux libéralisme, et la journée du Champ de Mai fut une bataille perdue contre la révolution. Eh quoi! est-ce bien devant ce même peuple qui savait, en 1792 et 1793, tenir d'une main le glaive du soldat, et de l'autre la plume du législateur constituant; est-ce bien devant ce peuple qui bordait ses frontières de quatorze armées invincibles, pendant que ses représentants discutaient et votaient une Constitution d'où toutes les idées anciennes, d'où tous les précédents historiques étaient exclus; est-ce devant un tel peuple que l'empereur ose parler de l'impossibilité de faire une Constitution nouvelle en présence de l'Europe coalisée? Tout au contraire, n'aurait-on pas donné au sentiment national une force irrésistible, en l'appelant à la défense de son œuvre et de l'enfant de ses principes?

On proclama le résultat des votes en faveur de l'Acte additionnel. Napoléon jura sur les évangiles d'observer et de faire observer les Constitutions de l'empire; des aigles furent distribuées à l'armée, aux gardes nationales, et tout fut dit. L'enthousiasme, absent de cette solennité, ne se trouva le lendemain que dans les colonnes du *Moniteur*. Les citoyens, l'armée de terre et la marine avaient donné un million cinq cent trente-deux mille trois cent cinquante-sept voix pour l'adoption de l'Acte; quatre mille sept cent quatre-vingt-douze contre. Rapproché du nombre des citoyens en âge d'être consultés, qui était de plus de six millions, ce résultat ne prouvait point que la nation fût unanimement satisfaite du replâtrage des sénatus-consultes organiques. Les trois quarts s'étaient abstenus de consigner leur opinion sur les registres.

Les Chambres sont convoquées le 1er juin pour le 3. Mais tels étaient le désordre, les embarras ou le mauvais vouloir du gouvernement pour tout ce qui avait rapport aux institutions représentatives, que la liste des hauts dignitaires qui devaient former

la chambre des Pairs ne fut définitivement arrêtée que la veille de l'ouverture de la session. Chaque pair reçut une invitation individuelle pour se rendre à la séance, et y arriva sans connaître le nom de ses collègues. Les membres de la Chambre haute étaient au nombre de cent dix-neuf. Les premières séances furent consacrées soit à la nomination des président et vice-présidents, à la vérification des pouvoirs dans la chambre des Représentants, soit, dans l'une et l'autre assemblée, à la nomination de commissaires pour la rédaction du règlement intérieur. Une discussion assez importante eut lieu, le 5 juin, provoquée par M. Dupin, à la Chambre élective. Le député de la Nièvre, à propos du serment d'obéissance aux Constitutions de l'empire et de fidélité à l'empereur, demanda qu'il fût bien entendu que ce serment ne pouvait être exigé de l'Assemblée qu'en vertu d'une loi, et qu'il ne préjudiciait en rien le droit d'améliorer la Constitution dans les formes et sous les conditions qu'elle exprimait. C'était le premier symptôme des débats orageux qui devaient s'élever plus tard. Après quelques discours, dans lesquels les partisans du régime impérial invoquèrent bien haut les dangers de la patrie, pour étouffer ce qu'ils appelaient une proposition anticonstitutionnelle, le serment pur et simple fut adopté. L'Assemblée ne se connaissait point encore; les partis n'avaient pas eu le temps d'établir entre eux des lignes nettes de démarcation, de se compter, de se discipliner; mais il était facile de prévoir que les idées de 1789 auraient le dessus dans la Chambre élective, aussitôt que la vie parlementaire serait descendue dans ce corps. Le 7 juin la session fut ouverte, les deux Chambres réunies, par une séance impériale. Le discours de Napoléon, en ménageant tous les partis, n'en satisfit aucun. Aux hommes qui voulaient des institutions populaires, libérales, réformatrices, il dit : « Je viens commencer la monarchie constitutionnelle. » A ceux qui redoutaient le retour des phases révolutionnaires et les agitations de la place publique : « J'ambitionne

de voir jouir la France de toute la liberté *possible;* je dis possible, parce que l'anarchie ramène toujours au pouvoir absolu. » Et encore : « La liberté de la presse est inhérente à la Constitution actuelle... mais il faut des lois répressives, surtout dans l'état actuel du pays : » posant ainsi, à côté des garanties incertaines du présent, des restrictions menaçantes pour l'avenir.

Une proposition maladroite du représentant Félix Lepelletier, tendant à décerner à Napoléon le titre de *Sauveur de la Patrie,* dans l'adresse en réponse à son discours, donna à l'Assemblée l'occasion d'exprimer librement sa pensée par un de ces votes où les plus timides se montrent courageux à peu de frais. La motion de Lepelletier fut rejetée sans examen. L'adresse, adoptée dans la séance du 10, laissa percer naturellement l'opposition naissante du pouvoir législatif, et cette phrase fut surtout remarquée : « La Chambre demande que, pour satis-
« faire à la volonté publique ainsi qu'au vœu de Votre Majesté,
« la délibération nationale rectifie le plus tôt possible ce que
« l'urgence de notre situation a pu produire de défectueux dans
« l'ensemble de nos Constitutions. »

On le voit, depuis la promulgation de l'Acte additionnel, c'est toujours le même grief qui se reproduit contre Napoléon. Il a promis un pacte constitutif, et il n'a fait qu'octroyer une sorte de charte. Mais voici la première fois que ce grief est exposé d'une manière bien nette par les représentants mêmes du pays. Que va répondre l'empereur mis en demeure de s'expliquer?

« Toute discussion publique, dit-il le 11 juin à la députation chargée de lui présenter l'adresse, toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir dans la Constitution, serait un malheur pour l'État. Nous nous trouverions au milieu des écueils, sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité en

s'occupant de discussions abstraites, au moment où le bélier brisait les portes de la ville. »

Que le bélier menaçât les portes de la ville, on ne pouvait le nier; et le bruit sourd qui se faisait entendre du côté de nos frontières, était celui de onze cent mille Barbares, dont les Bourbons expulsés invoquaient l'intervention et excitaient les vengeances; mais que l'on traitât de discussions abstraites les débats féconds d'une assemblée en travail des institutions d'un grand peuple, c'était revenir un peu trop brusquement au bon temps d'un Sénat adulateur et d'un Corps Législatif énervé. La France de 1815 avait reçu l'homme de l'île d'Elbe à d'autres conditions.

Il n'y avait pas un seul instant à perdre pour sauver la patrie. Napoléon était mal à l'aise à Paris, en face de ces assemblées parlementaires, si jalouses de leurs prérogatives, si fières de leur part de pouvoir : le rôle de monarque constitutionnel ne lui allait point. Dans la matinée du 12 il quitte les Tuileries, et, laissant les représentants du peuple débattre les conditions de notre existence politique, il court aux frontières pour défendre notre existence nationale. Après de longues délibérations et un mûr examen des forces respectives de l'Europe coalisée et de la France, il avait été décidé, dans les conseils de l'Empereur, que l'on n'attendrait point une agression matérielle pour commencer les hostilités, et que l'on irait prévenir nos ennemis, en leur portant les premiers coups.

Voici d'ailleurs quelle était la situation militaire. Nous avons dit que les armées de la coalition dépassaient un million de combattants; mais ce million de baïonnettes ne devait être prêt à marcher que vers le commencement de l'automne; au milieu de juin, deux cent vingt mille soldats seulement menaçaient notre frontière, commandés par Wellington et par Blücher. Les armées russes et autrichiennes, s'élevant alors à quatre cent mille hommes, ne pouvaient entrer en campagne

avant six semaines. Les troupes de ligne que Napoléon allait jeter immédiatement en Belgique présentaient cent vingt mille hommes, composés des premier, deuxième, troisième, quatrième et sixième corps de la garde impériale, et des réserves de cavalerie. Trois cent cinquante bouches à feu étaient réparties dans ces divers corps. En outre, il y avait vingt-cinq mille hommes en Alsace, vingt-cinq mille à Chambéry, vingt-cinq mille en Vendée, vingt-cinq mille à Béfort. Total : deux cent vingt mille hommes complétement organisés. Quatre-vingt mille se réunissaient dans les dépôts; deux cent mille, non habillés, arrivaient dans les places fortes pour en former les garnisons; ce qui portait l'ensemble de nos forces à cinq cent mille hommes, sans compter les gardes nationales, animées des meilleurs sentiments, à très-peu d'exceptions près. Mais, répétons-le, les armées prêtes à s'engager au mois de juin n'étaient encore, pour la coalition, que de deux cent vingt mille, et pour la France de cent vingt mille soldats. Notre infériorité numérique n'avait donc rien de bien alarmant; que de fois, avec une semblable disproportion, avions-nous remporté d'éclatants succès! Il y avait avantage pour nous à ne pas attendre l'arrivée des Russes et des Autrichiens; ils eussent jeté dans la balance, un mois plus tard, quatre cent mille baïonnettes, tandis que nous n'eussions guère pu y mettre que les quatre-vingt mille recrues des dépôts.

Ce furent toutes ces considérations qui engagèrent l'empereur à ouvrir les hostilités le 15 juin, au lieu d'attendre la mi-juillet, comme le lui conseillaient quelques-uns de ses généraux. D'ailleurs l'organisation de l'armée était parfaite en ce moment; les arsenaux étaient bien approvisionnés, les attelages des trains d'artillerie tous remontés; les places fortes de première, seconde et troisième ligne en bon état de défense. Tout le mal que la Restauration avait fait à notre armée, d'abord en haine de son esprit, ensuite pour être agréable aux étrangers, se trouvait

complétement réparé. Le génie de Napoléon, que lassèrent et obscurcirent si souvent la politique et la diplomatie, ne manquait jamais de s'élever à sa véritable hauteur et de briller de tout son éclat, lorsque sa dévorante activité s'appliquait aux hommes et aux choses de la guerre.

Arrivé à Avesnes le 13 juin, l'empereur fit exécuter à l'armée du Nord quelques mouvements qui la rapprochèrent de la Belgique. En conséquence de ces mouvements, le 14 au soir, l'armée campait sur trois directions, derrière des monticules, à une lieue de la frontière, de manière que ses feux n'étaient point aperçus de l'ennemi. La colonne de gauche, forte de quarante-trois mille hommes, et composée des premier et deuxième corps, occupait la rive droite de la Sambre, à Solre-sur-Sambre. La colonne du centre, présentant soixante-cinq mille hommes, troisième, sixième corps, garde impériale et réserve de cavalerie, s'établit à Beaumont, où fut placé le quartier-général. La colonne de droite, qui n'avait que seize mille hommes, quatrième corps et partie des réserves de cavalerie, division de cuirassiers, tenait en avant de Philippeville. Les cinq corps d'infanterie étaient commandés par les généraux Vandamme, Gérard, d'Erlon, Reille, Lobau; la cavalerie, sous les ordres des généraux Pajol, Excelmans, Milhaud et Kellermann, était dirigée par le maréchal Grouchy.

La position de l'armée ennemie, le 14 au soir, était décrite de la manière suivante. La gauche, formée des troupes prusso-saxonnes, que commandait le maréchal Blücher, forte de cent vingt mille hommes, s'étendait de Fleurus à Liége. Le maréchal avait choisi Namur pour son quartier-général. Le point de concentration était à Fleurus. La droite, de cent quatre mille hommes, troupes anglo-hollandaises, commandées par le duc de Wellington, occupait Enghien, Soignes, Braine-le-Comte, Nivelles, Bruxelles, Ath, Hall, Gand et Grammont. Le quartier-général était à Bruxelles, et le point de concentration aux Quatre-Bras.

De cette situation il résultait qu'il fallait aux deux cent vingt mille hommes de Blücher et de Wellington deux jours entiers pour se rassembler sur un même champ de bataille; en effet, les deux quartiers-généraux des commandants en chef étaient éloignés de dix-sept lieues, et plusieurs corps se trouvaient à dix, douze, quatorze et même seize lieues des points de concentration.

La partie était belle. Une seule marche suffisait à Napoléon pour atteindre l'avant-garde de Blücher et pour offrir la bataille aux Prusso-Saxons, avant que les divisions anglaises eussent le temps de les secourir. Les ennemis ignoraient la présence de l'empereur au milieu des Français, et ne croyaient point les cantonnements de ceux-ci aussi rapprochés de la frontière. Il fallait donc profiter au plus tôt de ces circonstances favorables, et le 14 au soir, Napoléon annonça par un ordre du jour l'ouverture des hostilités. Nous allions répondre aux insolentes déclarations du congrès de Vienne, en passant les premiers la limite fatale qui séparait les hommes libres des hommes opprimés, la France toujours révolutionnaire de l'Europe encore absolutiste.

« Soldats, c'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo, de Friedland, qui décida deux fois du sort de l'Europe. Alors comme après Austerlitz, comme après Wagram, nous crûmes aux protestations et aux serments des princes que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui, cependant, coalisés entre eux, ils en veulent à l'indépendance et aux droits les plus sacrés de la France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions : marchons donc à leur rencontre; eux et nous ne sommes-nous plus les mêmes hommes?

« Soldats, à Iéna, contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, vous étiez un contre deux; à Montmirail, un contre trois.

« Que ceux d'entre vous qui ont été prisonniers des Anglais

vous fassent le récit de leurs pontons et des maux affreux qu'ils ont soufferts.

« Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats de la Confédération du Rhin, gémissent d'être obligés de prêter leurs bras à la cause des princes ennemis de la justice et des droits de tous les peuples. Ils savent que cette coalition est insatiable! Après avoir dévoré douze millions de Polonais, douze millions d'Italiens, un million de Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer les États de deuxième ordre de l'Allemagne.

« Les insensés! un moment de prospérité les aveugle. L'oppression et l'humiliation du peuple français sont hors de leur pouvoir! S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau.

« Soldats, nous avons des marches forcées à faire, des batailles à livrer, des périls à courir; mais avec de la constance, la victoire sera à nous : les droits, l'honneur, le bonheur de la patrie seront reconquis.

« Pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou de périr! »

A la pointe du jour, le 15 juin, les trois colonnes s'ébranlèrent et passèrent la frontière. Quelques affaires d'avant-garde eurent lieu, dans lesquelles le général prussien Ziethen perdit environ deux mille hommes. A midi Napoléon entrait à Charleroi. La Sambre ayant été franchie sur les ponts de Marchiennes, de Charleroi et du Chatelet, l'armée française bivouaqua, dans la nuit du 15 au 16, dans un carré d'une lieue, occupant Gosselies, Frasne, Marchiennes, les bois qui s'étendent de Fleurus à Charleroi, la route de Fleurus et la route de Charleroi à Gilly. Elle était ainsi placée entre l'armée prusso-saxonne et l'armée anglo-hollandaise, dont les communications devenaient très difficiles. Le duc de Wellington avait appris notre marche; il avait donné les ordres pour concentrer toutes ses divisions et accourir au secours de Blücher, en débouchant par les Quatre-Bras. Il fallait donc attaquer tout de suite le général prussien. Celui-ci tenait

les plateaux du moulin de Bussy, de Sambre, de Ligny et de Saint-Amand. Le seul parti raisonnable qui lui restait à prendre était de faire sa retraite sur Bruxelles et d'opérer ainsi, en arrière de ses lignes actuelles, sa jonction avec le duc de Wellington; mais il se laissa entraîner par le fol espoir de battre à lui seul l'armée française, et de terminer la campagne par une brillante victoire remportée sur l'empereur même. Il attendit de pied ferme le choc, quoiqu'un de ses corps lui manquât, trente mille hommes commandés par Bulow qui ne pouvaient se rallier avant deux jours.

Le 16 au matin, Napoléon ordonna au maréchal Ney de se porter, avec l'aile gauche qu'il commandait, sur les Quatre-Bras. Cette manœuvre avait un double but; d'abord d'arrêter et de culbuter l'avant-garde de l'armée anglo-hollandaise si Wellington essayait de secourir Blücher, et ensuite de lancer une division de huit mille hommes, par la route de Namur, sur les derrières des Prussiens, et de les sabrer dans leur retraite. L'aile droite, commandée par Grouchy, et le centre, marchèrent de front à l'ennemi. « Si Ney exécute bien mes ordres, dit l'empereur au moment d'engager l'action, il ne s'échappera pas un canon de l'armée prussienne; elle est prise en flagrant délit. » Un large ravin couvrait la ligne de l'ennemi. A trois heures la bataille commença; quatre-vingt-dix mille hommes combattaient sous les drapeaux de Blücher, soixante-dix mille seulement sous les aigles de l'empereur. Le village de Saint-Amand fut emporté le premier. Le corps du général Vandamme était engagé sur ce point, qui formait le centre. A droite, le général Gérard attaqua le village de Ligny. Cette position fut prise et reprise plusieurs fois; elle donna son nom à la journée. A l'extrême droite, Grouchy et le général Pajol s'emparèrent du village de Sambre. Tous ces villages étaient situés sur les bords du ravin, et nous en étions entièrement maîtres à sept heures du soir. L'ennemi, forcé de reculer, occupait encore en arrière les hau-

teurs du moulin de Bussy. L'empereur, pour achever la défaite, fit donner une partie de sa réserve; huit bataillons de la vieille garde, soutenus par les cuirassiers et les grenadiers à cheval, abordèrent à la baïonnette les hauteurs de Bussy. En vain l'ennemi se forma à plusieurs reprises en carrés, nos escadrons le rompirent chaque fois. La bataille se prolongea jusqu'à dix heures du soir. Enfin les Prussiens nous abandonnèrent le terrain, et cherchèrent leur salut dans une retraite précipitée et pleine de désordre. Ils avaient perdu quinze mille hommes et plus de cinquante pièces de canon, sans compter les prisonniers, et près de vingt mille hommes, qui se débandèrent et se dispersèrent sur les rives de la Meuse pour se livrer au pillage. Les pertes de l'armée française ne furent que de huit à neuf mille hommes.

Des lenteurs inexplicables chez un soldat comme le maréchal Ney, empêchèrent cette journée d'être aussi complète que Napoléon l'avait espéré. Le maréchal avait reçu l'ordre de s'emparer des Quatre-Bras dès la pointe du jour, avec sa colonne forte de quarante mille hommes. Il se laissa prévenir par le prince d'Orange, que Wellington avait lancé en avant au secours de Blücher, en attendant qu'il arrivât lui-même avec toutes ses divisions. Quoique l'ennemi fût privé d'artillerie et de cavalerie, Ney hésita, tâtonna, eut besoin de nouveaux ordres plus pressants pour prendre l'offensive, et ce ne fut qu'à trois heures, au moment où la canonnade de Ligny se fit entendre, qu'il engagea un combat sérieux. Malheureusement une partie de ses troupes se trouvait à trois lieues en arrière; et le prince d'Orange ayant reçu de nombreux renforts, la disproportion devint telle entre les deux armées, que les Français durent se borner à maintenir leurs positions. Ney eût été battu infailliblement si le prince d'Orange avait eu comme lui du bronze et des chevaux. Ainsi, non-seulement l'affaire des Quatre-Bras n'opère point la diversion que Napoléon en avait attendue, mais

encore elle laisse les Anglais s'établir sur ce point et développer leurs lignes pour une seconde bataille. En effet, toute l'armée anglo-hollandaise vint s'y masser successivement. Wellington évacue dans la soirée les Quatre-Bras et bivouaque au village de Jemmapes.

Rompant avec toutes les traditions de la tactique routinière, Napoléon est décidé à précipiter les événements. Le 17, il se porte aux Quatre-Bras; l'armée anglaise se replie devant lui et va camper à l'entrée de la forêt de Soignes. Hier il a battu Blücher, demain il attaquera Wellington : deux grandes batailles rangées en trois jours, quarante-huit heures à peine après l'ouverture des hostilités ! Si l'on est tenté d'accuser la fiévreuse impatience de l'empereur, il faut se rappeler que derrière les deux généraux anglais et prussien, il y a quatre cent mille soldats russes et autrichiens qui accourent, et qu'il faut se hâter de mettre, entre ces hordes et la France, la Belgique insurrectionnée. Déjà une grande fermentation règne à Bruxelles à la nouvelle de la défaite de Blücher. Encore un coup de dé, et tout sera terminé pour ou contre l'empire. Napoléon le sait; il ne peut se soustraire à la loi fatale, à la chance terrible que lui ont faites les circonstances.

C'est le maréchal Grouchy qui poursuit, avec l'aile droite, les débris de Blücher. Il devra les contenir, les attaquer de nouveau, s'ils se rallient, pendant que l'empereur sera aux prises avec les Anglais. Dans la soirée du 17, Wellington s'est établi au village de Mont-Saint-Jean. Le quartier-général des Français est à la ferme de Caillou. La pluie tombe par torrents ; le terrain semble impraticable. Napoléon craint que l'état de l'atmosphère ne soit un obstacle à la journée projetée, et que les Anglais n'en profitent pour traverser la forêt de Soignes. A neuf heures, il apprend que Blücher a réuni ses trois corps à Wavres, au nombre de quarante mille hommes environ. Un officier est alors expédié au maréchal Grouchy,

pour lui annoncer qu'une grande bataille aura lieu le lendemain. L'empereur lui prescrit, en conséquence, de détacher avant le jour une division de sept mille hommes, avec seize pièces de canon, qui rejoindra la grande armée par la droite; Grouchy, avec le reste des troupes, se mettra lui-même en marche, appuiera le détachement et opérera du côté de la forêt de Soignes, dès que le feld-maréchal Blücher aura évacué Wavres pour continuer sa retraite sur Bruxelles ou sur une autre direction.

Toutes les circonstances de la marche de Grouchy sont précieuses. C'est d'elles que dépendra le dénoûment d'une action immense. Le sort de vingt peuples, de plusieurs générations, ce qui fera leur consolation ou leur malheur, est attaché aux mouvements de quelques milliers de soldats, aveugles instruments d'un homme dont le caprice les mène à une mort certaine ou à la victoire! Nous ne pouvons, ici, faire taire nos réflexions et comprimer les pensées qui viennent nous assaillir. Eh quoi! nous parlons sans cesse de civilisation, de justice, de progrès; nous sommes fiers de nos sociétés, et nous les disons basées sur des assises inébranlables. Est-ce donc la justice, est-ce donc la loi incessante du progrès, est-ce l'intelligence, la philosophie, la morale qui règlent en définitive la marche de ces sociétés? Quelques-uns le prétendent; examinons les faits. Nous sommes arrivés à l'un des points culminants de l'histoire moderne. Deux principes sont en présence; l'un doit absorber l'autre, survivre seul, et pendant un demi-siècle, un siècle peut-être, peser sur le monde de tout son poids et de toute sa force. Ces deux principes, pour lesquels des rois combattent, poussés par une puissance supérieure, et ne croyant défendre que les misérables vanités de leur trône, c'est la liberté de l'homme et le privilége des castes, c'est le règne du droit et l'oppression du fait, c'est la vie sociale et l'agonie incessante de la société, c'est le jeu naturel et fécond des peuples se mou-

vant dans une atmosphère rayonnante, et le pénible travail du monde se traînant à la remorque des ambitions mesquines de princes, dans la nuit des préjugés et de l'ignorance. Eh bien, à quel tribunal suprême va donc être portée la décision? Un congrès de sages, de philosophes, va-t-il se constituer, pour refouler le mal dans les ténèbres profondes et faire jaillir le bien à la surface? L'Europe est là, qui attend! Le tribunal est un champ de bataille, où la faiblesse, l'impéritie, la trahison d'un soldat brutal décident irrévocablement et presque en dernier ressort... Quelques coups de canon de plus ou de moins, un accident, une fausse manœuvre, et l'Europe sera condamnée aux présides de la Sainte-Alliance.

A peine la dépêche de l'empereur était-elle expédiée à Grouchy, qu'on reçut un rapport du maréchal, daté de Gembloux, village situé à trois lieues de Wavres. Grouchy écrivait qu'il avait perdu les traces de Blücher. Un second officier lui fut envoyé pour réitérer l'ordre précédent. A cinq heures du matin, un nouveau rapport arriva de Gembloux. Le maréchal annonçait qu'il venait d'apprendre que toutes les forces prussiennes s'étaient réunies à Wavres; que sa première intention avait été de marcher immédiatement sur ce point; mais que les troupes ayant déjà pris leur camp, il partirait seulement au point du jour, de manière à arriver de très-bonne heure sur Wavres, ce qui aurait le même effet : le soldat, reposé et plein d'ardeur, se battrait beaucoup mieux.

Il n'y avait aucune inquiétude du côté de Blücher, dont les quarante mille hommes, découragés de leur défaite, seraient tenus en respect par les divisions victorieuses de Grouchy. Tranquille de ce côté, Napoléon ne songea plus qu'à livrer la bataille à l'armée de Wellington, si le généralissime anglais avait l'imprudence de l'accepter dans une aussi mauvaise position, ayant à dos une forêt pleine de défilés dangereux. Napoléon voulut se convaincre par ses propres yeux de la ré-

solution de l'ennemi. Au milieu de la nuit, accompagné du grand-maréchal, il se rendit aux avant-postes, et il aperçut sur toute la ligne les feux des bivouacs. Des reconnaissances furent envoyées; elles rapportèrent que les Anglo-Hollandais ne faisaient aucun mouvement. Quelques déserteurs belges et un paysan ramené par les coureurs, confirmèrent le rapport et annoncèrent que loin de songer à se retirer au-delà de Soignes, Wellington avait tout disposé pour un combat. A cinq heures du matin la pluie, qui tombait depuis la veille, cessa tout-à-coup; l'atmosphère s'éclaircit un peu, quelques rayons de soleil se glissèrent à travers les nuages; l'on put espérer que les terres, détrempées par l'orage, seraient bientôt étanchées et pourraient porter l'artillerie. A huit heures l'empereur annonça la bataille à ses officiers généraux : « L'armée de « Wellington est supérieure à la nôtre de près d'un quart, dit-il; « nous n'en avons pas moins quatre-vingt-dix chances pour nous, « et pas dix contre. » Le maréchal Ney arriva en ce moment au quartier-général, annonçant que les colonnes anglaises étaient en pleine retraite, et disparaissaient déjà dans la forêt. « Vous avez « mal vu, lui répondit Napoléon; il n'est plus temps; Wellington « s'exposerait par cette manœuvre à une perte certaine. Il a jeté « les dés, et ils sont pour nous. »

Une seconde fois la ligne ennemie fut reconnue. Les Anglo-Hollandais se rangeaient en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes, couronnant un assez beau plateau. Ils occupaient environ deux mille cinq cents toises de front. Leur droite, commandée par les généraux Cook et Clinton, s'appuyait sur un ravin, au delà de la route de Nivelles, et tenait le château d'Hougomont; leur centre, commandé par les généraux Alten, Collaert et Chassé, était en avant du Mont Saint-Jean, se prolongeant jusqu'à la chaussée de Charleroi et à la ferme de la Haye-Sainte; leur gauche, commandée par les généraux Picton, Lambert et Perchoncher, s'étendait

de la chaussée de Charleroi au village de la Haye. La réserve était à Mont-Saint-Jean, et la cavalerie sur trois rangées garnissait tous les derrières de la ligne de bataille. Une division d'infanterie anglaise avait été placée en flanqueurs sur l'extrême droite, tenant les débouchés depuis Hall jusqu'à Braines-la-Lend; sur l'extrême gauche, une brigade de cavalerie tenait également tous les débouchés depuis le village d'Ohain. Les forces étaient de quatre-vingt-neuf mille cinq cents hommes.

Avant de mettre ses colonnes en mouvement, Napoléon voulut savoir s'il avait été élevé quelques retranchements ou redoutes par Wellington. Le général Haxo, chargé de la reconnaissance, lui apprit qu'il n'y avait aucun vestige de fortifications. Le front de l'ennemi n'était couvert que par un obstacle naturel. Le plateau, légèrement concave à son centre, s'inclinait des deux côtés en pentes douces, terminées par un ravin assez profond. L'empereur dicta l'ordre de bataille, et l'armée française marcha en onze colonnes. Quatre de ces colonnes devaient former la première ligne de bataille, quatre la seconde ligne, et les trois dernières la réserve. Les quatre colonnes de la première ligne étaient : celle de gauche, formée par la cavalerie du deuxième corps; la seconde, par trois divisions d'infanterie du deuxième corps; la troisième, par les quatre divisions d'infanterie du premier corps; la quatrième, par la cavalerie légère du premier corps. Elles se développèrent en face de l'ennemi, appuyant leur gauche à la hauteur des bois d'Hougomont, et leur droite vers le village de Frischermont, occupant dans l'intervalle l'espace compris entre la chaussée de Nivelles à Bruxelles, celle de Charleroi, et la ferme de la Belle-Alliance. Les quatre colonnes de la seconde ligne se placèrent à cent toises en arrière de la première; elles se composaient : celle de gauche, du corps de cavalerie de Kellermann; la deuxième, des deux divisions d'infanterie du deuxième corps; la troisième, de deux divisions d'infanterie; la quatrième, du corps de cuirassiers de Milhaud.

Les trois colonnes de la réserve étaient formées : la première, par les grenadiers à cheval et les dragons de la garde, avec le général Guyot; la seconde, des trois divisions de la garde, avec les généraux Friant, Morand et Duhesme; la troisième, par les chasseurs à cheval et les lanciers de la garde, avec le lieutenant-général Lefebvre-Desnouettes.

Toutes les positions prescrites par l'ordre de bataille étaient occupées à onze heures du matin. Napoléon avait résolu de tourner l'ennemi par sa droite, afin de le couper des Prussiens qui étaient à Wavres, et parce que, le détachement de Grouchy ne devant pas tarder à arriver de ce côté, la jonction serait plus tôt opérée. En conséquence, dix divisions d'artillerie furent réunies, la gauche appuyée à la chaussée de Charleroi; elles devaient soutenir l'attaque de la Haye-Sainte, confiée à quatre divisions du premier et sixième corps, pendant que deux autres divisions aborderaient la Haye. L'action commença à l'autre extrémité de la ligne, au bois d'Hougomont, d'où les Anglais furent chassés après un combat meurtrier. La grande attaque du centre était réservée au maréchal Ney. L'empereur se disposait à donner le signal, lorsqu'un corps nombreux fut signalé dans la direction de Saint-Lambert. On crut d'abord que c'était le détachement de Grouchy qui débouchait sur le champ de bataille, conformément aux prescriptions que le maréchal avait reçues dans la nuit. L'illusion fut de courte durée. Un hussard noir prussien est fait prisonnier, et l'on trouve sur lui une lettre qui explique tout. La colonne que l'on aperçoit confusément sur Saint-Lambert et dont on n'a pu encore distinguer les uniformes, est l'avant-garde du corps de Bulow. Le quatrième corps prussien fort de trente mille hommes, qui n'avait pas pris part à la bataille de Ligny, s'était rallié le matin aux trois autres corps de Blücher, campés à Wavres, et s'en était détaché quelques heures plus tard pour se mettre à la disposition de Wellington. On sut en outre, par le prisonnier, que Grouchy

n'avait point encore attaqué Blücher, et que les Prussiens ignoraient même où se trouvaient les divisions françaises. Napoléon expédia au maréchal la lettre interceptée et les renseignements obtenus du hussard noir; l'invitation lui fut réitérée de marcher sur Saint-Lambert, et de réparer les fautes multipliées qu'il avait commises depuis la veille, en tombant sur le corps du général Bulow.

Pour arrêter les trente mille Prussiens et les empêcher de se rallier à la gauche de Wellington, l'empereur fit marcher dix mille hommes du côté de Saint-Lambert, sous le commandement du comte Lobau, avec ordre de n'attaquer d'une manière effective, que lorsqu'ils entendraient sur les derrières de l'ennemi le canon de l'avant-garde de Grouchy. Cette manœuvre enlevait, cependant, des forces précieuses à notre attaque générale : dix mille hommes réduits à une sorte d'inaction momentanée, et plus tard à un combat excentrique. Aussi Napoléon ne put dissimuler ses craintes; il dit au maréchal Soult : « Nous avions ce matin quatre-vingt-dix chances pour nous; « l'arrivée de Bulow nous en fait perdre trente. Mais nous en « avons encore soixante contre quarante; et si Grouchy répare « l'horrible faute qu'il a commise hier de s'amuser à Gembloux et « envoie son détachement avec rapidité, la victoire en sera plus « décisive, car le corps de Bulow sera entièrement perdu. »

Et voici le calcul que faisait Napoléon. Grouchy en envoyant un détachement de sept mille hommes sur Saint-Lambert, qu'il rejoindra plus tard avec le reste de ses troupes, dispose encore de vingt-sept mille hommes; Blücher n'en a guère à Wavres que quarante mille, découragés, abattus par leur défaite. Si le combat a lieu, l'issue ne peut qu'être favorable aux Français; si Blücher se retire, Grouchy arrivera sur le champ de bataille vers la fin de la journée, pour achever notre victoire; si de part et d'autre chacun conserve ses positions, les sept mille hommes du détachement et les dix mille de Lobau suffiront pour cul-

buter Bulow, pris entre deux feux. Ce raisonnement était juste, rien ne pouvait le tromper; rien, si ce n'est l'impéritie de Grouchy élevée à la hauteur d'une défection morale.

Ney avait enfin commencé l'attaque de la ferme de la Haye-Sainte et du village de la Haye. Quatre-vingts bouches à feu furent démasquées, et criblèrent les lignes anglaises. Wellington ayant essayé de dégager sa gauche par une grande charge de cavalerie qui porta d'abord quelque confusion dans nos rangs, une brigade de cuirassiers, commandée par le général Milhaud, rétablit notre avantage. Après un combat de trois heures, où périt le général Devaux commandant l'artillerie de la garde, la ferme de la Belle-Alliance nous resta. Les divisions anglaises et hollandaises avaient été fort maltraitées; trois furent entièrement détruites. Un désordre épouvantable régnait dans les lignes rompues de Wellington. Déjà les bagages, les chariots, les blessés, se retiraient par la route de Bruxelles. En ce moment la victoire nous appartenait. Malheureusement ce ne fut que la première partie de la journée de Mont-Saint-Jean. Il était quatre heures; le corps de Bulow, qui était resté jusqu'alors sur la défensive, commença à s'ébranler et à opérer une diversion puissante. Les troupes anglaises reprirent courage. Les quarante mille Prussiens marchèrent en échelons, le centre en avant, perpendiculairement sur le flanc droit de notre armée. Trente bouches à feu appuyèrent cette manœuvre. Le comte Lobau soutint d'abord le choc avec quelque succès et enfonça même le premier échelon; mais les deux autres échelons, ralliant le premier et se déployant par un à gauche en bataille, cherchèrent à déborder les dix mille Français, qui furent contraints de se replier. Les Prussiens gagnèrent du terrain. Déjà leur mitraille et leurs boulets balayaient la chaussée en avant et en arrière de la Belle-Alliance, où Napoléon s'était placé avec sa garde. Le danger est imminent. Deux brigades d'infanterie de la jeune garde, quatre bataillons de la vieille garde, quarante bouches à

feu allèrent au secours du comte Lobau. Le mouvement offensif de Bulow, d'abord suspendu, finit par se changer en un mouvement de retraite; il perdit en moins d'une heure ses avantages. A sept heures du soir ses boulets ne portaient plus. La diversion qu'il avait essayée échouait complétement; il n'avait pu se réunir à lord Wellington, et tout faisait supposer qu'il allait assister à la défaite du généralissime, sans pouvoir le secourir, séparé de lui par notre aile droite.

En effet, pendant que Bulow continuait de rompre, le comte d'Erlon poursuivant le cours de nos succès sur le grand champ de bataille, s'était emparé de la Haye; les cuirassiers et les chasseurs de la garde repoussaient la cavalerie anglaise; l'ennemi abandonnait toute cette partie du plateau comprise entre la Haye-Sainte et Mont-Saint-Jean; sa gauche était par tout refoulée sur sa droite. Pour achever la déroute de Wellington, le général Kellermann reçut l'ordre de se porter avec les cuirassiers de la première réserve, et d'appuyer la cavalerie qui chargeait l'ennemi au milieu du plateau. Les escadrons de grosse cavalerie qui formaient la grande réserve, sous les ordres du général Guyot, croyant la bataille terminée et entendant de tous côtés les cris de victoire, crurent qu'ils devaient également donner; ils suivirent les escadrons de Kellermann. L'empereur envoya aussitôt le comte Bertrand pour rappeler Guyot. Tel accident pouvait encore survenir, qui nécessitât l'intervention de cette réserve, et il ne fallait pas la compromettre inconsidérément et sans une urgente nécessité. Mais il était trop tard. Quand le comte Bertrand arriva, la grosse cavalerie était engagée, et un mouvement de recul aurait produit une fâcheuse impression sur l'infanterie, ignorant les causes réelles de la manœuvre.

Les Anglais étaient battus une seconde fois. Le plateau de Mont-Saint-Jean nous appartenait tout entier, tandis que Bulow se retirait avec précipitation sur Saint-Lambert. Le bruit d'une

canonnade lointaine arriva en ce moment sur le champ de bataille; il venait dans la direction de Wavres : c'était l'artillerie du général Grouchy aux prises sans doute avec Blücher.

Que faisait Grouchy, et de quelle manière exécutait-il les ordres pressants et réitérés de l'empereur? Il n'avait quitté le camp de Gembloux que le 17 à dix heures et demie du matin; à une heure il n'était encore qu'à mi-chemin de Wavres. Les détonations foudroyantes des trois ou quatre cents bouches à feu qui vomissaient la mort à Mont-Saint-Jean, se faisaient entendre. Le général Excelmans se rendit auprès du maréchal.

— « L'empereur est aux prises avec l'armée anglaise, lui dit-il, cela n'est pas douteux; un feu aussi terrible ne peut être l'effet d'une rencontre. Monsieur le maréchal, il faut marcher sur le feu. Je suis un vieux soldat de l'armée d'Italie, j'ai cent fois entendu le général Bonaparte prêcher ce principe. Si nous prenons à gauche, nous serons dans deux heures sur le champ de bataille.

— « Je crois, répondit Grouchy, que vous avez raison; mais si Blücher débouche de Wavres sur moi et me prend en flanc, je serai compromis pour ne point avoir obéi à mon ordre, qui est de marcher contre Blücher. »

Le maréchal opposait de nouvelles objections. Le comte Gérard joignit ses instances à celles du général Excelmans.

— « Votre ordre porte, dit-il, d'être hier à Wavres et non aujourd'hui. Le plus sûr est d'aller sur le champ de bataille. Vous ne pouvez vous dissimuler que Blücher a gagné une marche sur vous. Il était hier à Wavres et vous à Gembloux, et qui sait maintenant où il est! S'il s'est réuni à Wellington, nous le retrouverons sur le champ de bataille, et dès lors votre ordre est exécuté à la lettre; s'il n'y est pas, votre arrivée décidera de la bataille. Dans deux heures nous pouvons prendre part au feu, et si nous avons détruit l'armée anglaise, que nous fait Blücher déjà battu? »

Toutes ces excellentes raisons ne convainquirent pas Grouchy. Il est évident que, par amour-propre, il répugnait à n'être qu'un personnage secondaire dans la bataille de Mont-Saint-Jean, et qu'il poursuivait l'honneur de détruire à lui seul le général prussien. Il ne savait comment réfuter les arguments de Gérard et d'Excelmans, quand il apprit que son avant-garde, arrivée à Wavres, avait engagé l'action avec l'ennemi. Dès lors sa résolution fut inébranlable, et, malgré l'avis de tous ses généraux, il continua sa marche. Cependant, lorsqu'il reçut le dernier ordre expédié à dix heures du matin par Napoléon, il détacha le général Pajol avec dix mille hommes pour se porter à Limate, pont sur la Dyle, à une lieue de Saint-Lambert, où ce général n'arrivera qu'à sept heures du soir, c'est-à-dire deux heures trop tard.

Vers la fin de la journée, Grouchy se battait à Wavres. Croyant avoir affaire à l'armée prussienne entière, il avait mis deux heures à préparer son ordre de bataille. Or, le maréchal n'avait devant lui que le troisième corps de Blücher, commandé par le général Thielman. Le feld-maréchal, avec le deuxième corps réduit à dix-huit mille hommes, commandé par le général Pirch, et le premier commandé par Ziethen, s'était mis en mouvement à la suite de Bulow, dérobant sa manœuvre aux Français. A six heures du soir, il débouchait à Ohain, où se tenait une des divisions de cavalerie anglaise placées en flanqueurs. Ses trente-un mille hommes étaient harassés de fatigue, les chemins très-mauvais. Il lui fallut plus d'une heure avant de pouvoir ouvrir ses communications avec Bulow.

Nous sommes arrivés à la troisième partie de la bataille de Mont-Saint-Jean. Le dénouement approche : terrible et épouvantable péripétie, dans laquelle s'engloutiront toutes les espérances. Nous avons laissé l'empereur maître du plateau et l'armée française poussant des cris de victoire. Toute la garde s'était massée devant la ferme de la Belle-Alliance, la cavalerie

se maintenait dans ses positions avancées. Encore un mouvement, et le terrain était complétement déblayé; Wellington n'avait d'autre refuge que les défilés de la forêt de Soignes. Tout à coup Napoléon s'aperçoit qu'une certaine résistance se fait dans les rangs ennemis; la confiance semble revenir à ces colonnes presque débandées. Il interroge l'espace; des troupes nombreuses apparaissent, marchant au pas de charge sur la Haye? Est-ce Grouchy qui répare enfin sa conduite inexplicable, sa coupable lenteur? Ce sont les trente-un mille hommes de Blücher! Tout n'est pas perdu, cependant, si la 4me division du premier corps, qui tient le village de la Haye, fait bonne contenance et parvient à arrêter, en avant de cette barrière, la tête des colonnes prussiennes. Le soleil disparaît à l'horizon; dans une heure la nuit se fera, et le feld-maréchal ne sera venu, ainsi que Bulow, que pour assister à la déroute de Wellington. La 4me division se débande dès le premier choc. Le cri fatal : Sauve qui peut! est poussé dans les rangs. Blücher emporte le village, et, par la trouée, sa cavalerie se répand comme un torrent sur le champ de bataille. Bulow a repris aussi l'offensive. Les dix mille chevaux de la brigade anglaise d'Ohain débouchent au même moment. Une confusion immense bouleverse nos colonnes, bientôt augmentée par l'obscurité. La garde se met en retraite. L'empereur, avec son état-major, entouré d'un carré de soldats d'élite, se place sur un mamelon; il essaie de rallier l'armée. Quatre pièces de canon le défendent : vains efforts! Une terreur panique se propage, on se jette dans le plus grand désordre sur la ligne de communication; soldats, canonniers, caissons, se pressent pour y arriver. La vieille garde elle-même, qui s'est mise en carré, est entraînée par la foule. En un instant ce n'est plus qu'une masse confuse : toutes les armes sont mêlées, il est impossible de reformer un corps (*). Six mille pri-

(*) Bulletin officiel de la bataille.

sonniers sont aux mains de l'ennemi, parmi lesquels le général Duhesme et le comte Lobau. Cambronne, général de la vieille garde, sommé de se rendre, enveloppé de toutes parts, reste grièvement blessé sur le champ de bataille. Malgré les pressants conseils de ceux qui l'accompagnent, Napoléon veut demeurer sur le terrain; il ne peut croire à sa défaite. Enfin on l'enlève de force, et sa retraite ne peut s'effectuer qu'à travers champs, au milieu d'une cohue sans exemple dans nos fastes militaires.

Les débris de l'armée française se précipitèrent sur la chaussée de Charleroi. L'état-major espérait réunir un corps d'arrière-garde à Gennapes; mais une division qu'on avait laissée depuis le 16 à Ligny, et sur laquelle on comptait, ne fut pas rencontrée par les officiers envoyés à sa recherche. Le désordre et la confusion continuèrent à Gennapes. Il fut reconnu qu'il n'existait plus d'armée, et que nos frontières étaient ouvertes à Blücher et à Wellington. Dès lors il fallait choisir un point de ralliement assez éloigné pour qu'il reçût en même temps et les colonnes échappées au désastre, et les bandes rompues, et les fugitifs isolés, et les régiments que l'on ferait venir à marches forcées de Paris pour opposer une barrière à l'invasion des départements du centre. La ville de Laon est désignée; des officiers sont envoyés à Grouchy pour lui donner l'ordre d'opérer sa retraite de ce côté. L'empereur, assailli par de funestes pressentiments, inquiet sur les dispositions de la capitale, craignant quelque entreprise de la part des républicains, se rappelant le complot de Mallet éclatant au moment du désastre de Moscou, abandonne à ses lieutenants tous les soins de la réorganisation de l'armée pour rentrer à Paris, où il arrive le 21 juin à six heures du matin. Malheureusement plusieurs généraux, des officiers supérieurs suivent son exemple, et plus de vingt mille soldats abandonnent à leur tour les rangs et regagnent leurs foyers.

De quelle douloureuse commotion n'est pas saisie la France

lorsque lui vient la funeste nouvelle ! Ouverte le 15, la campagne de Belgique s'est terminée en trois jours. En vain les récits officiels, les rapports insérés au *Moniteur*, essaient de donner le change à l'opinion publique, en énumérant les pertes énormes éprouvées par l'ennemi dans les deux batailles de Mont-Saint-Jean, de Ligny, et dans le combat livré à Wavres. Soixante mille Anglais, Hanovriens et Prussiens, disait-on, avaient péri sous nos baïonnettes et notre mitraille. Triste consolation pour un peuple prêt à subir les fourches caudines, pour la patrie en deuil de ses libertés, pour les mères en deuil de leurs enfants ! Il n'y avait point à s'y tromper. Le coup était mortel, nous ne disons pas pour Napoléon, pour le régime impérial, mais bien pour la révolution. La joie des émigrés, des impitoyables royalistes de 1814, des Bourbons et de leurs familiers, était significative. Tous ces gens-là se connaissaient en malheurs publics; ils étaient habitués depuis plus de vingt ans à interroger le pouls de la France, à compter toutes ses pulsations, à savoir nos heures de défaillance et d'agonie. Au premier bruit de la défaite, le triomphe de leur cause leur apparut, et ils poussèrent un cri de joie. Louis XVIII s'était réfugié dans la ville de Gand, avec tous les artisans de la capitulation de Paris. Il y attendait « les décrets de la Providence », et il faisait de son mieux pour aider à ces décrets en excitant contre son pays le zèle et les fureurs du congrès de Vienne. Une cour véritable l'entourait d'ailleurs, avec ses ministres et son *Moniteur* officiel : on l'appelait le *Moniteur de Gand*. Une folle ivresse s'empara de cette cour lorsqu'elle sut enfin tous les détails de la bataille de Mont-Saint-Jean et toute l'étendue de notre désastre. Le *Moniteur de Gand* publia le 20 juin un article qui demeurera la tache de son parti, et dont la génération présente ne pourrait se faire une idée, si nous ne mettions sous ses yeux un extrait de ce libelle :

« *Gand, ce* 20 *juin* 1815. — La victoire la plus complète

vient d'être remportée sur l'ennemi et l'oppresseur de la France, par une partie des forces destinées à châtier le perturbateur de la paix publique....

« Gand a offert ces quatre jours derniers un spectacle aussi touchant qu'extraordinaire. La population inquiète s'attroupait sous les fenêtres du roi de France. Si des bruits sinistres (les succès des Français) se répandaient, elle paraissait abattue; si l'on annonçait des succès (les succès de Blücher et de Wellington), elle criait aussitôt : Vive le roi !

« Lorsque la victoire a été connue, les transports du peuple ont éclaté avec une vivacité dont il y a peu d'exemples. On entendait répéter une seconde fois le mot de l'empereur Alexandre : La cause de l'humanité est gagnée ! Le roi, cédant aux instances de la foule, a paru à la fenêtre. On a été singulièrement frappé de son air grave. Le peuple, dans son ivresse, s'attendait à lire la même joie sur le front de Louis XVIII. Mais on a bientôt senti, avec attendrissement, que la juste satisfaction du roi de France pour les triomphes les plus légitimes n'étouffait point dans ce cœur paternel les sentiments qui ont résisté à la plus noire des ingratitudes.

« Quelques instants auparavant, le roi, par un de ces mots qui le montrent tout entier, avait dit au duc de Bellune, admis à l'honneur de dîner avec Sa Majesté : « Monsieur le maréchal, « jamais je n'ai bu au succès des alliés avant la restauration; « leur cause était juste, mais j'ignorais leurs desseins sur la « France. Aujourd'hui qu'ils sont les alliés de ma couronne, « qu'ils combattent *non des Français*, *mais des bonapartistes*, « qu'ils se dévouent si noblement pour la délivrance de mes « peuples et le repos du monde, nous pouvons saluer la vic- « toire sans cesser d'être Français. »

L'Empire n'était qu'un fait. La gloire des armes, le besoin de repos et de moralité après les honteux tripotages du Directoire, avaient donné à ce fait des conditions de rapides et solides déve-

loppements, inouïes dans l'histoire. La restauration qui allait lui succéder pour quinze années ne devait être également qu'un fait, et nous le trouvons cyniquement défini dans ces paroles de Louis XVIII : « La cause de l'étranger contre la France est juste ! »

La première chose que devait faire Napoléon en arrivant à Paris, c'était de se rendre à la chambre des Représentants pour y proclamer la patrie en danger, et rallier toutes les opinions autour du drapeau national. Il n'agit point ainsi; s'enfermant dans son cabinet de l'Élysée, il chargea les ministres de communiquer ses intentions à l'Assemblée. L'empereur qui, pendant les quinze années de son gouvernement dictatorial, avait vu tant de bassesses, tant de servilité et de complaisances autour de lui, même dans les rangs des soi-disant députés du Corps Législatif, ne pouvait s'habituer à l'idée de compter d'une manière sérieuse avec un parlement. Cette antipathie, cette répulsion pour tout ce qui, de près ou de loin, ressemblait à la révolution, allaient lui être fatales. Le jour même où il arrivait à l'Élysée, les détails sinistres répandus à Paris, sur la dernière bataille, se confirmaient. Un supplément du *Moniteur*, publié dans la matinée du 21, ne laissait plus aucun doute sur l'étendue de notre défaite. Aussi les députés s'empressèrent-ils de se rendre à la séance pour se communiquer leurs impressions, leurs craintes, pour aviser aux nécessités d'une situation terrible. L'événement de cette séance fut l'apparition à la tribune du général Lafayette. A cette époque, l'ancien commandant des gardes nationales parisiennes, le héros de 1789, le prisonnier que les despotes avaient plongé dans les cachots d'Olmütz, avait toutes les proportions d'un grand révolutionnaire, et celui que la république avait proscrit comme complice de la royauté passait pour un farouche républicain. Lafayette prend la parole :

« Les vieux amis de la liberté reconnaîtront ma voix, dit-il;

voici le moment de nous rallier autour du vieux étendard tricolore, celui de 89, celui de la liberté, de l'égalité et de l'ordre public; c'est celui-là *seul* que nous avons à défendre contre les prétentions étrangères et contre les tentatives intérieures. »

Ces dernières paroles faisaient allusion à un bruit qui courait depuis le matin. On disait que Napoléon, pour simplifier sa situation et sauver matériellement la patrie, préparait contre l'Assemblée un nouveau brumaire. Les résolutions que propose Lafayette sont destinées à prévenir ces dangers intérieurs et extérieurs.

« Art. 1er. La chambre des Représentants déclare que l'indépendance de la nation est menacée.

« 2° La Chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison. Quiconque se rendrait coupable de cette tentative sera traître à la patrie, et sur-le-champ jugé comme tel.

« 3° L'armée de ligne et les gardes nationales qui ont combattu et combattent encore pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France, ont bien mérité de la patrie.

« 4° Le ministre de l'intérieur est invité à réunir l'état-major général, les commandants et majors supérieurs de la garde nationale parisienne, afin d'aviser aux moyens de donner des armes et de porter au plus grand complet cette garde citoyenne, dont le patriotisme et le zèle éprouvés depuis vingt-six ans offrent une sûre garantie à la liberté, aux propriétés, à la tranquillité de la capitale et à l'inviolabilité des représentants de la nation.

« 5° Les ministres à portefeuille, c'est-à-dire ceux qui peuvent avoir des communications importantes à donner à la Chambre, et pour plus de précision, les ministres de la guerre, des relations extérieures, de la police et de l'intérieur, sont invités à se rendre sur-le-champ dans le sein de l'Assemblée. »

Ces résolutions sont adoptées, à l'exception de la quatrième,

ajournée jusqu'après l'audition des ministres. Un message est envoyé à la chambre des Pairs et à l'Élysée, porteur du décret de l'Assemblée. Dans l'intervalle arrive une communication de l'empereur, qui annonce son retour dans la capitale, cherche à pallier le désastre de Mont-Saint-Jean, et termine en disant qu'il est venu à Paris « pour conférer avec les ministres sur les moyens de rétablir le matériel de l'armée, et pour se concerter aussi avec les Chambres sur les mesures législatives qu'exigent les circonstances. »

Solennels et pleins de gravité, les événements demandaient une grande énergie. Les deux pouvoirs législatif et exécutif se trouvaient en présence, c'est-à-dire la liberté et le despotisme, chacun épiant la conduite de l'autre, et prêt à profiter de la moindre faute de son adversaire pour l'absorber et l'anéantir. Quand l'ennemi était à nos portes, quand toutes les forces régulières du pays venaient d'être si violemment rompues par la catastrophe du 18 juin; lorsque les forces populaires, si puissantes dans leur irrégularité, pouvaient seules désormais sauver la patrie : les rouages compliqués de la pondération des pouvoirs et de la royauté constitutionnelle devenaient un embarras fatal. Mais la dictature serait-elle exercée par Napoléon ou par les représentants de la nation; par les ministres, instruments dociles d'un maître, ou par un comité de salut public, bras intelligent et rapide de la souveraineté du peuple?

Les ministres n'ont point encore accédé à l'invitation. Un second message plus pressant leur est transmis. Enfin Carnot, Caulincourt, Fouché et Davoust écrivent au président qu'ils vont se rendre au sein de l'Assemblée. Quelques instants après, Lucien Bonaparte et les ministres sont introduits. Lucien a été nommé par l'empereur commissaire extraordinaire; sa mission est de se concerter avec l'Assemblée sur des mesures de prudence. Il demande le comité secret. Les tribunes sont évacuées; le voile des fictions officielles va se déchirer.

A Lacauchie del.

LUCIEN BONAPARTE



pré-
de la
unir
arne
olo-
eux
cinq
ures
les

De
mi-
des
em-
du

hef
li-
ou-
aré
?
ix
sauvés ! »
nne

on-
on
us
!
que vous ne
mais
à


UNIV.
OF
MICH.

Un profond silence se fait. Lucien donne lecture aux représentants d'un message de Napoléon qui contient l'exposé de la situation de l'armée. Les représentants y sont invités « à s'unir avec le chef de l'État pour empêcher que la patrie ne retourne sous le joug des Bourbons, et ne devienne, comme les Polonais, la proie des Cosaques. » L'empereur propose que les deux Chambres nomment respectivement une commission de cinq membres, qui se concertera avec les ministres sur les mesures de salut public et sur le moyen de traiter de la paix avec les coalisés.

A peine cette lecture est-elle achevée que l'orage éclate. De toutes parts des cris, des interpellations s'élèvent contre les ministres. On dit que l'empereur ne demande la nomination des deux commissions que pour détourner l'attention de l'Assemblée et lui donner une satisfaction illusoire. Le représentant du Gard, Henri Lacoste, parvient à dominer le tumulte.

« Au nom du salut public, s'écrie-t-il, je demanderai au chef de l'État de nous dévoiler le secret de ses pensées, de sa politique; de nous apprendre le moyen de fermer l'abîme entr'ouvert sous nos pas... C'est à Napoléon seul que l'Europe a déclaré la guerre! Séparerez-vous désormais la nation de Napoléon? Pour moi, je le déclare, je ne vois qu'un homme entre la paix et nous. Qu'il parte, et la patrie sera sauvée! »

Lucien Bonaparte s'élance à la tribune. Tant d'audace étonne le frère de Napoléon.

« Eh quoi! aurions-nous encore la faiblesse de croire au langage de nos ennemis? Leur but, en cherchant à isoler la nation de l'empereur, est de nous désunir pour nous vaincre, et nous replonger plus facilement dans l'abaissement et l'esclavage! Songez que notre salut dépend de notre union, et que vous ne pouvez vous séparer de l'empereur, l'abandonner à ses ennemis sans perdre l'État, sans manquer à vos serments, sans flétrir à jamais l'honneur national!

— « Vous nous accusez de manquer à nos serments, réplique Lafayette, à nos devoirs envers l'honneur et Napoléon ! Avez-vous oublié ce que nous avons fait pour lui ? Avez-vous oublié que les ossements de nos enfants, de nos frères, attestent partout notre fidélité, dans les sables de l'Afrique, sur les bords du Guadalquivir et du Tage, sur les rives de la Vistule et dans les déserts glacés dé la Moscovie ? Depuis plus de dix ans, trois millions de Français ont péri pour un homme qui veut lutter encore aujourd'hui contre toute l'Europe ! Nous avons assez fait pour lui ; maintenant, notre devoir est de sauver la patrie ! »

De part et d'autre l'irritation est à son comble. Enfin les ministres sont entendus ; ils présentent des états dans lesquels ils ont énuméré toutes les ressources et toutes les forces qui restent au pays. Ils démentent énergiquement les bruits qui leur ont attribué la pensée d'une dissolution de l'Assemblée. La séance se termine par un vote pour la nomination de la commission qui devra se concerter avec le cabinet. Dans la séance publique qui suit, il est décidé que cette commission sera formée du président et des quatre vice-présidents.

Pour tous ceux qui n'avaient pas assisté à la discussion secrète, ce résultat semblait destiné à resserrer l'accord entre les deux pouvoirs, puisque l'Assemblée avait adopté le projet de décret impérial portant formation de la commission de cinq membres ; mais pour ceux qui savaient les violents débats des représentants, qui avaient entendu les véhémentes sorties de Lacoste et de Lafayette, soutenues, applaudies par une grande partie de leurs collègues ; pour ceux-là il ne restait plus à Napoléon qu'un seul parti à prendre s'il voulait sauver sa couronne : la dissolution de la Chambre. Il en fut question à l'Élysée ; on discuta longuement les avantages et les dangers de cette mesure. On disait que plusieurs représentants, entre autres Lafayette, Sébastiani, Duchêne, étaient résolus à demander le

lendemain, l'abdication immédiate, et en cas de refus, la déchéance de l'empereur, *seul obstacle à la paix*. Les deux commissions de la Chambre des représentants passèrent la nuit à délibérer. La question de l'abdication y fut nettement posée (*). Le 22, le conseil des ministres se réunit; les avis étaient partagés; cependant la majorité se prononça dans le sens des deux commissions. Napoléon était en proie à de grandes perplexités. « Puisqu'on veut me faire violence, dit-il, je n'abdiquerai point. « La Chambre est un composé d'ambitieux et de jacobins! J'au« rais dû les chasser! — Qu'on me laisse réfléchir en paix, « répondit-il à ceux qui venaient le presser, dans l'intérêt de « mon fils, dans celui de la France. Ma tête est à votre dispo« sition... Quand j'aurai abdiqué, vous n'aurez plus d'armée... « Dans huit jours, vous aurez l'étranger à Paris. »

Rien ne saurait dépeindre, d'ailleurs, la confusion, l'anarchie qui régnaient dans les esprits. Toutes les opinions étaient bouleversées, tous les partis désorientés, tous les calculs déjoués depuis deux jours. D'un côté, c'était Napoléon traitant de jacobins les Lafayette et les Sébastiani, qui poussaient à l'abdication au nom des principes de la révolution; d'un autre côté, c'était l'austère Carnot, le républicain inébranlable, qui combattait l'abdication au nom des mêmes principes. Des masses d'ouvriers se groupaient sur la place publique, criant déjà à la trahison, et disposés à prêter leur appui à une dictature. Parmi ceux qui voulaient maintenir intactes et placer au-dessus de la représentation nationale les prérogatives du trône, se trouvaient des courtisans, des ennemis de la liberté, des hommes qui rêvaient le retour de l'absolutisme impérial; et, aussi, de généreux patriotes, qui se rappelaient qu'en 1814 l'abdication n'avait abouti qu'à ramener les Bourbons sans garanties. Ceux-là étaient d'avis de confier momentanément des pouvoirs extraordinaires

(*) *Récit de la captivité de Sainte-Hélène*, par le général Montholon.

à Napoléon, sauf à les lui retirer, et à en appeler au pays lorsque la patrie serait sauvée. Parmi ceux qui demandaient la déchéance ou qui inclinaient pour l'abdication, il y avait des intrigants, des traîtres gagnés à la cause des émigrés, en correspondance avec l'étranger, comme Fouché; et aussi des républicains qui se souvenaient de 1792 et espéraient que l'Assemblée des Représentants, après la chute de l'empereur, s'élevant à la hauteur d'une Convention, sauverait la France par le peuple, par la seule force de l'Idée, pour arriver ensuite au règne de la démocratie.

Il n'était plus permis de reculer. Le 22, à neuf heures et demie du matin, les représentants sont réunis en grand nombre. La commission fait son rapport. Elle propose de voter une délibération dans laquelle il sera déclaré « que l'intérêt de la patrie « exige que l'empereur consente à ce qu'une commission choisie « dans les deux Chambres négocie directement la paix avec les « puissances coalisées. » Mais ce n'est pas tout, et le rapport de la commission donne à entendre que l'empereur doit accomplir le *sacrifice* de ce qui lui sera demandé, pour que la paix puisse être conclue.

C'était l'abdication, conditionnelle à la cessation des hostilités. La partie révolutionnaire de l'Assemblée exigeait davantage. Le représentant Duchêne prend la parole; il veut qu'une députation se rende auprès de l'empereur pour enlever l'abdication immédiate au nom du salut de la patrie, « menacée d'une seconde restauration. » Le général Solignac appuie et développe la proposition, qui est adoptée. Cependant l'Assemblée déclare qu'elle attendra une heure encore la décision que Napoléon pourra adopter de sa propre initiative. La séance est suspendue.

Tout ce qui se passe à l'Assemblée est transmis à l'Élysée, de cinq minutes en cinq minutes. Napoléon, vaincu par l'énergie des représentants, cède à la nécessité. Sa fierté de souverain se

révolte à l'idée d'une déchéance, proclamée par les députés de cette même nation dont les suffrages ont si souvent confirmé ses attentats contre les droits imprescriptibles du peuple, supérieurs même au vote des majorités. A la reprise de la séance, le président donne lecture d'une communication qui vient de lui être faite par les ministres : c'est une DÉCLARATION AU PEUPLE FRANÇAIS.

« Français !

« En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés et le concours de toutes les autorités nationales ; j'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé les déclarations de toutes les puissances contre moi.

« Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir réellement voulu qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français.

« Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la régence par une loi.

« Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante !

« Au palais de l'Élysée, ce 22 juin 1815.

« *Signé* : NAPOLÉON. »

A la suite de cette lecture, une foule de propositions sont portées à la tribune, et la séance se prolonge au milieu de débats confus et passionnés. Fouché demande qu'une commission de cinq membres soit nommée tout de suite, qui se rendra auprès

des puissances alliées « pour y traiter des intérêts de la France au « point de vue des circonstances et de la position nouvelle où « elle se trouve. » Le cauteleux ministre de la police ajoute : « Ce n'est pas dans une Assemblée composée de Français que je « croirais convenable de recommander les égards dus à l'em- « pereur Napoléon, et de rappeler les sentiments qu'il doit « inspirer dans son malheur. » Dupin (de la Nièvre) veut que la chambre des Représentants se déclare Assemblée nationale; qu'une autre commission exécutive de cinq membres soit formée, et qu'une commission prépare les bases du pacte et des conditions aux termes desquelles le trône pourra être occupé par le *prince* que le peuple aura choisi... Le député Mourgues v faire décréter la vacance du trône jusqu'à l'émission du vœu du peuple; la Chambre se déclarerait Constituante ; le pouvoir exécutif serait confié aux ministres, concurremment avec une commission de cinq membres pris dans l'Assemblée, sous la présidence du président de la Chambre. Le député Parreau voyant dans ces propositions une porte ouverte aux Bourbons, donne lecture de l'article 67 de l'Acte additionnel, qui prononce un ostracisme formel et sans appel contre cette famille. L'ordre du jour est adopté au milieu du tumulte. On repousse un projet d'adresse aux Français; et sur la motion de Regnault, l'Assemblée adopte les deux résolutions suivantes : 1° le président et son bureau se rendront auprès de l'empereur pour lui exprimer la reconnaissance et le respect avec lequel la Chambre accepte son noble sacrifice; 2° une commission de cinq membres, dont trois choisis dans la chambre des Représentants et trois dans celle des Pairs, remplira provisoirement les fonctions du gouvernement. Les membres nommés ne pourront, pendant la durée de leurs fonctions, exercer le mandat législatif.

Quelques représentants dévoués à la dynastie essayèrent, à la suite de ce vote, de faire prononcer l'Assemblée d'une manière

explicite sur la proclamation de Napoléon II comme empereur. Le représentant Durbach aborda la question assez nettement; mais ses collègnes craignaient de se prononcer pour ou contre la proclamation immédiate. Dans ces jours malheureux de confusion et d'anarchie, les principes étaient sans force, parce qu'ils étaient mal définis; les intérêts seuls servaient de mobile aux plus purs; et les intérêts, bouleversés en ce moment, avaient besoin de se consulter avant de choisir leur route. D'un commun accord, par une sorte de compromis tacite, tous les partis s'unirent pour ajourner la solution. L'empereur avait abdiqué : ce grand fait surnageait seul. On en remit au lendemain les conséquences.

A la chambre des Pairs, les choses se passent à peu près de la même manière. Ney fait un sombre tableau de la situation; il conteste les rapports officiels; il affirme que le mal est plus grand qu'on ne l'avoue. Ne l'a-t-il pas vu de ses propres yeux? Aucun moyen ne reste pour résister à l'ennemi. « Il n'y a plus d'autre salut, dit-il, que de faire des propositions. » Un message apporte les dernières résolutions de l'assemblée des Représentants. La chambre des Pairs adhère à ces résolutions, et son bureau se rend également auprès de l'empereur pour le remercier de son sacrifice. La séance est interrompue.

Napoléon a dit à la députation : « Je n'ai abdiqué que pour mon fils ! »

Quand la séance est reprise, Lucien, rappelant les paroles de son frère, presse l'Assemblée de reconnaître sans délai Napoléon II. La cour compte beaucoup sur la chambre des Pairs pour se relever de l'échec que la dynastie a subi dans l'autre Assemblée. Joseph et Jérôme Bonaparte, le cardinal Fesch et quatorze hauts dignitaires, en grand costume, sont venus s'asseoir sur les bancs, avec Lucien, comme pour imposer à leurs collègues. Le comte de Pontécoulant répond à Lucien : « Que l'on proclame Napoléon II, dit-il, je suis loin de me dé-

« clarer contre ce parti; mais je déclare aussi fermement, quel « que soit mon respect et mon dévouement pour l'empereur, que « je ne reconnaîtrai jamais pour mon roi un enfant, pour mon « souverain celui qui ne réside pas en France! » Boissy-d'Anglas appuie Pontécoulant; il va même plus loin, et indique d'une manière transparente les secrets motifs de son opposition : « Il ne faut pas risquer de nous ôter les moyens de traiter avec « l'étranger! « Decrès ajoute : « Est-ce le moment de nous occu« per de personnes? Avant tout, la patrie! Elle est en danger, « ne perdons pas un moment pour prendre des mesures que son « salut exige. Je demande que la discussion soit fermée. » La discussion est fermée, en effet, sans qu'on ait pris un parti, et la Chambre nomme les membres qui doivent former le gouvernement provisoire. Sur soixante-dix votants, le duc de Vicence réunit cinquante-deux voix, le baron Quinette quarante. Ils sont proclamés. Lucien a eu dix-huit voix seulement : la sienne et celles de Jérôme, de Joseph, du cardinal Fesch et des quatorze dignitaires dont nous avons parlé.

Carnot, Fouché et Grenier avaient été désignés par les Représentants. Les cinq membres se réunirent pour choisir leur président. Fouché eut trois voix, et fut ainsi placé à la tête du gouvernement nouveau. Fouché travaillait pour Louis XVIII; Napoléon et sa dynastie étaient perdus. Par l'intermédiaire du duc de Vitrolles, du baron Louis, de Jaucourt et de Gaillard, ami de Talleyrand, le duc d'Otrante avait déjà des communications avec les Bourbons. Il ne voulait pas sans doute le retour au pouvoir de cette nuée d'émigrés qui avaient fait commettre de si grandes fautes au roi; mais il espérait que Louis XVIII, revenu à d'autres idées, éclairé par ses récentes disgrâces, se contenterait cette fois d'être un monarque constitutionnel à la manière anglaise, gouvernant par ses ministres; et Fouché se promettait d'être un de ces ministres puissants. Dès le 27 juin il écrivait au duc de Wellington une lettre où sa pensée,

nettement exprimée, ne laisse aucun doute sur le but qu'il poursuivait depuis que l'aveugle nécessité l'avait imposé à Napoléon comme chef suprême de la police. Le duc d'Otrante est tout entier dans cette lettre.

« La nation française, dit-il, veut vivre sous un monarque; elle veut aussi que ce monarque règne sous l'empire des lois.

« La *république* nous a fait connaître tout ce qu'ont de funeste les excès de la liberté; l'Empire, tout ce qu'a de funeste l'excès du pouvoir. Notre vœu, et il est immuable, est de trouver, à égale distance de ces excès, l'indépendance, l'ordre et la paix de l'Europe.

« Tous les regards de la France sont fixés sur la constitution de l'Angleterre. Nous ne prétendons pas être plus libres qu'elle, nous ne consentirons pas à l'être moins.

« Les représentants du peuple français travaillent en ce moment à son pacte social. Les pouvoirs seront séparés, mais non divisés. C'est de leur séparation même qu'on veut faire naître leur harmonie.

« Dès que ce traité aura reçu la signature du souverain qui sera appelé à gouverner la France, ce souverain recevra le sceptre et la couronne de la main de la nation.

« Dans l'état actuel des lumières de l'Europe, un des plus grands malheurs du genre humain, ce sont les divisions de la France et de l'Angleterre. Unissons-nous pour le bonheur du monde.

« Milord, nul homme, en ce moment, ne peut aussi puissamment que vous concourir à mettre l'humanité tout entière sous un meilleur génie et dans une meilleure condition... »

Mais le rôle de Fouché exigeait une grande réserve et des précautions inouïes. Il était placé entre deux écueils : le retour pur et simple de Louis XVIII avec toute sa camarilla, et le réveil de Napoléon, qui pouvait ressaisir la dictature, appuyé par l'armée et le peuple des faubourgs. Ce dernier écueil se dressait

déjà le 22 au soir. L'empereur l'avait dit à la députation des deux Chambres : son abdication n'était valable qu'à la condition qu'elle serait immédiatement suivie de la proclamation de son fils ; et les deux Chambres venaient d'ajourner la reconnaissance de Napoléon II. Fouché s'aperçut qu'il était allé trop loin, et qu'il fallait endormir le lion. Il s'entendit en conséquence avec quelques membres de l'une et l'autre Assemblée; on convint que, dans la prochaine séance, ceux-là mêmes qui préparaient sa perte voteraient en faveur de la dynastie impériale. Après tout, cela n'engageait en rien l'avenir; le principal était de faire arriver sans trop d'encombre les alliés sous les murs de Paris, et de marchander assez le trône à Louis XVIII, pour que les hommes de Gand ne profitassent pas seuls de la seconde restauration.

Cette manœuvre réussit à merveille, grâce au concours de quelques représentants dont on ne pouvait suspecter le patriotisme, et qui furent, sans qu'ils s'en doutassent, les complices du duc d'Otrante. Le 23 le député Béranger proposa de reconnaître solennellement Napoléon II. Defermont parla dans le même sens, et fit entendre qu'en gardant un plus long silence, l'Assemblée donnerait à penser qu'elle préparait le retour de Louis XVIII. Dupin (de la Nièvre) combattit la motion. On venait de dire à la tribune que, sans Napoléon II, il n'y avait rien à opposer à l'ennemi. « Et la nation! s'écria-t-il. C'est au nom de la nation qu'on se battra, qu'on négociera. C'est d'elle qu'on doit attendre le choix du souverain; c'est elle qui précède tout gouvernement et qui lui survit. » Un membre interrompit Dupin : « C'est la république « que vous proposez! » Le député de la Nièvre repoussa l'interpellation par un geste énergique. Il voulait, comme Fouché, un Bourbon sur le trône, avec des garanties constitutionnelles, le duc d'Orléans peut-être; mais plus franc que le chef du gouvernement provisoire, il marchait droit au but et répugnait à tremper dans une intrigue. Ce fut à cette occasion que se révéla

un orateur, dont le nom devait être inscrit un jour parmi nos illustrations parlementaires. Manuel (des Basses-Alpes) résume la question dans un discours remarquable. L'inquiétude des partis, à cette époque de crises et de déchirements, s'y trouve longuement exposée, et nous comprenons mieux, après l'avoir lu, la triste péripétie du drame politique.

Manuel s'appuie d'abord sur la logique constitutionnelle. Une abdication a eu lieu librement; cette abdication emporte avec elle une condition en faveur du fils de Napoléon; vous avez accepté l'abdication; vous avez donc aussi accepté la condition. Il continue :

« Il faut que le gouvernement agisse, et qu'il agisse au nom d'une puissance quelconque.—Au nom de la nation, a-t-on dit. Oui, sans doute, c'est au nom de la nation qu'on se battra pour le maintien de l'indépendance et de la liberté du pays. Mais au sein de cette nation, agitée par tant de mouvements divers, livrée à tant de souvenirs, à tant d'espérances différentes, n'y a-t-il qu'une opinion, qu'un vœu, qu'un parti? — Certes, s'il n'y avait qu'une opinion, l'objection serait sans réplique : la nation se battrait pour la nation, si personne ne rêvait le retour des Bourbons, ou si tous les intérêts et tous les sentiments étaient sacrifiés à la patrie; s'il n'existait point d'hommes épris de vaines dignités, et jaloux de conserver ou de recouvrer de vains titres; si mille prétentions différentes ne s'élevaient et ne se croisaient à la fois, il n'y aurait qu'un intérêt et qu'un vœu. Mais il n'en est pas ainsi. Tel au fond du cœur aurait porté toute sa vie le culte épuré de la liberté et de la patrie, qui a sucé le poison des grandeurs, de la richesse, du pouvoir. Ce n'est pas que je croie les partis ni si nombreux, ni si forts qu'on pourrait le craindre. — Le parti républicain, je ne vois rien qui donne lieu de penser qu'il existe, soit dans des têtes encore dépourvues d'expérience, soit encore dans celles que l'expérience a mûries.—Le parti d'Orléans, penserait-on qu'il réunît

beaucoup d'opinions, parce qu'il paraîtrait admettre plus de chances pour la liberté et pour le bonheur du peuple, par la garantie des principes et des hommes de la révolution; je croirais au moins très-oiseux de discuter cette question.—Les royalistes enfin; à leur égard je me hâte de repousser l'induction qui pourrait être tirée de ce qui a été dit dans cette enceinte. Nous pouvons avoir entre nous quelques nuances d'opinions; mais il n'y a qu'un vœu et qu'une pensée sur le but et les moyens de ce parti, et sur les destinées qu'il rendrait à la France.—Quoi qu'il en soit de l'existence de ces partis et du nombre de ceux qui les embrassent, toujours est-il qu'il y a divergence d'opinions; tout le monde veut se sauver et sauver l'État; mais par des moyens contraires et des routes diverses. —Dans un tel moment, pouvez-vous avoir un gouvernement provisoire, un trône vacant? Laisserez-vous chacun s'agiter, les alarmes se répandre, les prétentions s'élever?—Par cela seul qu'on l'a mis en question, Napoléon II doit être reconnu. Que s'il y a des inconvénients du côté de l'étranger, il y a aussi des avantages qui les balancent. Mais, d'un autre côté, il est des mesures de prudence et de garantie qui sont indispensables. Il est impossible de ne pas porter ici une atteinte à une partie des formes constitutionnelles, dans l'intérêt de la patrie; et pour arriver au but proposé, pour mettre à l'abri de toute influence qui ne serait pas entièrement nationale l'autorité que vous venez de former, vous avez voulu que cette autorité fût confiée à des hommes éprouvés, capables de siéger dans un conseil organe de la souveraineté nationale. Il faut que le vœu soit rempli, et il faut éviter qu'on puisse réclamer, relativement à ce Conseil, les principes de la Constitution qui appellerait tel ou tel prince à la tutelle du souverain mineur : donnant à sa famille une influence immédiate sur la marche de notre gouvernement. »

Manuel propose à la Chambre la délibération suivante :

« La Chambre, délibérant sur les diverses propositions faites

dans sa séance et mentionnées dans son procès-verbal, passe à l'ordre du jour motivé

« 1° Sur ce que Napoléon II est devenu empereur des Français, par le fait de l'abdication de Napoléon Ier et par la force des Constitutions de l'empire;

« 2° Sur ce que les deux Chambres ont voulu et entendu, par leur arrêté à la date d'hier, portant nomination d'une commission de gouvernement provisoire, assurer à la nation les garanties dont elle a besoin dans les circonstances extraordinaires où elle se trouve, pour sa liberté et son repos, au moyen d'une administration qui ait toute la confiance du peuple. »

Cette motion rallie toutes les nuances; elle est adoptée et transmise à la chambre des Pairs, qui en prend une semblable, le même jour.

Un peu de calme se fit à l'Élysée, à la suite de ce double vote. Napoléon crut d'abord à la sincérité du parlement, et il ne parla plus de retirer son abdication. Mais bientôt la réflexion lui montra les obstacles qui s'opposaient à l'avénement de son fils, prisonnier de l'Autriche. Il résolut alors de battre Fouché et tous ses ennemis intérieurs, avec les mêmes armes qu'ils employaient contre lui : la ruse et la dissimulation. Sur ce terrain, Napoléon n'avait jamais été heureux; il devait y succomber. Feignant la résolution de clore pour toujours sa carrière politique, il annonça qu'il était décidé à se retirer aux États-Unis, dès que les sauf-conduits nécessaires auraient été donnés par l'Angleterre. Il fit appeler le 23 au soir le banquier Laffitte, dont le comte Perregaux, l'un de ses chambellans, était l'associé, et lui remit une somme de près de six millions, contre une pareille ouverture de crédit. L'empereur consentit même à sortir de Paris, et à attendre dans une résidence que les préparatifs de son départ fussent terminés. Le 25, il quitta l'Élysée, et se rendit à la Malmaison, où l'accompagnèrent ses aides-de-camp Gourgaud et Montholon, le chambellan Las Cases et l'écuyer

Megrini. Avant de partir, il envoya au duc d'Otrante une proclamation à l'armée. Mais Fouché insista auprès de ses collègues pour que cette pièce fût tenue secrète; ce qu'il obtint en prétextant l'impérieuse nécessité de prouver à la coalition que l'homme à qui elle avait déclaré une guerre sans merci n'était plus rien dans l'État, ni politiquement ni moralement. Le général Becker, représentant, fut nommé par la commission du gouvernement, « pour aller commander la garde de l'empereur à la Malmaison. » L'arrêté portait qu'il veillerait à la sûreté de sa personne et au respect qui lui était dû.

Poursuivant avec une habileté machiavélique son œuvre de désorganisation nationale, le duc d'Otrante colorait une partie des actes de sa trahison d'une fausse teinte de patriotisme. Ainsi, dès le lendemain du départ de Napoléon, toutes les ordonnances émanées de la Commission du gouvernement furent rendues au nom du peuple français, malgré le vote des Chambres qui avaient reconnu Napoléon II. En même temps, par ses ordres, les agents de la préfecture de police faisaient disparaître des étalages de marchands de gravures, les dessins où la verve caustique des artistes tournait en ridicule les Bourbons et les émigrés. Un café du Palais-National où se réunissaient tous les soirs un grand nombre de bonapartistes, fut fermé sous prétexte que les chants patriotiques qui s'y faisaient entendre, compromettaient la tranquillité publique. Comme en 1814, des meneurs royalistes s'enrôlaient dans la garde nationale et recherchaient les commandements supérieurs, afin de refroidir le zèle des citoyens et de paralyser les efforts des patriotes. Paris, d'ailleurs, n'était défendu que d'un seul côté; la rive gauche était presque partout dépourvue de travaux; le duc d'Otrante ne fit rien pour mettre la partie sud de la capitale à l'abri d'un coup de main. Cependant on devait s'attendre à voir d'un moment à l'autre l'avant-garde des étrangers. Les débris de l'armée française s'étaient ralliés aux corps que Grouchy avait

ramenés à peu près intacts de Wavres. Mais nos forces étaient insuffisantes pour arrêter dans leur marche les troupes victorieuses de Blücher et de Wellington. Le seul parti que pouvaient prendre nos généraux était d'opérer leur retraite à la hâte, et de couvrir, avec soixante mille hommes environ, les approches de Paris.

Quant à l'espoir d'un armistice, c'était là une illusion que Fouché faisait miroiter aux yeux de ses collègues du gouvernement provisoire et des membres du parlement, afin de les entretenir dans une fausse confiance et de gagner du temps. Lafayette, D'Argenson, Pontécoulant et Laforêt avaient été envoyés comme plénipotentiaires au camp ennemi. On était sans nouvelle de leur mission. Le duc d'Otrante résolut de brusquer le dénouement. Il s'entendit avec le ministre de la guerre, Davoust, investi du commandement supérieur de l'armée, et le 27 une séance de la commission du gouvernement eut lieu, à laquelle assistèrent un certain nombre de représentants, choisis dans les diverses nuances de l'opinion.

N'oublions pas que le 27, Napoléon était encore à la Malmaison, que des protestations s'élevaient chaque jour, dans l'une et l'autre Chambre, en faveur de Napoléon II; et que, d'ailleurs, en présence des difficultés d'une régence, avec un prince mineur, captif de l'Autriche, les grands pouvoirs de l'État avaient une ressource suprême pour sauver nos libertés : la dictature de l'Assemblée législative, un comité de salut public, et la levée en masse de tous les citoyens en état de porter les armes.

Comme, en dehors du cercle de Fouché, personne ne pouvait mettre en doute la sincérité d'une commission où siégeait le républicain Carnot, les paroles que prononça Davoust, les révélations qu'elles renfermaient, jetèrent la panique dans les esprits. « D'après les connaissances que j'ai acquises des ressources « disponibles, dit le ministre de la guerre, et les rapports que

« je reçois sur la situation et l'esprit de l'armée, je suis intime-
« ment persuadé qu'il n'y a aucun moyen de résister à l'en-
« nemi; et pour éviter de plus grands malheurs, il faut néces-
« sairement recevoir les Bourbons et envoyer proposer au roi :
« 1° d'entrer à Paris sans garde étrangère; 2° de prendre la
« cocarde tricolore; 3° de garantir les propriétés et les person-
« nes, quels qu'aient été leurs fonctions, places, votes, opinions;
« 4° de maintenir les Chambres; 5° d'assurer aux fonctionnaires
« la conservation de leurs places, et à l'armée celle de ses gra-
« des, pensions, honneurs et prérogatives; 6° de maintenir la
« Légion-d'Honneur. »

Au milieu de cette séance, et lorsque, sous l'impression des paroles de Davoust, on était sur le point de voter à de telles conditions le retour immédiat des Bourbons, parvint une dépêche des plénipotentiaires. Ils avaient été reçus au camp des alliés, et donnaient quelques espérances d'armistice. « Pressez, disaient-ils, l'organisation de l'armée; mettez Paris en état complet de défense; surtout, que Napoléon ne s'échappe pas, car dans sa fuite les puissances verraient un danger nouveau; et il sera possible d'arriver à une conclusion pacifique. » Des commissaires sont nommés à la suite de ce message, pour se rendre auprès des alliés, et conclure l'armistice de concert avec les plénipotentiaires. Ce sont MM. Andréossy, Flaugergues, de Valence, Boissy-d'Anglas et La Besnardière. Ce dernier, royaliste récemment arrivé du congrès de Vienne, reçut de Fouché des instructions particulières dans le sens d'une restauration.

Parmi les mesures conseillées par les plénipotentiaires, les seules prises par le duc d'Otrante, et pourquoi ne le dirions-nous pas, par Davoust lui-même, furent celles qui concernaient Napoléon. La rive gauche de la Seine continua de s'offrir sans défense à l'ennemi, déjà maître de Saint-Quentin, de Guise, d'Avesnes, de Noyon, et dont le quartier-général était à Soissons. Les levées en masse, les réquisitions furent votées; mais une lenteur

inqualifiable était mise dans l'exécution de ces grands moyens de salut. Davoust faisait tout juste ce qu'il fallait pour sauver l'honneur de l'armée, mais rien pour sauver notre nationalité. Le gouvernement provisoire fut autrement actif dans les précautions ayant rapport à l'empereur. Le 26, un arrêté avait prescrit au ministre de la marine d'armer dans le port de Rochefort deux frégates pour transporter Napoléon aux États-Unis. Une escorte suffisante, sous les ordres du général Becker, serait fournie à l'empereur jusqu'au lieu de l'embarquement, et les frégates ne devaient point quitter la rade de Rochefort avant que les sauf-conduits demandés à l'Angleterre fussent arrivés. Mais comme le duc d'Otrante savait que Napoléon ne partirait qu'au dernier moment et lorsque tout espoir serait perdu du côté du peuple et du côté de l'armée, il résolut de transformer en une prison véritable sa résidence toute volontaire à la Malmaison. Davoust écrivit en conséquence au général Becker :

« J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un arrêté que la commission du gouvernement vous charge de notifier à l'empereur Napoléon, en faisant observer à Sa Majesté que les circonstances sont devenues tellement impérieuses qu'il devient indispensable qu'elle se décide à partir pour se rendre à l'île d'Aix. Cet arrêté a été pris autant pour la sûreté de sa personne que dans l'intérêt de l'État, qui doit toujours lui être cher.

« Si l'empereur ne prenait point une résolution à la notification que vous lui ferez de cet arrêté, vous exerceriez la surveillance la plus active, soit pour que Sa Majesté ne puisse sortir de la Malmaison, soit pour prévenir toute tentative sur sa personne. Vous feriez alors garder toutes les avenues qui aboutissent de tous côtés à la Malmaison. J'écris au premier inspecteur de la gendarmerie et au commandant de la place de Paris, de mettre à votre disposition la gendarmerie et les troupes que vous pourrez lui demander.

« Je vous réitère, monsieur le général, que cet arrêté a été entièrement pris pour l'intérêt de l'État et pour la sûreté personnelle de l'empereur. Sa prompte exécution est indispensable : le sort de Sa Majesté et de sa famille en dépend.

« Je n'ai pas besoin, monsieur le général, de vous dire que toutes ces mesures doivent être prises dans le plus grand secret possible. »

Mais l'empereur persistait à ne point s'éloigner. Depuis deux jours il avait reçu un grand nombre de visiteurs : les généraux Piré, Chartran, Flahaut, Labédoyère, le duc de Bassano, Joseph Bonaparte et le ministre Decrès. Il ne leur avait pas dissimulé qu'il ne pouvait se résoudre à abandonner son armée au moment où les alliés allaient déboucher sous les murs de Paris; on avait même deviné, dans quelques-unes de ses paroles, les secrètes espérances d'un mouvement populaire et d'une résolution énergique de l'assemblée des Représentants. Ces espérances ne l'abandonnèrent même pas lorsque les ordres de Davoust eurent reçu leur exécution et que toutes les avenues de la Malmaison furent gardées par la gendarmerie. L'empereur ne se faisait pas à l'idée que la population des faubourgs se laissât jouer une seconde fois par quelques intrigants, par quelques diplomates rusés, sans convictions et sans moralité. Il était ainsi fait, que l'appui des masses l'effrayait et lui répugnait dès qu'il se trouvait en contact avec elles; mais il souhaitait de les voir se déployer de nouveau, dès que toute autre voie de réussite lui était enlevée par la fortune. C'est que le peuple, dans l'acception démocratique de ce mot, ne fut jamais qu'un moyen dans les idées napoléoniennes, et les moyens n'ont qu'une valeur relative : les principes seuls ont une valeur absolue et supérieure à tous les événements.

Paris nous offre le plus misérable spectacle, sous la conduite de ce gouvernement provisoire dont le chef a pris à tâche de tout énerver. Les citoyens, unis par les instincts les plus gé-

néreux, s'agitent sans doute et frémissent en sentant l'approche de la Sainte-Alliance; mais sans direction, sans impulsion du pouvoir, ils consument leurs forces en vaines démonstrations. La chambre des Représentants renferme d'excellents esprits, qui ont le sentiment de la situation, qui comprennent que de cet orage quelque chose de grand est à faire surgir, que l'audace est la ressource suprême et féconde des époques révolutionnaires; mais un Danton lui manque, et les séances se passent toutes en tumultueuses discussions, en paroles stériles, en débats sur des questions de forme, de prérogatives, soulevés par des amis de Fouché et des partisans de l'émigration. Il y a cela de fatal, à certaines périodes, que les événements marchent avec une rapidité insaisissable, qu'ils s'improvisent du jour au lendemain, déjouant tous les calculs, dépassant toutes les prévisions; et, tandis qu'ils grandissent soudain de cent coudées, les hommes demeurent ce qu'ils étaient la veille. Malheureux les temps que les destinées font ainsi, parce que les capacités ne sauraient s'improviser comme les événements. Les vents n'ont besoin que d'une heure pour bouleverser les flots : le matelot a besoin de longues années pour apprendre à sauver le navire de la fureur des tempêtes.

De jour en jour, la position de l'empereur à la Malmaison devenait plus critique. Blücher, devançant lord Wellington avec soixante mille Prussiens, avait poussé hardiment une pointe sur Paris, et l'on attribuait ce propos au feld-maréchal : « Si Napoléon tombe entre mes mains, je le fais pendre en tête de mes colonnes. » Mais, le 28 juin, Grouchy était venu occuper les lignes fortifiées qui s'étendaient au nord de la capitale, depuis Saint-Denis jusqu'à Vincennes, en suivant le canal de La Villette et passant par les hauteurs de Belleville. Ces lignes étaient défendues par quatre cents pièces de canon. Tous les ponts jetés sur la Seine avaient été minés, et l'on devait les faire sauter dès que l'ennemi se présenterait, afin de l'empêcher de

s'établir sur la rive gauche. En y comprenant les dépôts, les volontaires, douze mille fédérés environ, une division qui revenait de la Vendée sous les ordres du général Brayer, l'armée française chargée de garnir les approches était de près de quatre-vingt mille hommes.

Blücher avait-il réellement commis une faute en s'exposant ainsi à une bataille, tandis que Wellington se trouvait encore au moins à dix lieues en arrière, au-delà de la vallée de Montmorency? Le général prussien comptait sur Fouché et sur le gouvernement provisoire; il savait Davoust en pourparlers avec le duc de Vitrolles, et la rentrée des Bourbons était une chose convenue. Son imprudence n'était donc qu'apparente. Davoust n'eut garde de s'apercevoir de la faute de l'ennemi, et quelques affaires de tirailleurs signalèrent seules la première rencontre des deux armées.

Mais Napoléon, qui suivait toutes les opérations, n'avait qu'à jeter un coup-d'œil sur la carte et compter les forces respectives, pour reconnaître l'immense parti qu'il y avait à tirer de la situation. Le départ pour Rochefort, après bien des hésitations, avait été enfin fixé au 29 juin dans la matinée. La division Brugères, se dirigeant sur Paris à marches forcées, s'était arrêtée devant les grilles de la Malmaison, faisant entendre des cris énergiques : « Vive l'empereur! A bas les traîtres! A bas les Bourbons! » Les soldats avaient déclaré à Brayer qu'ils n'entreraient pas dans la capitale sans avoir Napoléon à leur tête. Le général fut reçu par l'empereur, qui l'entretint quelques instants en particulier. Un quart-d'heure après, la division continuait son chemin; on lui avait donné l'espoir de revoir bientôt Napoléon sur le champ de bataille.

Cet incident et quelques détails parvenus à la Malmaison, sur l'esprit de l'armée, décidèrent Napoléon à tenter un dernier effort. Le général Becker est appelé. Une lettre lui est remise pour la Commission du gouvernement, ainsi que des

instructions verbales. Cette lettre est ainsi conçue : « En abdi-
« quant le pouvoir, je n'ai pas renoncé au plus noble droit
« du citoyen, au droit de défendre mon pays. L'approche de
« l'ennemi ne laisse plus de doutes sur leurs intentions, sur
« leur mauvaise foi. Dans ces graves circonstances, j'offre mes
« services comme général, me regardant comme premier soldat
« de la patrie. »

Becker se rendit auprès de la Commission. La lettre fut ouverte par Fouché, qui ne put retenir une exclamation brutale à sa lecture : « Se moque-t-il de nous ! » Carnot, Caulaincourt, Quinette, Grenier, prirent connaissance du message. On dit que le premier était d'avis d'accepter cette offre. Mais le duc d'Otrante s'y opposa avec une ténacité fiévreuse. « Vous ne
« voyez donc point, dit-il, que le rappel de Napoléon serait à
« tout jamais destructif de tout espoir de conciliation ; que les
« ennemis, indignés de notre foi punique, ne voudraient plus
« nous accorder ni quartier ni trêve ; que le caractère de Napo-
« léon ne permet point d'avoir confiance dans ses promesses ;
« que s'il parvenait à remporter quelques succès, il voudrait
« remonter sur le trône et s'ensevelir sous ses débris plutôt que
« d'en descendre une seconde fois. » Saisissant alors la plume, il mit fin à la discussion en écrivant le billet suivant au duc de Bassano :

« Le gouvernement provisoire ne pouvant accepter la propo-
« sition que le général Becker vient de lui faire de la part de Sa
« Majesté, par des considérations que vous saurez apprécier
« vous-même, je vous prie, monsieur le duc, d'user de l'in-
« fluence que vous avez constamment exercée sur son esprit
« pour lui conseiller de partir sans délai, attendu que les Prus-
« siens marchent sur Versailles. »

Prêt à monter à cheval pour se rendre à l'armée, Napoléon reçut la lettre de Fouché. « Ces gens-là ne connaissent pas l'état
« des esprits, en refusant ma proposition. On s'en repentira. »

Telles furent les seules paroles qu'il prononça, et il donna tous les ordres nécessaires afin de partir immédiatement pour Rochefort. Un plus long séjour à la Malmaison était d'ailleurs impossible. Les Prussiens s'étaient présentés devant le pont du Pecq. Ce pont était gardé par le vaudevilliste Martainville, officier de la garde nationale. Martainville, au lieu de faire mettre le feu aux fougasses, comme l'ordre lui en avait été donné, livra le passage aux troupes de Blücher. Quelques heures de retard, et la sûreté de l'empereur était gravement compromise. Le 29 juin à cinq heures du soir, Napoléon, après avoir fait ses adieux à la reine Hortense, montait incognito dans une calèche attelée de quatre chevaux, accompagné du duc de Rovigo, du général Becker et du général Gourgaud. Il se rendait à Rochefort par la route de Rambouillet. Pour donner le change aux populations, dont on voulait éviter le bruyant accueil, et aussi pour déjouer toute poursuite, les voitures aux armes de l'empereur prirent la route d'Angoulême.

Les destinées politiques de celui dont nous avons entrepris de raconter la vie sont terminées; il ne nous reste plus, pour achever notre œuvre, qu'à nous entretenir des amers détails de l'exil et de la captivité. Les événements qui se passèrent à Paris, après son départ de la Malmaison, appartiennent à un autre ordre de faits dont nous écrirons ailleurs l'histoire. Ces événements étaient marqués d'avance : il n'y a plus ni péripétie, ni accidents imprévus. Quelle autre destinée pouvait être réservée à Paris, à la France, après l'éloignement de l'homme qui seul était capable de nous sauver par la force de sarmes? La force du peuple, la force des principes, nous savons ce qu'en avaient fait les quinze années qui sont derrière nous. Après l'empereur, c'étaient les Bourbons; après les Bourbons, d'autres Bourbons. Ce n'est pas sans de douloureux efforts, sans la pénible et haute instruction de l'expérience, sans une longue pratique de la vie politique, qu'une nation déshabituée de l'exercice de ses droits, épuisée

de sève morale et de sang par les luttes de six coalitions, parvient à se relever et à resplendir de nouveau de tout son éclat. Pendant que l'assemblée des Représentants se roidit contre les décrets de la nécessité, et emploie, sous le canon de l'ennemi, ses dernières heures à rédiger une Constitution, à consacrer par ses votes les droits du peuple; tandis qu'elle élève contre les restaurateurs des priviléges et de l'aristocratie, la faible barrière de ses idées mal définies : l'œuvre de la trahison, le complot de l'égoïsme s'accomplissent impunément. Paris est livré à l'étranger, l'ennemi pénètre dans nos murs; Louis XVIII se montre à nos barrières avec ses cours prévotales et ses bandes d'émigrés, que cette assemblée délibère encore sur notre Constitution..... Nous avons cessé d'être des citoyens pour redevenir des sujets. Le 3 juillet 1815, le prince d'Eckmülh et le gouvernement provisoire d'une part, et d'autre part le feld-maréchal Blücher et le duc de Wellington, signaient la capitulation dite de Paris (9). Le drapeau blanc flottait dans la capitale, et le drapeau tricolore suivait notre armée derrière la Loire, pour y déployer quelques jours encore son arc-en-ciel révolutionnaire.

Les passe-ports que la commission du gouvernement demandait pour l'empereur avaient été obstinément refusés par les étrangers. Napoléon se rendait à Rochefort, avec le seul espoir d'échapper aux croisières anglaises et de passer aux États-Unis. Sa seconde chute était plus terrible que la première. En 1814, il s'était retiré à l'île d'Elbe en souverain; en 1815, il traversait son empire fugitif, proscrit par la France, mis au ban des nations par les puissances coalisées.

Jusqu'à Niort, où il entra le 1er juillet, le voyage de Napoléon se fit avec rapidité; mais il s'arrêta dans cette ville et y séjourna trente-six heures, quoiqu'il paraisse que son intention fût d'abord de n'y demeurer qu'une nuit. Reconnu par le lieutenant-colonel du 2me hussards, le bruit de son arrivée s'était pro-

pagé comme un fluide, la population se porta en masse à l'auberge de la Boule-d'Or où il était descendu, et le préfet vint lui offrir son hôtel. Les deux régiments de cavalerie qui tenaient garnison à Niort manifestèrent le plus grand enthousiasme; ils demandaient que l'empereur se mît à leur tête; les paysans voulaient se joindre à eux. On savait que l'armée de la Vendée, commandée par Lamarque, et celle de la Gironde, commandée par Clausel, s'empresseraient de coopérer à ce mouvement; et l'on pouvait réunir en quelques jours plus de vingt-cinq mille hommes de troupes régulières. Le général Lallemand et Joseph Bonaparte rejoignent Napoléon le 2. Un conseil de guerre est tenu, et l'on y décide que des officiers de confiance seront expédiés à Clausel et à Lamarque pour connaître leurs intentions. Le premier répondit sans hésiter qu'il était prêt à marcher sur Paris. Le second montra quelque hésitation. Napoléon était profondément découragé; il déclara qu'il se résignait à l'exil, et le projet n'eut pas de suite, malgré les instances du duc de Rovigo et de Lallemand. Le 3 juillet à huit heures du matin, il sortait de Niort; le lendemain soir, il était à Rochefort, où le préfet maritime Bonafoux le recevait avec tous les honneurs dus à un souverain.

Comme on s'y était attendu, l'escadre anglaise tenait le blocus avec une grande vigilance. Plusieurs partis s'offraient à Napoléon, pour quitter la terre de France, déjà la proie de l'étranger, et bientôt celle des réactions du royalisme : forcer la croisière; essayer de la traverser sur un bâtiment marchand, sous pavillon neutre; se livrer aux ministres anglais en invoquant la protection du foyer britannique. Le gouvernement provisoire pressait l'embarquement par de nombreuses dépêches; les deux frégates qu'il avait mises à la disposition de l'empereur, étaient la *Saale*, sous le commandement du capitaine de vaisseau Philibert, et la *Méduse*, sous le commandement du capitaine Ponet.

La croisière qui surveillait le port et les eaux de Rochefort, se composait du *Bellérophon*, vaisseau de 74, capitaine Maitland, et de quelques bâtiments légers. Cinq jours s'écoulèrent en conférences, en projets aussitôt abandonnés que conçus. La nouvelle de l'entrée à Paris des armées de Blücher et de Wellington détermina enfin l'empereur à se rendre à bord de la *Saale*, pour sa sûreté personnelle. Le 9, le préfet lui fit communiquer une lettre qu'il recevait du ministre de la marine. Decrès mandait à M. Bonafoux :

« Il est de la plus haute importance que l'empereur quitte le « plus tôt possible la terre de France... Si les circonstances ne « permettent pas qu'il parte sur les frégates, il sera peut-être « possible à un aviso de tromper les croisières anglaises, et « dans le cas où ce moyen lui conviendrait, il ne faut pas hési- « ter à en mettre un à sa disposition, pour qu'il puisse partir « dans les vingt-quatre heures.

« Si ce moyen ne lui convient pas, et qu'il préfère se rendre « à bord des bâtiments de la croisière anglaise ou directement « en Angleterre, il est invité à vous en adresser la demande « formelle, et positive par écrit; et, dans ce cas, vous mettrez « sur-le-champ un parlementaire à sa disposition, pour suivre « celle de ces deux destinations qu'il vous aura demandée.

« Il est indispensable qu'il ne débarque pas sur territoire « français; et c'est ce que vous ne sauriez trop prescrire au « commandant du bâtiment sur lequel il se trouve ou sur lequel « il passera... »

A bord de la *Saale*, les hésitations de l'empereur continuèrent. On lui conseillait de se rendre sur la corvette la *Bayadère* mouillée dans les eaux de la Gironde, la surveillance des Anglais n'étant pas aussi rigoureuse de ce côté. De plus hardis l'engageaient à débarquer à l'île d'Aix pour y attendre l'arrivée de l'armée du général Clausel, toujours bien disposé en sa faveur. Avec ces dix mille hommes il pouvait recommencer

les hostilités et obtenir de la coalition un traité qui garantît au moins son existence. Le commandant de la *Méduse* lui fit tenir une troisième proposition : c'était la plus sérieuse à coup sûr. Le brave capitaine Ponet attaquerait avec sa frégate de 60 canons le vaisseau le *Bellérophon*; il promettait de prolonger le combat, dût-il être coulé; et pendant ce temps, la *Saale* passerait et prendrait le large avec l'illustre fugitif. Tout l'équipage de la *Méduse* adhérait à cet acte de dévouement. Le commandant de la *Saale* fit encore évanouir cet espoir de salut, en déclarant qu'il n'userait point de violence contre les vaisseaux d'une puissance amie.

Sur ces entrefaites, le capitaine d'un brick danois en partance pour Copenhague se fait fort de conduire l'empereur en Amérique, sous pavillon neutre, avec trois personnes de sa suite, déguisées en matelot. Un traité est même signé pour l'exécution de ce projet, entre le capitaine et le chambellan Las Cases. Un dernier moyen se présentait. Joseph Bonaparte était arrivé à l'île d'Aix; il apprit à Napoléon qu'il allait s'embarquer à Bordeaux pour passer en Amérique. La ressemblance des deux frères était telle, qu'une substitution de personne pouvait facilement avoir lieu. Il en fut question; mais l'empereur refusa. Tout subterfuge lui répugnait. Napoléon, après avoir mûrement réfléchi, s'était enfin arrêté à une détermination sur laquelle il ne devait plus revenir. Le 14 juillet, il annonça qu'il était décidé à demander l'hospitalité à l'Angleterre. Le capitaine Maitland, déjà sondé sur la conduite qu'il tiendrait, dans le cas où l'empereur se confierait à lui, avait répondu : « Je suis autorisé à « recevoir Napoléon pour le conduire en Angleterre, où, dans « ma conviction, Sa Majesté trouvera tous les égards auxquels « elle peut prétendre. » L'empereur chargea le général Gourgaud et le comte Las Cases de se rendre sur le *Bellérophon*, afin d'annoncer sa résolution. Gourgaud reçut en même temps une lettre autographe pour le prince régent d'Angleterre. Voici

cette pièce, qu'aucun Anglais, sans rougir, ne pourra transcrire dans les annales de sa patrie :

« Rochefort, le 13 juillet.

« Altesse royale,

« En butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai consommé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer britannique; je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse royale comme celle du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis :

« NAPOLÉON. »

Et le lendemain, aux premières lueurs du jour, l'empereur, accompagné de quelques amis fidèles, montait sur le *Bellérophon*. « Monsieur, dit-il au capitaine Maitland qui l'attendait au premier échelon de l'escalier de parade, je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. »

Il oubliait qu'entre lui et les lois d'un pays civilisé, les haines de la diplomatie avaient jeté la Déclaration du congrès de Vienne. Le foyer que l'Angleterre lui réservait était une prison au milieu de l'Océan, et le plus généreux de ses ennemis allait lui donner un geôlier : Sainte-Hélène et sir Hudson-Lowe.

D'autres historiens, à ce dénouement du grand drame européen commencé à Marengo et fini à Rochefort, ont trouvé de belles inspirations, à propos d'une grande infortune. L'abaissement inattendu et les mauvais jours du plus illustre conquérant que les temps modernes aient produit, ont éveillé leur sensibilité, et ils ont eu des mots heureux et profonds pour peindre le malheur du héros de cent batailles. Nous comprenons de tels sentiments, de telles préoccupations; mais à Dieu ne plaise que nous fassions ainsi. Une image désolée se dresse devant

nous, dont les douleurs inénarrables absorbent toutes nos sympathies et qui seule, en ce moment, nous semble avoir droit à une pieuse attention. Pour le héros, il est des chutes qui rehaussent l'éclat de la gloire; et le front qui a ceint toutes les couronnes, le bandeau impérial et la branche de laurier, emprunte au martyre une dernière auréole. Napoléon sera le martyr de l'Europe aristocratique. Mais une nation frappée au cœur par la conquête, décimée dans ses enfants, ruinée dans ses intérêts, violée dans ses principes, subit l'affront, demeure pendant de longues années dans la prostration et l'affaissement; et, lorsqu'elle se relève enfin, les pages brillantes qu'elle ajoute à son histoire ne retranchent pas une seule des pages où furent inscrits ses revers. La France a été cette nation. Nous ne l'oublierons jamais, ne serait-ce qu'afin de nous rappeler ce qu'il en coûte à un peuple pour abdiquer sa souveraineté, pour s'incarner dans un prince, ce prince fût-il un homme de génie.

CHAPITRE XXIII.

Le *Bellérophon* conduit l'empereur en rade de Plymouth. — Il est question de livrer Napoléon au gouvernement de Louis XVIII. — La transportation à Sainte-Hélène est décidée. — Protestation de l'empereur. — Le *Northumberland*. — Arrivée à Sainte-Hélène. — Six années de captivité. — Premiers symptômes de la maladie. — Mort de Napoléon.

JUILLET 1815. — MAI 1821.

La foi punique a été flétrie par l'antiquité. La foi britannique subira-t-elle la même injure dans l'avenir?

Savary, duc de Rovigo, le général Bertrand, Lallemand, Gourgaud, le comte de Montholon, le comte Las Cases, le chirurgien Mengeaud, avaient accompagné l'empereur sur le *Bellérophon*. Le soir même, ce vaisseau faisait route pour la rade de Torbay, de conserve avec la corvette le *Slany*, que le capitaine Maitland avait mise à la disposition de Gourgaud. Le *Slany* devait aborder à Plymouth, afin que le général se rendît tout de suite auprès du prince régent avec la lettre de Napoléon. Mais lorsque le *Slany* arriva en rade de Plymouth, le capitaine de cette corvette déclara à Gourgaud qu'il ne pouvait le laisser descendre et que la lettre de l'empereur serait transmise par

la voie ordinaire au prince régent. De la rade de Torbay, où il demeure à l'ancre du 24 au 26 juillet, le *Bellérophon* va mouiller également dans les eaux de Plymouth. C'est là que Napoléon doit attendre la décision du cabinet britannique. Car on délibère en ce moment à Saint-James, et les hommes d'état, torturant et interprétant la fameuse déclaration de Vienne, se demandent si cette déclaration ne met pas complétement Napoléon en dehors des lois humaines et divines. Les uns penchent pour la transportation dans une île lointaine; les autres, auxquels répugne le rôle de geôliers, veulent laisser au gouvernement français tout l'odieux des mesures ultérieures à prendre contre l'ennemi commun; ils opinent pour que Napoléon soit purement et simplement livré à Louis XVIII. Quelques Anglais ne parlent de rien moins que de le traduire devant une haute cour martiale (10).

En rade de Plymouth, des bateaux armés entourent jour et nuit le *Bellérophon*, empêchant toute communication avec la terre. Cependant le bruit des sinistres dispositions du cabinet britannique parvient jusqu'aux compagnons d'exil de l'empereur; mais ce n'est que le 31 juillet que Napoléon connaît enfin le sort qui lui est fait. L'amiral Keith et le sous-secrétaire d'état Bembury se rendent à bord du *Bellérophon*, et lisent à l'empereur la dépêche suivante :

« Comme il peut être convenable au *général Bonaparte* d'apprendre sans un plus grand délai les intentions du gouvernement britannique, à son égard, Votre Seigneurie (l'amiral Keith) lui fera l'information suivante.

« Il serait peu d'accord avec nos devoirs envers notre pays et les alliés de Sa Majesté, que le général Bonaparte conservât le moyen ou l'occasion de troubler de nouveau la paix de l'Europe. C'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'il soit restreint dans sa liberté personnelle, autant que peut l'exiger ce premier et important objet.

« L'île Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence : son climat est sain, et sa situation locale permet qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait ailleurs, vu les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne.

« On permet au général Bonaparte de choisir, parmi les personnes qui l'ont accompagné en Angleterre, à l'exception des généraux Savary et Lallemand, trois officiers, lesquels avec son chirurgien et douze domestiques, auront la permission de le suivre à Sainte-Hélène, et ne pourront jamais quitter l'île sans la sanction du gouvernement britannique.

« Le contre-amiral sir George Cockburn, qui est nommé commandant en chef de la station du Cap de Bonne-Espérance et des mers adjacentes, conduira le général Bonaparte et sa suite à Sainte-Hélène, et recevra des instructions détaillées, touchant l'exécution de ce service.

« Sir George Cockburn sera probablement prêt à partir dans peu de jours; c'est pourquoi il est désirable que le général Bonaparte fasse sans délai le choix des personnes qui doivent l'accompagner. »

Après avoir écouté en silence cette lecture :

« Je suis l'hôte de l'Angleterre, répondit Napoléon à l'amiral Keith, et non son prisonnier. Je suis venu librement me placer sous la protection de la loi anglaise. Le gouvernement a violé à mon égard les lois de son pays, le droit des gens et le droit sacré de l'hospitalité. Je proteste et fais appel à l'honneur britannique. »

La protestation verbale fut suivie le soir même d'une déclaration adressée à l'amiral :

« Milord, j'ai lu avec attention l'extrait de la lettre que vous m'avez communiquée. Je vous ai fait connaître ma protestation. Je ne suis point prisonnier de guerre. Je suis l'hôte de l'Angle-

terre. Je suis venu dans ce pays sur le vaisseau anglais le *Bellérophon*, après avoir communiqué au capitaine la lettre que j'écrivis au prince régent et en avoir reçu l'assurance que ses ordres lui prescrivaient de me recevoir à son bord pour me transporter en Angleterre avec ma suite, si je le lui demandais. L'amiral Hotham m'a depuis réitéré les mêmes assurances. Du moment que j'ai été reçu librement par le *Bellérophon*, je me suis trouvé sous la protection des lois de votre pays. Je désire vivre libre dans l'intérieur de l'Angleterre, sous la protection et sous la surveillance des lois, et en prenant tous les engagements et mesures qui pourraient être jugés convenables. Je ne veux entretenir aucune correspondance avec la France, ni me mêler d'aucune affaire politique. Depuis mon abdication, mon intention a toujours été de me domicilier aux États-Unis ou en Angleterre.

« Je me flatte que vous, Milord, et le sous-secrétaire de votre gouvernement, ferez un rapport fidèle de ces faits.

« C'est dans l'honneur du prince régent et dans la protection des lois de votre pays que j'ai mis et que je mets ma confiance.

« Napoléon.

« 31 juillet 1815. »

Cette déclaration demeura sans réponse. Le vaisseau de 80, le *Northumberland*, qui devait transporter Napoléon à Sainte-Hélène, ne pouvait être prêt que dans quelques jours; il recevait ses derniers emménagements dans le bassin de Portsmouth. Le 4 août, le capitaine Maitland reçut du comte Las Cases une nouvelle protestation, ainsi conçue :

« En mer, à bord du *Bellérophon*, 14 août 1815.

« Je proteste solennellement, ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma

personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon*; je ne suis pas prisonnier; je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu moi-même, à l'instigation du capitaine qui dit avoir des ordres du gouvernement et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection de ses lois. Aussitôt que j'eus mis le pied sur le *Bellérophon*, je fus au foyer du peuple britannique. Si le gouvernement en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir, ainsi que ma suite, n'a voulu que me tendre un piége, une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

« Si un tel acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais viendraient à l'avenir parler de leur loyauté, de leurs lois et de leurs libertés; la foi britannique se trouverait perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

« J'en appelle à l'histoire. Elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement dans son infortune chercher un asile sous ses lois; et quelle plus éclatante preuve pouvait-il donner de son estime et de sa confiance? Mais, comment répondit l'Angleterre à une telle magnanimité? elle feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, elle l'immola.

« NAPOLÉON. »

Il ne restait plus qu'à exécuter l'inexorable décret de la Sainte-Alliance. Le vaisseau le *Northumberland* était complétement armé. Il rallia le *Bellérophon* dans le mouillage de Start-Bay; le transbordement fut fixé au 7. Napoléon avait désigné les trois compagnons de sa captivité, Bertrand, Montholon et Las Cases. Le général Gourgaud obtint, par ses instances auprès de l'amiral Keith, de ne point se séparer de l'empereur; ce qui porta à quatre le nombre des officiers autorisés à l'accompagner. Le chirurgien Mengeaud fut la seule personne désignée pour

partager une grande infortune, qui recula devant les devoirs d'une telle mission. Du consentement de Napoléon, il fut remplacé par M. O'Meara, chirurgien du *Bellérophon*, qui obtint « un congé illimité pour accompagner, dans l'exercice de sa profession, le général Bonaparte à Sainte-Hélène. »

L'affectation que mettait l'Angleterre à ne plus désigner Napoléon que sous le nom de général Bonaparte, montrait l'abîme profond dans lequel était tombé ce maître du monde, et les mesures rigoureuses dont il allait être l'objet. Les instructions remises par le ministère à l'amiral Cockburn ouvrirent au proscrit toutes les tristes perspectives de Sainte-Hélène. D'après ces instructions tous les effets du général seraient visités; l'amiral avait ordre de laisser passer les meubles, les livres et les vins, en comprenant dans les meubles l'argenterie, pourvu qu'elle ne fût pas en quantité suffisante pour être regardée comme une propriété convertible en espèces; Napoléon devait abandonner son argent, ses diamants et tous ses billets négociables, de quelque nature qu'ils fussent; non point que le gouvernement anglais voulût confisquer son bien, mais seulement afin d'en saisir l'administration, « et de l'empêcher d'en faire un instrument d'évasion. » L'amiral et le gouverneur de Sainte-Hélène étaient autorisés à décacheter et à lire toutes les lettres adressées au « général » et à ne recevoir de lui aucune lettre, aucune pièce qui ne fût ouverte. Enfin le général était averti que s'il essayait de s'échapper, il s'exposerait à être mis dans une prison, privé de toute communication extérieure. Les mêmes prescriptions et le même régime étaient imposés aux personnes de sa suite, dont la position fut singulièrement aggravée par le bill rendu en 1816. Ce bill déclarait que toute personne qui protégerait l'évasion de Napoléon, serait punie de mort.

Comme elles s'écoulent rapides pour la postérité, les heures, depuis que les soins d'un vaste empire, les préoccupations du

pouvoir, les grandes batailles, les succès inouïs et les catastrophes inattendues ont cessé de les remplir. A peine si nous avons pu renfermer dans deux chapitres le récit de cent jours de règne. Les hommes sont les mêmes ; c'est encore l'empereur, ce sont encore les officiers qui suivaient le chef dans les batailles, qui l'entouraient au Champ de Mai et l'accompagnaient à Mont-Saint-Jean ; mais les événements ont changé ; le cadre s'est rapetissé ; et soixante-dix jours sur le *Northumberland* n'occupent plus que quelques lignes. Les caractères y grandissent cependant. Napoléon, aux mains de ses ennemis implacables, devient un sage et un philosophe ; le bandeau qui si longtemps a recouvert ses yeux, s'est déchiré, et dans des instants de lucidité merveilleuse ses fautes et ses erreurs lui apparaissent, et aussi les fautes, les erreurs et les trahisons des complices de son despotisme. L'ame humaine est ainsi faite, que ses qualités les plus précieuses, ses dons les plus sympathiques ne jaillissent qu'à la condition de douloureux déchirements, comme ces plantes qui répandent un arome plus vif et plus pénétrant lorsqu'elles sont broyées sous le pilon. A l'île d'Elbe, la pensée d'un prochain retour au pouvoir avait laissé Napoléon dans les conditions de sa nature. Entre l'empereur exilé à Porto-Ferrajo, observant de loin les fautes des Bourbons, l'agitation des partis, la mêlée des idées, des intérêts européens, préparant le débarquement de Cannes ; et le général Bonaparte de l'armée d'Égypte, suivant et comptant les fautes du Directoire, disposant dans son vaste cerveau la mise en scène de son couronnement ; entre 1799 et 1814, il n'y avait eu d'autre différence que celle des circonstances : le moteur, le but et le résultat étaient identiques. Mais sur le vaisseau cinglant vers une île perdue dans l'Océan ; mais chez le prisonnier de Sainte-Hélène, jeté derrière des rochers de lave, aux pieds desquels toute espérance est laissée comme aux portes de l'enfer du poëte : les échos de la vie active, les bruissements de l'avenir, les sou-

cis de l'ambition, se sont éteints. La fièvre de la gloire, de la conquête, du gouvernement, de l'initiative humaine s'assoupit peu à peu. Celui dont l'existence a été consacrée jusqu'alors à faire de l'histoire, et que jugeait le tribunal de l'opinion, juge maintenant à son tour l'opinion et l'histoire. Dans la nuit où la tempête a plongé cet astre souverain, de longs éclairs se glisseront de temps à autre, éclairant les siècles d'une lueur prophétique. L'homme de brumaire, l'antagoniste acharné de l'idéologie démocratique, le vainqueur d'Eylau qui a été un moment sur le point de partager l'empire du monde avec le czar, s'écriera dans la plénitude de sa raison et d'un illuminisme presque divin : « Avant cinquante années l'Europe sera cosaque « ou républicaine. »

Admirable pensée, que Napoléon puisa tout entière dans son passé. République et Cosaquie : n'est-ce point entre ces deux termes que s'est accomplie sa carrière étonnante? La moitié de son existence a été employée à défaire la république, et l'autre moitié à refouler loin de nos frontières les hordes des rois absolus. Tous les efforts de son génie ont été consacrés à placer la France à distance égale de ces pôles de la civilisation; et il n'a pu réussir, malgré ses puissantes ressources, à asseoir sa dynastie sur un équateur politique. D'autres viendront après lui, dont le génie et les moyens seront inférieurs aux siens, et qui reconnaîtront aussi, à leurs dépens, le néant d'une œuvre pareille. C'est le fait des civilisations avancées, du développement et de la perfectibilité de l'esprit humain, de dégager peu à peu la vérité et l'erreur, le bien et le mal confondus et mutuellement altérés par l'ignorance, les préjugés et les passions. Et la vérité politique, le bien social, pas plus que le bien moral et la vérité philosophique, placés aux antipodes de l'erreur et du mal, ne se rencontrent sur ces terrains intermédiaires où les intérêts individuels essayent d'élever leur camp.

Le *Northumberland* était en vue de Sainte-Hélène, le 14 oc-

tobre, à cinq heures du soir; le lendemain, il jetait l'ancre dans la baie de James-Town. Le débarquement s'effectua le 17. Sainte-Hélène appartenait à la Compagnie des Indes; elle était gouvernée, au nom de cette Compagnie, par le colonel Wilks; la cession en avait été faite au gouvernement anglais pour le temps de la captivité de l'empereur. Située à plus de deux mille lieues de l'Europe, au fond de l'Atlantique, entre le 15e degré 55 minutes de latitude sud, et le 5e degré 46 minutes de longitude ouest, cette île, produit d'une éruption sous-marine, offre un aspect désolant à l'œil attristé du navigateur; et la sensation de bien-être qu'il a d'abord éprouvée, en découvrant au loin, à neuf cents lieues de tout continent, le Diana's-Peak, élevé à trois mille pieds au dessus du niveau de la mer, est bientôt dissipée. Tout autour de ce lieu de misère, règne une immense muraille de rochers, et, au-delà, s'étagent des pentes rapides, des masses de laves grisâtres où croissent de rares bouquets de genêts. Au mois d'octobre 1815, la population de Sainte-Hélène était de huit cents blans, y compris la garnison, et trois cents nègres esclaves. La garnison fut portée, dès l'arrivée du captif, à plus de mille hommes, et une escadre de onze bâtiments de guerre stationna désormais dans les eaux de l'île, surveillant tous les navires qui mouillaient dans la rade de James-Town.

Cependant l'industrie humaine, dont les efforts se multiplient toujours en raison des obstacles qu'elle rencontre, était parvenue à transformer quelques-uns des sites sauvages de ce séjour maudit du ciel. La terre végétale, transportée à grands frais et jetée sur une assise de lave, avait formé quelques jardins : Plantation-House, maison de plaisance du gouverneur, Rose-Mary-Hall, habitation du colonel d'artillerie, le cottage de Sandy-Bay, appartenant à M. Dewton, celui de Briars appartenant à M. Balcome, et le jardin botanique de James-Town (*).

(*) *Récit de la Captivité*, par M. le général Montholon

Ne semble-t-il pas que le gouvernement anglais, dans l'exercice même le plus vigoureux de la mission qu'il s'est donnée, devra accorder à l'empereur une de ces habitations, où les douleurs de l'exil ne seront point transformées en torture incessante. Et nous rappellerons ici les termes de la déclaration transmise à l'amiral Keith : l'île Sainte-Hélène a été choisie, parce que sa situation locale permettra qu'on y traite le général Bonaparte avec plus d'indulgence qu'on ne pourrait ailleurs, vu les précautions indispensables qu'on serait obligé de prendre pour s'assurer de sa personne.

Il n'en est point ainsi; et la terreur inspirée par le seul nom du général Bonaparte à la coalition victorieuse, est telle encore que, sur ce rocher gardé par la mouvante ceinture d'une croisière, on emploiera des mesures aussi arbitraires, que si Sainte-Hélène s'appelait l'île d'Elbe et s'élevait à quelques lieues du golfe Juan, dans la Méditerranée. Et il ne faut pas s'égarer sur le sentiment qui pousse les puissances à ces exagérations. Ce sentiment n'est autre que la peur; la peur d'un retour de fortune inouï, d'un miracle du ciel ou des hommes, jetant de nouveau le fléau des monarchies et du droit divin au milieu des trônes mal assis. Une haine gratuitement odieuse n'enfermera pas Napoléon sur le plateau stérile et malsain de Longwood; mais, dans leurs insomnies, les princes écoutent les cris étouffés des nations, ils sentent craquer les étais vermoulus de leurs pouvoirs; les sifflements de la tempête de la veille ont des échos qui semblent annoncer la tempête du lendemain; et ils attachent leur salut à la garde du prisonnier qui fut pendant quinze ans l'absolu dispensateur de leurs destinées. Tant qu'ils le sauront vivant, ils ne se croiront pas complétement rois; et les précautions de la terreur revêtiront, dans leurs congrès, dans leurs conseils, toutes les apparences d'une basse vengeance.

Longwood servait d'habitation au gouverneur de Sainte-

Hélène. C'est un plateau situé à dix-huit cents pieds au-dessus du niveau de la mer, de cinq milles anglais de circonférence, planté aux deux tiers d'arbres rabougris, nommés deadwood (bois mort). La Compagnie des Indes avait essayé de le défricher; une ferme y fut établie. Il fallut renoncer bientôt à toute tentative d'exploitation agricole, sur un sol infertile, battu par les vents alizés. Longwood ne présentait aucune espèce de ressource; le sous-gouverneur y campait, à côté des écuries et des vacheries où la Compagnie entassait des bestiaux. Cette habitation, si l'on peut nommer ainsi quelques constructions menaçant ruine, fut choisie pour servir de résidence à l'empereur et à sa suite. Le plateau, situé loin de la mer, était d'une surveillance facile, et c'est ce qui décida l'amiral Cockburn. Mais, au moment du débarquement, rien n'était prêt, aucune mesure n'avait été prescrite, aucune disposition n'avait été prise pour la destination nouvelle de ce lieu insalubre. Napoléon dut attendre, pendant près de deux mois, l'achèvement des travaux confiés à des esclaves et aux marins de l'escadre. Ayant témoigné le désir d'habiter provisoirement le cottage des Briars, M. Balcome accueillit avec bonheur la demande de l'exilé; et la famille de cet honorable négociant l'entoura, pendant son séjour, de soins et d'affection qui répandirent un peu de baume sur son ame si profondément ulcérée. Ce fut pour lui, comme une de ces brises qui rafraîchissent à de longs intervalles le voyageur perdu au milieu des sables de l'Afrique: douce sensation à peine perçue, et qui ne laisse après elle qu'un amer souvenir.

Aux Briars le rôle odieux des agents de l'Angleterre commençant à se dévoiler, Napoléon dicta au général Bertrand une protestation destinée « à apprendre au monde l'horrible traitement dont il est victime. » Cette note désapprouvée par le général, fut secrètement envoyée en Europe par le comte Las Cases.



« L'empereur désire, y était-il dit, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils, et savoir si celui-ci vit encore; et il renouvelle au gouvernement britannique la protestation qu'il a déjà faite contre les étranges mesures adoptées contre lui.

« 1° Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'empereur n'est point prisonnier de guerre : sa lettre au prince régent, écrite et communiquée au capitaine Maitland avant de se rendre à bord du *Bellérophon*, prouve assez au monde les dispositions et la confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais.

« L'empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononceé sur ce qui était relatif à sa personne. Mais il a dédaigné de mêler des intérêts personnels avec les grands intérêts dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'empereur François qui est son beau-père; mais dans la confiance qu'il avait dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autres protections que les lois; et renonçant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autres pays que les lieux qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières.

« 2° L'empereur eût été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées sur un prisonnier de guerre sont bornés par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre même.

« 3° Le gouvernement anglais considérant même arbitrairement l'empereur comme prisonnier de guerre, son droit se trouvait alors borné par le droit public; ou bien il pouvait, comme il n'y avait pas de cartel entre les deux nations, dans la guerre actuelle, adopter vis-à-vis de lui les principes des sauvages, qui donnent la mort à leurs prisonniers. Ce droit eût été plus humain, plus conforme à la justice, que celui de le transporter sur cet affreux rocher; la mort qu'il lui eût donnée à

bord du *Bellérophon*, en rade de Plymouth, eût été un bienfait en comparaison.

« Nous avons parcouru les contrées les plus infortunées de l'Europe; aucune ne saurait être comparée à cet aride rocher : privé de tout ce qui peut rendre la vie supportable, il est propre à renouveler à chaque instant les angoisses de la mort. Les principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de suivre sa destinée quelle qu'elle soit, peuvent seuls l'empêcher de mettre un terme à une aussi horrible existence; l'empereur met de la gloire à demeurer au-dessus d'elle. Mais si le gouvernement britannique devait persister dans ses injustices et dans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. »

On l'installa le 10 décembre à Longwood. Toute la sollicitude, tous les soins du gouverneur de Sainte-Hélène se sont concentrés sur un objet unique. Napoléon, dès les premiers jours, peut mesurer l'étroit horizon qu'on lui a préparé. Le plateau a été entouré de postes et de factionnaires. A six heures du soir, l'enceinte se retrécit; elle est de soixante à cent mètres de l'habitation; les sentinelles sont placées à trente pas de distance. A neuf heures le cordon de baïonnettes se resserre, il n'est plus qu'à dix mètres; de dix pas en dix pas, les sentinelles veillent sous les murs de Longwood. Les consignes sont sévères, et l'empereur pour avoir dépassé la limite tracée autour de Longwood, dans une de ses promenades, est mis en joue par un soldat anglais. Le gouverneur provisoire pour S. M. britannique, l'amiral Cockburn, était cependant un esprit juste et plein de loyauté. La mission qui lui avait été confiée répugnait évidemment à son caractère; mais fidèle à ses devoirs, il les exerçait avec une rigueur qui n'admettait pas de compromis. Inflexible dans sa conduite, il avait toujours refusé dans les communications officielles, de reconnaître à Napoléon d'autre titre que celui de général. Ses mesures de surveillance, indiquées par les ins-

tructions reçues de Londres, ne subissaient jamais aucun affaiblissement. Et pourtant, lorsque le bruit se répandit de la prochaine arrivée d'un gouverneur définitif, un pressentiment qui ne fut pas trompé, attrista l'empereur. A peine supportable avec un homme loyal, sans passion, et respectant le prisonnier historique, dont les moindres plaintes étaient léguées à l'avenir, le séjour de Longwood serait un abîme de douleurs, avec un geôlier politique.

Sir Hudson-Lowe, lieutenant-général, débarque à l'île Sainte-Hélène le 14 avril 1816. C'est le nouveau gouverneur qui doit remplacer l'amiral Cockburn. Les personnages publics ont leur destinée, nous ne dirons pas leur fatalité. Occupant une autre scène que celle où il jouera un rôle ignoble, tel qui a été voué à l'exécration des siècles et qui porte sur le front un stigmate ineffaçable, eût passé à peu près inaperçu, tandis que sa médiocrité devient odieusement célèbre. Sir Hudson-Lowe subit une de ces destinées; son nom est resté cloué au pilori. Les compagnons de captivité de l'empereur nous ont laissé sur son caractère privé des détails qui corroborent notre appréciation. Homme de quelque esprit, administrateur assez entendu, nous disent-ils; d'une probité extrême, aimable et de formes agréables, bon père de famille, Napoléon l'a pourtant dénoncé au monde comme son bourreau, et le monde entier a ratifié ce jugement. Ne serait-ce point que Hudson-Lowe ne pouvait être autrement qu'il s'est montré à Sainte-Hélène, et que placé auprès de la victime, comme la plus prochaine et la plus visible représentation de l'aristocratie anglaise, toute la haine que l'empereur avait le droit de vouer à ses ennemis, devait passer sur la tête de leur agent? Hudson-Lowe possédait en germe toutes les qualités requises pour la geôle, c'est-à-dire une infatigable vigilance et une méfiance sans bornes, qui dégénérèrent bientôt en monomanie. Assumant sur sa tête une terrible responsabilité, chargé du plus lourd fardeau qu'il ait jamais

été donné à l'homme de porter, tenant sous les verrous le repos de dix monarchies, la stabilité de toute l'Europe absolue, il était en proie à de continuelles appréhensions. La pensée que son prisonnier songeait peut-être à renouveler la grande épopée de l'île d'Elbe, et qu'il en trouverait les moyens et les éléments dans son génie supérieur, l'obsédait sans trève ni cesse. Souvent au milieu de la nuit, raconte le général Montholon, il se réveillait en sursaut; il avait rêvé la fuite de l'empereur. Alors il montait à cheval, accourait comme un fou pour s'assurer qu'il agissait sous l'empire d'un cauchemar, et non d'un instinct providentiel; et il ne quittait Longwood qu'après avoir acquis de l'officier d'ordonnance la certitude que Napoléon était dans son appartement. Il est facile de comprendre l'irritation profonde que produisit chez l'empereur cette inquisition que les heures mêmes de la nuit n'endormaient et n'adoucissaient pas. L'anathème ne tarda point à tomber sur le soupçonneux et inquiet gouverneur : il fut terrible; et si longues qu'elles allaient être, les années de la captivité reçurent de l'incident qu'on va lire, leur caractère définitif.

Un mois s'était écoulé depuis l'installation de sir Hudson-Lowe; il n'avait encore été admis qu'une fois à Longwood. Des dépêches reçues de Londres lui fournirent un prétexte pour obtenir une entrevue. Le gouverneur savait déjà les préventions que Napoléon avait contre lui; il essaya de les dissiper, en expliquant sa conduite rigoureuse par les sévères instructions de son gouvernement. Et comme il témoignait du désir sincère de les adoucir par quelques complaisances, Napoléon l'interrompit par cette sortie :

« En résumé, monsieur, je ne veux rien de vous. Je ne vous demande qu'une chose; laissez-moi tranquille. Je me plaignais de l'amiral Cockburn, mais je lui ai toujours rendu la justice qu'il avait un cœur de soldat, et j'ai toujours eu pleine confiance en son honneur. Depuis un mois que vous êtes ici,

vous m'avez ôté toute confiance en vous. En apprenant votre arrivée, je me félicitais de me trouver vis-à-vis d'un général de terre, qui ayant été mêlé aux grandes affaires du continent, saurait n'employer vis-à-vis de moi que les mesures dictées par les convenances. Je me suis grossièrement trompé. Vous me dites que vos instructions sont plus terribles que celles données à l'amiral; eh bien, ayez le courage de les exécuter franchement. Je m'attends à tout de la part de vos ministres; me voilà, exécutez vos ordres. Sont-ils d'abord de me faire mourir par le fer ou le poison; mais quant à me tuer par le fer, vous avez assez prouvé que vous en aviez trouvé le moyen, lorsque vous êtes venu menacer mes officiers de faire enfoncer à coups de baïonnettes la porte de ma chambre, s'ils se refusaient à vous l'ouvrir. Les braves du 53ᵉ savent qu'ils n'y entreraient qu'en passant sur mon cadavre. Osez leur ordonner de changer les souvenirs glorieux inscrits sur leurs drapeaux, contre ces mots : Assassinat de Napoléon.

« Vous m'offrez, dites-vous, tout l'intérieur de l'île pour me promener; mais vous savez bien que l'obligation d'être accompagné par un de vos officiers fait de votre offre une dérision. Quand des soldats ont reçu le baptême du feu, ils sont tous les mêmes à nos yeux, quelle que soit la couleur de leur uniforme; et ce n'est point l'habit rouge de vos officiers qui me serait importun; mais c'est que je ne puis reconnaître, par aucun de mes actes, que je suis votre prisonnier, et conséquemment je préfère ne point sortir du coin de terre où je puis du moins me promener librement, plutôt que de me soumettre à votre bon plaisir.

« L'obligation d'être accompagné par un de vos officiers est une mesure inutilement vexatoire; la sûreté de ma garde est dans la surveillance qu'exercent les croisières, elle n'est pas dans la présence d'un officier galopant à ma suite. Toutes ces mesures sont absurdes, vous le savez; mais ce que vous ne sa-

vez pas, c'est que vous vous couvrez d'opprobre à mon égard, et que vos enfants rougiront du nom que vous leur laisserez. Ainsi le voudra la postérité ! »

Vers cette époque, fut communiquée à Napoléon une convention signée à Paris, le 2 août 1815, par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie. Aux termes de la Convention, et conformément aux articles du traité conclu à Vienne le 26 mars précédent, Napoléon Bonaparte est constitué prisonnier, et sa garde spécialement confiée au gouvernement britannique. Le choix de la place et des mesures qui peuvent le mieux assurer l'objet de la stipulation, est réservé à Sa Majesté britannique. Les cours impériales d'Autriche, de Russie et la cour royale de Prusse nommeront des commissaires pour se rendre et habiter dans la place que l'Angleterre aura désignée pour la résidence de Napoléon Bonaparte ; sans être responsables de sa garde, ils s'assureront de sa présence. Louis XVIII est invité, au nom des quatre cours, à envoyer pareillement un commissaire français au lieu de détention.

La Prusse, signataire de cette convention, ne nomma pas son commissaire. L'Autriche choisit le baron Sturmer, la Russie le comte Balmain, et la France le marquis de Montchenu. Sir Hudson-Lowe cumulait les fonctions de gouverneur de l'île et de commissaire de la Grande-Bretagne. MM. Montchenu, Balmain et Sturmer arrivèrent à Sainte-Hélène sur la frégate le *Newcastle*. Napoléon espéra d'abord que leur présence apporterait quelque modification aux mesures adoptées contre lui ; mais le rôle de ces agents était tout passif, et sir Hudson-Lowe organisa même à leur égard un système de surveillance que lui avaient prescrit sans doute des instructions secrètes. L'Angleterre se défiait des cours de Russie et de Vienne. Telle complication pouvait troubler l'Europe, telle explosion de l'esprit public surgir en France, qui compromît encore une fois la stabilité du trône de Louis XVIII ; et le cabinet de Saint-James avait un

intérêt évident à demeurer complétement le maître des destinées de Napoléon, à empêcher qu'il ne devînt un instrument entre les mains de l'empereur Alexandre. Il fit preuve d'ailleurs d'une grande perspicacité, à cette occasion, car le comte de Balmain fut chargé dans le courant de l'année 1818, d'une communication de son souverain, pour le prisonnier de la Sainte-Alliance. Trois questions de haute politique s'y trouvaient posées. Alexandre demandait à Napoléon, dans cette note, la stricte vérité sur les différends qui avaient précédé la campagne de Russie, sur cette guerre même, et sur la rupture des négociations ouvertes en 1809 pour un mariage entre Napoléon et la grande-duchesse sœur d'Alexandre.

Une réponse fut dictée par l'empereur. Sur la première question, Napoléon imputa l'occupation du duché d'Oldembour et ses premiers différends avec la Russie à l'ambition de Davoust, qui songeait à la couronne de Pologne; une fois l'honneur français engagé, il n'y avait plus eu moyen de reculer, quoi qu'il en coûtât. Sur la seconde question, Napoléon affirma que même après avoir passé le Niémen et pris Wilna, son plus vif désir était encore de terminer la guerre par un traité également avantageux pour la France et pour la Russie; « la paix eût été « possible alors, si l'empereur Alexandre l'avait voulu, ou, pour « mieux dire, s'il avait pu la vouloir contrairement à l'avis des « boyards qui, eux, voulaient la guerre à tout prix, parce « qu'ils étaient ruinés par le système continental et qu'ils vou- « laient, coûte que coûte, vendre leur suif, leur chanvre et leur « cuivre à l'Angleterre. » Sur la troisième question, Napoléon soutint qu'il avait franchement désiré épouser la grande-duchesse, et qu'il ne s'adressa à son conseil privé d'où sortit une rupture, que lorsque les obstacles venus de la camarilla de Saint-Pétersbourg lui firent perdre l'espoir de ce mariage, et l'obligèrent à sauver diplomatiquement la dignité de sa couronne qu'un refus aurait compromise. La note se terminait

par cette ouverture directe : « En résumé, 1° si l'empereur Alexandre a franchement reconnu que le règne des Bourbons est un état de choses forcé, et que ma dynastie est la véritable garantie de l'intérêt royal, comme de celui des peuples, il peut compter sur la sincérité de mon alliance; 2° si un traité de commerce est le chaînon nécessaire d'un entendement avec l'Angleterre, dire que j'ai toujours été d'opinion d'une réciprocité complète, et que si nous ne nous sommes pas entendus, c'est la faute de l'Angleterre; que d'ailleurs les circonstances ne sont plus les mêmes. »

Ces étranges relations du commissaire russe avec Longwood ne furent même pas soupçonnées par Hudson-Lowe; mais elles n'eurent pas de suite et ne servirent qu'à jeter pour quelques instants d'éphémères illusions dans l'esprit de l'empereur. La fortune fut favorable à la gloire de Napoléon, en dispersant le fragile édifice que son imagination élevait déjà sur l'espérance d'un retour triomphal en Europe. Eh quoi! lorsque les Bourbons durent la plus grande partie de leur impopularité à la complicité de la Sainte-Alliance dans la restauration de leur dynastie, l'empereur pouvait-il s'arrêter une seule minute à la pensée d'une semblable restauration de sa propre dynastie? Rendu à la France par la main des étrangers, Napoléon n'eût pas tardé à inspirer au pays les mêmes répugnances que Louis XVIII; il n'aurait point conservé son trône, et il aurait perdu tout le prestige de son passé. L'empire devait rester dans l'histoire ce qu'il a été réellement : comme un coup de tonnerre, comme une immense commotion électrique, entre une journée orageuse et une nuit pleine de ténèbres, l'orage de la liberté et la nuit de la négation sociale. Le soleil se lèvera plus tard pour inonder l'espace de ses rayons.

Tristes, monotones, pleines de douleurs, de tracasseries odieuses, les années passaient, et déjà l'œuvre de l'oligarchie européenne aboutissait à son impie et funeste résultat. Le

prisonnier se consumait lentement sous le climat mortel de Sainte-Hélène, et sous les coups d'épingle de ses gardiens. Chaque jour ajoutait une nouvelle épine à la couronne de ce martyr de la diplomatie haineuse. Les instructions de sir Hudson-Lowe étaient impérieuses; elles ne souffraient aucune espèce de composition. Une lutte de tous les instants s'était établie entre l'empereur et le geôlier; la dignité et l'énergie de l'un venaient se briser contre l'inflexible consigne de l'autre; et l'esprit demeure épouvanté, quand il songe que dans une telle lutte de détails mesquins et d'étroits intérêts, se concentraient tous les éclairs du génie qui naguère embrassait le monde entier: monstrueux combat, qu'un renversement phénoménal des grandeurs humaines avait rendu possible, et dans lequel le géant succombait sous les efforts du pygmée. Ce sont tantôt les limites de Longwood qu'une défiance exagérée retrécit de plus en plus; puis des réductions telles dans les dépenses du service, que Napoléon est forcé de dénaturer et de faire vendre à James-Town ses pièces d'argenterie pour subvenir d'une manière convenable aux besoins de ceux qui l'entourent. Las Cases essaie de dérober à l'inquisition anglaise une dépêche destinée à Lucien Bonaparte. Cette dépêche, écrite sur un lambeau de soie et cousue dans la veste d'un mulâtre, contenait un rapport très-détaillé sur la situation de l'empereur. Sir Hudson-Lowe surprend le message, et Las Cases est brutalement enlevé de Sainte-Hélène. Las Cases remplissait les fonctions de secrétaire; son départ affecta douloureusement l'empereur, dont il recueillait chaque jour les souvenirs. Il fut remplacé par le comte Montholon.

Peu à peu la solitude se fit à Longwod. Le général Gourgaud se rendit en Europe en 1818, porteur de cette réponse aux communications de l'empereur de Russie, que nous avons reproduite plus haut. L'exilé comptait beaucoup sur cette pièce, et le départ eut lieu d'après ses propres instances; mais il est dou-

loureux de consigner ici que parmi les compagnons volontaires de sa captivité une grande lassitude avait lieu, et que le général Gourgaud parut saisir avec un empressement qui a fait plus tard suspecter la sincérité de sa conduite, l'occasion de mettre un terme au séjour de Sainte-Hélène.

Les vents délétères du tropique, le défaut d'exercice, les incessantes irritations d'une ame ulcérée par le malheur et blessée par l'insulte, avaient enfin développé chez Napoléon d'alarmants symptômes. Ce fut ce moment même où les soins du docteur O'Méara, en qui il avait une grande confiance, lui étaient le plus nécessaires, que l'on choisit pour priver l'empereur de son médecin. Le cabinet de Saint-James, par une instruction datée du 16 mai 1818, prescrivit à sir Hudson-Lowe d'interdire désormais à M. O'Méara toute espèce de service auprès du général Bonaparte, et de le renvoyer immédiatement en Angleterre. Le docteur Baxter, qui se trouvait à bord de l'escadre, fut désigné pour le remplacer. Lorsque O'Méara vint prendre congé, en proie à une vive émotion, l'empereur lui dit :

— « J'ai vécu trop longtemps. Vos ministres sont bien hardis. Quand le pape était mon prisonnier, je me serais coupé le bras, plutôt que de signer l'ordre de toucher à son médecin ! »

Et le 26 juillet 1818 la lettre suivante fut adressée, comme protestation, au gouverneur de l'île :

« J'ai l'honneur de vous donner l'assurance, malheureusement pour sa position, que l'empereur, même en vue de sa mort, ne recevrait de soins, ne prendrait de remèdes que des mains de son médecin propre ; si on l'en prive, il se tiendra assassiné par vous.

« MONTHOLON. »

Mais la décision était prise d'une manière irrévocable. O'Méara devait partir immédiatement ; le cabinet de Saint-James ne par-

donnait pas à un Anglais le zèle et le dévouement qu'il avait déployés dans ses délicates fonctions, auprès de l'ennemi politique de la Grande-Bretagne. Cependant O'Méara put encore, avant de partir, rédiger un rapport sur la maladie de l'empereur, qui ressentait à cette époque de vives atteintes d'une affection du foie, et des symptômes scorbutiques. Il ne craignit pas de consigner dans le rapport l'appréciation consciencieuse des causes de cet état morbide : « Deux années d'inaction, dit-il, « un climat meurtrier, des appartements mal aérés, bas, un « traitement inouï, l'isolement, l'abandon, tout ce qui froisse « l'âme, agit de concert. Est-il étonnant que le désordre se « soit mis dans les fonctions hépatiques? Si quelque chose « étonne, c'est que les progrès du mal n'aient pas été plus ra- « pides. Cet effet n'est dû qu'à la force d'ame du malade, et à « la bonté d'une constitution qui n'a point été affaiblie par les « excès. »

C'est l'opinion d'un Anglais que nous venons de traduire, imputant à son propre gouvernement la lente agonie de Napoléon Bonaparte. Les révolutions ont de funestes conséquences, de fatales nécessités, nous le savons; mais l'humanité perdrait-elle tous ses droits devant la politique? Les partis victorieux, qui ne sauraient supprimer les idées, aboutissent souvent à supprimer les hommes, soit! c'est là une des suites inévitables de notre déplorable organisation sociale basée sur un antagonisme perpétuel, sur une lutte continue, sur la raison du plus fort substituée à la raison du plus juste. Mais il faut que les partis aient au moins le courage et la franchise de leurs actes; et qu'une hypocrisie odieuse ne jette pas le masque d'une fausse modération sur le visage du bourreau. La révolution eut du moins ce courage, lorsqu'elle envoya Louis XVI à l'échafaud. Les rois se sont déshonorés, en faisant périr leur prisonnier dans les tortures d'une captivité de six années.

Le rapport d'O'Méara causa en Europe une sensation pénible.

La ferme résolution manifestée par l'empereur de ne recevoir de soins que d'un médecin de son choix, son état alarmant, la clameur universelle qui s'élevait contre une mesure barbare, finirent par émouvoir le ministère anglais. Dans les premiers mois de 1819 il autorisait un médecin et deux aumôniers choisis par le cardinal Fesch à se rendre à Sainte-Hélène. Le 21 septembre, le docteur Antomarchi et les abbés Buonavita et Vignali débarquèrent à James-Town. Mais la satisfaction qu'en éprouva l'empereur ne fut pas de longue durée. Antomarchi, si zélé qu'il se montrât, n'était qu'un médiocre praticien. L'insuffisance de ses soins mécontentait Napoléon, qui sentait se développer chaque jour davantage les germes de la maladie implacable. Une sombre atmosphère de tristesse s'étendait de plus en plus sur Longwood. Il était question du départ du général Bertrand, que fatigait un long exil et que des influences étrangères s'efforçaient de séparer de ses anciens compagnons d'armes. Déjà même Napoléon, à qui pesait un dévouement contraint, avait consenti à cette séparation; il demandait seulement que le général fût remplacé par toute autre personne qui aurait été attachée à son service, telles que les ducs de Vicence et de Rovigo, les comtes de Ségur, de Montesquieu, Daru, Drouot, de Turenne, ou MM. Denon et Arnault. Mais il ne devait pas mettre à l'épreuve l'attachement de ces courtisans d'une gloire éteinte. La mort s'avançait avec rapidité. L'année 1821 venait de commencer; elle était marquée comme le terme de cette existence gigantesque qui toucha à toutes les grandeurs et à toutes les misères humaines.

La maladie de foie dont l'empereur était frappé, est endémique et mortelle à Sainte-Hélène. Dans les mois de janvier et février 1821, les ravages sont tels, qu'il ne marche plus dans son appartement sans être soutenu. Une autre affection vient compliquer la première : les intestins sont gravement attaqués. Il meurt sans secours sur cet affreux rocher; son agonie est

effroyable. (*). Le docteur anglais Arnott est appelé à Longwood, par les ordres de Napoléon, qui plus d'une fois a surpris en défaut la science d'Antomarchi. Arnott ne dissimule pas ses craintes. Tout espoir de guérison s'évanouit. L'empereur, qui connaît son état, se prépare à la mort, et le général Montholon écrit sous sa dictée l'expression de ses dernières volontés (11). C'est le testament d'un prince qui croit à la restauration de sa dynastie, et qui recommande à son fils la devise qu'il a adoptée : « tout pour le peuple français! » Les comtes Bertrand, Montholon et Marchand sont institués ses exécuteurs testamentaires; il les charge en même temps de la liquidation de la somme de six millions, confiée aux banquiers Perregaux et Laffite, et destinée à l'acquit de ses legs. Il dicte encore quelques conseils destinés à être mis sous les yeux du roi de Rome. Autour de son lit de mort, les illusions voltigent en foule. Sous le poids de la souffrance, il a perdu toute la lucidité de son esprit supérieur. Une France, une Europe de convention lui apparaissent dans un prochain avenir; il voit les souverains qui ont précipité sa chute, donner la main à l'héritier du trône impérial et étayer eux-mêmes son pouvoir. Lui qui a dit : « l'Europe « avant un demi-siècle sera cosaque ou républicaine, » il indique au jeune roi de Rome, prisonnier de l'Autriche, l'alliance russe, comme la plus solide et la plus féconde (12).

La conviction de sa fin très prochaine est tellement arrêtée chez lui, que le 27 avril il fait écrire à Montholon la lettre qui doit annoncer à sir Hudson-Lowe ce funeste événement. Il en pèse tous les termes, afin d'être sûr que même au-delà de la tombe sa dignité ne sera pas compromise :

« Monsieur le gouverneur, l'empereur Napoléon est mort le..... à la suite d'une longue et pénible maladie. J'ai l'honneur de vous en faire part.

(*) Lettre du général Bertrand à lord Liverpool.

« Il m'a autorisé à vous communiquer, si vous le désirez, ses dernières volontés. Je vous prie de me faire savoir quelles sont les dispositions prescrites par votre gouvernement pour le transport de son corps en Europe, ainsi que celles relatives aux personnes de son service. »

Cependant, à mesure qu'avançait le moment suprême et que s'effaçaient de l'esprit de l'empereur les préoccupations de la vie, les souvenirs de sa patrie et de son enfance, les impressions premières de son éducation corse se réveillaient en lui. Il avait ouvert son testament par ces mots : « Je meurs dans la « religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je « suis né il y a plus de cinquante ans. » L'abbé Vignali fut appelé pour lui prodiguer les consolations religieuses; et comme Napoléon remarquait sur le visage de ses amis des signes non équivoques de surprise, il leur dit avec affectation : « J'a- « vais besoin de cela, voyez-vous. Je suis Italien, enfant de « classe de la Corse. Le son des cloches m'émeut; la vue d'un « prêtre me fait plaisir. Je voulais faire un mystère de tout ceci; « mais cela ne me convient pas; je dois, je veux rendre gloire « à Dieu. Je doute qu'il lui plaise de me rendre la santé; n'im- « porte, donnez vos ordres, faites dresser un autel dans la « chambre voisine; qu'on y expose le saint-sacrement et qu'on « dise les prières des quarante heures. »

Arrêtons-nous un instant sur cet épisode du calvaire napoléonien. L'homme du fait, le constant adversaire de l'idéologie, traitait de folie dangereuse, chez les survivants du drame révolutionnaire, la foi politique qui leur faisait combattre ses usurpations. Cet homme vient à son tour s'incliner devant l'Idée, et, comme le roi des Francs, adorer ce qu'il a si longtemps méprisé. La foi politique et la foi religieuse ne sont-elles pas sœurs; n'ont-elles pas la même origine, si détournée de sa pureté que soit la seconde dans un siècle d'hypocrisie ou d'indifférence? L'une et l'autre ont eu leurs miracles et

leurs martyrs; et, depuis dix-neuf siècles que la parole du fils de Marie s'est fait entendre sur le monde, n'est-ce pas toujours la même œuvre que poursuivent les réformateurs, que cette œuvre s'appelle réforme religieuse, conquêtes politiques, amélioration sociale! Non, ce ne fut pas une capucinade, que cette confession de la foi chrétienne, ainsi que les voltairiens de l'empire l'ont murmuré; et ce ne fut pas non plus un étroit et puéril hommage à l'église de Rome, comme les jésuites de la restauration l'ont dit à leur tour. Ce fut le retour instinctif d'une grande ame vers le spiritualisme longtemps méconnu par elle ; ce fut une aspiration tardive vers l'Idée, vers les Principes qui sont les seuls souverains légitimes de l'humanité, et qui, pour changer de forme et de but, ne l'ont pas moins toujours gouvernée et sauvée de la barbarie, des tyrans, des fausses superstitions, de la corruption des matérialistes et de l'exploitation de l'égoïsme social.

Le 5 mai 1821, à cinq heures quarante-neuf minutes du soir, tandis que le soleil disparaissait à l'horizon, Napoléon Bonaparte rendait le dernier soupir sur son lit de camp. Une dernière fois, sir Hudson-Lowe fut appelé à constater la présence de l'illustre prisonnier qui n'était plus qu'un cadavre. Le 6, à sept heures du matin, le gouverneur de l'île est admis auprès de l'empereur, qui a été revêtu de l'uniforme des chasseurs à cheval de la garde, et dont les pieds sont couverts du manteau de Marengo, qu'il portait dans toutes les batailles. Le général Bertrand est debout à droite du lit mortuaire, M. Marchand à gauche; l'abbé Vignali se tient en prières. Hudson-Lowe introduit par Montholon, est accompagné du commissaire français M. de Montchenu, de l'amiral Lambert commandant l'escadre, du brigadier-général Coffin, de MM. Broock et Thomas, membres du Conseil d'administration colonial de l'île, de deux capitaines de la marine royale, et des docteurs Mitchels, Short, Arnott, Burton et Lewinsgton, médecins de l'escadre, de la

garnison de l'île (*). Tous s'inclinent avec un respect mêlé de stupeur, devant ce corps inanimé, qui pendant un quart de siècle a été l'axe de la société européenne. Les régiments de la garnison, des députations de l'escadre, officiers, soldats et marins, défilent à leur tour et mettent genou en terre. Quelques-uns pressent sur leurs lèvres le manteau de Marengo. Hudson-Lowe essaie de s'opposer à la pieuse manifestation et veut arrêter l'élan qui entraîne tous les soldats à Longwood ; mais le colonel du 20ᵉ lui répond : « Napoléon est mort ; la loi d'exception n'existe plus. J'ai le droit de faire sortir mon régiment comme il me plaît ; et je le fais.

Un caveau fut construit à la hâte, à la fontaine Tolbett, au-dessous d'un cottage qui servait de résidence au général Bertrand. Le 9 mai les travaux étaient terminés, et à onze heures eut lieu le convoi funèbre. Le corps de Napoléon Bonaparte avait été placé dans un cercueil de fer-blanc, doublé de satin. On y déposa également le cœur renfermé dans un vase, l'estomac dans une boîte, des monnaies d'or et d'argent à l'effigie de l'empereur. Un second cercueil en plomb reçut le premier, et un troisième en acajou les deux autres. La garnison prit les armes et forma la haie. Les coins du poële étaient tenus par le comte Bertrand, le comte Montholon, Napoléon Bertrand et Marchand. Madame Bertrand, ses enfants et la maison de l'empereur entouraient le char, que suivit l'état-major et toute la garnison. Quand on descendit le cercueil, il fut salué par l'artillerie des forts et de l'escadre. Une garde d'honneur fut laissée près du caveau fermé et scellé. L'Angleterre ne voulait pas même se dessaisir du cadavre de son prisonnier, dont le nom seul lui apparaissait comme une menace.

Sainte-Hélène n'est plus qu'un tombeau. Le 30 mai, ceux qui ont partagé jusqu'au bout la captivité de Napoléon Bonaparte

(*) *Récit de la captivité de Sainte-Hélène*, par le général Montholon.

s'éloignent de cette île, après un dernier adieu à la fontaine Tolbett. Le *Calmel*, bâtiment de la marine anglaise, les conduit dans la Grande-Bretagne, où ils solliciteront en vain l'exécution du dernier vœu de l'empereur. Pour que ce vœu soit accompli et que ses restes mortels puissent reposer sur les bords de la Seine, il faut que toute une génération grandisse, apportant au monde une idée nouvelle, et que le danger des aristocraties européennes ne vienne plus d'un trône audacieux, mais de l'affranchissement direct et spontané des peuples.

CHAPITRE XXIV.

ÉPILOGUE.

Les Idées napoléoniennes. — Les Intérêts et les Principes. — L'Autorité et la Liberté. — Le Fait et le Droit.

Après avoir suivi, dans un long récit, toutes les phases de l'époque impériale, salué le berceau, couronné la gloire, raconté la chute et conduit le deuil du grand homme des temps modernes; il est utile, laissant de côté tous les événements, oubliant le drame et ses péripéties, de résumer en quelques pages les idées qui en ressortent avec leur enseignement.

L'histoire n'est pas seulement la mémoire des actes humains, elle est encore leur philosophie; et si le passé n'avait rien à apprendre à l'avenir, il faudrait rejeter parmi les simples curiosités de l'esprit les annales stériles du monde.

Il n'en est point ainsi, heureusement. Les sociétés, depuis leur origine, se meuvent dans un cercle qui ne change pas; elles nous offrent sans cesse le spectacle d'une lutte acharnée entre les Intérêts et les Principes, entre l'Autorité et la Liberté, entre la force expansive du Droit et la force compressive des

Faits. Et c'est en étudiant avec soin les divers épisodes d'une telle lutte, en examinant de près les conditions dans lesquelles elle s'est produite tant de fois, que nous pourrons en tirer un jour les grandes lois d'une conciliation sociale, où l'Harmonie remplacera enfin les Antagonismes.

L'histoire des périodes complètes, des systèmes politiques qui nous ont donné leur dernier mot, qui ont acquis tous leurs développements et poussé jusqu'à leur épuisement définitif l'expérimentation de leur formule; une histoire semblable est la seule qui puisse se prêter à un travail de cette nature. La Révolution française, si violemment agitée dans sa marche, mutilée presque à son berceau, disloquée par la conspiration de ses ennemis, noyée dans le sang de ses propres apôtres, tombant enfin dans les mains du Directoire, qui en fit une mine d'or et d'intrigues au profit des corrompus de tous les régimes; la Révolution de 1789 n'est point dans une telle condition. Elle nous a montré le but, qui est l'affranchissement du peuple, la solidarité des hommes, l'égalité des droits et des moyens; mais tout occupée à abattre le vieux monde, elle succombe précisément sous les embûches des priviléges mal étouffés, à l'heure où, sur le sol déblayé, son bras puissant va jeter les premières pierres de l'édifice nouveau. Et cela explique comment, lorsque chez tous les esprits animés du feu de la démocratie, il y a eu un accord unanime sur la haute moralité de cette Révolution, sur sa légitimité, sur sa synthèse; tant de divergences se rencontrent dans l'analyse des faits, dans l'appréciation des caractères, dans la valeur des actes isolés.

L'empire se présente à nous sous un aspect différent. Formant un tout complet, d'une seule pièce, mû par une pensée constante; il offre encore cet immense avantage à la philosophie historique, que celui qui dirigea ses destinées, précipité du trône et contemplant de son exil l'œuvre de ses adversaires, éclairé par une terrible expérience, connaissant l'écueil contre

lequel il s'est brisé, a pu nous donner lui-même, après coup, la théorie de son régime modifiée par la leçon des événements. De manière que si les rares partisans de ce régime étaient rendus un jour, par une combinaison inouïe de circonstances, à la possibilité de le restaurer, ils ne seraient point admis, pour excuser ses vices et son inanité sociale, à arguer d'une première expérimentation incomplète et tronquée par une catastrophe.

Des idées révolutionnaires de 1789, nous ne connaissons encore que les puissantes et généreuses aspirations, et, nous l'avons vu ailleurs, l'échafaud de thermidor, la réaction de 1794 ne permit point aux Jacobins de nous donner leur dernier mot. Des idées napoléoniennes, nous en savons tous les secrets; ils sont consignés dans les annales de quinze années et dans les écrits venus de Sainte-Hélène. Ce sont ces idées que nous analyserons au profit de la génération présente, afin de lui éviter, non pas le fatal essai d'une restauration impériale impossible devant le bon sens et l'éducation politique des masses, mais de dangereuses illusions et les regrets du passé, lorsqu'un avenir immense sollicite toutes les forces vives du peuple.

Il y a dans les sociétés, avons-nous dit, un antagonisme qui tend chaque jour à se dessiner davantage, à mesure que la lumière se fait et qu'un plus grand nombre de citoyens sont appelés dans l'arène de la discussion et de la vie publique : c'est celui des Intérêts et des Principes, de l'Autorité et de la Liberté, des Faits et du Droit. Tant que cet antagonisme n'aura pas disparu, les révolutions seront imminentes, et le monde sans cesse bouleversé, ne marchera vers le progrès qu'à travers les larmes, le sang et l'anarchie. Un gouvernement par excellence serait celui qui ferait disparaître *a priori* cette cause éternelle de luttes. Il ne nous a pas été donné encore d'en posséder un pareil.

Les gouvernements dangereux sont ceux qui portent dans leur propre sein le type de cet antagonisme, sous forme de pondération ou d'équilibre des pouvoirs; les mauvais gouverne-

ments, ceux qui, faisant prédominer l'Autorité seule, dirigent moins la société qu'ils ne la compriment.

Eh bien, il s'est trouvé que les idées napoléoniennes ont participé à la fois de l'une ou de l'autre de ces deux espèces de gouvernement : de la première, par quelques-unes de ses promesses ; de la seconde, par sa pratique. Tout ce que nous connaissons de l'empire, comme application ou comme théorie, ne sort pas de ce cercle vicieux ; et si nous le prouvons par l'examen concret des faits et des documents, les Idées napoléoniennes seront jugées.

On n'a jamais contesté, et nul ne serait admis à contester aujourd'hui que l'établissement consulaire de 1799, ainsi que l'établissement impérial de 1804, eurent pour pensée fondamentale une puissante réaction en faveur de l'Autorité, et aussi le besoin de stabilité et de consolidation éprouvé par une foule d'intérêts ébranlés et vacillants. Que cette réaction fût une nécessité momentanée, nous n'avons pas à nous en occuper ici. L'origine des faits nous importe peu ; leurs conséquences seules sollicitent notre attention. Or, il arriva que l'Empire, fondé sur le besoin d'Autorité et sur la consolidation des Intérêts matériels, à la suite d'une période pleine d'agitation, ne sortit plus de cette voie, qu'il y demeura fatalement attaché, qu'il dut subir les développements exagérés d'un pareil système, et que tous les principes du mouvement révolutionnaire qui l'avait précédé furent sacrifiés, dès qu'ils se trouvèrent en opposition avec l'Autorité et les Intérêts impériaux.

Certes, ce n'est pas de propos délibéré et par l'exécution préconçue d'un complot, qu'un esprit comme Napoléon Bonaparte confisque, détruit une à une toutes les libertés d'un peuple. Napoléon, qui avait pris en haine l'idéologie révolutionnaire, parce qu'il ne considérait que sous son côté inquiet, turbulent et destructeur, le mouvement de 1789 ; Napoléon avait cependant du sang révolutionnaire dans les veines ; il aimait l'appui des

masses, les sentiments démocratiques se faisaient jour dans son âme à de fréquents intervalles; c'est ce qui lui valut son immense popularité parmi le peuple de l'armée, et, en 1815, une marche triomphale à travers nos départements soulevés par sa seule présence. Mais les hommes politiques, si puissants qu'ils soient, ne font pas leur milieu : ils le subissent; et le milieu du chef de l'empire était, nous ne dirons pas fatalement (il n'y a rien de fatal dans le monde), mais logiquement hostile aux principes démocratiques.

Le coup d'État de brumaire fut une atteinte profonde portée à la souveraineté du peuple, un déplacement des forces actives du pays; et désormais l'usurpateur heureux, quelques efforts qu'il tentât pour donner à son gouvernement la sanction démocratique, ne put faire remonter cette souveraineté à la source légitime qu'il avait lui-même tarie. Et il le sentit si bien, que ses appels successifs à la nation eurent lieu dans des conditions qui excluaient tout retour sur le fait accompli. Le Droit a péri, et ce n'est plus que son fantôme que Napoléon décore du nom de république française, bientôt effacé du sceau de l'État, de notre drapeau et du fronton de nos édifices.

Dès lors une série d'attentats secondaires se déduisent l'un l'autre, tout naturellemement, de l'attentat primordial de Saint-Cloud.

La Constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799) est toute faite en vue du besoin d'Autorité. La création du Sénat conservateur en est le point culminant. Le Sénat n'est autre chose qu'un corps de patriciens inamovibles et à vie, revêtus de fonctions exorbitantes; sur les listes formées par les citoyens jouissant des droits de cité, au moyen d'une élection à trois degrés, ils désignent arbitrairement les Législateurs, les Tribuns, les Consuls, les juges de cassation et les commissaires de comptabilité. Le Gouvernement est confié à trois consuls, nommés pour dix ans et indéfiniment rééligibles, avec

la désignation de 1er, 2e et 3e consuls. Les attributions de ce pouvoir exécutif consistent dans la promulgation des lois, dans la nomination des membres du conseil d'État chargés de préparer les projets, des ministres, des ambassadeurs, des officiers de terre et de mer, des commissaires près les tribunaux, des juges de paix et de cassation; dans la direction des recettes et des dépenses de l'État, conformément à la loi. Il peut décerner de son propre chef des mandats d'amener et d'arrêt contre les personnes présumées les auteurs ou complices d'une conspiration contre l'État, à la condition illusoire de les traduire dans les dix jours en justice réglée. Le pouvoir législatif est formé d'un Tribunat qui discute les projets de loi présentés par le Gouvernement, et d'un Corps Législatif muet qui vote sur ces projets sans discussions, après qu'ils ont été débattus devant lui par trois orateurs du Tribunat et trois orateurs du Gouvernement. Les consuls, les sénateurs, les membres du conseil d'État, sont irresponsables dans leurs fonctions, comme les tribuns et les membres du Corps Législatif. Une Haute Cour connaît et juge sans appel les ministres responsables.

Cette Constitution ne consacre ni la liberté de la presse, ni le droit de réunion, ni celui d'association, ni la liberté religieuse. Elle se tait sur toutes les questions sociales, telle que l'enseignement. Elle est toute politique et restrictive. La liberté individuelle, garantie cependant par plusieurs de ses dispositions, est placée sous la menace des lettres de cachet. Le Gouvernement est tout entier placé entre les mains des consuls; le Sénat en conserve et en remonte les rouages, et le pouvoir législatif, privé d'initiative, délibérant dans une chambre sans voter, votant dans une autre sans délibérer, n'est qu'un leurre offert au peuple pour l'habituer peu à peu aux décisions personnelles et despotiques du maître qui lui viendra plus tard.

Tel est le point de départ des Idées napoléoniennes.

« Sans doute, ont dit les admirateurs de ce système, une telle

Constitution n'était point dans les conditions d'existence d'un peuple libre. Mais reportons-nous à l'époque qui la vit promulguer. L'abus, les excès, les exagérations de toutes les libertés avaient produit dans le pays une épouvantable anarchie; toute hiérarchie avait disparu, et le Directoire, avili par ses intrigues, par sa faiblesse, par ses concussions, conduisait la France dans un gouffre où la civilisation se serait anéantie. La réaction, pour être efficace, devait être énergique et absolue, et comme tout avait été donné précédemment à la Liberté, tout devait être momentanément donné à l'Autorité pour rétablir l'équilibre. Avec le temps, la part de la Liberté aurait été faite dans les sages mesures d'un bon gouvernement. »

Soit; admettons qu'un bon gouvernement procède en effet de l'équilibre de la Liberté et de l'Autorité, distinctement posées en présence l'une de l'autre, et non de l'Autorité prenant sa source dans la Liberté même, dans les Droits du peuple antérieurs et supérieurs à toute Constitution. Voyons maintenant les Idées napoléoniennes à l'œuvre.

De 1799 à 1814, nous avons trois sénatus-consultes organiques de la Constitution de l'an VIII, qui forment la charte complète des gouvernements consulaire et impérial. Le sénatus-consulte organique de la Constitution de l'an VIII, du 6 thermidor an X (4 août 1802), agrandit encore la part de l'Autorité, c'est-à-dire du gouvernement confié à des Consuls à vie; et, transportant avec une rigoureuse logique ce système jusque dans la profondeur des masses d'où émane un semblant de représentation, les fonctions de membres des colléges électoraux elles-mêmes sont déclarées à vie. En haut et en bas de l'échelle politique, depuis l'électeur jusqu'au chef du pouvoir, l'inamovibilité est instituée. Désormais le sang social circulera plus lentement encore dans le pays.

Le Tribunat est réduit de cent membres à cinquante. Le droit de grâce est accordé au premier consul.

Le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII (18 mai 1804) transforme le premier consul en empereur, établit l'hérédité dans sa famille, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, institue dans l'Empire les grands dignitaires, qui deviennent autant de têtes de colonnes d'une nouvelle noblesse; détruisant ainsi le principe de l'égalité, proclamé par la révolution créant des intérêts privilégiés en opposition avec les intérêts communs, des monopoles de fonctions qui deviendront bientôt pour certaines familles richement dotées les moules de races aristocratiques : grand électeur, archichancelier de l'Empire, archichancelier d'État, architrésorier, connétable, grand amiral, maréchaux de l'Empire, inspecteurs et colonels généraux de l'artillerie, du génie, des troupes à cheval et de la marine, grands officiers civils de la couronne, tous inamovibles, et présidant chacun un collége électoral. Viennent maintenant les majorats, les titres de ducs, de comtes et de barons empruntés à l'ancienne monarchie; les fonctions de sénateurs accordées par le chef de l'État, et nous aurons le bilan du régime de 1804.

Ce fameux sénatus-consulte qui valut à la France, si souvent troublée par les ambitions princières, le danger d'une nouvelle pépinière de prétendants pouvant invoquer au besoin les titres de leur légitimité, s'occupa de la presse, remise au bon plaisir d'une commission sénatoriale. Cette commission devait veiller à ce qu'aucun empêchement ne fût apporté à la publication des ouvrages autres que ceux qui se distribuent par abonnements et à des époques périodiques, « en tant que l'empêchement n'était « pas justifié par l'intérêt de l'État. » L'intérêt de l'État, sombre et mystérieuse puissance sans contrôle, planait donc au-dessus de la liberté individuelle et de la *liberté de la librairie,* pouvant suspendre l'une et l'autre. Quant à la liberté proprement dite de *la presse,* de la tribune du journaliste, elle n'existait pas.

Enfin, la Haute Cour nationale composée, d'après la Consti-

tution de l'an VIII, de juges choisis par le tribunal de cassation dans son sein et de jurés pris dans la liste nationale, est transformée en Haute Cour impériale, où siégent les princes, les titulaires des grandes dignités et les grands officiers de l'Empire, le grand juge ministre de la justice, soixante sénateurs, les six présidents de section du conseil d'État, quatre conseillers d'État, vingt membres de la cour de cassation. C'est-à-dire que la connaissance de tous les attentats qui peuvent être portés aux droits des citoyens, aux rares garanties de liberté épargnées par une Constitution presque tout entière au profit de l'Autorité, est attribuée à un tribunal envahi par les principaux agents du pouvoir exécutif.

Nous ne citerons que pour mémoire le troisième et dernier sénatus-consulte organique, réglant les diverses conditions de la régence, et ne faisant que consolider tout cet édifice de priviléges et d'exceptions, pour le cas d'une minorité.

Et il n'y a rien ici que l'on puisse contester. Ce sont les constitutions mêmes de l'Empire que nous avons sommairement analysées, toute la charte des Idées napoléoniennes. Mais nous n'avons examiné qu'à la surface l'établissement de Bonaparte, et notre jugement serait aussi incomplet, si nous nous arrêtions à la lettre de ces Constitutions, que si l'on jugeait la pensée réelle de la monarchie restaurée sur la lettre de la constitution octroyée par Louis XVIII. Allons plus avant; descendons des hautes régions où se maximent les droits, dans celles où ils se pratiquent, et nous aurons un triste spectacle.

Cette représentation nationale tronquée, issue de colléges d'électeurs à vie présidés par les grands dignitaires, Napoléon lui conteste l'ombre même du pouvoir législatif. Si quelque velléité d'indépendance se réveille en elle, il se hâte de lui rappeler son origine bâtarde, et il se pose comme le seul représentant du peuple français. Les pâles discussions du Tribunat portent encore ombrage à l'autorité impériale : le Tribunat est

aboli; le pacte de l'an VIII, le sénatus-consulte organique de l'an XII sont violés. Le Corps Législatif lui-même est compté pour si peu, que Napoléon passe une année sans le convoquer, et les impôts continuent à être perçus quoiqu'ils n'aient pas été votés par les députés des départements. L'impôt du sang est également levé par arrêtés impériaux, sans que l'Assemblée soit intervenue. La Constitution n'est plus observée que dans ceux de ses articles qui consacrent les prérogatives monstrueuses du pouvoir exécutif. La liberté individuelle souffre à chaque instant les plus rudes atteintes; les prisons d'État s'ouvrent sans jugement pour recevoir des citoyens suspects de jacobinisme, de prétendus conspirateurs, qui réclament en vain le grand jour des tribunaux. Sur le simple avis du conseil d'État, sanctionné par le Sénat conservateur, n'avons-nous pas vu des masses de patriotes déportés comme complices d'un attentat qui est l'œuvre exclusive du parti de l'émigration. Nous parlons de la machine infernale de Saint-Régent.

Dans une société démocratique, avec une représentation nationale réelle, avec la subalternisation du pouvoir exécutif au pouvoir législatif seul et unique souverain, la centralisation administrative poussée à ses extrêmes limites n'offrirait aucun danger; ses avantages seraient incontestables. Elle fonctionnerait comme un double canal, faisant remonter jusqu'au sommet du gouvernement l'expression constante de la volonté et du besoin des citoyens, et reportant à ceux-ci les incessantes communications de leurs délégués. Ce serait, pour ainsi dire, un va-et-vient régulier de la pensée du pays. Et d'ailleurs, le régime démocratique pour être effectif ne doit pas seulement exister au sommet, il doit encore se manifester tout entier, avec toutes ses conséquences, dans les plus infimes parcelles de l'ordre social; il entraîne avec lui, dans le jeu des institutions communales, une liberté d'action, une indépendance qui pourraient peu à peu affaiblir la puissance, compromettre l'unité de la nation, si un vaste

et fort réseau administratif ne l'enveloppait et ne le resserrait. Mais ce ne fut point dans de pareilles conditions, nous le savons, que Bonaparte créa et développa en France cette centralisation regardée comme le chef-d'œuvre de son règne par les partisans des Idées napoléoniennes. Quand la vie publique était presque partout éteinte; lorsque les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des citoyens ne prenaient pas même part aux illusoires comices d'où sortait une mensongère représentation; lorsque la Commune était administrée par un conseil municipal de privilégiés et par un magistrat à la nomination directe du prince; lorsque enfin tout descendait du pouvoir central, et rien ne remontait vers lui des profondes régions du pays, la centralisation administrative fut une immense entrave de plus parmi tant d'autres institutions oppressives. Que l'ordre public, que le calme et la tranquillité, des masses, que la sécurité des intérêts en résultassent, nous ne le nions point; mais cet ordre public n'existait qu'à la surface, ce calme et cette tranquillité étaient de l'atonie, et les intérêts sauvegardés un odieux monceau de priviléges.

Et si nous ne considérons pas seulement l'effet des idées impériales au point de vue de ce qu'elles produisent sous l'Empire; si nous jetons un coup d'œil sur les temps postérieurs, nous découvrons alors toutes les funestes conséquences de ce régime despotique. Comme il n'est donné à aucune puissance d'arrêter les progrès de l'esprit humain et l'émancipation de la société, comme tous les efforts de la tyrannie n'aboutissent qu'à les faire dévier de leur route normale, à en déplacer le milieu, à en pervertir les conditions; il arriva que la capitale profita d'une manière relative de l'affaiblissement des provinces; que l'esprit public s'y maintint, quoique ralenti, lorsqu'il se retirait peu à peu des régions extrêmes et intermédiaires. La simultanéité de la pensée, la solidarité des opinions, leur isochronisme, s'il nous est permis d'emprunter ce mot aux sciences exactes, furent interrompues. L'unité, la cohésion des divers

éléments gouvernementaux autour du pouvoir central, ne furent pas suivies, dans les mêmes proportions, de l'unité de la pensée publique. Et lorsque se leva le jour des catastrophes, des révolutions, il se trouva que la centralisation administrative de l'Empire n'avait été qu'un instrument brutal, et que l'éparpillement, la dislocation de l'Idée en était la conséquence. N'éprouvons-nous pas encore aujourd'hui les effets de ce déplorable système? Eh quoi! on a bien pu, grâce à un système savamment combiné, former un seul faisceau de toutes les branches de l'autorité; l'ordre le plus strict, le plus régulier a pu être imprimé à tous les mouvements du mécanisme politique; et, tout au contraire, les Principes, l'Idée ont été tantôt abandonnés à eux-mêmes, tantôt comprimés et violentés! Et l'on s'étonnerait que l'Idée et les Principes, en France, nous offrent une telle anarchie, que nous défions, même par les voies les plus régulières, par la pratique la plus sincère du suffrage universel, d'en connaître d'une manière nette et précise la réelle expression.

Voilà le chef-d'œuvre de l'Empire, cette centralisation, qui n'a réuni que des tronçons de bois mort, laissant toutes les branches vives pousser au hasard. L'autorité, toujours l'autorité, rien que l'autorité! Ils oublièrent, en 1799, en 1804, une seule chose : c'est que l'Autorité, pour être légitime, féconde, puissante, pour être un Droit et non point un Fait, doit se déduire tout naturellement, de la Liberté et que la poser, pour base unique d'une société, c'est donner au semeur un champ pierreux où rien ne germe.

Nous avons suffisamment démontré toute l'inanité de l'établissement impérial, destiné à périr d'une manière violente, comme tout ce qui procède de la violence. L'invasion étrangère ne l'a point tué seule. Un pouvoir qui eût jeté de profondes racines dans le pays aurait survécu aux grands désastres de 1814 et de 1815, ou plutôt ces désastres ne se seraient pas produits, parce que la nation tout entière aurait formé

autour de ce pouvoir une vivante et indestructible muraille. Effacez de l'histoire nos revers militaires, supposez Napoléon triomphant de la Russie, de l'Autriche, de l'Europe; et les révolutions qui ont renversé les royautés, dont la sienne a été suivie, l'auraient balayé tôt ou tard pour n'en laisser aucune trace.

L'Acte additionnel aux Constitutions, si impatiemment attendu par la nation, et qui devait « protéger et défendre les intérêts que la révolution avait fait naître », nous montre, mieux encore que tout ce qui précède, l'ignorance et aussi l'impuissance de tous les hommes de l'Empire à rien fonder de durable. Pour les besoins du moment, un pas a été fait vers les Principes, vers la Liberté; on se hâte d'en faire dix vers l'Autorité. Ce qu'il y a de curieux, c'est que les meilleures, les plus libérales intentions, la plus vive sollicitude pour les droits du peuple, aient présidé à la rédaction de cette charte tronquée, étriquée, incomplète. Écoutons le préambule de l'Acte additionnel.

« Depuis que nous avons été appelé par le vœu de la France, « dit Napoléon empereur des Français par la grâce de Dieu, au « gouvernement de l'État, nous avons cherché à perfectionner « à diverses époques les formes constitutionnelles, suivant les « désirs et les besoins de la nation, et en profitant des leçons « de l'expérience. Les Constitutions de l'Empire se sont ainsi « formées d'une série d'actes qui ont été revêtus de l'accepta- « tion du peuple. Nous avions alors pour but d'organiser un « grand système fédératif européen, que nous avions adopté « comme conforme à l'esprit du siècle et favorable aux pro- « grès de la civilisation. Pour parvenir à le compléter et à lui « donner toute l'étendue et toute la stabilité dont il était sus- « ceptible, nous avions ajourné l'établissement de plusieurs « institutions intérieures, plus spécialement destinées à proté- « ger la liberté des citoyens. Notre but n'est plus désormais « que d'accroître la prospérité de la France, par l'affermisse-

« ment de la liberté publique. De là résulte la nécessité de « plusieurs modifications importantes dans les Constitutions, « sénatus-consultes et autres actes qui régissent cet Empire. A « ces causes, voulant, d'un côté, conserver du passé ce qu'il « a de bon et de salutaire, et, de l'autre, rendre les Constitu- « tions de notre Empire conformes en tout aux vœux et aux « besoins nationaux, ainsi qu'à l'état de paix que nous dési- « rons maintenir en Europe, nous avons résolu de proposer « au peuple une suite de dispositions tendant à modifier et à « perfectionner ses actes constitutionnels, à entourer les droits « du citoyen de toutes les garanties, à donner au système re- « présentatif toute son extension, à investir les corps intermé- « diaires de la considération et du pouvoir désirable; en un « mot, à combiner le plus haut point de liberté politique et de « sûreté individuelle, avec la force et la centralisation néces- « saires pour faire respecter par l'étranger l'indépendance du « peuple français et la dignité de notre couronne.... »

Nous accepterons la sincérité de ce préambule. Napoléon, de 1799 à 1814, cherchait à fonder une grande fédération européenne, conforme à l'esprit du siècle et favorable aux progrès de la civilisation; pour accomplir un semblable projet, il était nécessaire d'ajourner l'établissement de plusieurs institutions destinées à protéger la liberté des citoyens. Nous le voulons bien, quoique nous ne comprenions pas encore comment la liberté des Français, la jouissance de leurs droits politiques et sociaux, auraient pu nuire à l'établissement du vaste système fédératif, et, tout au contraire, ne l'auraient pas favorisé, en inspirant aux autres peuples du respect et de l'admiration pour nos propres institutions, qu'ils eussent ainsi enviées. Le but actuel du gouvernement impérial « est de donner au système « représentatif toute son extension, d'accroître la prospérité « de la France, par l'affermissement de la liberté. »

Étrange manière de procéder à cette œuvre, que de débuter

par une usurpation déguisée de pouvoirs. L'article 2, du titre Ier, dispositions générales de l'Acte additionnel, établit que le pouvoir législatif est exercé par l'empereur et par deux Chambres, dont l'une, chambre haute et aristocratique, non élective, héréditaire ou à vie, à la nomination de l'empereur, sera un boulet de plomb attaché aux pieds des législateurs nommés par le peuple. Et comment nommés? par ce système à soupape de sûreté qu'on appelle l'élection à deux degrés. Quant aux Droits de citoyens, nous ne voyons guère dans l'Acte additionnel que ceux dont la Charte de Louis XVIII a octroyé l'exercice, sous bénéfice de lois restrictives : la liberté individuelle, la liberté religieuse, l'inviolabilité des propriétés, la liberté de la presse.

Ainsi, l'équilibre des pouvoirs, c'est-à-dire l'antagonisme de l'Autorité et de la Liberté, est à peu près introduit dans la nouvelle Constitution; et l'expérience n'avait amené les idées napoléoniennes qu'à substituer à un mauvais gouvernement, le timide essai d'un gouvernement dangereux.

Il nous reste maintenant à jeter un coup d'œil sur ce que nous appellerons les aspirations napoléoniennes; sur les développements ultérieurs que Napoléon Bonaparte donna à sa pensée, lorsqu'une chute définitive lui eut montré les inconvénients et les vices de son règne. Lui-même nous a laissé tous les éléments de ce travail; et tandis que les Bourbons torturaient leur Charte aux Tuileries, pour en faire sortir l'arbitraire, il rédigeait la sienne à Longwood. On verra qu'elles avaient encore plus d'un point de contact, et que la France n'eût pas beaucoup gagné au change.

« Je crois qu'il y a moyen de gouverner par une Constitution : j'ai voulu pour la France le sceptre du monde, et pour le lui assurer il me fallait un pouvoir sans contradiction. Pour gouverner la France, réduite à ses limites actuelles ou même naturelles, *il se peut* qu'un régime constitutionnel vaille mieux......

Des élections libres? des discussions publiques? des ministres responsables? la liberté? je veux tout cela; la liberté de la presse surtout.... j'ai écarté la liberté, lorsqu'elle gênait ma route; mais je la comprends, je l'ai aimée; elle a été le rêve de ma jeunesse .... La situation est neuve; je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis; l'on n'est plus à quarante-cinq ans ce que l'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel me convient. Il conviendra sûrement à mon fils. »

C'est à Benjamin Constant que Napoléon adresse ces paroles, en 1815, pendant les Cent-Jours. Cinq ans plus tard, à Sainte-Hélène, il les confirme par ces réflexions léguées au fils de Marie-Louise, dont il espère le retour sur le trône impérial :

« Que résultera-t-il des œuvres de la Sainte-Alliance? L'Europe ne formera tôt ou tard que deux camps : les rois et leur cortége d'un côté, les peuples et leurs intérêts de l'autre. Elle ne se divisera plus par nationalité en royaumes, mais bien par couleur et par opinion. Qui oserait prédire les crises, les effets de tant d'orages accumulés à l'horizon européen? Quant à l'issue, elle est indubitable, car les lumières ne rétrogradent jamais que pour mieux avancer. Peuples et rois me regretteront, et si jamais mon fils est rendu aux Français, il pourra leur dire : Mon père pensait à vous sur son rocher, au milieu de l'Atlantique. Je soumets à votre sanction la Constitution qu'il m'a léguée avec ses conseils, pour la grandeur et pour la prospérité de notre belle patrie. »

Et le général Montholon nous apprend dans ses Mémoires que ce fut sous l'empire de ces impressions que l'empereur prépara la Constitution que ses espérances destinaient au règne de son fils.

Dans son admirable et lucide prescience, Napoléon a deviné et décrit les faits qui doivent se produire un jour en Europe, qui résulteront forcément de l'œuvre impie et absurde de la Sainte-Alliance. D'un côté tous les rois, de l'autre tous les

peuples, sans distinction de nationalité. Tous les Intérêts aristocratiques se grouperont ensemble, devenus, malgré les différences de lieux, de mœurs et de langage, solidaires entre eux; tous les Principes démocratiques, des bords de la Seine aux bords de la Vistule, se donneront la main. Une lutte de géant s'ensuivra, *dont l'issue est indubitable, car les lumières ne rétrogradent jamais que pour mieux avancer*. C'est l'empereur qui le dit. Or, quel rôle trouvera-t-il à son fils, à l'héritier de son sceptre et de ses idées, dans cet immense conflit des temps modernes? Ici, le prophète sublime, illuminé par un rayon d'en haut, disparaît pour faire place à l'étroit politique, enfermé dans les liens inextricables de son système. Entre les rois et les peuples il ose poser une sorte de digue, dont le point d'appui sera la France et la Constitution qu'il lui lègue. Or, nous savons si les Constitutions ont jamais empêché le triomphe de mouvements profondément révolutionnaires, et si les compromis entre les deux antagonismes sociaux ont jamais abouti à une réconciliation impossible. La France, depuis cinquante années, en fait de douloureuses expériences.

I. La Charte napoléonienne de Sainte-Hélène constitue « une « monarchie démocrative, sous la dénomination d'Empire « Français. »

II. La souveraineté, dit-elle, réside dans la nation; mais la nation confère au prince qu'elle élève au trône, sous le titre d'empereur, l'exercice de cette souveraineté dans les limites déterminées par les divers titres de la Constitution.

III. L'empereur transmet à ses descendants en ligne directe, légitime, naturelle, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, le mandat qu'il a reçu de la nation.

IV. En cas d'extinction de cette ligne, un congrès national élève au trône une nouvelle dynastie.

Qu'y a-t-il dans cette Monarchie démocrative qui ne ressemble, à s'y méprendre, à l'empire prétendu démocratique

fondé en 1804, dont la déduction fut l'arbitraire? Nous ne saurions trop le répéter : c'est toujours la Liberté et l'Autorité mises en présence, avec une lutte plus ou moins prochaine, pour conséquence; l'anarchie et le despotisme au bout. Si la souveraineté réside dans la nation, pourquoi ne pas l'y laisser? Si la souveraineté laissée à la nation est un danger public, une impossibilité sociale, pourquoi proclamer ce principe qui ne peut être appliqué, et poser au seuil de la Constitution les outres d'Éole grosses de tempêtes? La légitimité est plus logique, et le droit divin est au moins un attentat conséquent avec lui-même.

Dans la Charte napoléonienne, l'égalité des droits, des charges, les libertés individuelles, de la presse, religieuses, ne trouvent pas plus de garanties et d'expansions que ne nous en ont données les diverses Chartes bourboniennes dont l'impuissance a été prouvée.

Le gouvernement s'y compose, sous l'impulsion et la direction suprême de l'empereur, 1° du Pouvoir législatif; 2° du Pouvoir judiciaire; 3° du Pouvoir exécutif administratif.

Le Pouvoir législatif s'exerce collectivement par l'empereur et par le Corps Législatif « représentant les grands intérêts de « la nation, » et composé de deux Chambres : la Chambre des pairs et la Chambre des députés.

Le pouvoir judiciaire est délégué par l'Empereur.

A l'Empereur seul, en sa qualité de chef suprême de l'État, appartient le pouvoir exécutif administratif, d'intérêt général.

C'est-à-dire que des trois pouvoirs, deux sont entièrement aux mains de l'empereur : l'Exécutif et le Judiciaire; et le troisième, le Législatif, est aux deux tiers dans sa main.

Que vous donniez maintenant pour base à la représentation nationale le suffrage universel direct, ou les deux degrés, ou les électeurs censitaires: la Constitution n'en sera ni meilleure, ni pire; car on ne saurait améliorer ce qui est radicalement mauvais. En politique, les éléments contraires ne se combi-

nent jamais, et leur amalgame ne produit qu'une matière inerte.

La Constitution de Sainte-Hélène ne soupçonne même pas les intérêts sociaux. Le citoyen qu'elle régit est un être de convention, sans besoins, sans aptitudes, vivant dans un monde où le gouvernement ne pénètre point; livré à l'anarchie intellectuelle, morale et matérielle, dès qu'il se trouve en dehors de ce qui concerne la loi, c'est-à-dire la prévention et la répression. L'égalité des droits est proclamée; tous les Français sont égaux devant le Code et devant les tribunaux, et tous sont admissibles aux emplois, aux charges et aux dignités de l'État. Voilà l'Égalité du but, et c'est quelque chose, sans doute; mais l'Égalité des moyens nous manque, et nous retombons dans le privilége. Est-il besoin de consacrer par un article constitutif que toute carrière est ouverte à tous? Et à quelle époque donc n'a-t-il pas été permis au membre de la classe la plus infime de la société de s'élever au niveau de sa valeur naturelle, lorsque celle-ci se trouvait développée par l'instruction? Nous venons de nommer la clef de voûte de l'Égalité : l'Éducation! Ouvrir les emplois, les charges, les dignités à tous les associés de la grande communauté nationale, sans mettre à la portée de tous les instruments de l'œuvre : dérisoire égalité qui jette dans le peuple des aspirations incessantes et inassouvies, et qui transforme en une effroyable vérité la fable de Tantale! Celui qui oserait sonder l'abîme de maux que nous a ouvert l'Egalité ainsi comprise, reculerait d'épouvante.

Napoléon fit beaucoup pour l'instruction, dans les quinze années de son règne; mais ses idées pratiques, dans cette partie comme dans toutes les autres, se ressentirent de ses efforts constants pour créer une aristocratie hiérarchique. Les hautes régions de l'enseignement lui durent de brillantes améliorations; les basses régions furent traitées d'une manière beaucoup moins libérale. Son Université créa un privilége de plus dans son vaste

réseau de priviléges. Il comprit mal l'éducation gratuite, et ne comprit pas du tout l'éducation obligatoire. .

Les idées révolutionnaires qui sont forcément restées incomplètes sur beaucoup de questions, reprises aujourd'hui, s'élèvent ici cependant à mille coudées au-dessus du système napoléonien. Comme premier jalon de ces idées, l'Assemblée nationale avait décrété, le 13 septembre 1791 :

« Il sera créé et organisé une instruction publique, commune « à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseigne- « ment indispensables pour tous les hommes, et dont les établis- « sements seront distribués graduellement dans un rapport « combiné avec la division du royaume. »

Nous trouvons plus tard une disposition de la loi du 29 frimaire an II, ainsi conçue :

« Les pères et mères, tuteurs, curateurs, sont tenus d'envoyer « leurs enfants ou pupilles aux écoles de première instruction. « Ceux qui auront négligé de faire instruire leurs enfants ou « pupilles, seront punis, pour la première fois, d'une amende « égale au quart de leurs contributions; et pour la deuxième, « suspendus de leurs droits civiques pendant dix ans. Ceux des « jeunes gens qui n'auront pas appris, à vingt ans accomplis, « une science, un art ou un métier utile à la société, seront « privés pendant dix ans des droits de citoyen. »

Enfin, de cette Montagne d'où jaillirent tant d'éclairs et tant de tempêtes, une idée d'éducation nationale était sortie, qui eût régénéré la société tout entière, avec un bon système d'application; nous voulons parler du plan d'éducation nationale de Michel Lepelletier, dont le rapport fut fait à la Convention, le 13 juillet 1793. D'après ce plan d'éducation, tous les enfants devaient habiter en commun, être élevés et nourris de la même manière; chaque citoyen, marié ou célibataire, père de famille ou non, fournissait aux frais de cette éducation sous forme d'impôt progressif. Au-dessous d'une contribution de 3 livres,

l'impôt n'était que de 1 livre 10 sols; au-dessus, il s'élevait progressivement, de manière à faire payer 10,000 livres au citoyen jouissant d'un revenu de cent mille. L'éducation en commun commençait à cinq ans, et se terminait à douze ans pour les garçons.

Ce n'est pas ici le lieu de traiter la question de l'enseignement; nous avons voulu seulement mettre en parallèle l'idée napoléonienne, fondant l'Université, prenant la question par le haut, livrant les masses au laissez-faire; et l'idée révolutionnaire descendant tout de suite jusqu'aux premières assises de la société pour y poser les larges bases d'une instruction populaire.

En vain, au XIXe siècle, lorsque de tous côtés surgissent les formules de la nouvelle science sociale, lorsque nous sommes prêts à recueillir tous les fruits de nos expériences d'un demi-siècle, un membre de la famille impériale a-t-il saisi la plume pour essayer la réhabilitation des Idées napoléoniennes (*). L'erreur commune à ceux qui ont regardé l'Empire comme une école politique, et qui rêvent un retour impossible vers le passé; cette erreur a été partagée par le fils d'Hortense Beauharnais. Il a pris les Intérêts, l'Autorité, le Fait pour la grande trilogie gouvernementale; il n'a rien vu au delà ni en deçà, et il a fait son apologie. Certes, on ne nous accusera point d'avoir méconnu la véritable grandeur de Napoléon, d'avoir rétréci, comme l'ont essayé dans le temps les historiens monarchiques, l'œuvre de cet Atlas moderne, qui porta tout un monde sur ses larges épaules quinze années durant. Tous les Faits de son règne sont brillants et marqués au coin d'un génie supérieur, d'une personnalité puissante. Jamais Autorité plus complète, plus virile, plus énergique ne fut placée au sommet d'un État; jamais

(*) *Des Idées Napoléoniennes*, par le *prince* Napoléon-Louis Bonaparte, 1839.

aussi un faisceau d'Intérêts matériels ne fut lié par la main d'un homme avec plus de force et d'habileté. Mais aujourd'hui les Faits ne sont plus que du domaine de l'histoire, et les nouvelles conditions des sociétés européennes interdisent de les renouveler. Les Intérêts, brisés et renversés, ne pourraient être rétablis que sur les ruines des conquêtes démocratiques; nous parlons non-seulement de celles que nous avons faites jusqu'à ce jour, mais encore de celles qui découleront naturellement d'une progression pacifique; l'Autorité se présentant comme une synthèse gouvernementale n'est plus possible.

L'Idée tend de plus en plus à préparer, à faire éclore, à gouverner le Fait. Les Principes se posent chaque jour davantage à côté des Intérêts; ils finiront par les dominer de toute la hauteur qui sépare la justice de la violence. La Liberté renferme dans ses flancs les vraies formules de l'Autorité nouvelle que les sociétés accepteront, et qui fera disparaître tous les antagonismes; parce que ce qui est d'une manière permanente, directe, incessante, l'expression de la volonté de tous, s'impose à chacun sans que la pensée de la résistance vienne à personne.

FIN.

NOTES BIOGRAPHIQUES

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

DU TOME CINQUIÈME.



1

(PAGE 15.)

ARTICLES SÉPARÉS ET SECRETS

Du traité d'alliance entre l'Autriche et la France, signé le 14 mars 1812.

ARTICLE 1er. — L'Autriche ne sera pas tenue de fournir le secours stipulé par l'article 4 du traité patent (*), dans les guerres que la France soutiendrait, ou contre l'Angleterre, ou au delà des Pyrénées.

ART. 2 — Si la guerre vient à éclater entre la France et la Russie, l'Autriche fournira ledit secours stipulé par les articles 4 et 5 du traité de ce jour. Les régiments qui doivent le former seront, dès à présent, mis en marche et cantonnés de manière qu'à dater du 1er mai ils puissent, en moins de quinze jours, être réunis sur Lemberg.

Ledit corps de troupes sera pourvu d'un double approvisionnement de munitions d'artillerie, ainsi que des équipages militaires nécessaires au transport de vingt jours de vivres.

ART. 3 — De son côté, S. M. l'empereur des Français fera toutes ses dispositions pour pouvoir opérer contre la Russie, à la même époque, avec toutes les forces disponibles.

ART. 4. — Le corps de troupes fourni par S. M. l'empereur d'Autriche sera

(*) . . . . . Les deux hautes parties contractantes... s'obligent à se secourir mutuellement... Ce secours stipulé sera composé de 30,000 hommes, dont 24,000 d'infanterie et 6000 de cavalerie, constamment entretenus au grand complet de guerre, et d'un attirail de soixante pièces de canon.

formé de trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie commandées par un général autrichien, au choix de S. M. l'empereur d'Autriche.

Il agira sur la ligne qui lui sera prescrite par S. M. l'empereur des Français et d'après ses ordres immédiats.

Il ne pourra toutefois être divisé : il formera toujours un corps distinct et séparé.

Il sera pourvu à sa subsistance en pays ennemi, suivant le même mode qui sera établi pour le corps de l'armée française, sans rien changer toutefois au régime et aux usages de détail établis par les règlements militaires de l'Autriche pour la nourriture des troupes.

Les trophées et le butin qu'il aura faits sur l'ennemi lui appartiendront.

Art. 5. — Dans le cas où, par suite de la guerre entre la France et la Russie, le royaume de Pologne viendrait à être rétabli, S. M. l'empereur des Français garantira spécialement, comme il garantit dès à présent à l'Autriche, la possession de la Gallicie.

Art. 6. — Si, le cas arrivant, il entre dans les convenances de l'empereur d'Autriche de céder, pour être réunie au royaume de Pologne, une partie de la Gallicie, en échange des provinces illyriennes, S. M. l'empereur des Français s'engage, dès à présent, à consentir à cet échange. La partie de la Gallicie à céder sera déterminée d'après la base combinée de la population, de l'étendue des revenus ; de sorte que l'estimation des deux objets de l'échange ne soit pas réglé par l'étendue du territoire seulement, mais par sa valeur réelle.

Art. 7. — Dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, S. M. l'empereur des Français s'engage à procurer à S. M. l'empereur d'Autriche des indemnités et agrandissements de territoire qui, non-seulement compensent les sacrifices et charges de la coopération de Sadite Majesté dans la guerre, mais qui soient un monument de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains.

Art. 8. — Si, en haine des liens et engagements contractés par l'Autriche envers la France, l'Autriche était menacée par la Russie, S. M. l'empereur des Français regardera cette attaque comme dirigée contre lui-même et commencera immédiatement les hostilités.

Art. 9. — La Porte Ottomane sera invitée à accéder au traité d'alliance de ce jour.

Art. 10. — Les articles ci-dessus resteront secrets entre les deux puissances.

Art. 11. — Ils auront la même force que s'ils étaient insérés dans le traité d'alliance, et ils seront ratifiés et les ratifications échangées dans le même lieu et à la même époque que celles dudit traité.

Fait et signé à Paris, le 14 mars 1812.

2

(PAGE 34.)

La bizarrerie de cette position est parfaitement indiquée dans l'épisode suivant de la campagne de Russie. Les troupes prussiennes auxiliaires de la grande armée, sous le commandement du général Grawert, bloquaient la ville de Riga vers la fin de juillet 1812. Après l'évacuation du camp de Drissa par l'empereur de Russie, le général Grawert somma la place de se rendre, en faisant savoir au gouverneur militaire, le lieutenant général Essen, qu'il allait recevoir l'artillerie nécessaire pour commencer le siége, et que toute résistance étant impossible, il valait mieux éviter à une ville florissante les horreurs d'un assaut. Le lieutenant général se borna à adresser cette répônse au général prussien, allié de Napoléon :

« Si je pouvais croire qu'un général prussien, de son propre mouvement, pût écrire une lettre comme celle que Votre Excellence m'a adressée en date d'hier, j'aurais tenu au-dessous de ma dignité d'y répondre ; mais comme un style étranger y perce trop, j'adresse ces lignes en réponse à sa lettre, dans la persuasion où je suis que Votre Excellence n'est que l'organe d'un pouvoir despotique auquel elle se croit obligée d'obéir strictement ; et je la prie d'agréer les témoignages de ma considération.

« *Signé* ESSEN, premier lieutenant général de S. M. l'empereur de Russie, gouverneur militaire de Riga. »

3

(PAGE 46.)

Dans son exil, Napoléon a lui-même reconnu implicitement la faute qu'il commit en livrant bataille à Kutusow, au lieu de marcher tout droit sur Moskow. Voici ce que nous lisons dans

l'ouvrage de M. de Montholon sur l'île Sainte-Hélène; c'est un fragment de conversation entre l'empereur et le général Gourgaud :

« A la bataille de la Moskowa, j'aurais pu tourner par la droite la position « des Russes et les forcer à l'abandonner; mais j'avoue que je ne la jugeais « pas si forte qu'elle l'était; et d'ailleurs, j'avais besoin d'une bataille. Je « voulais profiter de l'occasion pour empêcher Kutusow de m'entraîner plus « avant à sa poursuite dans l'intérieur de la Russie, sans qu'une grande bataille « ait décidé de la paix. » — Mais, observa le général Gourgaud, la bataille de la Moskova a coûté bien cher; et si Votre Majesté avait gagné Moscow sans que son armée eût été entamée, peut-être aurait-elle été plus sûre de dicter la paix. — « Ce qui a sauvé la Russie, reprit l'empereur, et m'a perdu, c'est « l'incendie de Moscow. Qui pouvait le prévoir? Kutusow avait constamment « manœuvré pour protéger cette vieille capitale de la Moskowie. C'est le pa- « triotisme sauvage de Rostopschin qui a sacrifié Moscow. D'ailleurs, si Da- « voust avait été dans cette campagne ce que je l'ai toujours connu, l'armée « russe aurait été entièrement détruite, et de bien grands malheurs n'au- « raient pas eu lieu. Tout cela fait mal. »

4

(Page 179.)

Duroc, duc de Frioul, né à Pont-à-Mousson, en 1772.—Fils d'un notaire de cette ville, il était lieutenant d'artillerie en 1792. Connu pour ses opinions royalistes, il émigra; mais obéissant bientôt à de meilleures inspirations, il rentra en France après quelques mois de séjour en Allemagne, et servit tour à tour sous le général Lespinasse et sous Bonaparte; il fit les campagnes d'Italie et d'Égypte. Instruit des projets ambitieux du futur empereur, il le suivit à Paris pour l'aider dans l'exécution du coup d'État de brumaire. Napoléon savait se servir de ceux qui l'entouraient dans les rigoureuses limites de leurs aptitudes. Il n'était pas seulement grand tacticien devant l'ennemi, et l'art de grouper et de mettre en relief les individualités lui était aussi familier dans son cabinet que sur le champ de bataille. Il avait deviné tout le parti qu'il pourrait tirer, après son élévation, du caractère de Duroc, froid, discret, réservé. Il en fit un véritable confident de chambre, initié à tous les secrets de la vie privée et de la vie politique de *son maître;* et c'est avec intention que nous employons ici ce mot : Napoléon fut, dans le sens littéral, un maître pour le duc de Frioul. Cachant sous l'apparence d'une

grande sécheresse de cœur une nature aimante, Duroc s'attacha à l'Empereur avec le dévouement aveugle d'un esprit sans initiative. Tout absorbé par ses fonctions de grand maréchal du palais, sa carrière militaire ne nous offre rien de saillant depuis le siége de Saint-Jean d'Acre, où il avait été blessé par un éclat d'obus. Duroc a été un des serviteurs de Napoléon que les écrivains de la Restauration ont le plus sali dans d'infâmes libelles : ils en ont fait une espèce de muet de sérail, complaisant pourvoyeur des plaisirs impériaux.

5

(Page 204.)

Moreau (Jean-Victor), né à Morlaix le 11 août 1763. — Nous avons vu dans la *Galerie historique de la révolution française* et dans le cours de l'*Histoire de Napoléon*, les principaux épisodes de la vie politique et militaire de Moreau. En 1805, à la suite de sa condamnation à deux années de prison, commuées en exil, il s'embarqua à Cadix pour les États-Unis, où il séjourna jusqu'en 1813. Le 21 juin de cette année, il partait pour l'Europe, avec M. de Svinine, conseiller d'ambassade russe. Le congrès des puissances coalisées l'attendait à Prague. On avait jeté les yeux sur lui comme le seul général qu'on pût opposer à Napoléon ; et Moreau était destiné à conduire les armées alliées au sein de la France, lorsque le boulet de Dresde lui épargna ce forfait écrasant. Il succomba à sa blessure, après cinq jours d'affreuses souffrances, dans la nuit du 1er au 2 septembre. L'empereur de Russie fit embaumer son corps, que l'on transporta à Saint-Pétersbourg, où il fut inhumé dans l'église catholique.

Alexandre écrivit à la veuve du général français :

« Madame, après le coup funeste qui vient de frapper à mes côtés le général Moreau, et me priver des lumières et de l'expérience de ce grand homme, je me flattais encore que les soins que je lui ai fait prodiguer pourraient le conserver à sa famille, à mon amitié. Le ciel en a ordonné autrement. Il est mort comme il a vécu, avec toute la fermeté d'une âme forte. — Dans les grands malheurs de la vie, il n'y a qu'une consolation : celle de voir les autres y prendre part. Tel est le sentiment, Madame, que vous trouverez en Russie dans tous les cœurs. S'il vous convenait d'y demeurer, je chercherais tous les moyens d'y embellir la vie d'une personne que je dois soutenir et consoler. C'est un devoir sacré pour moi. Je vous prie, Madame, de me faire connaître toutes les occasions où je pourrais vous être utile, et de m'écrire directement. Il me sera doux de prévenir vos désirs. L'amitié que j'ai vouée à votre époux s'étend au delà du tombeau, et je n'ai aucun moyen de remplir, au moins en partie, mes obligations envers lui, que de faire quelque bien à sa famille

Signé Alexandre. »

La Restauration ne pouvait manquer d'honorer la mémoire du général qui, reniant tout son passé de soldat de la République et les lauriers de Hohenlinden, précédait Marmont, Augereau et Murat dans la voie funeste des trahisons, en tirant l'épée contre sa patrie. La veuve de Moreau reçut de Louis XVIII le titre de maréchale.

6

(PAGE 348.)

« Non content d'entendre l'air de *Vive Henri IV!* le public a voulu que Laïs vînt en chanter les paroles. Cet acteur s'est avancé, un papier à la main, et a entonné sur l'air chéri l'impromptu suivant, dont on ne doit juger que l'excellente intention :

Vive Guillaume -
Et ses guerriers vaillants!
De ce royaume
Il sauve les enfants.
Par sa victoire
Il nous donne la paix,
Et compte sa gloire
Par ses nombreux bienfaits.

Vive Alexandre!
Vive ce roi des rois!
Sans rien prétendre,
Sans nous dicter des lois,
Ce prince auguste
A le triple renom
De héros, de juste,
De nous rendre un Bourbon!

(*Journal des Débats*, du 3 avril 1814.)

7

(PAGE 363.)

TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU.

S. M. l'empereur Napoléon, d'une part; et LL. MM. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohème, l'empereur de toutes les Russies, et le roi de Prusse, stipulant, tant en leur nom qu'en celui de tous les alliés, de l'autre; ayant nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'empereur Napoléon, les sieurs Armand-Auguste-Louis de Caulaincourt, duc de Vicence, son grand-écuyer, sénateur, ministre des relations extérieures, grand-aigle de la Légion-d'Honneur, chevalier des ordres de Léopold d'Autriche et de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newski, de Sainte-Anne de Russie, et de plusieurs autres; Michel Ney, duc d'Elchingen et maréchal de l'Empire, grand-aigle de la Légion-d'Honneur, chevalier de la Couronne-de-Fer et de l'ordre du Christ; Jacques-Étienne-Alexandre Mac-

donald, duc de Tarente, maréchal de l'Empire, grand-aigle de la Légion-d'honneur, et chevalier de la Couronne-de-Fer;

Et S. M. l'empereur d'Autriche, le sieur Clément-Wenceslas-Lothaire, prince de Metternich, Winebourg Schsenhausen, chevalier de la Toison-d'Or, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, grand-aigle de la Légion-d'Honneur, chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Alexandre Newski et de Sainte-Anne de Russie, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, grand'-croix de l'ordre de Saint-Joseph de Wurzbourg, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et de plusieurs autres, chancelier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, curateur de l'Académie impériale de S. M. I. et R. apostolique, et son ministre d'État des conférences et des affaires étrangères.

(Dans le traité avec la Russie sont les titres du baron de Nesselrode, et dans le traité avec la Prusse sont les titres du baron de Hardenberg).

Les plénipotentiaires ci-dessus nommés, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

S. M. l'empereur Napoléon renonce, pour lui et ses successeurs descendants, ainsi que pour chacun des membres de sa famille, à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'empire français et le royaume d'Italie que sur tout autre pays.

ARTICLE 2.

LL. MM. l'empereur Napoléon et l'impératrice Marie-Louise conserveront ces titres et qualités pour en jouir leur vie durant.

La mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'empereur conserveront également, partout où ils se trouveront, les titres de princes de sa famille.

ARTICLE 3.

L'île d'Elbe, adoptée par S. M. l'empereur Napoléon pour le lieu de son séjour, formera, sa vie durant, une principauté séparée, qui sera possédée par lui en toute souveraineté et propriété.

Il sera donné en outre en toute propriété à l'empereur Napoléon un revenu annuel de deux millions de francs en rente sur le grand-livre de France, dont un million reversible à l'impératrice.

ARTICLE 4.

Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour faire respecter, par les Barbaresques, le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe, et pour que, dans ses rapports avec les Barbaresques, elle soit assimilée à la France.

ARTICLE 5.

Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla seront donnés en toute

propriété et souveraineté à S. M. l'impératrice Marie-Louise. Ils passeront à son fils et à sa descendance en ligne directe. Le prince son fils prendra, dès ce moment, le titre de prince de Parme, de Plaisance et Guastalla.

ARTICLE 6.

Il sera réservé dans les pays auxquels Napoléon renonce pour lui et sa famille, des domaines, ou donné des rentes sur le grand-livre de France, produisant un revenu annuel net et déduction faite de toutes les charges, de deux millions cinq cent mille francs. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété, et pour en disposer comme bon leur semblera, aux princes et princesses de sa famille, et seront répartis entre eux de manière à ce que le revenu de chacun soit dans la proportion suivante, savoir :

A madame Mère, trois cent mille francs ;

Au roi Joseph et à la reine, cinq cent mille francs ;

Au roi Louis, deux cent mille francs ;

A la reine Hortense et à ses enfants, quatre cent mille francs;

Au roi Jérôme et à la reine, cinq cent mille francs;

A la princesse Élisa, trois cent mille francs ;

A la princesse Pauline, trois cent mille francs;

Les princes et princesses de la famille de l'empereur Napoléon conserveront en outre tous les biens, meubles et immeubles, de quelque nature que ce soit, qu'ils possèdent à titre particulier, et notamment les rentes dont ils jouissent, également comme particuliers, sur le grand-livre de France, ou le Monte-Napoleone de Milan.

ARTICLE 7.

Le traitement annuel de l'impératrice Joséphine sera réduit à un million, en domaines ou en inscriptions sur le grand-livre de France. Elle continuera à jouir en toute propriété de tous ses biens meubles et immeubles particuliers, et pourra en disposer conformément aux lois françaises.

ARTICLE 8.

Il sera donné au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable hors de France.

ARTICLE 9.

Les propriétés que S. M. l'empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire soit comme domaine privé, resteront à la couronne.

Sur les fonds placés par l'empereur Napoléon, soit sur le grand-livre, soit sur la Banque de France, soit sur les actions des forêts, soit de toute autre manière, et dont S. M. fait abandon à la couronne, il sera réservé un capital de deux millions, pour être employé en gratifications en faveur des personnes

qui seront portées sur l'état que signera l'empereur Napoléon et qui sera remis au gouvernement français.

ARTICLE 10.

Tous les diamants de la couronne resteront à la France.

ARTICLE 11.

L'empereur Napoléon fera retourner au trésor et autres caisses publiques toutes les sommes et effets qui auraient été déplacés par ses ordres, à l'exception de ce qui provient de la liste civile.

ARTICLE 12.

Les dettes de la maison de S. M. l'empereur Napoléon, telles qu'elles se trouvent au jour de la signature du présent traité, seront immédiatement acquittées sur les arrérages dus par le trésor public à la liste civile, d'après les états qui seront signés par un commissaire nommé à cet effet.

ARTICLE 13.

Les obligations du Monte-Napoleone de Milan envers tous les créanciers, soit français soit étrangers, seront exactement remplies sans qu'il soit fait aucun changement à cet égard.

ARTICLE 14.

On donnera tous les sauf-conduits nécessaires pour le libre voyage de S. M. l'empereur Napoléon, de l'impératrice, des princes et princesses, et de toutes les personnes de leur suite qui voudront les accompagner ou s'établir hors de France, ainsi que pour le passage de tous les équipages, chevaux et effets qui leur appartiennent.

Les puissances alliées donneront, en conséquence, des officiers et quelques hommes d'escorte.

ARTICLE 15.

La garde impériale fournira un détachement de douze à quinze cents hommes de toute arme, pour servir d'escorte jusqu'à Saint-Tropez, lieu de l'embarquement.

ARTICLE 16.

Il sera fourni une corvette armée et les bâtiments de transport nécessaires pour conduire au lieu de destination S. M. l'empereur Napoléon ainsi que sa maison. La corvette demeurera en toute propriété à S. M.

ARTICLE 17.

S. M. l'empereur Napoléon pourra emmener avec lui et conserver pour sa garde quatre cents hommes de bonne volonté, tant officiers que sous-officiers et soldats.



ARTICLE 18.

Tous les Français qui auront suivi S. M. l'empereur Napoléon et sa famille seront tenus, s'ils ne veulent pas perdre leur qualité de Français, de rentrer en France dans le terme de trois ans, à moins qu'ils ne soient compris dans les exceptions que le gouvernement français se réserve d'accorder après l'expiration de ce terme.

ARTICLES 19.

Les troupes polonaises de toute arme qui sont au service de France auront la liberté de retourner chez elles, en conservant armes et bagages, comme un témoignage de leurs services honorables. Les officiers, sous-officiers et soldats conserveront les décorations qui leur auront été accordées et les pensions affectées à ces décorations.

ARTICLE 20.

Les hautes puissances alliées garantissent l'exécution de tous les articles du présent traité. Elles s'engagent à obtenir qu'ils soient adoptés et garantis par la France.

ARTICLE 21.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le terme de deux jours.

8

(Page 391.)

Qu'il me soit permis de consacrer ici quelques lignes à la mémoire d'un ami, dont la fin tragique sera pour moi un sujet de longs regrets. J'avais confié, en 1845, quelques pages de mon Histoire de Napoléon, premier consul et empereur, au peintre de marine Achille Ollivier, mon concitoyen. S'inspirant du passage relatif au Débarquement du golfe Juan, il exécuta un immense tableau représentant cet épisode de l'épopée impériale. Il s'était rendu sur les lieux, et avait recueilli d'un habitant de Cannes, témoin de cette scène, plusieurs détails fort intéressants qui lui servirent à donner à sa composition toute la vérité locale et historique. Le tableau figura avec honneur à l'exposition de 1846. Malheureusement le peintre l'avait fait dans les proportions d'un grand musée, espérant qu'il serait acheté pour Versailles. Faute de prôneur de feuilleton et de protecteur en cour, le tableau lui resta, et il fut obligé de le couper afin de pouvoir le placer dans son modeste atelier. Achille Ollivier, jeune encore, promettait un excellent peintre de marine; la révolution de 1848 interrompit ses travaux. Au milieu des préoccupations sociales et des agitations de la place publique, on songeait peu à la

peinture, et les ressources qu'il tirait de la vente de petites compositions venant à lui manquer, il dut chercher une occupation qui fournît à ses besoins. Au mois de juin 1848, il m'aidait dans la rédaction d'un journal, le *Monde républicain*, lorsque survint cette fatale insurrection qui nous coûta tant de sang. Le 24 juin, à midi, Achille Ollivier, homme paisible et qui de sa vie n'avait pris part à une manifestation politique, est brutalement arrêté dans un groupe, du côté du Palais-National. Jeté, malgré ses protestations, dans les caveaux des Tuileries, plus d'un mois s'écoule sans que ses amis puissent savoir ce qu'il est devenu. Enfin, à force de démarches et de sollicitations auprès du général Cavaignac et des autorités, on finit par nous dire qu'il a péri dans cette nuit funeste où plus de cinquante prisonniers des Tuileries furent fusillés sur la place du Carrousel. Mais le hasard devait, quelques mois plus tard, me révéler qu'il avait trouvé la mort dans des circonstances encore plus atroces. Un des prisonniers des Tuileries, M. G....., fabricant ébéniste, qui avait eu le bonheur de sortir sain et sauf de cette horrible prison, et à qui je donnai le signalement d'Achille Ollivier, m'affirma qu'un peintre, dont il n'avait pas su le nom, mais dont tous les traits et le costume se rapportaient à ce signalement, avait péri à ses côtés, frappé par une balle, dans les caveaux même. Des gardes nationaux ivres, de ceux qui étaient venus de la province, tiraient à travers les barres des soupiraux sur les prisonniers !

Que de faits de cette nature rencontreront malheureusement ceux qui écriront l'histoire de notre guerre civile !

9

(Page 499.)

CAPITULATION.

« Cejourd'hui, 3 juillet 1815, les commissaires nommés par le commandant en chef des armées respectives.....

« Sont convenus des articles suivants :

« Article 1er. — Il y aura suspension d'armes entre les armées alliées, commandées par S. A. le prince Blücher, S. E. le duc de Wellington, et l'armée française sous les murs de Paris.

« Art. 2. — Demain, l'armée française commencera à se mettre en marche pour se porter derrière la Loire. L'évacuation totale de Paris sera effectuée en trois jours, et son mouvement pour se porter derrière la Loire sera terminé en huit jours.

« Art. 3. — L'armée française emmènera avec elle tout son matériel : artillerie de campagne, convois militaires, chevaux et propriétés des régiments

sans aucune exception. Il en sera de même pour le personnel des dépôts et pour le personnel des diverses branches d'administration qui appartiennent à l'armée.

« Art. 4. — Les malades et les blessés, ainsi que les officiers de santé qu'il serait nécessaire de laisser auprès d'eux sont sous la protection spéciale de MM. les commandants en chef des armées anglaise et prussienne.

« Art. 5. — Les militaires et employés dont il est question dans l'article précédent, pourront, aussitôt après leur rétablissement, rejoindre le corps auquel ils appartiennent.

« Art. 6. — Les femmes et les enfants de tous les individus qui appartiennent à l'armée auront la faculté de rester à Paris. Ces femmes pourront, sans difficultés, quitter Paris pour rejoindre l'armée et emporter leurs propriétés et celles de leurs maris.

« Art. 7. — Les officiers de ligne, employés avec les fédérés ou avec les tirailleurs de la garde nationale, pourront ou se réunir à l'armée, ou retourner dans leur domicile ou dans le lieu de leur naissance.

« Art. 8. — Demain, 4 juillet, à midi, on remettra Saint-Denis, Saint-Ouen, Clichy, Neuilly ; après-demain, 5 juillet, à la même heure, on remettra Montmartre. Le troisième jour, 6 juillet, toutes les barrières seront remises.

« Art. 9. — Le service intérieur de Paris continuera être fait par la garde nationale et le corps de gendarmerie municipale.

« Art. 10. — Les commandants en chef des armées anglaises et prussiennes s'engagent à faire respecter par leurs subordonnés les autorités actuelles telles qu'elles existeront.

« Art. 11. — Les propriétés publiques, à l'exception de celles qui ont rapport à la guerre, soit qu'elles appartiennent au gouvernement, soit qu'elles dépendent de l'autorité municipale, seront respectées, et les puissances alliées n'interviendront d'aucune manière dans leur administration et dans leur gestion.

« Art. 12. — Seront pareillement respectées les personnes et les propriétés particulières. Les habitants et en général tous les individus qui se trouvent dans la capitale, continueront à jouir de leurs droits et de leurs libertés, sans pouvoir être inquiétés ni recherchés en rien relativement aux fonctions qu'ils occupent ou auraient pu occuper, à leur conduite ou à leur opinion politiques.

« Art. 13. — Les troupes étrangères n'apporteront aucun obstacle à l'approvisionnement de la capitale, et protégeront au contraire l'arrivage et la circulation des objets qui y sont destinés.

« Art. 14. — La présente convention sera observée et servira de règle pour les rapports, jusqu'à la conclusion de la paix. En cas de rupture, elle devra être dénoncée dans les formes usitées, au moins dix jours à l'avance.



« ART. 15. — S'il survient des difficultés sur l'exécution de quelques-uns des articles, l'interprétation en sera fait en faveure de l'armée française et de la ville de Paris. »

10

(PAGE 506.)

On délibéra longuement à Londres, pour savoir si Napoléon ne serait pas livré au gouvernement de Louis XVIII. Le 25 juillet 1815, le *Times* cherchait à justifier par avance la comparution de l'empereur devant un tribunal militaire, à propos du prétendu meurtre qu'il aurait fait commettre sur la personne d'un capitaine anglais, compromis dans les conspirations de 1804, et renfermé dans la prison du Temple.

« La première mesure du gouvernement, relativement à Buonaparte, doit être l'établissement d'une commission spéciale ou d'une cour martiale, pour le juger sur le meurtre du capitaine Wright. Il est absurde de prétendre que les cours martiales ne sont instituées que pour juger les délits des soldats du pays auxquels ces cours appartiennent : ce fut une cour martiale américaine qui jugea et condamna à mort le major André, comme espion, et Buonaparte lui-même n'a-t-il pas nommé des commissions de tout genre, et dans tous les pays, pour juger les prétendus délits commis contre sa personne ? »

11

(PAGE 528.)

TESTAMENT DE NAPOLÉON.

« Cejourd'hui, 10 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène.

« Ceci est mon testament ou acte de ma volonté dernière.

« NAPOLÉON. »

I.

1° Je meurs dans la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je suis né, il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très-chère épouse l'impératrice Marie-Louise; je lui conserve jusqu'au dernier moment les plus tendres sentiments. Je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France. Il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des deux invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi!...

7° Je remercie ma bonne et très-excellente mère, le cardinal Fesch, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le *Manuscrit de Sainte-Hélène* et autres ouvrages, sous le titre de *Maximes*, *Sentences*, etc., etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans. Ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie.

J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agirais encore de même (*).

II.

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres, et autres objets tels qu'argenterie, lits de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linges qui ont servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce legs lui soit cher comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

2° Je lègue à lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3° Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma reconnaissance des soins filials qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

(*) Ce passage fut écrit et interligné, après avoir entendu la lecture d'un article publié dans une revue anglaise sur le jugement du duc d'Enghien.

4° Je lègue au comte Bertrand 500,000 francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, 400,000 francs. Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami. Je désire qu'il épouse une veuve, une sœur ou une fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6° Idem à Saint-Denis, 100,000 francs.

7° Idem à Noverraz, 100,000 francs.

8° Idem à Pierron, 100,000 francs.

9° Idem à Archambault, 50,000 francs.

10° Idem à Coursot, 25,000 francs.

11° Idem à Chandellier, 25,000 francs.

12° Idem à l'abbé Vignali, 100,000 francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Nuovo di Rostrino.

13° Idem au comte Las-Cases, 100,000 francs.

14° Idem au comte Lavalette, 100,000 francs.

15° Idem au chirurgien en chef Larrey, 100,000 francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

16° Idem au général Brayer, 100,000 francs.

17° Idem au général Lefèbvre-Desnouettes, 100,000 francs.

18° Idem au général Drouot, 100,000 francs.

19° Idem au général Cambronne, 100,000 francs.

20° Idem au général Mouton-Duvernet, 100,000 francs.

21° Idem aux enfants du brave Labédoyère, 100,000 francs.

22° Idem aux enfants du général Girard, tué à Ligny, 100,000 francs.

23° Idem aux enfants du général Chartran, 100,000 francs.

24° Idem aux enfants du vertueux général Travot, 100,000 francs.

25° Idem au général Lallemand l'aîné, 100,000 francs.

26° Idem à Costa di Basilica, en Corse, 100,000 francs.

27° Idem au comte Réal, 100,000 francs.

28° Idem au général Clausel, 100,000 francs.

29° Idem au baron Menneval, 100,000 francs.

30° Idem à Arnault, auteur de *Marius*, 100,000 francs.

31° Idem au colonel Marbot, 100,000 francs.

Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armées françaises, et à en confondre les calomniateurs et les apostats.

32° Idem au baron Bignon, 100,000 francs.

Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française, de 1792 à 1815.

33° Idem à Poggi di Talavo, 100,000 francs.

34° Idem au chirurgien Emery, 100,000 francs.

35° Ces sommes seront prises sur les 6 millions que j'ai placés en partant de Paris, et sur les intérêts à 5 pour 100 depuis juillet 1815. Les comptes en seront arrêtés avec les banquiers par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

36° Tout ce que ce placement produira au delà de la somme de 5,600,000 fr., dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo et aux officiers et soldats de l'île d'Elbe sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Les legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et, à défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

Mon domaine privé étant une propriété dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache, le compte en sera demandé au baron Labouillaie qui en est le trésorier. Il doit se monter à plus de 200 millions de francs.

Savoir : 1° Le portefeuille contenant les économies que j'ai, pendant quatorze ans, faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de douze millions par an, si j'ai bonne mémoire.

2° Le produit de ce portefeuille.

3° Les meubles de mes palais, tels qu'ils étaient en 1814. Les palais de Rome, Florence, Turin compris. Tous ces meubles ont été achetés des deniers des receveurs de la liste civile.

4° La liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, argenterie, bijoux, meubles, écuries. Les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne Compagnoni.

IV.

Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent de l'armée française qui ont combattu depuis 1792 à 1815 pour la gloire et l'indépendance de la nation; la répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité ;

Moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méri.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

12

(PAGE 528.)

« Mon fils ne doit pas songer à venger ma mort; il doit en profiter. Que le souvenir de ce que j'ai fait ne l'abandonne jamais; qu'il reste toujours

comme moi Français jusqu'au bout des ongles. Tous ses efforts doivent tendre à régner par la paix. S'il voulait par pure imitation et sans nécessité absolue recommencer nos guerres, il ne serait qu'un singe. Refaire mon ouvrage, ce serait supposer que je n'ai rien fait; l'achever, au contraire, ce sera montrer la solidité des bases, expliquer tout le plan de l'édifice qui n'était qu'ébauché. On ne fait pas deux fois la même chose dans un siècle. J'ai été obligé de dompter l'Europe par les armes; aujourd'hui il faut la convaincre. J'ai sauvé la révolution qui périssait, je l'ai lavée de ses crimes, je l'ai montrée au monde resplendissante de gloire; j'ai implanté en France et en Europe de nouvelles idées; elles ne sauraient rétrograder. Que mon fils fasse éclore tout ce que j'ai semé; qu'il développe tous les éléments de prospérité que renferme le sol français. A ce prix il peut encore être un grand souverain.

« Les Bourbons ne se maintiendront pas. Lorsque je serai mort, il y aura partout, même en Angleterre, réaction en ma faveur. C'est pour mon fils un bel héritage. Il est possible que, pour effacer le souvenir de leurs persécutions, les Anglais favorisent le retour de mon fils en France; mais pour vivre en bonne intelligence avec l'Angleterre, il faut à tout prix favoriser ses intérêts commerciaux. Cette nécessité conduit à deux conséquences : combattre l'Angleterre ou partager avec elle le commerce du monde. Cette seconde condition est la seule possible aujourd'hui. La question étrangère prédominera encore longtemps en France la question intérieure. Je lègue à mon fils assez de force et de sympathie pour qu'il puisse continuer mon ouvrage avec les seules armes d'une diplomatie élevée et conciliatrice. Sa position à Vienne est déplorable. L'Autriche le rendra-t-elle sans conditions? Après tout, François Ier s'est trouvé dans une position plus critique; la nationalité française n'y a rien perdu. Que mon fils ne remonte jamais sur le trône par une influence étrangère. Son but ne doit pas être seulement de régner, mais de mériter l'approbation de la postérité. Qu'il se rapproche de ma famille quand il le pourra; ma mère est une femme antique; Joseph et Eugène peuvent lui donner de bons conseils; Hortense et Catherine sont des femmes supérieures. S'il reste en exil, qu'il épouse une de mes nièces; si la France le rappelle, qu'il recherche une princesse de Russie : c'est la seule cour où les liens de famille dominent la politique. L'alliance qu'il contractera doit tendre à augmenter l'influence française au dehors, et non pas à introduire dans le conseil une influence étrangère. La nation française est la plus facile à gouverner quand on ne la prend pas à rebours; rien n'égale sa compréhension prompte et facile; elle distingue à l'instant même ceux qui travaillent pour elle ou contre elle; mais aussi il faut toujours parler à ses sens, sinon son esprit inquiet la ronge, elle fermente et s'emporte.

« Mon fils arrivera après des troubles civils; il n'a à redouter qu'un seul parti, celui du duc d'Orléans; ce parti germe depuis longtemps. Rapportez-lui à ce sujet ce que m'a dit Bertrand. Qu'il méprise tous les partis : qu'il ne

voie que la masse. Excepté ceux qui ont trahi la patrie, il doit oublier les antécédents de tous les hommes et récompenser le talent, le mérite, les services partout où il les trouvera. Chateaubriand, malgré son libelle, est un bon Français.

« La France est le pays où les chefs ont le moins d'influence; s'appuyer sur eux, c'est bâtir sur le sable. On ne fait de grandes choses en France qu'en s'appuyant sur les masses : d'ailleurs un gouvernement doit aller chercher son appui là où il est. Il y a des lois morales aussi inflexibles et aussi impérieuses que les lois physiques. Les Bourbons ne peuvent s'appuyer que sur les nobles et les prêtres, quelle que soit la constitution qu'on leur fasse adopter. C'est l'eau qui va reprendre son niveau en dépit de la machine qui l'a soulevée un moment. Moi, je me suis appuyé sur tout le monde sans exception; j'ai donné le premier exemple d'un gouvernement qui favorise les intérêts de tous; je n'ai pas gouverné pour ou par les nobles, les prêtres, les bourgeois, ou les ateliers; j'ai gouverné pour toute la communauté, pour toute la grande famille française. Diviser les intérêts d'une nation, c'est les desservir tous, c'est engendrer la guerre civile. On ne divise pas ce qui par sa nature est indivisable, on le mutile. Je n'attache aucune importance à la Constitution dont je vous ai dicté les bases principales : bonne aujourd'hui, elle peut être mauvaise demain. D'ailleurs rien ne doit définitivement se faire à cet égard sans l'assentiment formel de la nation; mais le principe fondamental doit être l'universalité des votes.

« Ma noblesse ne sera d'aucun appui pour mon fils; il me fallait plus d'une génération pour qu'elle prît ma couleur, pour qu'elle conservât par tradition le dépôt sacré de toutes mes conquêtes morales. Dès 1815, tous les grands allaient franchement contre moi. Je ne comptais ni sur mes maréchaux ni sur ma noblesse, pas même sur les colonels; mais tout le peuple et toute l'armée jusqu'au grade de capitaine était pour moi. Ma confiance ne m'a pas trompé. Ils me doivent beaucoup; j'étais leur véritable représentant. Ma dictature était indispensable, et la preuve, c'est qu'on m'offrait toujours plus de pouvoir que je n'en voulais. Aujourd'hui, en France, il n'y a de possible que ce qui est nécessaire. Il n'en sera pas de même pour mon fils : on lui disputera le pouvoir; il doit prévenir tous les désirs de la liberté. Il est d'ailleurs plus facile dans les temps ordinaires de voter avec les chambres que seul : les assemblées prennent une grande partie de votre responsabilité, et rien n'est plus facile que d'avoir toujours la majorité pour soi; mais il faut prendre garde et ne pas démoraliser le pays. L'influence du gouvernement est immense en France : s'il sait s'y prendre il n'a pas besoin de corrompre pour trouver des appuis. Le but d'un souverain ne doit pas être seulement de régner, mais de répandre l'instruction, la morale, le bien-être. Tout ce qui est faux est un mauvais secours.

« La France fourmille d'hommes pratiques très-capables; le tout est de

les trouver et de leur donner les moyens de parvenir. Tel est à la charrue qui devrait être au conseil d'État ; tel est ministre, qui devrait être à la charrue. Que mon fils ne s'étonne pas de voir les gens les plus raisonnables en apparence lui proposer les plans les plus absurdes, depuis la loi agraire jusqu'au despotisme du Grand Turc ; tous les systèmes trouvent des apologistes en France. Qu'il écoute tout, mais aussi qu'il mesure tout à sa juste valeur, et qu'il s'entoure de toutes les capacités réelles du pays. Le peuple français a deux passions également puissantes, qui paraissent opposées, et qui cependant dérivent du même sentiment, c'est l'amour de l'égalité et l'amour des distinctions. Un gouvernement ne peut satisfaire à ces deux besoins que par une excessive justice. Il faut que la loi et l'action du gouvernement soient égales pour tous, que les honneurs et les récompenses tombent sur les hommes qui aux yeux de tous en paraissent les plus dignes. On pardonne au mérite, on ne pardonne pas à l'intrigue. La Légion d'Honneur a été un immense et puissant levier pour la vertu, le talent et le courage ; mal employée, ce serait une peste ; on s'aliénerait toute l'armée si l'esprit de cour ou l'esprit de coterie présidait à ses nominations ou à son administration.

« Mon fils sera obligé de régner avec la liberté de la presse. C'est une nécessité aujourd'hui. Il ne s'agit pas pour gouverner de suivre une théorie plus ou moins bonne, mais de bâtir avec des matériaux qu'on a sous la main; il faut subir les nécessités et en profiter. La liberté doit, entre les mains du gouvernement, devenir un puissant auxiliaire pour faire parvenir dans tous les coins de l'empire les saines doctrines et les bons principes. L'abandonner à elle-même c'est s'endormir à côté d'un danger. A la paix générale, j'aurais institué une direction de la presse, composée des plus hautes capacités du pays, et j'aurais fait parvenir jusqu'au dernier hameau mes idées et mes intentions. Aujourd'hui il est impossible de rester comme il y a trois cents ans, tranquille spectateur de la transformation des sociétés ; il faut sous peine de mort ou tout conduire ou tout empêcher.

« Mon fils doit être l'homme des idées nouvelles, et de la cause que j'ai fait triompher partout. Régénérer les peuples par les rois ; établir partout des institutions qui fassent disparaître les traces de la féodalité, qui assurent la dignité de l'homme, développent les germes de la prospérité qui dorment depuis des siècles ; faire partager à la généralité ce qui n'est aujourd'hui que l'apanage d'un petit nombre ; réunir l'Europe dans des liens fédératifs indissolubles, propager dans toutes les parties du monde aujourd'hui sauvages et incultes, les bienfaits du christianisme et de la civilisation, tel doit être le but de toutes les pensées de mon fils, telle est la cause pour laquelle je meurs martyr. A la haine dont je suis l'objet de la part des oligarques, qu'il mesure la sainteté de ma cause. Voyez les régicides : ils étaient naguère dans le conseil d'un Bourbon ; ils rentreront demain dans leur patrie, et moi et les miens nous expions dans les tortures les bienfaits que je voulais donner aux na-

tions. Mes ennemis sont les ennemis de l'humanité ; ils veulent enchaîner les peuples, qu'ils regardent comme un troupeau ; ils veulent opprimer la France, faire remonter le fleuve jusqu'à sa source : qu'ils prennent garde qu'il ne déborde! Avec mon fils les intérêts opposés peuvent vivre en paix, et les idées nouvelles s'étendre, se fortifier sans secousses et sans victimes; d'immenses malheurs seraient épargnés à l'humanité. Mais si la haine aveugle des rois poursuit mon sang après ma mort, alors je serai vengé, mais cruellement vengé. La civilisation y perdra de toutes les manières, si les peuples se déchaînent; des flots de sang seront répandus dans toute l'Europe; les lumières disparaîtront au milieu des guerres civiles et des guerres étrangères; il faudra plus de trois cents ans de troubles pour détruire en Europe l'autorité royale, qui d'hier seulement représente les intérêts de tous, mais qui a mis plusieurs siècles à sortir des étreintes du moyen âge. Si, au contraire, le Nord s'avance contre la civilisation, la lutte sera moins longue, mais les coups seront plus funestes. Le bien-être des peuples, tous les résultats obtenus depuis tant d'années seront perdus, et nul ne peut prévoir quels en seront les résultats désastreux. Les peuples comme les rois ont intérêt à l'avénement de mon fils. Hors des idées, des principes pour lesquels nous avons combattu, et que j'ai fait triompher, je ne vois qu'esclavage et confusion pour la France comme pour l'Europe. . . . . . .

« Il y a des désirs de nationalité qu'il faut satisfaire tôt ou tard, et c'est vers ce but qu'on doit marcher. La position de mon fils ne sera pas exempte d'immenses difficultés. Qu'il fasse par le consentement de tous ce que les circonstances m'ont obligé à faire par la force des armes. Vainqueur de la Russie en 1812, le problème d'une paix de cent ans était résolu ; je tranchais le nœud gordien des peuples; aujourd'hui il faut le délier. Le souvenir des trônes que j'ai élevés dans l'intérêt de ma politique générale doit être écarté. En 1815 j'avais déjà exigé de mes frères qu'ils oubliassent leurs royautés et qu'ils ne prissent pas le titre de princes français. Mon fils doit suivre cet exemple ; car le contraire exciterait de justes alarmes. Ce n'est plus dans le Nord que se résoudront de graves questions, c'est dans la Méditerranée : là, il y a de quoi contenter toutes les ambitions des puissances, et avec des lambeaux de terres sauvages on peut acheter le bonheur des peuples civilisés. Que les rois se rendent à la raison : il n'y aura plus en Europe de matières à entretenir les haines internationales. Les préjugés se dissipent, s'agrandissent, se confondent ; les routes du commerce se multiplient. Il n'est plus possible à une nation de s'en conserver le monopole. »

TABLE DES MATIÈRES

DU CINQUIÈME ET DERNIER VOLUME.

EMPIRE.

